Voici les mémoires d'un militant communiste exclu du P.C. en 1945. Ce témoignage offre un double intérêt, parce qu'il est celui d'un militant ouvrier d'une part d'un cadre moyen du Parti Communiste d'autre part.

Illustré de nombreux documents originaux et inédits, il retrace la vie d'un permanent de « l'appareil », entièrement consacrée au service de son parti jusqu'à l'exclusion qui reste pour lui incompréhensible. Ce récit autobiographique porte sur une décade la plus riche en événements historiques auxquels il a participé : le front populaire, la guerre d'Espagne, le pacte Germano-Soviétique, la « drôle de guerre », l'internement, la résistance, la libération.

Sans amertume mais sans complaisance, il met à nu son passé sans rien dissimuler de ce que fut son comportement de « Stalinien ». Il explique ce qu'il croit être la motivation de son attachement inconditionnel à un homme et surtout à un parti qui, pour lui, incarnait l'esprit de justice et qui le frappera de la pire des injustices : le rejet de la communauté. Alors, brisé par l'épreuve, abandonnant « l'église » sans perdre la foi, sa vie militante deviendra un long cheminement à la recherche d'une autre vérité, d'un autre socialisme.

Les souvenirs de Marcel Thourel représentent un apport inédit à l'histoire de notre temps. Ils sont le récit passionné d'une expérience personnelle qui fait partie de l'aventure collective.

Marcel Thourel, né en 1913, quitte l'école à 13 ans. Ouvrier boulanger, plus tard libraire, profession qu'il exercera jusqu'à la retraite. Il adhère au P.C.F. en 1935. Permanent, il sera responsable du P.C.F. légal ou clandestin dans la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne, le Gers et le Lot-et-Garonne. Après son exclusion, il rejoint le mouvement Trotskiste (P.C.I.), puis il participe à la création du P.S.U. en Tarn-et-Garonne à la direction duquel il restera jusqu'en 1974, date de son entrée au P.S. avec le courant « Rocardien ».



maquette jacques gaïotti — photo studio salvane

Marcel Thourel

ITINERAIRE D'UN CADRE COMMUNISTE

PRIVAT

Marcel Thourel

ITINERAIRE D'UN CADRE COMMUNISTE

1935 - 1950

DU STALINISME AU TROTSKYSME



Préface de Rolande Trempé

Introduction et notes de Dominique Porté

PRIVAT

ITINERAIRE D'UN CADRE COMMUNISTE

En couverture :

17 et 18 février, Maurice Thorez à Toulouse. On reconnaît, de gauche à droite : Roger Garaudy, Marcel Thourel, Pierre Réquier et Maurice Thorez.

Marcel Thourel

ITINERAIRE D'UN CADRE COMMUNISTE

1935-1950

DU STALINISME AU TROTSKYSME

Préface de Rolande Trempé

Introduction et notes de Dominique Porté

PRIVAT

I.S.B.N. : 2-7089-9002-0

Préface

Voici donc les mémoires d'un ancien militant communiste, exclu du P.C. en 1945... Encore ! penseront certains, en raison de la multiplication du genre, depuis quelques années... S'il n'est pas original, le récit de M. Thourel, offre un double intérêt, c'est celui d'un militant *ouvrier* d'une part et d'un *cadre moyen* du parti communiste d'autre part. Marcel Thourel, n'est ni un brillant intellectuel, ni un permanent haut placé. C'était un de ces cadres obscurs, qui à l'échelon départemental et tout au plus régional constituent l'ossature du Parti ; l'un de ces hommes sur qui finalement repose la bonne marche de l'institution. Leur compétence, leur dévouement, leur esprit de discipline, leur esprit de parti, sont les conditions essentielles de l'homogénéité, de l'efficacité et de la solidité du Parti, qu'ils contribuent d'ailleurs à forger. C'est grâce à eux surtout, que le P.C. a pu faire face aux attaques, qui auraient terrassé toute autre organisation de 1939 à 1944. Le gouvernement Daladier, Vichy, les Allemands lui ont sans doute porté des coups terribles, mais s'il a pu trouver en lui-même les ressources propres à sa survie, puis à son extension, c'est bien grâce à l'activité et à l'esprit de sacrifice de ces cadres ouvriers, dispersés dans toute la France. S'il a pu surmonter idéologiquement et politiquement les crises provoquées en son sein par les initiatives imprévisibles de l'Etat soviétique ou de la III[e] Internationale, dont la politique soutenue sans défaillance détermina bien des cas de conscience, bien des démissions et engendra tant de fluctuations dans le comportement officiel de la direction du parti communiste, aussi bien au début de la guerre qu'à la Libération... c'est encore à l'indéfectible esprit de parti de ces cadres qu'il le doit. La manière dont M. Thourel raconte comment il fit le tour des sections, accompagné d'un émissaire du C.C., au lendemain de la signature du pacte germano-sociétique, est à cet égard très révélatrice. Le cadre moyen est un homme du terrain, comme on dit en termes militaires, un officier de troupe. C'est lui qui assure le contact entre la base et le sommet... si lointain. C'est donc un rouage essentiel du Parti. Autre preuve : sorti du camp en mai 1941, assigné à résidence en lieu étranger, surveillé par la police, quelle est la première pensée et la première initiative de M. Thourel ? Rétablir le contact avec le P.C., à défaut : reconstituer de sa propre autorité une cellule... En lui s'incarne et s'exprime le Parti, dont il assure de lui-même la continuité en recréant inlassablement son organisme de base : la cellule. Ainsi opère-t-il après sa libération et pendant toute la période clandestine quand il sera devenu le responsable politique de trois départements du Sud-Ouest.

Cette activité qui nous aide à comprendre la vie quotidienne, le fonctionnement en quelque sorte banal d'une fédération, est l'un des intérêts de ces mémoires.

Il en est d'autres : j'y vois entre autres le témoignage porté sur l'emprise, sa force et sa nature, que le P.C. exerce moralement et intellectuellement sur ses membres. Le cas présent éclairera peut-être beaucoup de gens pour qui la fidélité des communistes, affirmée envers et contre tout, reste incompréhensible.

Marcel Thourel le dit clairement et le reconnaît aujourd'hui encore avec simplicité et honnêteté : il doit tout au Parti : discipline de vie, dévouement à la cause embrassée, esprit de responsabilité, souci de l'organisation et du travail bien fait, subordination de sa propre vie, y compris des joies les plus légitimes aux nécessités de l'action... Aucune des vertus militantes exigées par le Parti ne lui fait défaut. Dans le récit de cet homme, jeune marié pourtant, puis jeune père, aucune place n'est faite à l'épouse ou au fils, à la vie familiale. C'est comme si sa vie sentimentale propre avait été gommée, comme si notre militant n'avait eu de ce côté aucune exigence à satisfaire. L'effacement de soi-même devant l'intérêt supérieur du Parti et de la tâche à accomplir est total. Et qui plus est, il lui semble parfaitement naturel. Cette attitude n'a entraîné en effet aucun conflit chez l'auteur. Aujourd'hui encore, il reconnaît volontiers que, mis en demeure de choisir entre sa famille et le Parti... il aurait choisi le second et sacrifié la première, alors qu'aucune contrainte n'était exercée sur lui.

Comment expliquer cela ? C'est d'une part sa forte conviction, sa certitude d'être (par le truchement du Parti) au service de la classe ouvrière : la sienne, et d'autre part, le contrôle permanent et collectif exercé sur sa manière d'être qui l'ont peu à peu modelé moralement.

Mais, ouvrier et n'ayant reçu qu'une instruction primaire, il doit aussi toute sa formation intellectuelle au Parti.

Ce qui doit aussi retenir l'attention, c'est que cette formation et cette emprise sont le fruit presque exclusif de l'action. M. Thourel a été formé sur le tas, mais conseillé et guidé par de plus anciens. C'est à peine si entre 1936 et 1939, il a eu le temps de suivre une école régionale d'ailleurs organisée par ses soins. La guerre a empêché qu'il aille à l'Ecole Centrale. Ses lectures ont été provoquées par les nécessités de l'action. C'est ainsi qu'il s'est élevé peu à peu à l'appréhension théorique de certains problèmes. Mais, dans ce domaine, ses connaissances resteront lacunaires et ne constitueront pas un système cohérent. Il ne les comblera que beaucoup plus tard, lors de son passage au trotskysme. De même qu'il s'initiera alors à l'histoire d'un parti qu'il a servi, sans connaître son passé, à la fois par nécessité, mais aussi en raison de la carence du Parti lui-même, qui aime peu se pencher sur son passé...

Le cas de l'auteur, nous paraît très représentatif de la plupart des cadres moyens du P.C.F. recrutés et formés à la hâte, lors de la crise des effectifs, à l'époque du Front Populaire. Certes, si M. Thourel est sorti si rapidement du rang, c'est grâce à ses qualités propres d'intelligence, à sa puissance de travail, à son exigence d'efficacité, toutes ces qualités que ses proches ont dû déceler, renforcer, en lui inculquant peu à peu l'esprit de parti, pour les mettre exclusivement au service de l'organisation. Cette formation aboutit donc à l'exaltation des qualités individuelles, tout en subordonnant entièrement l'individu au Parti. Le militant a le sentiment réconfortant d'être lui-même totalement en s'exprimant en son nom. Ce qui le conduit à chercher sans cesse à se surpasser... donc à mieux servir. Avoir

confiance en lui-même, c'est avoir confiance dans le Parti et vice-versa. Le don de soi est donc total : l'auteur nous en donne maintes preuves.

Mais M. Thourel, n'était pas un simple militant : il devint vite un permanent appointé. De ce point de vue, les mémoires apportent beaucoup à la connaissance du mouvement ouvrier. Devenir permanent ! L'auteur a ressenti cette promotion comme un honneur, comme une preuve de la confiance de son parti et comme l'accession à un nouveau mode de vie. Cette nomination allait lui donner plus de loisir et lui ouvrir la possibilité de lire et de s'instruire. Jamais il ne mettra en balance les difficultés d'exercice de sa nouvelle activité avec le métier antérieurement exercé : il se sent libéré et élevé. Il a échappé à la subordination, au bon vouloir, si mal supportés (se reporter au récit de ses débuts d'ouvrier boulanger) de ses patrons successifs.

Il a accédé, ce qu'il ne dit pas mais qui est sensible tout au long des pages, à l'exercice de l'autorité. Toujours exécutant jusqu'alors, désormais, dans la mesure où il incarne la volonté collective du Parti, il est celui à son échelon, qui organise, décide, conseille, loue, blâme... La manière dont il rappelle à l'ordre les femmes de Villeneuve-sur-Lot, à la Libération pour avoir rédigé un tract qu'il estime politiquement inadéquat, est un remarquable exemple de son pouvoir politique et de la manière dont il l'exerce. A tout moment il parle de ses « collaborateurs » de sa « secrétaire » etc., et il donne le sentiment de décider seul. Il ne partage pas son autorité. Parfois on croirait entendre un chef d'entreprise s'exprimer.

C'est au nom du Parti qu'il tranche et ordonne... Mais il ne ressent pas le contrôle de celui-ci comme une contrainte : parler en son nom renforce au contraire son autorité. Jamais, il ne contestera celle du Parti, jamais elle ne lui pèsera. Le jour où il en sera victime, il éprouvera un sentiment d'arbitraire, d'injustice, ce qui est différent.

Etre permanent, c'est aussi, et nous en avons maints exemples, devenir une personnalité locale. Que ce soit à Agen ou à Toulouse, après la Libération, un dirigeant fédéral était quelqu'un avec qui les autorités devaient compter... D'autant plus que M. Thourel était populaire : bon orateur, il n'est pas insensible à la popularité et il aime parler en public. Ainsi est-il sorti de l'anonymat, de l'obscurité qui étaient son lot autrefois.

La vie matérielle assurée, même médiocrement (le récit de sa tournée régionale comme représentant du C.D.L.P. donne une idée de la manière dont les permanents devaient vivre avant-guerre) notre homme apprécie d'avoir échappé à la précarité de l'emploi, à la menace du chômage.

Quel que soit l'angle sous lequel on considère la question, devenir permanent, c'est échapper à la condition ouvrière.

Bien sûr il y a le revers de la médaille, mais il ne lui apparaîtra que lorsque le Parti le rejettera, de manière d'ailleurs incompréhensible pour lui. Tant qu'il sera, ou croira être, dans la « ligne » et exécutera strictement les mots d'ordre du Bureau politique, il se sentira « libre » ; mais que survienne le désaccord (exprimé par une certaine réticence dans l'application des directives, telle celle du désarmement des milices patriotiques, ou par une initiative « malencontreuse » politiquement comme l'affaires des stocks alimentaires de Toulouse) alors surgissent toutes les contraintes dissimulées. L'état de permanent apparaît alors pour ce qu'il était vraiment.

Il faut se soumettre... ou se démettre : M. Thourel, ne fera ni l'un ni l'autre, car à aucun moment il ne se sentit coupable ou infidèle : il sera exclu.

Mais être déchu de sa fonction de permanent, c'est être désigné à l'opprobre générale ; c'est redevenir un homme seul, privé de la fraternité et de la chaleur du combat collectif et mis dans l'impossibilité de servir. C'est un drame aux multiples aspects. Il n'y a qu'à lire cet épisode des mémoires pour être convaincu du désarroi qu'éprouve alors une militant sincère, de son amertume et aussi de son ressentiment. Cette rupture brutale, c'est à la fois la mise en question de sa raison d'être et la mise en cause de sa propre survie mentale et matérielle : car les difficultés s'accumulent pour rentrer dans la vie active.

La chose est d'autant plus difficile, qu'en dehors de la méfiance des employeurs, l'ex-permanent ne peut plus, et c'est le cas de M. Thourel, retourner purement et simplement à son ancien métier, à son ancienne condition. Trop d'habitudes de commandement, d'indépendance ont été prises, trop d'exigences intellectuelles ont été contractées. Il n'était plus question pour lui de redevenir ouvrier boulanger. C'est sans doute son passage au C.D.L.P. qui lui donna les compétences nécessaires et l'idée de sa reconversion dans le commerce du livre par correspondance.

Si bien que, même après son exclusion, c'est encore le Parti qui oriente le choix de sa vie nouvelle. Il pèsera d'ailleurs sur le devenir de sa vie militante et même sur la manière dont il dénonce aujourd'hui le stalinisme.

Il s'agit d'un rejet global, mais l'autocritique exercée par l'auteur ne va pas jusqu'à remettre en cause, c'est-à-dire, jusqu'à faire une analyse critique des actes qu'il a accomplis comme responsable du P.C.

Il continue à raconter les faits et à les revivre dans le même état d'esprit qu'au moment où il les a exécutés. Le récit de la libération d'Agen est à cet égard éclairant. M. Thourel, pense toujours que les organisations de la Résistance agenaise, ont eu une attitude anticommuniste, pour avoir fait échouer le plan qu'il avait élaboré, en dehors d'elles et contre elles et qui permettait au P.C. et aux F.T.P. d'apparaître comme les *seules* organisations libératrices de la ville.

Cela donne la mesure de l'emprise exercée sur lui. Le fait d'écrire ses mémoires et d'évoquer le P.C. en disant encore « mon » parti, et non « le » Parti, prouve à quel point il est resté pénétré toute sa vie par l'influence qu'il a subie dans sa jeunesse, à quel point il s'était identifié à l'organisation porteuse d'un idéal auquel il n'a jamais renoncé...

Tel est le témoignage précieux pour l'histoire du mouvement ouvrier que nous donne ici M. Thourel.

Mais ses mémoires apportent aussi beaucoup à l'histoire locale, à l'histoire du P.C. bien sûr, tant à Toulouse que dans le Tarn-et-Garonne et le Lot-et-Garonne, à deux moments cruciaux : le Front Populaire, la Résistance et la Libération. Outre tous les renseignements pratiques sur l'organisation du P.C., sur ses forces et son rayonnement, le récit nous fait entrevoir deux aspects de l'activité clandestine du P.C. : avant-guerre, l'appui donné à la lutte des républicains espagnols, puisque l'auteur fut chargé d'organiser le passage clandestin en Espagne des volontaires des Brigades Internationales ; pendant la guerre, l'activité *politique* du P.C. dans la Résistance. L'action clandestine de M. Thourel, nous permet de mieux connaître l'une des formes de lutte du P.C., la moins bien connue et la moins souvent évoquée. Les historiens aussi bien que les mémorialistes, en effet, décrivent bien plus volontiers l'action militaire que la vie politique de la Résistance. Et pourtant c'est dans la clandestinité que toute la politique de la Libération et de l'après-guerre s'est élaborée...

Ce livre s'ajoute aux nombreux récits à travers lesquels peu à peu l'histoire du P.C. se dévoile. En ce qui concerne M. Thourel, c'est le motif choisi pour son exclusion qui est révélateur des hésitations de la direction clandestine durant cette période restée longtemps obscure, de septembre 1939 jusqu'à la mi-mai, avec la constitution du Front National, donc *avant* le déclenchement de l'attaque allemande contre la Russie (22 juin 1941). La vérité commence à poindre et peu à peu sous la pression des témoignages multipliés, la direction et les historiens communistes ont été contraints de reconnaître que la démarche de juillet 1940, auprès des Allemands pour faire reparaître *L'Humanité* n'était pas une invention des adversaires politiques. Il semble bien que ne relève pas non plus de l'anticommunisme le rappel des différents mots d'ordre contradictoires données aux militants arrêtés et internés par Vichy en 1940 et 1941. D'abord ne pas s'évader, même si la chose était faisable comme M. Thourel le rappelle, puis quitter les camps à n'importe quel prix, y compris en signant la fameuse lettre à Pétain ; ce qui rendit de nombreux militants à la lutte et leur épargna ou d'être déportés ou de devenir des otages, fusillés sans procès. Le cas de l'auteur apporte une pierre supplémentaire à la connaissance de cette période politiquement ambiguë, ce qui ne retire rien au courage des communistes déjà engagés durant cette même époque soit dans la lutte contre Vichy, soit directement contre les Allemands.

Les mémoires de M. Thourel, représentent donc un apport certain à l'histoire de notre temps. Le lecteur friand d'anecdotes ne sera pas déçu car elles ont leur place dans ce livre et celui qui a soif de connaissance y verra, je l'espère, tout autre chose qu'un règlement de comptes avec le P.C. et les considérera pour ce qu'elles sont : le récit passionné d'une expérience personnelle qui fait partie de l'aventure collective...

Rolande Trempé

L'histoire n'est pas un calcul mathématique. Elle ne comporte pas de système métrique décimal, de numérotation progressive, de quantités égales rendant possible les quatre opérations, les équations et les extractions de racines. La quantité (la structure économique) y devient instrument d'action entre les mains des hommes, ces hommes dont la valeur ne se ramène ni à leur poids, ni à leur taille, ni à l'énergie mécanique qu'ils peuvent développer à partir de leurs muscles et de leurs nerfs, mais qui comptent sélectivement dans la mesure où ils sont esprit, dans la mesure où ils souffrent, comprennent, jouissent, acceptent ou refusent.

Gramsci
Ecrits politiques, tome I

Introduction

Les publications d'autobiographies ou de biographies se multiplient. Rares sont les hommes politiques, les célébrités des arts ou des sciences, les personnalités touchant aux domaines les plus divers (sports, armée, justice...), qui n'écrivent mémoires, souvenirs, récits de leurs activités. Ce phénomène s'étend aujourd'hui au mouvement ouvrier politique ou syndical, non seulement aux leaders, mais encore aux gens « simples », aux « ouvriers anonymes »[1].

Les mémoires, les souvenirs de « militants de la base », présentent un intérêt certain pour l'histoire sociale et politique d'un pays[2]. Ils permettent par le biais du récit d'une expérience personnelle de cerner au plus près de sa réalité une organisation politique. Ce genre d'écrit très particulier, aide l'historien à comprendre les actes, les prises de position de ces hommes. Parfois en contradiction avec les directives nationales et leurs discours, leurs propositions nous informent sur la réalité humaine, vivante, en mouvement permanent qu'est un parti politique.

Qui sont les hommes qui animent les partis ? Ceux qui rédigent et distribuent les tracts, ceux qui collent les affiches, ceux qui patiemment et avec constance discutent, essaient de convaincre.

Marcel Thourel est un de ces militants. Il a rédigé ses « Souvenirs ». Sans le texte du récit de sa vie, à la fois unique et représentative d'une génération, et sans le secours de l'auteur, ce livre n'aurait pu se faire.

***

Marcel Thourel, écrit le récit de sa vie militante intitulé : *Souvenirs 1935-1976*, entre octobre 1974 et octobre 1978. La rédaction à peine commencée, il quitte le parti socialiste unifié dont il a été l'un des animateurs, pendant près de quinze ans dans le département du Tarn-et-Garonne et il adhère au parti socialiste.

Ses *Souvenirs* sont un récit rétrospectif en prose, présenté chronologiquement, qu'une personne réelle fait de sa propre existence, mettant l'accent sur sa vie individuelle de militant : une autobiographie.

1. Sur ce phénomène, voir « La mémoire populaire », *Les cahiers du forum histoire*, novembre 1978, n° 10, 63 p.

2. Pierre Ponsot, Introduction aux *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot*, Jean-Baptiste Dumay, Maspero, 1976, pp. 12 et suivantes.

Dans le chapitre introductif on lit : « Je rédige ces notes tant que ma mémoire est encore fidèle, ce travail de classement si longtemps différé, ne servira certainement à rien, il ne s'agit pas ici d'un texte destiné à la publication, qui pourrait-il intéresser à notre époque, tout au plus s'agit-il d'un survol d'une période de l'histoire fait par un témoin..., ce travail a été pour moi, l'occasion d'un ultime examen de conscience ».

L'inquiétude face aux failles de la mémoire, l'argument de l'ultime examen de conscience, sont avancés. Le texte de Marcel Thourel pose deux problèmes. Autobiographique, il entretient un rapport du présent de l'écriture au passé vécu raconté par l'écriture. Le « je », qui écrit en 1974, n'est pas le même que celui de 1935, dont on a le récit. Il y a, à l'évidence, une distance entre les faits et leur narration. Ensuite, ce texte ne se justifie pas seulement par le désir de pallier aux failles de la mémoire. Il est un examen, un bilan rétrospectif, un essai de réflexion sur une vie militante. Le chapitre qui traite de l'exclusion du parti communiste de ce militant est significatif, de ce fait.

Marcel Thourel, en 1974, essaie de comprendre, cherche les raisons, les pourquoi et les comment de cette « aventure » dont il est le sujet. Le texte, certes, présente des faits, mais il est bien autre chose ; il croyait ne dialoguer qu'avec l'histoire, mais l'écriture laisse entrevoir le monologue passionné et heurte comme un cri de colère d'un homme (avec lui-même).

En tenant compte, simplement, du nombre de pages que l'auteur consacre aux chapitres de sa vie, nous notons l'importance des chapitres 7, 9 et 10, soit les récits de « la clandestinité », du « retour à Toulouse » au cours duquel Marcel Thourel accède à d'importantes responsabilités, et « l'exclusion » du parti communiste. Nous ajoutons que la période concernant la guerre de 1939 est privilégiée.

Dans ce que nous nous permettons de qualifier d' « itinéraire échevelé », d'un militant issu et formé dans le parti communiste français, nous relevons trois certitudes passionnées. D'abord, la foi dans le socialisme, l'espoir constant de voir un jour se réaliser, ce vers quoi toute un vie s'est orientée. Ensuite, une haine inextinguible du fascisme. Marcel Thourel, est significatif d'une génération de militants formés en réaction à la montée du fascisme en France ; alimentée par la guerre d'Espagne, par la Seconde Guerre mondiale et l'occupation nazie, jusqu'à provoquer un « traumatisme ». Enfin, une horreur pour l'univers socialiste stalinien, dont il connaîtra, après 1945, les pires excès et les règles impitoyables, son exclusion étant pour lui la conséquence évidente.

Une vie militante

Eléments chronologiques

Il naît le 3 février 1913, à Toulouse. Il est élevé par sa mère et sa tante. Son père est mort le 30 juin 1915, sur le front de l'Argonne.

D'un milieu très modeste, il grandit dans le quartier Marengo de Toulouse ; quartier ouvrier, marqué par la grève des cheminots de 1920, qui dura tout le mois de mai et s'acheva dans la défaite et la répression (2 500 sanctions).

Sa jeunesse est partagée entre la vie familiale, la vie dans la rue, et l'éducation qu'il reçoit à l'école Saint-Sylve, école catholique du quartier. Le certificat d'études

document 1

La fin des illusions (70)

me voici parvenu au terme du voyage entrepris à travers mes souvenirs. Il a porté sur une décade, la plus riche en événements au cours desquels un militant peut donner ~~toute~~ la mesure de son engagement.

Trente années ont passé depuis la fin de cette période, les choses ont changé, et même le Parti communiste Français, qui paraissait figé sur des positions immuables, a commencé à bouger.

Si au ~~long~~ cours de mon récit, j'ai pu souvent écrire le PC est, il faut rectifier ~~il faut rectifier~~ et lire était, car il est évident que son comportement est différent aujourd'hui de ce qu'il était entre 1935 et 1945, qui reste pour moi la période de référence.
Bien qu'ayant rompu les amarres qui me reliaient à lui, son évolution ne peut me laisser indifférent, car il est porteur de l'espoir de nombreux travailleurs et que tout changement [redacted] de régime ne peut se faire sans lui.

Le Parti sur lequel je porte des critiques parfois sévères, est celui dans lequel ~~[illegible]~~ j'ai fait mes premiers pas dans la vie militante, celui auquel j'ai reçu certains ~~des~~ principes qui ~~resteront ma règle de vie~~, deviendront pour moi une règle de vie.

Ce parti, qui fut l'amour et le désespoir de ma jeunesse fiévreuse auquel j'appartenais corps et âme, qui m'avait fait, m'avait révélé à moi-même, que je servais et auquel je croyais comme au jour et à la nuit, a suscité par la suite, en moi, des réflexions parfois contradictoires..

Mais quoiqu'il puisse advenir par la suite, mon passage au PC, ~~[illegible]~~ restera la grande expérience de ma vie, celle qui m'a marqué comme au fer rouge, celle des folles illusions comme celle des plus cruelles désillusions, qui furent pour moi la fin d'un immense espoir déçu..

J'ai toujours dit à mes amis, que ceux qui ne sont pas passés par le PC, ne pourront jamais rien comprendre à ses analyses

obtenu à 14 ans, Marcel Thourel, commence la vie active comme télégraphiste, puis comme employé dans diverses entreprises ou commerces.

En 1930, il choisit le métier de boulanger.

En 1932, il adhère à la fédération de l'Alimentation de la C.G.T. qui regroupe les ouvriers boulangers.

Le 17 avril 1934, il est incorporé dans la section C.O.A. (Commis et Ouvriers d'administration) de la 17e région militaire dans les services d'intendance à la caserne Clauzel à Toulouse.

Il est libéré de ses obligations militaires, le 6 juillet 1935.

Au cours du service militaire, il est sensibilisé aux problèmes politiques par un camarade de chambrée, Clément Jourdan, militant communiste du Lot-et-Garonne.

Il épouse le 6 juin 1933, Andrée Granié, dont il a un garçon le 4 avril 1939.

En septembre 1935, Marcel Thourel adhère au parti communiste, région Garonne (Haute-Garonne et Ariège).

La vie militante commence à Toulouse. A cette époque, deux traits dominent le parti communiste de la région : sa faiblesse numérique et son influence réduite — elle commence à s'accroître en écho aux événements parisiens de février 1934 et à l'action sur le terrain (événements toulousains de juin 1934 — émeute lors de la venue de Taitinger et Scapini, députés parisiens d'extrême-droite).

En 1935, la Haute-Garonne regroupe 450 à 500 communistes, ce qui demeure bien faible au regard des 3 305 socialistes au 31 décembre 1935 (dont 1 184 Toulousains).

S'ils étaient peu nombreux, les communistes n'en étaient que plus actifs. Les militants publient un hebdomadaire, *La Voix des Travailleurs de Toulouse et du Midi.*

A vingt-deux ans, marié, marqué par une jeunesse laborieuse et par un milieu très modeste, d'une formation politique faite de souvenirs et de luttes (grèves des cheminots de 1920) et de discussions, sans grande expérience syndicale, sans formation théorique, il décide, avec une promptitude révélatrice de la personnalité, de s'engager. Cet engagement n'est ni intellectuel, ni le résultat de la reconnaissance théorique de la justesse d'une ligne, qui était ignorée dans ses détails — au moins — du jeune adhérent. C'est bien plus un choix viscéral pour l'action et le combat, on peut même dire pour la révolution avec tout ce que cela contient d'images plus ou moins réelles, de mythes et d'idéaux à réaliser. Ce choix apparaît aussi comme un refus de la S.F.I.O., organisation axée sur les luttes électorales bien plus que les luttes sociales (la municipalité de Toulouse sera socialiste de 1925 à 1940).

Adhérent de la cellule du quartier Marengo qui sera baptisée Clara Zetkin, il devient dès la fin de l'année 1935, secrétaire de la cellule. Le 22 décembre 1935, il participe à la conférence des rayons de Haute-Garonne (Cazères, Toulouse rive gauche et Toulouse rive droite) ; il est élu au comité de rayon, rive droite. En juin 1936, il participera à la grève des boulangers à Toulouse, qui durera du 27 juin au 6 juillet.

Les 3 et 4 avril 1937 se tient la conférence régionale ; il est élu membre suppléant du secrétariat, membre du bureau régional, et membre de la commission d'organisation. Quelle promotion pour l'adhérent de septembre 1935 ! On peut avancer trois explications qui sont complémentaires : d'abord, la véritable mutation du P.C.F. à l'époque, tant au plan de l'organisation qu'au plan politique (discours unitaires, accroissement du nombre d'adhérents (région Garonne : 695 adhérents en 1936, début 1937 : 1 164 adhérents) ensuite, la personnalité de ce militant : très

actif, travailleur en diable, formé à la dure école de la boulangerie (travail de nuit). En avril 1937, il est frappé par le chômage. Un événement particulier va rendre inéluctable la promotion du secrétaire de la cellule Clara Zetkin : le 10 septembre 1937, la *Voix du Midi,* publie une mise en garde contre Jules Sahuguette, ex-secrétaire administratif, dont l'exclusion est ainsi rendue publique. Déjà suppléant, Marcel Thourel, le remplacera logiquement au secrétariat. Début mai 1937, il rencontrera à Paris, le « gros Maurice », Maurice Tréand, et sera chargé par celui-ci d'organiser le passage des volontaires étrangers en Espagne.

Le 1er novembre 1937, le nouveau responsable communiste est employé comme représentant par les nouvelles éditions « Regards » jusqu'au 1er décembre 1938. Il occupera par la suite, la charge d'inspecteur pour le Centre de diffusion du livre et de la presse. Parallèlement à ces emplois, il est réélu au secrétariat, aux conférences régionales, qui se dérouleront en 1937 et 1938. Une constante : il est réélu au secrétariat à l'organisation. Le 10 et 11 juin 1939, le comité régional désigne un secrétariat collectif, dont il sera membre en compagnie de Marcel Craste et Emile Daraud.

Responsable à l'organisation, il restera dans l'ombre, si ce n'est à l'occasion de sa participation en tant qu'orateur à de nombreux meetings ou encore en tant que rédacteur à la *Voix du Midi.* Durant la période de 1935 à 1940, il sera une seule fois candidat aux cantonales les 10 et 17 octobre 1937. La *Voix du Midi* annoncera la candidature à Aurignac de Figarol. Celui-ci se désistera au dernier moment, Marcel Thourel le remplace au pied levé. Le résultat donnera 42 voix au candidat communiste, pour 732 au radical socialiste Cabarrot, et 570 au socialiste Basc, un indépendant obtenant 300 voix. Le jeune cadre communiste poursuivra sa formation dans l'exercice des responsabilités, mais à l'enthousiasme du Front Populaire, succèderont les temps de l'angoisse de la guerre. Les années 1938 et 1939 seront celles du repli et des difficultés. Lors de la signature du pacte germano-soviétique, Marcel Thourel, se trouvait en vacances dans l'Aude, avec des militants communistes. Retour précipité. Passé le moment du désarroi et de l'inquiétude, il fera face à la répression qui commençait à s'abattre sur le parti et ses militants. Le 2 septembre 1939, il est mobilisé et part en Alsace avec son unité. Démobilisé le 14 août 1940, il retourne à Toulouse rechercher le contact avec le P.C.F. et reprend son activité militante. Le 8 septembre 1940, il est arrêté avec d'autres militants communistes : Lucien Llabres, Coiffard, Bréjassou, Gausserand, de Larroque, et interné au camp de Buzet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne). Il quitte ce camp, pour celui de Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne). En mars 1941, il est interné à Nexon (Haute-Vienne). Le 14 mars, il écrit au maréchal Pétain une lettre dans laquelle il demande, sa libération en désavouant son engagement communiste passé, et ce sur directive du parti ; le 20 mai, il est libéré du camp de Nexon, et interdit de séjour en Haute-Garonne. Il s'installe à Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne), où il rencontre des militants communistes, dont Alexandre Clamens, agriculteur et maire communiste suspendu. Il participera avec Jean Clamens, fils d'Alexandre, celui-ci et Pierre Lafforgue à la réorganisation du P.C. clandestin. En mai 1943, il reprend, après plusieurs tentatives, le contact avec le parti. Il rencontre *Duchêne* (Gaston Plissonnier), qui lui confiera la responsabilité de la Région 1 (Tarn-et-Garonne). Sous le pseudonyme de « *Léon* », il passera dans la clandestinité. En novembre 1943, il sera choisi comme responsable pour la Région 3 (Lot-et-Garonne). En mai 1944, il deviendra instructeur interrégional, délégué du Comité Central, responsable pour le Lot-et-Garonne, le Gers, et le Tarn-et-Garonne,

sous le pseudonyme de « *Clément* ». Il participe à la libération d'Agen (Lot-et-Garonne) avant de rejoindre sa ville natale où le 28 septembre, il reprend ses responsabilités de secrétaire à l'organisation pour la fédération de Haute-Garonne, en compagnie de Henri Dupont, secrétaire politique et Pierre Réquier, secrétaire au travail de masse.

Il retrouve un parti tout différent, influent, écouté et respecté, voire craint. Dans l'euphorie de la France libérée, il ne ménagera pas sa peine, entre ses tâches de direction et d'organisation très importantes, ses fonctions de représentations et son rôle de rédacteur à la *Voix du Midi*. Le 7 et 8 avril 1945, Marcel Thourel est réélu dans ses fonctions de secrétaire régional. Le 12 avril, le Bureau régional le relèvera de ses responsabilités, en raison de sa lettre au maréchal Pétain, en mars 1941. En mai, l'ex-cadre communiste quittera Toulouse, pour Verdun-sur-Garonne. Le 16 juin, son exclusion lui sera notifiée oralement par le responsable aux cadres de la fédération de la Haute-Garonne du P.C.F. En septembre, installé à Montauban, il crée un commerce de livres anciens et modernes, profession qu'il exercera jusqu'en 1974, date où il prend sa retraite.

Exclu, il reste silencieux dans l'attente d'un juste jugement du parti. En juin 1946, l'*Etoile du Quercy*, hebdomadaire du P.C.F. en Tarn-et-Garonne, lance une mise en garde contre l'exclu Thourel. Ce sera le point de départ d'une longue polémique, qui l'opposera à la direction départementale du P.C.F. En août 1946, il adhère au parti communiste internationaliste (P.C.I.), dont il sera le responsable départemental. En novembre 1946, il sera candidat n° 2, sur la liste communiste internationaliste, en compagnie de Jean-René Chauvin et Paul Bourgeade. Ils obtiendront 1 045 voix, soit 1,3 % des exprimés. Les 20 et 21 décembre 1947 il participe au C.C. du P.C.I. et est chargé d'animer une comission nationale agricole. Les 17, 18 et 19 juillet 1948, se tient le V^e congrès du P.C.I., il y est élu au comité central et réélu au VI^e congrès en janvier 1950. En 1951, lassé par les multiples scissions du P.C.I. il ne se représente pas à l'élection du C.C. du P.C.I. Il quitte progressivement ce parti. De 1953 à 1954, il n'a pas d'activité militante. En 1955, il participe avec Pierre Couchet, ex-responsable du P.C.F. en Tarn-et-Garonne avant-guerre, et exclu à la Libération, à la création de la Nouvelle Gauche. Le 8 décembre 1957, ils représenteront ensemble le Tarn-et-Garonne au congrès constitutif de l'Union de la gauche socialiste. En 1960, il adhère au P.S.U. dont il est membre du conseil fédéral jusqu'en 1974, date à laquelle il entre au parti socialiste, après les assises du socialisme, avec une vingtaine de militants du P.S.U. rocardien ; il anime et suit l'activité de ce courant qui obtient la majorité relative en Tarn-et-Garonne au moment du congrès de Metz (1979). Il occupe diverses responsabilités à la direction fédérale du P.S. en Tarn-et-Garonne de 1974 à 1979. A cette date, il a abandonné ses responsabilités fédérales, afin de permettre la promotion de jeunes militants.

Aujourd'hui, toujours militant, il est secrétaire de la section de Grisolles (Tarn-et-Garonne)[3].

Face aux « Souvenirs » de Marcel Thourel, le récit de sa vie est bien celui d'une vie militante. Cette vie militante, se réclamant du combat pour le socialisme,

---

3. Sources : Dominique Porté, *Le P.S.U. en Tarn-et-Garonne des origines à 1973*, mémoire de maîtrise, université Toulouse-le-Mirail, 1976, 143 p. Dominique Porté, *Marcel Thourel, une vie militante, un itinéraire politique*, thèse de 3^e cycle, Toulouse-le-Mirail, 1979, 766 p.

lui a fait traverser les diverses composantes françaises, à l'exception du courant anarchiste.

C'est bien un militant, c'est-à-dire selon « ma définition », une personne qui « combat avec persévérance pour atteindre un but général et généreux qui dépasse en tout cas la sphère de ses intérêts propres »[4] ; le militantisme, c'est aussi une aspiration à cesser « d'être purement un objet et un jouet de l'histoire pour se développer en une personnalité créatrice »[5].

Il est facile de retrouver dans ce personnage ces deux éléments : volonté continue de combat et aspiration à l'action. Les caractéristiques premières apparentes sont d'abord une constance dans l'engagement toujours orientée vers le même but, ensuite un intérêt particulier pour les problèmes touchant à l'organisation visible dans ses responsabilités propres et ses interventions, enfin un cheminement à travers plusieurs partis politiques liés au mouvement ouvrier.

Ces trois traits permettent de parler de vie militante et d'itinéraire[6], et d'affiner le portrait de ce militant.

La personnalité de Marcel Thourel

La description de l'itinéraire militant de Marcel Thourel que le texte des *Souvenirs* développe, nous permet de cerner les traits caractéristiques d'un homme et de dépasser la stricte chronologie.

Le premier trait de caractère de ce personnage est son énorme capacité de travail ; l'imprimeur avec lequel il collabore au niveau professionnel depuis près de trente ans nous dit : « c'est un bosseur ».

D'où tire-t-il cette si grande vitalité qui lui permet d'être à la fois capable d'assurer avec un grand sérieux sa profession, de militer avec assiduité et rigueur, et de « jardiner » sur quelque quatre cents mètres carrés ?... Il dit souvent qu'il tient cette capacité de travailler du métier de boulanger qu'il a exercé de janvier 1930 à avril 1937. La dureté de ce travail, les horaires de nuit expliquent sans aucun doute cette accoutumance à une vie où les activités prennent le pas sur le temps de loisirs et de repos.

On peut aussi ajouter que son militantisme au P.C.F., d'abord comme simple adhérent, puis comme permanent de 1937 jusqu'à la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, est, par son côté activiste, un élément capital dans l'affermissement de cette énorme capacité de travail. Il faut se rappeler, par exemple, le récit qu'il fait des longues tournées dans le Sud-Ouest, pour diffuser la presse communiste.

Grand travailleur, mais aussi travailleur sérieux et méticuleux ; on trouve dans son activité militante et dans sa profession de libraire le même souci du « travail bien fait ». Il est libraire de septembre 1945 à décembre 1974 date à laquelle il prend sa retraite.

A cette occasion, il envoie à ses quelques 1 500 clients une lettre, où il exprime toute sa reconnaissance, soulignant son attachement à sa profession :

---

4. Yvon Bourdet, *Ce qui fait courir les militants,* Stock, 1976, p. 259.
5. Robert Francotte, *Une vie de militant communiste,* Le pavillon, 1973, p. 10.
6. Le terme itinéraire semble plus adapté que celui de carrière, ce militant malgré ses responsabilités, n'ayant pas un attachement continu à une organisation, et une fonction élective ou de salaire (permanent) en rapport à celle-là.

Près de cinquante années de vie active, dont trente dans la librairie m'ont amené à l'échéance qui est la terminaison de toute carrière, celle de la retraite.

Depuis le début de la présente année j'ai cessé toute activité commerciale. Je n'ai pas voulu terminer ma carrière sans une pensée reconnaissante pour mes nombreux clients, qui pendant tant d'années, m'ont manifesté leur confiance.

J'ai tenté de donner satisfaction à tous, malgré les difficultés rencontrées, notamment par l'acheminement désordonné des catalogues par l'administration postale. Si j'ai pu y parvenir pour le plus grand nombre, c'est pour moi une grande joie. Mais que ceux qui n'ont pas toujours vu leurs commandes honorées m'excusent, la cause en fut toujours indépendante de ma volonté.

Que toutes et tous trouvent ici, l'expression de ma profonde gratitude.

De nombreux clients lui répondent avec beaucoup d'émotion. Il a gardé ces lettres précieusement et minutieusement classées dans un album de photos, qui comprend aussi des lettres reçues durant ses trente années d'activité. En voici quelques exemples : « Je vous remercie de votre lettre qui me touche infiniment. Vous avez été toujours si facilitant pour mes recherches que je vous considère comme un pôle d'attraction de première grandeur pour faciliter les incursions dans le domaine du passé [7] ». Autre exemple : « Sans vous flatter vous êtes mieux organisé que les autres, et votre titre de bouquiniste vous le portez avec une grande dignité [8] ». Je ne résiste pas à la tentation de citer une lettre adressée à « Marcel Thourel, artiste bouquiniste » par un client agenais. Lettre-poème qui met en valeur les rapports étroits entretenus entre le libraire de Grisolles et les acheteurs de toute la France, et d'ailleurs... « C'est absolument remarquable — pour vous. Un catalogue est la porte sur l'imaginaire des Mille Merveilles, la porte ouverte sur tous les rêves. Un livre doit être plus beau et plus désirable de loin que de près. C'est le dessous de la tentation à votre porte, sous vos yeux. L'âme du bibliophile et autres devant le catalogue se sent comme Marguerite devant le coffret de bijoux. Oui, c'est un grand seigneur et comme il se nomme ? Thourel... [9] ».

Précis, sérieux, voire méticuleux, tel est Marcel Thourel tant dans sa vie professionnelle que militante.

Nous notons, autre trait de sa personnalité une profonde honnêteté, une immense générosité. Les lettres de ses clients le soulignent fréquemment : « J'ai quelquefois vendu des livres qui ne m'intéressaient plus : vous êtes le premier qui vous soyez montré raisonnable [10] ». Ou encore : « J'ai quelquefois d'autres brochures de Paris, mais je dois vous avouer quelles sont les plus chères et ne répondent pas toujours à l'annonce qui en est faite. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas à Paris la politesse que vous apportez aux livres vendus [11] ». Pour la plupart des personnes que nous avons interrogées c'est un homme désintéressé, profondément généreux, prêt à rendre service en toute circonstance. C'est le souvenir qu'en garde André Jeammaire, employé de commerce et écrivain régionaliste, demeurant aujourd'hui à Metz (Moselle) [12]. En 1945, sans travail, il habite Montauban. Passionné par les livres il rencontre Marcel Thourel, installé sous les couverts de la

7. Lettre du 27 mars 1958 de Nozières-Brigon (Gard), signature illisible.
8. Lettre du 27 août 1954, de Los Angelès (U.S.A.), signature illisible.
9. Lettre du 28 février 1974, signature illisible.
10. Lettre du 20 mars 1958 de Moissac, signature illisible.
11. Lettre du 23 novembre 1961 de Raymond Decroy, cultivateur à Frise par Bray-sur-Somme.
12. Interview d'André Jeammaire, mai 1978.

Place Nationale. André Jeammaire, s'installe lui aussi, faisant le même commerce. Il se souvient de la réaction de Marcel Thourel, qui lui a proposé de l'aider en lui prêtant des livres. Souvenir pour lui inoubliable, qui dépeint ce « personnage hors du commun ».

Autre exemple de la générosité de Marcel Thourel, cette lettre d'un « client », Monsieur Menegoz : « Je n'oublierai jamais la lettre pleine de sympathie que vous m'avez adressée après le séisme d'Agadir, ni votre offre d'une aide financière si j'en avais besoin. Ce geste vous dépeint tout entier, et je tenais à vous le redire [13] ».

On pourrait continuer cette énumération d'anecdotes qui sont significatives de la générosité et de l'humanité de Marcel Thourel, dont il faut souligner aussi la grande volonté. On imagine sans peine la volonté qui lui a fallu pour surmonter les conséquences de son exclusion du P.C., certes morales, mais aussi matérielles. Très volontaire, il est parvenu à dépasser les difficultés nées du choc de cette exclusion, avec effort et ténacité. C'est un autre trait de sa personnalité : une grande volonté et une grande rigueur personnelle. On peut citer une anecdote : en 1967 il rencontre des militants du mouvement « Vie Libre » [14] ; à la suite d'un échec où il a essayé de « sauver » un parent de l'alcoolisme, il adhère à ce mouvement et devient « abstinent volontaire ». Aujourd'hui, il est toujours membre du comité départemental et ne déroge jamais à la règle à laquelle il s'est astreint en adhérant au mouvement « Vie Libre ».

Afin d'affiner son portrait il reste à analyser les qualités intellectuelles de Marcel Thourel. Elles sont solides, même si elles sont moins marquantes que ses qualités morales. Sa vie témoigne de sa facilité d'adaptation. Il sera avec un bonheur égal, ouvrier boulanger, représentant du C.D.L.P., libraire. Dans des circonstances difficiles, comme la période de la Résistance, il fera preuve d'une efficacité indiscutable. Mais il ne semble être guère doué pour l'abstraction, en témoigne l'ensemble de ses contributions dans les organisations, dont il est membre. Ce n'est pas un théoricien du socialisme, mais bien plutôt un praticien zélé de l'action politique. Il maîtrise avec beaucoup d'aisance les problèmes d'organisation, délaissant les questions plus théoriques et politiques. D'où vient ce peu d'attrait pour la théorie ? Il faut y voir trois raisons.

D'abord il n'est pas inutile de rappeler que Marcel Thourel n'a été scolarisé que jusqu'au certificat d'études, c'est-à-dire qu'il n'a acquis que les rudiments les plus élémentaires dans le domaine de la culture. Ensuite, il faut noter que sa culture est celle d'un autodidacte, c'est-à-dire une culture variée certes, mais incomplète, faite de lectures, mais aussi de discussions, de discours écoutés... Dernier élément qui peut expliquer son mince souci pour la théorie, c'est la formation reçue lors de ses dix ans au parti communiste. Il avoue avoir passé plus de temps à l'action qu'à la réflexion. La reconstitution de son activité au sein du P.C.F. en est une preuve irréfutable. Mais cet élément ne peut à lui seul expliquer ce refus de l'abstraction, puisqu'on retrouve cette position constamment chez le Marcel Thourel trotskyste ou socialiste.

Militant d'origine prolétarienne, il est représentatif d'une catégorie de militant formée dans l'activisme, marquée par des victoires. Militant dévoué, discipliné, rigoureux dans l'exécution des directives, à la fois révélateur d'une époque et révélé

13. Lettre du 13 février 1975 de Mougins.
14. Mouvement qui lutte contre l'alcoolisme et ses causes.

par des événements marquants, il reste fidèle à ses premiers engagements, malgré l'évolution de ses idées politiques qu'il faut essayer de cerner.

Un itinéraire politique singulier et représentatif

Les idées politiques

Marcel Thourel, n'est ni un penseur, ni un théoricien du socialisme, c'est un militant très actif, responsable à l'échelon départemental, tantôt comme permanent, tantôt comme simple adhérent. Qu'a-t-il retenu des stratégies des partis au nom desquels il luttait ? Y a-t-il une continuité dans son engagement ?

Pour essayer de cerner ses options politiques, on dispose d'une riche documentation : ses nombreux discours ou articles, ses contributions à la vie interne des partis où il a milité, ses *Souvenirs.*

Formé au combat politique pour le socialisme dans le P.C.F. de 1935 à 1945, il adhère à quatre grandes idées, qui resteront pour lui des idées forces : l'anticapitalisme, l'antifascisme, l'édification du socialisme et un profond souci d'unité des forces du mouvement ouvrier, condition et moyen de parvenir à la société socialiste. Il évolue au cœur de deux générations militantes : celle du Front Populaire et celle qui est issue de la Résistance. Le trait dominant de ces deux générations est qu'elles sont marquées par des événements qui resteront comme de grands moments de l'histoire du mouvement ouvrier (le Front Populaire et la Libération) ; il faut noter la nouvelle orientation du P.C.F., qui est signifiée par le passage de la stratégie « classe contre classe » à la stratégie du « Front Populaire ». Autre conception des rapports internes du mouvement ouvrier, autres objectifs de luttes, autres fondements idéologiques du combat politique. Le parti communiste s'affirme à la fois révolutionnaire et responsable, il essaie de s'insérer dans la réalité et la tradition française. La Deuxième Guerre mondiale ne fait qu'accélérer cette intégration.

En fait ses idées politiques sont celles du P.C.F. à cette époque (1935-1945). Militant discipliné, permanent dévoué, peu sensible à la spéculation intellectuelle, il se forme plus dans le combat quotidien que par la connaissance théorique. Il est bien représentatif en ce sens d'une génération de militants communistes, que la Résistance marque profondément. Il fait sien l'idéal national au nom de son antifascisme.

« Ainsi, se constituait une génération nouvelle de communistes. L'antifascisme, la Résistance, la guerre avaient été, tout à la fois, son apprentissage de la vie et sa première école politique. De ce fait, elle se distinguerait des précédentes. Ceux et celles qui s'étaient lancés dans l'aventure de la lutte clandestine en garderaient inévitablement la marque. L'habitude de prendre des décisions sans que tout soit toujours dicté d'en haut, des affinités particulières avec les camarades qui avaient vécu la même expérience, une propension peut-être inévitable à se considérer comme une sorte d'élite, ayant en tout cas plus de titres que quiconque à s'exprimer, à juger et à parler fort : c'étaient autant de traits que l'on retrouvait ailleurs mais qui distinguaient aussi les communistes ayant pris part à la Résistance. Ceux-là mêmes qui avaient eu, à sa tête, les plus hautes responsabilités se sentaient dignes et capables de compter parmi les dirigeants du parti après la Libération »[15].

---

15. P.M. de la Gorce, *L'après-guerre,* Grasset, p. 86.

Son exclusion en 1945 sera pour lui à la fois un moment difficile et déchirant, et la principale raison de l'évolution de sa pensée politique ; il continue son combat pour le socialisme, dans une organisation différente, le P.C.I., organisation trotskyste, qui puise les grands axes de sa méthode d'analyse et de son programme dans le marxisme, le léninisme et le trotskysme. Comment Marcel Thourel peut-il adhérer à une organisation si différente du P.C.F. ? Différente en raison des objectifs immédiats et premiers (« la Révolution ») ; différente aussi en raison de son analyse de l'U.R.S.S. perçue comme Etat ouvrier dégénéré, caractérisé par l'apparition et la domination d'une couche privilégiée de bureaucrates. Par contre, l'ex-dirigeant communiste retrouve dans le P.C.I. l'ambiance du P.C.F. de l'avant-guerre : les références constantes au marxisme, à une phraséologie révolutionnaire... Mais son adhésion ne signifie pas assimilation de l'ensemble de l'analyse trotskyste. Il traverse le P.C.I. comme un météore engrangeant çà et là quelques éléments de connaissances historiques et théoriques, qui précisent sa conception du socialisme. En particulier, il fortifie son sentiment internationaliste, déjà bien ancré durant les tragiques événements de la guerre d'Espagne. C'est au P.S.U. que ces deux éléments (révolutionnaire et internationaliste) se conjugueront pour s'unir dans une organisation aux structures souples et aux sensibilités nombreuses.

Tout au long de ses quarante années d'engagement militant, il reste fidèle à quatre points cardinaux, qui fournissent à sa réflexion une grille de référence immuable. C'est d'abord un anticapitalisme fondé sur la croyance à la lutte des classes, la référence à l'analyse marxiste tient cependant plus du rituel que d'une véritable compréhension. Son marxisme est schématique, et assimilé dans ses grandes lignes. Il fait sien certains axes du marxisme (lutte des classes, nécessité du socialisme), mais il apparaît que pour lui cette doctrine est plus un cadre de références générales qu'une méthode d'analyse. Il faut le répéter, Marcel Thourel n'est pas un théoricien, mais un activiste.

Le deuxième point de référence c'est l'antifascisme né et alimenté par les événements d'avant-guerre (montée du fascisme en France et en Europe, guerre d'Espagne), de la Seconde Guerre mondiale (occupation), et enfin par la guerre d'Algérie, qui se traduit en métropole par une opposition violente entre ceux qui soutiennent l'indépendance de ce pays et ceux qui s'y opposent.

Le troisième point de référence c'est l'internationalisme. Marcel Thourel vit d'abord dans l'admiration de l'U.R.S.S. et de son « grand dirigeant le maréchal Staline ». Son rôle dans le soutien pratique à l'Espagne républicaine fonde très certainement ce souci internationaliste. Il prolonge de toute évidence son attachement à l'internationalisme dans le P.C.I., par exemple, par le soutien à la Yougoslavie. Le P.S.U., au travers de ces divers combats internationaux, lui permet de développer ce profond sentiment.

Enfin dernier point du cadre de pensée de Marcel Thourel, le souci unitaire ; du P.C.F. au P.C.I., du P.S.U. au P.S., il se bat pour l'unité du mouvement ouvrier, certes il y a une différence entre le Front Unique proposé par les trotskystes, le Front Populaire réunissant communistes, socialistes et radicaux, et l'Union de la gauche, assise sur le programme commun de 1972. Mais pour l'actuel responsable socialiste, au-delà des variantes tactiques, l'essentiel c'est l'union, qui seule fait la force. Il ne partage pas la passion pour les chapelles et les grands débats d'idées. Pour lui l'essentiel reste l'action unitaire qui fait avancer le combat. Il apparaît bien comme profondément marqué par son passage au P.C.F.

Il souligne lui-même avec force cette marque indélébile :

Ce parti sur lequel je porte des critiques parfois sévères est celui dans lequel j'ai fait mes premiers pas dans la vie militante, celui duquel j'ai reçu certains principes qui deviendront pour moi une règle de vie. Ce parti, qui fut l'amour et le désespoir de ma jeunesse fiévreuse auquel j'appartenais corps et âme, qui m'avait révélé à moi-même, que je servais et auquel je croyais comme au jour et à la nuit, a suscité par la suite, en moi des réflexions parfois contradictoires.

Mais quoi qu'il puisse advenir par la suite, mon passage au P.C. *restera la grande expérience de ma vie, celle qui vous marque comme au fer rouge, celle des folles illusions comme celle des plus sombres désillusions qui furent pour moi la fin d'un immense espoir déçu.*

Le vocabulaire employé dans ce texte met en valeur cet attachement viscéral, profond de Marcel Thourel au P.C.F. C'est le parti de sa jeunesse auquel il « croyait comme au jour et à la nuit ». Cette organisation à laquelle il s'était voué corps et âme, et qui lui a permis de se révéler, demeurera et demeure la grande expérience de sa vie. Il exprime avec émotion un passé toujours présent où se mêlaient une confiance totale (« je croyais... ») un dévouement sans mesure (« je servais... ») et un sentiment d'appartenance à une communauté humaine (« j'appartenais... »).

Il a reçu de ce parti « certains principes » qui demeurent pour lui une règle de vie. Quels sont ces principes ? Le premier c'est la conception même du militantisme, conçu comme volonté d'agir avec persévérance, quotidiennement, en sacrifiant ses loisirs, sa vie familiale, à l'idéal choisi. Il n'a jamais été un simple adhérent, mais un militant actif faisant preuve à la fois d'un grand esprit de discipline, et d'une grande capacité à assumer les responsabilités et à prendre des initiatives. Le P.C.F. restera la grande expérience de sa vie militante. Son activisme, élevé au rang de règle de vie, mais aussi sa conception de la politique renvoie à ce passé vécu avec intensité.

Sa conception de la politique est simple, c'est de réaliser le lien le plus étroit possible entre le discours et l'action, qui doit être toujours présente. Marcel Thourel fait partie de cette génération de militant plus activiste que doctrinaire. Il y a dans sa volonté d'engagement un souci constant d'aboutir à une unité entre le discours propagandiste et sa réalisation concrète. Ce n'est pas un hasard s'il occupe constamment dans les partis auxquels il adhère, les responsabilités qui touchent à l'organisation, forme la plus concrète de l'action politique. On sait combien ces questions sont traitées et résolues avec sérieux et précision dans le P.C.F. Il est resté profondément fidèle à sa formation « sur le tas », et à une conception particulière du militantisme : celle du P.C.F. On peut expliquer cette fidélité par le rôle qu'a pour lui, pour le développement de sa personnalité, le P.C.F. « Un parti politique est un agent de socialisation politique important et même irremplaçable pour les personnes qui doivent compenser les handicaps sociaux et culturels ». Le parti joue le rôle de substitut possible aux mécanismes traditionnels de socialisation (par exemple le système scolaire). Quand Marcel Thourel écrit « que le P.C.F. restera la grande expérience de (sa) vie, celle qui vous marque comme au fer rouge... » il n'exagère pas, il ne fait que mettre en valeur par des mots forts et chaleureux cette empreinte toujours présente.

Souvenir si présent qu'il reste toujours très attentif à l'évolution du parti communiste qui ne le laisse pas indifférent, tout au contraire qui l'intéresse au plus haut point.

Homme d'action, honnête homme, il a vécu « en praticien de l'action poli-

tique ». Docile, désintéressé, volontaire en diable, il rompra avec le parti parce qu'exclu et attaqué de façon calomnieuse.

C'est à cause de son exclusion que Marcel Thourel modifie son analyse du P.C. Rupture majeure et douloureuse. Il trouve dans le P.C.I. le cadre d'une analyse critique du P.C.F. qui repose sur la notion de bureaucratie. Dans ses *Souvenirs*, il retrace avec beaucoup d'émotion, de sensibilité, voire d'amertume et de regrets son passage au P.C.F. C'est une vue rétrospective qui ne manque pas d'intérêt.

Son expérience comme militant et responsable communiste n'a fait qu'accroître sa propension à définir de manière très floue le socialisme pour lequel il combat. Marcel Thourel donne une définition sommaire du socialisme, rapprochant les deux mots socialisme et liberté. Il se pose moins le problème de la forme et du contenu du socialisme de demain que celui des moyens concrets pour abattre le capitalisme. Est-il original ? Non, il semble bien qu'il soit tout à fait représentatif de bon nombre de militants de gauche, dont le socialisme est plus un objectif imprécis qu'une conception élaborée et précise dans ses contours. Dans le P.C.F., par exemple, ceux qui conçoivent « scientifiquement » le socialisme (cas d'Althusser) sont une catégorie militante bien précise (dans ce cas : les intellectuels) et peu représentative de la masse des adhérents.

Cadre moyen, militant provincial, activiste forcené, Marcel Thourel s'apparente à ces militants qui se battent avec acharnement contre un objectif défini vers un horizon moins clair.

Malgré tout, malgré les épreuves qui jalonnent son itinéraire, il reste fidèle à l'engagement de sa jeunesse. Ce militant plus marqué par les épreuves qui l'ont assailli, que par une pure évolution intellectuelle, est particulier par sa constance à gauche. Marcel Thourel, malgré les ruptures qu'il n'a pas voulu (avec le P.C.F. : exclusion, avec le P.C.I : impossibilité de se développer, seul le départ du P.S.U. est un choix réfléchi), a fait preuve d'une grande constance et d'une continuité certaine, en rapport à son premier engagement...

Morale et militantisme

L'étude du vocabulaire des *Souvenirs* amène à conclure à l'existence chez cet homme d'action d'un véritable moralisme. Profondément attaché aux valeurs de justice et d'égalité, il combat avec régularité et passion, pour voir triompher son idéal. Sa vie, comme ses engagements politiques trouvent leur fondement dans cette adhésion à une morale, qu'il serait simpliste de qualifier de judéo-chrétienne, même si elle emprunte à celle-ci des éléments qui la constituent. Ici, on peut noter que le cas de Marcel Thourel n'est pas singulier, il semble au contraire assez représentatif d'une catégorie de militants, engagés dans le combat politique plus par un idéal de justice que par convictions théoriques et scientifiques. Les militants ont leur morale, même s'ils le nient, estimant fonder leur conviction sur la seule analyse juste de la réalité. « Il (le militant) croit avoir dépassé son indignation devant l'injustice de la société capitaliste, il dit avoir choisi la révolution pour des raisons scientifiques, et non morales : le capitalisme est irrationnel et anarchique. Il ne sait pas que la forme qui le conduit à ce choix est une force morale qui veut le bien d'autrui... » [16]. Le militantisme est en quelque sorte un acte de foi, une adhésion

16. *Recherches*, « Généalogie du capital : 2 - L'idéal historique », n° 14, janvier 1974, p. 22.

à des valeurs morales, dont l'objectif est de les voir étendues à l'ensemble de la société. Tous les efforts qui visent à séparer action politique et morale, semblent vains. L'humanisme est une partie intégrante de tout engagement [17].

...Depuis que les communistes français ont accepté un relatif effacement du léninisme en se ralliant à la tradition de la gauche française, depuis que, par l'esprit de 1936 ils ont, en commun avec la S.F.I.O. *le même discours humaniste et républicain, leur propagande porte nécessairement moins sur une différence de fond que sur une différence de manière. Elle oppose moins la conception communiste à la conception social-démocrate du socialisme que la manière communiste à la manière social-démocrate. Les communistes (dans leur propagande courante, quotidienne) s'opposent moins aux socialistes, comme les partisans d'un socialisme à ceux d'un autre socialisme que comme les partisans sérieux aux partisans non-sérieux d'un même idéal socialiste. Par sérieux, entendons efficaces, honnêtes, intransigeants, pauvres ; par non-sérieux entendons (sans prendre évidemment ces assertions à notre compte) non-efficaces, laxistes, politiciens, embourgeoisés. Dès avant 1939, il n'est pas douteux que les communistes tendaient à progresser aux dépens des socialistes sur une base de moralisme (un certain type d'homme, un certain type de parti) plus que d'option théorique froidement examinée.*

Il est clair que la nouvelle expérience de la Résistance a encore accentué cette tendance. Il n'y a pas — et cette fois c'est clairement dit : il ne doit pas y avoir — d'un côté, les communistes partisans de leur Révolution, et, de l'autre, tous les autres qui seraient partisans de la République et de la Patrie accoutumées ; il y a seulement les communistes, partisans les meilleurs — et les autres, partisans moins bons — de la même Patrie et de la même République. Efficacité ou inefficacité, grand nombre ou faible nombre de martyrs, combativité ou attentisme, tels sont les thèmes. Les communistes à la Libération ne sont donc nullement gênés de n'avoir pas de programme original ; ils font toute leur propagande sur le programme du C.N.R., *qui leur est en principe commun avec... tout le monde, bien convaincus qu'ils sont d'en être les seuls partisans vraiment résolus (au reste, appliqué dans son esprit et dans sa lettre, le programme du* C.N.R. *irait assez loin dans la voie du socialisme). Leur zèle à réclamer ce programme qui est en principe celui de tous, mais que les autres laissent peu à peu empoussiérer, constitue une position morale supérieure dont la force d'attraction est indéniable* [18].

Adhérant au P.C.F. en 1935, il a fait partie de la génération du Front Populaire [19]. Pendant ces dix années de militantisme au P.C.F., il vit dans l'atmosphère des deux plus grands moments de l'histoire du mouvement ouvrier français depuis

17. Voir ouvrages divers qui appuient cette constatation : *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », avril-mai 1977, n^{os} 4 et 5.

Yvon Bourdet, *Qu'est-ce qui fait courir les militants ?*, *op. cit.*, entre autres p. 246 et suivantes.

Colette Audry, *Les militants et leur morale*, Flammarion, collection « La rose au poing », 1976, 185 p.

Voir aussi :

André Harris et Alain de Sedouy, *Voyage à l'intérieur du parti communiste*, Le Seuil, 1974, 440 p.

Anne Andreu et Jean-Louis Mingalen, *L'adhésion : les nouveaux communistes de 1975*, Calman-Lévy, 1975, 236 p.

Il faut aussi citer l'article de Jean George dans *L'Humanité* du 7 novembre 1978, « Pourquoi militer ? ».

18. Maurice Agulhon, *La Libération de la France*, éd. du C.N.R.S., p. 89.

19. Sur la question des générations dans le P.C.F., voir Annie Kriegel, *Les communistes français*, Le Seuil, série politique, p. 69 à 91.

1900, le Front Populaire et la Libération. Il fait sien le discours du parti qui se modifie (passage de la russification du vocabulaire à sa jacobinisation). Il m'apparaît indéniable que cette période marque par le changement du discours, mais aussi des attitudes, une génération de militants, dont le fondement de l'engagement est plus moral que théorique.

Thourel est représentatif de cette génération. C'est certainement une raison qui explique son adhésion au P.S.U., en 1960 et sa fidélité pendant quatorze années à ce petit parti. En effet le P.S.U. est né au départ de deux analyses convergentes : le refus de la social-démocratie (problème de la responsabilité de la S.F.I.O. dans « la sale guerre d'Algérie ») et le refus du stalinisme. La convergence de ces deux analyses c'est une vision d'un socialisme qui respecte l'homme et sa dignité. Programme politique certes ! Mais aussi conception morale du monde et des rapports humains ! Il est bien évident que Marcel Thourel trouve dans ce petit parti « au rôle moralisateur et donneur de leçons [20] » le lieu d'expression de son profond moralisme.

Son grand besoin de dévouement, son altruisme indéniable sont la charpente de sa passion politique que les revers et les échecs n'ont pas réussi à estomper. De 1935 à aujourd'hui, il est resté un militant ; contre vents et marées il se bat pour son idéal avec la force qui lui est propre. Ni les attaques personnelles, ni les amères défaites qui jalonnent son combat depuis la Libération ne l'ont fait renoncer. Cette passion pour le militantisme pose cependant deux séries de questions liées à la vie familiale et à son optimisme fondamental, en la victoire future et espérée du socialisme.

Dans les *Souvenirs* ainsi que dans cette reconstitution d'une vie militante et d'un itinéraire politique, on peut observer une lacune : sa famille. Il n'est pas aisé de cerner les rapports familiaux d'un personnage contemporain. Ce domaine privé est toujours délicat à pénétrer et plus encore à comprendre.

Le militantisme s'effectue-t-il au prix du sacrifice de la vie familiale ? N'a-t-il pas sacrifié sa famille ? La réponse se trouve en partie dans un rapport au comité central du P.C.F où Marcel Thourel affirme :

...Je suis constamment en déplacement, souvent des mois entiers et cela malgré une situation familiale difficile du fait de l'incompréhension manifestée par ma compagne à cette époque (1937 à 1939).

Activiste forcené, voué corps et âme au parti communiste, Marcel Thourel de 1937 à 1945, réduit au maximum sa vie familiale, malgré la naissance de son fils unique, Claude, le 4 avril 1939. Tout devait être sacrifié au parti, placé au-dessus de tous les intérêts particuliers et personnels. Malgré les difficultés que lui a causé son militantisme au niveau familial, il avoue « n'avoir subi aucun frein de sa femme » ; au contraire on peut affirmer qu'elle a été pour lui un élément d'équilibre indispensable. Ce qui est remarquable dans ce couple, c'est la séparation entre leur vie privée commune, et l'action militante de Marcel Thourel à laquelle sa femme n'a pas participée, si ce n'est un moment à la Libération où elle adhère au P.C.F. Le cas de Marcel Thourel pose avec éclat le problème de l'harmonisation pour les militants de leur activité et de leur vie privée. Il semble qu'il faille cependant bien resituer cette question dans son temps sous peine de tomber dans des généralités

20. *Le nouvel Observateur,* lundi 6 août 1979.

simplificatrices. En effet, le problème du couple Thourel est celui des militants d'une génération, à ce détail près qu'il ne s'agit pas d'un couple militant. Couple représentatif d'une génération, donc d'une époque, et en quoi ? On peut répondre en se référant à la réalité d'aujourd'hui : une telle situation est-elle possible ? A l'évidence, on peut affirmer oui ; mais il faut ajouter qu'aujourd'hui on assiste, à travers la spécificité des problèmes des femmes à une remise en cause des rôles traditionnelle : la femme à la maison (ou aux fourneaux) et le mari au parti ou au syndicat. Le courant féministe (pris dans son sens le plus large), fortement développé dans la gauche politique et syndicale, conduit à une plus égale répartition des rôles. En ce sens Marcel Thourel appartient à une autre génération militante, moins marquée par les idées féministes.

Cette passion [21] pour le militantisme pose un deuxième problème, celui de l'optimisme fondamental de Marcel Thourel. Où puise-t-il l'énergie et l'espérance en un monde différent et meilleur ? Comment expliquer tant de constance dans l'engagement ? Depuis près de quarante-cinq années, ce militant agit, combat, défend ses idées par la parole et par l'écrit. Il semble qu'il n'ait jamais été frappé par ce que certains appellent « la crise du militantisme » [22]. Pour quelles raisons cette confiance en l'avenir ? Il m'apparaît que là encore, la réponse se trouve dans la différence d'époque, et de génération militante. En 1968, Marcel Thourel est un militant du P.S.U., il y côtoie des militants bien plus jeunes (en âge et en années de militantisme) ; s'il vit avec eux l'euphorie des événements de mai et juin, il a dans sa tête et son cœur sa longue et particulière expérience militante, vécue au travers de nombreux événements qui restent marquant dans l'histoire du socialisme du XX^e^ siècle.

Si, comme ses camarades du P.S.U., il subit avec peine et avec un certain désenchantement l'échec de mai 1968, il peut puiser l'énergie nécessaire à la poursuite de son combat dans son passé. Tout ceci permet de relativiser l'idée que 1975 marquerait une crise du militantisme. S'il apparaît comme évident qu'un certain nombre de revendications se sont développées après mai 1968 à l'extérieur des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (mouvement des femmes, écologistes, nationalitaires...), il serait pour le moins hasardeux et abstrait de vouloir tracer une ligne de démarcation nette et absolue entre les partis et ces « mouvements de masse ». Par contre ce qui est certain, c'est que l'année 1975 marque un point final, ou plutôt une pause dans les possibilités de réunification de la « gauche révolutionnaire ». Ce n'est pas un hasard de trouver dans *Politique Hebdo*, un écho sur la crise du militantisme ; l'objectif initial de cet hebdomadaire étant la fusion des divers groupes d'extrême-gauche en une organisation unie. En fait, la crise du militantisme de l'année 1975 n'est que celle d'une extrême-gauche divisée et, par là relativement inopérante, et de plus, fort peu nombreuse. Les militants engagés dans les événements de 1968 subissent cinq ans après, les effets de l'échec de leurs espoirs.

S'il s'apparente à ce type de militants, il en diverge fondamentalement quant à ses choix futurs. Il continue à militer avec acharnement ; son départ du P.S.U. n'est pas une retraite, mais le prolongement du combat entamé en 1935. A la diffé-

---

21. Voir *Critique communiste*, « Militantisme et vie quotidienne », n^os^ 11 et 12, 192 p.

22. Voir les articles de *Politique Hebdo*, « La déprime des militants », numéro du 23 et 29 octobre 1975, « Crise du militantisme ou crise des organisations », numéro du 20 et 28 novembre 1975.

La revue *Sexpol*, « A poil les militants », n° 3, avril 1975.

rence de la génération militante de 1968, il a « un passé », une expérience qui le fortifie. Son optimisme plonge ses racines dans sa vie militante, dans son itinéraire politique lui-même. Il a alimenté et vérifié son idéal dans des luttes passées, qui restent pour lui, comme pour une génération de militants, de grandes victoires. En 1936, durant le Front Populaire plusieurs revendications ouvrières, comme la réduction du travail ou les congés payés, seront satisfaites dans une atmosphère de fièvre et de joie. Ces événements demeurent ancrés profondément dans la mémoire des militants de l'époque.

Peut-on imaginer en 1944, lors de la victoire sur le nazisme, l'allégresse des hommes et des femmes qui s'étaient battu contre l'occupant !

Combat inégal, fait de multiples sacrifices et d'épreuves successives. La plupart des militants qui ont vécu la Libération en août 1944 ont souvent affirmé que pour eux ce jour a été et reste « le plus beau jour de leur vie ».

Enfin 1962 marque l'amorce de la fin de la guerre d'Algérie. Le P.S.U., dont la naissance est liée au déclenchement de cette guerre, participe activement au soutien du peuple algérien. Très dynamiques, les militants du P.S.U. enregistrent avec satisfaction la fin du conflit. Pour eux cet arrêt de la guerre est l'aboutissement de leur lutte. Il vérifie la valeur et la justesse de leur combat.

Quand Marcel Thourel fait le bilan de son activité, s'il en souligne les échecs, il garde un optimisme foncier qui est sa raison de vivre. Raison qu'il exprime avec force dans une lettre au comité fédéral du P.S.U. :

Je suis venu au parti par esprit d'indépendance ayant fait l'expérience dans le passé d'un parti où toute discussion était impossible et où, seul le droit d'approuver était admis.

J'y suis venu, non pour faire plaisir à tel ou tel camarade, non parce que faire de la politique m'amuse, mais parce que militer pour un idéal qui a toujours été le mien, est pour moi la forme la plus élevée du devoir de classe.

J'y suis venu pour mettre mes faibles connaissances et mon activité au service de la cause pour laquelle je lutte depuis près de trente années et pour laquelle j'ai payé de ma personne et non pour mettre ces connaissances et mon activité au service de quelque côterie que se soit.

Je suis venu au parti pensant trouver en son sein un climat de camaraderie et de fraternité sans lequel rien ne peut être fait. J'y suis venu pour construire et non pour démolir, mais avec le droit de dire ce que je pensais et cela dans le seul esprit de servir le parti, pour y mener une politique large et au grand jour en refusant par avance de m'associer au chœur des bienheureux, s'il en était un un jour dans le parti, dont la seule action consisterait à chanter les louanges à la gloire du chef providentiel et infaillible, quel qu'il soit[23].

Cette lettre laisse transparaître une certaine amertume circonstancielle ; mais elle est significative de la passion pour le militantisme qui anime ce personnage. Ce document met en lumière sa conception de l'organisation politique. Celle-ci est définie comme un lieu d'action, mais aussi comme un lieu d'échanges fraternels. Marcel Thourel souligne l'attachement et la solidarité qui doivent lier le militant au parti. On reconnaît là ce que l'on peut définir comme « esprit de parti ». Sa conception du parti, et son esprit de parti, sa solidarité avec l'organisation sont un héritage de son combat mené au nom du P.C.F. Que ce soit au P.C.I., au P.S.U. ou

23. Lettre du 7 décembre 1961 de Marcel Thourel.

au P.S., il fait preuve d'une grande fidélité à l'organisation dans laquelle il s'engage pleinement.

Le lien de l'homme et de l'histoire est aussi présent dans ses souvenirs.

L'homme et l'histoire

Il faut le redire, sans rentrer dans le débat éternel de savoir si c'est l'homme qui fait l'histoire ou si son action est le fruit de divers déterminismes, il semble possible d'affirmer que chaque être a son histoire en raison de ses différences, de sa sensibilité, de sa relation particulière aux autres et au monde. A ce titre, il est digne d'intérêt et d'étude ; cette vie est à la fois originale et représentative.

Originaux sont ses traits de caractères et même son dynamisme. Ici, l'individu apparaît dans toute sa grandeur et son importance. Il faut rappeler ce document du P.C.F., publié en mars 1944 :

Le problème des hommes dont nous ne saurions sous-estimer l'importance, car nous savons que tout dépend des hommes, en définitive que là où certains militants sont capables d'obtenir de bons résultats, d'autres se laissent submerger par les difficultés. Mais les dirigeants se forment, se développent sur la double base des connaissances doctrinales et de l'expérience de direction. Or, acquérir une expérience de direction, c'est avant tout, acquérir le sens des responsabilités.

Pouvons-nous dire que tous nos dirigeants de régions, de sections et de cellules ont pleinement le sens des responsabilités et se conduisent vraiment en dirigeants responsables ? Hélas non. Et pour ne parler que des dirigeants de région, nous pouvons faire, en ce qui concerne certains d'entre eux, des constatations qui ne sont pas réjouissantes. Nous lisons attentivement tous les rapports régionaux et si, trop souvent, nous sommes amenés à constater que le travail dans les entreprises a été négligé, comme nous l'indiquons dans le chapitre précédent, nous trouvons aussi de lamentables manifestations d'irresponsabilités. Certains dirigeants agissent comme de simples agents de transmission des directives du comité central ; ils semblent convaincus d'avoir accompli leur travail quand ils ont transmis ces directives et ils « attendent » comme si des miracles devaient se produire, sans se rendre compte que la réalisation des tâches fixées dépend de leurs capacités d'entraîner les organisations du parti à l'action en les aidant à surmonter les difficultés rencontrées.

Tout cela doit changer et il faut combattre avec une inflexible rigueur toutes les manifestations de « bureaucratisation » que l'on trouve chez certains dirigeants qui s'enlisent dans un laisser-aller coupable et dangereux pour l'avenir du parti[24]

Le problème des hommes n'est pas un faux problème, il est une réalité dans l'application de toute ligne politique, moment où entre en jeu les capacités d'un responsable donné. Ce document illustre bien cette idée. On peut noter que l'ascension rapide aux responsabilités de Marcel Thourel dans le P.C.F., de son adhésion en septembre 1935 à sa « mise à l'écart » en avril 1945, est le résultat de son travail d'exécutant rigoureux et discipliné. Autre exemple du rôle particulier d'un individu dans l'histoire d'un groupe où il adhère : la naissance du P.C.I. en 1946 en Tarn-et-Garonne. Il serait vain de vouloir chercher dans l'apparition du courant trotskyste à Montauban et à Verdun-sur-Garonne un rapport avec la formation sociale tarn-

24. *La vie du parti,* mars 1944, p. 8.

et-garonnaise. Il serait tout aussi abstrait de vouloir lier le développement du P.C.I. à des oppositions politiques clairement énoncées contre le P.C.F.

Le facteur essentiel de développement du trotskysme c'est l'antitrotskysme outrancier et personnalisé sur Thourel par le P.C.F. ; et en retour c'est la volonté de répondre aux attaques de l'ex-responsable du P.C.F., volonté qui met en valeur son esprit combatif. Là encore, l'individu joue un rôle, dont il faut cerner les limites et les particularités. Est-il un simple original qui a vécu et participé à près de quarante-cinq ans de l'histoire du mouvement ouvrier français ? N'y a-t-il dans cette vie que traits particuliers et uniques ? Il semble bien que non. Au-delà de ses particularités, il est bien représentatif des militants de son temps.

Deux exemples suffiront à le démontrer, pris dans cet itinéraire, l'un pendant son combat au P.C.F., l'autre pendant celui qu'il mena au P.S.U. Le pacte germano-soviétique sème le désarroi et le doute chez la plupart des militants communistes. Malgré tout, il semble que la grande majorité des militants ne rompt pas définitivement avec le parti, la question du groupe parlementaire est particulière en ce sens qu'elle renvoie à une catégorie de militants bien spéciale. La réaction de Marcel Thourel, le désarroi surmonté, est l'acceptation du pacte, au nom d'une part de l'attachement à l'U.R.S.S., patrie du socialisme, symbolisée par son principal dirigeant Staline, et d'autre part surtout au nom de l'attachement au parti, victime de la répression débutant sous le gouvernement Daladier. Bien plus que l'analyse politique, c'est le lien viscéral qui lie au parti ce permanent qui lui fait accepter le tournant de 1939. Attachement viscéral au parti auquel il a voué sa jeunesse depuis 1935. Cette réaction, loin d'être originale est bien représentative de la confiance de nombreux militants communistes dans les décisions et dans les jugements de leur organisation. Autre exemple : le départ de Marcel Thourel du P.S.U. en 1974 et son adhésion au P.S. Là encore, il est représentatif de bon nombre de militants du P.S.U. (environ un tiers) qui choisissent la voie de l'efficacité. Il est tout à fait représentatif de la vingtaine de militants P.S.U. du Tarn-et-Garonne qui se donnent pour but de modifier le comportement et la nature du P.S. de l'intérieur, certains de la marginalisation croissante du P.S.U. et incrédules face à ses possibilités de développement.

Dans cet itinéraire échevelé, les exemples ne manquent pas pour montrer à quel point Marcel Thourel est le miroir d'une génération militante, dans une organisation donnée, à un moment donné.

Il est temps de laisser la place au récit d'une vie racontée avec passion. Le texte animé par l'honnêteté sans faille d'un militant restitue un pan de l'histoire du mouvement ouvrier qui aurait pu sombrer dans l'oubli.

Dominique Porté

Bibliographie

Sur le militantisme

1. *Ouvrages*

— AUDRY (C.), *Les militants et leurs morales*, Flammarion, collection « La rose au poing », 1977, 185 p.

— BOURDET (Y.), *Qu'est-ce qui fait courir les militants ?*, Stock 2, collection « Penser », 1976, 301 p.

2. *Revues*

— *Critique communiste*, « Militantisme et vie quotidienne », spécial double numéro 11/12, décembre 1976 - janvier 1977, 191 p.

— *Esprit*, « Les militants d'origine chrétienne », numéros 4 et 5, avril-mai 1977, 320 p.

— *Le Mouvement social*, « Culture et militantisme en France : de la Belle Epoque au Front Populaire », sous la direction de Madeleine Rouberieux, Editions Ouvrières, n° 91, 1975, 191 p.

— *Le Mouvement Social*, « Prolétariat et militants ouvriers de la Commune à nos jours », Editions Ouvrières, n° 99, avril-juin 1977, 138 p.

— *Recherches*, « L'idéal historique », n° 14, janvier 1974, 131 p.

— *La Revue Sexpol*, « A poil les militants ! », n° 3, avril 1975, 52 p.

3. *Articles*

— *Psychologie*, « Psychologie du militant et lois du militantisme », par Pierre F. Moreau, n° 64, mai 1975, p. 47 à 51.

— *Humanité*, « Pourquoi militer ? », par Jean George, 7-11-1979, p. 5.

— *Politique Hebdo*, « Crise du militantisme ou crise des organisations ? », n° 198, 20-26 11 1975, p. 26 et 27.

« La Déprime des militants », n° 194, 23-29 10 1975, p. 11 à 14.

« Militer en province », dossier spécial Annecy, n° 154, 5-11 12 1974, p. 15 à 18.

Le parti communiste français

1. *Ouvrages généraux*
— COUTURIER (L.), *Les grandes affaires du Parti Communiste Français,* Maspero, collection « Livres Rouges », 1972, 150 p.
— FAUVET (J.), en collaboration avec DUHAMEL (A.), *Histoire du Parti Communiste Français, 1920-1976,* Fayard, collection « Les grandes études contemporaines », 1977, 605 p.
— GAUCHER (R.), *Histoire secrète du Parti Communiste Français,* Albin Michel, 1974, 704 p.
— KRIEGEL (A.), *Les Communistes Français,* Le Seuil, collection « Politique », 1968, 320 p.
— WILLARO (C.), *Socialisme et communisme français,* A. Colin, 1967.
— Collectif, *Histoire du Parti Communiste Français,* Editions Sociales, 1974, 774 p.
— Collectif, *Un sacré bout de chemin 1920-1970. Le Parti Communiste Français et les voies de l'avenir,* 1970, 140 p.

2. *Ouvrages sur le P.C.F. avant la Deuxième Guerre mondiale*
— BRUNET (J.-P.), *L'enfance du Parti Communiste Français 1920-1938,* P.U.F., « Dossier Clio », 1972, 96 p.
— GIRAULT (J.), *Sur l'implantation du Parti Communiste Français dans l'entre-deux-guerres,* Editions Sociales, 1977, 348 p.
— GEDERMANN, *La bolchevisation du Parti Communiste Français,* Maspero, collection « Livres rouges », 1971, 118 p.
— KRIEGEL (A.), *Les origines du communisme français,* Flammarion, 1978, 442 p.
— RACINE (N.) et BODIN (L.), *Le Parti Communiste Français pendant l'entre-deux-guerres,* Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1972, 310 p.

3. *Le P.C.F. pendant la Deuxième Guerre mondiale*
— ROSSI (Tasca dit), *Les communistes français pendant la drôle de guerre,* Ed. Les Iles d'Or, 1951, 363 p.
— ROSSI (Tasca dit), *Les Cahiers du Bolchévisme pendant la campagne 1939-1940,* éd. Watler, 1951, 140 p.
— Collectif, *Le Parti Communiste Français pendant la Résistance,* Editions Sociales, 1968, 354 p.

4. *Le P.C.F. après la Deuxième Guerre mondiale*
— MABGJARIAN (G.), *La question coloniale et la politique du Parti Communiste Français de 1944 à 1947,* Maspero, collection « Yenan », 1977, 283 p.

— Revue : *L'Assommoir,* « La France stalinienne », n° 1, mars 1978.

5. *Mémoires de maîtrise et thèses de doctorat*
— BRUBNO (B.), *Le Parti Communiste Français en Lot-et-Garonne dans l'entre-deux-guerres,* Travail d'Etudes et de Recherches, Bordeaux, 1971.
— CLAUZET (A.) et BAGUERRE (B.), *Le Parti Communiste et la S.F.I.O. face à la crise à Toulouse 1934-36 ; la campagne électorale du Front Populaire janvier-mars 1936,* Mémoire de maîtrise sous la direction de R. Trempé, Université Toulouse-le-Mirail, 1970, 169 p.
— GARRIGUES (N.), *La crise de 1929, les grèves, le chômage dans la « Voix des travailleurs » 1929-1932,* Mémoire de maîtrise sous la direction de R. Trempé, Université Toulouse-le-Mirail, 72 p.

— MIGNARD (A.), *Le plan d'action de la S.F.I.O. et du Parti Communiste Français dans la Haute-Garonne et plus particulièrement à Toulouse après les élections législatives de 1928*, Mémoire de maîtrise sous la direction de R. Trempé, Université Toulouse-le-Mirail, 78 p.
— PEY (S.), *Structures internes et rythmes de développement de la section d'agitation et de propagande du Parti Communiste Français entre les deux guerres*, Doctorat 3e cycle sous la direction de R. Trempé, Université Toulouse-le-Mirail, 3 tomes, 1976, 631 p.
— TARTAKOWSKY (D.), *Ecoles et éditions communistes 1921-1933*, essai sur la formation des cadres du Parti Communiste Français, 2 tomes, 1977, 520 p.

Le Front Populaire

1. *Ouvrages*

— DANOS (J.) et GIBELIN (M.), *Juin 1936*, Maspero, « Petite collection », 1972, tome 1, 123 p., tome 2, 170 p.
— GUÉRIN (D.), *Front Populaire et révolution manquée*, Maspero, collection « Textes à l'appui », 1970, 316 p.
— JAMET (C.), *Notre Front Populaire*, La Table Ronde, 1977, 325 p.
— LEFRANC (G.), *Histoire du Front Populaire 1934-38*, Payot, 1965, 501 p.
— LEFRANC (G.), *Juin 1936*, Julliard, collection « Archives », 1966, 349 p.
— NOGUERES (H.), *La vie quotidienne en France au temps du Front Populaire*, Hachette, 1977, 312 p.
— RIOUX (J.-P.), *Révolutionnaires du Front Populaire*, collection 10-18, 1973, 444 p.
— WILLARD (C.), CHAMBAZ (J.), BRUHAT (J.), COGNIOT (G.) et GINDIN (C.), *Le Front Populaire, la France de 1934 à 1939*, Editions Sociales, 1972, 173 p.

2. *Mémoires de maîtrise*

— DULOUM (C.) et FATH (R.), *La presse toulousaine et le Front Populaire*, Mémoire de maîtrise sous la direction de J. Godechot, Université Toulouse-le-Mirail, 1972, 178 p.
— GAUSSENS (A.-M.), *Les grèves de 1936 à Toulouse et dans la Haute-Garonne*, Mémoire de maîtrise sous la direction de R. Trempé, Université Toulouse-le-Mirail, 1976, 114 p.
— RÈME (C.), *L'opinion publique toulousaine et les origines du Front Populaire d'après « la Dépêche »*, Mémoire de maîtrise, Toulouse, 1961, 85 p.

La Deuxième Guerre mondiale
L'occupation - la Résistance

1. *La Deuxième Guerre mondiale*

— MICHEL (H.), *La Deuxième Guerre mondiale*, P.U.F., collection « Peuples et civilisations », 1968, tome 1, *Les succès de l'axe*, 502 p., 1969, tome 2, *La victoire des alliés*, 510 p.
— ROSSI-LANDY (G.), *La drôle de guerre*, Fondation nationale des Sciences Politiques, 1971, 248 p.
— WILLARD (G.), JOANNES (V.), HINCKER (F.) et ELLENSTEIN (J.), *De la guerre à la libération*, Editions Sociales, collection « Notre temps », 1972, 126 p.
— Collectif, *Des victoires de Hitler au triomphe de la démocratie et du socialisme*, Editions Sociales, 1970, 446 p.

2. *L'occupation*
— Aron (R.), *Histoire de Vichy*, Fayard, 1954, 2 tomes, 766 p.
— Durand (Y.), *Vichy 1940-1944*, Bordas, collection « Connaissance », 1972, 176 p.
— Michel (H.), *Pétain, Laval, Darlan trois politiques*, Flammarion, collection « Questions d'histoire », 1972, 188 p.
— Michel (H.), *Le régime de Vichy*, P.U.F., 1977.
— Michel (H.), *Vichy en Mai 1940*, Laffont, 1970, 450 p.
— Ory (P.), *Les collaborateurs 1940-1945*, 1977, 317 p.
— O.Paxton (R.), *La France de Vichy 1940-1944*, Le Seuil, collection « L'univers historique », 1973, 375 p.

Mémoires de Maîtrise :
— Lafforgue (J.-B.), *Le midi socialiste, 17 juin 1940-18 août 1944*, Mémoire de maîtrise sous la direction de J. Godechot, Université Toulouse-le-Mirail, 1972, 176 p.
— Savy (L.), Gesse (D.) et Soula (S.), *Vichy et la presse toulousaine juillet 1940-novembre 1942*, Mémoire de maîtrise sous la direction de J. Sentou, Université Toulouse-le-Mirail, 1973, 227 p.

3. *La résistance*
— Guérin (A.), *La Résistance*, 5 volumes édités par le livre-club Diderot et publiés en 1974 pour le trentième anniversaire de la Libération.
— Noguères (H.) en collaboration avec Degliame-Fouché (M.) et Vigier (J.-L.), *Histoire de la Résistance en France*, 4 tomes.

Ouvrages traitant de la Résistance et touchant au Lot-et-Garonne
— Casteras (J.), *Sous la botte*, imprimerie de l'Agenais, Agen, 1946, 171 p.
— Brissaud (J.), *Crimes de Guerre en Agenais*, imprimerie moderne, Agen, 216 p.
— Freire (J.), *Le maquis au combat*, Julliard, 218 p.
— Collectif, *L'insurrection d'Eysses, une prison dans la résistance*, Editions Sociales, 1974, 252 p.

Ouvrages traitant de la Résistance au niveau national
— Angeli (C.) et Gillet (P.), *Debout Partisans*, Fayard, 1970, 388 p.
— D'Aragon (C.), *La résistance sans héroïsme*, Le Seuil, collection « Esprits », 1977, 217 p.
— Francos (A.), *Il était des femmes dans la résistance*, Stock, 1978, 484 p.
— Guingouin (G.), *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*, Hachette-Littérature, collection « La Libération de la France », 1978, 2e édition, 287 p.
— Lévy (C.), *Les parias de la résistance*, Calman-Lévy, 1970, 250 p.
— Mayer (D.), *Les socialistes dans la résistance*, P.U.F., 1968, 248 p.
— Michel (H.), *Histoire de la résistance*, P.U.F., « Que sais-je ? », 1969, 128 p.
— Michel (H.), Mirkine-Guetzevitch (B.), *Les idées politiques et sociales de la résistance*, P.U.F., collection « Esprit de la résistance », 1954, 410 p.
— Tillon (C.), *Les F.T.P.*, Julliard, 1962, 686 p.
— Veillon (D.), *« Le Franc-tireur », un journal clandestin, un mouvement de résistance 1940-1944*, Flammarion, 1977, 432 p.
— Collectif : *Les femmes dans la résistance*, Ed. du Rocher, 1977, 312 p.
— Collectif : *Le mouvement syndical dans la résistance*, Ed. de la Courtille, 1975, 240 p.

La Libération

— Agulhon (M.), Barrat (F.), *C.R.S. à Marseille 1944-47*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1971, 228 p.

— ARON (R.), *Histoire de la Libération de la France,* Fayard, 1959.
— BERTAUX (P.), *La libération de Toulouse et de sa région,* Hachette-Littérature, collection « La Libération de la France », 1973, 270 p.
— FOULON (C.-L.), *Le Pouvoir en Province à la Libération,* Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1975, 228 p.
— DE GAULLE (Ch.), *Mémoires de Guerre,* 1967, tome 3, *Le Salut, 1944-45,* Livre de poche, 508 p.
— DE LA GORCE (P.-M.), *L'après-Guerre,* Grasset, 1978, 527 p.
— LÉVY (C.), *La libération : remise en ordre ou révolution,* P.U.F., 1974, 128 p.
— MICHEL (H.), *Histoire de la France libre,* P.U.F., « Que sais-je ? », 1963, 128 p.
— Collectif : *La libération de la France,* acte d'un colloque international tenu à Paris en octobre 1974, Ed. du C.N.R.S., 1976, 1 054 p.
— « Le Mouvement de Masse et le Parti Communiste Français 1944-45 », article dans *Les Cahiers du Forum histoire,* février 1978, n° 8, p. 6 à 25.

Mémoires de maîtrise
— DEBONNAIRE (P.), *Les grèves à Toulouse en 1947 vues à travers la presse locale,* Mémoire de maîtaise sous la direction de R. Trempé, Université Toulouse-le-Mirail, 1976, 133 p.
— GALINIER (M.-Th.), *L'opinion publique toulousaine à la libération à travers la presse,* Mémoire de maîtrise sous la direction de J. Sentou, Université Toulouse-le-Mirail, 1972, 77 p.

Le trotskysme

— CRAIPEAU (Y.), *Le mouvement trotskyste en France,* Ed. Syros, 1972, 285 p.
— CRAIPEAU (Y.), *Contre vents et marées : les révolutionnaires pendant la Deuxième Guerre mondiale,* Ed. Savelli, 1977, 287 p.
— CRAIPEAU (Y.), *La libération confisquée 1944-1947,* Ed. Savelli/Syros, 1978, 207 p.
— FRANCK (P.), *La quatrième internationale,* Maspero, collection « Poche rouge », 1973, 180 p.
— MARIE (J.-J.), *Le Trotskysme,* Flammarion, collection « Questions d'histoire », 1970, 141 p.
— PLUET-DESPATIN (J.), *La presse trotskyste en France de 1926 à 1969,* Presses Universitaires de Grenoble, 1978, 198 p.
— ROUSSEL (J.), *Les enfants du prophète : Histoire du mouvement trotskyste en France,* Ed. Spartacus, 1972, 107 p.

Avant-propos

La sagesse populaire prétend que pour bien achever sa vie, il faut avoir au moins planté un arbre ou avoir écrit un livre. Des arbres, j'en ai planté une bonne cinquantaine sur ma terre de Grisolles, mais écrire un livre, je n'en avais pas l'intention.

En rédigeant ces notes il y a quelques années, je ne les destinais pas à la publication, mais un événement imprévu m'a incité à prendre une décision contraire.

En 1976, Dominique Porté, utilisant mes archives mises à sa disposition, préparait une maîtrise d'histoire. L'amitié, née de ce premier contact qui nous fit travailler de concert pendant quelques semaines, m'amena à lui faire lire le texte de mes souvenirs, portant sur la période de 1935 à 1975, dont je venais de terminer la rédaction. L'abondance des documents étayant ce texte lui fit entrevoir la possibilité de préparer un travail universitaire plus important. C'est ainsi que sur les conseils éclairés de sa directrice de thèse Rolande Trempé, il s'activa pendant trois années à la préparation d'une thèse de doctorat de 3ᵉ cycle qu'il soutint en décembre 1979.

L'originalité de ce travail résidait dans le fait qu'il avait pour base de départ la biographie d'un personnage peu connu et encore vivant. C'était là en quelque sorte une innovation. Le sérieux dont il avait fait preuve dans l'utilisation des documents et la qualité des témoignages sollicités fit attribuer la mention très bien à son travail.

Ayant très souvent cité des passages de mes souvenirs dans sa thèse, celle-ci ayant été commercialisée, nombreux furent les amis qui, après lecture, me conseillèrent avec une insistance tenace d'en envisager la publication.

Pouvais-je rester insensible aux marques de sympathie et d'amitié exprimées à cette occasion et décevoir ceux que semble intéresser le récit de mon long cheminement sur une voie qui fut plus souvent parsemée d'épines que de roses ? Après réflexion j'ai donc envisagé la publication de mes souvenirs, après quelques modifications et aménagements techniques nécessaires, à la condition, qui est essentielle, qu'un éditeur veuille bien s'y intéresser.

Cette décision répond à un double souci. D'abord être agréable à mes amis, mais surtout que la narration de quarante-cinq années de combat vers un même idéal, redonne la confiance et le courage de continuer la lutte à ceux que démoralise la désunion actuelle de la gauche.

Me voici donc en passe de devenir mémorialiste, contre mon gré et obligé de

solliciter d'avance l'indulgence d'éventuels lecteurs. Avant de me juger sur le style rédactionnel et sur les libertés que j'ai pu prendre avec la grammaire ou la syntaxe qu'ils s'attachent à rechercher l'esprit sinon la lettre. Quelle prétention littéraire puis-je avoir, moi, ouvrier boulanger ayant quitté l'école à l'âge de treize ans, avec, pour tout bagage, le certificat d'études primaires, autrement dit pas grand-chose et plus occupé, durant ma vie, d'action que de savantes rédactions de textes.

Mes modestes connaissances je les ai acquises dans le livre de la vie ; mes examens je les ai passés sur le « tas » dans l'action quotidienne au service d'un idéal de justice et de liberté.

J'ai rédigé ce texte dans un souci de vérité, avec mes archives, ma mémoire et mon cœur. Cela suppléera, j'ose l'espérer, à l'absence de diplômes universitaires [1].

1. Les notes figurant en bas de page des neuf premiers chapitres ont été rédigées par Dominique Porté.

Sigles et abréviations

A.S. : Armée secrète
A.U.S. : Amis de l'Union Soviétique
A.R.A.C. : Association Républicaine des Anciens Combattants

B.R. : Bureau Régional

C.C. : Comité Central
C.C.C.P. : Commission Centrale de Contrôle Politique
C.D.A.P. : Comité de Défense et d'Action Paysanne
C.D.L. : Comité Départemental de Libération
C.D.L.P. : Centre de Diffusion du Livre et de la Presse
C.E. : Commissaire aux Effectifs
C.G.A. : Confédération Générale de l'Agriculture
C.G.T. : Confédération Générale du Travail
C.G.T.U. : Confédération Générale du Travail Unitaire
C.M.I.R. : Comité Militaire Interrégional
C.M.R. : Comité Militaire Régional
C.M.S. : Comité Militaire de Secteur
C.N.R. : Conseil National de la Résistance
C.O. : Commissaire aux opérations
C.R. : Comité Régional
C.T. : Commissaire Technique

F.F.I. : Forces Françaises de l'Intérieur
F.N. : Front National
F.P.J. : Front Patriotique de la Jeunesse
F.T.P.F. : Francs-Tireurs et Partisans Français
F.U.J.P. : Forces Unies de la Jeunesse Patriotique

G.C.R. : Gardes Civiques Républicains (ex Milices Patriotiques)

I.C. : Internationale Communiste
I.R. : Inter Région

J.C. : Jeunesse Communiste
J.S. : Jeunesse Socialiste

M.P. : Milices Patriotiques
M.R.P. : Mouvement Républicain Populaire
M.U.R. : Mouvements Unis de la Résistance

P.C.I. : Parti Communiste Internationaliste
P.C.F. : Parti Communiste Français
P.S. : Parti Socialiste

S.F.I.C. : Section Française de l'Internationale Communiste
S.F.I.O. : Section Française de l'Internationale Ouvrière
S.P.F. : Secours Populaire de France
S.R. : Secrétariat Régional
S.R.I. : Secours Rouge International
S.T.O. : Service du Travail Obligatoire

U.F.F. : Union des Femmes Françaises
U.J.F.P. : Union des Jeunes Filles Patriotes

1

Enfance - Jeunesse

1. Mes origines

Puisque la loi a établi de façon définitive que la vie légale d'un individu commence le jour de sa naissance, pour sacrifier à la tradition, et afin de ne pas faire preuve, dès les premières lignes, d'esprit de contradiction, je commencerai donc par là. C'est le 3 février 1913, à 8 heures, que je vis le jour dans une immense bâtisse lugubre, située au n° 1 de la rue de Périole à Toulouse.

Mes origines ouvrières font que j'ai toujours tiré quelque fierté à être né de parents prolétaires, constamment aux prises avec les difficultés de la vie, en une époque qui ne fut belle que pour une minorité de privilégiés.

Mon grand-père maternel, tâcheron plâtrier, veuf de bonne heure, travailla dur pour élever, seul ses trois filles. Il mourut dans ses soixante ans, les bronches brûlées par le plâtre.

Mon père, ouvrier sans qualification (ce que l'on nommerait un O.S. de nos jours), fut orphelin très jeune ; employé chez les autres dès son plus jeune âge, il eut une jeunesse laborieuse et sans joie. Quelques années de vie familiale, puis la guerre. Il mourut à 33 ans, tué le 30 juin 1915 sur le front de l'Argonne [1]. Mort stupide, mort pour rien, pour défendre les biens de ceux qui l'avaient toujours exploité, et tué peut-être par un autre prolétaire aussi miséreux que lui. La vie de mon père, et surtout sa mort, m'ont marqué très jeune, et c'est certainement à sa mémoire, que je dois cette haine que j'ai des guerres que l'on fait faire aux peuples pour des intérêts qui leur sont parfaitement étrangers. Je suis certain que l'antimilitarisme de ma jeunesse et mon engagement politique ont pris racine dans les tranchées de l'Argonne et dans les immenses charniers dont cette région est jalonnée.

Ma mère, que j'ai le plus connue, puisque j'ai eu la chance de la garder pendant soixante ans, a, durant toute sa vie active, exercé le métier d'ouvrière en confection, travaillant à domicile ce qui était pour elle le signe de l'indépendance. Elle a travaillé, ainsi que sa sœur aînée, pendant trente ans pour la même maison de confection, ce qui leur valut, à toutes deux, la médaille du travail et une grati-

1. Jean Thourel fut l'un des 2 000 Toulousains qui périrent lors de cette guerre.

fication plus symbolique que réelle, de la part d'un patron à qui elles auraient dû rendre grâce d'une telle largesse qui n'était en fait, que la reconnaissance gratuite de tant d'années d'exploitation. Car il faut savoir comment, à cette époque, les travailleuses à domicile étaient férocement exploitées, sans organisations syndicales pour assurer leur défense. Il fallait travailler dur à la machine à coudre et à la main, parfois dix heures et plus pour assurer une journée convenablement rémunérée [2]. La vestonneuse devait aller chercher le travail à pied, et le rendre de même une fois terminé, dans les délais imposés, parfois très courts. Le travail était distribué selon l'humeur du « receveur » ou les fluctuations du carnet de commandes. Les périodes de chômage n'étaient pas rares.

J'ai beaucoup aimé ma mère, indépendante, courageuse, volontaire, généreuse. C'est en elle que je me retrouve : tournure d'esprit, tempérament, caractère volontiers frondeur et impulsif. Cela n'a pas toujours été sans accrochage et sans dispute, mais façonnés de la même trempe, il y eut toujours un point commun pour nous ressouder.

L'immeuble où je suis né, était appelé « la grande maison » ; immense bâtisse de trois étages, comprenant environ 50 logements exigus, composés de deux pièces dont une seule avait une fenêtre. Ce bâtiment, ancienne gendarmerie, au temps du Premier Empire, bordait le dépôt des machines de la compagnie des chemins de fer du Midi. On en était encore à la traction à vapeur, et tout, aux alentours, y compris l'intérieur des appartements, était recouvert de poussière noire crachée par les machines, au grand désespoir des ménagères. L'immeuble était occupé en majorité par des familles de cheminots, la plupart employés à la traction.

Pendant les années de ma jeunesse, je n'entendis parler que de la grande grève des cheminots de 1920, faite non seulement pour un revalorisation des salaires, mais pour obtenir la nationalisation de la compagnie des chemins de fer du Midi, c'est-à-dire un changement partiel du régime de la propriété [3]. On connaît les suites de cette grève, une des premières et des plus dures de l'après-guerre : 18 000 cheminots révoqués, les dirigeants de la fédération des cheminots arrêtés [4].

C'est dans ce quartier Marengo, quartier ouvrier par excellence, que se déroulera ma jeunesse. L'inconfort des appartements, leur exiguïté et l'absence de salubrité faisait, qu'à cette époque, on vivait beaucoup dehors. La rue était en même temps le lieu de rencontre et de conversation, l'endroit où, aux soirs de la bonne saison les habitants se retrouvaient pour la veillée. Pour la jeunesse, c'est la rue qui, en complément de l'école apprenait la vie ; c'est là qu'on se formait, qu'on chuchotait les choses interdites, que se forgeaient des amitiés durables, que se groupaient les bandes de galopins sans malice. C'est la rue aussi, qui voyait se faire et se défaire les premières amours, naître et mourir les premiers espoirs et apparaître les premières déceptions. C'est enfin dans la rue que se donnaient ce qu'on

2. Il évolue donc dans un milieu populaire, au niveau de vie rendu encore plus modeste par la guerre, qui accroît les difficultés de la vie quotidienne (restrictions pour le pain, la viande, manque de pétrole, de charbon...).

3. Un autre enfant du quartier se souvient de cette grève, Georges Séguy : *Lutter*, Stock, 1975, p. 34.

4. Cette grève débute le 1er mai 1920, et dure trente et un jours. Elle s'achève dans la défaite et la répression (2 500 sanctions à Toulouse) et marque à la fois une génération de militants engagés dans la lutte ou la soutenant, mais aussi tous ceux qui les touchent de près (parents, enfants, voisins...).

appelle aujourd'hui les premières leçons d'éducation sexuelle, mais aussi, sur « le tas », dans les champs de la partie haute du quartier, à Jolimont.

Devenue veuve, mais encore jeune, ma mère se remaria dans les années qui suivirent la guerre. Mon « nouveau père », brave homme travailleur, mais insouciant en diable, se déchargea sur son épouse de tous les soucis domestiques et cela jusqu'à la fin de ses jours. Ils vécurent près de cinquante ans ensemble sans problèmes. Ouvrier lui aussi, bien que n'ayant presque pas fréquenté l'école, il prit des cours de comptabilité et devint comptable aux papeteries de Brienne. Plus tard, il rentra en qualité d'auxiliaire dans l'administration postale comme courrier convoyeur dans les services ambulants.

2. Mes études

Lorsque vint l'âge de la scolarité, après quelques années d'école maternelle, mes parents m'envoyèrent à l'école libre du quartier, l'école de l'Enfant Jésus, dans la paroisse Saint-Sylve, rue Montcabrier où professaient, en civil, des frères des écoles chrétiennes[5].

Ce choix de mes parents n'était pas conditionné par une option politique, encore moins par une manifestation de croyance, eux qui n'allaient jamais à l'église, exception faite pour les cérémonies. Non, il m'avaient mis « chez les curés » parce que, comme beaucoup à cette époque, ils croyaient que les méthodes d'éducation y étaient plus sévères, et qu'en payant, on s'occuperait à leur place de l'éducation de leur enfant. Ils s'achetaient ainsi un peu de liberté. Peut-être convient-il de tenir compte, dans ce choix, de l'influence exercée par ma tante, croyante et fervente pratiquante qui, lorsque ma mère, comme beaucoup d'ouvrières, travailla de 1914 à 1919 à la cartoucherie de Toulouse s'occupa presque seule de moi dans ma prime jeunesse, donc de mon éducation.

Dans cette école libre et payante, l'instruction générale dispensée n'était pas plus mauvaise qu'ailleurs, hormis la partialité manifestée sur certains sujets d'histoire. Par exemple lorsque nous étions à l'étude de la Révolution de 1789, M. de Charette apparaissait sous les traits de l'archange saint Michel et Robespierre sous ceux du diable. Autre détail qui me revient : un jour où nous avions étudié la Saint-Barthélemy, nous avons, dans la cour, à la récréation, malmené l'élève nommé Barutaud afin de lui faire adjurer l'hérésie, car nous soupçonnions ses parents d'être d'abominables parpaillots. L'instruction religieuse, on s'en doute, tenait une grande place. Le but des enseignants, selon le chanoine Valentin, était « de distribuer aux enfants une instruction complète embrassant les sciences humaines et divines, et destinée à former des hommes de caractère... ».

A l'époque où je fréquentais l'école, c'est-à-dire entre 1920 et 1926, celle-ci comprenait environ 140 élèves répartis en quatre classes.

Le directeur en était Antoine Nan, frère Marie Jadère, homme de grande intelligence, pratiquant une direction sage d'une main ferme. Il était sévère, trop à nos yeux, mais quel est le potache qui n'a pas jugé excessive l'autorité subie ? C'était en vérité un homme juste et bon et quelle qu'ait pu être l'évolution ultérieure des élèves qu'il a formés, certainement aucun n'a pu oublier cette bonté, trait dominant de son caractère.

---

5. Les enseignants sont des frères de la congrégation de saint Jean-Baptiste de la Salle.

La vie quotidienne de l'école est réglée par l'enseignement général (8 heures-11 heures et 13 h 30-17 heures) et par l'instruction religieuse : catéchisme, prière avant le début des cours, le jeudi et le dimanche messe obligatoire. Je serai chanteur à la chorale pour la grande messe et enfant de chœur, volontaire pour tous les services : messes ; baptêmes, mariages, enterrements ; cela non par vocation, mais parce qu'une part du produit des offrandes et des quêtes me procure quelque argent de poche. Malgré tous les efforts des bons pères pour nous orienter dans une bonne voie, des élèves de mon âge, seul Ramond entra plus tard dans les ordres, par contre, j'en rencontrai quelques-uns, en 1936, au parti communiste.

La vie de la paroisse à laquelle l'école participait activement, ainsi que les catholiques pratiquants du quartier, était rythmée par les fêtes et cérémonies religieuses : Noël, Pâques, la Fête-Dieu, la première communion, le pèlerinage annuel à Pibrac, les processions, la fête de la société de gymnastique, les représentations théâtrales données dans la salle paroissiale avec le concours d'artistes bénévoles, la distribution des prix à la fin de l'année scolaire. De ma vie scolaire proprement dite, je n'ai pas un grand souvenir, sinon que je ne me sentais aucun goût particulier pour l'étude, ressentie comme une corvée à laquelle il était difficile d'échapper. Mes notes ont dû être des plus modestes. Je ne fus jamais le Pic de la Mirandole de l'école de l'Enfant Jésus, sans pour cela en être la lanterne rouge, tout au plus ai-je été un élève moyen n'ayant qu'une ambition : quitter l'école et travailler [6].

Exclu du monde de la culture de par mes origines et par mon goût peu marqué pour l'étude, j'étais destiné d'avance à la condition ouvrière.

3. Mon entrée dans la vie

Lorsque j'eus treize ans et demi, après avoir obtenu le certificat d'études primaires grâce, je dois le dire, aux dix points attribués d'office aux pupilles de la nation, je fis part à mes parents de mon intention de travailler. Leur déception fut grande, car ils avaient caressé en secret, l'espoir de me voir poursuivre mes études.

Toujours en qualité de pupille de la nation, je fus admis dans l'administration postale comme télégraphiste. Me voilà donc fonctionnaire à moins de 14 ans et je retrouve la discipline plus abrutissante que celle de l'école. Travail répétitif à heures fixes, port d'un accoutrement ridicule appelé tenue, brimades de chefs et d'inspecteurs, travail le dimanche, sanctions injustifiées pour fautes non commises... Qu'ajouter, si ce n'est que le service télégraphique à Toulouse du temps de ma jeunesse, avait un air de caserne à vous dégoûter à jamais de l'autorité.

Incapable de vivre plus d'un an dans cette ambiance de contrainte mesquine, je fis part à mes parents de mon désir de quitter l'administration. Ce fut un véritable tollé. On avait eu du mal à m'y faire rentrer, je devais y rester avec la perspective future d'une bonne situation ! Confronté à une telle incompréhension je décidai, puisque mes parents me refusaient la permission de quitter la poste, de tout tenter pour m'en faire renvoyer. Je réussis assez bien dans la réalisation de ce projet, car quelques semaines plus tard, j'étais traduit une première fois devant la

6. Monsieur Saturne, aujourd'hui directeur de l'hebdomadaire catholique *La Croix du Midi*, se souvient de son camarade Marcel : « il était exalté, un garçon à impulsion dans le sens noble du terme, hâbleur, d'un débit extraordinaire ».

commission de discipline qui m'infligea un blâme. J'attendais mieux comme sanction, aussi je ne tardai pas à récidiver dans ma mauvaise conduite volontaire : comparution une deuxième fois devant le conseil de discipline, qui se montra plus sévère avec huit jours de mise à pied. Consternation de mes parents, qui ne désespèrent pas cependant de faire de moi un facteur. C'était, de leur part, bien mal connaître mon caractère. Bien décidé à persévérer dans ma tactique, j'employai alors les grands moyens : retard volontaire dans la distribution des télégrammes, les réclamations pleuvent, et cette fois le motif est sérieux, car l'administration ne plaisante pas avec ce qu'elle est en droit de considérer comme du sabotage. Nouvelle comparution devant le conseil de discipline, cette fois au siège de la direction, rue Pharaon, et en présence du directeur. La solennité de la cérémonie me fait comprendre d'entrée, que c'est sérieux, et que je dois jouer le jeu à fond. Interrogé sur les motifs de ma conduite, je déclare que je veux quitter l'administration volontairement, et pour ce faire, je donne ma démission en l'assortissant d'une bordée d'injures bien senties, à l'adresse de la direction. Cette fois j'ai gagné. Je n'oublierai jamais la mine ahurie ou furieuse des pontifes de l'administration, fustigés sans retenue par un gamin de 15 ans, eux, dont les décisions font trembler des centaines d'employés. Etant mineur, ma mère est convoquée pour donner officiellement ma démission car à défaut je serai révoqué. Ma mère s'incline, j'ai gagné.

Longtemps, j'ai regretté cette démarche humiliante infligée à ma mère, à qui j'étais très attaché. Elle en fut très affectée sur le moment, mais par la suite, lorsqu'à l'âge adulte j'ai pu m'entretenir avec elle de cet incident de jeunesse, elle n'a pas caché qu'elle avait compris le mobile de mon incartade. Comment aurait-il pu en être autrement ? Impulsive comme moi, dans une situation semblable, elle aurait eu les mêmes réactions.

Délivré de l'administration, je travaille chez un dépositaire en biscuiterie, rue Claire-Paulhiac ; travail idiot, consistant à livrer des paquets de biscuits dans les épiceries, car le patron obèse avait des difficultés à descendre de voiture. Je trouve une autre place, rue Caraman, où je comprends très vite que ma seule fonction sera de servir d'alibi au patron, pour lui permettre d'aller retrouver sa maîtresse. Dégoûté, je m'en vais.

Mon ambition était d'apprendre un vrai métier manuel. Je suis embauché aux Etablissements Amouroux, qui fabriquent du matériel agricole [7] avec promesse d'apprendre le métier d'ajusteur-mécanicien. Selon l'habitude de la maison, pas de contrat d'apprentissage, et en attendant une place à l'atelier d'outillage, on m'affecte comme manœuvre à l'atelier des presses et poinçonneuses.

J'y trouve de nombreux jeunes qui attendent, certains depuis deux ans, la fameuse place à l'outillage pour apprendre un métier. Cette forme d'escroquerie était courante, elle avait pour but de faire des manœuvres à perpétuité, sous-payés, dont avait un constant besoin l'industrie métallurgique. Le scandale se doublait du fait que des jeunes sans expérience étaient chargés de travaux dangereux et sans protection, les mesures de sécurité n'existant pas. C'est ainsi que je fus affecté à une presse « Bliss » pour l'emboutissage de certaines grosses pièces des moissonneuses-lieuses. Il fallait une attention constante au travail, car la presse de trente tonnes pouvait écraser indifféremment les mains ou la ferraille.

Le chef d'atelier, homme stupide et borné, arrivé à ce poste par l'ancienneté,

7. Les établissements Amouroux, spécialisés dans le matériel agricole, regroupaient, à Croix-Daurade, près de 800 ouvriers.

régnait en maître absolu sur ce petit monde de jeunes, n'hésitant pas à user de corrections pour maintenir son autorité. Un jour, alors que j'étais occupé à la presse, et prenant pour prétexte que dans le lot de pièces de la veille, on en avait trouvé une non-conforme — ce qui n'est pas rare — il s'approcha de moi par surprise, et au mépris de toute sécurité me botta le derrière. Ce geste était courant de sa part, mais pour moi, c'était la première et aussi la dernière fois de ma vie que je subissais un tel affront. La riposte fut instinctive et brutale : je lui envoyai à la figure (j'hésite encore aujourd'hui à employer ce mot) le récipient contenant l'huile destinée à lubrifier le poinçon et la pièce que je tenais à la main. On l'emmena, saignant comme un porc, à l'infirmerie. Je fus fêté dans l'atelier, parce qu'ayant osé secouer le joug du despote, mais je fus congédié dans l'heure qui suivit.

Me voilà de nouveau au point de départ : à la recherche d'un métier.

4. Boulanger

J'avais maintenant près de 16 ans, et cette fois, j'étais décidé à apprendre un métier, un vrai. Je voulais être ouvrier, capable de défendre mon travail. Les dernières expériences vécues m'avaient démontré la précarité de situation d'un travailleur sans qualification. Deux métiers m'avaient toujours tenté : menuisier ou boulanger. Il ne s'agissait pas de vocation, car encore aujourd'hui je suis incapable de dire pourquoi ce choix, mais ce que je peux affirmer c'est que je ne le regrette pas. C'est un pur hasard qui me fit opter pour la boulangerie : notre fournisseur en pain, Labadesse, sur les allées Jean-Jaurès, cherchait un apprenti ; l'occasion était bonne, mes parents me placèrent chez lui pour un an. De ce moment, commence mon apprentissage, et avec le métier et avec la vie ; les deux iront longtemps de pair.

Ce métier sans noblesse, sinon celle que lui confère son incontestable utilité alimentaire, m'a surtout appris trois choses restées essentielles pour moi en toute circonstance :

- l'exactitude, car on ne plaisante pas en boulangerie, avec l'heure de livraison de la première fournée en magasin ;
- l'amour du travail bien fait, car une erreur de cuisson, la besogne bâclée ou la méconnaissance du temps, peuvent faire perdre une fournée. Et c'est là, chose qui se pardonne difficilement, surtout en cas de récidive ;
- l'endurance, car il s'agit d'un métier pénible, qu'il faut assurer, quelle que soit la condition physique du moment.

Je commençais le travail à minuit pour terminer à onze heures ou parfois midi. Le samedi, on faisait deux journées continues pour avoir repos le dimanche. Il fallait dormir l'après-midi et le soir de 20 heures à minuit. Mais comment demander à un jeune de dormir alors que les copains sont dans la rue ! C'est ainsi que, progressivement on se déshabitue de dormir et que quelques heures parfois suffisent. Si j'ai pu, mon existence durant, et aujourd'hui encore, considérer le sommeil comme nécessité secondaire, dormir très peu sans en être autrement affecté dans mon comportement du lendemain, c'est bien à mon métier que je le dois. Mais quel calvaire à gravir pour en arriver à cette capacité d'endurance ! Que de nuits passées à errer plus qu'à travailler dans le fournil, dormant debout, les patrons

étant assez tolérants sur ce point avec les jeunes apprentis. Plus tard, en 1935 par exemple, lorsque j'ai connu mon ami Paul Vié, à qui je voue une amitié fraternelle qui ne finira qu'avec ma vie, je pouvais pendant des semaines me contenter de trois heures de sommeil par jour, lui aussi d'ailleurs, sans en éprouver la moindre gêne.

Lors de mes débuts dans le métier, les apprentis, pendant un an, ne recevaient aucun salaire, mais seulement la flûte de pain journalière. Les patrons avaient dans les apprentis une main-d'œuvre permanente et gratuite. Aussi, aucun ne se privait-il de cette forme légalisée d'exploitation et mon employeur comme les autres. La patronne, plus sensible ou plus honteuse peut-être me donnait cinq francs par semaine en cachette de son mari. Mon année d'apprentissage terminée, je fis deux années comme demi-ouvrier chez Cathala, rue du Dix-Avril, avec enfin un salaire rémunérant mon travail, toujours aussi long et aussi pénible.

Enfin, à 19 ans, devenu ouvrier, je m'embauchais chez Almon à Arnaud Bernard, où le travail était plus pénible et plus long encore. Nous étions trois ouvriers à commencer à 22 heures pour terminer à midi le lendemain et le fournil était une cave presque sans aération. Une compensation, le salaire était convenable. J'ai quitté la place quelques mois plus tard, en déposant une plainte contre mon patron, devant le conseil des prud'hommes, car il avait retenu sur mon salaire, le prix d'un collier du pétrin, que j'avais cassé en le démontant. Il fut condamné au paiement intégral du salaire et à une indemnité de licenciement. Il dut avoir du mal à digérer la sanction, d'autres aussi sans doute, car c'était la première fois dans la profession, qu'un patron était cité en conseil des prud'hommes par un ouvrier. J'étais un novateur.

Quelques mois auparavant, j'avais adhéré au syndicat des ouvriers boulangers affilié à la C.G.T. Le secrétaire en était Julien Forgues qui cumulait ses fonctions avec celle de secrétaire de l'Union départementale C.G.T. Agé de 43 ans à cette époque, J. Forgues était un vieux militant syndicaliste, déjà responsable en 1914 du syndicat des ouvriers boulangers qui comptait douze membres. En 1920, il proposa sans succès la grève générale des travailleurs de Toulouse. En 1923, il succède à Marty Rolland comme secrétaire général de l'U.D., fonction qu'il occupera sans interruption jusqu'au congrès d'unification de la C.G.T. et la C.G.T.U. en 1936, et ensuite jusqu'à la guerre. Pendant l'occupation, il reconstitua l'U.D. clandestine de la C.G.T. qui organisa des syndicats illégaux dans la plupart des grandes entreprises toulousaines.

Dès mon premier contact avec le syndicat, je me suis senti accroché. Mes premières expérience de travail, soit dans l'administration, soit dans le secteur privé, m'avaient convaincu qu'isolé le travailleur ne pouvait assurer la défense de ses droits et qu'il ne pouvait rien pour vaincre l'égoïsme des patrons et l'exploitation féroce dont un grand nombre de travailleurs de la profession était l'objet, à commencer par les apprentis. Seule, l'action collective pouvait battre en brèche les habitudes d'un autre âge et les prétentions excessives d'un patronat généralement réactionnaire. 1936 fut la démonstration de ce que pouvait apporter l'action unie des ouvriers boulangers.

Une autre forme d'exploitation plus écœurante encore, était celle qui se pratiquait lors du placement des ouvriers. L'embauche se faisait, soit pour une place fixe, soit pour un remplacement, par l'intermédiaire du « placeur », à qui s'adressaient les patrons en quête d'ouvriers et les ouvriers en quête de travail. Notre placeur qui sévissait à l'époque et qui sévit encore longtemps, était un personnage

rusé, hypocrite, aux manières doucereuses, donnant toujours l'impression de dormir. Il se tenait tous les après-midi au café Borios, place du Capitole. A la recherche d'une place, il fallait passer par lui obligatoirement, mais ses services n'étaient pas bénévoles, car on devait être généreux à son égard, si l'on voulait travailler. En fait, à chaque placement, il percevait sa dîme, un impôt sur le travail. Malheur à qui n'avait pas été suffisamment généreux la fois précédente ; il n'y avait jamais de place, ou alors les plus mauvaises dont personne ne voulait. J'ai eu parfois besoin de ses services et j'ai conservé de ces contacts, une image désagréable ; j'ai toujours eu l'impression d'avoir en face de moi un reptile malfaisant et il l'était. Le comble c'est qu'il avait été ouvrier boulanger, mais fallait-il qu'il eut donné des gages de docilité pour que les patrons le choisissent comme intermédiaire. En vérité, c'était un être vil et méprisable, dont je garde un très mauvais souvenir.

La place suivante, je la trouvais chez Mauras, avenue de Muret, où je resterai près de deux ans, jusqu'à mon départ au service militaire. Nous étions trois jeunes : Antoine Van Schendel, Clément Bonnefoy et moi, affectés à l'équipe du pain viennois. L'équipement était moderne, nous travaillions sur les premiers fours à vapeur installés à Toulouse. L'entente était parfaite entre nous, et grâce à elle, nous arrivions à gagner une à deux heures sur le temps de travail, ce qui nous permettait de terminer plus tôt dans la matinée.

Lors des événements de février 1934, nous avons cessé le travail le 12, à l'appel de la C.G.T., pour une grève de 24 heures. C'était ma première participation à un mouvement de ce genre, et l'ambiance qui régnait ce matin-là à la Bourse du travail et l'après-midi dans la rue, m'a laissé un souvenir inoubliable. En effet, ce jour-là, 40 000 personnes défilèrent dans les rues, soit un quart de la population toulousaine à l'époque.

5. Mariage

L'année précédente j'avais connu dans l'immeuble où j'habitais, une jeune fille, ouvrière dans une fabrique de chaussures. Après quelques mois de fréquentation, nous nous sommes mariés en juin. Unis pour le meilleur et pour le pire, je dois reconnaître en toute objectivité que pour ma compagne ce fut souvent pour le pire. En effet, il faut beaucoup de constance et de courage à la femme d'un militant pour accepter ou supporter les absences de l'époux, les innombrables soirées de solitude, les dangers encourus du fait de ses activités, et les conditions de vie difficiles, parfois misérables, car l'argent manque souvent, pour diverses raisons, au foyer d'un militant.

6. Le service militaire

En mai 1934, étant arrivé à l'âge du service militaire, je fus incorporé au 17e C.O.A. (commis et ouvriers d'administration), c'est-à-dire les services d'intendance. C'est à mon métier que je dois cette affectation, et je restais à Toulouse parce que marié, ce qui était la règle. Après un mois de classe à la caserne Clauzel, je fis le restant de mon service à la manutention militaire, à la boulangerie.

C'est cette période qui pratiquement, marquera le choix et l'engagement politique. En effet, au sein de notre détachement, composé d'une cinquantaine de

conscrits, il s'en trouvait deux politiquement engagés ; l'un, Galan, aux Jeunesses socialistes à Toulouse ; l'autre, Clément Jourdan[8], aux Jeunesses communistes à Agen. Tout était prétexte à discussion, pour ces deux jeunes militants sincères et passionnés. Il s'en suivait dans la chambrée, de longs débats où chacun s'attachait à faire valoir aux yeux de l'auditoire, les mérites plus évidents des trois flèches, ceux de la faucille et du marteau et inversement. La lutte était vive et les arguments percutants, car si les deux organisations venaient depuis peu de s'engager dans une politique unitaire de rapprochement que l'on nommera le « front commun », les vieilles rancunes nées d'un passé trop récent, n'en étaient pas pour autant refroidies.

J'étais intéressé par ces débats, je n'en manquais aucun. Je poussais parfois le machiavélisme jusqu'à les susciter, tant j'y prenais goût. Les deux antagonistes avaient bien senti l'intérêt que je prenais à ces joutes ; l'un et l'autre rivalisaient d'émulation pour me gagner à leur cause. Aucun ne manquait de me passer après lecture, l'un le « Popu » *(Le Populaire)*, l'autre « l'Huma » *(L'Humanité)*. J'avais déjà une préférence pour l'Huma, en raison de sa chronique quotidienne dite des « gueules de vaches », dans laquelle les soldats du contingent dénonçaient, anonymement bien sûr, les officiers et sous-officiers de leur unité, pour leurs opinions et leur comportement à l'égard des hommes de troupe. Nous étions en pleine période d'antimilitarisme et cette rubrique quotidienne de l'Huma, dans laquelle les cadres de l'armée étaient cloués au pilori, faisait les délices de nombreux soldats qui espéraient y trouver quelques « perles » relatives à des chefs connus des unités de la garnison.

En observant le comportement et en pesant les arguments des deux antagonistes qui, j'en suis convaincu, étaient également sincères, je commençais à discerner la nuance ou le fossé, qui à l'époque, séparait réformistes et révolutionnaires ; et lentement, mais avec une conviction qui se raffermissait de jour en jour, je finis par opter pour la Troisième Internationale, au grand désappointement de l'ami Galan.

Comment à vingt ans, alors que mes origines familiales me conduisaient tout naturellement vers le mouvement ouvrier dans lequel j'étais déjà engagé syndicalement, ne pas être frappé par les mots qui sonnaient comme autant de coups de clairon dans une jeune imagination : la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre, les Conseils de Bavière et de Hongrie. Autant de phrases de la geste révolutionnaire qui, effacée l'auréole romantique qui les éclairait, feraient de nous des combattants enrôlés dans les cohortes de l'Internationale Communiste, partant à l'assaut du monde, en faisant régner dans ses rangs une discipline de fer. C'était le temps où *L'Humanité* titrait encore en manchette : « Les communistes ne réclament pas le pouvoir, ils le prennent ».

Un certain esprit de contestation commençait à se manifester parmi les jeunes du contingent. A deux reprises, nous avons pu saisir l'occasion de le faire sentir. Le commandant du détachement, homme coléreux, ayant frappé brutalement un des nombreux soldats algériens qui servait à la manutention et qui blessé, dut être

8. Clément Jourdan, militant communiste, originaire du Lot-et-Garonne. En 1934, il était membre des Jeunes communistes, puis du P.C. dans la région du Lot-et-Garonne. A la Libération, il représente la commission centrale de contrôle politique en Haute-Garonne. Il instruira le dossier d'exclusion de Marcel Thourel. Membre du bureau fédéral de Haute-Garonne, jusqu'au début des années cinquante où il quitte le mouvement communiste et l'action politique.

hospitalisé, nous avons unanimement refusé tout travail, tant que le commandant ne serait pas traduit devant une commission disciplinaire. Ce fut fait, la brute écopa de quelques jous d'arrêt. Mais nous avions remporté une victoire qui avait valeur symbolique à nos yeux car, de ce jour, les Algériens furent traités correctement et sans brutalité.

Ma classe avait été incorporée pour douze mois, durée légale du service militaire. Mais nous rentrions, en 1935, dans la période dite « des classes creuses », conséquence de la dénatalité causée par les années de guerre 1914-1918. A huit jours de la libération, le parlement vota une loi, nous maintenant pour trois mois supplémentaires sous les drapeaux. L'annonce de ce vote provoqua à la manutention, comme dans les autres garnisons, la consternation qui se transforma vite en colère. A l'unanimité, une grève de la faim fut décidée, elle dura deux jours puis le travail reprit.

Je me souviens d'un soir où, faisant le mur, nous sommes partis, un groupe de militaires en uniforme, assister à la salle des Jacobins à un meeting où parlait Georges Pioch, que j'entendais pour la première fois. Quelle fougue, quelle puissance dans cet orateur martelant les mots de sa voix profonde, cheveux blancs rejettés en arrière ! Un de ces tribuns de la grande époque, que l'on ne peut oublier lorsqu'on l'a vu et entendu ne serait-ce qu'une fois.

En août 1935, le contingent libéré [9], je reprenais la vie civile et mon métier à la boulangerie Vieulet, place Marengo, dans mon quartier.

7. L'engagement au P.C.F.

Le mois suivant, j'adhérais au parti communiste. Jourdan avait gagné, j'allais devenir un militant avec tout ce que ce mot implique de grandeur et de sacrifices.

Un mot sur Clément Jourdan, qui fut mon initiateur et mon parrain. Ouvrier charcutier de son état, engagé dès avant le service militaire dans le mouvement communiste ; il était le type même du militant bolchevik, calme, sérieux, un peu trop parfois, car cela lui conférait un air de grande autorité, contrastant avec son âge, parlant lentement, avec même une certaine difficulté d'élocution.

En raison de cette faiblesse d'expression, il ne semblait pas prédestiné au rôle de remueur de foules, mais à celui, plus modeste en apparence, mais plus redoutable en réalité, d'homme de l'appareil du parti. La fonction qu'il occupa pendant la période clandestine découle tout naturellement de cette analyse du personnage. Il n'était pas dépourvu de sentiments et savait prodiguer son amitié tant que celui qui la recevait ne lui posait pas de problèmes de conscience ou de discipline. Il pouvait être, et l'expérience me l'a prouvé, aussi foncièrement mauvais qu'il avait été bon et amical. Je l'ai toujours considéré, abstraction faite de certains légitimes ressentiments, comme le type achevé du parfait fonctionnaire stalinien, capable d'élans généreux ou de haines tenaces lorsque ce qu'on lui faisait croire être « l'intérêt du Parti » était en jeu.

De 1935 à 1945, nos routes se sont souvent croisées. Mobilisés en 1939, nous avons fait ensemble « la drôle de guerre » dans la même unité du service d'inten-

9. Le seul document écrit qui fait état de son service militaire, excepté sur son livret militaire, est un certificat de bonne conduite du capitaine Dumora, qui souligne « qu'il a constamment servi avec honneur et fidélité » (certificat de la région militaire, 13 avril 1935).

dance. En 1943, je le retrouve par hasard, chez Malou Rauzet[10] militante communiste à Saint-Antonin, où j'allais pour reconstruire le parti clandestin. Il était à ce moment au maquis de Cazals. En 1944, je le retrouve à la fédération de la Haute-Garonne, comme responsable « cadre », c'est-à-dire chargé des problèmes de sécurité et du contrôle des militants. A ce titre, c'est lui qui fut chargé d'établir le dossier réquisitoire qui préparait mon exclusion dont les faits sont plus loin relatés en détail. Bonne ou mauvaise, je sais qu'il aura tenu une grande place dans une décade de mon existence, au point que, dans la clandestinité lorsque j'ai dû choisir un pseudonyme, un « nom de guerre », comme on disait à l'époque, j'ai choisi celui de « *Clément* », mon parrain, c'est dire en quelle estime je le tenais.

8. La rue

En conclusion de ce chapitre, je reviens sur ce qui m'a le plus marqué : ma jeunesse et l'ambiance dans laquelle je l'ai vécue autant dans la rue qu'à l'école, confronté très jeune à tout le pittoresque, l'exaltant et le médiocre d'un quartier populaire d'une grande cité.

D'abord l'enfance avec ses jeux anodins : le « parenclet », le « brillou », le « clunier » et surtout le « couteloumourou » qui nous permettait d'embrasser les filles. Puis l'adolescence avec ses jeux moins innocents : les bals publics, le canotage sur la Garonne, les parties de pêche, les guinguettes de banlieue et en particulier le « Faouré de Périolo » où pour un franc on pouvait s'offrir un pain « chinché » (aillé) agrémenté d'un verre de vin blanc ; le café Faget où moyennant le prix d'une consommation on assistait à une soirée cinématographique ; les batailles, sans violence, contre les jeunes de quartiers voisins essayant de courtiser les filles de chez nous. Ce combat en champ clos se déroulait généralement sur un terrain vague nommé, on n'a jamais su pourquoi, « champ des Espagnols ». Ces engagements faits plus souvent d'invectives que de coups, se terminaient dans bien des cas, dans une réconciliation générale, à la terrasse du café Massaloup.

Tous ces petits détails aujourd'hui insignifiants qui marquèrent si fortement mon adolescence, furent vécus dans une ambiance de chaude amitié, au sein de la « bande » qui regroupait garçons et filles du quartier dont le « coin » (angle de la rue de Périole et de la rue Marengo) était le lieu quotidien de rencontre. Et quelles leçons d'observation pouvait offrir ce creuset humain à un jeune esprit éveillé ! Par exemple, comment oublier tout le pittoresque qu'offrait le spectacle animé de la rue avec ses petits métiers ambulants : marchandes de légumes, de cresson, de marrons, de menthe, de lait caillé... le racommodeur de parapluies, de faïences et de porcelaine, l'étameur, le rémouleur, le vitrier, le tondeur de chiens, les crieurs de journaux, chanteurs de rues, le « peilharot » (chiffonnier) et j'en passe.

Oh ! Combien survivants dans ma mémoire ces bruits de la rue, ces cris devrais-je dire qui annonçaient aux ménagères le passage de ce besogneux petit

10. Malou Rauzet, née en 1902, originaire de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), militante communiste depuis 1928. Pendant la Deuxième Guerre mondiale elle participera à l'organisation du parti clandestin à Saint-Antonin ; puis de fin 1943 à la libération d'Agen elle sera le courrier sous le pseudonyme de « *Jeanne* », de « *Clément* » (Marcel Thourel), instructeur interrégional pour le P.C.F. Elle reviendra à Saint-Antonin où elle vit aujourd'hui et est membre de la cellule du P.C.F.

peuple ambulant ! Qui pourra dire s'il ne l'a entendue, toute la mélodie exprimée dans ces phrases plus chantée que dites (n'étions-nous pas à Toulouse, patrie du bel canto), comme elles raisonnent encore à mes oreilles !

Chaque semaine, c'était dans les rues du quartier le passage de « Rivierou » l'attrapeur de chiens. A l'aide d'un nœud coulant attaché à l'extrémité d'un long manche, il capturait les chiens errants et les parquait dans une cage traînée par un âne. Malheur au chien non muni de sa plaque, c'était pour lui la fourrière et la mort, si dans les trois jours il n'était pas réclamé par son propriétaire. Par esprit de justice, les gosses du quartier étions déjà du côté du plus faible aussi, applaudissions-nous lorsqu'un chien mordant la main du préposé à sa capture, parvenait à lui échapper.

Autre attraction : les cirques ambulants installant leurs tréteaux sur la place Marengo et en particulier l'ineffable théâtre « Gratelard » qui stationnait plusieurs semaines dans l'année. La troupe composée de trois personnes aux rôles interchangeables interprétait un répertoire jamais renouvelé, dont le clou était, si mes souvenirs sont exacts « La tête à papa » le plus navrant des mélodrames jamais vus. Le plus haut degré des réjouissances était atteint avec la « Baloche » expression typiquement toulousaine désignant la fête du quartier. Celle de Marengo avait lieu traditionnellement le premier dimanche de septembre. En plus des jeux pour enfants et du bal populaire, elle était surtout prétexte à réunir le ban et l'arrière-ban des parents et des amis en de fastueuses agapes qui duraient généralement deux ou trois jours. Autre spectacle populaire : la « Foire » qui se tenait durant les mois de mai et de novembre, au-delà du canal du Midi, sur les allées Lafayette. La Foire c'était ce flot humain qui déferlait de la statue de Riquet au café des Américains, entre les manèges, les baraques alignées sous les platanes, les étalages de bonimenteurs, estrades sur lesquelles paradaient les bateleurs, les stands de tir, les loteries, les dresseurs de chiens et les dresseurs de puces, les ménageries Laurent et Pezon, les lutteurs musclés défiant les badauds et leurs inévitables comparses mêlés à la foule. C'était aussi l'inusable Célestin, marchand de frites et de saucisses et enfin, celui que j'ai eu la chance de voir dans ma prime jeunesse : « l'arracheur de dents » perché sur une haute estrade derrière le kiosque des « trams » des allées Lafayette. Enfin, il ne serait pas juste de clore ce chapitre des réjouissances populaires sans évoquer le cinéma de la rue Montardy *le Cosmograph*. Il était le rendez-vous des gosses des faubourgs, le jeudi après-midi. Moyennant dix sous et un bon de réduction offert par le chocolat Poulain, nous avions droit à la projection d'un film, muet bien entendu, accompagné par un pianiste qui devait avoir « loupé » son examen de sortie du Conservatoire de musique. En supplément, comme prime, nous avions droit à une cargaison de puces que nous ramenions à la maison.

9. Mon quartier

Ce quartier dans lequel je suis né et que je n'ai définitivement quitté qu'un matin de septembre 1940, entre deux gendarmes, constitua tout l'horizon de ma jeunesse. Je l'ai aimé d'une folle passion, j'en connaissais toutes les rues, toutes les maisons ainsi que leur histoire. J'en parlais la langue, sorte de dialecte des faubourgs, occitan maltraité, assaisonné d'argot. Ce vieux quartier Marengo, ma bonne

ville, Toulouse, deux mots qui bercèrent mon enfance et ma jeunesse et chanteront toujours délicieusement à mon oreille dans le souvenir d'une exaltation juvénile.

Que reste-t-il aujourd'hui ?

Lorsque je reviens à Toulouse, je ne reconnais plus ma bonne ville. Elle a plus changé en quarante ans que précédemment en deux siècles, et cette mutation en hauteur et en béton ne va-t-elle pas atteindre bientôt le stade du gigantisme ? Et mon vieux quartier, qui vit mes premiers pas et aussi mes premiers rêves, qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Lors d'un « pèlerinage » que je fis dernièrement avec mes petits-enfants, je n'ai pu y retrouver intact que le monument de la Colonne, la Baraque de Carayon, la fontaine d'amour et le vieux chemin des Redoutes. Pour le reste, j'ai longuement cherché l'emplacement de la rue Marengo et du « coin » faisant angle avec la rue Périole, lieu où se rassemblait la jeunesse du quartier, et je n'ai trouvé qu'une immense avenue, étoilée de feux tricolores, bordée de masses inesthétiques de béton, lapinières modernes, montant telle la voie triomphale et sacrée, vers l'un des premiers monuments élevés à la gloire du siècle : le building de Jolimont. De cette promenade sentimentale dans les vieilles rues existant encore, enclavées dans les voies nouvelles, j'ai retiré une impression de tristesse, aggravée par la vue de ces façades tristes et lépreuses, dont chacune évoque un souvenir, témoigne d'un abandon sans espoir. Car, à quoi bon entretenir quelque chose que l'on sait irrémédiablement condamné et promis à la rapacité des futurs promoteurs, guettant comme des vautours sur ce charnier ?

De ce quartier Marengo, rien ne subsistera. Hélas ! aucun monument historique à conserver comme un îlot du passé dans ce torrent d'expansion démentielle, aucune maison dans laquelle serait né quelque personnage illustre, magnifié par l'histoire, pour ses vertus ou ses crimes. Rien, il ne restera rien de ce vieux quartier, mon quartier, qui n'a fourni à l'industrie que des générations de travailleurs anonymes et laborieux, végétant sans confort, sans hygiène, et honteusement exploités par des concitoyens mieux nantis et logés luxueusement, eux, sur les boulevards, aux Châlets, à la Dalbade ou au Grand-Rond. A la réflexion, si. Peut-être restera-t-il quelque chose, intouchable du fait de son emplacement privilégié devant l'entrée de l'Observatoire : c'est le monument élevé à la gloire des enfants du quartier morts « glorieusement » entre 1914 et 1918 pour que, de leur sacrifice, les pauvres se retrouvent aussi pauvres et les riches plus riches. Car, ce quartier, comme tous ceux des faubourgs populaires de la ville, a généreusement approvisionné les charniers de Verdun, de la Somme, de l'Argonne et d'ailleurs.

Et, sur ce monument, un nom, celui de mon père, que je n'ai pas connu.

2

L'engagement politique L'action locale

En commençant ce chapitre qui marque le point de départ de mon action militante ininterrompue, j'ai encore un doute, le même d'ailleurs qui, pendant des années, a retenu ma plume. Dans la narration de simples faits de la vie courante, aurai-je assez de sérénité, d'objectivité, pour être vrai ? Des blessures cicatrisées ne vont-elles pas se rouvrir et être cause de partialité ? Pourrai-je avoir assez de détachement pour rendre, à certains qui furent mes adversaires d'un moment, la juste part qui leur revient, ou bien vais-je rester campé en permanence sur des positions manichéennes qui feraient que tout est bon d'un côté et tout mauvais de l'autre ? Ce serait, je l'avoue, une ligne de partage assez simpliste et confortable mais qui s'accommoderait très mal avec la réalité historique.

Il est vrai que l'histoire en a vu d'autres. Je parle de celle aseptisée, disséquée, dévitalisée à force d'être confrontée avec elle-même et avec ses sources, telle qu'elle nous reste après que les historiens soient passés par là pour en faire l'histoire officielle. Je ne me sens pas attiré par cette histoire fabriquée à partir de grands événements et qui ignore les innombrables petits faits, qui, moins idéalistes, n'en sont que plus vrais dans leur simplicité dépouillée de vaines interprétations.

Le militant vit avec cette histoire vivante, mais il doit veiller constamment à démarquer son propre rôle de l'événement. Je pense que l'anecdote même si elle se situe dans un champ d'action forcément limité, constitue finalement l'essentiel de la vie, parce qu'elle passe en chacun d'entre nous et qu'elle y laisse des traces. Autant il serait vain de prétendre qu'une superposition d'anecdotes suffirait à constituer l'événement, autant on ne peut nier que l'ensemble du fait anecdotique, qu'il soit personnel ou collectif, influence l'événement dont il est la trame et qu'en définitive il s'inscrit dans l'histoire.

Il me faut maintenant trouver en moi assez de sagesse pour effacer, en temps opportun, l'anecdote devant l'événement, en laissant à celui-ci la place première qui est la sienne et cela, sans tomber dans l'excès qui transformerait en souvenirs d'ancien combattant ce qui doit rester la réalité historique.

Ces résolutions prises, je me hasarderai donc sur un sentier qui m'est totalement inconnu : celui de la narration faite d'après des documents patiemment

conservés et surtout des souvenirs. Sur ce sentier, je sais que je cheminerai souvent en bonne compagnie, que j'y rencontrerai mains tendues et cœurs ouverts, mais je sais aussi que dans les tournants ou cachés derrière le taillis, le fourbe et le brigand me guettent, je sais que j'y serai meurtri dans de mauvaises rencontres et que, parfois égaré dans le brouillard, je perdrai la piste pour errer à tâtons. Mais ce dont je suis certain, c'est que, tout au bout du sentier, je vais retrouver l'aurore radieuse, celle de l'espérance qui ne m'aura jamais abandonné, celle de mes vingt ans.

Tout au long de ce récit, il m'arrivera de porter un jugement critique, parfois sévère sur le comportement du parti communiste français, dans divers domaines de sa vie interne, sans prendre la précaution de situer, à chaque occasion, ce comportement en une époque déterminée.

Il n'est pas inutile de rappeler que mes souvenirs ne portant que sur la période de 1935-1945 pendant laquelle je fus membre du P.C.F. C'est donc cette seule décade qui peut servir de référence aux faits qui sont rapportés. Il n'est donc pas question pour moi de décrire le P.C.F. d'aujourd'hui, que je ne connais pas, d'après des souvenirs que j'en aurais gardés de trente ans.

S'il m'arrive parfois de porter une appréciation personnelle sur la période contemporaine, elle n'est fondée que sur des propos ou écrits qui sont du domaine public que j'interprète d'après des sentiments qui me sont personnels, sans référence au passé.

En août 1935, me voici libéré du service militaire et à la recherche d'une place d'ouvrier boulanger. En attendant une place stable, je travaille en « extra », les fins de semaines, chez Carsalade, à Saint-Agne. C'est à cette occasion que j'ai connu mon ami Paul Viè.

Excellent ouvrier, certainement un des meilleurs exerçant sur la place de Toulouse, vouant à son métier un culte quasi mystique. Peu porté sur les questions intellectuelles, conséquence d'une jeunesse difficile qui le confronta tout jeune à l'âpreté de la lutte pour la vie, je l'ai vu en maintes circonstances faire preuve d'une sage logique, illustration typique du bon sens populaire. Doué d'un cœur d'or et d'une extrême sensibilité, il est resté l'ami de toujours, le confident, le frère ; si l'expression « chaleur humaine » a un sens, c'est bien en Paul et en sa compagne Henriette, qu'il s'exprime, car auprès de cette chaude amitié, il y a toujours place pour qui a besoin de se réchauffer. Depuis 1935, nos routes ne se sont jamais séparées. Nous nous sommes réjouis des mêmes joies, avons pleuré des mêmes peines, communié dans les mêmes espérances et vécu en un fraternel partage les moments difficiles de la vie. Et tout cela, sans que l'érosion du temps vienne altérer quarante années de confiance, sans que l'ombre la plus fugitive vienne obscurcir ce tableau idyllique.

Quelques semaines après, j'ai trouvé une place d'ouvrier, dans mon quartier, chez Vieulet, place Marengo. Le patron, n'étant pas du métier, j'assurais la fabrication avec l'aide d'un apprenti et celle, occasionnellement, du patron ou de la patronne pour des travaux subalternes. Le patron était socialiste, d'où d'interminables controverses, car nous étions loin du parfait amour, en 1935, entre les

membres de la S.F.I.O., accusés d'être des social-traîtres et ceux du P.C. qui n'étaient que les « stipendiés de Moscou ». Nos confrontations tactiques ou doctrinales, ne prenaient jamais un tour passionné et partial. Au fond, c'était un brave homme débonnaire. En vertu d'un vieux privilège dont l'origine remonte à l'Ancien Régime, le maître de pelle (c'est-à-dire le premier ouvrier) est le maître absolu dans le fournil, avant le patron. J'avais profité de ce droit ancestral pour décorer le mur, surplombant le « tour »[1] de photos de responsables du P.C. et de l'Internationale. Inutile de dire que le Dieu Staline se trouvait à la place de choix. Et cette galerie de portraits avait aussi comme résultat d'animer les discussions, la nuit, lorsque le patron venait m'aider à peser les fournées.

1. L'adhésion

Entre-temps, en septembre, j'avais décidé d'adhérer au parti communiste. Pour moi, l'engagement militant était la seule conclusion logique à la réflexion et au choix politique que j'avais faits durant mon service militaire. Ayant été « touché par la grâce », gagné à la foi communiste, je ne pouvais envisager rien d'autre que de la faire partager avec toute la force de conviction dont j'étais porteur. Ce prosélytisme ne pouvait s'exercer individuellement ; il devait s'exprimer dans un combat collectif. D'ailleurs tout, dans mon tempérament me poussait à cette démarche. Et puis, mener ce combat en marge, en franc-tireur, par une action personnelle, passait à mes yeux pour du travail d'amateur et l'amateurisme en politique ne peut être générateur que de phantasmes ou d'hérésies. Je subis peut-être une réaction viscérale, mais je n'ai jamais eu de grande considération pour le sympathisant, éternel hésitant, souvent donneur de conseils, passant son temps en une auto-interrogation perpétuelle et qui, par paresse intellectuelle ou physique, trouve toujours un bon prétexte pour refuser l'engagement, avec toutes les contraintes que cela impose.

Ainsi donc, un après-midi de septembre 1935, je me présentais pour adhérer au siège du parti communiste, rue Saint-Georges, à Toulouse. Je revois cet ancien local, boutique désaffectée, composée d'une seule pièce, qui servait à la fois de permanence le soir, de secrétariat, de salle de rédaction pour *La Voix des Travailleurs* et de salle pour les multiples réunions de « fractions ». A fond, un cajibi de trois mètres carrés, surnommé « confessionnal » dans lequel se déroulaient les entretiens nécessitant quelque discrétion. C'est dans ce réduit étroit que je fus reçu par Jules Sahuguette[2], alors secrétaire à l'organisation de la région. Je crois me

1. Tour : surface plane faite d'un assemblage de planches sur laquelle est façonné le pain.

2. Jules et Amélie Sahuguette ; militant communiste de Toulouse (Haute-Garonne), secrétaire administratif de la Région Garonne, J. Sahuguette était, en 1935, secrétaire du rayon communiste rive droite de Toulouse, sa femme, Amélie, avait la responsabilité du travail « femme ». Il devint en 1936 secrétaire administratif de la Région Garonne (Haute-Garonne et Ariège). En avril 1937, il fut arrêté à Luchon, alors qu'il préparait le passage en Espagne de volontaires italiens. Le tribunal correctionnel de Saint-Gaudens le condamna, le 20 mai, à deux mois de prison avec sursis, pour infraction à l'accord sur la non-ingérence dans les affaires d'Espagne. Sahuguette et sa femme furent exclus du parti communiste en septembre 1937. Cette sanction touchait aussi un autre inculpé de l'affaire de Luchon, elle avait donc un lien direct avec l'arrestation de Sahuguette. Selon l'hebdomadaire communiste, *La Voix du Midi*, du 10 septembre « l'enquête a révélé les agissements de Sahuguette, son carac-

souvenir qu'il était charpentier de profession, mais devait avoir quelques loisirs car il assurait souvent la tenue de la permanence. Exclu du parti, ainsi que sa femme en 1937, il n'apparaîtra plus politiquement jusqu'à la guerre. Blessé lors des combats de la libération à Toulouse, il se retira à Castelsarrasin où il s'occupa activement jusqu'à sa mort des associations d'anciens combattants, notamment de l'A.R.A.C. Il m'interrogea sur mes occupations, ma vie familiale, mes origines, les motivations qui me faisaient adhérer au parti. L'examen de passage dut être satisfaisant, car il me dit en conclusion de l'entretien que je serais prochainement convoqué par des camarades de mon quartier qui tentaient d'implanter une cellule. En effet, quatre jours après, je recevais une convocation m'invitant à assister à une réunion qui aurait lieu au café Gaston rue Compans. On peut deviner avec quelle curiosité et quelle émotion j'allais participer à ma première réunion politique. Je trouvais, m'attendant, René Mammomat[3], responsable permanent du Secours Rouge International (qui allait devenir l'année suivante : « le Secours Populaire de France »), sa compagne, Renée, le secondait dans sa tâche — tous deux venaient de Saint-Maur dans la région parisienne — et enfin Paterac, assez jeune, débraillé, d'un embonpoint qui contrastait avec sa fonction, car il était secrétaire du Comité central des chômeurs. A cette époque, les chômeurs, assez nombreux, étaient organisés en un Comité dont Paterac était, avec de Laroque, l'un des responsables.

La prise de contact fut cordiale. Je les sentis satisfaits de recevoir l'appoint d'un jeune militant, pour tenter d'implanter une cellule dans les quartiers Marengo, Arago, la Colonne ; ce à quoi ils s'étaient déjà efforcés sans succès. Je me souviens, que, pour ma première tâche, il me fut demandé de faire, à la réunion suivante, un exposé sur la coopération. Il me fut conseillé de m'adresser à Taurynia[4], alors secrétaire du Rayon Centre, cheminot, qui résidait à la Juncasse, et pouvait me fournir la documentation sur ce sujet, sur lequel j'ignorais absolument tout. Je me rendis donc chez Taurynia, beau-frère d'André Marty, frère de Mathilde Péri et de la première femme de Marty, Pauline. Il me confia la documentation nécessaire, et me donna à lire le *Talon de Fer* de Jack London, qui fut ma première lecture sérieuse. Je ne me souviens plus de ce que fut mon exposé sur les coopératives, certainement pas brillant. Je n'appris rien à mes partenaires, mais selon la méthode d'organisation de l'époque, en me confiant une tâche, on m'avait donné le sens de la responsabilité et déjà accroché au parti[5].

---

tère aventurier et arriviste allant jusqu'au chantage vis-à-vis du parti », il s'attachait « depuis longtemps à une besogne sournoise de désagrégation et de dénigrement, il visait à affaiblir le parti dans la région ».

3. René Mammonat, militant communiste en 1932, secrétaire de la section de Saint-Maur-des-Fossés, puis membre du comité fédéral et du bureau de la Seine du Secours Rouge. En 1936, responsable permanent à Toulouse de vingt-trois départements du Sud-Ouest, du Secours Populaire ; et à ce titre membre du bureau fédéral Haute-Garonne, Ariège du P.C.F. Pendant la guerre, responsable du Secours Populaire de la région Nord de Saint-Denis. Membre du Comité National en 1945 et secrétaire national de la propagande. Décédé en 1978.

4. Albert Emile Taurinya, cheminot, en août 1927, trésorier de la 20e entente des J.C. de Toulouse. Adhère dans la même année au P.C.F. Responsable syndical des cheminots en 1931. Beau-frère d'André Marty.

5. En 1935, le P.C. à Toulouse se caractérise par sa faiblesse en nombre de militants et en influence, mais aussi par un dynamisme et un activisme constants. Il repose sur trente-six cellules, regroupées au sein de deux rayons ; le rayon rive droite et le rayon rive gauche. Organisation très structurée, elle n'est pas un lieu de large accueil : la région Garonne (Haute-Garonne, Ariège), compte entre 450 et 500 adhérents en 1935 ; ce qui est bien faible au regard de 3 305 socialistes (dont 1 184 Toulousains).

2. La cellule

C'est à cette réunion que la cellule fut officiellement constituée ; mes trois camarades, étant chargés de multiples tâches, j'en fus nommé secrétaire. Quelle promotion pour un adhérent ayant moins d'un mois de présence au parti ! Ce premier échelon gravi, allait me hisser bien plus haut dans la hiérarchie communiste, dans ce qu'on appellera « l'appareil ».

Quelques temps après, nous décidons de faire une première réunion publique, au café Marengo, sur la place du même nom, aidés dans la préparation, par des cheminots habitant le quartier, mais militant dans leur cellule d'entreprise (entre autres, Touzet et Doutres). Une quarantaine de personnes étaient dans la salle ou sur la terrasse du café. Marcel Bergé [6], cheminot, excellent orateur, animait la réunion. J'étais chargé de la présidence. Un trac fou, une panique sans nom, s'emparèrent de moi m'interdisant le moindre mot. Heureusement, Touzet [7] vint à mon secours et assura la présidence. Pour le baptême du feu, c'était raté. J'étais confus et honteux. Maintenant je ris de ce souvenir car quel est l'orateur qui n'est pas passé, dans ces débuts, par une situation semblablement humiliante.

Cette réunion eut tout de même des résultats bénéfiques, car elle marquait la première apparition officielle du parti dans le quartier, et avait attiré certains sympathisants que je revis les jours suivants et qui ne tardèrent pas à adhérer. C'est ainsi que nous rejoignirent : Gaillardo [8], Carascal, Lheman, Régis, Tarrissan, Férand, Théron, Gibert, Ségura et d'autres dont le nom m'échappe.

Ce qui était important dans ce recrutement rapide, c'est que les nouveaux adhérents étaient pour la plupart, comme moi, natifs du quartier ou y résidaient depuis longtemps, d'où une connaissance parfaite de la composition sociologique de ce qui allait devenir notre « terre de mission ». Autre avantage, nous nous connaissions tous, certains depuis l'école. Ainsi, dès le départ, était créée une communauté humaine dans laquelle l'amitié tenait une large place, ambiance propice pour un intense travail collectif.

Nos réunions de cellules avaient lieu tous les quinze jours. Les absences y étaient rares ou vraiment motivées. Elles se tenaient dans une salle du café Marengo. Le propriétaire était membre du parti, mais plus par intérêt que par idéologie, ai-je toujours pensé. L'essentiel de l'activité de la cellule portait sur la propagande, le recrutement et le travail de solidarité, en particulier en faveur de l'Espagne Républicaine. Il ne se passait pas de semaine sans que soit fait ou un affichage ou une distribution de tracts ou une vente de brochures faite au porte à porte. Tous les dimanches matin nous vendions *L'Humanité* et la *Voix des Tra-*

---

6. Marcel Berge, né le 5 août 1899 à Varilhes (Ariège). Ouvrier électricien aux chemins de fer du Midi, puis permanent syndical à Toulouse ; militant communiste ; secrétaire de l'Union des cheminots unitaires du réseau du Midi. Il se présenta aux élections législatives d'avril 1936 dans la circonscription de Pamiers (Ariège), et recueillit au premier tour 14,45 % des voix des électeurs inscrits. Il était membre du bureau de la région communiste Garonne en 1937. En 1939, il désavoua le pacte germano-soviétique et prit ses distances d'avec le P.C. Décédé en 1949.

7. Joseph Touzet, cheminot communiste de Toulouse. En 1934, assurait le secrétariat du syndicat unitaire des cheminots à Toulouse, et organisa la fusion avec la C.G.T. Candidat communiste aux législatives d'avril 1936.

8. Richard Gallardo, militant communiste de Toulouse, secrétaire de la cellule Clara Zetkin (Marengo) à la Libération.

vailleurs [9] à la criée, dans les rues du quartier et particulièrement sur le pont provisoire de l'école vétérinaire, lieu de passage principal entre le centre ville et le quartier. Autre forme de propagande : les réunions publiques organisées à un rythme soutenu. C'est ainsi que pour la seule année 1937, neuf réunions, soirées artistiques ou cinématographiques ont été tenues avec toujours des auditoires nombreux et attentifs.

Ces diverses activités qui mobilisaient en permanence nos militants avaient pour particulier avantage de nous mettre en contact direct et permanent avec la population laborieuse du quartier. Parfaitement intégrés au sein de la communauté locale, à l'écoute de ses problèmes, nous nous inscrivions, lorsque nous ne les suscitions pas, dans toutes les actions qui nous faisaient apparaître comme ses meilleurs défenseurs : d'où un renforcement constant de notre influence et de nos effectifs. Proche de nous, dans le quartier, avec ses activités propres, se développait au même rythme la cellule des Jeunesses Communistes qui prit le nom de Daniel Lhacer. Cet activisme débordant nous laissait tout de même le temps de quelques soirées amicales et de faire, chaque été, une sortie champêtre à laquelle familles de militants et sympathisants participaient dans l'allégresse collective. Petites joies simples pensera-t-on, mais qu'importe puisqu'elles suffisaient à nous réunir, à être heureux ensemble, à rassembler nos forces pour de nouveaux combats. Quoi d'étonnant que dans cette ambiance d'amitié et d'action militante la cellule soit devenue aussi rapidement « opérationnelle » et ses adhérents si nombreux qu'il fut nécessaire de la décentraliser (*Voix des Travailleurs*, août 1936).

En 1937, comme il était d'usage, la cellule devait se doter d'un nom pris soit parmi les morts glorieux du mouvement communiste, soit parmi ceux de dirigeants de l'Internationale. Nous voulions prendre celui de Liselotte Herman, militante allemande qui venait d'être décapitée à la hache, à Berlin, mais il nous fut soufflé de justesse par une autre cellule. Après discussion, nous choisîmes celui de Clara Zetkin, révolutionnaire allemande morte en 1933, fondatrice du mouvement féminin. On la verra, prendre au sein de l'Internationale Communiste, des positions courageuses. C'est Clara Zetkin qui apporta au congrès de Tours en 1921, le salut de la IIIe Internationale, qui fit sensation.

3. L'unité d'action

Nos partenaires (ou concurrents) socialistes — car en 1935, nous n'étions encore qu'au « pacte d'unité d'action » — ne voyaient pas d'un très bon œil une cellule communiste s'implanter dans un quartier qui était un de leurs fiefs et y recruter des éléments dynamiques. Nos actions constantes leur faisaient grincer les dents et la polémique était parfois vive avec les responsables du quartier : Nicéphore, Olympe, Julien Malric et Léon Barberol. Je reconnais aujourd'hui que notre comportement militant devait avoir pour eux quelque chose d'inquiétant. Cependant nos rapports ne furent pas toujours conflictuels ; à partir de 1936, avec le Front Populaire se développe une intense campagne en faveur de l'unité avec

9. *La Voix des Travailleurs*, hebdomadaire du P.C.F. de Toulouse et du Midi (à sa fondation, 6 décembre 1925) ; puis de Toulouse, Haute-Garonne et Ariège (en février 1936), dont le tirage semble être resté assez faible : 1929 : 3 500 ; 1930 : 3 000 ; 1931 : 3 200 ; 1935 : 3 900 ; 1936 : 3 700 ; 1938 : 3 000.

le parti socialiste. Il n'est pas de semaine sans que notre hebdomadaire régional appelle à l'unité d'action entre nos deux partis et à tous les niveaux, nous ne cessions de faire aux responsables de la S.F.I.O. des propositions d'actions unitaires.

C'est ainsi qu'au nom de la cellule j'adressais le 6 août 1937 une lettre ouverte au groupe socialiste « Félix Lavit » pour demander en conclusion : « ce que nous voulons — c'est que — les travaux entrepris à Paris au comité d'entente de nos deux grands partis, amènent bientôt les résultats tant attendus de part et d'autre, c'est-à-dire l'unité politique de nos deux partis... Nous voudrions que dans notre ville et nos quartiers, les groupes socialistes et les cellules communistes prennent l'habitude de se réunir, soit pour organiser en commun des réunions publiques, où nous nous expliquerions franchement devant la population, soit pour procéder à un échange de vues sur les problèmes d'actualité... ».

Notre appel étant resté sans écho, le 7 août, la cellule prenait seule l'initiative de constituer le comité de Front Populaire de Marengo. A l'occasion d'une réunion publique, quatre-vingt-quatre personnes donnèrent leur adhésion à ce comité ainsi constitué (*Voix du Midi,* 13 août 1937)[10].

J'ai mentionné les fréquents affichages faits par la cellule. A ce sujet, je ne peux manquer de relater un détail dont se souviennent les militants de ma génération. Avant la guerre, la loi faisait obligation aux afficheurs d'apposer un timbre fiscal sur chaque affiche, sous peine d'amende, celle-ci pouvant être assez élevée. Or, le code de morale communiste, voulait que l'on ne paye pas d'amende à la bourgeoisie. Alors que faire ? Affiche non timbrée = amende, amende non payée = contrainte par corps. Tout naturellement, nous avions trouvé la solution qui consistait à timbrer nos affiches avec les timbres des autres. Aussi, le soir, à l'issue des réunions, c'était la tournée des panneaux publicitaires et emplacements d'affichage des agences, ce qui nous permettait souvent de prélever sans dégâts, les timbres sur les affiches fraîchement collées. Pour les autres, munis d'une lame de rasoir Gilette, il suffisait de découper le papier autour du timbre pour le récupérer ; un bain dans l'eau tiède le restituait intact. Qui ne se souvient de cette « guerre des timbres » qui permettait aux cellules de faire d'intenses campagnes de propagande aux frais des marques publicitaires et parfois des partis concurrents.

Pendant les années 1937-1938, la cellule, dont j'avais abandonné la direction en raison d'autres responsabilités qui me furent confiées, fit un gros travail pour participer à l'aide à l'Espagne Républicaine. Un de ses membres Bordeneuve, s'enrôla dès le début de la guerre pour combattre en Espagne. De nombreuses fêtes furent données au profit de l'Espagne, au café Marengo, au parc Félix Lavit ou dans la salle de la « Vaillante toulousaine ». Le produit de ces fêtes servait à l'achat de vivres envoyées directement en Espagne. De nombreuses collectes à domicile furent faites. Ce n'est pas sans émotion que je me souviens de l'immense générosité dont firent preuve les habitants de ce quartier populaire. Comment en être étonné, alors qu'il est bien connu que les moins fortunés sont les plus généreux ? C'est une vague de solidarité qui souleva mon quartier, qui, pendant deux ans, vivra à l'heure de l'Espagne. C'est ce même esprit de solidarité qui se manifesta à l'égard d'un pauvre bougre de commissionnaire du quartier ayant perdu sa voiture et son cheval dans un incendie. En un après-midi, faisant du porte à

10. *La Voix du Midi,* 13 août 1937, hebdomadaire qui succéda à *La Voix des travailleurs.* Modification de titre intervenu en 1937 et oh combien révélatrice de la nouvelle orientation du parti communiste : l'Union du peuple de France...

porte, Renée Mammonat et ma femme avaient recueilli la somme lui permettant de s'équiper à nouveau.

Comment ne pas être marqué par ces gestes renouvelés de générosité spontanée ? C'est une des qualités à porter au crédit des travailleurs que cette sensibilité qui ne peut laisser indifférents, le malheur des autres.

4. Le Front Populaire

Enfin 1936. Nous voici, abordant ce qui fut un des grands grands tournants de l'histoire de la France : la victoire du Front Populaire aux élections législatives, donnant le pouvoir à la gauche, sur un programme établi en commun par les trois partis composant ce rassemblement populaire.

J'ai vécu le Front Populaire à Toulouse. Le 26 avril 1936, je pénétrais pour la première fois dans un bureau de vote pour y exercer mon devoir de citoyen. Il est certain, qu'encore imbu des théories — que ne nos jours on qualifierait de « gauchistes » — de la primauté de l'action révolutionnaire sur la farce électorale réformiste — je n'attribuais pas toutes les vertus au bulletin de vote. Mais la solennité du moment, et l'accession toute proche des travailleurs aux marches du pouvoir, donnaient du relief à un geste que la tradition anarcho-syndicale, si fortement implantée dans le mouvement ouvrier, dénonçait jusqu'alors comme une duperie.

Au soir du premier tour, nous fêtions la victoire dans l'allégresse générale. Le P.C. n'avait pas d'élu à Toulouse, mais le bureau de vote de l'école vétérinaire, qui correspondant au quartier Marengo, avait donné un nombre de voix bien supérieur à la moyenne habituelle. Fallait-il voir dans ce résultat, les fruits d'un intense travail de propagande fait sur le quartier ?

En mai, Toulouse connaissait les premières grèves démarrant dans les grandes entreprises, avec cette nouvelle forme d'action : l'occupation des usines [11]. Latécoère débutait le 13 mai puis tour à tour Devoitine, l'O.N.I.A., la poudrerie, l'arsenal, les usines de chaussures débrayèrent. Les « boîtes » de moindre importance suivirent, ainsi que les grands magasins. Les réunions se succédaient à la Bourse du travail et en juin, toutes les professions étaient entrées dans la lutte.

Les boulangers ne furent pas en reste. Bien que timoré, le secrétaire du syndicat, Julien Forgues, ne peut empêcher la décision de cesser le travail, exigée surtout par les jeunes, mais suivie pratiquement par l'ensemble de la profession. La grève débuta le 20 juin. Pour assurer la fabrication, les patrons se mirent au travail, aidés par leur famille. L'action du syndicat consistait à pénétrer de nuit dans les fournils pour entraver la fabrication. Certains patrons se prêtaient de bonne grâce à cet arrêt forcé de travail ; d'autres, moins souples ou plus coléreux, usaient de menace, et nous devions dans ce cas répondre par la manière forte. Je dois à la vérité de dire qu'il n'y eut jamais d'excès de la part des ouvriers, exception faite d'un grincheux de la rue Saint-Jérôme, ayant réputation d'exploiteur sans scrupules, que nous dûmes mettre dans le four, juste le temps de lui faire peur, pour l'amener à une meilleure compréhension de nos problèmes.

11. Sur les grèves à Toulouse, voir : Anne-Marie Gaussens, *Les grèves de 1936 à Toulouse,* mémoire de Maîtrise, Toulouse-le-Mirail, 1976. Rolande Trempé, *Brochure anniversaire de la C.G.T. Haute-Garonne.* Danos et Gibelin, *Juin 1936,* Maspero, 1972. Georges Lefranc, *Juin 1936,* Julliard, 1966.

Nos revendications portaient sur une augmentation des salaires, la suppression du travail de nuit et l'octroi des congés payés.

Lorsque la grève commença à s'essouffler, les négociations s'engagèrent, puis le travail reprit après accord le 1er juillet. Nous avons obtenu un réajustement assez substantiel de nos salaires, douze jours de congés payés, mais la plupart des patrons décidèrent de payer une journée supplémentaire tous les mois et de ne pas accorder de congés réels. Il en fut ainsi dans presque toutes les boulangeries.

Comment raconter les journées enfiévrées, passées à la Bourse du travail où les réunions succédaient aux réunions, les piquets de grève sillonnant Toulouse à longueur de jour et de nuit, les défilés en ville, drapeaux et banderoles en tête et les exhortations de Julien Forgues, secrétaire de l'Union départementale en même temps que secrétaire du syndicat des ouvriers boulangers, répétant inlassablement : « Camarades nous devons manifester dans le calme et dans la dignité » ; ce à quoi répondait le cœur des déjà contestataires (anars, militants de l'ex-C.G.T.U., et quelques autres jeunes dont j'étais) : « Va te faire foutre ! », ce qui, j'en conviens aujourd'hui, manquait d'élégance. Qui pourrait décrire, même s'il en a été totalement imprégné, l'ambiance des entreprises occupées, l'atmosphère de kermesse permanente qui régnait, la conscience des travailleurs entretenant intact l'outil de production ; encore tout éblouis de cette grève qu'ils avaient eu l'audace de faire « sur le tas » selon l'expression employée pour la première fois et qui deviendra vite populaire.

Des trois revendications essentielles arrachées par les travailleurs : congés payés — contrats collectifs — semaine de 40 heures [12], les deux premières sont devenues une réalité toujours en vigueur dans notre législation, quant à la semaine de 40 heures, passée l'euphorie de la victoire du Front Populaire, les travailleurs en attendent toujours l'application. La grève terminée, les patrons rancuniers dressèrent la liste noire sur laquelle figurait les noms des ouvriers qui s'étaient montrés particulièrement actifs et intransigeants pendant les négociations. Je figurais en bonne place sur cette liste que possédaient tous les patrons et j'appris à mes dépens, par la suite, qu'il n'était pas facile de trouver du travail, étant mis à l'index comme dangereux révolutionnaire.

A la conférence de rayon [13] à laquelle je participais le 23 février en qualité de délégué de ma cellule, j'avais été élu membre du comité de rayon rive droite. A partir de ce moment, je reçois de Jules Sahuguette, secrétaire régional à l'organisation, les premières notions d'organisation, vertu reconnue aux communistes de ne rien laisser au hasard de l'improvisation, mais de savoir tout ordonner, y compris les plus petites choses d'apparence insignifiante. Chacun reconnaît que le parti communiste a toujours tiré sa force de sa capacité d'organisation. C'est cette capacité qui fait du parti, et surtout de son appareil, une énorme machine bien huilée, et capable, elle l'a montré, de s'adapter sans trop d'efforts, nous le verrons par la suite, à la mouvance des événements. J'ai été immédiatement séduit par cette méthode rationnelle de travail qu'est l'organisation. Je fus dès le début spécialisé dans cette branche d'activité militante dont je ne suis jamais sorti.

---

12. Une autre grande victoire peu souvent mentionnée : c'est la reconnaissance du fait syndical par le patronat. 1936, voit pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme français le patronat accepter de discuter autour d'une table commune.

13. Le rayon était la structure organisationnelle regroupant plusieurs cellules. A partir de 1937, le rayon deviendra la section.

Même en dehors du parti communiste et jusqu'à nos jours, cette spécialisation me colle à la peau ; je n'en suis d'ailleurs pas mécontent, ne me sentant particulièrement à l'aise que dans la réalisation de tâches pratiques.

Pour mes débuts, je ne pouvais trouver meilleur professeur que Jules Sahuguette. Plusieurs fois par semaine, j'allais passer, en prenant sur mon repos, l'après-midi chez lui, place du Salin, pour l'aider dans son travail et recevoir les premières notions de cette science mystérieuse. C'est à lui que je dois aussi d'avoir appris à taper à la machine, ce qui me fut fort utile par la suite.

A la conférence régionale qui se tint le 3 et 4 avril 1937, je suis élu, ou plus exactement désigné (je reviendrai sur le mode d'élection) comme membre du secrétariat régional du parti. Me voilà, jeune militant ayant à peine un an et demi d'appartenance, propulsé à l'instance supérieure, au plan de la région qui comprenait alors les deux départements de la Haute-Garonne et de l'Ariège. C'était une promotion flatteuse, mais de quel prix seront le travail, les responsabilités et les risques dont j'aurai à la payer.

Désormais chargé de responsabilité régionales, je ne pouvais continuer à diriger la cellule. J'en laissais la responsabilité, tout en restant membre à un autre camarade, Gallardo, je crois. Ce n'est pas sans un sentiment de regret que je quitte la direction active de ma cellule ; j'avais présidé à sa naissance, je l'avais presque tenue sur les fonts baptismaux, et un an après sa création, elle s'était implantée solidement dans ce quartier ouvrier et était devenue dans la politique locale un des éléments avec lequel on devait compter.

3

Responsabilités régionales et nationales

La conférence régionale de 1937 m'avait élu au Comité régional du parti et celui-ci au Bureau Régional, lui-même me plaçant au secrétariat de la région. Le Comité Régional était l'instance politique dirigeante de la région dans l'intervalle des conférences (congrès). Il déléguait ses pouvoirs pour l'application des décisions à un certain nombre de responsables choisis en son sein et constituant un échelon plus restreint : le Bureau Régional, lui-même déléguant ses pouvoirs pour l'exécution des tâches courantes à un secrétariat composé de quelques militants responsables.

Dans ce secrétariat régional, Jules Sahuguette était responsable à l'organisation. A ce titre il aura à s'occuper fin 1936 et dans les premiers mois de 1937, de l'organisation du passage des volontaires rejoignant en Espagne les Brigades Internationales en voie de constitution. Une imprudence dans ce travail le fit arrêter, à Luchon, début avril 1937. Il fut par la suite, ainsi que Bordes et Guerre, responsables locaux, condamné par le tribunal correctionnel de Saint-Gaudens à deux mois de prison avec sursis. On ne plaisantait pas dans le parti avec les problèmes de sécurité, aussi, cette imprudence le fit-elle exclure du parti en septembre 1937[1].

---

1. On ne peut comprendre cette exclusion sans la resituer dans l'évolution politique du P.C.F. au moment du Front Populaire. Le P.C.F. en 1936, multiplie par deux ses suffrages aux élections, par sept le nombre de ses députés et par dix le chiffre de ses adhérents. De fait, ce n'est plus le même parti qu'il y a six ans. Il s'agit là d'une véritable mutation tant au plan de l'organisation qu'au plan politique. « Ce tournant stratégique », amorcé par la conférence nationale d'Ivry en juin 1934, où l'accent est mis sur la nécessité de réaliser « à tout prix » l'unité d'action anti-fasciste, rappelé au congrès de Villeurbanne (janvier 1936), marque l'abandon de la politique « classe contre classe », pour faire place à la politique « d'union de la nation française ». A Toulouse aussi, l'unité est et restera longtemps après la chute du Front Populaire, l'aspiration de la Région communiste.

Ainsi, le comité régional du 18 septembre 1938 votera une résolution qui affirme que « pour aller de l'avant dans la conquête des masses ouvrières et paysannes de la région, en les unissant dans un Front Populaire puissant, l'Unité est indispensable et doit se réaliser... dans l'unité d'action ; les ouvriers S.F.I.O. et Communistes sauront trouver la voie du Parti Unique ».

« Pour un parti fort dans notre région
Pour l'union dans le Front Populaire
Pour le Parti Unique ».

J'ai été très surpris par la sévérité de la sanction, d'autant que celle-ci s'accompagnait de sa publication dans *La Voix du Midi* du 10 septembre (voir chapitre 2 p. 61).

Dès son arrestation, il fallait pourvoir rapidement au remplacement de Sahuguette et c'est ainsi que je fus désigné pour lui succéder au poste de Secrétaire régional à l'organisation [2]. Ce n'était pas un mince travail que l'organisation, pour le jeune militant que j'étais, encore sans grande expérience de ces tâches minutieuses aux multiples ramifications. Un schéma de ce qu'était le parti communiste dans la région, à cette époque, permettra de mieux comprendre son fonctionnement. Ce schéma, je l'établis quarante ans après et seulement de mémoire ; il est certainement incomplet, et très imparfait, mais il peut servir à l'éclairage d'une suite d'événements que je serai appelé à relater. Les noms mentionnés et les diverses responsabilités exercées, resteront à peu près inchangés jusqu'à l'été 1939, exception faite de la grande « purge » de 1937, de quelques mutations dans les responsabilités et de la « montée » progressive de jeunes à la direction.

1. Les structures régionales

La Région

Elle était formée de deux départements, la Haute-Garonne et l'Ariège. Après la guerre le mot région sera remplacé par celui de fédération. Elle comprenait treize sections regroupant environ quatre-vingt cellules d'entreprises, locales, ou de quartier. L'effectif total des adhérents variait, de 1937 et 1939, entre 1 000 et 1 200.

Le Secrétariat régional

Le premier auquel je fus élu en 1937 comprenait :
Marcel Craste, postier, fondateur du parti dans la région [3] ;

Pour revenir à l'exclusion de Jules Sahuguette, on peut se demander si la mutation de 1934 n'a pas eu de répercussions sur la génération de militants formés dans une atmosphère et des pratiques toutes différentes.

2. On peut distinguer trois types de raisons pour expliquer la rapide ascension aux responsabilités de Marcel Thourel. D'abord les circonstances particulières dues à l'exclusion de Jules Sahuguette. D'autres raisons sont à mettre en rapport avec la personnalité de Marcel Thourel : très actif, volontaire en diable, travailleur acharné et méthodique.

Dynamisme militant et disponibilité sont à l'origine de son élection comme responsable régional, comme l'accroissement des adhésions qui nécessite et permet une meilleure structuration du parti en Haute-Garonne. Ainsi, il y a d'après les sources en provenance de l'organisation :

- en 1936 : 695 adhérents ;
- au début de l'année 1937 : 1 164, répartis en 6 sections, 57 cellules, 16 d'entreprises ;
- à la fin de l'année 1937 : 1 086 répartis en 11 sections, 117 cellules, 16 d'entreprises.

Résultat, une augmentation de près de 60 % des effectifs qui oblige les anciens dirigeants régionaux à élargir l'équipe responsable, afin de pouvoir organiser les nouveaux adhérents. La promotion du secrétaire de la cellule Clara Zetkin s'insère dans ce mouvement.

3. Marcel Craste, employé des P.T.T., un des militants fondateurs du P.C.F. en Haute-Garonne dont il sera le candidat à peu près à toutes les élections de 1924 à 1936. Décédé sous l'Occupation.

Léon Balussou, ouvrier typographe[4] ;
Joseph Pagès, facteur[5] ;
Jules Sahuguette, ouvrier charpentier ;
Marcel Thourel, ouvrier boulanger.

Le Bureau régional

Il comprenait, en plus des membres du secrétariat :
Emile Magné, secrétaire du syndicat des cuirs et peaux ;
René Mammonat, permanent du secours populaire de France ;
Lucien Lhabrès, secrétaire du syndicat des métaux ;
Aimé Rouquette, secrétaire régional des jeunesses communistes.

Le bureau régional se réunissait tous les lundis à 21 heures.

Le Comité régional

En plus des responsables déjà mentionnés, il comprenait :
Georges Ducel, instituteur ;
Jean Georges, responsable du syndicat du bâtiment ;
François Busquières, P.T.T., rédacteur en chef de *La Voix du Midi* ;
Emile Daraud, P.T.T. ;
Fernand Trapy, métallurgiste, responsable du service d'ordre ;
Joseph Touzet, responsable du syndicat des cheminots ;
Jean Rouzaud, secrétaire de l'association des amis de l'Union Soviétique ;
Marcel Barbut, architecte ;
Henri Plas, métallurgiste ;
Edmond de la Roque, secrétaire du comité central des chômeurs ;
Emilien Bonnes, responsable syndicat T.C.R.T. ;
Pelfort, employé à la compagnie d'électricité ;
Fernand Mounès, agriculteur ;
René Aragon, cheminot ;
Georges Alicot, enseignant ;
Lydie Blanchard, ouvrière, responsable des femmes communistes ;

4. Léon Balussou, typographe à Toulouse. Il militait au parti communiste. Candidat aux élections législatives d'avril 1936, dans la circonscription de Villefranche-de-Lauragais. Il devint secrétaire de la Région Communiste (Haute-Garonne, Ariège), d'abord par intérim en juin 1937, en remplacement de Craste ; puis à part entière en septembre. Il était membre du Comité Central en 1939. Très grièvement blessé dans un accident de voiture en juin 1939, le président régional, Craste, lui succéda au secrétariat. Il reprend le contact avec le responsable inter-régional du P.C. clandestin en 1940. Il fut, semble-t-il, arrêté au cours de la rafle faite par la gestapo à l'imprimerie Lion à Toulouse, le 2 février 1944. Déporté en Allemagne avec le personnel de l'imprimerie, il n'en revint pas.

5. Joseph Pagès, né le 12 juillet 1894 à Andressin (Ariège), employé des P.T.T. ; J. Pages était en 1928-1929 secrétaire de la cellule 22 de Toulouse et trésorier de l'Union locale C.G.T.U. Il fut déplacé d'office en juillet 1932 pour distribution d'un tract syndical et envoyé à Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie). Réintégré en septembre, l'administration le sanctionna à nouveau en mars 1933, en l'envoyant à Aspet (Haute-Garonne). Pages était trésorier de la Région Communiste de Garonne en 1933 et en 1937. Arrêté après la dissolution du P.C.F. en 1939, il fut condamné et incarcéré à la prison de Toulouse. Il ne reparut pas à la direction du parti après la Libération. Décédé en 1977.

Gilbert Germa, employé à l'O.N.I.A. ;
Follet, métallurgiste ;
Delfrayssi, métallurgiste.

Les Sections

Les cellules locales, d'entreprises ou de quartier étaient regroupées dans des sections territoriales. Les structures organisationnelles étaient identiques à celles de la région, c'est-à-dire que la direction était assurée par un comité de Section, désignant en son sein un Bureau de Section, organisme d'exécution. L'implantation territoriale des sections était loin d'être achevée au moment de la guerre. Dans la Haute-Garonne, notamment, existaient de larges zones d'ombre dans lesquelles le parti ne parvenait pas à s'implanter. C'est ainsi que nous n'avions aucune organisation dans la partie nord et dans toute la partie ouest du département, et que nous étions presque inexistants dans le Lauragais. Nos forces se trouvaient essentiellement concentrées dans les sections suivantes, avec, entre parenthèse, les noms du secrétaire.

Toulouse-Centre	(Mauret)
Toulouse-Sud	(Gausserand)
Toulouse-Ouest	(Gilbert Germa)
Toulouse-Nord	(Cazalot)
Saint-Gaudens	(Durand)
Cazères	(Edouard Dougnac)
Auterive	(Emile Daraud)
Montrejeau	(Martres)
Foix	(René Aragon)
Pamiers	(Georges Alicot)
Lezat	(Philibert)
Lavelanet	(Figarol)
Saint-Girons	(Platon Gauvin)

2. Les Jeunesses Communistes

Ce mouvement [6], assez peu développé dans la région, recrutait quelques jeunes travailleurs dans les entreprises où le parti était solidement implanté, politiquement et syndicalement. Le secrétaire régional des J.C. était un ouvrier, Aimé Rouquette, qui mourut très jeune. Il fut remplacé par Jeanjean. La direction comprenait également Chaignon, Lenaert, Garrigues. La fraction dirigeante du mouvement des J.C. était composée d'un petit groupe d'étudiants. Peu nombreux mais très actifs, ils arrivaient à s'inscrire dans tous les événements qui, de près ou de loin, pouvaient concerner la jeunesse.

Les animateurs de ce groupe d'étudiants : Raynaud, les futurs docteurs Marquié et Taubert, Bonnafé, le couple Baron, et Marie-Louise Teky (Santucci), et

6. En 1936, les J.C. regroupent essentiellement des étudiants fortement influencés par le surréalisme qui s'opposent aux étudiants d'Europe Centrale. Une organisation sans grande influence et peu nombreuse, coupée de la jeunesse ouvrière. Les Jeunesses communistes toulousaines ne sont pas implantées de manière importante durant le Front Populaire.

enfin Adrien Dax, dont je participais à l'exclusion lors de la grande purge de 1937. Il ne m'en a d'ailleurs gardé nulle rancune, et je fais souvent appel à son extraordinaire mémoire ; lorsque je le retrouve c'est un plaisir toujours renouvelé que de revivre notre commune jeunesse de militants et de la découper en tranches de souvenirs.

Les Pionniers

Petit groupe d'enfants de militants, seulement implanté sur Toulouse, dont s'occupait avec un extrême dévouement Florence Torcatis et son frère.

3. Les organisations de masse

La tactique du P.C. était de rechercher à étendre son influence à l'extérieur de sa propre organisation, en investissant ses militants dans le plus grand nombre d'organisations, d'associations, de sociétés, etc..., les unes étant directement dépendantes du parti, les autres ayant les caractères les plus divers. Le but recherché était de contrôler les divers mouvements, en plaçant le maximum de membres du parti à leur direction. De tout temps, cette tactique a été facilitée par le fait que les communistes, où qu'ils soient, sont généralement les plus sérieux, les plus dévoués, les plus disponibles ; qualités accentuées en raison d'une apathie générale qui fait que, pour ne pas trop aliéner sa liberté, on préfère abandonner les responsabilités aux autres.

Cette tactique d'investissement de militants communistes à la direction d'autres organisations, a permis de « contrôler » celles-ci et de leur faire prendre parfois des positions publiques proches ou identiques à celles du P.C. Dans la région, l'effort essentiel était fait en direction des syndicats. C'est ainsi que nous étions majoritaires à la direction des syndicats des métaux, des cuirs et peaux, de la T.C.R.T., du bâtiment, des cheminots. Laffite était responsable de la Fédération des locataires, de Verbizier et Rouzaud des « amis de l'Union Soviétique », Laforêt du Secours Populaire de France, de Laroque du Comité Central des chômeurs, Gaussens des Comités de défense de *l'Humanité.*

4. La commission d'organisation

J'ai expliqué l'importance que les questions d'organisation avaient dans le parti et le rôle primordial, que jouait la commission d'organisation. En raison de la multitude de tâches matérielles qu'elle doit assurer, son bon fonctionnement est la garantie essentielle de la bonne marche du parti. Entre autres, la commission d'organisation assurait le secrétariat administratif, la liaison avec les sections et parfois les cellules, l'entretien du fichier, le tirage et la répartition du matériel interne, l'impression et la répartition du matériel de propagande, l'organisation de toutes les activités extérieures, réunions, meetings, manifestations, etc..., la préparation des conférences régionales, la garde et l'entretien du matériel et des locaux, le service des transports, la librairie du parti, le service d'ordre et tant d'autres tâches dont l'énumération deviendrait fastidieuse.

Chargé de diriger la Commission Régionale d'organisation, mon premier soin

fut de constituer une équipe de camarades dévoués qui, en maintes circonstances eurent l'occasion de faire leurs preuves. Pour me remplacer pendant mes fréquents déplacements, je choisis comme adjoint Pommerat, employé au service du nettoiement de la ville, ce qui lui laissait la liberté de ses après-midi. Nous nous étions connus très jeunes, natifs tous deux du même quartier ; j'avais une grande confiance en lui. Au hasard de ma mémoire, je citerai comme animateurs de la Commission outre Trapy déjà nommé, Lafai, Régis, Sanchez, Pauline Maurel, Aline Foncrose, Le Corre, Péchoux, Cassagne, Rivière et d'autres encore dont le nom m'échappe.

5. Quelques types curieux

On ne peut manquer d'évoquer aussi certains militants actifs, intégrés dans diverses structures politiques ou syndicales. Viennent à ma mémoire les noms de Ramond, employé de commerce, Rivière, métallurgiste, à qui je fis souvent appel pendant la guerre d'Espagne, Brejassou, également métallurgiste ainsi que Coiffard, l'un et l'autre arrêtés en même temps que moi en 1940. Berjaud, employé à la T.C.R.T., Saunier, employé de la compagnie du Gaz, les vétérans Caussat et Clouet dont le fils, Marcel, perdit un bras en Espagne avant d'être un héros de la Résistance. Les femmes, enfin, peu nombreuses mais efficientes et dynamiques, pas du genre suffragettes de l'époque, mais militantes enracinées dans leur classe. Lydie Blanchard, jolie à « croquer », dont, sans le rigorisme communiste, le parti en entier aurait été amoureux, Aline Foncrose, Pauline Maurel, Florence Torcatis, la docteresse Rosenstein, chirurgien-dentiste.

Enfin pour finir de brosser ce tableau de famille, quelques types curieux. Le professeur Ducuing, directeur du centre anti-cancéreux, communiste de cœur, sinon de carte (je recevrai son adhésion en 1944). Sommité reconnue dans sa profession, homme intègre dont la générosité ne nous fut jamais marchandée.

Ignace, émigré palestinien d'origine juive, responsable de la cellule juive, car à une certaine époque, les émigrés étaient groupés dans des cellules de nationalité. Il fut exclu lors de la grande purge de 1937, parce que joueur, alors qu'il était d'une honnêteté scrupuleuse. Il fut très affecté de son exclusion.

Fournier, de Saint-Gaudens, exclu lui aussi, mais qui continuera à diffuser *L'Humanité* avec un tel zèle que cela lui valut, en 1938, d'être consacré le meilleur vendeur de France et que de ce fait il gagna un voyage de 15 jours à Moscou. Il peut paraître assez paradoxal d'envoyer un rejeté du parti faire un pélerinage à La Mecque du communisme. Mais dans ce parti, on n'en est pas à un paradoxe près.

J.B. Doumeng que je rencontrais alors, et qui était très jeune, gardait un troupeau de moutons. J'étais avec Fernand Mounès, près de Carbonne, occupé à abattre quelques arbres dans un petit bois lui appartenant. J'avais été frappé, pendant la conversation, par la vive intelligence et les remarques fort judicieuses du jeune Doumeng qui, peu fortuné et de situation précaire à cette époque, deviendra « le milliardaire rouge » que nous connaissons aujourd'hui.

Henri Gaussens, animateur inlassable des comités de défense de *L'Humanité*. Infatigable, il ne passa pas un dimanche sans assurer la vente de « L'Huma » à la criée, sur le marché Saint-Sernin ou ailleurs. Il a aussi formé de très nombreux militants à cette tâche noble entre toutes et qui requiert un certain courage, parfois

physique, car les affrontements étaient fréquents avec les équipes rivales des camelots du roi, vendant *L'Action Française.*

Caretié, qui était le gérant d'une coopérative d'alimentation « L'Aurore », montée par le parti. Elle m'occupa quelques semaines, alors qu'il m'était impossible de trouver du travail sur Toulouse, après les grèves de 1936.

En achevant de brosser ce tableau, peut-on oublier tous les militants obscurs ou inconnus, de Toulouse en particulier qui, certains, tous les soirs, les autres plusieurs fois par semaine après leur travail, passaient à la permanence se mettre à la disposition du parti, acceptant toutes les tâches, même les plus imprévues. A l'époque, des régions comme la mienne pouvaient fonctionner sans permanents, avec le maximum d'efficacité, grâce à cet immense réservoir de bonnes volontés, qui s'offraient spontanément. En cette époque l'esprit de parti avait une signification.

Voilà refermé l'album de famille ; le mot n'est pas trop fort, car c'était d'une famille qu'il s'agissait, unie par une même croyance et un même désir de servir.

Par cette énumération, peut-être fastidieuse, j'ai tenu à rendre hommage à tous ces camarades des années 36 à 40 avec lesquels j'ai partagé les mêmes espérances et couru les mêmes risques. Entrer en politique, en cette période, donner tout son temps à un parti qui commençait à peine à se débarrasser péniblement de sa gangue révolutionnaire originelle, et accepter la discipline d'un parti resté bolchevick dans son comportement, relevait d'un apostolat. Ceux qui ont fait ce choix dans les années difficiles mais glorieuses, étaient des êtres de chair et de sang, chacun différent des autres par son caractère, ses goûts, ses qualités et aussi ses défauts. Mais tous ont mis tout leur enthousiasme à élever très haut cet idéal auquel ils s'étaient consacrés. Quel que fut leur destin par la suite, qu'ils soient morts ou vivants, qu'ils soient restés orthodoxes ou devenus hérétiques, qu'ils aient perdu la foi ou qu'ils l'aient transférée ailleurs, c'est globalement que je tenais, par ces quelques lignes, à leur rendre cet hommage qui reste fraternel.

6. Les sièges successifs

En 1937, le parti qui se renforçait en militants et de ce fait, prenait sur la région une certaine envergure politique, se trouvait à l'étroit dans son local de la rue Saint-Georges. Il fut décidé de louer un local plus vaste, mais restant situé au centre de la ville. Le choix se porta sur un immeuble, au 20 de la rue Sainte-Ursule, dans lequel nous avions loué le rez-de-chaussée. Nous disposions d'une vaste pièce d'environ 150 mètres carrés dont la partie donnant sur la rue servait au secrétariat, le reste étant salle de réunion et permanence.

La progression du parti communiste se mesura souvent à la transformation de ses sièges ; en 1938, le parti continuant à se développer, il fut décidé de frapper un grand coup, en donnant à notre organisation un caractère de respectabilité. Pour cela, il nous fallait un siège sur une grande artère de la ville, avec bureaux, téléphone, c'est-à-dire, donner au parti les moyens d'un fonctionnement normal. Il fallait une forte dose d'optimisme ou un culot monstre, pour faire louer par Léon Balussou, en son nom personnel, tout le premier étage de l'immeuble situé 14, allée Jean-Jaurès. Nous y disposions de trois pièces, dont deux servant de bureaux, l'autre de permanence, plus une pièce plus petite qui servait au tirage du matériel. Le téléphone fut installé très rapidement. Heureuse époque ! Et puisque

nous en étions au rajeunissement, nous avons abandonné sans regret, chaises bancales, bancs et tables, qui constituaient tout le mobilier de nos anciens locaux, et décidé de nous meubler de neuf. Le professeur Ducuing fut une fois encore notre providence.

Au rez-de-chaussée se trouvait le café glacier appartenant au propriétaire de l'immeuble. Quelle ne fut pas sa surprise quelques jours après notre installation, de voir arriver quelques camarades de la coopérative des peintres, porteurs d'une grande enseigne qu'ils s'apprêtaient à fixer sur la façade donnant sur les Allées, et sur laquelle figurait l'inscription :

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
RÉGION HAUTE-GARONNE - ARIÈGE

Ce brave bourgeois fut frappé de stupeur. Ainsi, il avait loué un étage de sa maison, au parti communiste sous le nom de son secrétaire, c'est vrai, et de plus, il était menacé de voir afficher publiquement son déshonneur par l'apposition sur son immeuble, d'une enseigne qui le désignerait à la vindicte des gens de sa classe.

Je dois à la vérité, de dire que cette opération avait été préméditée, et ce n'est pas par hasard que nous avions choisi cet immeuble et ce propriétaire. Nous savions que l'enseigne nous servirait de monnaie d'échange dans les tractations qui, inévitablement, devraient s'engager tôt ou tard. En fait, il s'agissait d'un chantage, encore faut-il ici donner à ce mot une tout autre signification que celle qui lui est habituellement attribuée. Nous partions du principe, qu'étant engagés dans une guerre permanente contre la bourgeoisie, tous les moyens permettant de mener ce combat étaient bons, de même qu'était permis l'usage de toutes les armes.

Arriva le moment de la négociation. L'enseigne ne fut pas fixée sur la façade, mais laissée dans le couloir, face au mur. Elle y resta un an. Moyennant cette « concession », nous avions obtenu que nous serait prêtée gratuitement la grande salle de réunions de l'entresol, lorsque nous aurions besoin de l'utiliser. Par ce moyen, nous avions obtenu également le paiement différé du loyer. Voilà bien des procédés qu'aucun d'entre nous n'aurait envisagé d'utiliser pour sa satisfaction personnelle, mais dès qu'il s'agissait du parti nous étions capables de toutes les audaces. Ainsi, le même événement prend une tout autre dimension, selon qu'il sert des intérêts personnels ou collectifs.

Pour en finir avec notre propriétaire et mettre fin à une situation qui ne pouvait guère durer plus longtemps sans procès et expulsion forcée, nous avons accepté de vider les lieux, moyennant remise de l'arriéré du loyer.

En 1939, nous comptions 1 200 adhérents et notre situation financière s'étant améliorée, nous avons loué un immeuble de trois étages, situé à l'angle de la rue du Conservatoire et de la rue du Temps, quartier aujourd'hui démoli. Une librairie était installée au rez-de-chaussée ; dans les étages étaient répartis la salle de réunions et les bureaux. Pour la première fois, nous étions vraiment à l'aise, mais cela ne devait pas durer ; la guerre nous y surprit, et, à la dissolution du parti, le local fut fermé. Notre prochain siège sera luxueusement installé, à la Libération, sur le boulevard de Strasbourg, à l'angle des allées Jean-Jaurès, où se trouvent actuellement les bureaux de la compagnie Air France. Mais cela est une autre histoire qui viendra en son temps.

7. La presse

Depuis plusieurs années, la région communiste publiait un journal hebdomadaire *La Voix des Travailleurs*. Indépendamment de la vente faite régulièrement par les cellules, et les ventes du dimanche à la criée, la vente par les moyens normaux de diffusion restait confidentielle. Je n'ai plus le souvenir du chiffre de tirage, mais pour les deux départements il ne devait pas être très élevé. En février 1937, date du grand tournant dans la politique du parti, de profondes modifications furent apportées dans la présentation et le contenu de notre presse. Nous en étions à la politique de la main tendue aux travailleurs catholiques, et à l'amorce de celle du Front Français. La *Marseillaise* et le drapeau tricolore étaient admis dans nos manifestations, non sans quelques crispations. Il était mal vu des dirigeants de continuer à saluer du poing fermé. Dans le chant des « *Jeunes Gardes* », il n'était plus toléré d'assimiler les curés aux « sabreurs, aux bourgeois et aux gavés ». Les slogans et mots d'ordre qui avaient si longtemps animé nos manifestations tels que : « Les soviets partout » devaient être pieusement remisés avec les reliques.

Notre hebdomadaire, ne pouvant subsister dans sa formule ancienne, il fallait donc lui donner un autre caractère qui le rende apte à mieux véhiculer et à faire mieux comprendre la nouvelle politique du parti. Il changea donc ; son titre devint *La Voix du Midi*, ce qui était déjà beaucoup moins restrictif. Le changement de titre n'était pas suffisant pour engager une mutation totale ; il s'agissait surtout d'en modifier la présentation et particulièrement le contenu. Le journal ancienne formule, était une tribune doctrinale dont le caractère d'information régionale se trouvait souvent dépassé par la reprise d'articles nationaux de portée générale. Il souffrait encore de la période, pas si lointaine, où le mot d'ordre du parti était : « La lutte pour le beefsteak est dépassée ». Ce qui signifiait en clair : fini de se battre pour des revendications locales, qualitatives, salariales, la lutte est maintenant à engager pour la prise au pouvoir.

Il est évident qu'avec un tel mot d'ordre et une telle perspective offerte aux travailleurs, seule, une avant-garde politiquement formée était apte à lire notre presse et à comprendre la portée de ses appels. Il convenait donc, en donnant un nouveau visage à notre hebdomadaire, d'en assurer un total renouvellement. Il fallait le rendre plus populaire et pour cela, y introduire plus d'actualité locale, plus de fantaisie, plus de mordant ; faire en sorte qu'il reste constamment en prise sur les problèmes quotidiens : la vie dans les entreprises de la région, dans les communes, les quartiers. Notre journal se devait d'être le reflet des préoccupations immédiates des travailleurs, de la population, de tous ceux dont le parti avait vocation à défendre les intérêts.

La rédaction du journal posait aussi un problème. L'élargissement de son champ d'information et la diversité des sujets à traiter, supposaient la mise en place d'un réseau de correspondants. La recherche de l'information et l'envoi d'articles furent un travail politique important confié aux cellules car, qui sinon elles, pouvaient traiter de ces problèmes qualifiés jusqu'alors de mineurs. Cette collaboration demandée aux cellules avait aussi l'avantage d'augmenter la diffusion, car un article sur une « boîte », un quartier, une commune devait entraîner automatiquement une recrudescence de la vente militante dans le secteur intéressé.

La responsabilité de notre hebdomadaire ne pouvant plus être laissée à

l'initiative d'un seul, un comité de rédaction fut mis en place sous la responsabilité de Busquière, membre du comité régional. Sous l'impulsion de ce camarade compétent, la mutation fut rapide et le journal trouva vite le caractère que nous avions voulu lui donner : informatif, attrayant, revendicatif, et surtout populaire.

Sans atteindre des sommets astronomiques, les ventes augmentèrent et les frais aussi hélas ! En principe, le produit des ventes devait remonter toutes les semaines à l'administration du journal ; mais on sait les difficultés qu'il y a à établir de façon parfaite un courant d'échange journal-règlement. Il fallut compter avec la nature humaine et ses impulsions, et aussi la diversité des tâches qui assaillaient les militants, sollicités de divers côtés. Il y avait les militants ponctuels et d'autres qui l'étaient moins, d'où des retards constants dans les règlements, ce qui mettait périodiquement en péril la parution du journal. Ce problème financier fut toujours l'un des plus angoissant, celui qui nous donna de véritables cauchemars.

Le journal était imprimé par M. Castelvi, propriétaire de l'imprimerie du Sud-Ouest, rue Sainte-Ursule. C'était un homme relativement tolérant qui fit preuve, à notre égard quoique ne partageant pas nos idées, de beaucoup de patience. Il avait été convenu qu'en prenant livraison d'un numéro, nous assurerions le règlement du précédent. Ces bonnes résolutions du début, ne durèrent qu'un temps en raison de la lenteur avec laquelle remontait le produit des ventes. Bientôt la dette augmentait jusqu'à atteindre le seuil de l'intolérable pour l'imprimeur. Alors, celui-ci se fâchait, se faisait menaçant, refusant de tirer le numéro en cours, si un substantiel acompte ne lui était versé. Et c'était pour tous les responsables la recherche fiévreuse de sommes même minimes, la quête auprès des amis, des sympathisants ; c'était l'appel désespéré aux cellules, aux militants et chacun donnait généreusement, amputant parfois le budget familial.

Qui de nous ne se souvient d'avoir parfois laissé la famille sans argent, pour avoir tout donné au parti et contribué au sauvetage du journal. Que de sacrifices cela a demandé et que de drames obscurs dont on ne parlait pas, mais cependant bien réels. Et, grâce à ce sublime dévouement la publication du journal ne fut jamais interrompue. Lorsqu'elle le fut, lors de la dissolution du parti, cela mit fin à nos soucis de règlement.

A ce moment notre passif devait être lourd chez l'imprimeur et la perte, sévère pour lui. Brave homme, il méritait mieux que cela ; à défaut de remboursement posthume, peut-on avoir pour lui une pensée reconnaissante ?

8. Fonctionnaire du parti

C'est en 1937 que, sur la proposition de Magné et Balussou, je fus désigné comme permanent du parti, c'est-à-dire « fonctionnaire » appointé par le parti, et totalement à sa disposition. Mon salaire, des plus modestes, était assuré par le Centre de diffusion du livre et de la presse (C.D.L.P.), organisme de diffusion de la littérature et de la presse du parti. Mon travail consistait en tournées dans les diverses régions du Midi de la France, pour impulser la diffusion de nos publications *(voir document n° 1)*.

A ce titre, j'étais souvent en tournée, il n'était pas rare que j'assure plusieurs réunions dans la journée. Le C.D.L.P. me laissait toute liberté de m'occuper également, et surtout, du travail pour l'Espagne, tout en assumant mes responsabilités

à la région. C'est-à-dire que je ne manquais pas de besogne tout en vivant très mal. Il y eut pour le permanent des périodes difficiles où, le salaire étant payé très irrégulièrement, l'argent manqua souvent. La vie ne fut pas toujours facile au foyer des permanents. Mais ceux-là étaient les meilleurs, les plus attachés, et le parti savait qu'il pouvait tout leur demander y compris de crever de faim. Combien ont vécu de la vente de brochures à l'issue de réunions, ou d'hébergement, presque mendié à des camarades mieux nantis !

Personnellement, la solidarité aidant, je n'eus pas trop à souffrir, et ma femme non plus, de ce perpétuel dénuement, car mes parents, toujours bons et généreux, veillaient à ce qu'elle ne manqua pas du nécessaire et sa mère également, nos trois foyers étant proches. En toute autre circonstance, je me serais senti humilié de ce recours à la famille pour subvenir à une partie de nos besoins ; mais dans ce cas précis, je n'étais pas affecté par cette situation puisque c'était au nom de l'idéal que j'imposais ce sacrifice commun.

Le permanent, composant « l'appareil » du parti, était en somme pour le militant communiste, ce que le clergé est au peuple chrétien. C'est-à-dire, il était le propagateur de la foi et cette foi devait être partagée, ainsi que les inconvénients qu'elle engendrait. Avec le recul du temps, je me rends compte aujourd'hui de la simplicité de ce raisonnement, qui ne venait que pour étayer un état de fait que moi seul avait voulu et qu'arbitrairement, j'imposais à mes proches. N'est-ce pas là, a posteriori, une bien curieuse façon de tenter de justifier un fanatisme qui aurait pu être mis au service d'une meilleure cause ? Car, on ne doit pas oublier le rôle du « phénomène stalinien » se nourrissant de la somme de ces dévouements fanatiques.

C'est à cette impécuniosité chronique que je dois quelques souvenirs gravés dans ma mémoire. Ainsi, je me souviens d'une tournée que je fis à pied dans l'Aude, parcourant près de cent kilomètres en quatre jours. En partant de Toulouse en chemin de fer, j'avais juste la somme nécessaire à l'achat d'un billet jusqu'à Narbonne. De là, je partis à pied, sans déjeuner, à Ouveillan où Farine, que j'avais connue employée de la T.C.R.T. à Toulouse et alors retraitée dans son village natal, me régala le soir d'un cassoulet mémorable. Je fis une réunion à Ouveillan et le lendemain, je partis à pied pour La Redorte où je devais faire, le soir, une autre réunion. Trente-cinq kilomètres sous une chaleur torride avec pour casse-croûte à midi, un morceau de pain et une barre de chocolat achetés dans un village. Logé le soir chez des camarades, je partis le lendemain, toujours à pied, pour Lezignan où je fus hébergé par Minguet que je voyais pour la première fois. Curieux personnage ce Minguet. Petit industriel occupant trois ouvriers dont un prénommé Charles. Il fabriquait des engrais en faisant bouillir et en broyant ensuite des os et de vieux godillots qu'il recevait par wagons entiers. Il se dégageait de son usine une épouvantable puanteur à laquelle on finissait par s'accommoder, surtout lorsque la faim vous tenaillait. Tous les matins, Charles laissait son travail à l'usine pour aller vendre *L'Humanité* dans les rues de Lézignan. Avant son départ, le « patron » examinait ses mains et l'inspection se terminait généralement par ces mots : « Charles, lorsqu'on a l'honneur de vendre *L'Humanité*, on doit le faire les mains propres ; va te laver les mains ». Et Charles s'exécutait. Autre chose ; Minguet était furieux de ce que les habitants ne s'arrêtent pas pour lire les affiches du parti apposées sur les murs de la ville. Aussi, parodiant Lagardère, disait-il : « Puisque les gens ne vont pas aux affiches, les affiches iront à eux ». Il avait trouvé un système ingénieux : un chariot à bras surmonté de deux

panneaux verticaux sur lesquels étaient collées les affiches. Entre 12 et 14 heures, Charles circulait dans les rues de la ville, attelé à son chariot. Devant chaque fenêtre ouverte (nous étions en été) il s'arrêtait et tirait un son aigu d'une corne suspendue à son cou. Les gens venaient à la fenêtre : « Tiens, voilà Charles ! » et lisaient l'affiche. Ce jour-là, j'ai suivi Charles un moment, par curiosité, et c'est bien la première fois que j'ai vu annoncer une de mes réunions de façon aussi originale et inattendue. Minguet, qui avait eu cette idée et combien d'autres, était un cas vraiment curieux. Plus militant que patron, il mérite une place à part. Le lendemain, je partis, toujours à pied, pour Carcassonne où la vente de brochures à l'issue de la réunion, me permettait de rentrer à Toulouse en chemin de fer.

Autre souvenir qui m'amuse, mais seulement aujourd'hui. René Mammonat et moi étions partis faire ensemble une tournée de réunions dans le Lot, lui pour le Secours Populaire de France, moi pour le parti. Il avait une vieille 5 CV achetée d'occasion, qui donnait beaucoup de soucis mécaniques et que je devais parfois pousser dans les côtes. Nous étions descendus à Payrac, à l'hôtel du « Divan bleu », me semble-t-il, ou d'un nom rapprochant. Nous partions pour assurer nos réunions et rentrions le soir. Un malencontreux accident mécanique nous fit dépenser en réparations le peu d'argent dont nous disposions. Nous sommes rentrés à Payrac, mais le propriétaire de l'hôtel, nous voyant prêts à partir le soir pour une réunion à Gramat, nous demanda de régler la note, correspondant aux quatre jours passés chez lui. Il fallut avouer que, démunis de fonds en raison d'une panne, nous allions à Gramat justement pour en chercher. Ne laissant partir que mon camarade, il me retint à l'hôtel en nous avisant que, si le lendemain, la note n'était pas réglée, il déposerait une plainte à la gendarmerie pour grivèlerie. La soirée me parut bien longue ; et René qui ne rentrait pas. L'incertitude du lendemain m'interdit de fermer l'œil de la nuit. Il arriva enfin au matin. Il avait eu une nouvelle panne, mais la collecte faite à l'issue de la réunion, la vente de brochures et la solidarité des camarades de la cellule locale, avaient permis de réunir la somme qui rendait la liberté. Nous eûmes en supplément l'argent nécessaire à l'achat d'essence pour rentrer à Toulouse et pour nous offrir un sandwich à Cahors comme repas de midi. En somme, c'était presque l'aisance.

C'est tout bête, tout simple aujourd'hui, ces petits incidents ; mais pour nous qui les vivions constamment, qui les acceptions, et les permanents de l'époque s'en souviennent, c'était une source supplémentaire d'embêtements, de nature à contrarier nos activités. Et cependant, pas un d'entre nous ne s'en serait plaint. N'avions-nous pas accepté et souvent désiré cette promotion qui fait du permanent un être « élu » ?

Avoir l'honneur d'entrer dans le corps des permanents, c'était entrer dans une vie nouvelle, où il n'y a plus d'horaires, mais une vie disponible pour lire, écrire, parler, avoir des contacts, le tout très différent de l'existence antérieure. N'était-ce pas en même temps qu'une aliénation volontaire une promotion flatteuse pour un jeune ouvrier sans culture qui voit s'ouvrir devant lui un horizon de connaissances nouvelles auxquelles il va enfin pouvoir accéder ? Devant tout le parti, il devra très souvent donner des preuves d'obéissance. Il vivra dans la crainte obsédante du « retour à la base » donc « être renvoyé à la production » et obligé de reprendre un métier dont l'évolution des techniques lui sera devenue étrangère, même s'il fut un bon ouvrier dans sa profession. Militants dévoués, humains, désintéressés, après plusieurs années passées dans cette société fermée, combien se sont transformés en bureaucrates desséchés, en bonzes porteurs de

serviette... S'il arrive un jour au permanent de se trouver exclu, ainsi que tant d'autres avant lui, il survivra comme un comateux profond, en dehors de toute vie réelle.

Je suis resté permanent communiste pendant seulement cinq ans et dans ce court passage au sein des « élus », je n'ai eu ni le temps de me scléroser, ni celui d'amorcer mon agonie politique. Aujourd'hui, j'en rends grâce à la providence car je sais que j'ai frôlé là le danger le plus menaçant de ma vie, pourtant aventureuse.

9. L'épuration

Dans les pages qui précèdent, j'ai parfois évoqué la grande purge[7] de 1937. Je dois quelques explications.

On a souvent affirmé que les principes léninistes d'organisation voulaient que le parti se renforce en s'épurant périodiquement. J'ai connu deux vagues d'épuration. J'ai participé à l'une, avant d'être victime de l'autre. En ces deux occasions, j'ai approché de près ceux qui, dans l'organisation, sont chargés de cette besogne. S'ils sont tous conditionnés pour être les « inquisiteurs de la foi », ils peuvent présenter un visage différent, voire même inspirer confiance. Et c'est là qu'est le piège.

Pour la purge de 1937, il faut la situer dans son contexte politique. J'ai rappelé le changement donné à la politique du parti sous l'impulsion de son secrétaire général Maurice Thorez. De révolutionnaire, le parti amorçait sa mutation réformiste et cela n'allait pas sans quelques grincements de dents de la part de certains vieux militants. Il fallait mettre le parti au pas, donner des exemples devant faire réfléchir les éventuels récalcitrants. L'effacement des vieux militants préparait la relève par la jeune génération, jugée plus souple aux impératifs nouveaux qui dépassaient la volonté des responsables nationaux.

Dans la région, les sanctions prises contre Sahuguette, Marcel Bergé, etc., avaient créé certains remous, motivés par le mécontentement qui s'exprimait parfois ouvertement, et ce fut le cas lors de la venue de Marcel Gitton, secrétaire national à l'organisation, à Toulouse, pour une assemblée générale des militants. Le malaise s'affirmait, persistant ; les plaies étaient à vif. Alors que nous aurions eu besoin, pour panser les blessures, d'un curé d'Ars, on nous dépêcha de Paris en juillet, un Ignace de Loyola, en la personne de Guilleminaut, délégué de la Commission de contrôle. Pendant près d'un mois que dura son séjour dans la région, l'atmosphère fut irrespirable ; il avait, en peu de jours, créé un climat de terreur, passant ses journées à écouter les conversations, à prendre d'innombrables

7. La publication des exclusions, avec leur motif pour la plupart dans *La Voix du Midi*, donne un certain nombre de renseignements. D'août 1937 à septembre 1938, on compte dans la région vingt-trois exclus (neuf en 1937 et quatorze en 1938). Du 11 juin au 6 août 1937, un délégué instructeur du Comité Central réside dans la région et préside à ces exclusions ; son nom est Guilleminot. Le 31 juillet 1937, salle des Jacobins, à Toulouse, lors d'une conférence d'information, Marcel Gitton, le secrétaire national à l'organisation s'adresse aux militants du parti. Il est possible de faire un rapport entre la venue de ces responsables et les exclusions.

Les motifs des exclusions ne sont pas toujours mentionnés (« ne fait plus partie du P.C.F. »), parfois ils sont précisés (ex. pour Sahuguette Jules et Amélie, Bordes, mais aussi un nommé Beauthes, accusé de trotskysme...). Il n'est pas possible de savoir à quoi correspond cette « vague » d'exclusions.

notes, à faire remplir de nouveaux questionnaires autobiographiques, confrontant des militants entre eux pour leur attribuer ensuite des déclarations contradictoires. Lorsqu'il descendait dans les comités de section ou dans les cellules, et que, dans la discussion, un camarade se laissait aller à donner une opinion qui ne semblait pas orthodoxe à l'inquisiteur, il faisait rédiger une déclaration, signée par l'intéressé. En fait, il faisait un vrai travail de « flic » et il m'a laissé le souvenir d'un des êtres les plus désagréables qu'il m'ait été donné d'approcher. De sa personne, il avait d'ailleurs le physique de l'emploi : personnage sinistre, sombre, taciturne, nul ne l'a jamais vu sourire ; de lui, se dégageait un sentiment de totale incommunicabilité, d'impossible amitié.

Une mésaventure qui aurait pu mal tourner lui arriva lors de sa visite à la section de Saint-Gaudens ; il s'était montré à ce point odieux, que quelques camarades avaient décidé de lui infliger une correction à l'issue de la réunion du soir. Par chance pour lui, ou par une extrême méfiance, car il se sentait haï, il prit un chemin détourné pour rejoindre son hôtel, au grand désappointement de ceux qui l'attendaient, au passage qu'il aurait dû emprunter. Quelques jours après son retour à Paris, les propositions d'exclusions commencèrent à pleuvoir et il fallut les faire ratifier par les cellules ; ce ne fut pas chose facile. C'est ainsi que je dus faire exclure mon ami Adrien Dax.

Une fâcheuse mésaventure arriva à Busquière, rédacteur en chef de *La Voix du Midi*. En épluchant sa biographie, Guilleminaut avait remarqué que l'arrière-grand-père de Busquière avait été gendarme. Ce fut suffisant pour le faire rétrograder du Bureau Régional au Comité Régional.

Au mois d'août, le secrétaire à l'organisation, Gitton, trouvant que les exclusions n'étaient pas ratifiées avec suffisamment de diligence, me convoqua à Paris, au 120, rue Lafayette, et me passa un savon qui restera pour moi mémorable. L'entretien terminé, pour marquer son mécontentement, il me signifia de rentrer à Toulouse par le premier train. A cette époque se tenait à Paris l'Exposition. J'y passais une journée. J'ai ainsi désobéi et j'avoue en avoir, sur le moment, tiré fierté, car déjà je ressentais quelque aigreur de ces tracasseries policières qui cadraient si peu avec l'idéal que je croyais servir.

Aujourd'hui, je frémis en pensant que si cet épisode « d'épuration » du parti, au lieu de se passer en France en 1937, s'était produit en Union Soviétique, à la même époque, ce n'est pas soixante exclusions qu'elle aurait entraîné, mais peut-être soixante exécutions de camarades. Et que conditionné comme je l'étais, je les aurai peut-être passivement acceptées. Aujourd'hui je suis heureux de n'avoir pas eu à faire ce choix terrible, ce qui, tant d'années après, me permet de me regarder dans une glace sans y voir refléter l'image d'un fossoyeur ou d'un salaud...

10. Paul Vaillant-Couturier

Entreprendre le récurage à fond de la mémoire est une tentative hasardeuse, car il est des souvenirs qui affectionnent jouer à cache étant peu respectueux de l'ordre chronologique.

Ainsi, après le passage précédent qui relate des événements de type répressif et pré-concentrationnaire, voici une bouffée d'air pur. Le souvenir me revient d'un meeting que je fis à Pamiers avec Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité*, dans les premières semaines de 1937. L'avoir connu, lorsqu'on est

jeune militant, laisse un souvenir inoubliable. Comment pourrait s'effacer de la mémoire l'image de ce tribun passionné, remueur de foules, dont la noblesse des traits n'arrivait pas à masquer la pesante fatigue d'une vie toute faite d'action. Le geste large, les cheveux rejetés en arrière, tel une crinière, le regard flamboyant, trouvant toujours le mot juste et mordant pour stigmatiser l'ennemi de classe. N'est-ce pas à lui que l'on doit la formule lapidaire restée célèbre : « Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule ».

Le lendemain, dimanche, je l'avais accompagné à sa maison natale de Sainte-Croix-Volvestre. Ce jour-là, en veine de confidences, comme cela lui arrivait avec de jeunes militants, il me parla de sa participation en compagnie de Loriot et de Souvarine au III[e] Congrès de l'Internationale Communiste. Il m'expliqua les raisons qui, à ce congrès, le firent se rallier à Lénine, Trotsky et Kamenev, pour condamner le comité exécutif de l'Internationale qui, ayant décidé l'insurrection de Bavière contre l'avis du P.C. allemand, voulait faire porter la responsabilité de son échec à son secrétaire Paul Lévi, qui fut exclu du parti. Je me souviens de son amertume, qui quinze ans après, se manifestait encore au souvenir des mesures bureaucratiques prises par les instances internationales. Je l'ai senti désabusé et peu convaincu par la tactique qui consistait à imposer à l'ensemble des partis communistes une ligne générale, sans tenir compte du rapport des forces ainsi que des conditions particulières, inhérentes à chaque parti et à chaque pays. Cette réserve à l'égard de l'Internationale était d'autant plus méritoire qu'il avait farouchement défendu les thèses du Comité exécutif au congrès de Tours en vue de l'adhésion du parti socialiste à la III[e] Internationale.

Comment pourrais-je oublier jamais, une telle journée passée en compagnie d'un camarade qui avait approché de si près les géants de la révolution ?

11. Conférences régionales et congrès

Durant mon passage au parti communiste, j'ai organisé cinq conférences régionales, quatre avant la guerre, une après la Libération. Durant la période de 1939 à 1944, le parti étant illégal, aucune conférence n'eut lieu. A chacune d'elle, j'ai été reconduit dans mes fonctions de secrétaire régional à l'organisation.

Dans le vocabulaire communiste, conférence régionale signifie congrès régional, mais le mot congrès ne s'emploie qu'au plan national. La conférence est l'instance supérieure du parti dans la région ; convoquée en principe une fois par an, elle a pour objet de présenter un bilan de l'activité passée, de fixer les perspectives de travail en fonction des options politiques prises par les congrès, enfin de renouveler la direction régionale. Les deux premiers points étant de simple routine, je ne m'attarderai que sur le troisième qui vise au « renouvellement » de la direction.

On pourrait croire que, ainsi que le voudrait la règle démocratique, chaque militant peut faire acte de candidature à la future direction. Là est l'erreur ; les choses sont loin de se passer ainsi. De même, si l'on croit que les responsables sont librement élus par la conférence, on se trompe. Certes, ce sont bien les conférences régionales statutairement convoquées qui, formellement, élisent en assemblée plénière les dirigeants. Mais ce ne sont là qu'approbations attendues de chambres d'enregistrement. La vérité est tout autre : quelques semaines avant la conférence, le secrétariat sortant prépare la liste des militants devant composer la nouvelle direction. Généralement, la direction en place est reconduite, avec

parfois quelques éliminations pour insuffisance de travail, âge, maladie, etc. On complète alors par quelques militants que l'on fait « monter » des sections. La liste ainsi établie est envoyée à la Commission centrale des cadres qui décide en dernier ressort, après consultation des biographies et examen d'un travail déjà réalisé par les candidats.

Comme chaque conférence se tient en présence d'un membre du Comité central, celui-ci arrive avec la liste établie définitivement par la commission des cadres. Pour la forme, elle est soumise à la commission des candidatures de la conférence, elle-même savamment composée. A la dernière séance de la conférence, la même comédie se renouvelle ; un délégué annonce : « Camarades, la commission des candidatures vous propose, pour constituer le prochain Comité Régional, les camarades un tel, un tel, etc. ». Anciens et nouveaux promus montent à la tribune, et la direction ainsi désignée, est « élue » par acclamations. Le processus de désignation est identique en ce qui concerne les membres du Bureau fédéral et du secrétariat.

Pour ce qui est des congrès nationaux, si la préparation et le déroulement sont les mêmes, avec une surveillance plus attentive de la sacro-sainte commission des cadres et du bureau politique, il y a cependant deux variantes :

La première, c'est que les régions doivent faire connaître à l'avance, au bureau politique, la composition de leur délégation aux congrès nationaux. Ce procédé permet de récuser d'éventuels contestataires et explique ces troublantes unanimités dans l'approbation des rapports et de l'élection de la direction. Les cas de récusation sont rares, car les délégués au congrès sont « élus » par la conférence selon le même critère de désignation expliqué ci-dessus.

La seconde est que les éliminations et les promotions ont ici une signification politique. Les changements sont d'autant plus marqués que le parti a connu des périodes difficiles.

Ainsi, nul ne pouvant douter que le parti n'ait une politique juste s'il ne progresse pas, c'est que les militants n'ont pas bien compris et par conséquent ils ont mal appliqué sa politique. Puisque l'orientation et les responsables supérieurs ne peuvent être mis en cause, l'insuffisance des subordonnés reste la seule explication de la stagnation des effectifs ou des revers subis par le parti. Sont donc ainsi justifiées les sanctions ou éliminations des cadres incapables qui abusent de la confiance du parti.

Je dois apporter ici une précision. Le mode d'élection des directions par les Conférences régionales et celui de la désignation des délégués aux congrès, concernent la période qui va jusqu'à 1945. Ayant participé moi-même, jusqu'à cette date, à cette caricature de la démocratie, on pourra me rétorquer que les temps ayant changé, les méthodes ont peut-être fait de même. Je le souhaite pour les communistes d'aujourd'hui, et je me réjouis si on leur évite les affligeantes humiliations qu'ont subies les communistes d'hier.

12. Mon premier congrès

Le IX^{e} congrès national[8] du parti communiste se tint à Arles du 25 au 29 décembre 1937. J'y étais délégué avec Léon Balussou, Lucien Llabres et René

8. Ce témoignage correspond au niveau des détails de l'organisation (salle, festivités...) à la narration qu'en fait Léo Figuières, Editions Sociales, pp. 84-85. Voir aussi dans

Aragon. On peut deviner quelle était mon exaltation. Pour la première fois, j'allais assister (je n'écris pas participer) à la grande messe du parti, j'allais voir autrement qu'en photographie, mais en personne, les dieux de la mythologie communiste.

Nous partons de Toulouse par un train de nuit, pour arriver à Arles le matin de Noël où nous sommes accueillis par de jeunes Arlésiennes en costume du pays, et logés dans un petit hôtel, situé derrière le cloître Saint-Trophime. Notre délégation se voit attribuer deux chambres, avec seulement deux lits. Nous coucherons donc Aragon et moi dans un lit, les autres délégués dans l'autre. Cela n'a guère d'importance. Dans l'après-midi, nous assistons à une première grande manifestation publique dans le décor grandiose des arènes gallo-romaines. La foule est immense et le décor féerique. La manifestation est présidée par Adrien Mouton, député-maire d'Arles. Les jeux taurins, avec mise en scène folklorique régie par le marquis de Baroncelli, seront précédés du premier grand discours du secrétaire général, Maurice Thorez. Pour en terminer avec la partie réjouissances, il convient de dire qu'elles furent assez nombreuses pendant toute la durée du congrès : visite organisée du musée Sainte-Trophime, des Alyscamps, du théâtre antique. Visite des monuments antiques de Nîmes, avec apéritif offert par la municipalité socialiste, devant le temple de Diane.

Le congrès se tenait dans un immense garage, somptueusement décoré. L'organisation du congrès, jusque dans ses plus infimes détails, était parfaite. La section centrale d'organisation s'était surpassée, ne laissant aucune place au hasard et à l'improvisation. Dès l'entrée dans la salle du congrès, on était pris par ce merveilleux spectacle auquel furent conviés les congressistes, — en fait les cadres du parti — permanents ou non.

Le congrès débutera le 26 par le rapport d'activité de Maurice Thorez et durera quatre heures, coupé d'une pause pour permettre à l'orateur de prendre quelques minutes de repos pendant lesquelles Marcel Cachin lira de nombreuses adresses au Congrès.

Le thème du rapport n'avait rien d'original puisqu'il se bornait à affirmer la nécessité du maintien de l'alliance des forces populaires, voire à la dépasser. C'était là les premières approches d'une alliance élargie que le parti tentera d'imposer sous le mot d'ordre « Front Français ». Dans un domaine plus matériel des effectifs, le rapport annoncera 341 000 adhérents pour le parti et 90 000 pour les Jeunesses communistes. La fin du rapport sera saluée par une ovation voisine du délire qui durera dix bonnes minutes avec, pour conclure, *La Marseillaise* et *L'Internationale* qui alterneront pendant la durée du congrès.

Faut-il ajouter qu'une ovation aussi chaleureuse avait été faite à l'énoncé du nom du père des peuples, du grand, du génial camarade Staline, sous la présidence d'honneur duquel le congrès était placé ainsi qu'il se devait. Le rapport terminé, les délégations se succèdent à la tribune pour l'offrande — qui deviendra désormais traditionnelle — des cadeaux au secrétaire général : délégations des régions, des organisations amies, et aussi, je me souviens particulièrement, de blessés des Brigades Internationales. Le congrès se déroulera ensuite, pendant quatre jours, dans le cadre fixé par le secrétaire général. Chaque intervention viendra en confirmation de tel ou tel point du rapport, jamais en contradiction. Le discours de clôture sera également prononcé par Maurice Thorez.

Mémoires de J. Duclos, tome II, pp. 250-255, son témoignage et son intervention, et Fernand Grenier, *Ce bonheur-là*, Editions Sociales, 1974, pp. 283-284.

C'est incontestablement au congrès d'Arles que commencera le « culte de la personnalité » qui ira en grandissant au fil des ans. Durant le déroulement du congrès, en plus de la perfection de la science organisationnelle propre aux communistes, j'avais aussi été frappé par certains aspects, de nature à éveiller l'attention d'un néophyte. C'est ainsi que la mise en valeur du premier responsable du parti, les questions de préséance, de hiérarchie, étaient pour moi, et pour tous à l'époque, considérés comme partie intégrante du rituel propre à toute religion. Autre détail remarqué qui relève du vocabulaire. La première loi de la physique politique stalinienne postule qu'il n'y a jamais place pour le hasard, même en matière de vocabulaire. C'est ce qui explique que, quel que soit le responsable communiste et où qu'il se trouve, ses discours doivent toujours être écrits. Cela permet un contrôle a priori et éventuellement, vérification ou condamnation a posteriori.

Personnellement, pendant les dix années où j'ai exercé des responsabilités au parti communiste, j'ai prononcé de nombreux discours et, exception faite des rapports aux conférences régionales, de mes interventions à la radio en 1944-45, je me suis toujours refusé à écrire d'avance mes discours. Peut-être s'agissait-il tout simplement de coquetterie mais est-ce là un défaut ou une qualité ? Peut-être n'était-ce là que paresse intellectuelle ? Tout au plus ai-je parlé sur des notes, mais généralement j'ai aimé, et j'aime encore l'improvisation. Ceux qui m'ont entendu pourront en témoigner.

13. L'école régionale des cadres

Pendant le mois de mai 1938, j'ai eu à organiser à Toulouse une école interrégionale[9], destinée à recevoir et former des cadres de plusieurs départements.

L'organisation mise en place, je participais à cette école en tant qu'élève. Elle dura deux semaines et fonctionna au restaurant de la Bascule, place Saint-Michel ; les élèves prenaient les repas sur place et logeaient de même, à l'exception de ceux de Toulouse. Nous étions une tentaine d'élèves répartis en six groupes de travail. Dans mon groupe dont j'étais responsable : Pelissou du Tarn, Huc de Caussade, un camarade de l'Aveyron dont le nom m'échappe et Lydie Blanchard de Toulouse. Le professeur Caresmel, était fourni par la section centrale d'éducation. Sérieux et compétent, sous sa direction l'école fonctionna de façon parfaite.

Comme exercice pratique, chaque matin, un groupe devait rédiger seul le journal de l'école qui portait essentiellement sur l'autocritique des travaux de la veille. Selon la composition des groupes, l'humour n'était pas exclu des colonnes du journal. Les travaux pratiques consistaient en rédaction de tracts sur des sujets donnés au hasard : préparation d'affiches, préparation de prise de parole improvisée ou de discours, rédaction de journaux de cellules, articles pour le journal régional, cours de diction, formation d'orateurs, etc. Ces divers travaux occupaient la matinée. Après le repas, une heure de promenade-détente dans le Parc Toulousain tout proche ; l'après-midi commençait le travail de formation théorique.

La dernière journée fut consacrée à ce que l'on pourrait appeler « examens » et au repas de clôture en présence des responsables de la région. Tout cela, avec le cérémonial propre à une telle manifestation interne.

---

9. Sur la formation des cadres, deux thèses récentes permettent de mieux cerner cette question ; celles de Serge Pey et de Danielle Tartakowshy (voir bibliographie).

Je sortis avec de bonnes notes et je fus, l'année suivante, proposé et accepté pour participer à l'école centrale des cadres, qui devait débuter le 3 septembre, dans la région parisienne. Ce jour-là commençait la Seconde Guerre mondiale, et je devais prendre, mobilisable dès le premier jour, une tout autre destination que celle de l'école centrale du parti.

Cette première école de cadres marquera le commencement de ma formation théorique. *Le manifeste communiste*, longuement analysé et étudié, fut la première de mes lectures sérieuses de militant. Il donna à ma vie une dimension nouvelle car il me révélait des choses confusément ressenties jusqu'alors. Il me donna la clé essentielle de bien des mystères : la lutte des classes comme moteur de l'histoire, l'antagonisme inconciliable entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs dans la société capitaliste, ainsi que les contradictions de cette société.

Les écoles de cadres étaient rigoureusement vouées à la formation des dirigeants politiques dont le parti avait besoin pour faire fonctionner ses organisations. Il ne s'agissait pas pour elles, de dispenser une culture fut-elle ouvrière, ou d'enseigner seulement une science, fut-elle marxiste, mais de former de futurs responsables en assurant l'unité de la théorie et de la pratique.

Le recrutement des élèves reposait sur le principe de la sélection et non sur le volontariat ainsi que je l'ai vu pratiquer plus tard pour les stages de formation organisés par le P.S.U. Les élèves étaient donc sélectionnés par la Section centrale des cadres, afin de vérifier la qualité du recrutement. Ce mode de sélection entraînait une composition disparate des écoles, socialement et intellectuellement, et les problèmes qui en découlaient étaient parfois difficiles à résoudre, car ils s'appuyaient souvent sur un fond d'autodidactisme. La sélection dont l'élève privilégié était l'objet, lui donnait non seulement le caractère d'une mission politique, mais était ressentie par lui comme un honneur et une responsabilité.

Enfin, les rapports de fin de stage établis pour chaque élève par le professeur à l'intention de la section centrale des cadres, étaient de sérieux éléments pour fixer l'affectation ultérieure des élèves.

Si j'en juge par les responsabilités qui me furent confiées par la suite, je peux affirmer sans fausse modestie, que je devais avoir décroché une sacrée bonne note.

Indépendamment des événements pour lesquels j'ai cru bon de donner plus de détails parce qu'ils représentaient des temps forts dans la vie du parti, les années 1937-38 et 39, jusqu'à la guerre, ne furent pas exemptes d'une activité qui ne me laissa aucun répit. Je n'ai plus le souvenir des nombreuses réunions publiques ou internes, des assemblées générales de militants ou seulement de cadres, qui constituent la vie courante d'un parti — j'écrirai presque le travail de routine — bien que chacune de ces manifestations présenta un caractère particulier, lié à la conjoncture. Je n'énumérerai pas non plus les manifestations dégénérant en bagarres contre les tenants des ligues factieuses : Croix de feu, Camelots du roi, etc., ou contre les gardes mobiles, auxquelles j'ai participé. Je n'en citerai que deux pour mémoire, qui furent particulièrement violentes :

D'abord la manifestation organisée à Toulouse pour protester contre la venue du fasciste Scapini. Nous nous sommes battus tout l'après-midi et une partie de la nuit contre les escadrons de gardes mobiles qui avaient été « dopés à l'éther et

à la gnole ». Qui ne se souvient des accrochages de Saint-Etienne, de Guilhemery et de la côte Pavée. Les boulons, apportés par les métallos de chez Dewoitine firent merveille, ainsi que les billes d'acier lancées sous les sabots des chevaux. Le lendemain le bilan était lourd. Autant qu'il m'en souvienne de nombreux gardes mobiles évacués sur l'hôpital militaire, certains sérieusement atteints, des blessés aussi dans nos rangs, mais de moindre importance, car nous avions adopté la tactique du harcèlement à distance en évitant le combat rapproché.

Sérieux aussi furent les accrochages à l'occasion de la grève générale du 30 novembre 1938. J'avais passé la nuit sur une banquette de café, prudente précaution en cas d'arrestation préventive. Au petit matin, visite des piquets de grève et, dans la matinée, nombreuses échauffourées, dégénérant vite en affrontements sérieux sur divers points de la ville. C'est dans la rue de la Poste, alors que les gardes mobiles enfonçaient la porte pour déloger un piquet de grève de la poste centrale que je reçus, sur le bras gauche, un coup de crosse de mousqueton.

L'esprit Front Populaire était déjà loin et sur l'ordre du gouvernement Daladier, les forces dites de « l'ordre » intervenaient sans ménagement. Combien de camarades portent encore sur le corps les marques de leur brutalité.

14. Les élections

En octobre 1937, eurent lieu les élections cantonales. Je devais prendre en charge leur organisation. Le parti avait décidé de présenter un candidat dans chaque canton, afin, selon la tactique encore appliquée de nos jours, de pouvoir compter ses voix. Au dernier moment, Figarol, qui avait été désigné pour porter les couleurs du parti dans le canton d'Aurignac où nous n'avions aucun adhérent ne put maintenir sa candidature. Je fus désigné pour le remplacer. Pris par l'organisation de la campagne, je n'eus le temps de faire aucune réunion. Aussi, lors de la proclamation des résultats le soir du scrutin, je ne fus vraiment pas surpris d'apprendre que j'avais obtenu 42 voix sur l'ensemble du canton ! C'était bien peu, mais pas suffisant pour me décourager.

En 1944, après la Libération, je fis une réunion publique, un jour de foire à Aurignac ; je parlais du balcon de la mairie, à une assistance nombreuse et à l'issue de la réunion un homme se présenta à moi : c'était un de mes électeurs de 1937, il se souvenait. Les temps avaient changé mais j'ai eu du plaisir à cette rencontre d'un supporter des temps héroïques.

On ne peut raconter les élections d'avant-guerre sans parler de l'immense dévouement dont faisaient preuve nos militants et leurs familles. En effet, si maintenant circulaires électorales et bulletins de vote sont adressés aux électeurs par les soins d'une commission départementale, jusqu'à la guerre les partis politiques devaient assurer eux-mêmes l'envoi de ce matériel de propagande électorale. C'est ainsi qu'il fallait préalablement établir des listes d'adresses, en allant consulter les listes électorales dans les mairies ensuite, au moment des élections, transcrire ces adresses sur des enveloppes, y inclure le matériel électoral, les classer par communes, les poster. Aussi, pendant la campagne électorale, alors que le plus grand nombre de militants participaient aux réunions politiques, leurs familles (femmes, enfants) leurs amis, réunis au siège rue Saint-Ursule, s'activaient, parfois jusqu'à une heure avancée de la nuit, à ce travail de rédaction d'adresses et d'empaquetage, et cela plusieurs soirées par semaine. J'ai organisé et dirigé ce

travail pendant la campagne électorale de 1937 et je conserve le souvenir émerveillé de cette immense somme de dévouement.

Quel est le parti qui peut affirmer être capable à notre époque, de mobiliser ainsi pendant deux ou trois semaines, non seulement l'ensemble de ses militants, mais aussi leurs familles ? Je suis prêt à prendre le pari qu'aucun n'est capable aujourd'hui de susciter un tel élan. Peut-être était-ce aussi une question de foi. Lorsque celle-ci s'émousse ou se perd, le dévouement, moins motivé, se fait plus rare et plus avaricieusement dispensé. Les partis et la politique qu'ils servent n'ont, et c'est justice, que les militants qu'ils méritent.

15. Les fêtes

Chacune des trois dernières années de l'avant-guerre, eut lieu la fête régionale du parti. La première eut lieu pendant l'été 1937 au Parc Toulousain. La pluie ne cessa de tomber durant toute la journée. Notre première tentative se soldait par un cuisant échec, au grand désappointement des camarades qui s'étaient, comme à l'accoutumée, dépensés sans compter.

L'année suivante la fête eut lieu le 17 juillet au parc de Bagatelle, avec la participation d'Emile Fouchard, député de Seine-et-Marne. Le public vint nombreux et ne fut pas déçu par la qualité des distractions offertes. C'était le succès. Le 31 juillet 1938, une fête populaire eut lieu à Pamiers avec la participation de Jacques Duclos. Un grand nombre de participants, venus parfois de loin, confirma le succès de ces manifestations populaires. En même temps que celle de Pamiers et le même jour, la commission d'organisation assurait la fête de la région de Tarn-et-Garonne ; qui se déroula sous les magnifiques platanes de Verdun-sur-Garonne. Je ne me doutais pas à ce moment que, deux années plus tard, je serai assigné à résidence dans cette commune.

C'est enfin Maurice Thorez qui, le 9 juillet 1939, était l'hôte de la région à l'occasion de la fête qui eut lieu au stade des Minimes à Toulouse.

Ces fêtes dont la tradition s'est perpétuée jusqu'à nos jours, étaient un des événements marquants de l'année, tant par leur aspect récréatif que par leur côté propagandiste, mais surtout parce qu'elles marquaient le rassemblement annuel des communistes et de ceux qui leur étaient proches. C'était aussi le résultat d'un intense travail militant auquel, longtemps à l'avance, tout le parti s'activait. Pour la commission d'organisation qui en assurait la responsabilité générale, c'était un travail harassant, à la recherche de la perfection dans le détail et les améliorations à apporter d'une année sur l'autre. C'était l'inquiétude devant les incertitudes du temps qui pouvait, sur un caprice, annihiler des centaines d'heures de travail préparatoire.

La fête, c'était surtout l'ambiance populaire, bon enfant, telle que la conçoivent les méridionaux exhubérants. Dans la matinée par train, par cars ou tramways, les voitures étaient rares chez les ouvriers à cette époque, arrivaient les militants par cellules entières, femmes, enfants, amis, encombrés de cabas débordants d'appétissantes victuailles et de gourdes rebondies. A midi, pour le déjeuner, les groupes se formaient au hasard en une immense mosaïque champêtre. En fin de repas, dans l'allégresse générale, les amateurs se produisaient : les fils Caussat, le ténor Caubon, le trio Tolosa et tant d'autres. Les conteurs d'histoires s'en donnaient à cœur joie, jusqu'au moment où quelqu'un entonnait *La Toulousaine* ou *Les*

Montagnards, repris en chœur par l'assistance. Faut-il dire que *L'Internationale* avait droit de cité car, populaire, cette fête conservait sa coloration politique encore accentuée en puissance par cet immense potentiel militant rassemblé en un seul jour. Une partie de l'après-midi était consacrée aux interventions politiques, dont la dernière était celle d'un député ou d'un membre du comité central. Ces journées baignant dans une ambiance de détente et de chaude amitié exprimaient la joie de se retrouver ensemble en affirmant la force du parti faite de l'énergie de tous. Chacun repartait assuré de cette force et plus confiant encore pour affronter de nouveaux combats. Les membres de la commission d'organisation exténués mais heureux du succès obtenu, se promettaient en se quittant à une heure avancée de la nuit, de faire mieux encore l'année suivante.

En septembre 1937, je suis délégué par les régions du Sud-Ouest, au congrès du parti communiste italien (clandestin) qui se tint à la mairie d'Arcueil. On m'avait affecté un interprète ; ne comprenant rien à la langue de Dante, malgré cette délicatesse, j'avoue n'avoir pu suivre avec toute l'attention désirable, les travaux de ce congrès. Ce dont je me souviens parfaitement, c'est du repas de clôture qui se déroula dans un restaurant du boulevard des Filles du Calvaire. Jamais je ne vis engloutir, en un seul repas, une telle quantité de spaghettis et avec autant d'adresse. N'étant pas très porté sur ce plat, ce repas, malgré l'ambiance chaleureuse qui l'animait, n'a pas laissé dans ma mémoire le souvenir d'un des grands moments de la gastronomie. Peut-être parce qu'en matière culinaire, je reconnais être chauvin et partial, parfois injuste et peu curieux d'investigations dans le domaine de la cuisine étrangère.

Il peut sembler fantaisiste de ne traiter ce congrès d'un parti clandestin que sous l'angle de l'anecdote gastronomique, alors que l'importance du parti en cause et la date de la tenue du congrès lui conféraient une signification historique exceptionnelle. En effet, l'engagement du P.C. italien dans la guerre d'Espagne était total, et le nombre de volontaires anti-fascistes italiens à ce point important qu'ils purent constituer une Brigade Internationale, la 13e.

La participation à ce congrès d'un délégué français représentant les régions du Sud-Ouest s'expliquait par le fait que cette province avait reçu de nombreux émigrés italiens après la prise du pouvoir par Mussolini. Ils se retrouvaient militants du P.C.F. en assez grand nombre et beaucoup furent volontaires en Espagne.

Toujours en 1937, je participais à une conférence nationale sur la presse et les périodiques du parti ou contrôlés par lui. Elle se tint à Limoges. J'avais reçu pour m'y rendre, un billet de chemin de fer de 1re classe. C'était bien la première fois que le fait se produisait et j'en ignore le motif. Ce classement ferroviaire, généralement réservé aux bourgeois, aux hauts fonctionnaires et aux parlementaires m'a déplu au premier abord. Je n'ai trouvé dans mon compartiment que gens d'aspect sévère, maniéré, correspondant peu à mon caractère volontiers spontané. Un bel échantillonnage de ces « honnêtes gens » dont je me suis toujours complu à mettre en péril la digestion. Pour le retour j'empruntais un wagon de 3e classe dans lequel je me sentais chez moi. Aujourd'hui, l'évolution des mœurs et des modes de vie, font que j'attache moins d'importance, moins de signification à cette ségrégation. Il m'est arrivé, ces dernières années de voyager une fois ou deux en 1re classe, sans me considérer comme déclassé socialement pour cela. J'espère qu'arrivera le jour qui verra la disparition des classes dans les moyens de trans-

ports et autres, la mise du confort à la disposition de tous et en particulier de ceux qui vivent de leur peine et non plus seulement de ceux qui vivent de la peine des autres.

16. Tournée de masse

Les 26 et 27 février 1938, le comité central avait mis à la disposition de notre région, pour deux jours, vingt et un députés pour y assurer une série de réunions publiques. 3 800 auditeurs participèrent aux vingt-six réunions tenues dans la Haute-Garonne, 5 330 aux vingt-cinq qui se déroulèrent dans l'Ariège. Ainsi, cette tournée de masse affirmait avec force la présence du parti. Elle avait un double objectif :

- Expliquer la politique du moment, essentiellement axée sur le refus d'accepter la décision de Daladier de mettre fin à la loi des 40 heures, cette décision marquant la fin du Front Populaire ;
- Faire du recrutement.

Léon Blum quelques semaines auparavant, le 18 janvier, n'avait pu constituer son second ministère, le sénat lui ayant refusé les pleins pouvoirs financiers. C'est d'ailleurs en octobre de la même année que le congrès radical consacrera la rupture avec les communistes. Dès ce moment, l'esprit de juin 36 se terminait.

Cette tournée fut bénéfique en ce sens qu'elle permit au parti de se faire entendre massivement en un moment crucial de la politique de la France, mais son organisation nous donna beaucoup de mal. La tenue d'autant de réunions publiques, en un même temps et sur l'ensemble de deux départements, n'était pas chose aisée tant au point de vue de la propagande que de l'organisation matérielle. La commission régionale d'organisation consacra plusieurs semaines à la préparation minutieuse de cette tournée. J'avais avec moi une équipe de camarades vraiment dévoués. Le succès de l'opération couronna nos efforts collectifs, car elle se déroula comme prévu, sans incident notable. L'organisation, lorsqu'elle est appuyée par des moyens matériels et militants importants, peut être d'une extraordinaire efficacité ; ma vie durant, j'ai pu me convaincre de cette réalité et aussi hélas, déplorer les effets contraires, d'une mauvaise ou insuffisante organisation.

Responsable de l'organisation et de la propagande, j'étais souvent désigné pour assurer réunions publiques et meetings. Je n'entreprendrai pas une énumération qui deviendrait fastidieuse. Mais, au hasard, quelques souvenirs me reviennent. Indépendamment du meeting de Pamiers avec Vaillant-Couturier, déjà mentionné, celui du rassemblement paysan du 27 novembre 1937 à Castillon avec Waldeck-Rochet réunit un grand nombre d'agriculteurs. Au retour dans la nuit, nous eûmes un accident qui nous immobilisa pour quelques heures à l'entrée de Muret.

17. Communistes et chrétiens

C'est en 1938 que pour la première fois fut organisée à Toulouse une conférence contradictoire, privée, sur le thème « catholiques et communistes ». Elle se situait dans le prolongement de l'action du parti, en direction du monde chrétien, que l'on appellera « la politique de la main tendue aux catholiques ».

Pour nous l'objectif du débat était de faire la preuve que l'on pouvait être à la fois chrétien pour vivre spirituellement sa foi et communiste parce que victime

d'une société injuste et inhumaine qui n'appliquait aucune différenciation dans son exploitation entre croyants et incroyants ; l'unité des uns et des autres était donc indispensable non seulement pour se défendre, mais encore pour œuvrer en commun à l'avènement d'une société plus juste pouvant assurer le bonheur temporel des hommes. C'était la thèse qui devait défendre l'un des conférenciers, en l'occurrence le communiste.

La thèse adverse, fidèle en cela à l'esprit de l'encyclique excommuniant le communisme athée, ne pouvait concevoir aucun rapprochement de la part des chrétiens, sans faire courir à ceux-ci le risque de se perdre au contact corrosif d'un matérialisme pouvant passer à leurs yeux pour positif sous bien des aspects. Donc, au départ, les positions paraissaient à ce point éloignées, qu'on discernait mal l'intérêt d'un tel débat contradictoire. Néanmoins, il eut lieu, les détails ayant été fixés par des contacts préliminaires. La réunion se déroula dans la grande salle située dans l'immeuble des allées Jean-Jaurès (où nous avions notre siège), un après-midi en semaine, et en cela nous fûmes défavorisés car, si la salle était bien remplie d'une centaine d'auditeurs, les « cléricaux » étaient largement majoritaires alors que nos camarades travaillaient à cette heure.

Je fus désigné par le secrétariat pour assurer cette conférence, au nom du parti, peut-être parce que j'étais le seul responsable disponible en semaine ; aussi, parce que les intellectuels, mis à part quelques étudiants, étaient rares au P.C. dans la région, en ce temps-là. La désignation n'était peut-être pas le fait du hasard et ceci pour trois raisons :

Déjà, à cette époque, je refusais les vieux clichés usés si souvent utilisés pour des classifications sommaires et arbitraires. Pour beaucoup de camarades, la notion de « droite » ou de « gauche », était d'une excessive simplicité. Pour eux, les républicains étaient ceux qui lisaient *La Dépêche,* ne fréquentaient pas l'église, ou seulement pour les baptêmes, les mariages, les enterrements familiaux, les autres, les réactionnaires, lisaient le *Télégramme* ou *L'Express du Midi* et allaient à la messe. C'était, comme on le voit une démarcation fantaisiste de la frontière de classe.

L'autre raison qui justifia mon choix, fut peut-être l'esprit de tolérance dont j'ai toujours fait preuve à l'égard de toute croyance sincèrement affirmée et vécue. Je soutiens que toute foi militante mérite compréhension et respect car elle implique beaucoup de détachement, de sacrifices et d'abandon de soi. La conversion par la contrainte est une méthode d'inquisiteur. Si je crois que le marxisme est la seule méthode d'analyse et d'action pouvant donner aux hommes le bonheur et la liberté auxquels ils aspirent, de quel droit puis-je empêcher d'autres hommes de parvenir au même résultat par des moyens qu'ils croient meilleurs ? S'ils pensent que les épreuves subies en ce monde contribuent à leur assurer la vie éternelle, alors que moi, je privilégie l'action d'aujourd'hui pour le bonheur sur la terre, au nom de quoi puis-je les en empêcher ? La seule façon de les convaincre de la vanité de leur pénitence terrestre est de trouver des arguments suffisamment convaincants pour leur prouver la primauté de mon raisonnement sur le leur. C'est en fonction de cette tolérance que je me suis toujours interdit toute pratique antireligieuse.

Le troisième motif pour lequel je fus choisi pour cette conférence, fut peut-être le côté mystique de mon comportement militant. Ceux de mes camarades qui ont été ou sont mes compagnons de combat politique, me reconnaissent un enthousiasme et un optimisme jamais défaillants. C'est vrai car un combat sans espoir et sans foi est un combat perdu. Il est vrai aussi, qu'il faut une bien grande foi

pour croire, une vie durant, en un monde jamais entrevu et qu'on ne verra peut-être jamais, et rendre cette foi suffisamment communicative pour la faire partager. Cette croyance quasi inconditionnelle à l'époque dont il est question, relevait du mysticisme, et nul plus que moi ne peut en être convaincu, car j'ai dû faire de gros efforts pour raisonner de façon plus cartésienne, plus marxiste, moins idéaliste. J'avoue avoir eu beaucoup de mal pour me débarrasser — et y suis-je parvenu ? — de ce côté mystique, certainement produit de la greffe stalinienne sur mon passé d'enfant de chœur.

De cette réunion, à l'époque hors du commun, j'ai conservé un souvenir vivace. D'abord par la parfaite courtoisie qui, de part et d'autre, présida aux débats. Mon adversaire idéologique, si je peux m'exprimer ainsi, était Mgr de Courèges, qui n'était pas à cette époque, promu à l'épiscopat. C'était un homme de grande érudition, d'un abord affable, d'une sobre éloquence, pour qui la théologie semblait n'avoir aucun secret.

Le débat par lui-même, s'il fut riche et intéressant, n'apporta pas les résultats escomptés de part et d'autre. Aux questions posées et se situant généralement en dehors des choses de la vie, nous ne pouvions répondre qu'en puisant dans l'arsenal dogmatique, si riche en idées reçues. Un débat semblable de nos jours, prendrait une tout autre dimension. Je saurais trouver, indépendamment des affirmations doctrinales, mille raisons de mettre cet échange d'idées en prise sur le réel. Longtemps après cette confrontation, en la jugeant à la lumière des événements vécus, je me rends compte qu'il s'agissait bien de l'affrontement de deux églises, chacune ayant sa hiérarchie, ses clercs, ses chantres, ses fidèles, ses dogmes et son dieu. Quelle que fut mon évolution ultérieure, je dois bien avouer qu'à cette époque, j'étais bien le prêtre d'une nouvelle église.

18. Les accords de Munich

Un dernier épisode de cette période si riche en événements avant-coureurs de la guerre qui se prépare dans l'ombre des chancelleries ou au grand jour comme en Espagne.

Le 30 septembre 1938 [10], face au chantage fait par les puissances de l'Axe et alors que, par l'effet d'une psychose savamment entretenue dans les esprits, les Français se voyaient à deux doigts de la guerre, cédant aux exigences d'Hitler,

10. La C.G.T. appelle à la grève générale pour le 30 novembre. Le gouvernement dénonce « les agitateurs communistes ». La campagne contre le parti communiste, inaugurée par Daladier au congrès de Marseille en octobre s'accentue. *La Dépêche* à Toulouse s'en fait l'écho. La grève se déroule dans ce climat lourd de dangers ; elle est mise en échec par la répression du gouvernement. Dans la cité des violettes, le 30 novembre, préparé par la manifestation du 26 novembre, 6 000 grévistes suivent les consignes syndicales ; la journée est marquée par des incidents et des accrochages avec la police. La réaction du patronat, appuyé par le pouvoir, est dure : 15 % des ouvriers de chez Devoitine ne sont pas repris ; à Montaudran, chez Chauvel, sur 160 ouvriers, 71 grévistes sont licenciés ; aux charrues Fondeur, 25 % du personnel est renvoyé. Le parti communiste devient la cible privilégiée du pouvoir. Son opposition à la politique de Daladier lui vaut d'être attaqué quotidiennement. Une campagne, relayée par 430 journaux de Paris et de province, demande « au Parlement de mettre fin aux menées étrangères sur notre territoire... et la dissolution du parti communiste ». Les communistes de la région Haute-Garonne, Ariège, subissent aussi les premiers coups du pouvoir et les effets sur l'opinion de cette campagne.

Daladier pour la France et Chamberlain pour la Grande-Bretagne, signaient à Munich, les honteux accords du même nom, livrant sans défense la Tchécoslovaquie à la rapacité nazie.

Il faut se souvenir du retour triomphal de Daladier, affirmant sans rire « Nous venons de sauver la paix pour plusieurs générations ». Alors que, onze mois après, c'était la guerre. D'autres avouant : « Nous avons accepté cette honteuse capitulation avec un lâche soulagement ». Il faut reconnaître que l'ambiance générale était à l'allégresse, que le bon peuple libéré de l'angoisse pouvait se reprendre à espérer une paix durable.

Les communistes seuls, luttant à contre-courant, affirmaient que la France avait signé des accords de dupe et que, dès qu'Hitler aurait digéré la Tchécoslovaquie, il réclamerait une nouvelle proie (la Pologne). Nous étions pour la résistance à outrance qu'elles que pussent en être les conséquences. Il est évident que ces considérations patriotiques n'étaient pas sans relation avec des impératifs de politique étrangère, dans lesquels la situation de l'Union Soviétique, « première patrie des travailleurs » jouait un grand rôle. Nous avons vécu des moments difficiles ; non seulement nous n'étions pas compris, mais nous étions rejetés de la communauté. Nous étions considérés comme des fauteurs de guerre, capables de plonger la France dans le malheur, pour assouvir notre haine du fascisme et défendre des intérêts étrangers.

Nous avions fait contre nous l'union sacrée ; nos réunions étaient perturbées, nos sièges attaqués, nos camarades agressés. C'est ainsi par exemple que Higounet, à Mirepoix, assiégé dans sa maison manqua d'y être brûlé. Les incidents se multipliaient. Il ne faisait pas bon se dire communiste à cette époque, pas plus qu'il ne le sera onze mois plus tard, lorsque la politique du parti aura changé.

19. Mes premières vacances

Le premier semestre 1939 sera marqué par la fin de la guerre d'Espagne. A cette guerre et à la part que j'y ai prise, je consacrerai le prochain chapitre. A partir de mars, je m'occuperai essentiellement de l'organisation de la diffusion de la presse en qualité de délégué du comité central. Devant me consacrer en priorité à ce travail qui m'oblige à de fréquents déplacements, je serai remplacé comme secrétaire régional à l'organisation par Emile Daraud.

Entre-temps, le secrétaire politique Léon Balussou avait eu un grave accident de voiture à Muret, en allant prendre contact avec des responsables espagnols internés dans un camp de réfugiés. Il n'échappa à la mort que par miracle et sans les soins dévoués du professeur Ducuing qui le prit dans sa clinique de la rue du Languedoc, il n'aurait pas survécu à ses terribles blessures.

Au début d'août, enfin mes premières vacances. L'ami Minguet avait mis à notre disposition une maison de campagne (le Faou-Petit) qu'il possédait au sommet du col des Martis, entre Carcassonne et Mazamet, proche de la mine d'or de Salsigne, alors inexploitée. Nous sommes partis ma femme et notre fils qui avait quelques mois, en compagnie des couples Maurel de Laroque et Mammonat plus Torcatis et un groupe d'une vingtaine de pionniers, fils d'ouvriers, qui ne pouvaient avoir de vacances et dont nous devions nous occuper. En arrivant, à l'exception d'une cuisine équipée, d'une salle servant de réfectoire, tout était à faire. Il fallut installer les enfants, nous fabriquer des lits de fortune. Par chance, une personne

âgée résidant sur place se chargea de la cuisine. Malgré l'inconfort de la situation, nous avons passé là nos premières et meilleures vacances. Un jour, après un après-midi de marche, escaladant la montagne voisine, nous avons planté au sommet désertique un immense drapeau rouge. Le lendemain, de notre maison, les enfants le regardaient flotter avec fierté, car il se voyait de très loin. De trop loin peut-être, car le jour suivant il n'ondoyait plus au grand désappointement des enfants, et des adultes aussi il faut le dire.

Nous passions des journées reposantes et paisibles à discuter, à lire, à nous promener et à polémiquer avec deux socialistes du village voisin, qui venaient parfois nous rendre visite. Et c'est dans cette ambiance de calme, au contact de la nature, savourant ces vacances comme une étape reposante dans notre vie si agitée, que nous surprît dans un ciel serein le coup de tonnerre du 22 août 1939.

Ces trois années de ma vie militante dont j'ai rapporté les faits les plus saillants, marquent une étape importante de mon existence. Bien que jeune, j'ai été confronté à de lourdes responsabilités qui m'ont permis d'acquérir une certaine expérience de l'action. J'ai mené de front toutes les activités dont je fus chargé, sans oublier la priorité que je devais toujours donner au travail pour l'Espagne.

Il est évident que, surchargé de besognes et avec le souci constant de les réaliser au mieux, j'ai travaillé avec acharnement, parfois à la limite de mes forces, sans avoir jamais trouvé le temps de me consacrer à une véritable réflexion. D'ailleurs, pourquoi aurais-je réfléchi puisque d'autres, mieux instruits dans la doctrine, pouvaient le faire pour moi... C'est peut-être cet abandon de notre personnalité en cette période, qui fit admettre à ma génération des aberrations qui, aujourd'hui, seraient de nature à nous faire douter de notre état mental.

Certains pourront difficilement admettre le caractère humiliant de notre subordination. Qu'ils veuillent bien se souvenir qu'au moment de mon engagement la bourgeoisie française n'avait à proposer à ceux qui atteignaient l'âge d'homme entre les deux guerres, après le plus épouvantable des carnages, que l'acceptation passive de la condition ouvrière. Pour une minorité d'hommes et de femmes de cette génération s'offrait une autre voie : celle de l'engagement motivé par un besoin d'action entretenue par une permanente agitation sociale. Par cet engagement, nous nous sentions frères de tous les exploités du monde, ce qui donnait à notre combat des dimensions infinies. Nous avions l'impression d'appartenir à une armée innombrable qui allait engager la bataille finale contre toutes les forces obscurantistes ; nous allions construire un monde d'où la misère et la guerre seraient à jamais proscrites.

Pour nous guider en ce combat ultime et victorieux, un phare prestigieux : le seul pays qui avait su faire sa révolution et qui pouvait nous aider à faire la nôtre : l'U.R.S.S. Et cet attachement inconditionnel au pays du socialisme triomphant, à la patrie des travailleurs s'accompagnait d'une vénération sans borne pour son « guide éclairé ». C'est ainsi que cette adoration sans partage de Staline, nous a fait tout accepter : le culte de la personnalité élevé à la hauteur d'une institution, le mythe de l'infaillibilité du parti, la méfiance à l'encontre du doute, jugé comme criminelle déviation et le goût de l'excommunication envers celui qui avait douté. Et que dire des monstrueux procès intentés à des communistes, souvent prestigieux, procès dont on connaît maintenant le mécanisme diabolique qui, pour perdre les victimes désignées, utilisait la forme la plus dégradante de la torture morale, celle qui parvient à faire reconnaître sa culpabilité par la victime elle-même.

En présence de stupéfiants « aveux », je n'ai jamais tenté de comprendre

comment des responsables communistes si haut placés pouvaient si souvent trahir. Comment douter lorsque des communistes avouent leurs erreurs ou leurs crimes ? Le raisonnement toujours le même est sommaire : l'accusé avoue, des communistes ne peuvent employer la torture sinon ils ne seraient plus des communistes. Donc, si l'accusé avoue, c'est qu'il est coupable.

Aujourd'hui, je suis consterné de n'avoir même pas été effleuré par le doute à la lecture, dans *l'Humanité,* de cette accumulation de trahisons. Quoi qu'il en soit de mes positions ultérieures, mon aveuglement de l'époque me place, que je le veuille ou non, au nombre de ceux qui, complices involontaires, portent un cadavre dans le secret de leur cœur ! Et il est des cadavres qu'on ne finit pas d'enterrer !

document 2



CENTRE DE DIFFUSION DU LIVRE ET DE LA PRESSE

S. A. au capital de 350.000 francs

25, RUE D'ALSACE — PARIS (X^e)

SUCCURSALES: Marseille Lyon
LIBRAIRIES:
Paris : 138, r. Montmartre
120, rue Lafayette
Province : Le Havre
Clermont-Ferrand
Villeurbanne
Colonies : Alger

En répondant, rappeler la référence ci-contre
P/GC

Paris, le 2I JUIN I939.

Monsieur Marcel THOUREL
I4, rue des Champs Elysées
TOULOUSE (Hte-Garonne)

Cher camarade ,

Nous vous remettons ci-dessous, quelques indications concernant votre travail dans ces jours prochains.

I°) Tournées.-

Du 26 Juin au Ier Juillet . . . Pyrénées-Oles
- 3 au 8 Juillet . . . . Aude
- I0 au I5 Juillet . . . . Hérault
- I7 Juillet au 5 Août . . . . Gard-Lozère
- 7 au 26 Août . . . . Vacances
- 28 Août au 2 Septembre . . . Lot
- 4 au 9 Septembre . . . . . Aveyron
- I0 Septembre, Conférence de Diffusion à Aubin
- II au I6 Septembre . . . . . Hte-Garonne
- I8 au 24 Septembre, tournée générale avec le camion

Vous remarquerez que nous avons adjoint une nouvelle région, celle du Gard-Lozère, où la diffusion a déjà commencé car la Région s'en occupe sérieusement. Il convient donc d'y organiser un appareil de diffusion solide, que vous n'aurez qu'à contrôler par la suite.

Pendant les deux semaines précédant le I0 Septembre, vous préparerez la Conférence d'Aubin dans les deux départements du Lot et de l'Aveyron. Les régions sont-elles déjà suffisamment averties ? Veuillez nous renseigner à ce sujet.

Nous avons demandé à notre camarade JACQUET de préparer le même travail dans le Cantal et la Corrèze pour permettre à ces deux régions de participer également à la Conférence du IC.

Comme il est utile, d'autre part, d'avoir une réunion

.....

C.D.L.P. - 25, rue d'alsace, paris-10e

2/.

commune des répresentants et des administrateurs, nous demandons au camarade SARDIN de venir assister à cette conférence, à l'issue de laquelle nous pourrons avoir entre nous, un large échange de vues et dresserons un plan et une méthode de travail pour l'hiver prochain.

La tournée avec le camion aura lieu du 18 au 24 Septembre. Vous voudrez bien l'établir soigneusement. Nous soumettre l'horaire et l'itinéraire, en tenant compte que la semaine précédente, le camion sera dans le secteur de JACQUET et qu'il finira probablement sa tournée en Dordogne (nous lui écrivons dans ce sens).

Vous devrez vous arranger également pour que le camion se trouve le 24 Septembre à Tarnos (Landes) où à lieu un meeting avec notre camarade Maurice THOREZ.

2°) Organisation d'un appareil de diffusion.- Dans chaque région que vous visitez, vous devez vous attacher à constituer un appareil de diffusion avec des responsables à tous les échelons, à commencer ~~par la Région, et nous donner à chaque~~ fois, ~~les noms de ces responsables, De cette façon, vos prochaines visites pourront être plus courtes et par la suite, plus rapprochées. Le contrôle de la diffusion sera donc meilleur.~~

Il faut partir de ce principe, que ce n'est pas vous qui devez faire le travail de diffusion, mais la Région. Votre première tache est de l'organiser, et par la suite de le contrôler.

3°) Cahiers du Bolchévisme.- Veuillez trouver ci-joint, circulaire concernant les Cahiers.

4°) Etats.- Nous vous rappelons que vous devez nous renvoyer, après chaque tournée, l'état des comptes de la Région visitée, complété au maximum. Cet état vous sera retourné à votre prochain passage avec les modifications survenues.

5°) Matériel de propagande.- Vous devez vous attacher très attentivement à nous donner pour chaque section, le nombre de cellules, et bien nous indiquer si elles sont servies par la section, ou bien si elles sont servies directement par le C.D.L.P.

6°) Librairies.- Nous avons lu avec attention votre lettre à ce sujet et si nous avons attendu aussi longtemps pour vous

...../.

C.D.L.P. - 25, rue d'alsace, paris-10e

3/.

répondre, c'était pour prendre avis de camarades compétents.

D'une manière générale, l'ouverture d'une librairie entraîne à des frais très importants que la ristourne sur la vente des livres n'arrive jamais à combler.

C'est là le résultat de toutes les expériences faites, même à Paris.

Il faudrait avant de vous lancer dans cette affaire, que la Région considère à l'avance qu'elle aura là un déficit certain à combler. Si à ce moment là, l'importance politique de la librairie prime la question du déficit financier, le Bureau Régional devra en tenir compte et prendre sa décision en connaissance de cause.

Cependant, avant de prendre une mesure définitive, établissez un compte d'exploitation, comprenant les frais principaux : loyer, entretien, gérance, patente et impôts. Pour ce dernier poste, comme cela dépend de la commune, un camarade des Indirectes pourra vous renseigner mieux que nous ne pourrions le faire. Vous devez bien avoir un tel camarade à Toulouse.

Une fois le compte d'exploitation établi, vous devez multiplier les frais par 6 ou 7 pour ~~obtenir le chiffre d'affaires~~ minimum à réaliser. Vous vous rendrez compte ainsi des recettes journalières sur lesquelles vous devrez vous baser.

Il faudra également penser à une marge pour les imprévus

7°) Fête du 9 Juillet.- Nous ne pouvons vous donner une réponse définitive pour le camion. N'y comptez cependant pas trop. Nous vous aviserons s'il y a du nouveau.

Nous pensons avoir épuisé toutes les questions, et vous prions de recevoir, Cher camarade, nos fraternelles salutations

C.D.L.P.-

4

La guerre d'Espagne
Les brigades internationales

Ces brigades n'étaient pas composées uniquement de communistes, mais c'est à eux que reviennent l'initiative, l'organisation de ce mouvement.

Le parti communiste français avait désigné pour ce travail ses militants les plus capables, ses meilleurs organisateurs. Ce n'était pas chose facile que d'expédier des dizaines de milliers d'hommes, de les faire passer par les frontières bouchées, par les mers, voire par l'Océan Atlantique.

La bourgeoisie faisait la chasse aux volontaires, les persécutait, les mettait en jugement. Mais malgré tous les obstacles, les hommes passaient, la nuit, par des sentiers de montagne, dans la neige jusqu'aux genoux, ou bien sur des barques de pêcheurs, risquant de couler à chaque instant.

Extrait du rapport de Manuilski au XVIIIe congrès du parti communiste de l'U.R.S.S.

mars 1939

1. Rappel historique

Mon propos n'est pas de rappeler ici les origines de la guerre d'Espagne, ni son déroulement, ni les comportements divers qu'elle suscita, encore moins d'en tirer des conclusions. Une abondante littérature existe sur ce sujet passionnant, produite, le plus souvent, par des personnages qui furent eux-mêmes les acteurs de cette épopée [1]. Je voudrais simplement aborder un chapitre particulier de cette guerre, celui de la participation des Brigades Internationales, non dans son aspect général, mais sous l'angle de la modeste part que j'ai pu prendre à leur organisation.

1. Citons : Félix Monow, *Révolution et contre-révolution en Espagne*, Ed. de la Brèche, 1978, 248 p. ; Richard Vernon, *Enseignement de la révolution espagnole*, Union Générale d'Editions, 1975, 422 p. ; George Orwelle, *Catalogne libre*, Gallimard, 1976, 313 p. ; Luis Montagut, *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole*, Maspero, 1976, 384 p. ; et évidemment, le célèbre « *Espoir* » d'André Malraux.

Dès le mois d'août 1936, quelques étrangers se trouvant en Espagne se regroupèrent dans les formations militaires de diverses organisations. Il s'agissait généralement de Français, Polonais, Hongrois, Allemands et Italiens exilés politiques. Dès septembre, l'embryon des Brigades Internationales était formé. Par la suite cinq brigades d'origine linguistique furent constituées :

XIe brigade : Thaelman (Allemands).
XIIe brigade : Garibaldi (Italiens).
XIIIe brigade : Dabrowski (Slaves, Europe centrale).
XIVe brigade : La Marseillaise (Français, Belges).
XVe brigade : Washington-Lincoln (Anglais, Américains).

Les premières unités reçurent le baptême du feu en novembre, devant et dans Madrid.

On peut estimer à 35 000 dont 9 000 Français les volontaires qui ont servi dans les Brigades. 10 000 sont morts. Cinquante-deux nations y étaient représentées. Ce sera la dernière fois où les communistes de multiples nationalités interviendront massivement dans le monde pour soutenir un peuple victime d'une agression contre la liberté.

C'est le 6 septembre, à Paris, au Vélodrome d'hiver, que pour la première fois, à l'occasion d'un meeting de soutien, fut lancé le slogan « des canons, des avions pour l'Espagne » ; et pendant plus de deux ans, le parti allait vivre à l'heure d'Espagne.

Si la participation des volontaires internationaux à la lutte fut limitée numériquement, elle eut un effet moral de grande importance sur les Républicains Espagnols. Elle apporta dans l'armée, le ferment de discipline et d'organisation qui, dans les débuts, faisaient si cruellement défaut. Elle eut enfin un effet formateur sur les cadres communistes pour lesquels l'expérience ainsi acquise se révèlera si précieuse quelques années plus tard, pendant l'occupation de la France par les nazis, dans l'organisation du travail clandestin et de la Résistance.

2. La non-intervention

Dans les premiers mois de la guerre, grâce à certaines complicités gouvernementales, les passages de volontaires et de matériel militaire s'effectuaient au grand jour ; gendarmes et douaniers ayant reçu pour instruction de « fermer les yeux ». L'entrée en vigueur le 20 avril 1937 du contrôle décidé par le comité de Londres pour l'application stricte de la non-intervention allait nous obliger à plus de prudence [2].

Nous savions que la non-intervention était une mesure à sens unique, Allemands et Italiens n'ayant jamais cessé de ravitailler l'Espagne franquiste en hommes et en matériel. En France, le gouvernement de Front Populaire pressé par l'Angleterre à l'extérieur et par les radicaux au sein même du gouvernement se devait, au moins en apparence, de faire appliquer les accords de non-intervention. Pendant

2. Voir la thèse de David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, P.U.F., 1975, 467 p. (en particulier le chapitre XI, « Les volontaires étrangers », pp. 155 à 166); et Jacques Delperrie de Bayac, *Les Brigades Internationales*, Fayard, 1968, 466 p.

longtemps, il sera reproché au gouvernement et à Léon Blum en particulier, de ne rien faire pour aider le gouvernement légal de la République espagnole. Je confesse avoir fait chorus, à l'époque, avec les dirigeants de mon parti pour accuser Léon Blum et les ministres socialistes d'avoir fait preuve de passivité. Avec le recul du temps, les travaux historiques entrepris, les documents publiés, les déclarations et témoignages recueillis, il est prouvé que partagé entre son devoir d'homme d'Etat et sa conscience de militant, en ce cas dramatique, Léon Blum fut plus socialiste que chef de gouvernement. Je pense qu'il fallait que cela soit dit.

Avec plus de précautions, mais de façon tout aussi efficace, du matériel continuera à être acheminé vers l'Espagne républicaine. D'ailleurs la droite, ne s'étant pas trompée sur la quantité et la qualité de cette aide, pourra en prendre prétexte pour accuser Léon Blum d'avoir désarmé la France et tentera de lui faire porter la responsabilité de la défaite de 1940.

3. L'organisation des passages

C'est le 18 juillet 1936, qu'en voyage avec René Mammonat, responsable du Secours Rouge International, je devais apprendre, par la presse, la rébellion des officiers fascistes contre le gouvernement légal de l'Espagne. Dès les débuts, la région toulousaine du parti, qui comprenait la Haute-Garonne et l'Ariège, devint une région privilégiée pour le travail d'aide à l'Espagne, parce que jouxtant celle-ci. C'est en septembre que nous vîmes arriver au siège du parti, les premiers volontaires, qui nous étaient généralement envoyés par la Bourse du travail.

Jules Sahuguette, secrétaire régional à l'organisation, fut dès le début chargé d'organiser les passages en Espagne. A l'occasion d'un passage, il commit une imprudence qui le fit exclure du parti ainsi que sa femme et deux camarades de Luchon.

Quelques temps après, je fus désigné par le comité régional comme secrétaire à l'organisation, et à ce titre je dus prendre en charge le travail d'aide à l'Espagne. Au mois de mars 1937, je suis convoqué à Paris, au 8, avenue Mathurin-Moreau, où s'organisait le travail d'aide à l'Espagne républicaine. J'y eus mon premier contact avec le « gros Maurice » qui, je l'appris par la suite, n'était autre que Maurice Tréand, responsable du travail clandestin, qui devait connaître un destin tragique. J'ai travaillé sous sa direction pendant toute la durée de la guerre d'Espagne. Ayant déjà une certaine expérience du travail d'organisation, je reçus comme mission de rechercher des points de passage sur un secteur déterminé et de les organiser.

Chargé de ce travail, seuls Léon Balussou [3] à Toulouse et Maurice Tréand à Paris seront au courant de mon activité clandestine. Pour tous les autres j'étais inspecteur délégué du comité central pour la diffusion de la presse. Ainsi mes absences de la région paraissaient naturelles.

Je repartis de Paris avec des instructions précises :

3. Ainsi, lors de l'interview accordé par Amélie Sahuguette, elle a affirmé que « Balussou s'occupait du passage d'armes ». Le responsable a-t-il réellement participé au travail d'Espagne, c'est une question non résolue, toujours est-il que, le 29 juillet 1938, au cours d'une assemblée d'information, il fait un compte rendu d'un voyage en Espagne, qui a dû avoir un autre motif que le tourisme ou une enquête pour alimenter une réunion !

- Rendre les réceptions de volontaires, leur rassemblement et leur passage le moins apparent possible ;
- Rechercher les points de passages les plus faciles d'accès entre Luchon et Mont-Louis ;
- Organiser les passages individuels et en groupes, le filtrage et la surveillance de la frontière ;
- Prévoir leur réception en Espagne en liaison avec les Brigades.

En mai 1937, le premier objectif était pratiquement atteint. Il n'y avait plus sur Toulouse de grosses concentrations, mais seulement des arrivées par petits paquets. Jusqu'à ce moment beaucoup de volontaires étaient acheminés directement sur Perpignan où ils étaient regroupés à l'ancien hôpital Saint-Jacques. Le lieu de rencontre des responsables était la salle du premier étage du restaurant Bergé, rue du Maréchal-Joffre.

Dans les débuts d'avril les deuxième et troisième objectifs étaient également atteints. Les filières de Bourg-Madame, Ur, Saillagouse et l'enclave de Livia étaient prêtes à fonctionner. Je relate ici un détail qui ne manquait pas de saveur à l'époque. Le petit train qui circule entre la Tour-de-Carol et Perpignan, déposait presque journellement des voyageurs à la gare de Ur. Un esprit curieux aurait pu constater que si des voyageurs descendaient du train, ils ne sortaient pas de la gare, et pour cause ; ils séjournaient dans le local aux bagages, avec la complicité du chef de gare, et attendaient d'être assez nombreux pour former un convoi. Même chose pour le garage Cristofol, à Bourg-Madame où l'on rentrait, mais d'où l'on ne sortait pas, si ce n'est la nuit.

Les passages et la surveillance de la frontière étaient généralement assurés par des membres des organisations communistes locales les plus aptes à ce travail parce que ayant une connaissance parfaite des lieux et des habitudes. Une de nos tâches les plus importantes fut à partir de 1937, d'organiser un filtrage sérieux parmi les volontaires, afin d'éviter la pénétration d'agents provocateurs qui, connaissant les filières, pourraient les dénoncer. L'autre motif de filtrage était de trier entre ceux qui venaient pour servir un idéal, et c'était l'immense majorité, et ceux qui n'étaient que des vagabonds, des instables, des malades inadptes au combat, des repris de justice et aussi des provocateurs genre Dupré [4]. Comme les arrivées de volontaires étaient individuelles, le contrôle était assez difficile, d'où un déchet pratiquement inutilisable encombrant le dépôt d'Albacète.

Les passages devant être dorénavant collectifs et organisés, le contrôle sera plus efficace, chaque candidat devant fournir des références de son organisation et les indésirables étaient refoulés.

En mai, le quatrième objectif voyait sa réalisation. Les points de rassemblement en Espagne étaient organisés pour assurer un fonctionnement permanent à Figueras la vieille forteresse, à Barcelone l'hôtel Colon, et la caserne Karl-Marx. C'est de ces dépôts que les volontaires étaient acheminés soit directement vers les Brigades, mais plus généralement sur le dépôt d'Albacète.

---

4. Le fasciste Henri Dupré, ainsi que certains de ses amis, réussit à s'infiltrer dans les Brigades Internationales où il devint responsable de l'intendance et de l'armement. En 1942, dans un ouvrage *La légion tricolore en Espagne*, il se vantera de nombreux sabotages réalisés en Espagne.

4. Mon premier passage

Le 7 mai 1937, je faisais moi-même mon premier passage en Espagne en suivant la filière Toulouse-Barcelone, accompagné de F... qui me servait de courrier. Après une halte chez Cristofol, nous quittions Bourg-Madame et en longeant le torrent, nous remontions jusqu'à Puigcerda. Un bataillon d'un régiment de carabiniers occupait la ville qui venait d'être reprise aux anarchistes après l'incendie de l'église.

Le soir, repas à l'hôtel et premier contact avec la faim, qui sera le lot commun de tous ceux qui ont séjournée en Espagne à cette époque. De ce premier contact avec ce pays dont le seul nom me fait encore vibrer, j'ai gardé en mémoire quelques souvenirs qui, s'ils s'accommodent plus de l'anecdote que de l'histoire n'en sont pas moins révélateurs de situations. Au menu du soir, seulement des haricots bouillis à l'eau. Pour les améliorer, je les assaisonnais d'une huile d'olive d'un goût si détestable qui les rendit parfaitement immangeables. Le lendemain matin, avec les délégués de la commission militaire permanente, maintenant contrôlée par le parti communiste espagnol, nous mettons sur pied un dispositif qui va permettre de réceptionner tous les convois que nous allons faire passer. Il est entendu que le « passeur », responsable du convoi venant de France, assumera sa responsabilité jusqu'aux dépôts des Brigades à Figueras ou Barcelone ; la commission militaire permanente devant seulement assurer la réception. L'irrégularité des horaires des transports ferroviaires nous fit attendre, F... et moi, pendant seize heures, la formation d'un train. Nous partons le 9 en début de matinée pour atteindre Barcelone dans la nuit. Voyage des plus pittoresques, mais aussi des plus inconfortables, agrémenté d'un contrôle policier de deux « flics » très méfiants à notre égard malgré les laisser-passer dont nous étions pourvus. Il s'agissait, je les ai retrouvés par la suite, de policiers appartenant à la C.N.T. d'obédience anarchiste qui ne voyaient pas d'un bon œil l'arrivée de volontaires communistes dans leur pays, et on les comprend, à la suite des événements qui venaient de se dérouler en Catalogne et de ce que l'on a appris par la suite [5]. Nous sommes arrivés à la gare du Nord, à Barcelone, dans la nuit du 9 au 10 mai. Nouvel interrogatoire au commissariat de la gare par nos deux « compagnons » de voyage. Après vérification téléphonique au siège du P.S.U.C. où j'avais été accrédité par Paris, on nous conduit en voiture à l'hôtel Colon, place de Catalogne.

Curieux réveil au matin ; une partie du mur de la chambre donnant sur la place de Catalogne avait été emportée lors d'un récent bombardement. Une couverture masquait l'orifice. Fatigué, la veille en arrivant à l'hôtel, je m'étais endormi sans remarquer ce détail. Heureusement que je n'étais, ni ne suis somnambule ; ma chambre était au sixième étage ! Les bombardements de nuit par l'aviation italienne basée à Majorque, étaient très fréquents sur Barcelone. Il me souvient d'une nuit où, pendant une alerte, je remarquais par le « trou » de ma chambre des signaux lumineux venant du bosquet situé au centre de la place de Catalogne. La garde de l'hôtel, avertie, envoya quelques rafales de mitrailleuse vers le bosquet

---

5. Son voyage se situe après les événements de mai de Barcelone, qui opposent anarchistes et communistes (voir Pierre Broué et Emile Téminé, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Ed. de Minuit, pp. 258 à 267 ; et Burnett Bollotin, *La Révolution espagnole*, Ruedo Iberico, pp. 447 à 477.

où, le matin, on découvrit trois cadavres. Un exemple du sale travail, d'agents de la « 5[e] colonne », signalant le centre de la ville pour un meilleur repérage par les avions ennemis.

Il faisait terriblement faim, à Barcelone, en cette période de mai 37, et par la suite aussi d'ailleurs. Le « Négus », un camarade de Toulouse que j'avais rencontré sur place, où il était en mission, m'avait indiqué un restaurant français, dans la troisième rue à droite, en descendant Las Ramblas de las Floras, où, m'avait-il assuré, on pouvait manger à peu près convenablement. Nous y allâmes, F... et moi, et, en fait de gueuleton, nous eûmes droit à un artichaut et aux cent grammes de pain réglementaires ; c'était peu pour des estomacs affamés. Je revins quelquefois à ce restaurant français. Le menu était invariable, exception faite d'un repas où il me fut servi un œuf et une portion de salade.

Un soir je fus invité à dîner par le colonel et l'état-major, commandant le régiment de carabiniers, cantonné à Barcelone. L'objet de cette invitation : il venait de Valence d'où il ramenait deux mitrailleuses russes, quelques sacs de pommes de terre, et un peu de café. La répartition équitablement faite sans distinction de grade, nous nous régalions de pommes de terre bouillies, lorsque l'alerte aérienne fut donnée. Par discipline, nous avons rejoint les abris, impatients de reprendre le repas interrompu. Moi qui ne suis pas très friand de ce légume, je reconnais avoir fait ce soir-là, un des repas mémorables de ma vie.

Mon séjour devant se prolonger, je renvoyais F... en France, avec des instructions pour les premiers passages qui allaient commencer à la fin du mois. Je fus retardé par l'absence d'Hans Better, qui s'occupait en France du recrutement d'émigrés antifascistes Allemands et Italiens pour les 11[e] et 12[e] Brigades Internationales. Nous devions travailler ensemble pour l'acheminement des volontaires Allemands et Italiens par nos filières. Il arriva à notre rendez-vous avec plusieurs jours de retard. Entre-temps, j'avais eu une entrevue avec Juan Comorera, secrétaire général du P.S.U.C. (parti socialiste unifié de Catalogne).

Enfin, les 17 et 18 mai, nous pûmes tenir des réunions de travail auxquelles participaient un représentant du P.S.U.C., un représentant de la direction du syndicat des cheminots (pour le transport des volontaires), Hans Better, un délégué du commissaire aux effectifs de l'état-major des Brigades, un délégué des places de Figueras et Puigcerda. En deux jours de travail, nous avions mis sur pied un dispositif qui fonctionnera dans les meilleures conditions, jusqu'en février 1939. Pendant la mise en place de ce dispositif, les envois continuaient par Perpignan ou par mer, tant que les autorités « fermaient les yeux ».

Mon travail en Espagne terminé, je rentrais en France. Je profitais d'un camion militaire qui me ramena à Puigcerda. Je fis le voyage avec deux officiers qui, pour m'être agréables, m'offrirent à déjeuner dans une petite auberge de Ripoll. Après une heure d'attente, une vieille dame nous servit un poulet famélique, certainement unique dans son genre ; il n'avait, et l'expression n'est pas imagée, que la peau et les os. La bonne dame s'excusa de cette maigre chère et nous reprîmes la route sur notre faim. De Puigcerda, je passais la frontière, dans les mêmes conditions qu'à l'aller, en fin d'après-midi. A la Tour-de-Carol, j'avais une demi-heure à attendre avant le départ du train pour Toulouse. J'allais au buffet de la gare avec une telle faim à satisfaire, que je n'eus pas la force, lors du départ du train, de me lever de table. Enfin rassasié, je couchais à la gare et ne partis que le lendemain pour Toulouse.

5. Le premier convoi

Le premier convoi organisé passa la frontière dans les derniers jours de mai, une partie par l'enclave de Livia, l'autre par Bourg-Madame. J'étais avec ce premier convoi, rassemblés chez Cristofol et à Ur. Nous sommes montés à Puigcerda dans la nuit et par mesure de précaution, dans la rivière, tenant nos habits au-dessus de nos têtes. Pour la petite histoire, il y avait avec nous deux Noires Américaines, infirmières, qui rejoignaient le service de santé des Brigades. Elles montèrent à Puigcerda comme nous, dans le plus simple appareil, mais, noires dans la nuit noire, je n'ai conservé comme souvenir qu'une vision confuse et ténébreuse.

Ce premier convoi était composé de Français, de Canadiens, d'Anglais et d'Allemands. Ceux passés par Llivia nous rejoignirent. J'en confiai le commandement en plus du « passeur » venu, je crois, de Prades, à un Allemand, vétéran de la guerre 14-18, qui avait l'avantage de parler le français et l'anglais. J'ai appris par la suite, qu'après avoir été blessé, il fut tué lors de l'offensive de Téruel ; d'autres volontaires du convoi, aussi, hélas !

Ici se place un épisode, que j'ai vu se reproduire par la suite, et qui ne s'effacera jamais de ma mémoire. Arrivés à Puigcerda, spontanément, tous les volontaires voulurent nous remettre argent, montres, stylos, tout ce qui avait un peu de valeur, en nous disant : « Ce sera pour aider les familles des premiers d'entre nous qui tomberont ». Geste touchant de solidarité, qui se renouvela en Espagne. On cite le cas de volontaires ayant fait don de leur solde pour construire une école pour la population d'un village. Ne pouvant accepter ce dépôt, j'ai conseillé qu'il soit remis au gestionnaire de la formation à laquelle ils seraient affectés ; et je crois qu'il en fut ainsi fait.

Une pratique dont il convient de parler, c'est celle du retrait automatique des passeports aux volontaires. Cette mesure pouvait se justifier pour le cas où, faits prisonniers, il aurait été de ce fait, difficile de prouver leur nationalité et de mettre en cause leur pays d'origine. Lors du rapatriement des volontaires internationaux, Anglais et Américains en particulier connurent des difficultés pour rentrer en possession de leur passeport. Beaucoup n'y réussirent pas, on leur répondait qu'il avait été égaré. On devine que ces passeports ne furent pas « perdus » pour tous.

Pendant la durée de la guerre, j'ai fait de fréquents voyages à Paris pour y rencontrer les responsables nationaux du travail pour l'Espagne. Rue Mathurin-Moreau, j'ai eu un entretien avec un Yougoslave qui s'occupait du recrutement des volontaires d'origine yougoslave, hongroise, roumaine, bulgare, grecque, etc. Je n'ai pas un souvenir précis de cette entrevue, mais beaucoup de points de ressemblance me font supposer qu'il pouvait s'agir de Tito, qui, on l'a su par la suite, s'occupait des émigrés des pays balkaniques dont les volontaires, envoyés par Paris, utilisaient nos filières pour les passages. Ceux-ci se sont poursuivis pendant plus d'une année, sans trop de difficultés. Pas un de nos convois ne fut intercepté ; il est vrai que notre réseau de renseignements fonctionnait à merveille, et que nous opérions de nuit sur un terrain désormais familier.

Une des plus grandes difficultés que j'ai rencontrée, fut celle de la langue. En effet, j'ai vu passer des volontaires de toutes les nationalités, certains venant directement de leur pays d'origine sans aucun rudiment de notre langue, ni d'aucune autre ; c'était le cas pour les Scandinaves, les Asiatiques, les Balkaniques. Certains convois étaient une tour de Babel miniaturisée. Heureusement, il se trou-

vait toujours dans le nombre quelque émigré, ayant séjourné dans plusieurs pays, qui arrivait à se faire comprendre de l'ensemble. Par la suite, pour pallier cette difficulté, j'avais obtenu de conserver provisoirement en France, cinq volontaires, véritables polyglottes qui, ensemble, pouvaient interpréter toutes les langues ou dialectes parlés.

Cela m'a été fort utile dans l'organisation des convois, car au deuxième passage que je fis, j'avais rencontré des difficultés quasi insurmontables. N'avais-je pas dans ce convoi, outre des Français, des Belges et des Suisses, des Finlandais, des Norvégiens, des Tchèques, des Albanais, des Mexicains, quelques Japonais, un Chinois, et d'autres dont je ne me souviens plus très bien ? Cet assemblage hétéroclite donne la mesure de la difficulté. Ce problème se retrouvera dans les Brigades dont les unités seront formées sur des bases linguistiques au niveau de la section, de la compagnie ou du bataillon quand ce sera possible.

A partir de 1937, des Espagnols seront, soit individuellement, soit par unités, versés dans les Brigades Internationales. A mesure que la proportion d'Espagnols augmentera, le castillan supplantera le français, l'allemand et l'anglais, langues les plus utilisées jusqu'alors aux Brigades.

A l'occasion d'un autre séjour à Barcelone, j'ai rencontré Marcel Clouet[6], vieux camarade de Toulouse. Il venait du front Nord. C'était avant qu'il ne perde un bras. Je ne l'ai jamais revu, car il fut fusillé par les Allemands à Lyon pendant l'occupation. En février 1938, à Castellar, près de Téruel, en pleine bataille où les Brigades étaient engagées pour la défense de cette position prise aux fascistes, j'ai rencontré Franz Dalhem, commissaire aux effectifs de la XI[e] brigade, et Pierre Rebiere, commissaire de la XIV[e]. Ces deux brigades étaient affectées à la 45[e] division Hans Kahle, qui allait être engagée à fond, le 14 mars, devant Caspe, sur le front d'Aragon.

Dalhem et Rebière se firent pressant pour que j'envoie, par des moyens accélérés, les volontaires encore en instance de passage en France. L'offensive de Téruel et la défense du front d'Aragon ayant causé d'énormes pertes aux Brigades, les demandes de renforts devenaient de plus en plus pressantes. Elles devinrent angoissantes lors de la bataille de l'Ebre où la XIV[e] brigade, à Ampasta, perdra 60 % de son effectif. Malheureusement, en 1938, la source d'approvisionnement en France était tarie, la plupart des militants volontaires étant déjà partis. Nos convois ne sont plus que des petits groupes de plus en plus espacés. Les services de recrutement de Paris et d'ailleurs font l'impossible mais on a l'impression que le plein a été fait et le recrutement de cette époque, s'il ne gagne pas en quantité, perd en qualité.

Au cours d'une visite de nuit à Albacete, siège de l'état-major des Brigades, j'ai vu pendant quelques minutes André Marty, inoubliable dans sa haute stature et ses yeux bleus à fleur de tête. Avec lui Pauline, sa femme, que je connaissais de Toulouse ; elle était la sœur de Taurinya qui aura le rôle que l'on sait, lors de l'affaire Marty.

A partir de mai 1938, la base des Brigades Internationales fut transférée d'Albacete à Barcelone, l'Espagne républicaine étant coupée en deux par l'offensive rebelle. Les Brigades ne seront désormais engagées que sur le front de Cata-

---

6. Marcel Clouet, dirigeant des J.C. de Toulouse. Il fut délégué au VIII[e] Congrès des J.C. à Marseille en mars 1936 et élu au comité central des J.C. Il participa à la guerre d'Espagne dont il revint mutilé. Militant clandestin, il fut arrêté par les Allemands et fusillé à Lyon.

logne et d'Aragon. Seuls cinq cents volontaires étrangers qui n'avaient pu être rapatriés par manque de moyens de transports maritimes resteront intégrés à l'armée du centre. Aucun de ces hommes n'est revenu, ils furent certainement exécutés par les fascistes après la reddition.

A la mi-juin, nous avons participé à l'évacuation de la 43e division, encerclée dans la vallée del Alto Cinco, commandée par le colonel Beltram, surnommé « el esquinazardo » (le renard), acculé à la frontière. Après une résistance héroïque, privé de tout ravitaillement, il rentra en France avec toute sa division et demanda à être immédiatement rapatrié en Catalogne. Le transfert fut fait par chemin de fer, avec ravitaillement à Toulouse par nos soins, car le gouvernement français n'avait rien prévu, ou rien voulu faire.

6. La fin des Brigades

Le 21 septembre 1938, le gouvernement républicain décide le retrait des Brigades Internationales et demande à la S.D.N. de désigner une commission internationale pour contrôler l'application de cette décision. Il espère par ce geste de bonne volonté obtenir une décision analogue de la partie adverse. C'était compter sans la duplicité de Franco, Hitler et Mussolini pour qui, la non-intervention ne fut qu'un « chiffon de papier », en réalité un marché de dupes pour les républicains.

Les 23 et 25 septembre, les cinq brigades sont retirées, alors qu'elles sont totalement engagées en un combat indécis à la Sierra de Caballs. Les volontaires sont rassemblés dans des camps. Les Français à Amella de Mar, Américains et Britanniques à Ripoll, les Polonais à Palafrugel, les Allemands à Bissaura, les Italiens à Callela. Les autres, moins nombreux dans divers camps.

Plus tard, le gouvernement français ouvrira la frontière aux Français et aux volontaires que leur pays d'origine accepte de recevoir : Britanniques, Américains, Belges, Hollandais, Tchèques, etc. Les autres, qui ne peuvent pas retourner dans leur pays, resteront en Espagne. Réarmés et réorganisés ils soutiendront les derniers combats jusqu'à la frontière française, qu'ils franchiront le 8 février 1939. Ils furent les derniers combattants de la République espagnole à rentrer en France. Ils seront internés dans les camps de Saint-Cyprien, Le Vernet, Gurs. Au début de la guerre contre l'Allemagne, en septembre 1939, nombreux sont ces anciens des Brigades qui s'engageront dans l'armée française.

A partir d'octobre 1938, je m'occupe essentiellement du retour en France des volontaires. Les filières mises en place, fonctionneront à rebours. Par ce moyen, seront rapatriés des responsables que l'on ne désire pas voir exposer à des contrôles trop sévères de la part des autorités chargées de surveiller cette émigration massive. La plus grande partie des volontaires sera rapatriée par chemin de fer, *via* Cerbère, ravitaillée à Toulouse par nos soins et dirigée sur Paris.

En novembre, les volontaires Américains sont encore en Espagne. Etant à Toulouse, je suis informé par Paris, que l'ambassade des U.S.A. demande une entrevue afin de régler l'évacuation de ses ressortissants. On me demande de rencontrer un délégué de l'ambassade à Bourg-Madame, le 17 novembre (je ne suis pas certain de la date) à 22 heures. Parti de Toulouse avec Rivière, à bord d'une voiture qui donnait d'inquiétants signes de fatigue, nous passons le col de Puymorens fermé à la circulation, en détournant l'attention des douaniers. La montée du Puymorens enneigé, dans la nuit, car il n'est pas loin de 20 heures, m'a laissé une vision de cau-

chemar. Il est certain que si je peux rédiger ces notes aujourd'hui, c'est bien à l'habileté de Rivière, excellent conducteur, que je le dois. A l'heure prévue, j'étais au rendez-vous, dans l'hôtel de Bourg-Madame, où m'attendait le délégué de l'ambassade des Etats-Unis. L'objet de cette entrevue était d'éviter que les volontaires Américains ne soient rapatriés en groupe et de ce fait contrôlés. Leur nombre, assez élevé (ils étaient près de 1 500) pouvait gêner le gouvernement des U.S.A. qui demandait de les faire sortir d'Espagne en utilisant le même dispositif qui leur avait permis d'y rentrer. Par petits groupes, ils devraient être acheminés sur Bordeaux, Marseille, le Havre, où ils seraient pris en charge par les consulats. Un responsable du service de M. Tréand, à Paris, consulté téléphoniquement, m'ayant donné son accord, l'évacuation des volontaires Américains commença dans les jours qui suivirent et à la mi-décembre, elle était totalement terminée.

J'ai soupçonné les Américains d'avoir donné quelque chose en compensation de ce service rendu. Par un camarade rencontré pendant la Résistance, j'ai appris (mais lui-même n'en était pas certain) que les Américains avaient fourni une aide à caractère humanitaire, vêtements et nourriture, pour les nombreux réfugiés arrivés en France en 1939. Je souhaite que ce soit vrai.

Après le rapatriement des volontaires Américains, la filière maintenue à Bourg-Madame, cessa pratiquement de fonctionner et je repris mes activités dans la région toulousaine, au parti et pour le Centre de diffusion du livre et de la presse.

Ce qui fut l'épopée espagnole, s'achevait en tragédie. Les derniers jours de janvier 1939 voyait la fin de toutes les espérances. Ce qui restait de l'armée républicaine se rapprochait de la frontière française, seul refuge désormais possible. Nous ignorions quelle serait l'attitude du gouvernement français face à cette arrivée massive de réfugiés.

Au cours d'une réunion avec des délégations du parti socialiste et du parti radical, qui eut lieu place Wilson à Toulouse, nous avons demandé l'aide active des trois organisations en faveur des réfugiés que nous allions inévitablement recevoir. Si la réponse du délégué socialiste fut encourageante, celle de Galamand, responsable du parti radical, le fut moins. Les radicaux avaient alors, depuis le 10 novembre, quitté le Front Populaire et Daladier (radical) était président au conseil. A ma question : « Que fera le gouvernement pour aider les réfugiés espagnols qui se pressent à notre frontière ? », Galamand eut cette réponse que je n'ai pas pu oublier : « Rien et qu'ils s'estiment heureux qu'on les laisse rentrer sans leur tirer dessus ».

Le dimanche 5 février, au plus fort de l'exode, j'étais parti de Toulouse avec un camion de ravitaillement. Un jeune communiste de Toulouse, dont le nom m'échappe, m'accompagnait. Nous arrivons à Cerbère dans l'après-midi. A la gare des marchandises, nous trouvons le futur docteur Marquié et deux infirmiers, mis à sa disposition par le professeur Ducuing ; et tout de suite une vision d'horreur.

La gare des marchandises, cependant vaste, est bondée de blessés, malades ou infirmes, allongés sur les quais ou sur les rails, côte à côte, sur une mince couche de paille, et de nouveaux blessés arrivent constamment par le tunnel international. La plupart, opérés de fraîche date, arrivent avec des pansements de fortune. A l'extérieur, les femmes et les enfants sont là entassés par centaines ou par milliers (comment savoir) par un froid glacial, sans nourriture, sans boissons chaudes.

Combien, militaires ou civils, mourront en cette nuit d'apocalypse du 5 au 6 février ? Le saura-t-on jamais ? Une chose est certaine et je l'ai toujours proclamé bien haut : ils furent assassinés par le gouvernement français qui, sachant depuis

des semaines qu'une masse de réfugiés allait se replier sur la France, n'avait rien prévu pour les recevoir, sauf des camps d'internement pour les militaires. Dans la nuit du 5 au 6 février, j'affirme n'avoir vu en gare de Cerbère pas une ambulance, pas un médecin militaire, pas un abri, pas un brasero. Rien, rien qu'une absence délibérément voulue.

Ce n'est que le 6 au matin, qu'arriva une ambulance avec un médecin militaire et un infirmier, cela pour évacuer des centaines de blessés et malades. Toute la nuit, nous avons, à cinq, fait de notre mieux, mais que pouvait notre bonne volonté devant cette accumulation de détresses ? Le ravitaillement que nous avions amené fut distribué, il ne nous resta que de l'eau à donner aux blessés. Les plus valides venaient au robinet, nous faisions boire les autres et il m'est arrivé de soulever, pour le faire boire, un mort...

Enfin, dans la journée du 6, le service de santé commença à prendre en charge l'évacuation des blessés. Notre tâche était terminée : notre dernier contact avec l'Espagne s'achevait sur une vision d'horreur. Je reste persuadé que les Espagnols qui sont passés par Cerbère en ces journées et nuits glaciales de février, n'oublieront jamais l'accueil qui leur fut réservé par le gouvernement d'un pays réputé pour ses traditions d'hospitalité. Je m'honore avec les quelques camarades qui nous sommes trouvés sur place d'avoir donné aux réfugiés, une image plus généreuse et plus fraternelle de mon pays, qui allait, pour la plupart, devenir le leur.

7. Ultime hommage

Un dernier mot sur les combattants volontaires des Brigades Internationales ; ils sont entrés dans la légende non comme des héros, mais comme des militants qui savent que la liberté s'acquiert et que lourd est le prix dont il faut la payer. Toujours au plus dur des combats, animés d'un esprit de sacrifice incontestable, ils firent le sacrifice de leur vie, sans l'espoir d'une récompense, avec la seule volonté de servir la liberté ; c'est pourquoi les Brigades Internationales furent une épopée.

35 000 volontaires internationaux environ ont servi dans les Brigades. Rares sont les survivants qui n'ont pas été blessés. 10 000 environ, dont 3 000 Français, sont ensevelis à jamais dans cette terre d'Espagne qu'ils étaient venus défendre. Les survivants restés en France ou revenus dans leur pays d'origine, prirent une part importante à la résistance à l'Allemagne hitlérienne et lui fournirent des chefs expérimentés.

Décimés en Espagne et pendant la guerre mondiale, les volontaires ont eu également à subir les coups de Staline ou des dirigeants des partis nationaux à sa dévotion. On connaît le sort tragique réservé aux généraux Stern et Kleber disparus dans les purges de 1938, celui de Raik, Kostov et Slansky déshonorés et condamnés dans des procès honteux ainsi que des centaines d'anciens d'Espagne.

Et comment conclure ce chapitre sur les Brigades Internationales sans évoquer la grande figure d'André Marty leur chef d'état-major général. Ne pouvant l'exécuter, le P.C.F. le rejeta de ses rangs en le calomniant et en usant à son égard de procédés abjects. De ses accusateurs de l'époque beaucoup sont morts et les survivants sont disqualifiés à jamais. Mais que penser de ceux qui aujourd'hui encore refusent de lui rendre justice à titre posthume ? Malgré l'anathème, la calomnie, la menace et autres aberrations enfantées par le système répressif sta-

linien, malgré les interdits dont sa mémoire est encore l'objet, André Marty restera pour toute une génération une des figures les plus marquantes du mouvement ouvrier.

Et pour les générations à venir, il appartient aux survivants de la grandiose épopée, de corriger les contrefaçons volontairement faites de leur histoire et de rappeler contamment ce que fut l'aide généreuse du prolétariat international dans la geste héroïque du combat de l'Espagne républicaine.

5

Le pacte germano-soviétique
La guerre

1. Le pacte germano-soviétique

J'aborde maintenant un des événements les plus tragiques qui, se produisant contre toute prévision, en dehors de toute logique politique, posa par sa soudaineté, ou aurait dû poser, un cas de conscience certainement sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste, cependant riche en tournants, volte-face, abandons que l'on nomme dans le jargon communiste « nouvelle orientation stratégique »[1]. Pour traiter de cet événement d'importance exceptionnelle, je crois plus rationnel d'indiquer d'abord quel comportement il conditionna dans mon activité, ensuite de le commenter pour tenter de justifier les raisons qui me le firent accepter[2].

Ainsi donc, alors que nous en étions à la condamnation des gouvernements français et anglais pour leur capitulation à Munich devant Hitler, alors que nous ne cessions d'appeler à la lutte antifasciste et à la constitution d'un front de défense contre les visées hégémoniques de l'Allemagne nazie, le monde, stupéfait, apprenait le 22 août qu'Hitler et Staline étaient sur le point de conclure entre leurs

1. Le 23 août 1939, le pacte germano-soviétique est signé, pacte de non-agression entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne nazie. C'est une énorme surprise pour les opinions publiques, mais aussi pour les communistes en France. C'est aussi la conséquence d'une série d'événements qui se sont déroulés depuis le début de l'année 1939 : le 15 mars, Hitler occupe la Tchécoslovaquie, le 17 avril, Mussolini a annexé l'Albanie, le 22 mars, Franco a adhéré au pacte anti-komintern. Les puissances fascistes montrent ainsi leur détermination et leur force. Le pacte sert de prétexte à l'accélération de la répression contre les communistes. Le 25 août, *L'Humanité* et *Le Soir* sont saisis. Le 26 août, les journaux communistes sont suspendus par décret. Le 26 septembre, le Conseil des ministres décide la dissolution du parti communiste. Le ministère de l'intérieur annonce la suspension de trois cents conseillers municipaux, la déchéance de deux mille sept cent soixante dix-huit élus, la dissolution de six cent vingt syndicats et de six cent soixante-quinze groupements, l'arrestation et l'internement de trois mille quatre cents militants, des sanctions prises contre huit mille fonctionnaires, onze cents perquisitions.

2. Voir : Dominique Desanti, *L'Internationale Communiste*, Payot, 1970, 321 p. ; Fernando Claudin, *La crise du mouvement communiste*, Maspero, 1972, pp. 372 à 375 ; Germaine Willard, *La drôle de guerre et la trahison de Vichy*, Editions Sociales, 1960.

deux pays un pacte de non-agression, faisant suite à l'accord commercial conclu le 20 août. Comme un coup de tonnerre, la nouvelle me surprit au Faou-Petit, où j'avais pris quelques jours de vacances. N'ayant pas la radio, c'est par deux socialistes, venant du village proche que la nouvelle nous fut communiquée. Elle était à ce point stupéfiante que notre premier réflexe fut de les traiter de provocateurs. Ils repartirent en riant, comme heureux de nous avoir joué un bon tour. Dans la soirée, avec Maurel et de Laroque, je descendis au village et la manchette qui tenait toute la page des journaux ne nous laissa plus aucune illusion. Nous avons passé la journée du lendemain dans l'anxiété et le désarroi que l'on devine. J'avais tenté de téléphoner au siège, à Toulouse, mais sans résultat.

Le lendemain, 24 août, le doute n'était plus permis, toute la presse annonçait que le pacte germano-soviétique venait d'être signé. Nous étions effondrés. Le même jour, Daraud nous téléphone et nous demande de rentrer rapidement. Le lendemain, nous rejoignons Toulouse dans la soirée. Aussitôt, nous téléphonons ou télégraphions aux responsables en vacances, pour les inviter à rentrer immédiatement ; et c'est deux jours d'attente angoissée, sans aucune directive du parti, confrontés à une presse qui ne cache pas son hostilité, harcelés de questions par des gens qui ne comprennent pas ce revirement et qui, nous croyant complices, sont loin de se douter que nous sommes plus désemparés qu'eux, car comment tenter d'expliquer l'inexplicable. Selon leur habitude les Soviétiques avaient pris leur décision seuls, sans prendre la précaution d'en avertir les responsables des partis frères et sans le moindre souci des répercussions qu'elle allait avoir à l'intérieur de ces partis.

Pour les quelques responsables qui avions pu nous regrouper à Toulouse, le moral était au plus bas, partagés entre la foi et le doute. Sans directives, devant un événement d'une telle ampleur, nous étions incapables de prendre la moindre initiative. D'ailleurs, comment l'aurions-nous pu, habitués que nous étions à recevoir les instructions d'en haut. La lumière (si l'on peut dire) nous arriva de Paris le 27 au matin en la personne de Pourtalet, député des Alpes-Maritimes délégué par le comité central. Il représentera plus tard le parti à Alger auprès du général Giraud.

Nous avons passé la journée à voir les responsables des sections de Toulouse et à leur donner des explications. Mais quelles explications ? Pourtalet semblait aussi embarrassé que nous sur la façon d'interpréter le pacte. Il paraissait certain, qu'avant le départ de Paris, la veille, il n'avait reçu que de vagues directives sans qu'une position d'ensemble ait pu être définie, la direction étant en totalité, absente de la capitale à ce moment. Dans la journée, j'avais fait convoquer en hâte pour une réunion dans la soirée, tous les camarades de la direction régionale n'étant pas partis en vacances ou étant rentrés. D'autres camarades responsables à des degrés divers avaient aussi été invités. Assistaient à cette réunion, quelques responsables régionaux dont : Daraud, Trapy, Plas, Rouzeaud, Germa, Magné, De Laroque, Llabrès, etc.

Dès l'ouverture de la réunion, je donne connaissance d'une lettre de démission de Marcel Marquié, la seule reçue dans les jours qui suivirent immédiatement la signature du Pacte. Par la suite, si des camarades ne démissionnèrent pas avec éclats, il y eut des départs du parti. C'est ainsi que j'apprends trente-six ans après que Jean Georges et Marcel Bergé auraient quitté le parti à ce moment mais je n'ai pas pu en avoir confirmation.

De l'exposé de Pourtalet, ressortait une certitude, le parti avait été pris de

court par la signature du pacte[3]. Le défendre ouvertement dans le pays, était suicidaire ; le parti ne résisterait pas à la vague d'indignation et d'accusations qui déjà, montait en force contre lui. D'autre part, il convenait d'admettre que, si Staline avait dû se résoudre à cet accord, c'est que la situation était certainement plus grave qu'il n'y paraissait. Comment douter de la lucidité de celui qui, d'une main ferme, guidait la patrie des travailleurs ? Il apparaissait donc d'après l'intervention de Pourtalet, que le parti hésitait entre son allégeance inconditionnelle et le maintien de sa politique nationale de rassemblement et de lutte contre le fascisme hitlérien.

En me souvenant de cette réunion, je dois dire que pour la première fois, il n'y avait pas concordance de vue entre les participants. Certains camarades marquèrent des hésitations qui firent l'effet d'une première fissure dans le mur de la croyance aveugle. Alors que nous attendions des explications rationnelles, et des directives précises, on nous avait envoyé un apothicaire pour nous faire avaler une potion d'un goût douteux. Je ne mets pas en cause la personnalité de celui qu'on nous avait dépêché.

En résumé, son argumentation était la suivante : le pacte est un compromis qui vise à donner à l'U.R.S.S. le temps de se préparer à l'agression nazie qu'elle sait devoir être un jour inévitable. Nous devons donc accepter le pacte comme un mal nécessaire malgré tous les désagréments qui peuvent en résulter pour nous. La conclusion d'un pacte entre l'Allemagne et l'Union Soviétique ne peut en rien changer le comportement de notre parti dans l'orientation politique qui est la sienne, celle de la lutte antifasciste.

Nous allions donc avoir à défendre une double ligne :

- Acceptation du pacte comme un compromis conjoncturel ;
- Continuation de notre politique de défense nationale face aux provocations d'Hitler.

Cette double ligne politique sera d'ailleurs officialisée par le parti. Elle marquait l'incertitude dans laquelle se trouvaient les responsables nationaux. Elle sera appliquée jusqu'au 20 septembre, date de la reprise en main du parti par l'Internationale.

Le lendemain, 28 août, par mesure de précaution, car nous avions ressenti la précarité de la situation dans laquelle le parti allait se trouver, Daraud et moi, passons la matinée à brûler les archives qu'il était inutile de conserver. Dans l'après-midi, avec une camionnette, nous mettons en lieu sûr, mobilier et machines, chez la veuve d'Aimé Rouquette, route de Lavaur. Dans la soirée, nous avions décidé de tenir une réunion des responsables et de la section Toulouse-Nord, au café du Nord. Pourtalet devait y prendre la parole. La présence dans la salle de

3. Son témoignage n'est pas unique, d'autres militants communistes ont souligné dans leurs mémoires cette surprise difficile à comprendre, *Une vie de militant communiste*, Le Pavillon : « Le pacte de non-agression germano-soviétique nous laissait tout pantois et désemparés devant l'injure et la menace de l'homme de la rue » (p. 142). Tel encore Tillon, *On chantait rouge*, Laffont : « La nouvelle me parut si stupéfiante que je refusai d'abord stupidement d'en appréhender les conséquences dramatiques » (p. 278), il mentionne aussi le désarroi des dirigeants communistes lors de leur réunion le 24 août à la chambre des députés (pp. 279-280). On peut en définitive avancer comme le fait Philippe Robrieux, citant Tagliatti, que pour Thorez comme pour les militants de base ce fut « un coup de masse sur la tête comme ceux qu'on donne aux bœufs à l'abattoir », *Thorez, Vie secrète, Vie publique*, Fayard, p. 244.

deux inconnus, certainement des inspecteurs des renseignements généraux, nous fait annuler *in-extremis* cette réunion. Notre soirée étant libre, nous en profitons pour déménager le reliquat des archives non détruites. Avec la voiture prêtée par de Laroque, nous en portons une partie chez les parents de Magné à Blagnac ; l'autre sera transportée chez un beau-frère de Daraud à Pamiers.

Au sujet des archives, quelques jours après, la police perquisitionna au siège du parti et ne trouva strictement rien. C'est en novembre 1944 qu'elles furent récupérées par mes soins. On sait que la police les chercha pendant longtemps sans pouvoir mettre la main dessus. Dans les jours qui suivirent la signature du Pacte, la police perquisitionna également à mon domicile, en mon absence, et ne trouva que bureau et bibliothèque vides, les deux « flics » étaient tout penauds.

Arrivés à Pamiers dans la nuit, Pourtalet et moi en repartions le lendemain pour une visite aux responsables des sections de la région. Nous avons vu d'abord Alicot, à 8 heures, chez lui rue Jacques-Fournier à Pamiers ; nous rencontrons ensuite Figarol, derrière la gare de Lavelannet à 12 heures ; Carol, à Foix ; en début d'après-midi, à la poste de Saint-Girons, les responsables de la section enfin, vers 17 heures, Mounès et Dougnac à Cazères. Pour la petite histoire, je mentionnerai que la voiture prêtée par de Laroque était munie d'un dispositif qui permettait d'économiser l'essence (déjà). Techniquement, je ne sais comment cela fonctionnait, mais je me souviens que, sur le moteur, était adapté un entonnoir qu'il fallait tenir approvisionné en boules de naphtaline. Cela nous obligeait à une double halte : la pompe à essence et la droguerie. Autre souvenir de cette journée ; le soir, en rentrant à Toulouse, nous tombons en panne avant Muret. La voiture, abandonnée en bordure de la route, sera récupérée le lendemain par son propriétaire. Nous faisons du stop. Un colonel de réserve, rejoignant son unité, nous prend à bord de son véhicule. Il nous dépose à Toulonse, place Saint-Cyprien et, en le quittant, Pourtalet se présente comme député communiste ; l'autre démarre en trombe, la mine horrifiée ainsi que l'aurait eu un croyant en apprenant qu'il venait de transporter le diable.

Le lendemain, Pourtalet rentre à Paris. Nous voilà de nouveau seuls, sans directives précises, sans fil conducteur auquel nous accrocher. Seule, la foi qui sauve, peut nous permettre repliés sur nous-mêmes, d'attendre que s'apaise l'orage car il est très mal vu de se dire communiste à ce moment[4].

Au plan international, l'invasion de la Pologne par les troupes nazies, assurées d'avoir les mains libres à l'Est par la conclusion du pacte avec l'U.R.S.S. est la conséquence d'un intense ballet diplomatique. Les chancelleries échangent des notes rédigées le plus souvent en forme d'ultimatum. Les bruits de guerre se précisent, le rappel de certains réservistes est déjà commencé. Enfin, dimanche 3 septembre, la France et la Grande-Bretagne se déclarent en état de guerre avec l'Allemagne et le même jour, la mobilisation générale est décrétée.

---

4. Le responsable toulousain à l'organisation se trouve face à une situation qui, si elle nécessite réflexion, demande surtout d'agir pour éviter que la répression ne mette en pièces le parti. Le temps presse. Les attaques du pouvoir contre le parti soudent les militants. Le permanent, formé dans l'action militante et dans l'application des directives, accepte ce tournant de 1939 moins par analyse politique que par un profond attachement viscéral au parti. Attachement viscéral au parti auquel il a voué sa jeunesse depuis 1935, dans lequel il a tant appris et tant fait, mais aussi à l'U.R.S.S. patrie du socialisme, et à son chef Staline « qui ne peut se tromper ». La répression dont sont victimes les communistes, lui donne raison.

Mobilisable le premier jour, le lendemain, lundi à 8 heures, je rejoins le 17e C.O.A. à la caserne Clauzel, à Toulouse. La première impression que j'ai, en arrivant dans mon unité, est qu'ici, on semble préparé à tout sauf à faire la guerre. La confusion est totale. Aucune affectation n'est prévue, nous passons la journée dans la cour, à attendre le contre-ordre annulant l'ordre. Au magasin, peu d'équipements à distribuer et absence de la fameuse tenue de guerre pour laquelle on nous a si souvent pris les mesures au temps du service militaire.

L'imprévoyance était telle que, pendant quinze jours, nous resterons en costume civil et que, lors de notre embarquement, on nous fera rejoindre la gare de Saint-Cyprien, de nuit, afin que la population ne nous voit pas partir en pantalon civil et souliers vernis, réquisitionnés dans les magasins de la ville et je ne mentionnerai pas les fusils sans courroies et autres « oublis » du même genre. Cependant, la vérité m'oblige à dire que j'étais incorporé dans l'intendance, unité non combattante, et que la mobilisation dans les autres unités de la garnison s'est déroulée dans des conditions plus compatibles avec la rigueur de l'organisation militaire.

Dès le premier jour, mon métier de boulanger me vaut d'être affecté en équipe à la boulangerie industrielle de « l'Epargne ». C'est la première installation moderne de la ville, d'une très grande capacité de production. Renforcée de militaires, elle fonctionnera nuit et jour, afin d'assurer l'approvisionnement en pain des unités militaires aux effectifs grossis par la mobilisation. J'y travaillerai en équipe, de nuit, jusqu'à la veille de notre embarquement pour Luneville le 17 septembre.

Bien qu'isolé du peuple, le parti continuait à fonctionner légalement et à se réunir. Mais il vivait au ralenti, déjà replié sur lui-même, la mobilisation avait fait le vide dans ses rangs. C'est ainsi que, bien que mobilisé, mais toujours en civil, je continuais à venir au siège, rue du Conservatoire, tous les jours. J'y rencontrais des camarades, non mobilisables pour raison d'âge et de réforme, des militants et quelques camarades mobilisés dans les unités de la place, et qui comme moi, étaient en instance de départ. Nous nous retrouvions, toujours sans informations du Centre, et plus désemparés face à l'hystérie anti-communiste qui allait en s'amplifiant. A la confusion politique s'ajoutait la pagaille provoquée dans les rangs du parti par la soudaine mobilisation qui fit que dans peu de jours, la plupart des cadres furent à l'armée et que sans ses cadres, le parti pouvait difficilement plonger dans la clandestinité. En cette période de désarroi que les militants de ma génération ont connue, la règle fondamentale du parti, qui veut que en tout temps et en tout lieu tout doit être entrepris pour subsister sur le plan de l'organisation quoi qu'il arrive, n'avait plus de sens ; elle avait perdu la valeur, même symbolique, que l'on peut accorder à la conservation, serait-elle fragmentaire, du patrimoine.

On sait maintenant que les réactions, à l'invasion de la Pologne par l'U.R.S.S., furent, à l'intérieur du parti, plus importantes que l'on a bien voulu le dire. Dans les semaines qui suivront, vingt-sept députés communistes, soit plus d'un tiers du groupe parlementaire, démissionnèrent du parti ; cadres et militants de base l'abandonneront par milliers, certains avec éclat. Le parti avait été à ce point secoué que, dans les semaines à venir, il se serait totalement effondré si la dissolution et la répression n'avaient contraint beaucoup de militants, par souci de l'honneur, et pour qu'aucun malentendu ne les fit suspecter de lâcheté, à taire leur désarroi et leur désespoir.

Certains historiens, en mal de justification, ont tenté de démontrer que le

pacte germano-soviétique fut conjoncturel, imposé à l'Union Soviétique par les circonstances. C'est oublier ce que Staline déclarait dans son discours au 17e congrès du parti russe[5] :

Nous nous sommes orientés dans le passé, et nous nous orientons aujourd'hui sur l'U.R.S.S. et seulement sur l'U.R.S.S. et si les intérêts de l'U.R.S.S. exigent un rapprochement avec tels ou tels pays, qui n'ont pas d'intérêt à voir la paix violée, nous le faisons sans hésitation.

Ainsi justifié cinq ans à l'avance, le pacte ne fut pas une échappatoire circonstantielle, due seulement à la mauvaise volonté anglaise et française, cependant bien réelle, mais un dessein délibéré de Staline, une stratégie de longue date qui préparait un certain partage d'influence dont la double invasion de la Pologne, l'annexion des pays Baltes, puis celle de la Bessarabie et de la Bukovine ne seront que l'un des aspects. Voilà ce que recouvrait le pacte germano-soviétique que des milliers de militants, dont je fus, acceptèrent et défendirent au nom d'une inconditionnalité et d'une allégeance déiste. Au nom de l'infaillibilité du « Père », on nous a bernés, trahis, exposés à la répression, et ce ne sera pas hélas, la seule fois dans l'histoire.

Comme ceux qui furent dans l'armée, j'ai eu la chance d'échapper à la répression qui s'abattit sur ce qui restait du parti. Dès sa dissolution, le gouvernement Daladier fit procéder à l'arrestation de plus de 3 500 communistes, et en mars 1940, plus de 1 500 avaient déjà été condamnés. Dans ce nombre, les camarades de Toulouse : Pagès et Pauline Maurel. Je n'ai jamais revu Pagès. Bien qu'avant-guerre il fut trésorier régional, à la Libération, avant mon retour à Toulouse, un autre avait été désigné à sa place pour exercer cette fonction dans une fédération aux effectifs démesurément gonflés par la victoire. Inconscience ou oubli volontaire à l'égard d'un camarade condamné à la prison pour avoir servi le parti dans une période qu'il n'était pas bon de rappeler, au moment où il baignait dans une ambiance de patriotisme délirant ?

Après la Libération, j'ai revu Pauline, près de Mane, dans les environs de Barbazan, où elle vivait retirée, avec sa famille, depuis sa sortie de prison. Elle avait été « oubliée ». Ramener ces anciens emprisonnés en surface, signifiait le rappel de la politique de 1939-40, que des camarades avaient défendue au prix de leur liberté. Je n'ai eu que très peu de temps pour m'entretenir avec Pauline, j'ignore ce que pouvaient être ses sentiments à ce moment. Je ne me hasarderai donc pas à quelque pronostic que ce soit. Je ne l'ai jamais revue par la suite, et peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi.

Avant de clore ces réflexions sur le pacte germano-soviétique et ses conséquences, je vais une fois encore, m'interroger sur ce que j'ai fait et sur ce que j'aurais pu faire. A vrai dire, il y a trente années que je suis hanté par cette interrogation, trente années que je réfléchis, que j'aspire à trouver une réponse qui ne m'oblige pas à me mentir à moi-même, à feindre des sentiments qui ne seraient pas réels, à baser mon jugement sur de vieilles rancunes qui n'en finissent pas de refroidir. Je voudrais être vrai, être sincère, ne répondre qu'à l'écho de ma conscience. Mais voilà, il y a l'histoire vécue qui, elle, ne pardonne pas, n'autorise aucune tricherie et n'accepte pas de réponse en demi-teinte. La double interro-

5. Publie dans *Correspondance Internationale*, 1934, n° 14, p. 209.

gation qui depuis trente ans me torture est : Ai-je bien fait, en 1939, d'accepter le pacte germano-soviétique en restant fidèle à mon parti ? Ou, le considérant comme une trahison de l'éthique communiste, aurai-je dû abandonner le parti ?

La réponse n'est pas simple.

En abandonnant le parti, en refusant allégeance à un pays, à un homme et à une nouvelle classe dirigeante accaparant le socialisme à son profit, j'aurais retrouvé la paix morale, je me serais évité les ennuis de l'internement, les dangers de la résistance clandestine et plus que tout, le déchirement de mon exclusion ultérieure.

Mais, en reniant ce parti au moment où la tempête le menaçait, n'était-ce pas une désertion ? Pouvais-je l'abandonner au moment du danger, lui à qui je devais mon initiation et les années exaltantes de ma jeunesse, lui à qui je reconnais encore aujourd'hui devoir beaucoup de ma formation d'homme ? Un abandon en pareilles circonstances n'allait-il pas me disqualifier à vie pour lâcheté ? Enfin rompre avec le parti en 1939, m'interdisait de reprendre, sous ses couleurs, le combat antifasciste, lorsque la situation retrouverait son équilibre initial.

Avoir rompu avec mon parti m'aurait interdit la participation à la résistance active dans les années 43-44. Bien sûr, j'aurais certainement trouvé d'autres réseaux de résistance, mais je sais que ma place n'aurait pas été là.

La Résistance fut une épopée et les responsabilités que j'y ai exercées sous le drapeau du parti communiste me donnent le droit à la légitime fierté qu'autorise le devoir accompli au service d'une cause juste. J'ai servi à la limite de mes moyens parce que j'étais communiste, et cela, je ne peux l'oublier. On peut se reconnaître dans son parti jusqu'au jour où le miroir se brise, et il n'est pas interdit d'en conserver quelques morceaux.

Alors encore aujourd'hui, quelle réponse sincère donner à la double interrogation que je me pose ? Aucune, j'en suis au même point et je crois qu'il en sera longtemps ainsi. L'histoire ne recommence pas. Laissons les événements qui en font la trame, tels qu'ils ont été. Et puisque on n'y peut rien changer, considérons comme une marque de sagesse qu'il en soit ainsi.

2. La drôle de guerre

Mobilisé le 3 septembre, je cesserai mon service à la boulangerie le 16, jour où la compagnie dans laquelle je vais être incorporé est formée et cantonnée rue du Taur, à Toulouse dans les bâtiments d'une école.

Nous recevons le paquetage dans la journée, tenue mi-civile mi-militaire. Le soir, dernier repas et soirée en famille, car nous embarquons dans la nuit pour une destination inconnue. L'ambiance est loin d'être à la joie ; ma mère est très affectée par mon départ. Comme je la comprends ! en 1914, elle a vu partir mon père pour une guerre dont il n'est pas revenu. Je sais les rapprochements qu'elle doit faire entre deux situations et la peine qui doit être la sienne. Pauvre maman à qui aucun déchirement d'épouse et de mère n'aura été épargné !

Ma femme, plus jeune et moins marquée par les malheurs de la vie, n'ayant pas connu les « adieux définitifs » de 1914, réagit mieux, bien que sa peine soit profonde. Elle m'accompagnera jusqu'aux approches du cantonnement, rue du Taur. Promenade nocturne ou veillée silencieuse, il est des moments de l'existence où les mots n'ont plus grande signification, où tout se dit dans un regard, dans

un geste, des moments privilégiés où « le courant passe ». Claude notre fils, âgé de quelques mois en 1939, sera à l'origine d'une situation semblable qui se retrouve chaque fois que se défait le cercle familial, lorsque vingt ans plus tard, il partira pour la sale guerre d'Algérie.

Nous quittons le cantonnement à pied, dans la nuit, pour embarquer dans des wagons à bestiaux en gare Saint-Cyprien. Au matin, nous sommes remorqués en gare Matabiau en complément d'un train en partance. Lorsque le départ a lieu, le sergent Dumora envoie le premier couplet de la Marseillaise, mais seul et quelque peu ridicule dans son isolement, il ne va guère plus loin que les premières strophes. C'est raté, le moral n'y est pas.

Le voyage, rendu pénible par la chaleur, durera deux jours, notre convoi étant souvent relégué sur les voies de garage, afin de laisser la priorité aux unités combattantes. Notre destination reste toujours un mystère. Comme nous prenons la direction du sud-est, Narbonne, Montpellier, les bruits de notre embarquement pour la Syrie se précisent. Arrivés à Tarascon, nous remontons vers le nord ; les plus fûtés lancent un nouveau tuyau increvable : nous allons dans les Vosges. En fait, nous débarquons le 19 au matin en gare de Luneville, d'où nous gagnons à pied un village voisin : Chanteheux. Nous y séjournerons pendant une semaine, dans l'école, le temps de structurer la compagnie, de la doter de son matériel et de la rendre opérationnelle sur le terrain, c'est-à-dire à l'abattoir et cela au sens propre.

En effet, ma compagnie, la CRV 117/17 est une compagnie de ravitaillement en viande, chargée de l'approvisionnement du 17e corps d'armée. L'intendance n'utilisant plus les fours de campagne, les boulangers, aux armées, seront affectés dans diverses compagnies de ravitaillement. C'est ainsi que, mêlé à des bouchers de métier et à des commis d'abattoir, je ne connaîtrai comme champ d'honneur que le carreau des abattoirs de Nancy, Chateau-Salin, Molsheim, Rosheim, Strasbourg puis Limoges.

La fréquentation de ces « champs de bataille » pacifiques me disqualifiait comme futur conteur d'exploits de guerre. Mon plus long séjour sera à l'abattoir de Strasbourg, du 28 octobre 1939 au 15 mai 1940. Nous sommes un détachement de quinze hommes, commandé par les sergents Buc et Dumora, logé et nourri sur place. Notre existence n'a rien de militaire. Les bœufs arrivent par trains entiers et sont parqués dans des écuries dont s'occupe un personnel civil. Une équipe procède à l'abattage dans la journée, une autre à la distribution aux unités du 17e corps qui viennent au ravitaillement la nuit.

Strasbourg est une ville morte dont la population a été évacuée en entier dans les premiers jours de la guerre. Seuls, sont restés sur place quelques fonctionnaires. Un seul restaurant est resté ouvert ainsi qu'un café situé devant la gare. Il est, le soir, lieu de rendez-vous des quelques civils maintenus sur place et des militaires cantonnés en ville. L'aspect désertique de cette ville importante est pitoyable de jour et sinistre de nuit. On peut circuler des heures dans les rues du centre sans y rencontrer un être vivant. J'ai appris là ce que, dans sa sécheresse, pouvait vraiment signifier l'expression « ville morte ».

Parfois, lors des moments de repos, nous allions au pont de Kehl, sur le Rhin, long de 235 mètres, qui servait de frontière entre les deux pays belligérants. D'un côté, un avant-poste français, de l'autre, un avant-poste allemand. De part et d'autres, on pouvait observer les mouvements de « l'adversaire » dans une semi-complicité. Ce cas n'était pas isolé ; par les unités en ligne, qui venaient le soir au ravitaillement, nous savions que cette situation de *statu-quo* était quasi générale,

et cela depuis les débuts de la guerre. Cette oisiveté forcée, ce pourrissement moral des troupes, cette volonté de ne rien entreprendre contre l'Allemagne fasciste envers laquelle nous sommes cependant en guerre, contribuèrent à créer un état d'esprit de non-résistance qui, durant les semaines de mai et juin, aura les résultats que l'on sait. Qui pourrait prétendre aujourd'hui que tout cela ne relevait pas d'une froide détermination de la bourgeoisie française qui, venant de passer par les affres du Front Populaire ne voyait en Hitler que le « gendarme de l'Europe » ? Dès lors, pourquoi s'opposer à ce qu'il vienne mettre un peu d'ordre chez nous et faire oublier la grande peur de 1936. Les intérêts étaient trop étroitement liés pour qu'il n'en soit pas ainsi.

3. Orphelin de parti

C'est dans ce climat exceptionnel, que l'on désignera vite par l'expression « la drôle de guerre », que se situe mon séjour à Strasbourg. Le gros de la compagnie est resté cantonné à Rosheim. J'y vais parfois et j'y retrouve mon « parrain », Clément Jourdan, incorporé à la même compagnie ; à croire que nos routes se recouperont toujours, ainsi qu'il le sera souvent démontré d'ici la fin de ce récit. Est également incorporé à notre compagnie, Saget, militant de la région parisienne. Lorsque nous nous rencontrions, à trois, nous essayions de faire le point, mais nos interrogations restaient sans réponse car, ni les uns ni les autres, n'avions la moindre information sur la situation réelle [6].

Si nous savons par la presse que le parti a été dissous et des poursuites engagées contre de nombreux militants non mobilisés, nous ignorons l'ampleur de la répression et quel est le comportement du parti face aux attaques dont il est l'objet. Un dimanche, nous allons, à pied, voir Emile Daraud, maréchal des logis, dans une batterie d'un régiment d'artillerie, en position à quelques kilomètres de Rosheim. Il est heureux de notre visite, pensant que nous lui portons des informations dont lui aussi est privé.

Il faudra vite déchanter et se rendre à l'évidence : nous sommes les uns et les autres livrés à nous-mêmes et totalement coupés du parti. En tant que source d'information, la presse ne m'est d'aucun secours, car elle arrive très irrégulièrement au seul dépôt de journaux, à la gare de Strasbourg et quelle presse !

J'eus une permission dans les premières semaines de 1940. A Toulouse,

---

6. Il n'est pas question ici d'essayer de définir exactement la ligne du P.C.F. pendant la période de la drôle de guerre, question d'histoire toujours en débat ! Il est cependant important de remarquer que le cadre régional n'aura que d'une part peu de moyens de la connaître (difficultés d'information) d'autre part, que peu de temps pour la mettre en œuvre, en effet mobilisé du 2 septembre 1939 au 14 août 1940, il est arrêté et interné du 8 septembre 1940 au 20 mai 1941, date à laquelle le parti s'oriente déjà progressivement sur les bases d'une autre analyse vers la résistance au nazisme. Sur la politique du P.C.F. de 1939 à l'occupation voir : *La tourmente de 1939, op. cit.* Henri Desvages, « L'attitude communiste face à l'occupant (juin 1940 - juin 1941), Histoires mouvantes », *Politique Aujourd'hui*, novembre-décembre 76, p. 45 à 64. Amilcare Rossi, *Les communistes français pendant la drôle de guerre*, Les Iles d'Or, 1951, 362 pp. Sur la politique de l'Internationale communiste. *Les cahiers du Bolchévisme*, 2e semestre 1939. Amilcare Rossi, *Les cahiers du Blolchévisme pendant la campagne 1939-1940*, Dominique Wapler, 1951, 139 + 67 pp. Claude Angeli et Paul Gillet, *Debout Partisans, les communistes dans la résistance*, Fayard, 1970.

j'essayais quelques démarches discrètes auprès de camarades. Je réussis à avoir une entrevue avec Rouzeaud. Par lui, je suis enfin mis au courant de la ligne politique que défend le parti. Les quelques exemplaires du tract que Rouzeaud me remet ne me laissant aucune illusion sur la politique du moment et expliquent les nombreuses arrestations de militants, annoncées dans la presse. Ordre a été donné au parti communiste français de rejeter la ligne nationale et anti-nazie que fut encore la sienne pendant les quelques semaines qui suivirent la signature du pacte. Il faut maintenant dénoncer la guerre comme injuste, pratiquer le défaitisme révolutionnaire en s'inspirant de la tactique des Bolchevicks de 1914 à 1917.

Les communistes doivent réclamer la fin des hostilités, dénoncer la France et l'Angleterre comme responsables de la guerre impérialiste, susciter des révoltes parmi les peuples coloniaux ; le titre du tract remis par Rouzeaud était si ma mémoire est bonne : « Cette guerre n'est pas la nôtre » [7]. Il indique bien que la direction du parti, obéissant aux ordres, avait pris le tournant demandé, car elle appliqua strictement les nouvelles directives ; le matériel de propagande publié à l'époque en est l'illustration. Peut-on imaginer l'épreuve terrible à laquelle les militants furent confrontés ? Ils avaient la lutte contre Hitler dans le sang et Staline les appelait brutalement à y mettre fin. Il fallait maintenant attaquer l'impérialisme britannique, le militarisme et l'effort de guerre français. Les alliés d'hier devenaient des ennemis. Il apparaissait clairement que le pacte germano-soviétique n'était pas un compromis comme nous avions pu le supposer dès sa signature.

S'il subsistait encore un doute dans les esprits à son sujet, voici l'extrait du rapport de Molotov à la 5ᵉ session du soviet suprême, le 31 octobre 1939 [8] :

Si on parle aujourd'hui des grandes puissances européennes, l'Allemagne se trouve dans la situation d'un Etat qui aspire à voir la cessation la plus rapide de la guerre et à la paix, tandis que l'Angleterre et la France sont pour la continuation de la guerre et contre la conclusion de la paix.

Il s'ensuit que, en Angleterre, de même qu'en France, les partisans de la guerre ont déclaré à l'Allemagne quelque chose comme une « guerre idéologique » qui rappelle les vieilles guerres de religion... Il est insensé, voire criminel, de mener une semblable guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en la couvrant du faux drapeau de la lutte pour la démocratie... Aujourd'hui, nos relations avec l'Etat allemand ont pour base nos rapports d'amitié, notre volonté de soutenir les aspirations de paix de l'Allemagne, en même temps notre désir de contribuer par tous les moyens au développement des relations économiques soviéto-allemandes, à l'avantage réciproque des deux pays.

Retour de permission, mon premier soin est d'informer Jourdan et Saget. Je leur montre un des tracts ramené à Toulouse. Dire que la discussion fut vive et les positions contradictoires, relèverait aujourd'hui de la pure imagination. Nous fûmes peut-être surpris mais c'est tout ! ! !

Je pourrais aujourd'hui affirmer l'élégance du geste qui m'aurait fait, à défaut de me désolidariser, douter de cette nouvelle politique ; relater des débats de conscience qui m'auraient assailli devant ce renversement de situation, faire état de déchirements douloureux, motivés par un choix que j'aurais dû faire entre le combat antifasciste à mener sans faiblesse (et pour lequel j'étais rentré au parti),

7. Cette phrase figure en manchette, au bas de la page 2 du n° 4 de *L'Humanité* clandestine du 13 novembre 1939.

8. Publié dans les *Cahiers du Bolchévisme,* 2ᵉ semestre 1939, pp. 48 et 49.

et mon attachement à ce même parti ; tout cela serait facile à justifier ; aujourd'hui, je pourrais me donner le rôle d'opposant même silencieux de l'époque. Il n'y aurait en fait que ma conscience pour condamner cette imposture et c'est justement afin de me mettre en règle avec ma conscience que j'ai décidé la rédaction de ces notes.

En commençant cette rédaction, je me suis fixé comme précepte impératif de ne dire que la vérité qu'elle soit favorable ou défavorable en ce qui me concerne. L'évolution de mes jugements d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec mes comportements pendant les périodes indiquées. J'assumerai donc mon passé tel qu'il a été et sans en rien changer. Donc en toute vérité, j'avoue que la ligne officielle lorsqu'elle me fut enfin connue ne souleva en moi aucun débat de conscience. Je l'acceptais avec la sérénité que donne la croyance. Mes camarades Jourdan et Saget eurent le même réflexe d'acceptation.

4. La débacle

Ces notes qui relatent ma participation à la « drôle de guerre » seront d'une extrême minceur.

Plus civil que militaire, travaillant dans un abattoir, sacrifiant du bétail le jour pour le répartir, la nuit, dans les corps de troupe de la région, cela n'a rien de glorieux et me laisse peu de chance d'intéresser mes petits enfants, si l'idée me venait un jour de leur conter mes exploits guerriers. Mais je n'ai aucune inquiétude sur ce point, sauf état de gâtisme prématuré.

C'est donc en détachement à Strasbourg que me surprit le 10 mai, jour où la guerre achevait d'être « drôle ». Ce jour-là, l'Allemagne ayant réglé à son profit l'affaire polonaise et s'étant partagé avec son complice soviétique les dépouilles de ce malheureux pays, attaquait la France avec toute la puissance de son armée. Contrairement aux prévisions de l'Etat-Major français, Hitler contournait la ligne Maginot, qui tombera bientôt comme un fruit mûr. C'est dans la matinée du 10 mai qu'une formidable explosion nous apprit que la guerre venait de commencer. Miné par le génie français, le pont de Kehl venait de sauter, retardant la pénétration de l'armée allemande de quelques jours. C'est certainement à cela que les quinze membres de mon détachement doivent de ne pas avoir été prisonniers.

Nous recevons l'ordre de nous replier sur Rosheim où se trouve la compagnie. Les Allemands feront bonne chère en prenant notre place, les chambres froides de l'abattoir étant remplies de viande congelée et les écuries pleines de bétail ; nous en avions reçu un train complet le 1er mai.

Le 16 mai, la compagnie embarque à Saverne et débarque le 19 à Meaux. C'est le commencement de la retraite qui nous mènera, avec nos camions, le 30 juin, à Limoges. Le 22 mai, et pendant huit jours, à Vaux-sous-Colomb, nous fabriquons de la saucisse. Nous recevons les cochons par camions entiers, nuit et jour. Lorsque nous partirons, le 2 juin, nous en laisserons dans les parcs un millier, que les Allemands trouveront bien nourris et gras à point.

C'est ensuite la retraite par étapes quotidiennes dans une pagaille indescriptible. Nul ne sait, y compris les officiers et les vétérinaires, où nous allons et le capitaine qui commande la compagnie, encore moins que les autres.

Volontaire comme vaguemestre, je dois tous les jours chercher la « poste aux

armées » de notre secteur. Comme ce service se retire lui aussi par étapes quotidiennes, j'ai beaucoup de mal à trouver son lieu de stationnement, et lorsque j'y parviens c'est généralement après son départ. Le moins aisé est ensuite de retrouver ma compagnie qui a déménager entre-temps.

Ces recherches continuelles sont agrémentés de quelques bombardements de l'aviation comme à la ferme de Javage, à Dammard, à Couloumiers, Vierzon, et sur les routes, notamment à partir du 11 juin de la part de l'aviation italienne, qui vient en renfort des Allemands pour participer à la curée.

Plus nous descendons en direction du Sud, et plus la situation devient critique, parfois tragique sur les routes, en raison de l'affluence des réfugiés, qui bloque toute circulation. Un convoi a des difficultés énormes à se frayer un chemin dans cette masse de gens apeurés et souvent affamés.

On a tant dit et écrit sur ce lamentable exode, que je ne peux rien y ajouter. Ces journées vécues sur les routes, l'ont été par des milliers d'autres, et les images de ce film sinistre ne sont pas toutes gravées dans ma mémoire. En contact avec trop de misères entrevues d'un seul coup, on en arrive à ne plus pouvoir faire la sélection entre le pittoresque et le tragique. De plus, tel événement qui, dans l'instant où il est vécu, prend une dimension exceptionnelle, peut, en subissant l'érosion du temps, ne devenir que l'anecdote.

Cependant, émergeant de la masse des souvenirs, il en est qui reviennent souvent en mémoire, parce que trop caractéristiques de cette sombre époque. Comment oublier ces blessés de la Légion étrangère, abandonnés sans soin dans le bois de Brumetz, le chauffeur infirmier, à court d'essence pour son ambulance, ayant fui à vélo. Cette compagnie de tirailleurs marocains, comprenant des blessés abandonnée par ses officiers, et errant dans les environs de Charcot sans guide et sans nourriture ! Comment ne pas se souvenir de ce vieux capitaine, ancien combattant de 14-18, pris à bord de notre camion et que nous avons dû désarmer car, désespéré, son intention de suicide était évidente. Il n'admettait pas la défaite et surtout la fuite de la plupart des officiers de son unité. C'étaient les rescapés de sa compagnie qui nous avaient demandé de le prendre à bord afin de lui éviter une marche à pied pénible. Cet homme sanglotait comme un enfant en se séparant de ses hommes. Il faudrait beaucoup de larmes d'officiers généreux et humains comme celui-là, pour effacer la couardise de tant d'autres.

C'est après avoir traversé le Cher, à Vierzon, que le flot de réfugiés devenait une véritable marée humaine se ruant sur la nationale 20 vers cette terre promise : le Midi, où ils espéraient trouver repos et tranquillité. Si l'on veut bien remarquer que mon unité transportée en camion, a mis six jours pour franchir la distance qui sépare Vierzon de Limoges, on comprendra le destin tragique de ces malheureux que la débâcle contraignit au nomadisme. L'exode sur les routes de France sera pour ces fugitifs un calvaire de deux mois, d'autant plus affreux que chapelets de bombes et rafales de mitrailleuses seront lâchement et copieusement dispensés par les aviateurs allemands et italiens. Cette vie errante bousculera les habitudes acquises et suscitera de nouvelles méthodes de vie, pleines d'improvisation. L'accueil, bon ou mauvais dans les centres d'hébergement, la transplantation dans les provinces méridionales et les difficultés de s'adapter à un « art de vivre » totalement différent, d'où l'incommunicabilité des débuts, accentueront encore les mutations internes qui se manifesteront parmi le plus grand nombre de ceux qui seront appelés, souvent péjorativement, « les réfugiés ».

Venant de Vouzeron (Cher), où nous avions passé la nuit dans une colonie

de vacances de la C.G.T., nous arrivons le 18 juin au soir à Vatan, important carrefour de voies de communication où la confusion est à son comble. Notre convoi de camions devra se frayer un passage à travers champs pour contourner le carrefour, impraticable depuis deux jours. Nous repartirons de Vatan dans la nuit pour le Menoux.

Donc, ce jour du 18 juin, comme la plupart des mobilisés de l'époque, je n'ai pas entendu l'appel du général de Gaulle. Comment l'aurais-je pu mêlé aux deux millions de soldats, errant à l'aventure sur les routes, eux-mêmes confondus à d'autres millions de civils projetés hors de leur foyer ?

Le 24 juin, dans la soirée, nous campons sur la place de Saint-Yriex (Haute-Vienne). C'est là que le lieutenant Albouy, commandant la section, nous annonce qu'un armistice vient d'être conclu. Frappé par la nouvelle, je ne me souviens plus de ce que fut son comportement en nous l'annonçant. Il dut prendre le caractère de la simple information. Ce dont je me souviens, c'est que la cessation des hostilités n'entraîna aucune réaction de notre part. Ce que nous venions de vivre pendant plus d'un mois au cours d'une débandade générale, ne pouvait laisser envisager autre chose qu'une capitulation.

Quelques jours après, nous fûmes cantonnés à Limoges, dans une fabrique de chaussures désaffectée, où je resterai jusqu'à ma démobilisation. La compagnie fut affectée au service de l'abattoir de la ville où nous travaillions par équipe de huit heures. La besogne ne manquait pas en raison de nombreuses troupes repliées sur Limoges, ville importante sur le chemin de l'exode. Par des conversations avec des militaires provenant de diverses unités engagées ou repliées de plusieurs théâtres d'opérations, on pouvait commencer à discerner les contours du désastre que le pays subissait. Les récits, généralement concordants, fixaient aussi de façon accablante les responsabilités ; l'impréparation matérielle était flagrante ; une fois de plus, la France retardait d'une guerre.

Mais cette impréparation n'est pas suffisante pour expliquer l'avance foudroyante des Allemands et l'effondrement de notre armée que certains considérèrent comme une « divine surprise ». Des récits témoignent du manque d'esprit de résistance de beaucoup d'officiers, mais on ne saurait généraliser, car les exemples abondent d'officiers de tous grades qui ont tenté de s'opposer à l'avance des Allemands. Mais pour certains, issus de la bourgeoisie, ayant connu la grande peur de 1936 qui, avec le Front Populaire, avait porté le peuple au pouvoir, Hitler était préférable.

Pendant mon séjour à Limoges, j'eus l'occasion de revoir René Mammonat. En effet, quelques jours avant la guerre, il avait été nommé permanent du Secours Populaire dans la région limousine. Avant de quitter Toulouse, il m'avait donné son adresse à Limoges : Avenue de Paris. Me souvenant de cette adresse, je finis par le découvrir. Plus âgé que moi, il n'avait pas été mobilisé, et venant d'arriver à Limoges au moment de la guerre, il n'était pas encore connu des services de police, ce qui lui avait permis d'échapper aux arrestations. Par lui, j'espérais obtenir des renseignements sur la situation tant générale que sur celle du parti. Je trouvais chez lui quelques exemplaires de *L'Humanité* clandestine. Ils ne laissaient plus de doute sur la continuité de la politique commencée en septembre 39. On s'attaque aussi furieusement à de Gaulle qu'à Vichy, mais pas un mot contre l'occupant. On lance le mot d'ordre : « Thorez au pouvoir », et l'on préconise la fraternisation entre les travailleurs français et les soldats allemands comme c'est le cas dans les numéros des 4 et 13 juillet 1940. On demande aussi

le droit de faire paraître légalement ce journal (*L'Humanité* du 1[er] juillet 1940). Cette position, dont la logique s'affirmait par sa continuité, ne suscita aucune réaction de ma part. Ma foi n'en fut pas plus entamée que celle d'un croyant ne l'est en Dieu, lorsque l'église se trompe ou va à contre-courant.

Cette position prise pendant la guerre et dans les semaines qui suivirent l'armistice, est maintenant admise par le P.C.F. après avoir été farouchement contestée. En suivant l'évolution des différentes attitudes on constatera que de 1935 à juin 1941 la ligne politique du P.C. changera quatre fois et que chaque changement correspondra à une situation nouvelle de l'Union Soviétique. Ces derniers temps, les communistes français déclarent ne plus vouloir dépendre de Moscou et affirment leur liberté de choix quant aux voies de passage au socialisme en France. On ne peut que les féliciter de cette détermination. Mais quel progrès une telle affirmation ferait dans l'esprit des Français, si en proclamant son esprit d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S., le P.C.F. avait le courage de dénoncer les malheurs et les vicissitudes qu'a subis le parti au temps de son inféodation, et de rendre hommage aux milliers de militants qui ont perdu leur liberté, leur vie, quand ce n'est leur honneur, pour avoir appliqué une politique, acceptée par une direction plus disposée à défendre les intérêts de l'Union Soviétique que ceux du peuple de France. Tant que la direction du P.C.F. n'aura pas fait cette douloureuse mais nécessaire autocritique, elle ne sera pas crédible dans l'opinion publique qui, instruite par l'expérience, ne voudra voir dans cette affirmation de changement qu'un nouveau tournant d'une politique alignée. Pour être compris et acceptés, les communistes français devront montrer qu'ils ne sont pas seulement capables de faire des discours sur la démocratie, mais qu'ils peuvent aussi faire la critique, sans complaisance, de l'histoire de leur propre parti.

5. Le contact

Le 14 août, je suis démobilisé. J'arriverai à Toulouse le lendemain, après un voyage de nuit dans un wagon de marchandises. Après quelques jours de détente pour régler des affaires et me remettre dans l'ambiance de la vie civile, je rencontre Léon Balussou, rétabli de son grave accident, mais encore fortement handicapé. Il est en contact avec le parti, par l'intermédiaire d'un délégué du C.C. qui se trouve dans la région. L'objectif : reconstruire l'appareil du parti.

C'est à l'occasion de cette entrevue qu'il me confirme que les directives étaient que quoi qu'il arrive, il fallait en cas d'arrestation, tout faire pour retrouver la liberté et reprendre le travail du parti. Il fallait, à tout hasard, prévoir de pseudo-lettres de démission, datées de septembre 1939 afin de pouvoir, en cas de nécessité, affirmer son désaccord avec le parti au moment du Pacte.

Le parti est alors un fantôme de parti ; en son sein s'expriment deux lignes politiques, d'où la confusion de textes incertains et de directives que le parti rejettera par la suite. Dans cette période, les militants s'efforcent de reconstruire le parti et ses cadres et cela répond à la préoccupation permanente de survie qui anime tout organisme social menacé.

Balussou me ménagea un rendez-vous avec le délégué du C.C. que je rencontrai le 25 août dans la matinée, sur les allées Jean-Jaurès, en face du cinéma « Variétés ». Ce délégué n'était autre que Roucaute, du Gard, que je connaissais d'avant la guerre. Il me confirma les informations données par Balussou pour le cas

d'arrestation. J'ai appris plus tard que les mêmes instructions avaient été données à Pierre Couchet [9], secrétaire régional du Tarn-et-Garonne. Roucaute me demanda de commencer à regrouper discrètement quelques camarades sur Toulouse et confirma que notre objectif était de reconstruire le parti, déjà durement frappé par le gouvernement Daladier et par Vichy. Nous devions reconstituer nos cadres. En nous séparant, j'étais bien décidé à accomplir de mon mieux cette nouvelle tâche que le parti venait de me confier.

9. Pierre Couchet, né le 6 août 1911, dans le bassin houiller aveyronnais à Firmi ; fils d'instituteur, il fait des études pour devenir dentiste à Bordeaux. Il milite aux jeunesses socialistes. En 1934, à l'âge de 23 ans, il vient s'installer à Montauban pour exercer sa profession. Au printemps 1934, il est militant au P.C.F. en Tarn-et-Garonne. En 1938, il est l'un des animateurs fédéraux du P.C.F. Le 3 septembre 1939, Pierre Couchet est arrêté et condamné par le tribunal militaire de Montauban à trois ans de prison et mille francs d'amende à cause d'un tract distribué et signé par le P.C.F. du Tarn-et-Garonne qui dénonçait les mobiles de la guerre. En appel à Toulouse, le Tribunal le condamna à la même peine avec sursis. Libéré fin décembre 1939, il reprend contact avec ses camarades du P.C.F., il participe à l'animation du P.C.F. dans l'illégalité. Le 8 janvier 1941, Pierre Couchet entre dans la clandestinité. Jugé, il sera condamné par contumace à vingt ans de travaux forcés, privé de ses droits civils et politiques et à la confiscation de ses biens. En juin 1943, il rejoint le maquis F.T.P.F. de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne). Il fera partie de la 1re Compagnie de F.T.P.F. du Tarn-et-Garonne du 1-6-43 au 25-8-44 en tant que commissaire aux effectifs. A la Libération, après avoir participé à l'animation du Front National dans le Gers, il revient à Montauban, et il sera exclu du P.C.F. A partir de 1953, il participe à la création du Comité Montalbanais pour un regroupement démocratique, puis il anime la Nouvelle Gauche, l'U.G.S., puis le P.S.U. jusqu'à sa mort en juin 1965.

6

L'internement

1. L'univers concentrationnaire

Lors de mon entrevue avec Roucaute, celui-ci m'avait demandé de regrouper quelques camarades de Toulouse. Je n'eus guère le temps de m'occuper de cette tâche car, dans moins de dix jours, il ne me restera plus de la liberté qu'un souvenir.

Démobilisé, j'avais tenté de reprendre mon métier d'ouvrier boulanger. Dans l'impossibilité de trouver une place, avec mon ami Paul Vié, compagnon fidèle des bons et des mauvais jours, nous avions envisagé de monter ensemble une petite affaire visant à fournir les bars et restaurants de la ville en croissants, brioches et autres amuse-gueule du matin. Le rationnement aidant, nous avions quelques chances de pouvoir démarrer et travailler enfin pour nous. Four et fournil furent loués dans une petite rue du quartier Saint-Georges. Nous devions commencer la fabrication le dimanche 8 septembre. La semaine qui précède, nous visitons les éventuels clients, prenons les commandes afin de connaître quelle serait, au départ, la base de fabrication. Les premières estimations nous autorisaient à un optimisme modéré mais certain. Le samedi 7, nous nous quittons à 19 heures au bar du Clairon, rue Bayard. Nous devons nous retrouver le lendemain dans la matinée pour commencer la fabrication. Hélas ! le préfet troubla la fête ; Paul, surnommé amicalement « Poluche » m'attendra le lendemain et les jours suivants.

Ironie du sort qui me sépara de l'homme le plus loyal, l'ami le plus sincère, à qui une affection fraternelle me lie et avec qui j'aurais aimé construire de nos mains une entreprise qui soit le fruit de nos efforts communs ! Nos destins, qui se rejoignaient à cette époque, ne se croisèrent plus. J'en ai éprouvé un grand regret.

C'est à ce moment que nous avons reçu à Toulouse un tract du parti, venu je ne sais d'où, et dont un paquet me fut remis pour distribution dans mon quartier. Le contenu de ce tract était à ce point choquant, même pour un militant conditionné comme je l'étais, que je me suis refusé à le distribuer ; je l'ai détruit. J'ai appris par la suite, que je n'avais pas été le seul à agir ainsi. Ce fut mon premier acte d'indiscipline ; je ne l'ai jamais regretté.

Il est des instants dans la vie d'un militant où le choix ne lui est laissé qu'entre

la soumission et l'honneur. Quelques exemplaires de ce tract furent néanmoins distribués à Toulouse. La réponse du pouvoir fut brutale. Le dimanche 8 septembre, à l'heure où je me levais pour rejoindre mon ami Paul, deux gendarmes se présentèrent à mon domicile, 60, rue des Champs-Elysées, et me signifièrent d'avoir à les accompagner à la gendarmerie, place Saint-Michel, pour y recevoir une communication me concernant *(voir document n° 2)*. Ainsi, en vertu d'un décret relatif aux individus dangereux pour la sécurité publique et la défense nationale, je suis astreint à séjourner dans un camp de concentration, pudiquement nommé « centre de séjour surveillé » de Buzet-sur-Baïse, où je dois être conduit immédiatement.

Le préfet, Cheneaux de Leyritt, en signant cet arrêté, a fait bonne mesure, car il en a signé cinq autres du même coup. C'est ainsi que je vois sucessivement arriver à la gendarmerie mes camarades de Laroque, Coifard, Llabrès, Bréjassou[1] et Gausserand[2]. Comme je venais d'être démobilisé, et que je n'avais pas eu le temps de prendre les contacts dont m'avait chargé Roucaute, j'ignorais quel était l'état réel du parti, à ce moment à Toulouse. Mais la brochette de militants qui se retrouvait à la gendarmerie, représentait un beau coup de filet, n'eut-il été donné qu'à titre préventif.

Nous voici donc rassemblés à la gendarmerie où l'on nous donne connaissance de l'arrêté d'internement dont nous sommes l'objet. Par une indiscrétion, nous apprenons que nous prendrons le train vers 13 heures en gare Matabiau en direction du camp de Buzet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne). Les familles venues aux nouvelles auront vite appris le sort qui nous est réservé ainsi que l'heure de notre départ de Toulouse. Nos familles sont sur le quai de la gare lorsque nous y arrivons. Que dire d'adieux faits sur le quai d'une gare dans de telles conditions inhabituelles.

Chaque séparation a son caractère particulier, mais celle-ci, en raison de l'incertitude qui la motivait, avait quelque chose de plus poignant, de plus pénible, notamment pour ceux qui venaient de connaître une première année de séparation motivée par la guerre. Et puis, pour les familles, ce départ, lourd de menaces en raison de la situation conjoncturelle, s'ouvrait sur l'inconnu. Qu'allions-nous devenir ?

Descendus en gare d'Aiguillon, c'est en camion que nous fûmes transportés à Buzet-sur-Baïse, distant de sept kilomètres. Buzet, petite commune du Lot-et-Garonne, traversée par le canal du Midi, possédait comme unique industrie une fabrique de crayons, l'activité dominante des habitants étant l'agriculture. Le « centre de séjour surveillé », situé en bordure du canal, était composé d'une grande bâtisse ; ce bâtiment était destiné aux internés. Entre le bâtiment et le canal, une cour de 100 m² avec un arbre en son centre. Le tout, comme il se doit en système concentrationnaire, clôturé d'épais barbelés. A l'intérieur du bâtiment, une allée

1. Brejassou, ouvrier métallurgiste, membre du Conseil Syndical du syndicat des Métaux C.G.T. en 1936-37. Militant communiste de Haute-Garonne, Brejassou se présenta au conseil général dans le canton de Léguevin, en octobre 1937. Il sera membre du comité de section Toulouse-Ouest du P.C. en 1938-39. Interné par suite d'un arrêté du préfet de la Haute-Garonne, le 8 septembre 1940, il fut transféré le même jour au camp de Buzet-sur-Baïse, Saint-Germain-les-Belles et Nexon.

2. Jean Gausserand. Militant communiste de la Haute-Garonne, candidat au conseil général dans le canton de Montgiscard en octobre 1937. En 1938-39, membre du bureau de la section Sud de Toulouse.

centrale, avec de chaque côté, châlits pour quelques-uns, paille pour les autres. Au centre de la pièce un poêle, généralement dépourvu de combustibles lorsque, durant la période d'hiver, il eut consumé les branches de notre arbre, qui fut très rapidement « déplumé ». Face au camp, une grande bâtisse servant de résidence à la compagnie de gendarmes affectés à la garde, plus le bureau où trônait en maître, le détestable capitaine du Parc, responsable tant des détenus que de leurs gardiens.

Notre arrivée au camp fut un événement pour ceux qui nous y avaient précédés ; nous étions porteurs d'informations dont ils étaient dépourvus. L'accueil fut généreux, fraternel, ainsi que le veut l'esprit de solidarité qui unit spontanément ceux qui se trouvent privés de ce bien précieux qu'est la liberté, étant entendu que cette solidarité ne jouait qu'entre ceux partageant la même idéologie donc internés pour les mêmes motifs. On nous installa pour la nuit, sur une couche de paille fraîche, et nos camarades nous munirent de vieilles boîtes de conserves vides qui, provisoirement, tiendraient lieu de couvert. Les jours suivants, nous avons rapidement fait connaissance avec nos co-internés peu nombreux (une quarantaine), car il s'agissait d'un camp modèle réduit, qui fut supprimé quelques mois plus tard.

Politiquement, les communistes, étions largement majoritaires. Outre les nouveaux arrivants de Toulouse, nous comptions Caujolle et un camarade de Sainte-Bazeille, quatre originaires de Meaux (Seine-et-Marne) dont ils étaient conseillers municipaux : Lelong, Clerc, Tetin et René Joyeux, bout en train de 80 ans ; d'autres camarades, dont je n'ai plus le nom en mémoire et André Parinaud, membre du secrétariat de la région Paris-Ville, et de la section centrale d'éducation. On le retrouvera après la Libération à la section centrale d'organisation chargé du « contrôle » des organisations de masse. Enfin, Aurain, membre du P.C. et ancien secrétaire de l'Union départementale des syndicats confédérés du Lot-et-Garonne.

Parmi les non-communistes, quelques figures curieuses. Michel, anarchiste, homme bon, au visage expressif orné d'une magnifique barbe blanche dont il tirait une légitime fierté, et qu'il étalait méticuleusement, le soir, sur sa couverture, avant de s'endormir. Son désespoir, la fumée du poêle et du tabac, qui commençait à donner à la barbe immaculée, une teinte vieil ivoire. A noter également un militant trotskyste dont le nom m'échappe. Comte, originaire, je crois d'une commune de l'Aisne, disant ne s'être jamais occupé de politique et ignorer de ce fait, le motif de son internement. Dupuy, se disant ingénieur, en réalité récidiviste de droit commun, dénué de toute moralité, homme capable de tout pour un litre de vin. En bref, le type classique que l'on retrouvera mêlé volontairement aux politiques, dans les camps de concentration. Inutile de dire qu'on cessait toute conversation de caractère politique, à son approche. Schmidt, vrai ingénieur celui-là, disant avoir trouvé le secret de la fabrication de l'or et avoir été interné afin que ne puisse être ébruité le secret de sa découverte. Nous n'étions guère convaincus par le motif invoqué de sa présence parmi nous, bien qu'il fut doué d'une intelligence remarquable. Malade, non soigné, nous l'avons trouvé mort un matin, parti silencieusement avec son secret. Autre personnage curieux et totalement étranger à notre milieu : Leterrier, la trentaine, écrivain et militant royaliste, arrêté par erreur, à la sortie d'un café, au moment de l'entrée des Allemands à Lyon. Il y avait quelque vraisemblance dans son récit ; d'ailleurs, un mois environ après notre arrivée, il sera libéré. Nous avions là avec nous, astreint aux mêmes servitudes, aux mêmes privations, un réel adversaire de classe, car il ne cachait pas ses

opinions, ce qui démontre un certain courage, dans un camp peuplé de communistes y exerçant « leur » loi. Nous avons eu avec lui d'interminables conversations sans complaisance au plan des idées et sous l'étiquette, nous avons peu à peu découvert l'homme. Il était loyal, honnête, sincèrement ancré dans ses convictions. Quelques années plus tard, j'ai découvert par hasard un livre dont il était l'auteur, un roman sentimental ; je l'ai lu avec intérêt car, sous la plume, je retrouvais l'homme, compagnon de camp. Je n'ai pas oublié ce contact. Jusqu'alors, je n'avais connu l'adversaire de classe, qu'en face, de l'autre côté de la barrière, avec qui les rapports ne pouvaient se concevoir que par l'invective ou les heurts. Et tout à coup, par un fait du hasard permettant le dialogue, je découvris un homme aussi convaincu de la justesse de ses idées que je l'étais des miennes, les expliquant sans haine ni passion. C'était la première révélation que l'homme pouvait être l'adversaire sur le plan des idées, sans être foncièrement mauvais au plan humain.

Au sein de la colonie concentrationnaire, le problème le plus pénible fut la présence parmi nous de Léon Piginnier, député communiste, maire de Malakof et de Rigaud, maire d'Ivry, l'un et l'autre ayant quitté le parti lors de la signature du pacte germano-soviétique. Ils étaient déjà présents lors de notre arrivée et soumis, de la part des communistes, à une semi-quarantaine. Considérés à l'époque comme traîtres et renégats, on ne leur adressait la parole que lorsque cela était strictement nécessaire. Par la suite cette attitude, déplorable en milieu carcéral, fut moins rigide et notre hostilité haineuse des débuts se modifia au point de pouvoir tenir des conversations, peu amicales certes, mais dans une ambiance plus détendue.

Nous leur reprochions leur geste de 1939, qu'ils tentaient de justifier. Ils subissaient leur sort, comme nous, sans esprit de soumission, sans arrogance, et peut-être aujourd'hui, puis-je exprimer du regret pour le mépris que, comme les autres, j'ai pu leur manifester, mais sans jamais donner à mon attitude un caractère d'agressivité. Un incident auquel ils furent mêlés, aurait dû nous inciter à une révision de jugement. Personnellement, j'en fus frappé. A l'occasion de je ne sais quelle fête ou anniversaire, les communistes du camp, avons spontanément chanté *l'Internationale*. Les gendarmes, accourus, en hâte, relevèrent le nom des délinquants. Le lendemain, à l'appel, le commandant du camp nous annonçait que nous étions privés de visites, de colis, et du droit de corvée qui nous permettait de nous approvisionner au village. Piginnier et Rigaud qui n'avaient pas pris part à notre manifestation, demandèrent au commandant de subir la même sanction que nous, en indiquant, qu'en cas de refus, ils se l'appliqueraient volontairement eux-mêmes. Il en fut ainsi. Je crois qu'il fallait que cela soit dit. Ce geste qui les honore, devait être connu d'autant plus que je sais qu'il n'est pas dans la tradition communiste de rendre un quelconque hommage à ceux qui ont été rejetés.

A l'égard des anarchistes et des trotskystes, notre comportement, sans être comparable à celui que subissaient Rigaud et Piginnier, était conditionné par les vieux clivages politiques qui faisaient d'eux des adversaires, sinon des ennemis de classe. Néanmoins, au camp, la claustration donnant une autre mesure à nos rapports, nous les acceptions dans la communauté, poussant même l'audace jusqu'à engager parfois avec eux, des débats idéologiques, position inconcevable dans une période pas si lointaine. La cohabitation suscitant une certaine forme de solidarité, la polémique dénuée d'agressivité, le fait que nous étions réunis dans ce camp, prouvant que nous représentions un égal danger pour ceux qui nous avaient condamnés à y vivre, nous obligeaient à certaines interrogations auxquelles les anciens clichés n'apportaient qu'une réponse imparfaite, pour ne pas dire inexacte.

Tant que je n'avais pas eu de contacts et de discussions avec anarchistes et trotskystes, je ne faisais aucune difficulté à admettre qu'ils étaient des agents provocateurs à la solde de l'ennemi de classe, mais après avoir vécu plusieurs mois avec eux, en camps de concentration, comment croire encore que ces camarades pouvaient être des agents à la solde de ceux qui les avaient fait interner ? Pour moi, notre adversaire étant commun, notre combat devait l'être également. Sans accepter leur projet de société et leur méthode d'action, les anarchistes par exemple, prirent par la suite une autre dimension politique, ce qui n'en faisait plus des adversaires, mais de possibles alliés. Ce raisonnement s'appliquait également aux trotskystes, adversaires considérés comme beaucoup plus dangereux, pourchassés et exécutés avec la haine que l'on sait, pendant l'ère stalinienne.

J'en connus un au camp de Buzet, dont je n'arrive pas à me souvenir du nom. Les conversations avec lui, à défaut de me convaincre, me le firent considérer avec un préjugé moins défavorable.

2. La vie dans le camp

Après avoir situé les lieux, l'ambiance et les personnages composant notre petite communauté, quelques mots sur la vie dans le camp. Nous n'étions astreints à aucun travail, ce qui aurait pu passer pour preuve de mansuétude si ce n'avait été en réalité que froid calcul, car il est connu qu'il n'y a rien de tel que le désœuvrement pour saper le moral. C'est par là qu'il fallait nous neutraliser, puisque nous n'étions dangereux que par notre force de persuasion.

Au camp de Buzet, au moins, nous avons pu déjouer ce calcul ; indépendamment de longues discussions, le jeu d'échec était notre passe-temps favori. Nous avions trouvé dans le camp (occupé avant nous par un détachement de soldats de l'armée belge), quelques vieilles capotes et de vieux masques à gaz. A l'aide d'un petit outillage reçu en cachette à l'occasion de visites de familles, nous avons pu, avec les déchets d'aluminium, fabriquer quelques bagues que des militants de Toulouse vendaient à notre profit. J'ai fabriqué ainsi, deux médaillons, dont l'un, contenant le portrait de ma mère, n'a jamais quitté mon bureau. Je l'ai tous les jours sous les yeux, ainsi qu'une canne sculptée au couteau dans une branche d'arbre.

Ces souvenirs, qui ont pour moi presque valeur de reliques, sont là en permanence, pour attester que rien ne peut donner plus de prix à la liberté que le fait de l'avoir momentanément perdue. Avec des morceaux de drap des capotes et des lamelles de bois, j'ai pu aussi fabriquer des sandales, dont j'ai largement fait profiter mes compagnons de captivité. La nourriture peu abondante, composée essentiellement de pain, carottes, rutabagas en quantité réduite, nous était distribuée matin et soir, au moment de l'appel qui avait lieu au pied du châlit ou de la paillasse. De la viande, et quelle viande ! nous était distribuée une fois par semaine. Ce régime alimentaire était le minimum acceptable. Il nous laissera plus tard, un souvenir de festin, comparé au régime de famine que nous devions connaître au camp de Nexon.

Tous les matins, une corvée de quatre hommes tirant un chariot, se rendait au village, escortée de gendarmes, pour le ravitaillement. Nous avions la possibilité d'acheter quelques denrées et du tabac à cette occasion. Hélas, aucun d'entre nous n'étant favorisé par la fortune, nos achats étaient généralement des plus modestes.

Les visites étaient autorisées, mais réservées exclusivement aux membres de la famille des internés. Ces visites étaient toujours appréciées, car, indépendamment de leur caractère affectif, elles s'accompagnaient de nouvelles de l'extérieur, et aussi de colis qui amélioraient l'ordinaire de la communauté. Elles avaient lieu au parloir situé au rez-de-chaussée du bâtiment des gardiens, et toujours en la présence de l'un d'entre eux. Question d'intelligence ou de savoir-vivre, certains mettaient plus de discrétion à cette surveillance désagréable. Celui d'entre nous qui recevait la visite d'un membre de sa famille était volontaire pour la corvée du jour et, selon la mentalité des gendarmes accompagnant la corvée, il lui était possible de s'entretenir parfois avec son visiteur dans des conditions plus libérales qu'au parloir. Il faut dire un mot de ces personnages préposés à la garde des camps. Si au début de ce récit je n'avais pas mentionné le mot de gendarme, un esprit non prévenu pourrait supposer que la garde des internés était du ressort du personnel pénitentiaire, et l'on ne verrait rien que de très normal en cela. Si la société admet que des citoyens soient détenus, elle doit aussi admettre qu'un personnel spécialisé existe pour les garder. Mais dans notre situation du moment tout était hors des normes. D'une part, on décrétait l'internement de personnes, sans délit, sans enquête, sans jugement, sans condamnation et pour une durée inconnue, et d'autre part, on faisait escorter et garder ces mêmes personnes par des gens que l'on est peu habitué à voir exercer cette fonction. Je ne sais pas comment nos gardiens se trouvaient là, volontariat ou désignation, mais le fait existe ; dans les trois camps de concentration par lesquels je suis passé, j'ai été gardé par des gendarmes français, moi qui m'honore encore à ce jour, d'avoir un casier judiciaire vierge.

Pour excuser l'attitude des gendarmes, on ne peut porter comme argument en leur faveur le fait de nous croire de dangereux malfaiteurs. Non. Ils étaient parfaitement au courant de notre situation. S'ils ont accepté d'accomplir cette triste besogne, c'est en connaissance de cause. Certes, il s'en est trouvé quelques rares dans le nombre qui surent montrer parfois quelques sentiments humains, mais ils furent une exception.

On peut aussi tenter de justifier leur attitude par la discipline et l'obéissance dans l'exécution des ordres reçus. Je n'accepte pas cette argumentation peu convaincante. Soldats ou pas, il est des moments de l'existence où, sous peine de forfaiture, on se doit de refuser d'accomplir des besognes déshonorantes. On comprendra que, les ayant subi comme gardiens, je n'ai guère d'estime pour les gendarmes ; ils m'ont ôté ce qui fut toujours pour moi le bien le plus précieux. Je ne ressens pas de haine à leur égard, tout au plus de l'indifférence pour l'homme et la fonction qui l'avilit.

Au camp de Buzet, comme à ceux de Saint-Germain et de Nexon, d'un côté des barbelés se trouvaient des fonctionnaires, la mangeoire bien garnie, de l'autre des êtres faméliques, asservis, mais conservant toute leur dignité d'homme. Ma fierté est de m'être trouvé du côté de ceux qui eurent faim. Le camp était commandé par le capitaine du Parc, militaire de carrière. A en juger par son comportement, tout porte à croire qu'il avait été volontaire pour cette fonction. Homme froid, d'un abord glacial, nul d'entre nous ne l'a jamais vu sourire. Tout en lui était méprisable à commencer par sa fonction. On sentait l'adversaire de classe, heureux de la situation lui permettant d'exercer une vengeance qu'il dégustait d'autant mieux qu'elle avait été longtemps attendue.

Malgré la surveillance exercée de jour comme de nuit, nos gardes trouvèrent leur maître en la personne de notre camarade G..., qui un soir, trompa leur vigi-

lance, franchit les barbelés et rejoignit sa femme qui logeait à l'hôtel du village. Il réintégra le camp au petit matin par le même chemin. Ce fut un exploit dont nous avons bien ri.

L'hiver 1940-41 fut froid. Nous ne sortions guère du bâtiment que pour des promenades dans la cour carrée, d'environ 10 mètres de côté. Située en contrebas du chemin de halage du canal, elle devait donner, vue de l'extérieur, l'impression de ces fosses aux ours, que l'on trouve dans les parcs zoologiques. Mais, en l'occurrence les ours, c'était nous, avec en moins la fourrure pour nous réchauffer.

Il y a quatre ans, en allant à Bordeaux avec mon fils, j'ai fait un détour pour revoir Buzet-sur-Baïse. J'ai retrouvé l'emplacement du camp. Le bâtiment est toujours debout, mais le tout, envahi par les ronces, témoigne d'un grand abandon. Le temps efface tout, y compris les traces de la souffrance des hommes, celle-ci n'étant plus gravée que dans leur chair et dans leur cœur. Nous avons dû être bien peu de choses dans la tourmente qui secoua le monde, pour que le manteau de l'indifférence recouvre aussi vite cette terre de détresse. Le souvenir de ces lieux sur lesquels une partie de notre destin s'est accompli, ne substistera donc que dans notre mémoire. Conservons-le fidèlement. Mieux, je forme le vœu que d'autres, comme moi, consignent leurs souvenirs par écrit ; c'est peut-être la seule façon de les perpétuer dans le temps et de les préserver de l'outrage d'un oubli définitif car, s'il est vrai qu'il faut une vie pour se souvenir, il suffit d'une génération pour oublier.

Il paraît certain que la situation des internés en France est peu connue, ce qui expliquerait en partie oubli ou méconnaissance. Cependant, les camps furent nombreux et leurs pensionnaires s'y succédèrent par milliers, internés sur décision administrative. Contrairement à l'inculpé qui sait devoir être jugé, au condamné qui connaît la durée de sa peine et peut donc espérer le moment où il recouvrera la liberté, l'interné, lui, ne sait rien. On ne l'accuse de rien, sauf d'une possible atteinte au moral de la nation ; il ne peut donc être jugé, ni condamné.

Revenons à Buzet. C'est dans le courant de l'hiver que Lucien Llabrès nous quittera, libéré, la mesure d'internement ayant été reportée. Son émotion est grande en nous quittant, la nôtre aussi en le voyant franchir la porte du camp.

C'est en février 1941 que des bruits commence à circuler d'un transfert prochain dans un autre camp. Un matin, nous quittons le camp à l'aube, en camion pour aller prendre le train en gare d'Aiguillon. Le lieu de notre future destination ne nous est pas communiqué.

Nos gardiens, toujours aussi vigilants, nous escorteront pendant le voyage. Cette fois, c'est un wagon entier qui nous est réservé. Nous partons en direction d'Agen, arrêt à Montauban, où notre wagon est accroché à un train à destination de Paris. Le voyage durera toute la journée ; nous arrivons la nuit à Saint-Germain-les-Belles, dans la Haute-Vienne, où existe un camp de transit. Logés provisoirement dans une baraque, au réveil la vue du camp sera pour nous une vision de cauchemar. A nos yeux, s'offrait le premier aperçu de l'univers concentrationnaire. Nous venions d'un camp composé d'un seul bâtiment, logeant une quarantaine d'internés, ce qui lui concédait un certain caractère d'intimité, et nous avions sous les yeux un alignement de baraques en planches, au fond d'une cuvette entourée de collines de tous côtés. Comme nous étions en hiver et que la pluie ne cessait de tomber, ruisselant au fond de la cuvette, le camp n'était qu'un immense bourbier. Seuls des individus pervers et diaboliques avaient pu découvrir un pareil

endroit pour y faire vivre des êtres humains et seul un esprit de revanche ou un désir d'élimination physique avait pu présider à ce choix.

Heureusement, nous sommes restés moins d'un mois dans cet enfer. Quelques jours après, un important convoi de camions nous transférait au camp de Nexon, toujours dans la Haute-Vienne. Contrastant avec le camp que nous quittions, celui-ci était situé sur un plateau désertique. Nexon fut un camp d'internement important. La population pénale était logée dans des baraques en bois, contenant sur toute la longueur et des deux côtés, deux planches superposées pour dormir. Toujours gardé par des gendarmes français, le camp était entouré d'une triple ceinture de barbelés, et à chaque coin s'élevait un mirador en haut duquel des sentinelles armées veillaient de jour comme de nuit. Ici, plus de corvée en ville pour le ravitaillement, on ne franchissait le portail d'entrée que mort ou libéré. Les visites sont réglementées et à jour fixe. C'est le camp de concentration avec toute son implacable dureté.

En arrivant, notre groupe de Buzet est affecté à la baraque 14. Nous obtenons de désigner nous-mêmes notre chef de baraque qui sera responsable devant l'administration. A l'unanimité, c'est Lelong qui est choisi. Notre choix ne pouvait être meilleur que celui de ce militant intègre. Sa diplomatie et son bon sens aplaniront bien des difficultés. Il s'emploiera à calmer les impatiences dans les moments d'énervement bien compréhensibles et à remonter ceux dont le moral faiblissait lors de « coups de cafard » épisodiques.

La nourriture était distribuée en bloc par baraque. A charge pour le responsable d'en assurer la répartition. Pour le pain, par exemple, Lelong faisait des prodiges pour répartir avec équité la maigre ration qui nous était allouée. Je le revois, muni d'une balance à fléau de bois de sa fabrication, prélevant ici, ajoutant là de petits morceaux afin que chacun reçoive sa juste part. La ration de pain journalière, environ 200 grammes, était distribuée en une seule fois le matin. Dans les premiers jours, impatients ou affamés, certains et je fus du nombre absorbions cette ration dès que reçue. La journée était triste et longue ensuite. Rapidement, j'ai pris l'habitude de discipliner ma faim en rationnant ma consommation de pain. La volonté fit le reste et il en fallait pour tenir.

Cette épreuve n'aura pas été tout à fait inutile, en cela qu'elle m'aura habitué à une certaine endurance, familiarisé avec la gestion et l'économie, et aura affermi la volonté dont j'aurai besoin au cours de diverses étapes de la vie. Si j'avais l'esprit mal tourné ou une certaine propension pour l'humour noir, je pourrais souhaiter pareille épreuve à nos jeunes militants d'aujourd'hui, car on ne peut nier le caractère formateur qu'elle eut. De même qu'il faut avoir perdu la liberté pour en apprécier le prix, il faut avoir eu faim pour connaître la délicieuse saveur d'une bouchée de pain. Ces deux vérités, aucune leçon ne pourra les restituer à la réalité ; elles ne relèvent que d'une expérience que l'on doit faire soi-même. Reste le témoignage, mais il ne calquera jamais qu'imparfaitement la vérité.

Nous avions, à la baraque 14, le triste privilège d'avoir parmi nous une dizaine de détenus de droit commun, condamnés à la relégation, originaires de la région marseillaise pour la plupart, ne cachant pas leur état de proxénètes. C'est la première fois qu'il m'était donné d'approcher des gens de cette condition ; leur mentalité était écœurante. N'avait de valeur à leurs yeux que ce qui était sale et vil. Aucun sentiment humain ne peut avoir de prise sur ces individus. C'est vraiment la lie, et je doute qu'aucune société, fut-elle socialiste, puisse les récupérer. Abondamment pourvus d'argent alors qu'on ne pouvait rien acheter à l'extérieur du

camp, ils ne manquaient de rien comme nourriture ; recevant d'innombrables colis, festoyant la journée, sans complexe devant des détenus affamés, jouant aux cartes à longueur de nuit, se disputant, se battant, le contact de ces individus n'était plus tolérable. Une première demande fut faite pour qu'ils soient isolés. L'enquête des gardiens nous fut défavorable. Nos demandes d'isolement restant sans suite, nous en avons été réduits à une grève de la faim de trois jours — ce n'est pas gai de refuser la nourriture lorsqu'on est affamé — pour que le commandant du camp entende nos doléances et nous donne satisfaction. Les droits communs furent logés dans une baraque à part où ils continuèrent à manger, à jouer et à se battre. Nous en étions débarrassés.

La vie continua avec son principal souci : manger pour tenir, tout ce qui était consommable dans le camp, en particulier l'herbe encore verte et tendre du printemps. En se levant tôt, on avait parfois la chance de trouver des épluchures de pommes de terre dans les poubelles des cuisines. Lorsque notre collecte était suffisante, Lelong en faisait une répartition équitable. Ce jour-là, notre repas, amélioré de quelques épluchures de pommes de terre, avait un petit air de fête.

J'ai profité de mon séjour à Nexon, pour suivre des cours d'espagnol que donnait Pedurand, communiste de Montauban que j'avais connu avant la guerre. En plus d'être un passe-temps, ces cours donnés deux fois par semaine, me permirent de me familiariser davantage avec une langue dont je n'avais que de vagues notions. D'autres camarades donnaient des cours de français, de mathématiques, de chant, etc. Ces initiatives avaient un double objectif : d'abord permettre au plus grand nombre d'internés de profiter de ces loisirs forcés pour acquérir des connaissances sur divers sujets, et surtout de les distraire en occupant leur esprit. Notre ennemi le plus implacable au camp n'était pas l'administration pénitentiaire, mais le désœuvrement, l'ennui. Ici, plus question de fabriquer des bagues, des médaillons, des sandales comme à Buzet ; tout travail nous était interdit et cette condition d'oisiveté qui nous était imposée, l'était intentionnellement. User le moral, introduire le doute dans les esprits, n'était-ce pas là le but recherché en condamnant à l'inaction des personnes réputées pour leur activité et leur esprit d'initiative ? Peut-on imaginer ce que peut représenter une population de mille ou deux mille habitants, rassemblée sur un terrain dont la superficie n'atteignait pas deux hectares errant sans but à longueur de journée dans une totale oisiveté ?

Le seul contact avec l'extérieur venait par des informations que le parti nous faisait tenir de temps à autre à l'occasion des visites de femmes de camarades, et par les lettres que nous recevions de nos familles. Ces lettres nous étaient remises ouvertes, lues préalablement par un surveillant. Toute allusion à des problèmes politiques faisait confisquer la lettre ou caviarder le passage jugé suspect. Les lettres destinées aux familles devaient également être remises ouvertes au bureau du camp où elles étaient lues et éventuellement censurées. Ce procédé, seulement en usage dans les prisons, était une humiliation supplémentaire, volontairement infligée. On peut se rendre compte de l'intérêt que pouvait avoir une correspondance échangée entre époux par exemple, lorsqu'on sait qu'elle va être épluchée minutieusement par une personne parfaitement étrangère à la vie du couple et à ses problèmes. Ainsi, alors qu'on avait tant de choses à faire savoir, la correspondance consistait seulement en un échange de banalités. Une des conséquences du désœuvrement et des effets qu'il avait sur le moral, était les tentatives de suicide qui se terminaient parfois tragiquement. Je me souviens d'un camarade de ma baraque qui depuis quelques jours, passait son temps à aiguiser un canif sur une pierre.

Très souvent il venait interroger mon voisin Rafy forgeron de son état à Pont-du-Casse, près d'Agen, pour savoir s'il était suffisamment aiguisé et s'il taillait bien. Sans penser à mal, Rafy et moi le prenions pour un maniaque qui avait trouvé une façon originale de passer le temps. Nous avons compris, mais peut-être un peu tard, le but qu'il poursuivait, lorsqu'on apprit qu'il avait été découvert dans les cabinets, un poignet ouvert. Il fut transporté à l'hôpital de Limoges et je n'ai jamais su ce qu'il était devenu. Je souhaite qu'il s'en soit tiré, car c'est trop bête de mourir ainsi.

Tout fut tenté pour essayer de tromper l'ennui ; on monta une chorale dont s'occupait René, l'esprit le plus jeune d'entre nous bien qu'il eût 80 ans. On mit également sur pied une troupe artistique. Des camarades me demandèrent si je voulais m'occuper de constituer une bibliothèque. J'acceptais volontiers et peut-être faut-il voir en cela une première approche de la profession dans laquelle je m'établirai en décembre 1945 et que j'exercerai pendant trente années.

Pour constituer une bibliothèque, il fallait d'abord des livres. Ils arrivèrent en assez grand nombre. En effet, nous avions demandé à chaque camarade d'écrire dans sa famille pour se faire envoyer un colis de livres. Huit jours après, les premiers ouvrages arrivaient, vérifiés par la censure, bien entendu. J'obtins de la direction du camp, huit planches avec lesquelles je fis de sommaires rayonnages, à l'entrée de la baraque 14. La bibliothèque était à la disposition de tous les internés du camp. L'échange des livres se faisait tous les après-midi, de 15 heures à 17 heures. En prenant un livre, ceux qui le pouvaient, versaient un franc à la caisse de solidarité qui venait en aide aux plus nécessiteux et ceux qui n'avaient pas les possibilités, ne donnaient rien.

3. L'organisation du parti

Rassemblés par centaines au camp de Nexon, les communistes ne pouvaient manquer d'être organisés, selon le vieux principe qui veut que, où que ce soit, lorsque des militants se rencontrent, leur première tâche doit être d'organiser le parti.

Au camp, il n'était pas possible de se grouper au grand jour ; aussi notre activité ne pouvait être que clandestine ; elle le resta jusqu'à la Libération. Je reviendrai plus en détail dans le chapitre suivant, sur l'organisation du P.C. clandestin pendant la période de l'occupation. L'organisation de base était un groupe de trois militants, un seul des trois ayant le contact avec le responsable du niveau supérieur. Chaque militant payait la cotisation du parti, non plus d'après ses revenus, ainsi qui est d'usage dans les périodes normales, mais selon ses possibilités du moment. Le militant démuni était exonéré de cotisation. Lorsque nous sommes arrivés à Nexon, la direction du parti dans le camp était assurée par Rambaud, Fauré, Laval (que j'avais connu avant la guerre à Gourdon) et Magnani.

Quelques jours après notre installation, Gausserand et moi fûmes associés au travail de la direction. Comme je l'ai déjà indiqué, nous recevions parfois des directives, soit orales, soit par écrit, sous forme de tracts, de circulaires ou de notes, par des femmes d'internés (de Saint-Etienne ou Montluçon), lors de leurs visites.

Il nous fallait reproduire à la main ces directives, et les répercuter dans les

groupes. C'est ici que la bibliothèque tenait une place importante, non seulement sous sa forme distrayante, mais parce qu'elle permettait de véhiculer les directives dans les groupes. C'est d'ailleurs en vue de cette double utilité que la bibliothèque avait été réalisée. Ainsi, lorsque les directives reçues, puis reproduites, m'étaient remises, les responsables de groupe dans chaque baraque, en étaient avisés et chacun venait le soir emprunter un livre à la bibliothèque, où se trouvaient discrètement glissées, les indications à transmettre.

4. Les demandes de libération

Assez régulièrement, ceux qui composaient la direction du parti, se retrouvaient souvent au cours de promenades, pour tenter de faire le point sur une situation qui nous échappait du fait de notre isolement.

Nous savions que notre internement n'était pas le fait des Allemands, mais du gouvernement de Vichy, et il nous paraissait improbable que le parti, privé de milliers de ses cadres internés dans les camps, ne tente pas au moment opportun, quelque démarche pour les récupérer. C'est ainsi que nous ne fûmes pas surpris de recevoir dans la première quinzaine de mars, plusieurs exemplaires d'une circulaire, ronéotypée sur papier de couleur jaune, nous donnant ordre de faire sortir des camarades par n'importe quel moyen et en particulier en adressant des demandes de libération aux plus hautes autorités françaises. L'objectif : faire sortir des cadres pour reconstruire le parti clandestin à l'extérieur. Comment aurions-nous pu douter de la réalité du contenu de cette circulaire qui nous paraissait être un compromis, alors qu'un an avant, nous avions accepté un compromis d'envergure : le pacte germano-soviétique ? Comment ne pas admettre aussi que nous serions plus utiles au parti, en liberté, que croupissant dans un camp ? La direction du P.C.F. a toujours refusé de reconnaître cette directive envoyée dans divers camps et non pas seulement dans celui de Nexon. Elle a toujours nié avoir donné cette directive, et pour tenter de prouver sa bonne foi, n'a pas hésité à sanctionner de nombreux militants qui l'avaient appliquée. Tout au plus commence-t-on à admettre dans le P.C.F. que cette directive aurait été le fait d'une initiative malheureuse prise personnellement par un membre de la direction nationale clandestine. J'ai lu quelque part que le fautif ne serait autre qu'Auguste Lecœur, à l'époque, membre de la direction et maintenant exclu du parti.

Lorsqu'on connaît la rigueur de l'organisation communiste en période normale, il est impensable — et cela malgré l'incroyable pagaille qui régnait dans le parti à cette époque — qu'une telle initiative puisse être le fait d'un seul membre de la direction. A qui fera-t-on croire cela ? Peut-être convient-il de se souvenir de deux événements qui, se déroulant à ce moment, ne sont peut-être pas sans rapport avec la démarche qu'il nous fut conseillé de faire. En mars et avril Hitler occupe la Grèce, la Bulgarie, la Yougoslavie. L'encerclement de l'U.R.S.S. se précise. Ce fait n'aurait-il pas incité la direction du parti a renforcer rapidement son appareil en prévision d'une situation qui ne va pas manquer d'être difficile ? Autre événement : l'arrestation d'une grande partie de la direction clandestine pour la zone sud ne laisse-t-elle pas le champ libre à certaines initiatives individuelles d'éléments sans contrôle et sans contact ?

Quoi qu'il en soit cette directive est bien parvenue dans les camps. De nom-

breux camarades l'ont affirmé, et personnellement, j'ai recueilli des attestations[3]. D'ailleurs, comment en douter puisque de nombreuses libérations eurent lieu à cette époque, et l'on sait que l'on ne sortait des camps qu'après avoir fait une demande. Dès le 15 mars, les demandes furent nombreuses. Après avis de la direction du parti au camp je déposais la mienne le 17. Je reste persuadé que ma spécialisation en matière d'organisation conditionna cet avis favorable. Il est certain que je devais être plus utile à l'extérieur, car on se doutait de ce que devait être la déficience organisationnelle du parti, ne serait-ce que par la rareté des informations qui nous parvenaient. Dans la circulaire reçue il était conseillé d'adresser les demandes aux plus hautes autorité du gouvernement de Vichy.

J'adressais la mienne à Pétain. J'y déclarais avoir rompu avec le parti lors de la signature du pacte germano-soviétique et déclarais devoir m'abstenir de toute activité politique. Je ne lésinais pas sur les termes employés pour convaincre d'un repentir sincère ; l'essentiel était de le rendre crédible et de sortir. Regrets et promesse étaient absolument contraires à la vérité. On a vu que loin d'avoir désapprouvé le pacte, je l'avais au contraire accepté et l'on verra par la suite qu'en fait d'abandon de toute activité politique, dès que j'ai retrouvé le contact avec mon parti, j'ai pris une part active à la résistance contre ce même gouvernement de Vichy.

En fait, pour ceux qui ont établi ces demandes dans l'intention de reprendre le combat, et l'ont fait, il ne s'agissait que d'un compromis sans importance, d'une ruse de guerre pour tromper l'adversaire et mieux le combattre. C'est bien comme cela que j'ai ressenti cette directive du parti. Par la suite, les conditions ayant changé, c'est cette lettre qui servira le motif invoqué pour mon exclusion en 1945 et je ne fus pas le seul dans ce cas. C'est cet événement qui sera relaté en détail, avec pièces justificatives à l'appui dans un long chapitre qui suivra dans l'ordre

3. Il nous apparaît logique, compte tenu de la situation du P.C.F. à l'époque, qu'une telle directive soit donnée. Beaucoup de témoignages, de militants et d'historiens appuient cette thèse.

Toujours est-il que cette lettre sera le prétexte à l'exclusion de Marcel Thourel, en avril 1945. Le reproche essentiel étant son refus de s'évader. Cette question est importante pour mieux saisir la réalité de cette exclusion. Dans une brochure, que publie la fédération du P.C.F. du Tarn-et-Garonne, courant 1946, il est dit : « Après l'armistice et plus précisément en septembre 1940, Thourel fut enfermé au camp de Buzet-sur-Baïse, et ensuite transféré au camp de Nexon. Peu de temps après son arrestation au camp de Buzet, les camarades Jourdan et Mammonat établissent le contact avec lui et lui proposent de le faire évader, mais il refuse catégoriquement, ainsi que le prouve le témoignage du camarade Jourdan, membre du secrétariat fédéral de la Haute-Garonne ». Il apparaît que ce reproche ne résiste que peu à certaines questions et constatations. D'abord le témoin à charge C. Jourdan est aussi l'instructeur du « procès » de Thourel, puisqu'il était responsable de la commission de contrôle régional. Ensuite, pour ce qui est de René Mammonat, il ne semble pas avoir mémoire de cet incident : « mon vieux camarade Marcel... j'ai toujours eu quelques nouvelles de toi par les camarades arrêtés, et j'étais heureux de voir que toujours tu as travaillé pour notre bonne cause... ». Enfin le problème de l'évasion renvoie à une question générale ; l'évasion a-t-elle été un ordre du parti, et celui-ci avait-il à l'époque les capacités opérationnelles correspondant à une telle décision ? Georges Guingouin cite le seul cas d'évasion à Saint-Germain-les-Belles en indique les difficultés et même un échec, par la suite, la surveillance étant alors bien plus sévère. Mais le problème de l'évasion se pose aussi à l'interné : s'évader, mais aller où ? Comment reprendre le contact avec le parti ? Lucien Midol, militant communiste, témoigne : « Cette question d'évasion a d'ailleurs été évoquée à Valence, mais faute d'indications du parti, et ignorant les éléments géographiques nécessaires, cette idée ne fut pas retenue ».

chronologique des événements. Le résultat escompté de ces demandes ne se fit pas attendre ; dès le 15 avril les premières libérations intervinrent. Plusieurs fois par semaine, des camarades en groupe ou isolément nous quittaient et des demandes de libération continuaient à se faire.

5. Libre

Mon tour d'être libéré arriva le 21 mai 1941. J'en fus informé dans la matinée. Je quitterai le camp à 13 heures. Convoqué au bureau, je m'entends signifier que le préfet de la Haute-Garonne avait reporté la mesure d'internement prise à mon encontre, mais que j'étais interdit de séjour dans le département de la Haute-Garonne. Je signai l'engagement sans lequel aucune libération n'était effectuée et par lequel je déclarais m'engager sur l'honneur, de n'avoir à l'avenir aucune activité antinationale, ni de contact avec les organisations dissoutes.

Ne pouvant plus revenir à Toulouse, je devais indiquer le lieu où j'entendais me retirer et où il me faudrait me présenter à la gendarmerie pour contrôle périodique. Ma femme ayant de la famille à Verdun-sur-Garonne, petite commune du Tarn-et-Garonne, distante de Toulouse de vingt-cinq kilomètres, j'optais pour cette localité. La matinée passa à faire mes adieux aux camarades. Je les quittais, persuadé que leur tour ne tarderait pas et je laissais l'adresse où je me retirais et où le parti pourrait me contacter. A 13 heures, en compagnie de Marcel, un camarade de Toulouse, réparateur de stylos, nous franchissions sans regret la porte de ce camp, nouvelle forme de barbarie des temps modernes, inventée par des hommes pour avilir, affamer, démoraliser et en asservir d'autres.

Nous avons pris le train jusqu'à Limoges, où, à la préfecture nous exigeons un billet de transport pour nous rendre à notre lieu de destination. Nous déclarant sans ressources, il nous est accordé. Le soir, dans un restaurant, près de la gare, nous nous offrons un repas qui n'a rien de somptueux. Je me souviens qu'il se composait de lentilles — et quelles lentilles ! — mais, comparé à la misérable chère du camp de Nexon, ce repas revient dans mes souvenirs sous l'image d'un extraordinaire festin. Nous prenons le train dans la nuit pour arriver au matin à Grisolles, d'où je fis à pied les huit kilomètres qui séparent cette commune de ce qui allait être mon lieu de résidence : Verdun-sur-Garonne. Depuis la veille, assailli par des tâches ou occupations inhérentes au passage sans transition de l'état d'homme asservi à celui d'homme libre, je n'avais eu guère le temps de méditer sur ma nouvelle condition. Cheminant solitaire sur la route, enfin libre de fixer ma pensée, je commençais à évaluer à son juste poids la valeur du mot « liberté ». Bien sûr, ma joie solitaire était tempérée par le souvenir des camarades que j'avais laissés, provisoirement, je l'espérais, derrière moi. On n'oublie pas aussi vite cet horizon de barbelés où vont continuer à tenter de survivre, et parfois mourront, des hommes victimes de l'arbitraire et dont je venais de quitter la pitoyable et famélique cohorte. La conjoncture aidant, j'étais sûr que les frères d'armes, laissés sur le plateau aride de Nexon, se trouveraient bientôt dans une situation identique à la mienne. Je ne savais pas qu'exactement un mois plus tard, les Allemands en attaquant l'U.R.S.S., obligeraient Vichy à fermer la porte de sortie des camps et que resteront internés des milliers de communistes, certains seront déportés en Afrique du Nord, d'autres, plus tard seront pris dans ces camps comme otages et fusillés pour l'exemple.

N'ayant pas la préscience du futur, j'en étais pendant mon étape pédestre à savourer le parfum de liberté respiré à pleins poumons. On peut être blasé sur beaucoup de choses, mais se retrouver à l'air libre, loin des barbelés, des gardes-chiourme et des miradors est un des moments qui comptent dans la vie d'un homme. Il faut avoir été captif, avoir été privé du pouvoir d'aller et venir à sa guise, pour connaître tout le prix de la liberté. Trente-cinq années ont passé depuis que j'ai fait ma première expérience de liberté retrouvée. Pendant cette période j'ai constamment eu sous les yeux, dans mon bureau, la canne sculptée et le médaillon fabriqué au camp de Buzet-sur-Baïse. Il porte écrit au verso cette simple phrase : « La liberté est le bien le plus précieux de l'homme ». A tout moment de la journée, ces « reliques » d'un autre monde sont là pour attester et me rappeler s'il le fallait, que je fus privé de ce bien précieux, qu'il est mien maintenant, et que je peux en user à ma guise. En écrivant ces lignes, devant la porte ouverte de mon bureau, je vois un laurier rose, abondamment fleuri, mais en surimpression, dans la grisaille des souvenirs, s'estompe une triple rangée de fil de fer barbelé. Qui peut comprendre cela ?

Depuis ma libération du camp, je crois être resté fidèle aux engagements moralement pris à ce moment :

- Ne plus courir le risque de perdre la liberté par une arrestation stupide comme celle de 1940 que j'aurais pu éviter en m'échappant.
- La liberté se défend, la sienne autant que celle des autres. Aussi n'ai-je jamais cessé de dénoncer les atteintes qu'elle peut subir partout dans le monde, qu'il s'agisse du racisme sous toutes ses formes, des minorités opprimées, des crimes et des abus inhérents aux régimes capitalistes ou encore du honteux système autoritaire, héritage du stalinisme, dans certains pays socialistes. Enfin, l'un des impératifs de mon engagement moral, est de n'évoquer le passé qu'en tant qu'expérience riche de promesses pour l'avenir. Nos misères d'hier doivent engendrer la confiance et l'espoir pour demain.

Plus que la faim et l'avilissement moral et physique, dans les camps, c'est à coup sûr la privation de liberté que nous avons le plus durement ressentie. J'ai bien peur que les générations montantes, qui ne se sentent pas concernées par ce passé, n'en saisissent pas le prix.

La liberté, hommes d'aujourd'hui, est en vous et ne dépend que de vous. Profitez-en chaque seconde. Allez librement, sans buter sur l'obstacle des barbelés ou la surveillance d'un mirador, n'est-ce pas merveilleux, alors que d'autres sont des concentrationnaires quelque part dans le monde ? Vous pouvez respirer, voir, agir, aimer sans contrainte. Vous êtes libres. Mais par-delà la griserie des mots, souvenez-vous que si la liberté est un bien, il est fragile et qu'il ne suffit pas de le posséder, qu'il faut aussi le mériter. Chaque fois que l'on tentera de vous en déposséder, même d'une parcelle, ayez le courage de le défendre, quel qu'en soit le sacrifice à consentir. C'est à ce prix seulement que vous serez dignes d'en apprécier les bienfaits.

document 3

PRÉFECTURE
de la
HAUTE-GARONNE.

CABINET DU PRÉFET.

Le Préfet de la Haute-Garonne, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre.

Vu le Décret du 18 Novembre 1939, relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense Nationale et la Sécurité Publique et notamment les articles 1 et 4 du dit décret.

Vu les instructions en date du 16 Mai 1940, de Mr. le Ministre de l'Intérieur;

ARRÊTE:

Article 1er. - M. THOURAL, Marcel, Auguste, Alfred, né le 3 février 1913 à Toulouse, domicilié à Toulouse, 21 rue Marengo,
est astreint à résider au Centre de Séjour Surveillé de Buzet-sur-Tarn, où il sera immédiatement conduit.

Article 2. - Sous peine des sanctions prévues à l'article 4 du Décret du 18 Novembre 1939 (emprisonnement de un à cinq ans), Mr. THOURAL, Marcel, ne pourra en aucun cas quitter sans autorisation les lieux fixés pour sa résidence et il devra se conformer à toutes les prescriptions qui lui seront adressées pour l'exécution de cette décision par l'autorité compétente.

Article 3. - Le présent arrêté sera adressé au Général Commandant la Subdivision en vue de sa notification et de son exécution immédiate et sera communiqué au Ministère de l'Intérieur.

Fait à Toulouse, le 7 Septembre 1940.

Le Préfet:

Signé: CHENEAUX DE LEYRITZ

Pour ampliation.
Le Conseiller de Préfecture délégué,
Signé: illisible.

Copie certifiée conforme.
A Toulouse, le 8 Septembre 1940.

document 4

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

CABINET DU PREFET

Le Préfet de la Haute-Garonne, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre,

Vu le décret du 18 novembre 1939, relatif aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense Nationale et la Sécurité Publique et notamment les articles I et 4 dudit décret,

Vu l'arrêté en date du 10 Décembre 1940 par lequel le nommé THOUREL Marcel, né le 3 février 1913 à Toulouse demeurant à Toulouse, 21, rue Marengo, a été astreint à résider dans un Centre de Séjour surveillé.

A R R E T E

Article Ier :- Est rapportée la mesure d'internement prise à l'encontre du nommé THOUREL Marcel, par arrêté du 10 décembre 1940 en application de l'article Ier du décret du 18 novembre 1939.

Article 2- L'accès du département de la Haute-Garonne demeure interdit à l'intéressé

Article 3 - M.M. les Secrétaires Généraux de la Préfecture, M. le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de la Haute-Garonne, M. le Commissaire Divisionnaire de Police Spéciale, M. le Commissaire Central de Police de Toulouse, M. le Directeur du Camp de NEXON (Haute-Vienne) sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULOUSE, le 16 mai 1941
LE PREFET
signé : CHENEAUX DE LEYRITZ

Pour ampliation:
Le Conseiller de Préfecture délégué,
signé : Illisiblement

Pour Copie conforme à l'original
Le Chef de Camp:

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR — CENTRE DE SURVEILLANCE DE NEXON (Haute-Vienne) — SÛRETÉ NATIONALE

Vu au départ
l'Inspecteur de Service

Vu au porte

7

La clandestinité

« *A côté de vous, parmi vous, sans que vous le sachiez toujours, luttent et meurent des hommes, — mes frères d'armes —, les hommes du combat souterrain pour la libération. Ces hommes, je voudrais que nous les saluions ce soir ensemble. Tués, blessés, fusillés, arrêtés, torturés, chassés toujours de leur foyer ; coupés souvent de leur famille, combattants d'autant plus émouvants qu'ils n'ont point d'uniformes ni d'étendards, régiments sans drapeau dont les sacrifices et les batailles ne s'inscriront point en lettres d'or sur le frémissement de la soie mais seulement dans la mémoire fraternelle et déchirée de ceux qui survivront ; saluez-les. La gloire est comme ces navires où l'on ne meurt pas seulement à ciel ouvert mais aussi dans l'obscurité pathétique des cales. C'est ainsi que luttent, que meurent les hommes du combat souterrain de la France* ».

« *Saluez-les, Français ! Ce sont les soutiers de la gloire* ».

Pierre Brossolette, 1942

1. La Résistance

Les événements historiques portant sur la période de la Résistance et sur la part que j'y ai prise du fait des responsabilités que j'ai exercées, sont trop importants pour s'accommoder de la moindre erreur.

Dans la relation des faits, je ferai appel le moins possible à ma mémoire, mais aux archives que j'ai précieusement conservées. Ce travail sur pièces, pour la préparation de ce chapitre, a été rendu difficile par l'imbroglio né de la confusion des noms réels et des pseudonymes (noms de guerre). Dans les pages qui vont suivre et pour simplifier, je donnerai en minuscule le nom correspondant à l'identité réelle — lorsqu'elle me sera connue —, l'autre sera donc le pseudonyme, imprimé en italique. Pour compléter ces documents, et rendre à chacun la place qui lui revient dans le déroulement des événements, j'ai dû faire appel à ma mémoire mais aussi à celle de camarades avec qui j'ai conservé d'amicales relations. Il arrivera que noms et pseudonymes ne soient pas toujours accouplés, que des erreurs se soient glissées dans les affectations de responsabilités ; ce sont là inconvénients mineurs, me semble-t-il, au regard de l'événement, vu dans son ensemble. Le troisième écueil rencontré réside dans le fait que les documents utilisés sont rarement datés. Cela peut s'expliquer par le temps qui s'écoulait entre la rédaction d'un tract par exemple, et le moment où, par de nombreux relais, il arrivait à la base pour sa distribution. Il y avait toute une chaîne à suivre et parfois hélas, un maillon « cassait ». J'ai pu néanmoins pallier la difficulté et dater approximativement, en partant de points de repères historiques connus ou d'événements mentionnés. Enfin, dans la rédaction de ce texte, j'ai tenu à ne rien changer aux mots et expressions utilisés par le P.C. pendant la Résistance. Le langage volontairement hermétique a été restitué tel quel dans ses désignations les plus courantes.

Plus que jamais je me félicite aujourd'hui d'avoir conservé précieusement un exemplaire de tout le « matériel illégal » publié pendant la Résistance. J'ai pu constituer ce dépôt du fait de mes responsabilités en 1943-44, qui me donnaient accès à toute la documentation clandestine. Grâce à ce sauvetage de documents souvent ignorés ou perdus, je viens de vivre quelques journées comme un pèlerinage, comme une évasion. C'était le retour à un passé exaltant. En feuilletant les dossiers

d'une région ou d'une période, je fus souvent ému et bouleversé. Malgré le caractère patriotard des documents de l'époque qui en appelaient à Jeanne d'Arc et au maréchal Foch pour galvaniser les énergies afin de chasser le « boche », malgré ces invocations ultra-nationalistes qui laissent rêveur aujourd'hui, comment ne pas être ému en tenant dans ses doigts la feuille jaunie, froissée, en partie effacée par les ans d'un journal, d'un tract, d'un appel, souvent maladroitement ronéotypés, avec des moyens de fortune. Dès lors, peut-on penser à la somme de sacrifices consentis par ces camarades connus et inconnus qui ont imprimé, reproduit, transporté, distribué ces pauvres feuilles, hommes et femmes qui ont tout risqué pour leur idéal. Certains d'entre eux sont morts maintenant, mais j'ai tenu à ce que ces témoignages demeurent pour attester de leur lutte et de leur courage.

2. Ouvrier agricole

Me voici donc le 22 mai 1941, dans la matinée, arrivant aux « Pouffets », petit hameau dépendant de la commune de Verdun-sur-Garonne, lieu où j'avais choisi de me retirer [1].

Là résidait, infirme et veuve, ayant à charge deux jeunes enfants, une tante de ma femme. Celle-ci, avertie télégraphiquement de Limoges la veille, m'y attendait avec notre fils. Passée la joie des retrouvailles, mon estomac criant famine, la tante me dit que l'on n'avait qu'une soupe à m'offrir. Qu'à cela ne tienne, il y avait si longtemps que j'en étais privé ! Je me suis toujours régalé de soupe, depuis les temps lointains où ma tante m'apprenait qu'on ne pouvait grandir sans elle. Quand, jeune boulanger, je partais au travail, avant minuit, souvent, je ne trouvai de véritable soutien que dans la soupe de la veille que je faisais réchauffer et qui, l'hiver, me permettait d'affronter la nuit glaciale à bicyclette. Encore fallait-il qu'elles fussent épaisses, paysannes, qu'elles tinssent au corps ces soupes préparées selon un rite ancestral que ma mère et ma tante respectaient. Je revois encore les larges tranches de gros pain, coupées dans la soupière et arrosées lentement du bouillon odorant, mariage des légumes et du hachis de lard. Quel parfum emplissait la pièce, et quelle délectation que cette soupe ainsi « trempée » ! Mais qui sait aujourd'hui ce que signifie l'expression « tremper la soupe » ?

Hélas, la soupe qui me fut offerte ce 22 mai, n'avait qu'une lointaine ressemblance avec la bonne soupe paysanne de mes jeunes années. Il s'agissait simplement d'un bouillon d'orties, versé sur des tranches de pain. J'ai conservé de cette nouveauté culinaire le goût d'un breuvage insipide. Mais, rendu vorace par une longue privation, je n'étais pas en état de faire la moindre différence dès l'instant où il s'agissait de nourriture. Après le repas, la vérité me fut dispensée sans ménagement. J'avais choisi de me retirer dans une famille vivant dans un état d'incroyable pauvreté, dénuée de tout et sans secours. Me voilà, presque sans argent, sans travail, dans une localité inconnue, avec quatre personnes à charge,

1. Verdun-sur-Garonne, dont il sera souvent question, avait cette particularité, avec Laguépie, d'être considérée, avant la guerre, comme une municipalité communiste, du fait des sympathies ou de l'engagement de leurs maires. Autre particularité pour Verdun-sur-Garonne, en 1926, un militant communiste de la commune : Gineste, fut condamné à 15 jours de prison pour son action contre la guerre du Maroc. Tous les habitants de la commune, à l'exception d'une douzaine, signèrent une pétition de protestation contre sa condamnation.

mes parents ayant pris notre fils à Toulouse. Grâce à leur aide, nous avons pu tenir les premiers jours, mais il fallait aviser très rapidement. Le lendemain de mon arrivée, je m'étais présenté à la brigade de gendarmerie de Verdun-sur-Garonne où je devrais par la suite me rendre périodiquement, jusqu'au jour où...

Les boulangeries de la commune et localités voisines ne pouvant m'assurer du travail car pourvues en personnel, il fallait trouver une autre occupation. Dans le hameau, les sentiments à mon égard étaient mitigés. Je sortais de « prison » comme on disait, et cela incitait à quelques réserves. Mais dans l'ensemble, à une exception, les habitants furent corrects, certains généreux, car notre misère était trop apparente pour qu'elle fut ignorée. Un soir, une voisine se présente chez nous avec un panier de pommes de terre qu'elle nous offrit. Ce geste, outre qu'il allait calmer notre faim pour quelques jours, administrait la preuve de ce que peut représenter l'esprit de solidarité. Il se produisait au moment où, dans l'adversité, on a l'impression que tout s'effondre et où on ne peut plus se conformer aux règles de la logique. Ce panier de pommes de terre si spontanément offert, je vous ai souvent dit, Antoinette, quelle valeur affective il avait pour moi. Il rentre dans le domaine des choses que l'on ne peut jamais oublier. Comme un symbole d'amitié, ce souvenir restera à jamais gravé dans mon esprit et dans mon cœur, et puisque l'occasion m'en est offerte, encore une fois, merci...

Par la suite, pendant plusieurs jours, nous allâmes aider notre aimable voisine à sarcler le maïs. Elle nous rendait largement ce service en denrées diverses, car la nourriture abondait en ces temps-là, dans les fermes de la vallée de la Garonne. Enfin, je commençais à manger à peu près à ma faim. Ce sarclage de maïs terminé, j'appris que dans les côteaux de Dieupentale (commune voisine) les escargots abondaient autour d'une ancienne briqueterie désaffectée. Pendant près d'un mois, tous les matins, de l'aube à midi, nous en faisions ample ramassage. Lorsque nous en avions cinquante kilos, je les envoyais à Toulouse où ma mère les vendait chez des détaillants, facilement, comme tout ce qui était comestible à cette époque. Un mois après il ne se trouvait plus un escargot dans les côteaux. Je crains même que ce génocide gastéropode ait nui à tout repeuplement ultérieur ; longtemps après, j'appris que l'on ne trouvait plus d'escargots à « la briqueterie ». Que les Dieupentalais et surtout ceux qui sont devenus mes amis par la suite, m'excusent de cette extermination. S'ils savent ce que c'est chose atroce que d'avoir faim, et de lire sur des visages familiers la faim des autres, nul doute qu'ils m'auront pardonné.

Le ramassage d'escargots terminé, il fallait s'orienter vers une autre occupation. Le défunt mari de notre tante occupait son temps à couper une herbe haute, fine et tranchante, appelée « sèche », qui croissait dans les fossés de la région. Cette herbe, triée, peignée et séchée, servait au rempaillage des chaises. Nous voilà lancés dans la collecte de cette herbe. Mon jeune cousin, qui connaissait les qualités et les endroits où elle se développait, m'aidait à la couper. Nous travaillions, dans l'eau jusqu'à la ceinture, de l'aube à midi, coupant la sèche, à l'aide d'une faucille. La cousine et ma femme triaient l'herbe et l'étendaient à sécher dans les champs où nous devions la retourner dans l'après-midi. Certaines espèces, coupantes comme un rasoir, nous couvraient les mains d'estafilades douloureuses. Nous prenions une demi-heure dans la matinée pour un sommaire casse-croûte, composé invariablement d'une ration de pain et d'une tête d'ail, mais agrémenté parfois d'un morceau de chocolat.

L'herbe séchée au soleil, devenue paille, était transportée sur une remorque

de fortune faite d'une caisse et de deux roues de bicyclettes, à laquelle toute la famille s'attelait. Peignée, mise en paquets, la paille était prête pour la vente. Mais, pour arriver à cette ultime étape, nous avions travaillé chacun pas moins de 12 à 13 heures par jour ; travail rendu plus pénible encore par la chaleur, le manque d'habitude et l'insuffisance de nourriture. En un mois, nous avions épuisé les fossés de la région mais réalisé le chargement d'un camion. Un grossiste de Toulouse vint en prendre livraison sur place. Le règlement fut la première rentrée importante d'argent et cela nous permit, compte tenu des restrictions, d'améliorer l'ordinaire.

Plus de « sèche » dans les fossés, ce travail étant saisonnier, je dus une fois encore, comme l'on dit aujourd'hui, me recycler. Grand fumeur à cette époque, la ration de tabac largement insuffisante, j'avais comme beaucoup d'adeptes de « nicot » usé des produits de remplacement tels que barbe de maïs, feuille d'armoise, etc... J'avais découvert que la feuille de topinambour séchée était, l'illusion aidant, le produit qui se rapprochait le plus du tabac. J'en utilisais pour mon usage personnel, puis j'eus l'idée d'en vendre à la ville, où les fumeurs recherchaient toutes les denrées de remplacement. Une annonce dans la presse me mit sur la voie. Un ingénieur de Toulouse faisait un appel d'offre pour tous produits non toxiques, pouvant remplacer le tabac. J'écrivis et lui envoyai un échantillon par poste. Par retour du courrier, il me commanda cinquante kilos à livrer le plus rapidement possible à un prix déjà convenu dont je ne me souviens plus. Nous voilà ramassant en hâte les précieuses feuilles avec l'autorisation des propriétaires et à longueur de journée, nous les débitions en bandes très fines à l'aide de ciseaux. Dix jours après, prenant le risque de braver l'interdiction de séjour dont j'étais l'objet, je partis à vélo à Toulouse avec mes cinquante kilos de « tabac » dans un grand sac, fixé sur le porte-bagages. Mon acheteur habitait un appartement avenue Frizac où il me reçut. La marchandise lui agréant, il paya le prix convenu et m'en commanda à nouveau cinquante kilos.

Cette fois, je crois avoir déniché l'occupation rentable qui me permettra de tenir un moment, persuadé que le parti ne tarderait à me contacter. Nous fabriquons derechef une nouvelle fourniture d'ersatz tabagique et me voilà quelques jours après, à nouveau chez mon acheteur. La réception est moins cordiale. La « saloperie » que je lui avais placée est invendable, prétend-il, pour remplacer le tabac. Il va devoir la mettre en paquets et la vendre en produit insecticide dans les drogueries. Cela va lui occasionner des frais non prévus. On devine le reste. Il me prend la livraison du jour à un prix inférieur... Que faire en pareil cas ? reprendre cette « marchandise » dont je ne saurais que faire, ou accepter le chantage dont je suis l'objet mais qui me permettra de rapporter de quoi nourrir la famille pendant quelques jours ? Les dents serrées, j'accepte. Une semaine après il m'écrira et me faisant une autre commande « malgré les difficultés d'écoulement de la précédente dont il lui reste quelques paquets ». Je me souviens de lui avoir répondu que je ne lui ferais plus de fourniture et que pour les paquets restant, à défaut de les vendre, il pouvait en utiliser le contenu en forme de suppositoire pour son usage personnel. Je crois même lui avoir écrit cela en un style moins élégant.

L'été finissait et j'avais épuisé toutes les occupations possibles hormis l'agriculture, activité dominante des habitants de cette partie de la vallée de la Garonne. Le contact escompté avec le parti ne se produisant pas, il fallait me résoudre à trouver un travail qui, par sa continuité, m'assurerait une existence plus stable et moins dépendante d'occupations passagères et fantaisistes. Je me décidai à aller

voir l'ancien maire de Verdun, Alexandre Clamens [2], connu pour ses sympathies communistes, et qui, pour ce motif, avait été relevé de ses fonctions de maire par Vichy, et remplacé par une délégation spéciale. Nous nous connaissions d'avant guerre car j'avais fait plusieurs réunions à Verdun. Il me reçut avec sa cordialité coutumière. Je lui demandai conseil pour la recherche d'un emploi. A mon avis, seule l'agriculture pouvait m'offrir un débouché. Comme je ne connaissais rien au travail de la terre, il m'offrit de m'occuper, car il avait deux propriétés, une aux « Mourous », l'autre au « Ramier », près de la Garonne. J'appréciais ce geste amical, car dans les premiers temps, il me faudra tout apprendre de ce métier et de ce fait, mon rendement sera assez médiocre. Son fils Jean [3] se chargea de mon apprentissage. Il fut compréhensif et patient. Sa femme Justine et lui eurent des attentions difficilement oubliables où leur naturel bon et généreux trouva l'occasion de se manifester. Un désaccord politique nous séparera par la suite, mais quelle qu'en fut l'importance, je ne pus jamais oublier les qualités de cœur de ces camarades qui me témoignèrent de l'amitié dans les moments difficiles. Je ne suis pas de ceux qui gomment le passé pour n'avoir à prendre en compte que le présent. Cet escamotage, si courant dans la société communiste, est trop facile et le procédé frise la malhonnêteté. Pour les gestes d'indulgence et de générosité qu'ils eurent à mon égard à ce moment-là, les membres de la famille Clamens ont ma reconnaissance et je veux ne me souvenir que de cela.

Me voici donc ouvrier agricole, au contact avec cette terre auréolée de tout ce légendaire entretenu dans les esprits par la littérature, la tradition orale, le folklore. J'ai appris que, pour que cette terre soit la mère nourricière de l'humanité, ainsi que le veut la geste populaire, il faut qu'elle soit préalablement fécondée par la peine et la sueur des hommes. Hormis les labours et les moissons, tout le travail se faisait à la main en cette époque, et c'est à force de peiner sur la terre que j'ai fini par m'y attacher, l'aimer au point de ne plus pouvoir me dispenser de sa présence, lui prodiguant mes soins, et en recevant les bienfaits. Depuis lors, grand ou petit, j'ai toujours eu, proche de mon habitation, un jardin cultivé avec passion. Il fait partie de ma vie ; il borde mon univers terrestre, il est une source de peines mais aussi de satisfactions toujours renouvelées.

La nature généreuse prodigue ses bienfaits, mais pour en goûter les joies, il faut s'en montrer digne par une attention soutenue. Coquette et jalouse, elle ne se laisse courtiser que par les persévérants dans l'effort. Les inconséquents, les lève-tard, les amateurs, n'ont aucune chance d'une idylle heureuse avec la terre et si par hasard elle se produisait, ils seraient cocus et ce serait justice !

2. Alexandre Clamens, né le 15 janvier 1889 à Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne), agriculteur. Son adhésion au P.C.F. est certainement antérieure à la Seconde Guerre mondiale. Il participera à la reconstruction du parti clandestin, à Verdun-sur-Garonne, ville dont il sera le maire à la Libération. Il sera aussi le premier élu communiste au Conseil Général, représentant du canton de Verdun-sur-Garonne à la Libération. En octobre 1945, il était secrétaire de la section communiste de Verdun-sur-Garonne, et sera l'un des trois candidats aux élections générales du 21 octobre 1945, avec Pierre Juge et Roger Vie. Il sera suspendu de ses fonctions de maire, par le préfet du Tarn-et-Garonne après les événements du 25 juin 1945 (affaire de la ficelle-lieuse). Il abandonnera ses responsabilités au parti communiste par une lettre de démission le 7 juillet 1946.

3. Jean Clamens, né le 29 août 1912 à Verdun-sur-Garonne, fils d'Alexandre Clamens. Il adhère au P.C.F. en 1937. Résistant, à la Libération il est responsable des C.D.A.P. de la région d'Agen (Tarn-et-Garonne, Gers et Lot-et-Garonne). Elu maire de Verdun-sur-Garonne en 1947 ; réélu en 1953, 1959 et 1965.

3. La recherche du contact

L'adaptation progressive à ma nouvelle existence de terrien ne pouvait me faire oublier que j'appartenais à un parti et que l'idéal dont il était porteur tenait plus de place dans ma vie que les contingences matérielles du moment. Les mois passaient et le contact espéré se faisait attendre, à croire que les camarades de la direction du camp n'avaient pu faire connaître mon adresse. Jean était au parti déjà avant la guerre, son père y adhéra officiellement pendant la Résistance. Nous avons commencé à regrouper d'anciens communistes de la localité : Lacombe, Barbe, Esparbès, Degeilh, Lafforgue, et quelques autres dont le nom a quitté ma mémoire.

Notre premier objectif : se regrouper ; le second : rechercher le contact, puisque celui escompté tardait à s'établir. En attendant, notre organisation, maintenue par le respect des règles de sécurité, sera prête pour s'accrocher au train dès que la « locomotive » se présentera.

Notre première action portera sur la solidarité, car nous avons des camarades prisonniers, d'autres qui ont subi la répression (notamment Abadie et Sancho). Afin de hâter la rencontre avec le parti, je me décide à faire un voyage à Agen dans le but de voir Jourdan dont je connaissais l'adresse. Je ne le trouve pas chez lui, et un voisin interrogé discrètement, ne me laisse guère l'espoir de le rencontrer. A sa réponse évasive, je suppose qu'il a quitté son domicile ; je saurai par la suite que je ne m'étais pas trompé. Etant à Agen, je décide d'aller voir Perrau, avocat et membre du parti. Confiant dans son passé, je ne doutais pas que par lui, j'allais trouver un contact avec le parti. Ce n'est pas le bouillant avocat d'avant la guerre qui me reçut, mais un homme très discret qui, après avoir éloigné sa secrétaire, me confia que depuis 1939, il était coupé du parti, et n'avait plus aucune relation. J'eus l'impression que ma visite lui déplaisait. A mon retour, la déception fut grande parmi les camarades de Verdun lorsqu'ils apprirent le peu de succès de ma démarche.

Je ne me souviens plus à quelle occasion Jean Clamens et moi avons rencontré Maylin, un camarade de Grenade-sur-Garonne. Lui aussi était sans contact avec le parti, mais nous dit qu'il connaissait un monsieur « Jean » de Grenade, responsable d'un mouvement de résistance, à Toulouse. Il nous ménagea une entrevue chez ce monsieur « Jean » qui nous reçut aimablement. Dès le début de la discussion, je sentis que nous partions dans des directions opposées. Lui ayant dit franchement que nous cherchions la liaison avec notre parti, et que, par ses relations au sein des mouvements de résistance il pourrait peut-être nous aider à établir ce contact, sa réponse fut évasive. Il nous promit de s'en occuper à Toulouse et de nous tenir au courant mais en attendant, son intention semblait être de nous enrôler dans son mouvement, ce qui ne nous intéressait nullement. Nous nous sommes quittés sur de vagues promesses qui n'eurent aucune suite.

Un autre espoir nous vînt de trouver le contact avec le parti. Je ne sais en quelle circonstance Henri Gaussens, ancien responsable des comités de défense de *L'Humanité* à Toulouse — et si mes souvenirs sont exacts, libéré du camp d'internement de Montignac en Dordogne —, vint à Verdun-sur-Garonne, un dimanche pour tenter de trouver un peu de ravitaillement comme le faisaient à l'époque beaucoup de citadins. Rencontré par hasard, je le conduisis chez Jean

Clamens. Satisfait, il revient très souvent par la suite, mais étant lui-même coupé du parti, il ne nous fut d'aucune utilité pour renouer.

Autre tentative. J'avais eu en 1942 des nouvelles de Gilbert Germa à Toulouse. Il était avant la guerre membre du comité régional et secrétaire de la section Toulouse-Ouest. Je l'invitais à venir passer un dimanche à Verdun, puisqu'interdit de séjour je ne pouvais aller moi-même à Toulouse. Il vint à bicyclette, reparti de même après un bon repas, mais me laissa fort désemparé car, lui aussi, était sans liaison avec le parti [4].

Ces détails indiquent bien l'état de désorganisation du P.C. à l'époque [5]. Toutes ces démarches faites en vue de renouer avec mon organisation n'empêcheront pas qu'en 1945, au moment de mon exclusion il me soit reproché de n'avoir rien fait pour retrouver le parti. Bien entendu, les camarades cités à ma demande, comme pouvant apporter la preuve du contraire, ne furent jamais entendus. Des mois s'écoulèrent dans l'attente d'une liaison qui paraissait de plus en plus problématique et d'un seul coup, en 1943, par un de ces hasards dont l'histoire abonde, le contact fut établi. C'est Bernard Piquemal qui en rapport avec un groupe de jeunes de Montauban et notamment Louis Sabatier, avait un contact avec Gaston Plissonnier *(Duchène)* [6]. Il le conduisait à Verdun lorsque notre rencontre eut lieu sur la route de Dieupentale. Ensemble nous sommes allés chez Jean Clamens où nous passons l'après-midi et la soirée à lui indiquer l'état de notre organisation locale et aussi à recevoir les indications qui nous manquaient, tant sur la situation générale que sur celle du parti.

Avant son départ il nous donne des « bio » [7] à remplir et me donne personnellement rendez-vous, ainsi qu'à P. F., pour quelques jours après, sur la route de Négrepelisse, à Montauban. Au jour et heure indiqués, un matin à 10 heures, nous rencontrons *Duchène* à l'endroit convenu, empruntons un petit chemin à gauche, afin de pouvoir causer plus librement. Je lui remets la « bio », accompagnée d'un rapport rédigé sur un cahier d'écolier, relatant la manière dont j'avais été libéré du camp de Nexon à ma demande, faite sur les directives reçues du parti. Il m'affirma, en présence de L., que ces demandes de libération n'avaient aucune importance car elles avaient permis de faire sortir des cadres dont le parti avait besoin. Je lui fis part de mon étonnement de ne pas avoir été contacté plus rapidement alors que j'avais fait transmettre mon adresse à ma sortie du camp. Il met

4. Sur la difficulté du contact avec le centre voir le témoignage de Victor Leduc : « ... en 1940 j'étais complètement coupé de toute liaison *politique*, parce qu'étant assigné à résidence en zone interdite, je me trouvais ensuite dans ce qu'on appelait zone libre, le parti communiste étant interdit, etc., les liaisons étaient tout à fait désorganisées, et c'est le hasard qui me fait rencontrer à Toulouse (je vivais à ce moment-là à Pau) mon ami de longue date Jean-Pierre Vernant... » in *Politique aujourd'hui*, novembre-décembre 1976, 78 pp. Marcel Cherrier et Michel Pigenet, dans *Combattants de la liberté*, Editions Sociales, souligne : « Proche de Paris, sans être sa banlieue, le Cher bénéficie de liaisons avec le centre, qui ailleurs seront plus longues à venir... », 46 p.

5. J. Duclos, *Mémoires*, tome III, livre premier, p. 72. Si l'on admet le chiffre donné, en juin 1940, à l'entrée des Allemands dans Paris, 180 à 200 militants, si on les compare à ceux donnés par J. Fauvet « 300 communistes dans la région parisienne arrêtés entre le 4 et 5 octobre 1940 », si on ajoute à la répression anti-communiste l'exode qui a dû affecter au moins en partie l'organisation : on a un bilan militant numérique bien faible.

6. Gaston Plissonnier, né en 1914 ; adhérent du parti communiste en 1935. Pendant la guerre représentant du parti communiste clandestin pour le Sud-Ouest. Membre du Bureau politique depuis 1964.

7. Biographie détaillée que le militant remplit lui-même.

cela au compte de « flottements » assez nombreux qui se produisirent dans le parti pendant toute une période.

Je fus mis en relation avec Henri Kuster (*André*), alors « polo [8] » de la région 1 (Tarn-et-Garonne) [9]. Nos contacts furent réguliers jusqu'au jour où, en juin 1943, je fus convoqué à un rendez-vous auquel je rencontrais *Duchène*, accompagné de Bourbon *(Gérard)*, instructeur inter-régional à cette époque. C'est au cours de cette entrevue que me fut signifiée la décision du « centre » [10] de me confier la direction du parti pour la région de Tarn-et-Garonne. Je devenais donc le polo de la région 1, en remplacement d'*André*, envoyé dans une autre région.

Avec une responsabilité de ce niveau, je devenais permanent et devais abandonner tout autre travail. Mon patron, Alexandre Clamens, étant dans la confidence, ne fit aucune difficulté pour me laisser partir ; les gendarmes de Verdun eux, ne furent pas consultés. Je ne les revis qu'à la Libération.

Ici se terminait ma carrière d'ouvrier agricole qui, bien que brève, m'avait permis d'acquérir une expérience irremplaçable.

4. Responsabilités régionales

En me confiant la direction de la R1, *Gérard* m'avait fixé comme objectif, une implantation plus élargie du parti, tout en complétant l'appareil par la mise en place de divers responsables. Je pris à ce moment mon premier « nom de guerre » [11], *Léon*. *André*, m'ayant donné quelques éléments de base, je m'attelais à la tâche ; je compris vite que ce ne serait pas chose facile. A part Montauban où existait une section rassemblant quelques groupes et Verdun, il n'y avait pas d'autres organisations structurées dans le département. *André* m'avait communiqué des noms à partir desquels il faudrait bâtir.

Avec les noms fournis par mon prédécesseur et ceux de camarades connus avant la guerre, je commençais la prospection militante dans ce département que l'on considère si petit du point de vue géographique, mais dont on mesure mieux l'étendue lorsqu'on le parcourt à bicyclette comme ce fut mon cas, ce moyen de transport étant le plus pratique pour ce genre de prospection.

Dans les semaines qui suivirent ma désignation, je visitais successivement, Lauzerte, où, en m'appuyant sur mon vieil ami Paul Vie, un groupe put être constitué. A Montaigu-de-Quercy, je vis Soubiran, qui avait un fils, Etienne, dit Pitche, que j'utiliserai plus tard. A Lamagistère, un camarade dont j'ai oublié le nom, à Dunes, Clovis Amisse, et son proche voisin dont le nom m'échappe. A Castelsarrasin, je rendis visite à Chauderon, maréchal-ferrant, chez qui je rencontrai pour la première fois, Marcel Guiche, occupé à ferrer un cheval. A Caylus, ce fut un instituteur et à Saint-Antonin, *Jeanne* (Malou Rauzet), qui m'assistera quelques mois plus tard comme courrier [12] à Agen. Je reparlerai plus longuement de ce personnage hors série, que je connaissais avant la guerre. Lors de ma première

---

8. Responsable politique.
9. Composée généralement d'un département.
10. Direction nationale. Comité Central.
11. Pseudonyme se substituant à l'identité réelle, généralement un prénom.
12. Généralement des femmes, chargées du transport des rapports, lettres, directives, etc. Voir *Les Femmes dans la Résistance*, Ed. du Rocher, 1977, 312 p.

visite, je passais la soirée chez elle et, alors que nous dînions dans son jardin, elle m'annonça qu'à la tombée de la nuit, un responsable du maquis de Cazals (tout proche) viendrait pour des questions de ravitaillement dont elle s'occupait. Effectivement, le crépuscule avait déjà noyé de son ombre le jardin quand, par la petite porte donnant accès à la rue, apparut une silhouette. Dès son approche, je reconnais mon « parrain », Clément Jourdan. J'ai plusieurs fois indiqué au cours de ce récit que nos routes s'étaient souvent croisées. Les présentations devenant inutiles, je sus qu'il s'occupait comme C.E., je crois, du seul maquis F.T.P. que nous ayons à ce moment dans la région. *Jeanne* fournissait le ravitaillement, déposé en bordure de l'ancienne côte, dans une cabane qui, la nuit, devenait peu visible. A l'occasion de cette visite, d'une pierre je faisais deux coups : je prenais contact avec notre formation militaire, et je donnais des instructions à *Jeanne* pour amorcer la structuration du parti. Elle commença à regrouper des camarades, mais, trop connue comme militante à Saint-Antonin, son mari Paul, emprisonné depuis plus de deux ans, elle n'était plus en sécurité ; on la fit passer dans le « brouillard », (clandestinité). C'est ainsi que je pus l'avoir comme courrier quelques mois plus tard, lorsque je prendrai la direction de « l'inter-région » (I.R.).

Le circuit départemental terminé, il restait à renforcer Montauban et surtout à y faire appliquer des mesures de sécurité, car trop de camarades se connaissaient et se rencontraient sans précaution, ce qui m'obligea à adresser à tous les responsables une première directive relative à la sécurité.

La direction de section était assurée par *Jules* (Jean Duplan), polo, Gardes, « O.P. » et Golsse « syndical ». Les réunions du triangle avaient lieu soit au salon de coiffure de Gardes, rue Saint-Jean, soit au Jardin des Plantes, dans le bureau de *Jules,* auquel on accédait par un escalier qui était la seule issue. C'était en fait une souricière dans laquelle on ne pénétrait jamais sans une certaine appréhension.

L'appareil régional fut ensuite complété. *Vania* puis *Claire* (Yvonne Alric) fut responsable du travail féminin. Le local de Cazemajou, à l'embranchement de la route de Paris et de la route de Négrepelisse, servit de « Planque »[13]. Un cheminot, habitant avenue de Mayenne, fit fonction de « boîte aux lettres »[14]. L'appareil technique (machine, papier et duplicateur) fut d'abord installé dans la scierie de Rauly, à Lalande. Je m'en occupais personnellement dans les débuts ; c'est ainsi que, dans une chambre, je rédigeais et tirais deux numéros de *l'Etoile du Quercy.* Dans l'obligation de déplacer le matériel, c'est dans une ferme, à droite de la route de Négrepelisse, derrière un mur fait de bottes de paille, que je tirais deux tracts ayant pour titre : « Union dans l'action pour libérer la France » ; « Exemple de la Dordogne ».

Le second concernait les mouvements d'agriculteurs de ce département contre les impositions en céréales dont ils étaient taxés pour satisfaire aux exigences de l'occupant. On remarquera que la mauvaise qualité du papier et la précarité des moyens dont nous disposions, rendait le matériel publié à peu près illisible.

Kauffman fut ensuite chargé de l'appareil technique qu'il installa chez Galey. C'est là que furent tirés l'appel à tous les membres du parti, relatif au Front National, le premier numéro de *l'Etincelle,* journal des Jeunesses Communistes.

En octobre, l'appareil technique de la région fut transporté à Verdun par

13. Lieu de repli à utiliser momentanément pour la sécurité des militants.
14. Personne servant de relai entre l'expéditeur et le destinataire du courrier ou du matériel.

l'autobus de Maurice Lescure et avec sa complicité. Ce fut désormais le camarade Viola qui fut chargé des travaux d'impression. J'ai conservé un souvenir durable de cet excellent camarade, originaire de la région parisienne, volontaire, courageux, dévoué. Cet ensemble de qualités faisait de lui un militant exemplaire, elles ne furent pas hélas longtemps au service du parti, car l'année suivante, sur la route, alors qu'il se rendait à Montauban, il fut arrêté par les Allemands et déporté dans un camp d'extermination dont il ne revint pas. C'est lui qui, entre autres matériel de propagande, tira les appels à la manifestation pour le 11 novembre ainsi que le tract relatif aux impositions à Verdun.

La manifestation du 14 juillet 1943 nous demanda une préparation minutieuse, mais fut l'objet de rassemblements importants. C'est ainsi que la *Vie Ouvrière* du 20 juillet mentionne plusieurs milliers de manifestants à Agen, Montauban, Verdun-sur-Garonne. *L'Humanité* à la même date indique mille participants à Agen, Mautauban. Vu la période et les risques encourus c'était un succès.

Une attention particulière fut apportée à la préparation de la commémoration du 11 novembre devant les monuments aux morts. Dans certaines localités, et notamment à Montauban, elle connut un réel succès tant par le nombre des participants que par l'ambiance dans laquelle elle se déroula. Nos appels à la grève du 30 août avaient trouvé moins d'échos, dans une région à faible implantation industrielle [15]. Cependant, nous avions mobilisé toutes nos forces. Un des objectifs que je m'étais assigné était le renforcement de l'organisation des F.T.P. Indépendamment du maquis, situé dans les environs de Saint-Antonin et encore peu opérationnel, de petits groupes s'étaient constitués dans d'autres parties du département. Nous étions obsédés en Tarn-et-Garonne par l'important dépôt d'essence de Montbartier, ravitaillant en carburant l'armée allemande. L'existence de ce dépôt fut plusieurs fois abordé à l'occasion de mes rencontres avec *Gérard*. En 1944, bien que n'étant plus en Tarn-et-Garonne mais contrôlant toujours la région, je repris l'idée du sabotage du dépôt de Montbartier. Un plan fut établi par un camarade connaissant bien les lieux ; les équipes pouvant réaliser cette opération devaient être prélevées dans l'interrégion en faisant appel à des spécialistes. La mise en place des équipes traîna, au point que la destruction fut réalisée, sans nous, par l'aviation anglaise qui le bombarda. Le résultat étant néanmoins atteint, cet exploit ne sera pas un fleuron glorieux attaché à ma couronne. Je m'en console en pensant aux camarades qui seraient peut-être morts dans cette opération et bien oubliés aujourd'hui, car le souvenir et la gloire sont choses bien éphémères.

Lorsqu'en octobre 43, je quitterai la direction de la R1, le travail réalisé en peu de mois pour donner une assise plus solide au parti et le doter d'une meilleure organisation, ne sera pas étranger à la décision prise par le centre de me confier des responsabilités plus importantes. Je ne peux fournir un chiffre relatif au nombre d'adhérents au moment de mon départ, mais lorsqu'après mon exclusion, *André* déclarera qu'il m'avait laissé la région avec huit sections et 385 membres, je pense que ou il n'avait pas effectué beaucoup de visites, ou il s'était satisfait de vagues

15. Faiblement représentée dans le département, elle occupe un personnel peu important en nombre et en régression par rapport à 1930. Par exemple, la principale usine, celle de la Compagnie française des métaux, de Castelsarrasin, passe de trois mille salariés en 1939 à sept cents en 1943. Toutes les usines ont été contraintes de ralentir leur activité, soit par manque de matière première, soit par insuffisance des moyens de transport, soit aussi par pénurie de main-d'œuvre, à cause de la ponction opérée par la « Relève » et par le service du Travail Obligatoire (S.T.O.).

affirmations, ou mieux ces chiffres étaient volontairement tendancieux pour mieux me nuire. Il est toujours aisé de se « faire mousser » en minorant l'acquit des autres. J'ai connu d'autres mesquineries de ce genre pour que je m'arrête particulièrement à celle-ci.

La vérité se situe bien en deçà des affirmations de mon prédécesseur. Il m'avait surtout laissé des contacts, des noms. En partant de ces noms et grâce à des visites répétées, j'ai bâti un commencement d'organisation, et lorsque je confierai l'héritage à mon successeur Raymond Peyres [16] *(Michel)*, celui-ci trouvera en Tarn-et-Garonne un parti organisé et fonctionnel, ainsi qu'un appareil en place.

5. Responsabilités interrégionales

Dans les premiers jours d'octobre 1943, je cesse donc mes fonctions de responsable de la région de Tarn-et-Garonne et suis chargé, par *Gérard*, de la direction politique de la région 3 qui comprend le Tarn-et-Garonne, le Gers et le Lot-et-Garonne. Dès ce moment, j'abandonne le nom de guerre de *Léon* pour prendre celui de *Clément* que j'utiliserai jusqu'à la Libération. Le plus gros de nos forces politiques et militaires se trouvant en Lot-et-Garonne, je m'installe à Agen. Je loue une petite maison au passage d'Agen, commune séparée d'Agen par la Garonne. Mes propriétaires, qui sont mes voisins, me croiront représentant de commerce jusqu'au 19 août, où ils apprendront avec surprise mon activité réelle et le risque qu'ils ont couru pendant le temps où je fus leur locataire.

Je prends la direction de la R3 « en catastrophe », car certains responsables ont dû être mis d'urgence « hors circuit » pour quelques temps, ou déplacés, à la suite de l'assassinat d'*Arthur* (André Delacourtie) à Agen. *Arthur,* responsable F.T.P. pour la région, avait, le 9 octobre, rendez-vous avec un de ses hommes à 9 h. 30 en l'église de Saint-Hilaire, à Agen. Il était attendu dans l'église par deux policiers. A son arrivée, l'un d'eux le ceintura par derrière, alors que l'autre l'abattait froidement à bout portant. C'est la version des faits qui fut donnée. Voici celle de la police [17] :

Le 8 octobre 1943, vers 20 h 30, un engin qui a été déposé sur la voie ferrée entre St-Hilaire et Fourtic, a explosé au moment du passage d'un train de marchandise, le train ne s'est pas arrêté.

L'auteur de l'attentat a été capturé par les requis de la garde-voie et remis à la gendarmerie d'Agen. Il s'agit d'un nommé G... G... né le 24 mai 1916 à Nice, chef mécanicien à Ferrières (Htes-Pyr.). Au moment de son arrestation, il était armé d'un revolver Colt 7,65 anglais, mais n'a opposé aucune résistance. Interrogé par la gendarmerie il a fait des aveux complets. Des renseignements ainsi obtenus, l'individu dont il s'agit, devait rendre compte à son chef, à l'église Saint-Hilaire, à Agen le 9 octobre à 9 h 30. Deux inspecteurs de sûreté de la police régionale d'Agen ont effectué une surveillance à l'endroit indiqué. Peu après leur arrivée sur les lieux, ils ont remarqué un individu correspondant au signalement donné. Voulant l'arrêter, un corps à corps s'en est suivi. L'un des inspecteur s'étant dégagé, s'apercevant que l'individu avait sorti son pistolet pour faire feu sur son camarade, l'a tué net d'une balle dans le dos. L'individu en question a été trouvé porteur

16. Raymond Peyres, à la Libération, devient secrétaire régional du P.C.F. du Lot-et-Garonne.

17. Renseignements généraux, Lot-et-Garonne, semaine du 3 au 10-10-43.

d'une carte d'identité au nom de Larrieux Marcel, né le 3 janvier 1917 à Paris, profession employé, domicile 15, rue Ste-Ursule à Toulouse. Cette pièce qui porte le n° 12608 série R a été délivrée le 6 mai 1943 par la préfecture de la Hte-Garonne. A noter que Chabrière, récemment victime d'un attentat, a reconnu dans le cadavre du terroriste son agresseur.

Il paraît évident qu'*Arthur* était attendu par la police, parce qu'il avait été « donné ». Il faut noter que des sabotages avaient eu lieu sur la voie ferrée dans la région d'Agen, que le mois précédent, Chabrière, collaborateur notoire, avait échappé de justesse à un attentat à son domicile, en plein centre de la ville. Tous ces faits devaient laisser supposer à la police qu'un groupe de ceux qu'on appelait à l'époque des « terroristes », fonctionnait dans la région.

En apprenant l'assassinat d'*Arthur,* et dans le doute de l'identification préalable par la police des contacts qu'il pouvait avoir, certains camarades sont « planqués » d'autres déplacés ; ce sera le cas du polo de la R3 : Vignes (*Francis*), que je vais remplacer. Dans la journée du 9, on me fixe un rendez-vous que j'aurai le lendemain avec mon prédécesseur pour la mise au point et la connaissance de la situation de la région dont je vais prendre la direction. Le rendez-vous a lieu à Toulouse, le 10 octobre à 9 heures au pied de la Colonne, mouvement commémoratif de la bataille de Toulouse en 1815. J'avais connu Vignes, originaire du Gard, à l'occasion de tournées faites avant la guerre. Le contact fut vite pris. Il me donna les indications nécessaires à la remise en marche de la région : contacts, appareil technique, responsables de secteurs ou de sections, boîtes aux lettres, etc.

Nous devisions en descendant la rue de la Colonne, avant de nous séparer, lorsque rencontrant des groupes qui discutaient avec animation, nous apprîmes qu'un attentat venait d'être commis à Toulouse [18]. En effet, le procureur général Lespinasse, qui avait requis la peine de mort contre Marcel Langer, venait d'être exécuté par des résistants au sortir de son domicile, allée des Demoiselles. C'était bien ma chance ! Me trouver ce jour-là à Toulouse où j'étais interdit de séjour ! Je devinais que gares et sorties de la ville devaient être déjà sous surveillance, et qu'à l'intérieur le ratissage n'allait pas tarder.

J'étais arrivé le matin par le train, avec mon vélo aux bagages. Descendu en gare de Lacourtensourt j'avais dû accéder à mon rendez-vous à bicyclette en empruntant des petits chemins que je connaissais particulièrement bien et des rues peu fréquentées car, par un heureux hasard, il m'avait été donné dans mon quartier. Je quittais donc rapidement Vignes et par un itinéraire encore plus allongé qui passait par Périole, Montrabe, Castelmaurou, Castelginest, j'arrivais à Saint-Jory, à vingt kilomètres de Toulouse, où je pris le train en fin d'après-midi pour rentrer à Agen. Dans l'existence aventureuse qui fut celle des résistants clandestins, le hasard tient une place qui ne fut jamais négligeable. Même l'organisation la plus rationnelle, ainsi que l'application la plus stricte des règles de sécurité, furent parfois sans effet lorsque surgirent ces circonstances difficiles à prévoir, que sont les impondérables. Combien de « chutes » a priori inexplicables eurent pour cause

18. Le 10 octobre à Toulouse, le procureur général Lespinasse est abattu. Le même jour, Philippe Henriot doit prendre la parole au cinéma des Variétés, cette réunion est annulée au dernier moment, en raison de la mort de Lespinasse. Voir Claude Levy, *Les parias de la Résistance*, Calmann Lévy, 1970, p. 189 et suivantes.

le simple hasard ! Mais n'était-ce pas aussi un des risques de la guerre dans laquelle nous étions engagés ?

Dans les jours qui suivirent, mon premier soin fut de connaître l'état d'organisation des trois départements que je contrôlais. Je ne mentionnerai pas le Tarn-et-Garonne que je venais de quitter en bonne voie. Le Lot-et-Garonne, où nous possédions le plus de forces militantes, ne comprenait pas moins de quarante-cinq sections. Afin d'éviter la multiplication des contacts, par mesure de sécurité, elles avaient été réparties en quatre secteurs géographiques, chaque secteur ayant sa direction propre. De ce fait, le responsable régional ne voyait pas les quarante-cinq responsables de sections, mais seulement les quatre responsables de secteurs, qui constituaient ainsi un échelon intermédiaire.

A la direction de la région j'avais avec moi :

Comme O.P., *Bertrand* (Simmard), instituteur originaire de Saône-et-Loire où il avait à son actif le déraillement d'un train de soldats allemands. Pour cet exploit, il était recherché par tous les services de la Gestapo du territoire.

Comme syndical, *Benoît* (Baduel) ; responsable Front National Nancel-Penard.

Cadre [19], *Louis* (Lousteau).

Jeunesses communistes, *Marcel* (Pierre Lafforgue).

Responsable paysan, en 1944, Jean Clamens.

Et progressivement, dans les mois qui suivirent mon entrée en fonction, l'appareil sera complété, soit par des promotions régionales, soit par des responsables fournis par les « cadres ».

Le département où il me fut le plus difficile de mettre en place une direction fut le Gers. Par manque de cadres son fonctionnement fut lent. Le Polo était Alfred Trille que je voyais à son magasin dans une rue proche de la cathédrale.

En 1944, je voyais également Mouret que j'avais déjà rencontré alors qu'il était responsable de la section de Miramont de Guyenne. Le C.E. des F.T.P. était en 1944 *Marcel* (Pierre Lafforgue). Après son départ d'Agen, le responsable Front National fut d'abord *Sanson* (Roger Vie) qui ne resta pas longtemps en place et qui fut remplacé en 44 par *Claude-Michel* (Pierre Couchet). Mis à l'index par le parti, il ne cessait de demander une entrevue avec un responsable. Je le vis en octobre 43 et lui promis de voir avec les cadres, la possibilité de son utilisation. En mai 44, *Louis*, cadre inter, proposa son affectation dans les F.T.P., c'est ainsi qu'il devint responsable du Front National dans le Gers. A ce tableau relativement succinct de la situation dans le Gers (car je n'ai plus en mémoire les noms et « pseudos » de certains militants), je dois ajouter que nos forces politiques les plus actives se trouvaient dans la région de Vic-Fezensac, où nous avions également, à partir de 1944, une importante formation de F.T.P.

Avant d'aborder la partie purement politique de mes responsabilités et de donner dans le détail un aperçu de toutes les activités que recouvrait le mot de « résistance », je dois terminer sur les problèmes organisationnels qui, on le constatera tout au long du récit, compte tenu de la conjoncture, revêtaient une importance toute particulière.

Dans les premiers jours de mai 1944, sur décision du comité central, la

19. Cadre ou X : responsable chargé du contrôle des militants et des problèmes de sécurité.

région 3 devenait l'inter-région C1 (IR-C1). Je suis nommé responsable de cette nouvelle structure, en qualité d'instructeur inter-régional [20].

Les départements devenant régions autonomes, se voient attribuer la désignation ci-après :

Tarn-et-Garonne : R1
Gers : R2
Lot-et-Garonne : R3.

Je remplace ainsi *Gérard,* qui devient instructeur pour le Sud-Ouest. Au niveau supérieur, je n'aurai de contact qu'avec lui et *Duchène,* puis avec la délégation du comité central pour la zone Sud lors d'un voyage à Lyon.

Pour donner l'orientation politique, transmettre les directives, préparer et contrôler les actions à entreprendre, mes contacts se limiteront au niveau inférieur :

- aux responsables des 3 régions ;
- aux responsables de l'appareil militaire devenu lui aussi inter-régional ;
- aux responsables des divers services de l'I.R.

Je laisse en place tous les responsables de la R3, et dans les quelques jours, avec l'aide du cadre, nous avons mis en place les responsables des divers services que je vais avoir à diriger :

- Syndical : j'en attendrai un longtemps, provisoirement, je prends *Benoît* ;
- Paysan : *Eugène* (Louis Chervet) ;
- Femmes : *Hermine* (Carmen Mioch) ;
- Cadres : Jean Cerez ;
- Front National : *Sanson* (Roger Vie) ;
- Délégué au C.D.L. : *Thévenot* (Kippen) ;
- Appareil technique : Kauffman ;
- Répartiteur [21] : *Auguste* (Clément Vergely) ;
- Courrier : *Jeanne* (Malou Rauzet) ;
- Courrier et Dactylo : *Colette* ;
- Boîte aux lettres : Baron plus un camarade rue Fon-de-Raché ;
- Dépôt du matériel central chez Jean, rue Denfert-Rochereau ;
- Planques : Laverny à Agen, *Probus* à Marmande et dans la maison de Cebrian, rue des Charrettes.

La composition de l'appareil militaire inter-régional fera l'objet d'une étude séparée dans ce même chapitre. A noter que, par mesure de sécurité, je n'ai jamais tenu de réunions avec mes collaborateurs ; je les voyais individuellement à l'occasion de rendez-vous dans la nature, jamais à domicile ou chez des camarades.

En prenant la direction de l'I.R. C1, je me fixais quelques objectifs considérés comme importants en raison de la situation du moment :

Compléter rapidement les directions des régions ainsi que l'appareil inter.

Intensifier la propagande en renforçant les appareils techniques.

Organiser de fréquentes liaisons avec les régions et entre celles-ci et la base.

Renforcer l'appareil militaire en prélevant dans les effectifs du parti, lui donner l'esprit offensif et multiplier les actions militaires.

---

20. Responsable politique d'une inter-région, chargé du contrôle politique et de la liaison entre le centre et les régions.

Veiller strictement à la sécurité et au cloisonnement.

Développer notre implantation au sein des organisations de masse.

Combattre l'attentisme dans nos rangs et à l'extérieur.

Il reste maintenant à montrer sous ses multiples facettes ce que fut la vie clandestine du P.C.F. pendant l'occupation.

6. Organisation interne et fonctionnement

En abordant le problème de l'organisation du parti dans la période qui nous intéresse, on ne peut faire référence à aucune des méthodes habituellement utilisées dans ce domaine dans une période normale. Le parti est hors la loi, donc illégal, ses militants sont traqués et persécutés sans relâche tant par l'occupant nazi et son appareil répressif : la Gestapo, que par la police du gouvernement de Vichy. La vie interne du parti est donc totalement clandestine et requiert des méthodes nouvelles et un comportement inhabituel pour des militants. Faire passer en grande partie l'organisation dans une clandestinité opaque, fut une tentative qui, au moins à partir de 1943, fut une réussite à laquelle contribuèrent l'expérience du mouvement communiste international, l'habitude de la discipline et du cloisonnement et l'esprit d'organisation traditionnel. Cela ne se fit pas sans une certaine rigueur, car on savait que chaque imprudence se mesurait en vies humaines.

La vie clandestine fut pour le militant qui l'accepta, une école de contrôle de ses réflexes et de maîtrise de soi. Savoir s'adapter quasi immédiatement à une nouvelle identité avec tout ce que cela comporte de changements, est un exercice dangereux qui ne tolère aucune erreur. Peut-on concevoir la force de volonté qu'il faut pour se dépouiller en cas d'alerte, presque immédiatement, de sa précédente identité, en oublier tout instantanément, pour ne se souvenir que de celle que l'on va prendre, avec tous les détails d'état-civil et des antécédents familiaux qui lui sont complémentaires.

Tout cela, réel ou imaginaire, doit être gravé dans sa mémoire en un temps parfois très court, afin de pouvoir répondre aux interrogations, en cas d'arrestations ou de simple contrôle car on sait que les mêmes questions seront posées d'innombrables fois, jusqu'au moment où, l'esprit moins en éveil, on se « coupera » sur une réponse. Quel exercice pour la mémoire fut de se nommer Pierre Granier, né le 3 janvier 1913, à Junelles (Aveyron) et de pouvoir mentionner sans hésitation toute la parenté découlant de cette identité et, du jour au lendemain, à la suite d'une alerte ou d'un changement de responsabilité comme ce fut pour moi le cas en mai 1944, d'effacer tout cela et se nommer Jean-François Fournier, né le 3 février 1913 à Béziers, avec une nouvelle filiation parentale ! Peut-on comprendre de quelle concentration permanente on doit faire preuve pour ne pas se retourner d'instinct, à l'appel de son nom réel, par surprise, et contrôler l'impassibilité de son visage dans une identique situation ?

Je pense qu'il était utile de donner des explications sur ce que fut l'existence clandestine de nombreux militants, car elles éclairent mieux le conditionnement imposé à l'organisation et à la vie du parti.

L'organisation clandestine du parti revêt la forme pyramidale dont le groupe de trois adhérents constitue la base et le comité central le sommet.

Trois adhérents forment un groupe ;

Trois groupes forment une cellule ;

1932 : Ouvrier boulanger chez Almon, avec L. Deguet (à gauche) et Firmin Amouroux.





1925 : Première Communion.

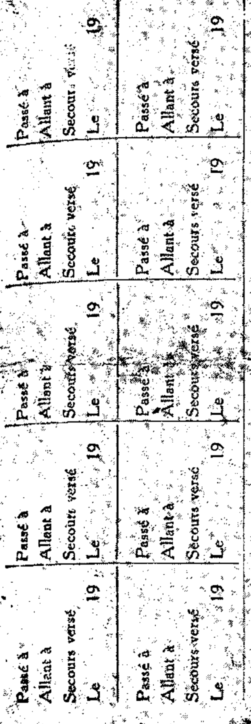


1934 : Avec son épouse.



1935 : Année d'adhésion au parti communiste.

1955 : Dans son bureau de la rue A. Cambon à Montauban.



Passé à Allant à Secours versé Le 19	Passé à Allant à Secours versé Le 19
Passé à Allant à Secours versé Le 19	Passé à Allant à Secours versé Le 19
Passé à Allant à Secours versé Le 19	Passé à Allant à Secours versé Le 19
Passé à Allant à Secours versé Le 19	Passé à Allant à Secours versé Le 19
Passé à Allant à Secours versé Le 19	Passé à Allant à Secours versé Le 19
Passé à Allant à Secours versé Le 19	Passé à Allant à Secours versé Le 19

OBSERVATIONS IMPORTANTES

Cette carte signifie que : Ouvrier, tu dois être syndiqué ; Syndiqué, tu dois être confédéré. Pour cela, tu dois EXIGER que ton Syndicat soit : 1° Adhérent à une Fédération Nationale d'Industrie ou de Métier ; 2° Adhérent à une Union Départementale des Syndicats. (Bien entendu, la Fédération d'Industrie ou de Métier, aussi bien l'Union Départementale de Syndicats auxquelles adhérera ton Syndicat doivent être elles-mêmes adhérentes à la C.G.T.)

Ainsi seulement, Ouvrier conscient, tu feras partie de la grande famille ouvrière.

Ainsi seulement ton Syndicat aura droit au LABEL et à ses avantages, participera aux Congrès de la C.G.T. et à toute manifestation syndicaliste de la classe ouvrière.

... TICUM obligatoire des Bourses.

VIATICUM Le Viaticum n'est dû qu'aux passagers possesseurs de la Carte Confédérale, au pair de leurs cotisations et syndiqués depuis au moins six mois. — Il ne peut être délivré que dix viaticum par an et par passager.

AVIS IMPORTANT Au départ de chaque localité, le Syndiqué doit se faire délivrer une pièce revêtue du timbre de son organisation ou d'une Union de Syndicats et portant la date du jour où il quitte la ville. — Cette pièce justificative sera toujours réclamée par le préposé au Viaticum.

Tout Syndicat, pour délivrer cette carte à ses adhérents, doit la réclamer à la Fédération d'Industrie ou de Métier. — Il y obtiendra également tous renseignements complémentaires.



VILLE De Toulouse

Syndicat d Ouvriers Boulangers

Nom et Prénoms : Thouzel

Profession : Boulanger

Adresse : 21 Rue H Marengo 21

Né le

Date d'admission :

N° 410

Signature de l'Adhérent :	Signature du Secrétaire	Timbre du Syndicat

C. G. T.
ALIMENTATION
Hôtels-Cafés-Restaurants
Caisse Fédérale de secours de CHOMAGE
3 fr. 50
Cotisation annuelle

Le possesseur de la CARTE CONFÉDÉRALE DOIT EXIGER le double timbre qui devra recouvrir chaque mois les cases réservées à cet effet.

LE PEUPLE, Quotidien du Syndicalisme.

1933

FN ALIMENTATION — CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL — BIEN-ÊTRE ET LIBERTÉ — 1933 — U.S. HAUTE GARONNE



En 1938 : Une vente de masse de l'hebdomadaire « Regards »
au quartier Casselardit à Toulouse
(Marcel Thourel est le 2e au premier rang en partant de la droite).



1942 : A Verdun-sur-Garonne. De gauche à droite, assis :
Jean Clamens, Pierre Laforgue, Marcel Thourel;
debouts :
Henri Courtial, X..., Etienne Delmouly, André Degeilh,
Alexandre Clamens, Henri Gaussens.

N° 1338 Série A

Préfecture du Gers

Carte d'identité

Empreinte digitale

Signature du titulaire : Fournier

Nom : Fournier
Prénoms : Jean François
Né le : 3 février 1913
à : Béziers
Département : d Herault
Profession : Cultivateur
Domicile : Lahas (Gers)

A Auch, le 20 MARS 1944

Signalement :
Taille : 1m63
Cheveux : chât.
Moustache : —
Yeux : gris verts
Signes particuliers : —
Nez : moy.
Forme générale du visage : ovale
Teint : coloré

Pour le Préfet ;
Le Chef de Division,

Fausses cartes d'identité utilisées dans la clandestinité.

N° 12353 SÉRIE : E.Z.

DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

COMMUNE D Junelles

CARTE D'IDENTITE

Empreinte digitale:

Signature du titulaire : Granier

TIMBRE FISCAL 13 FRANCS

2 FRANCS

Nom Granier
Prénoms : Pierre
Profession Cultivateur
Né le 3 janvier 1913
à Junelles
Département d Aveyron
Nationalité: Française.
Domicile : à Junelles par Flavin

A Rodez, le 10 Aout 1943

Le Maire,

SIGNALEMENT :
Taille : 1.63
Cheveux : Chatains
Moustache :
Yeux : Gris-verts
Signes particuliers: "
Nez : Moyen
Forme générale du visage : Ovale
Teint : Mat

17-18 février 1945 : Maurice Thorez à Toulouse.
A la tribune, de gauche à droite :
le Professeur Ducuing, Roger Garaudy,
Marcel Thourel, Pierre Requier, Henri Dupont, Maurice Thorez.

18 février 1945 : Conférence aux intellectuels.
De gauche à droite :
Docteur Rosenstein, Pierre Requier,
le Professeur Ducuing, Roger Garaudy, Marcel Thourel.



7-8 avril 1945 : Conférence régionale du P.C.F. à Toulouse.
De gauche à droite, au premier rang : Marcel Thourel, Raymond Guyot, Henri Dupont ;
au deuxième rang : Georges Ducel, Pierre Requier.



17 février 1945 : Vin d'honneur offert à Maurice Thorez : Maurice Thorez, Henri Dupont, Marcel Thourel.

Trois cellules forment une section.

Chacun des trois membres dirigeants d'une cellule, voit le dirigeant d'un seul groupe et toujours le même, cependant que l'O.P. de section, lui, voit chacun des politiques de cellules, séparément évidemment. Tous les contacts sont pris individuellement, jamais en groupe.

La région comprend un certain nombre de sections dont les responsables sont vus séparément par le polo ou l'O.P. régional. Trois régions forment une interrégion, placée sous la responsabilité d'un instructeur qui voit les polos de région. L'instructeur I.R. reçoit les directives du Comité Central (délégation zone Nord ou zone Sud). Ce schéma sommaire indique, que pour des mesures évidentes de sécurité, toutes les liaisons se font verticalement, jamais horizontalement. C'est ainsi que, dans une localité, plusieurs groupes peuvent exister en s'ignorant les uns des autres. Il serait difficile d'affirmer que ce schéma fut toujours respecté et que, pour des raisons inhérentes à la nature de l'homme et des circonstances, il ne connut pas d'« entorses ». Cela se produisit partout, même dans mon interrégion, je l'apprendrai par la suite, mais sans gravité.

Pour avoir une appréciation de l'importance de l'interrégion C voici l'état d'organisation du parti en août 1944 (*voir document* n° 3).

Je contrôle 43 sections, groupant 138 cellules avec environ 1 300 adhérents[21]. Un appareil militaire comprenant plus de 1 000 combattants F.T.P. groupés en quatre bataillons. Enfin nous contrôlons d'assez nombreuses organisations de masse, notamment syndicales. A partir du niveau de la région et de l'interrégion, toutes les responsabilités sont assurées par des permanents, appointés par le parti ; environ 2 000 F par mois. Les ressources proviennent des cotisations qui sont perçues régulièrement, d'une aide éventuelle du centre, et d'actions de récupérations organisées occasionnellement par les F.T.P. notamment dans les bureaux de poste.

Parfois les permanents percevaient quelques avantages en nature. C'est ainsi que les F.T.P. ayant pris aux Allemands un camion de boîtes de sardines, il en fut distribué quelques-unes aux permanents et militants, le F.T.P. ne pouvant en consommer une telle quantité. Quelle surprise, un jour de juin 44, en allant dans un bois des environs de Houilles, participer à une réunion du Comité militaire interrégional, de voir sur la table, pendant le repas, comme seules boissons, des bouteilles de Saint-Raphaël et de l'eau. L'explication : un détachement de F.T.P. s'était emparé du chargement d'une péniche, destiné aux occupants à Bordeaux.

Vivant sous un faux état-civil, les clandestins ne pouvaient bénéficier des cartes d'alimentation délivrées dans les mairies du lieu de leur résidence, alors que le rationnement imposé nécessitait la possession de ces cartes pour le pain, la viande, les matières grasses, le vin, le tabac, etc.

Je dois dire que nous n'avons jamais manqué de cartes, les F.T.P. les récupérant dans les mairies des petites communes pour assurer la subsistance des

---

21. Les chiffres probables sont :
- pour la R1, en octobre 1943, autour des deux cents ;
- pour la R3, en août 1944, huit cent dix-sept précisément ;
- pour l'I.R. C1, en août 1944, les chiffres donnés par Marcel Thourel semblent acceptables, soit : total I.R. C1, mille trois cents adhérents, le R3 comprenant huit cent dix-sept adhérents, reste pour le R1 et la R2, près de cinq cents adhérents répartis pour quatre cinquièmes dans la R1 (ce qui concorde avec les chiffres de R. Vie) et pour un cinquième dans le Gers (ce qui correspond à la faiblesse du P.C.F. dans ce département que M. Thourel souligne dans un rapport au C.C. en septembre 1944).

combattants des maquis. Il nous arriva une fois d'en avoir en si grande quantité qu'il en fut distribué aux ouvriers à la sortie de l'usine métallurgique d'Agen. Cette abondance passagère de cartes me rappelle un souvenir qui tient de l'anecdote. Un soir, *Eugène* et moi allons dîner dans un restaurant d'Agen, situé près de la porte du Pin, dans une rue parallèle à la montée du pont qui enjambe la voie du chemin de fer. Mon compagnon portait une valise, qu'il déposa près de la porte. Elle était pleine de cartes de pain, qu'il allait faire acheminer par un courrier, dans un service s'occupant nationalement des questions paysannes.

En nous mettant à table, la serveuse nous demanda, ainsi qu'il était de règle, de lui remettre les tickets de pain. Confusion, ni *Eugène* ni moi n'avions le moindre ticket sur nous, et pas question d'ouvrir la valise. Nous allions nous retirer lorsque la serveuse nous faisant confiance, nous servit le repas contre la promesse de lui donner les tickets à la prochain occasion. Nous sommes revenus dans ce petit restaurant par la suite et nous nous sommes acquittés de notre dette.

Malgré certaines facilités alimentaires, nous ne devions en rien nous distinguer de la masse, mais vivre comme tout le monde pour passer le plus possible inaperçu. Ce n'est pas pour rien que nos trois mots d'ordre furent toujours : Action, Vigilance, Discrétion. Il n'est pas très glorieux d'aborder ces problèmes d'intendance que certains considèrent comme sordides. Ne pouvant compter sur aucune aide extérieure ni en argent, ni en armes, systématiquement tenus à l'écart de la manne londonienne, si nous voulions nous battre, il fallait nous en procurer nous-mêmes les moyens. Les armes, les F.T.P. les prenaient où elles étaient, de préférence sur l'ennemi, Allemands et policiers. Les fonds, la nourriture, furent également prélevés sur l'ennemi ou ses valets de Vichy. Dans les débuts, la tâche sera relativement facile, mais le problème deviendra plus ardu à résoudre lorsqu'il faudra ravitailler en armes, en munitions, en nourriture, en tabac des formations entières. La récupération dans les bureaux de postes et les mairies, deviendra une opération contrôlée par le commandement des F.T.P., comme toute opération militaire. Attaquer en armes, un bureau de postes, pour prendre la recette peut, j'en conviens, être considéré comme une sale besogne qui, de nos jours, conduirait en cour d'Assise. A cette époque, c'était un acte de guerre qui mettait ses exécutants au rang de héros. Comme quoi, tout est relatif, à la condition que change le mobile de l'acte.

Pour en revenir aux problèmes d'organisation, j'indiquerai que les conditions d'un bon travail efficace pouvant être assuré avec les plus grandes chances de succès, se résumaient ainsi. Toutes nos forces sont orientées vers l'action contre l'occupant. Il faut :

- Maintenir une discipline constante ;
- Avoir l'esprit de décision ;
- Ne fournir que des renseignements sérieux et contrôlés ;
- Une obéissance absolue aux ordres reçus ;
- Ne pas hésiter à se séparer des incapables, des faibles, qui, par peur, deviennent un danger certain ;
- Exercer à tous les niveaux un contrôle constant sur l'état de l'organisation et sur l'exécution des directives.

Sur ce dernier point, les régions devaient m'adresser tous les mois un rapport, qu'après annotations, je faisais parvenir au centre. Ce rapport faisait la synthèse

des rapports des sections, donnait un résumé de l'action du parti dans tous les domaines, ainsi qu'un état, non nominatif, mais seulement chiffré, des effectifs.

Ainsi que cela arrive dans toute organisation centralisée, hiérarchisée, les directions de régions seront harcelées de directives de tout ordre qu'elles ne pourront pas toujours faire appliquer aux échelons inférieurs, par manque de moyens matériels et humains. Il s'ensuit un tri inévitable qui nuira à l'uniformité de l'action.

La source principale d'informations dont les communistes disposaient au niveau des responsables, était *La vie du parti,* publication mensuelle rédigée par le comité central. Indépendamment d'une analyse politique de la situation, elle donnait une synthèse des diverses actions engagées dans le pays, citait des exemples de bon ou de mauvais travail, abondait en directives de tous ordres dont la multiplication, comme je l'ai indiqué plus haut, ne laissait pas de mettre les responsables dans l'embarras.

Chaque numéro attirait l'attention des communistes sur l'importance de la publication ; ainsi ce passage du numéro de juin 1943 :

A propos du travail de masse du parti

Il est temps que chacun établisse honnêtement son bilan, La vie du parti *n'est pas une publication qu'on lit par simple curiosité, pour apprendre ce que font ou pensent tels militants ou telles organisations. Elle est faite en vue d'unifier l'action des communistes, de les orienter dans la succession d'événements complexes, de les faire profiter de l'expérience de chacun. Les directives qu'elle contient ne sont pas fixées à la légère. Elles sont établies sur la base de renseignements recueillis dans l'ensemble du pays. Elles expriment les nécessités de l'heure présente, elles ne dépassent pas nos possiblités.*

Chaque communiste, suivant le poste qu'il occupe et le degré de ses responsabilités, a donc pour devoir de tirer de ces directives des conclusions pratiques pour son travail.

Lire un document, l'approuver à part soi ou déclarer son accord puis le remiser dans un coin sans plus y penser, n'est pas une méthode communiste. Là où elle est pratiquée, il faut prendre des mesures pour en changer.

La direction nationale tenait à ce que *La vie du parti* parvienne régulièrement aux responsables, mais parfois, pour des raisons de retard ou de liaisons défectueuses, je ne recevais qu'un exemplaire qu'il me fallait faire reproduire et distribuer rapidement. Ce fut le cas pour le numéro de juillet 1944, qu'il me fut impossible de faire tirer dans sa forme habituelle. Vu la période, son contenu était important et ne comptait pas moins de vingt pages. J'en fis taper de nombreux exemplaires par *Colette,* durant une nuit entière, dans le sous-sol de la villa de Laverny. Je remplaçais *Colette* à la machine de temps à autre pour lui permettre de prendre quelque repos. Le lendemain matin, *Jeanne* et *Auguste* assuraient immédiatement la répartition à bicyclette comme d'habitude.

7. Les cadres

La commission centrale des cadres, de par sa représentation à tous les niveaux du parti, tient une place à part dans la vie clandestine. C'est cette position particulière qui me fait dissocier le problème des cadres de celui de la sécurité.

Par sécurité, on entend un ensemble de mesures propres à développer l'esprit de vigilance, permettant de déjouer les manœuvres de l'adversaire. Le rôle des cadres, consiste à faire appliquer les mesures de sécurité, à prospecter, vérifier, et promouvoir de futurs responsables.

Je ne me livrerai pas à un long développement sur le travail des cadres ; le seul point que je voudrais examiner ici, est celui qui a concerné les rapports entre le responsable politique et les cadres. Ce problème est d'ailleurs longuement traité dans une circulaire. Il est dit que le responsable politique est responsable des mises en place, sur proposition des X. Ceci est bien formel, mais dans la pratique il n'en fut pas toujours ainsi, d'où certains tiraillements qui devaient se produire à un niveau plus élevé et apparaissant dans des directives ou décisions parfois contradictoires. C'est ainsi que je me suis souvent trouvé « coincé » entre le désir d'appliquer les directives reçues, de compléter rapidement toutes les directions et l'impossibilité des cadres de me fournir les éléments nécessaires.

Les quelques difficultés que j'ai pu rencontrer avec les cadres vinrent de ce que mon interrégion fut souvent considérée comme un vivier dans lequel on pêchait d'abondance, pour alimenter d'autres I.R., alors que j'avais du mal à recevoir le personnel nécessaire d'ailleurs. Par exemple, combien de semaines ai-je dû attendre pour « recevoir » *Hermine* comme responsable femme ?

Un autre exemple de la dualité de pouvoir entre politiques et cadres. Au moment où *Gérard* venait de m'annoncer la décision du comité central de faire de la R3 une interrégion et de m'en confier la direction en qualité d'instructeur, *Louis,* responsable cadre, m'informait que j'étais désigné comme responsable dans la région limousine. Le politique *Gérard* eut raison, mais non sans mal et je restais en place.

Malgré ces tiraillements, il n'y eut à vrai dire, aucun accrochage sérieux entre les cadres et moi ; si l'entente ne fut pas toujours parfaite du fait que nous relevions de deux directions différentes, nous avons vécu en bonne intelligence et si notre I.R. ne connut pas les « chutes » (arrestations) massives qui en décimèrent d'autres, on le doit sans aucun doute à notre commune vigilance relative à la sécurité.

8. La sécurité

Ayant abordé à part le problème des cadres, il reste à voir maintenant ce que recouvre ce mot de sécurité qui reviendra si souvent dans nos propos et nos écrits, de la période clandestine. Comme je l'ai déjà indiqué, la sécurité est un ensemble de mesures permettant de déjouer les manœuvres de l'adversaire. En effet, celui-ci, en même temps que la lutte se durcit, cherchera par tous les moyens à démanteler notre organisation, soit par des attaques extérieures, soit par des tentatives de pénétration.

Le parti a une telle quantité de militants engagés dans le combat sans merci, qu'il n'est pas rare que quelques-uns y trouvent la mort et que d'autres tombent entre les mains de l'ennemi. La sécurité exige alors qu'une chute n'entraîne pas la mise hors combat d'une partie des troupes.

Le cloisonnement des structures, s'il est appliqué avec rigueur, fera qu'un ou plusieurs éléments de l'édifice pourront être éliminés sans pour cela nuire à la solidité de l'ensemble. C'est grâce au cloisonnement, à la limitation des contacts, au contrôle permanent, au sérieux dans l'action, que nous avons pu tenir, face

à la meute coalisée contre nous : la gestapo, police politique de l'occupant, la police des hommes de Vichy, la milice de Darnand et les brigades spéciales, deux organisations spécialisées dans la lutte contre les résistants. Tomber entre les mains de ces tortionnaires était l'un des pires dangers dont nous étions menacés. Plus nos responsabilités étaient grandes et plus le risque de torture était élevé. Je dois ici détruire une légende née de films d'espionnage ou de romans policiers, celle de la boulette de cyanure qui aurait permis aux résistants, tombés entre les mains de la police, de se détruire afin d'éviter la douleur de la torture ou de « parler » sous les coups. Tout cela est bien romantique et né d'une imagination délirante. Personnellement, je n'ai jamais eu de cyanure pas plus que les camarades qui ont travaillé sous ma responsabilité.

En prenant la responsabilité de la R1 et plus tard de la R3, enfin de l'interrégion C1, mon premier soin fut d'imposer partout le respect des règles de sécurité, je dois le dire, parfois avec sévérité lorsque cela fut nécessaire. Il m'a fallu bouleverser des habitudes de laisser-aller, d'insouciance et cela je l'ai fait sans hésitation. J'ai pu être tolérant sur certains détails de moindre importance mais jamais sur des questions de vigilance dont dépendait la vie de tant de camarades dont j'étais aussi moralement responsable. Certains qui à l'époque me taxèrent de sévérité ont pu par la suite se rendre compte que c'est peut-être à mon intransigeance qu'ils doivent d'être en vie aujourd'hui. Grâce à cela aussi, j'ai pu me féliciter du peu de chutes enregistrées dans mon interrégion, et pour des résultats aussi efficaces qu'ailleurs.

Pour mettre les militants en garde contre les dangers encourus et éviter les pertes, le parti publie un premier document relatif à la sécurité, en septembre 1943. Un autre document fut publié en mars 1944 sous forme de brochure intitulée *Comment se défendre ?*, petit manuel très utile, abondant en conseils pratiques. Rien n'est laissé au hasard, tout est prévu. C'est le code parfait à l'usage du militant clandestin. Cependant, je peux dire, l'expérience aidant, que s'il était normal de se conformer le plus possible aux prescriptions de ce petit guide (personnellement c'est ce que j'ai toujours tenté de faire), il avait été établi par des hommes et devait être appliqué par des hommes avec ce que ce mot comporte de défauts et de qualités inhérents à leur nature humaine.

Je prendrai quelques exemples de la vie courante à l'époque, pour illustrer ce qui n'aurait pas dû être fait en se conformant strictement aux règles de sécurité prescrites.

Les rendez-vous : La règle d'or en cette matière est de ne jamais être pressé par le temps, de manière à largement échelonner ses rendez-vous. Il m'arrivait d'avoir, surtout lorsque j'étais en déplacement, plusieurs rendez-vous dans la même journée, mais je m'accordais toujours un temps mort d'au moins une demi-heure ou plus entre la fin d'un rendez-vous et le début du suivant. Ce temps me permettait de me « contrôler » [22]. Les petites rues dans les villes sont l'endroit idéal pour cela. Dans une rue peu passante on contrôle mieux si l'on est suivi. A Montauban, par exemple, lorsque j'arrivais par le train, un bon endroit pour me contrôler était la rue des Augustins et autres petites rues adjacentes. A Auch, les « Pousterles », sortes de ruelles montant en escalier vers le centre de la ville, étaient aussi un endroit parfait. Dans chacune de ces villes, ainsi qu'à Agen, où se

22. Vérifier que l'on n'est pas l'objet d'une filature.

prenaient mes principaux contacts je connaissais des endroits semblables dans divers quartiers, où il était possible de se « défliquer ».

Je suis toujours arrivé à l'heure à mes rendez-vous, jamais avant, jamais après. J'avais déjà le sens de l'exactitude, mais depuis cette période de ma vie, cela est devenu une manie. On pourrait beaucoup parler de ces rendez-vous mal préparés, ne tenant compte ni des lieux, ni des heures, ni de la nature des signes de reconnaissance imposés ; je ne citerai seulement que deux mésaventures que j'ai vécues, heureusement sans conséquences graves.

A Agen, en 1944, j'attendais *Hermine*, envoyée par les cadres comme responsable femmes. Je devais la rencontrer, à l'angle d'une petite rue et de l'avenue qui longe la promenade du Gravier, face à la passerelle. Le rendez-vous était fixé à 16 heures, avec premier repêchage à 20 heures, et un deuxième le lendemain à 10 heures, même endroit. Elle devait tenir à la main un journal dont je n'ai plus souvenir du titre. En l'abordant, je devais lui demander « Où se trouve le cimetière ». Je ne me rappelle plus la réponse qu'elle devait faire à ce mot de passe.

Circulant sur l'avenue à 16 heures, je ne vois pas de dame à l'endroit prévu pour la rencontre ; je passe à nouveau, cinq minutes après ; toujours personne, je n'insiste pas. A 20 heures, j'aperçois ce que je crois être ma correspondante, à l'endroit indiqué, un journal à la main. Je l'aborde et lui demande « Où se trouve le cimetière ». La personne, surprise, car bien entendu il ne s'agissait pas d'*Hermine*, pense d'abord à une entreprise galante de ma part, puis m'écoute, car, m'étant rendu compte de la méprise, j'échafaude à toute allure une histoire qui justifie ma question, il est vrai saugrenue, à pareille heure : « Voyageant en chemin de fer, j'ai fait la connaissance d'un jeune couple qui, l'année précédente, avait perdu un enfant au cours d'un accident. Cet enfant était inhumé au cimetière d'Agen. Comme je descendais dans cette ville, ils m'avaient demandé de porter quelques fleurs sur la tombe de leur enfant, et m'avaient remis une somme destinée à l'achat des fleurs. Comme je quittais Agen le lendemain de bonne heure, je lui demandais où se trouvait le cimetière afin de tenter de trouver un gardien qui voudrait bien se charger des fleurs ». Touchée par mon récit et mise en confiance, cette dame, qui me dit être la femme d'un médecin agenais, voulut absolument m'accompagner au cimetière car elle connaissait un gardien qui résidait près des lieux. Nous voilà traversant la ville à pied, dans la nuit, car nous devions être au mois de mars. Arrivés chez le gardien, il ne se souvient pas du nom indiqué (et pour cause ! je l'ai inventé en route), mais me promet de faire des recherches le lendemain. Je lui confie la somme qui m'a été remise par les parents pour ce pieux hommage à leur enfant. J'ai dans l'idée que, n'ayant pas trouvé le nom indiqué, ladite somme a dû servir à tout autre usage qu'à l'achat de fleurs. De retour en ville, je pris congé de mon aimable cicérone, en la remerciant. Je n'ai jamais revu cette compagne occasionnelle, mais je conserve d'elle le souvenir d'une personne serviable et de conversation agréable. Avec 32 ans de retard je m'excuse pour cette promenade imposée par les impératifs d'une cause qui lui était peut-être étrangère.

J'ai conté cette anecdote pour marquer l'inconséquence de certains responsables qui établissaient les rendez-vous, car il faut avoir peu d'imagination pour fixer comme mot de passe « Où se trouve le cimetière » pour un rendez-vous comprenant un repêchage à 20 heures.

Le lendemain, à 10 heures, je trouvais *Hermine* au repêchage. Je lui racontais ma mésaventure de la veille sans oublier de lui dire la crainte que j'avais eu en trouvant une autre dame à sa place. Ma première idée fut que le rendez-vous était

connu des flics, que j'étais rentré dans la souricière où la dame servait d'appât et que le piège allait se refermer sur moi. Voilà pourquoi en quelques secondes, j'avais inventé une histoire pouvant justifier ma question. Si mes soupçons avaient été justifiés, mon histoire n'aurait servi à rien, car l'heure, le lieu, le passe étaient contre moi un témoignage accablant. J'avais quelques motifs d'être inquiet, car nombreux furent les responsables qui tombèrent, en se présentant à un rendez-vous connu de la police.

Un autre rendez-vous, à Lyon, cette fois, indique bien la légèreté dont faisaient preuve certains responsables. C'était en août 44. Vues la longueur du trajet et les difficultés de transport ferroviaire, rendez-vous et repêchages successifs étaient échelonnés sur trois jours. Le dernier était fixé au dimanche 6 août, dans une petite commune proche de Lyon, où l'on se rendait en trolleybus. Une rivière traversait le village ; je devais me trouver à 15 heures en aval du pont, à environ 100 mètres, *occupé à pêcher à la ligne.*

Après un voyage plein de péripéties, j'arrive à Lyon-Pérache, le dimanche à 14 h 15. Je prends le trolley mais dans la direction opposée à celle de mon rendez-vous. J'arrive enfin sur les lieux de celui-ci à 14 h 50 et mon dernier repêchage est à 15 heures. Comment, à moins de l'avoir fait suivre depuis Agen, trouver en dix minutes et un dimanche, dans un village, le matériel qui devait servir à me faire repérer par celui chargé de me récupérer ? Il s'agissait ici d'un rendez-vous avec la délégation du comité central zone Sud, dont j'allais rencontrer un des membres, et ce rendez-vous aurait dû être soigneusement préparé par les cadres et dans tous les cas, comporter des signes de reconnaissance plus faciles à se procurer par celui qui vient de faire un voyage de près de 800 kilomètres dans des conditions difficiles. Heureusement, j'eus l'idée, à défaut de canne à pêche, de couper une branche d'un saule et d'en tapoter négligemment l'eau à l'endroit prévu. Du pont, un homme m'observait ; il avait dû comprendre mon embarras ; il descendit sur la berge, s'approcha de moi et me posa la question — qui établissait le contact — à laquelle je répondis en termes convenus. Heureusement que mon correspondant avait fait preuve de plus de perspicacité que le cadre, qui avait préparé la rencontre, sans cela, j'aurais fait à Lyon un voyage inutile.

Voilà deux exemples de rendez-vous mal préparés qui n'eurent aucune conséquence grave pour moi, mais il est des camarades qui furent moins bien servis par les circonstances.

Le logement illégal : Personne ne devait le connaître, mais dans la pratique, comment sans l'aide d'amis, trouver un logement dans une ville que l'on ne connaissait pas ? En fait, la plupart des illégaux furent logés sur indications de camarades résidant déjà sur place. Je reconnais que cette pratique aurait pu être désastreuse et provoquer des arrestations en chaîne et je ne pus que rarement empêcher les permanents de faire appel aux militants locaux pour se loger.

Que dire aussi des textes rédigés en clair ou des carnets comportant des noms, adresses, et rendez-vous ? Je n'ai vu que rarement des responsables venir à mes rendez-vous et faire preuve d'une telle insouciance ; dans ce cas, je les obligeais, à détruire immédiatement en ma présence, ces sources de renseignements si précieux pour l'ennemi.

Je peux affirmer que je n'ai porté sur moi que le minimum de papier et que, lorsque j'étais tenu de noter pour suppléer à une défaillance de mémoire, je le faisais toujours en un code qui m'était strictement personnel, dans lequel une lettre était mise à la place d'une autre, ce qui donnait un texte abracadabrant. Au bout

de quelques mois, j'avais pris une telle habitude que j'écrivais en code aussi rapidement qu'en écriture normale. C'est ainsi que pour « rendez-vous *Gérard,* 17 mai, 15 heures, jardin des plantes, Montauban », j'aurai noté : SQDMDP — 511. YMU. 59.BXMZFQS. Y. Combien de militants ont eu la volonté de s'imposer une telle discipline rendue cependant nécessaire par la sécurité de soi et des autres ?

En raison de mes responsabilités, j'ai eu à transmettre beaucoup de courrier ; mais comme aucun code général n'existait, je l'ai fait en respectant la règle essentielle qui veut qu'un rapport, par exemple, soit rédigé en clair [23] mais de telle façon qu'il soit incompréhensible en cas de chute. C'est ainsi que tout ce qui, dans le texte, devait-être un nom de lieu, de militant, était remplacé par un numéro et faisait l'objet d'une « clé » [24] envoyée à part. Un courrier portait le texte et un autre, par une voie différente, portait la clé. L'un sans l'autre n'avait aucun sens et devenait inutilisable.

La suite de chutes : dans la brochure relative à la sécurité, il est écrit : « pour un appareil touché, le mieux est de le faire changer de région ». Théoriquement, c'est juste, mais dans la pratique, il n'en fut pas toujours ainsi. Lorsque je pris la direction de la R3 après la chute d'*Arthur,* on fit partir sur Toulouse certains responsables dont le polo ; mais une partie de l'appareil, dont *Bertrand,* resta en place, les cadres ne pouvant assurer leur remplacement. Cette pratique était dangereuse, mais comment agir autrement si l'on veut assurer la continuité dans l'action. Nous étions en guerre et c'était là l'un des risques à courir.

Dans une entreprise de cette envergure, il serait inconcevable qu'il n'y eut pas d'entorses faites à un règlement si minutieusement établi. Ce qui est dramatique, c'est que les manquements aux règles de sécurité ne furent pas seulement le fait de la base, mais aussi de responsables du parti. Ces fautes n'enlèvent rien au mérite de ces militants qui firent, au demeurant, preuve d'un grand courage, mais illustrent bien le décalage qui pouvait se produire entre le schéma théorique et l'action de tous les jours et cela, même dans un cercle restreint, proche de la direction centrale. On comprend dès lors, pourquoi on attachait tant de prix à la sécurité et pourquoi dans mon interrégion, en la faisant respecter sans mesquinerie tâtillonne, mais avec fermeté, nous avons eu aussi peu de chutes et de pertes à déplorer.

9. L'action de propagande

On sera peut-être surpris de constater que depuis le début de ce chapitre, il a surtout été question de problèmes internes au P.C. : organisation, direction, sécurité, cadres, structures, etc., mais que les problèmes relatifs à l'action contre l'occupant qui était la justification de notre organisation, n'aient pas encore été abordés.

Est-ce à dire que cette mécanique si minutieusement articulée n'avait d'autre but que d'assurer la survie du parti qui attendrait des jours meilleurs pour s'exprimer ? Croire cela serait une lourde erreur, d'autant plus que le P.C. a mené une lutte incessante contre l'attentisme, ce mal honteux qui rongeait certaines organisations de résistance, pour qui les conditions optima pour entreprendre des

23. Rédaction en écriture normale.
24. Partie d'un texte contenant généralement noms et lieux et acheminé à part.

actions n'étaient jamais réalisées. Dans ces notes, la séparation entre organisation et action est volontaire, bien que l'une soit inséparable de l'autre.

Les actions entreprises furent de deux ordres bien distincts.

L'action politique, visant à mobiliser la population contre l'occupant en des mouvements pouvant prendre un caractère national ; c'était la propagande généralement écrite.

L'action militaire, qui, en raison de la primauté qu'elle avait sur toutes les autres, fera l'objet d'un passage spécial de ce chapitre.

Le matériel de propagande national nous était généralement envoyé par courrier, ce qui évitait de multiples réimpressions. Le matériel provenant du Comité Central arrivait dans un dépôt chez Jean, rue Denfert-Rochereau (derrière l'église du Sacré-Cœur) d'où *Auguste* en assurait la répartition dans l'inter-région. Il arrivait, par suite de difficultés, que nous ne recevions qu'un exemplaire à reproduire. Ce fut le cas lorsque, le 2 septembre 43, une imprimerie clandestine qui travaillait pour la zone Sud « tomba ». Cette chute marqua pendant un temps un coup d'arrêt brutal dans la réception du matériel. Les services techniques des régions furent mis à contribution pour reproduire le matériel de propagande. Ce travail fut réalisé souvent dans de mauvaises conditions, ce qui peut excuser la mauvaise qualité du papier et de l'impression.

Dans le matériel une distinction était à faire. D'abord, les directives internes destinées aux membres du parti, et encore pas à tous, puisque les documents marqués d'un « R » ne devaient pas descendre au-delà du triangle de cellule, ensuite le matériel de propagande destiné à la diffusion publique.

Je possède dans mes archives soixante-quatre documents sur la période dite de la Résistance et soixante-douze sur celle de la Libération. Ces documents émanent soit du P.C.F., soit d'organisations qui en étaient proches. Je m'abstiens de leur énumération qui deviendrait vite fastidieuse, par contre, elle pourrait avoir un intérêt pour un travail d'histoire sur ces périodes. Je présenterai seulement dans mon choix ceux des documents correspondant à un temps fort de la propagande du parti ou ceux préparant un événement.

Dans le dernier semestre 1943, furent publiés :

En juillet, un tract ayant pour titre « *Français, tous unis, intensifions le combat pour chasser les boches et libérer la France* ». Il faisait suite au débarquement allié en Sicile, son thème général était le renforcement de l'Union et de l'Action.

En septembre, un tract commémoratif de la victoire de Valmy : « *Le peuple de France affirmera sa volonté de combattre l'ennemi pour libérer le sol sacré de la patrie* », exaltant le souvenir de la victoire des armées révolutionnaires, appelait à une grande manifestation en France contre l'occupant et Vichy pour le 20 septembre, anniversaire de cet événement.

A partir d'octobre, un effort particulier fut fait pour que soit marqué, par de grandes manifestations, le 25e anniversaire de la victoire de 1918. Outre le P.C., la C.G.T. s'associait à cet appel, dans son numéro d'octobre de la *Vie Ouvrière.*

L'année 1944, la perspective de la victoire se rapprochant, le matériel de propagande deviendra plus abondant en particulier après le débarquement allié de juin. Les grands thèmes qui se dégageront de la propagande du P.C. ainsi que des organisations qu'il influence peuvent se résumer ainsi :

- la lutte contre l'attentisme par des appels à l'action sous les formes les plus diverses ;
- développer l'esprit offensif en mettant en valeur l'activité des F.T.P. ;

- mettre sur pied et développer les milices patriotiques ;
- préparer la grève générale et l'insurrection nationale.

On remarquera dans le matériel diffusé le rappel constant de certains mots d'ordre, en vertu de la vieille logique communiste qui a toujours attribué une importance particulière à la valeur persuasive de la répétition.

Dans les débuts de 1944 fut adressée une circulaire aux membres du parti, rappelant les directives d'action en insistant sur le travail dans les entreprises et le renforcement des syndicats. A partir de juin, le matériel de propagande deviendra de plus en plus abondant. Dès l'annonce du débarquement, un tract signé d'un certain nombre d'organisations est diffusé. Il est intitulé : « Français, Françaises, tous au combat. » Il popularise le mot d'ordre « S'unir, s'armer, se battre ». A quelques jours de distance, je reçois le texte d'un tract national daté du 12 juin. Je le fais imprimer à 15 000 exemplaires qui seront diffusés dans les trois régions. Son titre reprend celui du tract précédent. C'est la deuxième fois qu'il nous est possible de faire imprimer sur place à Villeneuve-sur-Lot.

Quelques jours plus tard, un autre tract est distribué ; par son titre, « En avant pour la grève générale », le mot d'ordre de grèves généralisées dans les entreprises afin de paralyser la production dont bénéficie l'occupant, est repris. Il convient d'indiquer que ces divers appels à l'union et à l'action, ont pu créer une certaine confusion chez nos militants à la base. C'est ainsi que des camarades, négligeant les consignes de sécurité, partiront avec des formations de l'A.S., bien souvent à l'aventure, sans directives, sans but d'action, et que quelques expéditions de ce genre finiront tragiquement. Pour nous, le débarquement des alliés ne signifiant pas la fin de l'occupation, il n'était pas question de paraître au grand jour, mais de développer les actions contre l'ennemi, encore vigilant et puissant à l'intérieur du territoire.

Je n'allongerai pas davantage l'énumération du matériel de propagande publié par le P.C. ; cette étude nécessiterait la reproduction d'un volumineux dossier, de même pour les documents publiés par les organisations influencées par le P.C. qui ne pouvaient manquer de donner de la voix dans ce concert patriotique. On pourrait y noter la convergence des positions mais nul ne sera assez naïf pour trouver fortuit ce rapprochement.

10. Le recrutement

A partir de 1944, le renforcement du parti, par l'augmentation du nombre de ses adhérents, devient une des préoccupations majeures. On sent que la victoire se rapproche et il faut peser d'un poids décisif dans la bataille, ensuite pouvoir la guerre terminée, faire peser dans les négociations qui s'engageront le poids d'un parti puissant et discipliné. Ce souci de renforcer le parti apparaît d'ailleurs en conclusion du matériel publié. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un recrutement au grand jour mais d'une action clandestine, d'un travail de persuasion que les militants feront sur leurs lieux de travail ou dans leur entourage. Une circulaire, destinée à toutes les instances du parti, annoncera le lancement de la promotion pour « la libération de la France ». Il s'agit de lancer une campagne d'adhésion de masse, visant à faire rentrer au parti tous ceux qui veulent se battre dès maintenant pour libérer la patrie, pour assurer demain sa liberté, son indépendance et sa grandeur. Les rangs du parti sont ouverts à tous les citoyens et à toutes les

citoyennes même s'ils ne partagent pas ses conceptions philosophiques, à la condition qu'ils respectent la discipline du parti, appliquent scrupuleusement ses décisions et n'essayent pas de faire de la propagande à l'intérieur du parti en faveur de conceptions philosophiques autres que la sienne.

Cette formule sera reprise de nombreuses fois par la suite. Les conditions d'adhésion au P.C. seront d'une telle souplesse qu'il ne sera plus demandé par la suite au postulant la moindre référence au marxisme, qui est la conception philosophique même du parti. Qu'importe ce qu'il pense pourvu qu'il soit un militant discipliné. Il est certain qu'une campagne de recrutement, engagée dans ces conditions, pouvait donner au parti pour un long avenir la quantité, mais assurément pas la qualité.

Dès réception du texte de la promotion, je le fis imprimer à 15 000 exemplaires, répartis rapidement et distribués de même. Je ne peux dire si dans l'I.R. cette campagne d'adhésion de masse eut des résultats. Le travail de recrutement se faisait à la base et, avant que l'état des effectifs soit remonté à la région et à l'I.R. il fallait du temps.

Ce qui est certain, c'est que le parti recrutera énormément, mais après la Libération, le danger passé. Les ouvriers de la vingt-cinquième heure ne manqueront pas, et de cet afflux de nouveaux adhérents, le niveau politique du parti ne sera pas relevé pour autant.

11. Les Milices Patriotiques

En même temps que le P.C. tentait de renforcer son organisation par cette vaste campagne de recrutement, il fit porter tous ses efforts dans les deux mois qui précédèrent la Libération, à la mise sur pied des Milices Patriotiques devant représenter l'organisation de masse « où tous les patriotes ont leur place à la condition qu'ils soient prêts à lutter dès à présent contre l'envahisseur ». La constitution des Milices Patriotiques (M.P.) partait de l'idée que l'insurrection nationale devant accompagner la Libération, ne pourrait être le fait des seules formations militaires de la Résistance. L'Insurrection Nationale ne peut se concevoir sans la participation des larges masses. Les F.T.P. et autres formations sont l'avant-garde, le gros de l'armée doit être fourni par les M.P.

La constitution des M.P. relève de la seule initiative du P.C. et d'organisations amies ; mais il fut assez astucieux pour placer les M.P. sous l'égide du Conseil National de la Résistance où il était d'ailleurs largement représenté. En fait, il s'agissait de rassembler les éléments actifs de la population, non engagés dans les formations politiques ou militaires de la Résistance, et de constituer des noyaux autour desquels des regroupements plus vastes pourraient s'opérer au moment des combats pour la Libération. Il était prévu que l'encadrement militaire serait assuré par les F.T.P. Cette précision fut donnée aux responsables cadres en mai 44 en ces termes : « *Les Milices Patriotiques doivent se mettre en état de sonner le rassemblement des masses, que les vaillants* F.T.P. *contribueront puissamment à encadrer* ». Il paraissait certain que le but recherché par le parti était de se doter, en prévision de l'ultime phase de la lutte, d'une puissante formation militaire dont il aurait le contrôle par le truchement des F.T.P. qui en assureraient l'encadrement.

La circulaire du comité central dont un extrait est reproduit ci-dessous, donne

des précisions intéressantes sur la formation des M.P., leur organisation, leur but, mais aussi sur les mobiles qui ont présidé à leur création.

Directives du comité central du Parti communiste français pour l'organisation des Milices Patriotiques

A l'heure où le débarquement allié pose pour le peuple français, la question de sa participation de plus en plus active à la lutte libératrice, la formation des Milices Patriotiques prend un caractère d'une urgence toute particulière.

Dans une instruction du mois de mai 1944, nous avons fixé de façon claire les tâches des communistes dans la formation des Milices Patriotiques.

> *L'insurrection nationale ne peut en aucun cas être conçue sous l'angle de la participation exclusive des Forces Françaises de l'Intérieur (F.T.P. et Groupes Francs) à la lutte libératrice aux côtés des alliés. L'insurrection nationale ne peut se concevoir sans la participation des larges masses à la lutte contre l'envahisseur.*

Et nous avons indiqué en termes nets comment cette participation des masses à l'insurrection nationale doit être conçue :

> *Les F.T.P. et autres formations militaires des Forces Françaises Intérieures sont l'avant-garde de la lutte. Les rangs de cette avant-garde héroïque doivent chaque jour se renforcer, mais cette avant-garde doit avoir derrière elle le gros de l'armée que doivent constituer les Milices Patriotiques organisées tant dans les entreprises que sur le plan local.*

Donc il n'y a pas de tâche plus urgente pour tous les comités responsables du parti, pour tous les communistes que de travailler pratiquement à l'organisation des Milices Patriotiques.

Des militants du Front National, des syndicats de la C.G.T. illégale, des Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.F.), des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (F.U.J.P.) et de l'Union des Femmes Françaises (U.F.F.) ont pris l'initiative de faire sortir les Milices Patriotiques du domaine des possibilités d'avenir pour entreprendre la constitution immédiate.

C'est ainsi que ces militants ont constitué le Conseil Central des Milices Patriotiques (C.C.M.P.) qui se place sous l'égide du Conseil National de la Résistance, organe suprême de la Résistance en France agissant sous l'autorité du gouvernement provisoire de la République française.

Le C.C.M.P. a donné des directives précises pour la formation des Milices Patriotiques et nous nous faisons un devoir de les porter à la connaissance de nos militants et nos organisations en leur demandant de s'y conformer et de mettre tout en œuvre pour aller hardiment de l'avant dans la voie de la formation de Milices Patriotiques.

Le schéma d'organisation propre aux Milices Patriotiques pourrait être le suivant :

> *A - Groupe de base : six à huit membres avec un chef de groupe.*
> *B - Section : formée par la réunion de plusieurs groupes 4 à 5.*
> *La réunion des chefs de groupes forme l'échelon de commandement de la section. Les chefs de groupes désignent parmi eux un chef de section. Le chef de section assure le commandement de la section.*
> *C - Compagnie : formée par la réunion de plusieurs sections 4 à 5. La réunion des chefs de section forme l'échelon de commandement de la compagnie. Les chefs de section désignent parmi eux un chef de compagnie et un adjoint du chef de compagnie. Le chef de compagnie assure le commandement de la compagnie.*

Chacune de ces unités doit avoir une base territoriale précise et limitée afin de permettre la mobilisation rapide de tous les volontaires. On doit tendre à constituer dans les usines des groupes d'ateliers, et dans les quartiers des groupes de rues ou de blocs de maisons.

Prise de court par les événements, la mise sur pied des M.P. n'était guère avancée au moment de la Libération. Par contre, dès que celle-ci eut lieu, les M.P. poussèrent comme des champignons. Cette floraison estivale de milices armées surprit les observateurs les plus avisés. Pas un quartier, une entreprise, une commune, qui n'eut sa M.P. Au plan de l'efficacité militaire, celles qui existaient au moment de la Libération ne se firent pas particulièrement remarquer. Mais par la suite, pour le P.C. qui les avait enfantées et veillait à leur développement, les M.P. étaient l'expression du peuple en armes. Ces organisations étaient sacrées, même si elles permirent à de nombreux attentistes de venir s'y donner bonne conscience.

12. Les Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.)

Dans les pages qui précèdent, j'ai souvent utilisé le sigle : F.T.P. ; il semble utile d'en donner une définition plus précise.

En principe, les F.T.P. étaient une formation militaire dépendant du Front National (F.N.). En fait, il s'agissait de la fraction militaire placée directement sous le contrôle du P.C. au même titre que le Front National. Telle est la réalité. On a pu multiplier les affirmations d'indépendance de ces mouvements, parler de leur autonomie, ce n'est pas à moi qu'il faut conter de telles sornettes. Au moins dans leur encadrement, à tous les niveaux, les F.T.P. étaient une organisation communiste placée sous le contrôle des responsables politiques du parti. C'est à ce titre que l'appareil de direction des F.T.P. était placé sous ma responsabilité soit dans la R3, soit dans l'I.R. C1.

Il fallait que cela soit précisé afin d'éviter toute ambiguïté dans la narration de mes rapports avec les F.T.P. Il est des légendes qui ont la vie dure ; aussi, pour être convaincu du bien fondé de mon affirmation, il ne suffit que de lire les notes, circulaires, directives internes du P.C. à l'époque, pour être éclairé sur ce chapitre.

Dire que les F.T.P. étaient dirigés par le P.C. ne signifie pas que tous les combattants étaient communistes, mais ceux-ci y étaient nombreux, les directives étant de verser 20 % des effectifs du parti et de ses cadres dans les F.T.P. Ensuite, le recrutement fut diversifié et s'amplifia lors de l'institution du service du travail obligatoire (S.T.O.) qui envoyait de jeunes Français travailler en Allemagne. Pour échapper à cette déportation, des réfractaires rejoignirent les formations de la Résistance, à « l'abri dans les maquis », commencèrent à s'entraîner à la guerre des partisans. C'est ainsi que les effectifs des F.T.P. augmentèrent sensiblement à partir de 1943. L'entraînement des jeunes recrues fut, dès le début, assuré par des hommes familiarisés avec le maniement des armes et la tactique militaire. A ce sujet, on ne dira jamais assez le rôle joué dans la Résistance, particulièrement dans ses débuts, par les étrangers, anciens volontaires des Brigades Internationales, qui, réfugiés en France en 1939, constituèrent en beaucoup d'endroits les premiers noyaux de l'organisation des F.T.P. et furent les premiers instructeurs de la lutte armée clandestine, au même titre que les nombreux combattants républicains espagnols réfugiés en grande partie dans le Midi de la France.

Dès que fut décidée la création de formations pour la lutte armée, on retrouva les mêmes difficultés, pour l'initiation à la guerre des partisans, que l'on avait rencontré avec la formation des volontaires des Brigades Internationales. L'apprentissage de la discipline militaire et du maniement des armes modernes est plus difficile, même pour un communiste, lorsque celui-ci appartient à une génération si longtemps formée à l'école de l'anti-militarisme.

Entre l'appareil politique et l'appareil militaire, le cloisonnement était strictement observé. Le premier fournissait recrues et directives politiques au second, celui-ci offrant au premier, outre les moyens matériels qui lui étaient nécessaires pour ses activités, l'application de la politique de parti sur le « terrain », c'est-à-dire coups de main contre l'occupant, sabotage de ses voies et moyens de communication.

Organisés militairement, les F.T.P. avaient comme base le groupe. Ceux-ci étaient dispersés, chacun couvrant une zone d'action déterminée. Des formations plus compactes au niveau de la section ou de la compagnie, pouvaient se retrouver dans les zones de sécurité, relativement à l'occupant, à la police de Vichy ou à la milice. Les forêts d'accès difficiles constituaient l'endroit idéal pour l'implantation des maquis. De là partaient les expéditions de sabotage, parfois assez loin de leur base, où elles revenaient l'opération terminée. Dans mon inter-région, l'importance des formations F.T.P. n'allait pas au-delà du bataillon. En 1944, nous en avions deux dans le Lot-et-Garonne (un au nord, l'autre au sud), un dans le Tarn-et-Garonne, un dans le Gers, axé principalement dans la région de Vic-Fezensac [25].

En août 1944, aux approches de la Libération, l'effectif des quatre bataillons était approximativement de 1 000 combattants disposant seulement d'armement léger et assez disparate. A chaque région du parti devait correspondre un comité militaire régional (C.M.R.) ; en quelque sorte l'Etat-Major des F.T.P. pour la région.

Alors que j'étais polo de la R3, le triangle militaire était composé de :

C.E.R. - commissaire militaire ou commissaire aux effectifs : *Prosper* (Ludovic Estrayer) ;

C.O.R. - commissaire aux opérations : *Gros Jean* (Lanusse) ;

---

25. Voici la liste des maquis, établie à partir des travaux de Mlle Feral, correspondante pour le Tarn-et-Garonne, du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, et à partir des relevés du Ministère des Armées. Pour la R1, il n'y a pas de données chiffrées, seulement la liste des maquis :

Le maquis Louis Sabatié, créé en juillet 1943, dans la région de Caylus-Saint-Antonin Noble Val.

Le groupe « Tom » détaché en position avancée, localisé à Borde-Basse, entre Montauban et Monclar-de-Quercy.

Le maquis Igon, mis sur pied en juin 1944, localisé à l'ouest de Verdun-sur-Garonne.

Le maquis Philippe Chapou, créé en juin 1944, au nord de Lauzerte (82).

Pour la R2, il semble qu'il n'y eut qu'un maquis localisé près de Vic-Fezensac.

Pour la R3, cinq maquis F.T.P. sont recensés officiellement.

La 35e brigade Moi. Bataillon indomptable, créé le 1er mars 1943. Effectifs homologués à la Libération : 349. Les hommes de ce bataillon sont répartis à Agen, Merac, Sérignac, Penne-d'Agenais, Monclar-d'Agenais, Saint-Amand.

Le bataillon Arthur, créé le 6 juin 1944. Effectifs homologués à la Libération : 800.

Le groupe Raymond, créé le 6 juin 1944. Effectifs homologués à la Libération : 717.

Le groupe France, bataillon Bernard Palissy, créé le 6 juin 1944. Effectifs homologués à la Libération : 505.

Le bataillon Duras, créé le 6 juin 1944. Effectifs homologués à la Libération : 600.

C.T.R. - commissaire technique : *Jeannot* (Jean Bertrand).

Un mot sur ces trois camarades que j'ai bien connus pour les avoir souvent rencontrés à des rendez-vous, ainsi qu'aux réunions du C.M.R. qui avaient lieu généralement « au maquis ». Tous trois devaient avoir un destin différent :

Prosper fut arrêté par les Allemands en 1944. Il était assis à la terrasse d'un café près de la gare d'Agen ; une patrouille allemande se présente pour une vérification d'identité ; se croyant pris, il tente de s'enfuir et est abattu d'une rafale de mitraillette qui l'atteindra aux jambes. Grièvement blessé, il sera envoyé à l'hôpital de Toulouse. Intransportable, il y restera jusqu'au 19 août où il sera libéré.

Gros Jean, originaire des Basses-Pyrénées, revint chez lui après la Libération. Plusieurs mois après la guerre, j'ai appris sa mort dont je n'ai pu avoir confirmation.

Jeannot, le plus jeune du trio, avait déjà un passé prestigieux en arrivant dans ma région. C'est lui qui, lors de la visite de Pétain à Toulouse, avait mis au point cet ingénieux dispositif en forme de tapette qui, placé sur le toit d'une maison devant laquelle devait passer le cortège officiel, fit pleuvoir sur celui-ci une nuée de tracts. Il avait alors comme « patron » Marcel Langer, inter-régional des F.T.P. qui sera guillotiné à Toulouse le 23 juillet 1943.

Je n'ai plus eu de nouvelles de *Jeannot* après la guerre.

Après l'arrestation de *Prosper* et alors que nous devenions interrégion, c'est *Blücher* (Loupias) qui prit la direction des F.T.P. pour la R3. Je peux affirmer que je trouvais en lui un collaborateur remarquable. La cinquantaine, grand, la figure barrée d'une moustache noire, tout en lui dénotait calme, intelligence et conviction. Je ne sais si avant d'être affecté dans les F.T.P. il avait acquis des connaissances dans l'art militaire, mais sa façon de saisir la situation, de prendre les décisions, le situait bien à la hauteur de la responsabilité qui venait de lui être confiée [26].

Désigné comme responsable militaire en même temps que je le fus comme politique, la période pendant laquelle nous avons travaillé ensemble m'a laissé un souvenir agréable.

Une anecdote qui démontre le caractère généreux de l'homme ; nous étions en novembre 1944 ; j'étais dans mon bureau au siège du P.C. à Toulouse, il commandait alors une importante formation militaire quelque part dans le Midi. De passage à Toulouse, il vint me serrer la main. L'hiver fut précoce et il remarqua que je n'avais pas de manteau (car contrairement à d'autres qui s'étaient pourvus par réquisition, j'avais encore les seuls vêtements que je portais en été à Agen). Il m'offrit spontanément sa propre canadienne et insista pour que je l'accepte et, comme encore à cette époque, les rues n'étaient pas sûres le soir, alors que je rentrais très tard de réunions, ou que j'allais faire l'éditorial au journal, il me donna son révolver.

Créés pour l'action, les F.T.P. ne faillirent pas à leur tâche. Faisant preuve d'imagination, tout était bon qui pouvait paralyser les communications de l'ennemi :

26. La note suivante extraite du n° 6 de la revue *Résistance* (4 décembre 1978), vient confirmer cette opinion : « Quant au lieutenant-colonel *Blücher* (Loupias, dans la vie civile), c'est un ancien combattant de 1914-1918, d'ailleurs invalide et non mobilisable en 1939. Il a eu d'importantes responsabilités dans la Résistance, dans l'Aude, puis l'Aveyron et le Tarn, le Gers, le Lot-et-Garonne, dans les F.T.P. avant de commander le 2e régiment. Démobilisé le 26 mai 1945, il s'est retiré à Carcassonne, si nos renseignements sont exacts ».

sabotages de voies ferrées, d'aiguillage, de pylones portant les câbles de haute tension, du câble téléphonique Toulouse-Bordeaux (dont nous avions reçu le plan d'un ingénieur ayant travaillé à la pose), dynamitage de ponts et autres installations routières, ferroviaires ou fluviales. Réquisitions de stocks de vivres destinés à l'occupant, attaques de mairies ou de bureaux de postes, coup de main par embuscade contre les détachements ennemis, dont un particulièrement réussi dans les Landes.

A partir du débarquement allié du 6 juin, les F.T.P. furent particulièrement actifs avec comme consigne : sabotages intensifs des moyens de communications, afin de retarder le plus possible l'envoi de renforts sur le front de Normandie. On peut affirmer qu'à partir de ce moment, peu de trains circulèrent entre Toulouse et Bordeaux et qu'à la fin de juillet, tout trafic avait pratiquement cessé. En plus des actions contre les communications de l'ennemi, des groupes spécialisés s'attaquaient dans les campagnes aux machines, notamment aux batteuses, afin de retarder la récolte qui, dès que battue, était dirigée sur l'Allemagne. Enfin, d'autres équipes mettaient, ou tentaient de mettre, hors d'état de nuire certains collaborateurs notoires. La meilleure opération fut d'abattre à Agen, en pleine rue, à coups de révolver, Marcel Toubet, chef départemental de la milice. Le communiqué militaire des F.T.P. du secteur, mentionne cette action qui fit sensation à Agen, ainsi que d'autres moins importantes.

Mais il arrivera que le manque de synchronisation entre divers services, ou leur dualité, aura des conséquences dramatiques qui se solderont en perte de vies humaines. Comme exemple le plus marquant on ne peut manquer de citer celui de l'évasion manquée de la centrale d'Eysses, près de Villeneuve-sur-Lot [27]. Dans cette prison se trouvaient de nombreux communistes. Une tentative d'évasion fut décidée en février 1944, et à cet effet, des armes furent introduites dans la prison. Etant responsable politique de la région 3, j'avais été déchargé de cette affaire. Malheureusement, trop de services étaient mêlés aux préparatifs : les appareils militaires régional et inter, l'instructeur inter, à l'époque *Bourbon,* mon « patron », le cadre inter, Plissonnier, et divers services dont le responsable central des prisons pour la zone Sud. Des forces militaires de F.T.P. devaient soutenir la tentative de l'extérieur. Il y eut tant de monde pour s'occuper de cette évasion qu'elle devint vite un secret de polichinelle dans la région. L'ordre fut transmis d'arrêter les préparatifs ; malheureusement, la tentative eut lieu de l'intérieur ; elle se solda par un massacre, douze camarades furent fusillés [28].

En 1945, un rapport m'ayant été demandé par Paris sur cette affaire, je l'ai établi en utilisant tous les éléments en ma possession. Ce rapport, s'il n'apportait pas une conclusion définitive à la tragédie d'Eysses, indiquait dans quelles conditions cette affaire avait été menée *(voir document n° 4).*

Dans le nord du département, dans le secteur de Villeneuve, l'état major du bataillon F.T.P. eut de sérieux problèmes du fait de la présence du groupe « Soleil »

---

27. Voir : Collectif, *L'insurrection d'Eusses 19-23 février 1944, une prison dans la Résistance,* Editions Sociales, 1974, 252 p. Henri Noguères, *Histoire de la Résistance,* tome IV, pp. 370 à 372. René Filhol, « L'histoire de la centrale d'Eysses », in *Le Trait d'Union,* Bulletin du Lot-et-Garonne, n° 24, janvier 1974. Jacques Duclos, *Mémoires,* tome III, 2e partie, p. 118.

28. Le 25 février 1944, *Paris-Soir* titrait : « En une seule journée, vingt-sept bandits ont été condamnés à mort et fusillés. Douze mutins de la maison centrale d'Eysses ont été jugés par une cour martiale française en présence de Joseph Darnand ».

qui, implanté en Dordogne, faisait de larges incursions en Lot-et-Garonne, et avait poussé l'audace jusqu'à venir s'installer au château de Graves, à quelques kilomètres d'Agen.

Soleil, de son vrai nom Coustelier, s'était installé dans cette région avec une troupe de gens à sa dévotion et dont les sentiments patriotiques n'étaient pas le motif déterminant de leur action résistante. Rappelant les grandes compagnies d'antan, vivant un peu sur l'habitant, réquisitionnant, récupérant dans les banques ; afin de se faire reconnaître comme organisation de la Résistance, il leur arrivait de monter des coups de main contre l'occupant. Mais leurs exactions commençaient à entamer dans l'esprit de la population le crédit de la Résistance.

A plusieurs reprises nous avions envisagé une opération militaire contre le groupe Soleil, afin de l'obliger à évacuer le secteur nord, mais chaque fois il fallait reculer en pensant aux effets désastreux que pourrait avoir sur la population des autres secteurs du département et d'ailleurs, l'annonce d'un accrochage entre deux formations militaires de la Résistance. D'ailleurs, dès la libération d'Agen, lorsque nous eûmes fait rentrer toutes nos forces dans la ville, impressionné par le spectacle d'une troupe discipliné, *Soleil* n'insista pas. Avec son groupe, il remonta sur la Dordogne et l'on n'entendit plus parler de lui. Il partit dans la région de Bordeaux. Quelques jours après la libération on retrouve sa trace près de Talence, au château de Thouard. De nouvelles exactions commises obligent le commandement des F.F.I. à faire investir le château par la force afin de se débarrasser de ses hôtes indésirables.

Un mot avant de terminer ce passage consacré aux F.T.P. Pour beaucoup, la guerre des partisans fut une expérience originale. Le passage de très nombreux politiques à l'action armée, donnera dans les années de l'après-guerre, un certain type de militants pour qui la réinsertion devait prendre nécessairement une autre dimension, et motiver un comportement plus libre au sein de la communauté communiste.

Peut-être faut-il trouver en cela quelques éléments susceptibles d'expliquer le destin curieusement semblable de la quasi-totalité des cadres communistes qui se révélèrent par la Résistance : Casanova, Chaintron, Guingouin, Giovoni, Hervé, Joinville, Kriegel-Valrimont, Lecœur, Rol-Tanguy, Tillon ; pour ne citer que ceux qui acquirent une envergure nationale.

Cette génération de la Résistance, décimée, marquée, dupée, fut socialement marginale comme le fut la Résistance organisée prise dans son ensemble. Avec ces résistants revenus du combat couronnés par la gloire, ne risquait-on pas d'avoir à faire face, à terme, à une nouvelle résistance mais cette fois, dans le parti ? A titre préventif les interventions chirurgicales eurent lieu, échelonnées, mais brutales, comme toujours.

13. Nos rapports avec les autres mouvements de résistance

Engagés dans un même combat à objectif unique, il était normal que des contacts soient établis entre les organisations existant dans un même département. Ces contacts ne pouvaient se faire d'organisation à organisation pour des raisons de sécurité, mais seulement au niveau d'un organisme départemental, le C.D.L.[29]

29. Comité Départemental de Libération.

Chaque parti ou mouvement reconnu était représenté par un mandataire. Dans le Lot-et-Garonne notre représentant était Kipen. Les C.D.L. étaient les mandataires locaux du C.N.R. [30].

Deux importants documents datés du 25 mars 1944, mais publiés le 25 avril de la même année me furent communiqués. L'un reproduisait les statuts des comités départementaux de Libération, l'autre le programme d'action de la Résistance. Ces documents dont l'élaboration fut rendue possible par l'unification des mouvements de Résistance devenaient l'assise sur laquelle reposerait ce que devaient être les structures politiques et administratives de la France libérée.

Si dans certains départements, l'entente ne fut pas parfaite, entre les mouvements de la Résistance, le P.C. et sa couronne de satellites, dans l'inter-région C1, l'accord, sans être idyllique, fut confiant et s'il y eut des incidents, ils furent mineurs. Bien sûr, les discussions furent parfois vives au sein du C.D.L. et généralement les points de désaccord portaient sur deux questions : l'attentisme et les armes. Nous reprochions à nos partenaires d'attendre les instructions de Londres pour engager l'action alors que nous étions seuls (les F.T.P.) à harceler l'ennemi et à agir sur ses voies de communication.

L'autre problème, plus grave, était que ceux qui attendaient recevaient fréquemment des parachutages d'armes, souvent cachées, alors que les F.T.P. en étaient démunis. L'amertume était grande chez nos jeunes gars lorsqu'ils apprenaient qu'un parachutage d'armes modernes venait d'avoir lieu dans la région et que ce bien précieux avait été aussitôt soigneusement caché. Dès lors, comment s'étonner quand, connaissant l'emplacement d'un dépôt, un détachement s'y rendait de nuit et se servait. Ce fut le cas à Lauzerte par exemple. Après ces raids de récupération, la séance du C.D.L. était parfois houleuse mais tout rentrait dans l'ordre, notre défense au C.D.L. reposant sur un argument solide : les armes à ceux qui se battent.

Il y a bien eu des parachutages dans la région et cela fit longtemps jaser après la guerre, mais ce que je peux affirmer c'est qu'aucun d'eux ne nous a jamais été destiné, lorsque je dis nous, je sous-entends les F.T.P. Il est certain que le gouvernement anglais, de même que la délégation française à Londres, n'avaient nullement l'intention d'armer les communistes, car on pensait déjà à l'après-guerre et l'on ne voyait pas d'un bon œil à Londres la perspective d'une France libérée, avec un P.C. puissant, organisé et armé.

14. Le débarquement du 6 juin

Comme tout le monde, j'appris le débarquement des alliés en Normandie, par la radio dans la journée du 6 juin. L'évolution de la situation laissait présager l'imminence de ce débarquement. En prévision, il avait été convenu, avec les responsables des divers services de l'interrégion que, dès l'annonce du débarquement, ceux qui seraient sur place se regrouperaient, les autres rentreraient dès que possible.

Chacun connaissait l'adresse d'une « planque » tenue secrète, et qui ne devait être utilisée que pour ce seul regroupement. La planque prévue était la villa d'un camarade, en bordure d'une route à quelques kilomètres d'Agen. J'y arrivais dans

30. Conseil National de la Résistance.

l'après-midi, et fus rapidement rejoint par *Auguste, Eugène, Benoît, Louis, Hermine, Jeanne*. La mère et la sœur de notre camarade nous accordèrent l'hospitalité. Il y avait des vivres dans la maison pour quelques jours. Il y avait également un duplicateur, un stock de papier, une machine à écrire et quelques armes afin de se défendre en cas d'attaque.

Les responsables F.T.P. devaient se manifester dès que possible afin d'examiner ensemble les actions militaires à entreprendre. Malheureusement, deux jours après le débarquement, aucun responsable n'avait encore pris contact, car nos forces militaires étaient déjà engagées. Afin d'établir la liaison, *Ricou* se proposa pour rejoindre le bataillon Prosper, en opérations dans la région de Villeneuve-sur-Lot, et de revenir avec un responsable. Il trouva bien le bataillon, mais, pris dans l'action, il y participa, oubliant de venir rendre compte. Heureusement, je pus établir le contact d'une autre manière.

La décision est que pour toutes nos organisations, l'action militaire est maintenant prioritaire. Il faut renforcer les F.T.P. et les Milices Patriotiques. L'objectif : par tous les moyens possibles harceler l'ennemi et détruire ses voies de communications. Pour soulager le front de Normandie, il faut absolument retarder l'acheminement des renforts allemands.

Le parti devait rester dans la clandestinité, car l'ennemi était toujours présent en nombre dans nos régions, et le rapport de forces nous interdisait d'engager des actions ouvertes. Telles étaient les idées générales qui se dégageaient de la note que je fis parvenir par courrier aux polos de région, pour information à la base.

Quelques jours après notre regroupement, nous décidâmes de quitter la planque et de reprendre chacun nos activités en maintenant entre nous le contact par rendez-vous plus rapprochés. Chacun dans son domaine allait faire appliquer des décisions que nous venions de prendre. A la mi-juin, je recevais le texte du tract du parti[31]. Je le fis imprimer à 15 000 exemplaires et distribuer. Dans les jours qui suivirent et jusqu'au 18 août, le parti fut sensibilisé au problème de la lutte armée contre l'occupant. Les actions de sabotage se multiplièrent sur la voie ferrée Toulouse-Bordeaux, et Montauban-Cahors ; la circulation fut fortement perturbée. En juillet et août elle était devenue impossible. Les routes nationales 113 et 20 furent l'objet d'attentions spéciales des F.T.P. : ponts détruits, arbres abattus, petits détachements ennemis attaqués.

Il est certain que l'ennemi fut surpris par cette incessante guérilla qui le gênait et le retardait beaucoup dans ses déplacements. Il n'en devint que plus mauvais et les représailles en certains cas furent atroces. Malgré la répression, nous marquions des points. Par exemple, une voie coupée ou un déraillement réussi, c'est la ligne inutilisable pendant au moins un jour, d'autant que les cheminots requis pour la remise en état ne mettaient guère de zèle dans leur travail. Ces accidents provoqués obligeaient les Allemands à des allers et retours, changements de voies qui les retardaient, et cela d'autant plus que ces voies sautaient aussi dans les départements voisins. On a pu dire sans exagération, que si le débarquement réussit et permit aux alliés de prendre pied et d'étendre de larges têtes de pont, on le doit en partie à la Résistance intérieure qui retarda parfois de quinze jours et plus, l'arrivée des renforts allemands.

---

31. « Les combats décisifs pour la France sont engagés, Français, Françaises, tous au combat ».

Dans les semaines qui suivirent, l'action se développa, le parti se renforça, notre propagande devint plus massive, grâce aux moyens d'impression moderne dont nous disposions.

15. Un voyage qui ne fut pas d'agrément

Dans les derniers jours de juillet, je suis avisé par courrier que je dois me rendre à Lyon pour un contact avec la délégation du comité central zone Sud. On me demande un état détaillé sur la situation dans l'interrégion. En une nuit, j'établis ce rapport que le courrier emporte. La clé sera acheminée à part comme d'habitude.

Connaissant l'état des communications, je pars rapidement ayant le sentiment que ce ne sera pas un voyage d'agrément. Pour ce voyage pénible, je ne prends pas *Jeanne* comme courrier, mais *Colette,* parce que plus jeune et moins fatiguée. Elle m'accompagnera donc, car nous avons du matériel à « monter » en particulier la clé du rapport.

Nous partons d'Agen pour Toulouse le 4 au matin, à bicyclette, seul moyen de transport, car les trains ne circulent plus sur cette ligne. Nous prenons un train pour Marseille. Comme on ne peut changer à Tarascon, nous devons continuer jusqu'à Marseille, où nous arrivons le samedi dans la matinée. Il n'y aura pas de train pour Lyon dans la journée, peut-être un le soir, à 20 heures. Il ne me plait pas de passer la journée à Marseille, ville que l'on sait très surveillée par la gestapo. Mais comment faire autrement ? Ayant laissé les documents dont elle est porteuse, dans son sac de voyage à la consigne de la gare, *Colette* et moi allons jouer les touristes toute la journée. Pour faire plus vraisemblable, elle ne quittera pas mon bras. Nous devions ressembler à un couple d'amoureux afin de passer le plus possible inaperçus. En d'autres circonstances, la situation eut été drôle. C'est ainsi que j'ai pu visiter Marseille, ville que je ne connaissais pas, et notre journée se déroula sans incident. Le soir, nous prenions un train pour Lyon. Ce sera le dernier qui parviendra à cette ville. Ce voyage fut un cauchemar. Cet axe ferroviaire était précieux pour les Allemands, aussi était-il sérieusement gardé et de nombreuses équipes étaient sur place pour réparer la voie lorsqu'elle était touchée par les nombreux bombardemnets aériens de l'aviation alliée.

A Avignon, les ennuis commencèrent. Une vingtaine de locomotives venaient de sauter et le dépôt des machines était en flammes. On nous laissa plus d'une heure sur une voie de garage. Ici se situe une scène que je dois mentionner. Un homme était appuyé de dos à la portière, empêchant involontairement l'accès du wagon. Par la porte du wagon voisin, montèrent deux soldats allemands. L'un d'eux saisit le français, supposant qu'il avait voulu volontairement l'empêcher de monter et le jette par la portière ouverte à contrevoie où il tombe le front sur le rail, le tout accompagné de ce qui devait être de tonitruantes injures. L'autre soldat, calmement, descend sur la voie, aide le blessé le visage ensanglanté, à remonter dans le wagon où il le fait allonger sur une banquette. Il demande si quelque voyageur avait de l'alcool ; il s'en trouve un qui, dans ses bagages, détient un flacon d'eau de vie, pris sans doute comme viatique pour ce voyage. Avec des gestes de douceur infinie, il nettoie le visage du blessé et lui bande la tête avec son pansement individuel. Cela fait, saluant l'assistance, il se retire aussi calmement qu'il était venu.

J'ai cru devoir rappeler ce geste car on a eu un peu trop tendance, à cette époque, à englober sous l'étiquette de « boche » tous les Allemands, en les vouant tous sans exception, à la malédiction. Il n'est pas juste, sous peine de pratiquer le pire des racismes, de condamner tout un peuple.

Erhenbourg a écrit quelque part : « Il n'y a de bons Allemands que ceux qui sont morts ». Je ne peux tolérer cette affirmation vengeresse. J'ai eu, au moins une fois dans ma vie, la vision d'un être d'une grande bonté et que m'importe qu'il fut un soldat allemand ; sa nationalité n'enlève rien aux sentiments d'humanité qu'il a su exprimer si naturellement.

Le voyage reprit, entrecoupé de nombreux arrêts sur les voies de garage ou en rase campagne. Au petit matin, nous assistions à un premier bombardement de la voie dans les environs de Montélimar. Dès que le train s'arrête, les voyageurs se dispersent dans les champs ou fossés voisins. L'alerte passée, le train repart. Jusqu'à l'arrivée à Lyon, c'est bien une dizaine de fois qu'il faudra aller chercher refuge dans la nature et chaque fois, comme un fait du hasard, à moins que ce ne soit volontaire, car il s'agissait d'un convoi de voyageurs, la voie sautera, mais derrière le train.

Enfin, nous arrivons en gare de Lyon le dimanche 6 août à 14 h. 15, et mon dernier repêchage est dans la banlieue à 15 heures. J'ai déjà mentionné ce rendez-vous pris dans d'invraisemblables conditions. Je suis donc récupéré à 15 heures par un camarade qui me fixe le lieu du rendez-vous que je dois avoir le lendemain à 9 heures avec un membre du comité central.

Le lendemain, à l'heure prévue, toujours dans la banlieue je trouve au rendez-vous H. R. Nous circulons sur une petite route et nous nous installons derrière une haie, pour causer. Un examen est fait de la situation sous tous ses aspects, dans les trois départements que je contrôle. Ensuite, les directives me sont données. Elles correspondent à l'analyse faite nationalement : la victoire est toute proche et notre objectif immédiat doit être, outre le harcèlement de l'ennemi sur ses voies de communication, la préparation de l'insurrection nationale dès que la situation sera favorable dans un secteur déterminé. Il est probable que pour parer à l'attaque en Normandie, dans certaines régions de France, l'ennemi sera contraint de retirer la plupart de ses troupes pour les porter sur les points menacés.

Dans ces régions où le rapport des forces sera favorable à l'insurrection, il conviendra de pousser cet avantage jusqu'à la libération totale de ces territoires. Nous devons nous fixer trois objectifs :

Anéantir les troupes ennemies qui pourraient rester, mettre hors d'état de nuire les milices de Darnand et la police de Vichy.

Destituer tous les fonctionnaires de Vichy et les remplacer par la voie des Comités départementaux de Libération.

Dans les territoires libérés, organiser la mobilisation générale, non seulement pour la défense, mais pour porter la lutte sur les arrières de l'ennemi.

De l'entretien que j'eus avec H.R., il apparaissait qu'à l'exception des grands centres comme Bordeaux et Toulouse, les Allemands devraient dégarnir d'autres régions du Sud-Ouest. Dans ce cas, l'essentiel pour nous était de nous emparer d'une ou de quelques villes de moyenne importance et de les conserver. L'examen de la situation auquel nous avions procédé, montrait que les Allemands étaient toujours présents dans ma région et que le rapport des forces ne nous était pas favorable pour une attaque frontale, d'autant que nous n'étions pas certains de recevoir l'accord et l'appui des autres mouvements de Résistance. Je comprenais

la hâte de la direction du parti de renforcer sa position par la libération de quelques villes, mais les cas devaient être judicieusement choisis à moins de vouloir tenter des opérations suicidaires. J'ai appris par la suite que Molinier avait reçu en mai les mêmes instructions pour la région limousine et l'on sait le massacre que cela avait occasionné à Tulle.

H.R. me demanda de rentrer le plus rapidement possible à Agen et de m'informer au plus tôt sur les possibilités de réaliser cet objectif. Je m'engageais à faire contacter dès mon retour les autres mouvements par le canal du C.D.L. et voir avec le commandement de l'appareil militaire inter quelles pouvaient être les perspectives de réalisation et de lui envoyer l'information rapidement.

En me quittant, il m'indiqua que pour la réalisation de cet objectif de libération d'une ou plusieurs villes du Sud-Ouest, le comité central me donnait tous pouvoirs de décision, sous réserve d'informations régulières de ma part.

Je retrouvais *Colette* à midi, car dans la matinée, on lui avait fixé un rendez-vous afin de remettre les documents qu'elle avait « montés ». On lui avait confié peu de choses pour le retour comme documents, les courriers réguliers étant chargés de ce travail, mais on lui avait remis un petit paquet à remettre à la femme de H.R.

Pendant le trajet de retour, rempli de péripéties, nous avons veillé sur ce paquet, croyant à la réelle importance de son contenu. Lorsque *Jeanne*, à bicyclette, le portera à la destinataire, elle s'apercevra, une fois ouvert en sa présence, que le colis contenait simplement une poupée. Certes, l'attention était délicate de la part du mari absent, mais cela me rendit furieux d'apprendre à quelle besogne de commissionnaire on avait utilisé nos camarades déjà surchargés de travail.

Après le déjeuner, *Colette* et moi allons à la gare pour nous enquérir d'un départ possible. La réponse est formelle : aucun train ne partira vers le sud, les voies étant inutilisables. Comme il nous faut rentrer rapidement, nous tentons de convaincre un chauffeur de taxi de nous conduire à Avignon, il refuse, n'étant pas assuré de pouvoir revenir.

Une seule solution nous apparaît possible : rentrer à Agen à vélo ; ce sera long et pénible, mais il semble que c'est l'unique solution qui nous est offerte. Nos fonds baissant sérieusement — n'ayant pas prévu un voyage aussi long — pas question d'acheter deux vélos ; il fallait donc les « emprunter ». Dans une rue peu passante, nous voyons, appuyés contre une façade, un vélo d'homme et un de femme ; la providence est avec nous ; nous les enfourchons et nous voilà en route vers notre Sud-Ouest. On dit que toute mauvaise action commise dans son existence engendre tôt ou tard un sentiment de remords. J'avoue ne pas avoir encore été tourmenté par des regrets, fussent-ils tardifs, au souvenir de ce geste, qui en droit, doit être considéré comme un vol. Au contraire, il est des vols que l'on n'a aucune honte à avouer, dont on tirerait même quelque sentiment de légitime fierté. Le même geste accompli dans des situations différentes prend une tout autre signification. Ainsi, voler un vélo pour mon usage personnel ferait de moi un individu méprisable. Mais voler un vélo pour accomplir plus rapidement une mission qui n'a d'autre but que de rendre la liberté au peuple de France, voilà un acte dont on peut s'enorgueillir.

Sortis de Lyon, nous pédalons sur la rive droite du Rhône en direction de Valence, mais nous n'avions pas fait dix kilomètres que nous nous rendons compte que nous nous sommes lancés dans une folle aventure car, dans l'état de fatigue où nous nous trouvons, n'ayant pu dormir qu'une nuit depuis notre départ d'Agen,

nous n'arriverons jamais au but. Il paraît préférable de revenir à Lyon, car c'est là seulement que nous trouverons un moyen de transport. Revenus en ville, nous déposons les vélos le plus près possible de l'endroit où nous les avons empruntés, dans l'espoir que leurs propriétaires pourront les récupérer. Si cela n'a pas été le cas, je m'en excuse auprès d'eux, même si je le fais avec beaucoup de retard.

Rentrés dans un café pour nous désaltérer, le serveur nous indique dans la même rue un entrepôt d'où, deux ou trois fois par semaine, part un camion qui descend sur Marseille, et que parfois, il prend des passagers. Jouant sur le charme de ma compagne qui, au demeurant, est fort jolie, je l'envoie en éclaireur. Elle revient quelques minutes après ; cette fois la chance est avec nous, le camion part dans une heure et le chauffeur accepte de nous prendre à son bord. Toutefois il ne peut le faire en ville et nous demande de l'attendre dans une heure à la sortie de la ville, après le tunnel qui passe sous les voies de chemin de fer.

Nous sommes au rendez-vous à l'heure exacte. Le camion arrive avec quelque retard et s'arrête. Galanterie oblige, le chauffeur fait monter *Colette* près de lui dans la cabine, quant à moi, il me fait monter sur le chargement recouvert d'une bâche, et là, je trouve une dizaine de passagers. A leur conversation, je suis vite édifié ; il s'agit de trafiquants du marché noir, venus se ravitailler dans la région en denrées alimentaires qu'ils revendront très cher à Marseille. Il s'agit d'habitués de la « ligne ». Sous la bâche, mêlées au chargement normal, de nombreuses valises contenant les articles de leur répugnant commerce. Leur conversation me rappelait celle des droits communs du camp de Nexon ; ils devaient être de la même espèce. Il n'était question que de fric, de bénéfice, de combine ; c'était écœurant. Avant Valence, retour dans les fossés, car un bombardement aérien eut lieu sur la route. Tard dans la soirée, nous arrivons à Valence où nous passerons la nuit. Chauffeur et passagers descendons dans un hôtel qui peut nous héberger. En mangeant, *Colette* m'apprend que le chauffeur est membre du parti, qu'il sert de courrier entre Marseille et Lyon et que prendre des trafiquants lui sert de couverture pour masquer un autre trafic plus dangereux. Je me demande quelle imprudence de langage a pu commettre *Colette* pour avoir obtenu de telles confidences ! Je lui demande si elle n'a rien dit de nos occupations, mais je ne suis pas très convaincu par sa réponse négative.

A l'issue du repas le chauffeur vient à notre table et d'entrée, me dit qu'il a compris le travail que nous faisions. Il me confirme qu'il assure des liaisons pour le parti. Il nous mènera jusqu'à Avignon, et cela gratuitement. Curieux, je lui demande à quoi il a deviné notre activité. Réponse : nous sommes sans bagages et cela semble anormal. En effet, pour ne pas être encombré dans ce voyage présumé difficile, je n'ai pris qu'une serviette contenant une chemise et un nécessaire de toilette ; *Colette* n'a qu'un minuscule sac de voyage contenant peu de linge. C'est en effet un argument valable pour jouer les devins, mais je suppose qu'involontairement, dans la conversation, ma compagne a dû lâcher quelques éléments qui l'ont mis sur la voie.

Le mardi matin, départ de bonne heure, toujours perché au sommet du camion avec mes indésirables compagnons. Arrivés à Avignon, nous prenons congé du camarade chauffeur qui, en nous quittant, nous remet un gros colis bien ficelé à n'ouvrir qu'après son départ. Assis dans un petit jardin proche du palais des Papes, nous ouvrons le colis ; il contient des longueurs de saucisse prélevées pendant la nuit à notre intention dans les valises des trafiquants. Touchés par la délicate attention de ce camarade anonyme, nous faisons un repas de charcuterie dans

ce délicieux jardin. Cela économise nos finances qui atteignent un niveau inquiétant.

J'ai retrouvé ce camarade en 1945 à Ivry, lors de la session du comité central ; il était dans la délégation des Bouches-du-Rhône. Cette rencontre nous donna l'occasion d'échanger quelques souvenirs sur ce voyage mouvementé.

A la gare d'Avignon, il est annoncé qu'il n'y a plus de train sur la ligne. Un employé nous dit qu'il faut joindre Nîmes, car de cette ville, se forment parfois des trains en direction de Toulouse. Il n'y a qu'une solution, un taxi. Nous en trouvons un devant la gare qui accepte de nous conduire. A la gare de Nîmes, pas de train, mais l'information qu'un convoi sera peut-être formé le lendemain, sans heure fixe de départ. Nous nous logeons dans un hôtel derrière les arènes, après un nouveau repas de charcuterie et le lendemain, de très bonne heure, nous attendons sur le quai de la gare le train hypothétique. Les heures passent ; la chaleur, l'énervement, la fatigue font que *Colette* a un malaise. Il était prévisible qu'elle craquerait dans une telle épreuve. Je la ranime de mon mieux. Heureusement, cela passe inaperçu, car nous n'avons pas intérêt à attirer l'attention sur nous.

Finalement un train se forme en fin de matinée, et le soir nous sommes à Toulouse. Ma belle-mère, chez qui nous sommes en sécurité, n'ayant jamais eu d'activités politiques, nous héberge pour la nuit, après avoir épuisé ensemble notre provision de saucisse. Le jeudi matin, après avoir récupéré nos bicyclettes, nous reprenons la route, entrecoupée d'une halte près de Moissac, pour déjeuner, puis nous arrivons à Agen au terme d'un voyage qui aura duré une semaine, mais une de ces semaines qui comptent dans l'existence.

Depuis les jours qui ont suivi la Libération, je n'ai plus revu *Colette* dont je n'ai jamais connu le nom réel. J'ai su par elle, qu'elle était originaire de Toulon ; mariée toute jeune, elle était divorcée et était la compagne de *Kléber,* dont il est fait mention dans le rapport sur l'affaire de la centrale d'Eysses. Je suppose que sa vie durant, elle n'oubliera pas non plus les péripéties de notre voyage à Lyon. Pour ma part, je conserve d'elle le souvenir d'une camarade courageuse et dévouée capable d'aller jusqu'à la limite de ses forces dans les missions qui lui étaient confiées. Jamais découragée par la succession d'avatars que nous avons subis, sa présence au cours de ce voyage fut celle d'une collaboratrice efficace. Si par un hypothétique hasard elle venait à lire ces lignes, elles lui prouveront que je n'ai rien oublié de notre aventureux voyage.

Rentré à Agen le 10, j'eus le lendemain une entrevue avec *Blücher,* pour lui faire part des dimensions nouvelles que nous allions devoir donner à notre action. La prise d'une ville importante semblait problématique, les Allemands étant toujours fortement présents dans cette partie du Sud-Ouest. Le seul point névralgique paraissait être la région de Villeneuve-sur-Lot, pratiquement abandonnée par les Allemands, parce que ne se trouvant pas située sur un axe stratégique. Avec les membres de l'état-major F.T.P. la question sera étudiée. Une réunion de C.M.I.R. aura lieu dans les jours qui viennent ; à l'issue de cette assemblée, nous déciderons de la tactique à adopter.

En nous quittant, nous ne pensions pas que les événements prendraient une telle accélération, et que la réunion projetée du C.M.I.R. aurait pour objectif l'entrée triomphale de nos deux bataillons F.T.P. dans la ville d'Agen.

16. Intimes réflexions

Le 14, j'avais un rendez-vous avec *Gérard*. L'entrevue eut lieu dans un chemin longeant la Garonne, derrière l'hôpital. Il me confirma les instructions reçues à Lyon qu'il avait mission de faire appliquer. Je l'informais des éventualités envisagées avec *Blücher*. Il serait tenu au courant ainsi que le centre des décisions que nous serions appelés à prendre.

Je ne peux clore ce chapitre, sans dépeindre en quelques lignes celui qui fut mon « patron »[32] pendant plus d'une année. *Gérard* de son nom réel H. Bourbon, la quarantaine, mince, de taille moyenne il donnait l'impression de ne pas avoir une très bonne santé. Vêtu correctement, toujours cravaté d'un nœud papillon, tout en lui donnait l'apparence d'un représentant. Il était le type parfait de « monsieur-tout-le-monde », attitude idéale d'un responsable illégal pour passer inaperçu dans la masse. Ses explications étaient données avec concision, sans mots inutiles, mais avec beaucoup de persuasion. A certains propos, j'ai cru comprendre qu'il devait être sévère lorsque cela s'avérait nécessaire ; mais je dois dire que jamais sa sévérité ne se manifesta à mon égard, sauf après mon adhésion à la IVe Internationale.

Le 14 août fut notre dernière entrevue ; je ne devais plus revoir *Gérard*. Lorsque je revins à Toulouse, après la Libération, je reçus de lui une carte aimable alors qu'il était en convalescence chez *Bertrand*.

Pendant les quatre mois au cours desquels j'exercerai la fonction d'instructeur interrégional, j'ai eu trois entrevues avec *Gérard*, et dans l'intervalle de nos rendez-vous, je devais prendre les décisions moi-même, en fonction de l'évolution de la situation.

Se rend-on bien compte de ce que représente une telle responsabilité en pareilles circonstances ? Je savais que pendant au moins un mois, je serais un homme seul, que j'aurais à décider par moi-même et que, responsable de centaines de camarades, ce pouvait être leur vie ou leur liberté qui sanctionnerait une décision prise hâtivement, sans réflexion suffisante ou qui ne serait pas bonne.

En effet, à tous les niveaux de l'organisation existe un triangle de direction décidant collectivement, l'instructeur n'est qu'un élément individuel, intermédiaire entre le comité central et la région. S'il dispose d'un appareil, celui-ci n'est composé que de camarades chargés d'animer divers services au niveau de l'inter-région. Ces camarades, je les ai toujours considérés comme des collaborateurs, ce qui explique pourquoi je les ai réunis avec moi le 6 juin. Mais en dernier ressort, la décision relative à l'application des décisions nationales du parti m'appartient seul. En cas de faute, je savais que je serais seul à porter la responsabilité de mon erreur de jugement.

En vérité, ce fut une tâche écrasante qui me fut confiée. Cela m'a obligé à beaucoup réfléchir avant de décider, car, à moins d'être un irresponsable, on n'engage pas à la légère l'ensemble de l'organisation dans des actions politiques ou militaires.

En établissant le bilan, je remercie le hasard qui, en m'évitant la griserie du pouvoir m'a donné, à ce moment, assez de sagesse pour pouvoir revivre ce passé la conscience sereine, sans avoir à cacher dans mon cœur la dépouille de camarades victimes de mon inconscience, de mon inconséquence ou de ma maladresse. Ce rappel des souvenirs d'antan me fait trouver bien dérisoires certaines mesqui-

32. Se disait du responsable supérieur.

neries d'aujourd'hui, relatives à l'attribution de responsabilités qui ne confèrent que le droit de prendre des décisions n'ayant aucune importance quant au déroulement de l'histoire.

L'accoutumance aux dangers était une chose courante à cette époque pour ceux qui étions engagés dans un combat n'offrant que l'alternative : tenir jusqu'à la victoire ou mourir avant. Cette deuxième éventualité je l'ai envisagée sans esprit de fatalisme, mais comme solution dernière. C'est parce que, imprégné de l'idée que rien n'est inévitable, j'ai été très strict sur le respect des règles de sécurité, pour moi-même et pour les autres. Il est des moments où il suffit d'un relâchement d'attention ou d'absence de vigilance pour transformer le destin d'un homme et aussi celui d'autres hommes.

L'analyse d'ensemble de la résistance dans le Sud-Ouest reste encore à faire. Quel historien aura assez d'audace persévérante pour tenter une telle entreprise ? Il aura beaucoup de mal à retrouver les faits, et à les dégager de la passion, de l'oubli, de l'exagération. Il faudra trouver la vérité, ensevelie dans des dossiers poussiéreux des rapports officiels. Il faudra rechercher les témoins vivant encore et s'assurer que leur mémoire est fidèle, non encore entamée par l'érosion du temps.

Toute guerre entraîne derrière elle le phénomène « ancien combattant ». Pendant la Résistance nous étions plusieurs à dire : « Il y a une chose que nous ne serons jamais, des anciens combattants ». Et cependant, combien, parmi ceux qui avaient pris cette sage résolution, ont réussi à échapper par la suite à l'inexorable processus d'organisation ? Combien ont pu lutter contre l'attrait des décorations, du cérémonial des prises d'armes, commémorations...

Personnellement, j'ai décidé de ne pas assister, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles où l'absence friserait l'inconvenance, aux cérémonies officielles, commémoratives de la Libération ou de tel haut fait de la Résistance. Qu'y ferais-je ? Serrer des mains pas toujours amies ? Y retrouver quelques camarades pour qui la solidarité du passé n'aura pu résister à la forte réalité du présent ? Me retrouver mêlé à cette masse confuse faite d'officiels ou de notables en place, qui n'ont souvent connu de la Résistance que le nom, lorsque ce ne fut pas pire.

Non, je ne suis pas mûr pour écouter, en bonne compagnie, des personnages importants nous raconter, à nous, ce que fut la Résistance. Cette imagerie d'Epinal que sont les discours officiels m'indiffère. Je suis heureux de me sentir libre de toute obligation à l'égard d'une histoire que j'ai vécue et que je connais assez pour n'en pas accepter les contrefaçons.

La contribution que j'apporte ne montre qu'une partie de ce que fut la Résistance, celle que j'ai connue. On ne saurait nier que d'autres hommes que les communistes et d'autres organisations que le P.C. participèrent à la lutte contre l'occupant et aux combats de la Libération. Nul ne peut se prévaloir du monopole de la Résistance et, si celle-ci resta marginale, elle engloba dans ses rangs des combattants d'origine politique et philosophique les plus diverses. N'ayant pas eu de contacts directs avec les autres mouvements, je ne peux faire mention de leur activité, mais je ne voudrais pas que mon récit laisse supposer qu'il n'y eut de Résistance que communiste. D'autres combattirent et moururent et s'ils sont moins connus aujourd'hui, c'est peut-être parce qu'on fit moins de bruit autour de leur dépouille.

C'est donc sans intention hégémonique que je parle uniquement des communistes à qui je rends hommage pour leur participation à la Résistance active.

document 5

F. R. C.   R. 3.

[illegible]GNATION DES SECTIONS.

	Août
Secteur A	
Section N° 1 — VILLENEUVE	52
N° 2 — FUMEL	26
N° 3 — MONFLANQUIN	50
N° 4 — VILLERÉAL	34
5 Penne	17
Secteur B	
Section 11 — MARMANDE	48
12 —	14
13 — SAINTE-BAZEILLE	9
14 — CASTELJALOUX	52
15 — MIRAMONT	48
16 — MAS D'AGENAIS	33
17 — TONNEINS	25
18 — AIGUILLON	12
19 — LAFITTE	18
20 — VERTEUIL	14
21 — LAGARDE	34
22 — MEILHAN	9
Secteur C	
Section 31 — NÉRAC	36
32 — MÉZIN	20
33 — LAMONTJOIE	33
34 — LAVARDAC	45
35 — FEUGAROLLES	28
36 — PORT-SAINTE-MARIE	22
Secteur D	
Section 41 — AGEN	63
42 — CHEMINOTS AGEN	56
43 — ASTAFFORT	25
44 — [illegible]	44
45 — SAINT-MAURIN	[illegible]
	814

A.T. [illegible]	55
A.S.	406
G.L. [illegible]	312
G.E. [illegible]	14
C.L. [illegible]	76
C.E.	3
E.C.	24
E.	

document 6

Rapport au secrétariat du P.C.F
sur les évenements de la centrale
d'EYSSES (Lot et Gne) Février 1944

TOULOUSE, le 20 Mars 1945.

RAPPORT

Un rapport m'ayant été demandé sur la situation du Parti à VILLENEUVE-SUR-LOT en liaison avec les événements de la Centrale d'EYSSES en Février 1944, voici les quelques renseignements que je puis fournir :

Lorsqu'en OCTOBRE 1943, je pris la direction de la Région 3 (Lot-et-Garonne) la section de VILLENEUVE comptait 17 adhérents et avait comme Polo un nommé GERARD. J'ai pu remarquer de suite que contrairement aux autres sections celle de VILLENEUVE ne se développait pas. La cause semblait résider dans le fait que GERARD était en même temps Responsable de "LIBERATION" et pratiquait le marché noir sur une assez grande échelle, ce qui lui valut un rapport d'un responsable de la zone qui fut scandalisé de tout ce qu'il vit chez lui au cours d'une visite.

Devant cette attitude et sous la foi de nombreux rapports nous avions décidé en accord avec l'Instructeur I.R. d'écarter GERARD de la direction de la Section.

A ce même moment l'appareil Militaire décidait de préparer activement l'évasion de la Centrale d'EYSSES - Le C.O.R. que j'avais à l'époque (JEANNOT) seul dans la Région et surchargé de tâches prend contact avec GERARD pour faire rentrer les armes à l'intérieur de la Centrale, ce qui fut fait en partie.

Je ne dirai rien sur l'affaire d'EYSSES car ne s'occupaient de cette affaire que :
L'Appareil Militaire Régional et I.R.
L'Instructeur et le Cadre I.R.
Différents Responsables de Services à l'échelon de la zone, tels : Responsable Central des prisons, etc...
Vu l'importance de l'affaire la Région était déchargée de Responsabilités.

Et ce qui devait arriver, arriva. Il y eut tant de monde sur cette affaire qu'elle fut connue de tous, y compris de la police et des boches qui préparèrent une vaste souricière.

Il était courant d'entendre parler dans les trains ou dans les rues d'AGEN ou de VILLENEUVE de l'évasion prochaine des détenus de la Centrale. J'eus même entre les mains l'ordre de mise en état d'alerte de toutes les brigades de gendarmeries.

Muni de ces renseignements je fis un rapport détaillé à GERARD L'Instructeur. Les renseignements recueillis par lui indiquaient que les boches avaient massé des forces considérables dans les environs, afin de procéder à un véritable massacre, tant des détenus que de ceux qui devaient leur prêter main-forte de l'extérieur.

L'Instructeur m'indiqua que devant un tel danger il fallait immédiatement donner l'ordre aux différents appareils s'occupant de l'affaire d'arrêter tous les préparatifs, l'opération devant être reprise à quelques temps de là avec de meilleures chances de succès.

- 2 -

Le lendemain l'ordre de l'Instructeur fut transmis par moi au C.O.R. qui l'exécuta immédiatement.

Malheureusement, nos camarades de la Centrale tentérent l'évasion par leurs seules forces le
On connait la suite.

Je dois indiquer que j'ai entendu plusieurs fois sans pouvoir avoir confirmation, que le Camarade MICHAUT, Responsable du Parti à la Centrale aurait indiqué par la suite qu'il aurait reçu l'ordre de déclencher l'attaque de l'intérieur. Que cet ordre lui aurait été transmis par un Responsable de VILLENEUVE avec qui il avait la liaison. Il s'agissait vraissemblablement de GERARD.

Pour ce qui est de la conduite du Camarade KLEBER dans cette affaire ou il avait des responsabilités, il m'est difficile de me proenoncer, ne le contrôlant pas et ne le connaissant pas à l'époque. Pour que mon témoignage soit impartial il ne peut être que négatif. En toute objectivité je déclare ne pouvoir apporter aucune précisions du fait que je n'avais jamais été moi-même à VILLENEUVE et que je ne connaissais aucun des intéressés.

Après l'affaire d'EYSSES j'eus entre les mains de nombreux rapports indiquant la culpabilité de GERARD dans cette affaire. Ces rapports furent transmis par moi au Cadre-Inter qui les fit monter. Et, sans attendre, devant les charges accablantes pesant sur GERARD, nous décidâmes avec l'Instructeur de le couper immédiatement du Parti et de lui donner 48 heures pour quitter la Région, ce qu'il fit pendant quelques temps.

Par la suite, sa condamnation à mort fut décidé dans un C.M.R. sur proposition du Commendant LANUSSE (GROS Jean) qui avait participé à la préparation de l'affaire d'EYSSES et accusait formellement GERARD de trahison.

Avec GERARD furent écartés du Parti les nommés BATAT et HAUSER qui s'étaient solidarisés avec lui. J'ai connu PATAT par la suite et il ne me donna pas l'impression d'être un mauvais élément, j'ai cru qu'on pouvait le redrésser.

Après l'élimination de GERARD et de son équipe, la section de VILLENEUVE passe dans un mois de 17 à 63 adhérents, ce qui semblait indiquer que nous avions détruit les causes du malaise existant.

Dès le débarquement de Juin une grosse partie de l'arrondissement de VILLENEUVE fut occupé par les forces de la Résistance et conservée jusqu'à la Libération définitive.

Ce n'est qu'à ce moment (JUILLET) que j'entendis parler de KLEBER pour la première fois, sans le connaitre. Il se trouvait dans le Bataillon F.T.P. PROSPER, chargé de l'Education. J'entendis également parler de lui à cette époque par la Camarade COLETTE qui le connaissait et qui travaillait avec moi, en qualité de courrier, étant moi-même Instructeur Inter-Régional à cette époque.

Par la suite, KLEBER fut chargé d'organiser une conférence des cadres dans la Partie Libérée du Département. Cette conférence fut très bien préparée et le 24 Août en assurant moi-même cette conférence, je fis la connaissance de KLEBER en même temps que je lui passais un R.V. reçu du cadre de Secteur l'appelant à TOULOUSE.

Enfin, j'indique que le 26 Août rencontrant le camarade KLEBER à

- 3 -

MONTAUBAN, étant moi-même en compagnie de COLETTE, Jean CEREZ - Cadre I.R., DUCHENNE (PLISSONNIER) Cadre de Secteur, KLEBER avant d'accepter la Responsa. à qui lui était confiée et devant les bruits qui courraient sur son compte, demanda à DUCHENNE si le Parti avait quelque chose contre lui. DUCHENNE répondit : "Non, il n'y a rien contre toi".

KLEBER posa aussi une ou deux autres questions dont je n'arrive pas à me rappeler le sens, mais qu'il pourra préciser - mais je me souviens que les réponses faites pas DUCHENNE déchargeaient KLEBER de tout soupçon.

Pour ce qui est de sa position avant, pendant et après l'affaire d'EYSSES, je ne peux être affirmatif ne sachant rien. C'est à mon avis à des camarades ayant vécu sur place et connaissant bien l'affaire qu'il faut s'adresser.

Pour cela on pourrait s'adresser comme pour l'affaire GERARD aux camarades :

BADUEL - Syndical Régional qui visitait et contrôlait la Section de VILLENEUVE.

LOUSTEAU - Cadre I.R. - qui a eu à s'occuper de ces affaires.

DUCHENNE (PLISSONNIER) qui connait entièrement l'affaire.

DUPRAT - Actuellement Inter F.N. - placé par nous comme Responsable du Secteur de VILLENEUVE.

FAUCHEUX - Ancien Commandant du Bataillon PROSPER.

LAGUILLE - Actuellement à VILLENEUVE qui adresse de nombreux rapports contre GERARD.

JEANNOT et LANUSSE - (Gdt Georges DUVAL) { qui s'occupent activement de l'affaire d'EYSSES et doivent avoir de nombreux renseignements.

Fait à TOULOUSE le 27 Décembre 1944.

Marcel THOUREL.

ex Polo Région 3 (LEON)
ex Instructeur I.R. O.1 (CLEMENT).

8

La Libération

1. Agen libéré

Si, jusqu'au 19 août, nous vivions dans l'espérance de voir un jour la libération de notre région, à partir de cette date, la libération étant un fait acquis, nous vivions dans la certitude. Et d'un seul coup, tout allait changer dans le vocabulaire et les attitudes. Avant le 19 août, notre objectif, cent fois rappelé, était de *détruire* au maximum tout ce qui pouvait servir à l'ennemi ; après cette date, nos mots d'ordre vont être lancés avec la même obstination pour *reconstruire* rapidement le potentiel économique du pays afin d'amorcer son relèvement et lui permettre de poursuivre son effort de guerre aux côtés des alliés de la France jusqu'à la victoire. C'était jusqu'à cette date, la vie clandestine, souterraine, illégale des militants et soldats de l'ombre, et nous voilà projetés sans transition, des ténèbres au grand jour, apparaissant en public, échangeant nos noms réels, ouvrant des permanences, organisant des manifestations.

C'est l'aspect divergeant de ces deux périodes d'une même histoire qui nous mènera du sabotage de masse à la reconstruction.

Dans ce récit, la Libération, le changement d'orientation et la transformation des pouvoirs ne porteront que sur un mois et demi, car au début d'octobre 1944, j'abandonnerai ma responsabilité d'instructeur, l'interrégion étant devenue une structure désormais inutile, pour assurer des responsabilités dans mon ancienne région, à Toulouse.

Le 19 août 1944, en me levant le matin, rien ne laissait supposer que cette journée estivale ne serait pas comme les autres ; aucun signe dans le ciel comme présage de l'événement, rien non plus dans les nouvelles de la veille laissant prévoir la surprise qui attendait les Agenais ainsi que les habitants du Sud-Ouest en général. Levé tôt, j'allais à mon premier rendez-vous vers huit heures. En traversant la ville, une particulière animation était visible ; des groupes discutaient sur les trottoirs, à haute voix, des nouvelles arrivaient : les Allemands avaient quitté la ville à l'aube en réquisitionnant tout ce qui pouvait servir à leur transport, y compris les bicyclettes. A 9 heures, il aparaissait certain qu'il n'y avait plus un seul occupant dans la ville.

On apprit par la suite que la situation devenant critique sur le front sans cesse

élargi depuis le débarquement de Normandie, l'Etat-Major allemand avait décidé le repli en hâte de toutes les unités stationnées dans le Midi de la France. Cette retraite ne se fit pas sans problèmes car ces unités furent souvent accrochées par les forces de la Résistance, mais leur objectif était bien de quitter rapidement notre région.

Il convient donc d'apporter ici une première vérité : nous avons libéré Agen, après que les Allemands en furent partis, et cela fut vrai aussi dans certaines villes. Il est évident que cette constatation enlève tout romantisme à l'événement et commande une certaine modestie lorsqu'il s'agit de tresser les lauriers de la gloire.

Les Allemands partis sans se préoccuper du sort de ceux qui les avaient docilement servis, il ne restait plus sur place que l'administration de Vichy et la police, gendarmerie, gardes mobiles, qui, d'un coup, se découvraient une intense ferveur patriotique et résistante, et se rallièrent aux F.F.I. Il restait aussi quelques miliciens de Darnand. Avec ces derniers, il y eut bien des accrochages dans les villes, où certains résistèrent plusieurs jours, de même qu'avec de petites unités allemandes, perdues, sans directives, et qui bien souvent, préférèrent se rendre que d'engager un combat sans espoir, ou lorsqu'elles le firent, ce fut par contrainte et sans conviction.

Cettte mise au point faite, il reste à examiner la part néanmoins appréciable qui revient à la Résistance dès le 19 août au matin, dans cette phase de la Libération.

Délaissant le rendez-vous que je devais assurer, je me rendis à la Porte du Pin où se trouvait un kiosque à journaux, tenu par un ami, et qui devait servir de lieu de regroupement à quelques responsables en prévision de cet événement. Rapidement arrivèrent *Eugène*, R. Peyrès, polo de la R3, et un représentant du C.M.R. Le point fut rapidement fait ; l'évidence du départ des Allemands nous imposait une décision rapide correspondant à ce que fut pendant des mois notre mot d'ordre : préparer l'insurrection nationale, inséparable de la Libération. Notre premier objectif devait donc être un rassemblement rapide et massif de la population.

Nous décidons d'un tract hâtivement rédigé[1] (*voir document* n° 5). Un artisan imprimeur dont nous réquisitionnons l'imprimerie en assure la composition et le tirage immédiat sous la menace des armes. A midi, l'appel est tiré à 10 000 exemplaires et distribué en ville par les organisations du parti et des syndicats qui ont été alertées ; des affiches reproduisant l'appel sont également apposées dans la matinée. Douze résistants détenus à la prison d'Agen ont été libérés sans que soit opposée la moindre résistance.

Le contenu de notre appel ne fut pas du goût de tout le monde, car il ne cachait rien de nos intentions :

- assurer le pouvoir en attendant la mise en place de comités de Libération ;
- investir militairement la ville en y faisant rentrer nos deux formations de F.T.P. ;

1. Ce tract est signé par le comité d'Agen du Front National. Ce document ne cache pas ses intentions. D'abord destituer les représentants de Vichy et les remplacer par le « Comité du Front National d'Agen, représentant de toutes les couches de la population de la ville... en attendant la mise en place des comités local et départemental de la Libération Nationale ». Ensuite, renforcer ce nouveau pouvoir par « une grande manifestation patriotique dès l'arrivée des Forces Françaises de l'Intérieur ».

- appeler seuls à une grande manifestation, le tout étant parfaitement synchronisé.

Bien entendu, le P.C. n'apparaissait pas dans cette opération [2], car il avait paru préférable de mettre en avant le Front National. Mais chacun de nos partenaires sachant ce que cela représentait, la signature ne pouvait faire illusion sur les mobiles et le but poursuivi.

J'appliquais méthodiquement en cela les directives reçues lors de mon voyage à Lyon. On m'avait demandé d'occuper et de conserver quelques villes de grande ou moyenne importance ; comme nous paraissions être les seuls en état de le faire, je profitais de l'occasion. Notre tract réservait l'avenir, car il était évident que nous ne détiendrions pas le pouvoir seuls, mais l'important était de se manifester les premiers et de le faire immédiatement. Les trois éléments : ordre, méthode et rapidité devaient créer sur la population un choc psychologique dont nous devrions cueillir les fruits par la suite. A 13 heures, eut lieu une nouvelle réunion de la direction régionale à laquelle assiste le commandant militaire du secteur. Nous arrêtons les derniers détails de la manifestation. Dès que la distribution des tracts commence dans la ville, un rassemblement impressionnant se produit sur la place du Pin, où, par milliers, les Agenais attendent l'arrivée des F.F.I. et l'on sait que seuls les F.T.P. parce que remarquablement organisés et groupés, seront en mesure de faire leur entrée dans la ville.

Les deux premiers numéros du *Travailleur du Lot-et-Garonne* organe régional du P.C. sont vendus dans la foule. On se les arrache et cela s'explique car il s'agit du premier journal interdit à être imprimé et vendu en public.

En indiquant que depuis juillet toute la région de Villeneuve-sur-Lot avait été évacuée par les Allemands, afin de se rapprocher des grands axes de communication, j'ai omis d'indiquer que nous avions profité de ce départ pour nous organiser quasi légalement sur Villeneuve-sur-Lot. A ce titre, nous avions trouvé un imprimeur pour assurer la publication de l'hebdomadaire du parti en reprenant son titre d'avant-guerre. Deux numéros avaient déjà été tirés : un dans les premiers jours d'août, l'autre le 10 (*voir document* n° 6), et ce sont ces deux journaux qui furent vendus lors de la manifestation.

Il va s'en dire que vendre un journal imprimé, le jour même de la Libération, fit une forte impression sur la population. Une fois de plus, l'esprit d'organisation du P.C. marquait des points.

Notre manifestation avait déjà la garantie du succès, et dès le moment où cela devint visible, va commencer une série de manœuvres visant à la faire échouer. A 15 heures, l'état-major F.F.I. donne l'ordre au C.M.R. de retirer les troupes rassemblées dans la ville et interdit la rentrée de nouvelles unités, sous le prétexte que deux divisions allemandes se dirigeant sur la ville. A 16 heures, les occupants d'une voiture informent par haut-parleur la population qu'il y a danger de rester dans les

2. Le Lot-et-Garonne est un département où l'implantation communiste est relativement forte. Il est considéré pendant la période de l'entre-deux-guerres, comme un « bastion communiste ». En 1924, le Bloc ouvrier-paysan obtient 26 % des suffrages des inscrits (dans la Seine 22 %). La personnalité de Jean Renaud n'est pas étrangère à cette forte implantation. En 1935, le Lot-et-Garonne compte 732 adhérents répartis en cinquante-six cellules, dont une d'entreprise à Agen. En 1939, le rapport du C.C. pour la conférence nationale à Genevilliers des 21, 22 et 23 janvier, fait état de 3 500 adhérents, pour la région Lot-et-Garonne-Gers, à la fin de septembre 1937, et de 3 200 à la fin septembre 1938. En 1939, selon les renseignements généraux, il y aurait eu 1 680 membres du parti dans le département.

rues et ordonne aux manifestants de rentrer chez eux car des troupes allemandes vont passer. En fait de deux divisions allemandes, nous apprendrons dans la soirée qu'il s'agissait de 150 soldats allemands égarés qui se rendront sans combat. Mais l'ordre de dispersion de la manifestation avait créé une certaine panique. Quelques participants se sentirent instantanément la tripe moins résistante qu'ils ne l'avaient affirmé auparavant.

Au même instant, les premières unités des C.F.L. (Corps Francs de la Libération) faisaient leur entrée dans la ville. Ainsi, la manœuvre apparaissait clairement dans ses trois objectifs : disperser notre manifestation, interdire l'entrée de nos troupes, faire occuper la ville par d'autres formations militaires que les F.T.P.[3].

Le soir même, une édition spéciale du journal *Quarante-quatre*, paraissait qui laissait percer les mobiles de la manœuvre. Notre manifestation, sabotée par un vieux réflexe de peur, nous laissait le goût amer d'un échec. C'était la première fois qu'au grand jour, apparaissait un désaccord aussi sérieux avec nos partenaires. Comme nous ne les avions pas souvent rencontrés sur le « terrain » au moment des actions, nous avions tendance à les sous-estimer, alors que du point de vue tactique, ils venaient de renforcer leur position.

On comprend leur crainte car il suffit de voir le sous-titre du journal *Quarante-quatre*. Pour neuf organisations composant le C.D.L. cinq sont communistes ou entièrement contrôlées par le P.C. C'est peut-être un phénomène de survie qui resserra les rangs des autres et les incita à tenter de limiter l'action envahissante d'un partenaire puissant, actif, discipliné et armé, en prévision d'un avenir qui semblait déjà si incertain. Pour beaucoup de ceux qui avaient dû, pressés par les circonstances, faire « un bout de chemin » avec les communistes, éclairés par un passé récent, ils considéraient comme supportables les communistes à dose homéopathique, le dépassement de cette dose pouvant entraîner un phénomène de rejet.

Au soir du 19 août 1944, j'encaissais très mal les manœuvres dont le P.C. (car c'est lui qui était visé) venait d'être l'objet. Ne pouvant rester sur cet échec, il fallait engager une vigoureuse riposte. Avec les responsables de la région 3 (car c'est maintenant cette direction régionale qui prend directement en charge le département du Lot-et-Garonne) nous décidons une réunion dans la nuit avec le comité militaire régional. Elle aura lieu dans la banlieue d'Agen, à l'état-major de *Blücher*. Nous partons dans la nuit dans trois voitures réquisitionnées. La mienne, dans laquelle nous sommes entassés à six, est conduite par *Paul*, qui m'a assuré au départ avoir l'habitude de conduire. En fait, il était loin d'être un virtuose du volant, car dans un tournant de la route enjambant la ligne du chemin de fer Agen-Périgueux, il manque le virage et nous fait atterrir à dix mètres en contrebas sur la voie. Heureusement, il ne circule plus de train, depuis longtemps. Résultat : deux jeunes F.T.P. allongés sur les ailes de la voiture pour assurer la protection du convoi sérieusement blessés qu'il faudra conduire à l'hôpital. Pour les autres passagers, pas de dégâts, sauf quelques contusions. J'ai souvent pensé à la stupidité de cet accident au cours duquel nous aurions pu être tué, alors que nous sortions indemnes de tant d'épreuves où nous avions risqué notre vie.

---

3. Marcel Thourel continue à penser qu'il y eut une manœuvre afin d'empêcher les F.T.P. d'entrer « les premiers » dans la ville. En fait, cet incident souligne la volonté d'hégémonie du P.C.F., par l'intermédiaire du Front National. Il n'est pas inintéressant de noter que près de trente ans après les événements, il continue à penser que la manœuvre vient d'un autre courant de la Résistance.

Arrivés au P.C. de *Blücher*, affamés car la plupart d'entre nous n'avions pris aucune nourriture depuis la veille, le cuisinier ne peut nous offrir que des pots de confit d'oie réquisitionnés chez un collaborateur. Quel régal que ce repas improvisé, mais aussi quel gâchis quand on sait qu'un mets d'une telle saveur doit se déguster religieusement...

Après avoir fait la critique de la journée, nous dressons un plan minutieusement établi pour le lendemain. Nous allons rééditer l'opération manquée, mais cette fois, les préparatifs se feront dans le plus grand secret. La population sera rassemblée à 16 heures et au même moment, les deux bataillons F.T.P. entreront dans la ville. La tâche de chacun des responsables présents est fixée avec précision. Au petit matin, nous rentrons en ville. Les préparatifs vont commencer. Des milliers de tracts sont imprimés et mis en lieu sûr ; deux voitures sont équipées de haut-parleurs. Comme la veille, l'opération sera menée au nom du Front National. Les responsables des organisations du P.C., du F.N., des Milices Patriotiques, des syndicats, se voient remettre les directives, complétées d'informations orales.

A 15 heures, c'est-à-dire une heure avant le début de la manifestation, trois voitures munies de haut-parleurs distribuent en ville le tract appelant à la manifestation et indiquant l'itinéraire qui sera emprunté par le défilé. La place de la République sera très rapidement envahie par les participants à la manifestation. Les cheminots, les métallurgistes, de nombreux syndicats arrivent avec leurs drapeaux. La ville entière est pavoisée de tricolore, la clique des pompiers est là pour prendre la tête de la manifestation, dont le succès semble assuré car on peut évaluer à vingt-cinq ou trente mille le nombre de participants. Quand on connaît le nombre d'habitants de la ville, on peut affirmer que la population était présente dans sa presque totalité.

A 16 heures précises, les deux bataillons F.T.P. forts d'environ 500 hommes, font leur entrée sur la place sous les acclamations et les fleurs. Le défilé se fait à pied, dans un ordre impeccable, derrière suit le train de combat. A la suite des F.T.P. le cortège s'organise, avec en tête les Milices Patriotiques locales, précédées des membres du comité local de Libération. Comme prévu nos forces s'intègrent au cortège, par petits groupes, lançant les mêmes mots d'ordre ce qui indique une parfaite synchronisation. Le rassemblement se fera devant la mairie où, au balcon, le représentant du F.N. tirera des conclusions de cette inoubliable journée. Après la dislocation, le comité local de Libération s'installe à la mairie et prend les premières mesures visant à améliorer le sort de la population. Le lendemain, le C.D.L. et le nouveau préfet s'installeront à la préfecture.

Cette journée du 20 août fut un succès effaçant l'échec subi la veille[4]. Nous venions par organisation interposée, de faire la preuve devant l'ensemble de la population, que nous étions politiquement et militairement la force la mieux organisée ; l'affirmation de cette puissance modifiera rapidement en notre faveur le rapport des forces au sein du C.D.L.

Ce spectacle de la population d'une ville rassemblée, reste inoubliable. Mais cette force mobilisée en un moment particulier de l'histoire oblige à constater que cette mobilisation fut facilitée par l'éloignement du danger répressif. C'est en

---

4. La libération d'Agen souligne la concurrence entre les diverses forces issues de la Résistance. Le parti communiste, à travers les organisations qu'il anime et contrôle même, est à la pointe de l'action. Il apparaît de loin comme la première force organisée, capable de mobiliser ses militants et bien au-delà.

comparant le nombre des manifestants à celui de ceux qui furent des résistants actifs, que l'on se rend compte combien la résistance active fut marginale dans son ensemble, et c'est sans doute cela qui explique pourquoi, en si peu d'années, non seulement les réalisations mais l'esprit même de la Résistance, furent si rapidement annihilés. Pour beaucoup, le jour de la Libération marqua le début de la résistance et aussi la fin. Combien n'en ai-je pas entendu par la suite, intervenir dans une discussion sur la Résistance par ces mots : « Le jour de la Libération j'ai fait... » A croire qu'ils n'ont que la date du 19 août comme souvenir de l'épopée.

Si le courage est une vertu qui se manifeste souvent à retardement, cela fut confirmé dans les jours qui suivirent par l'afflux d'adhésions qui arrivèrent dans les permanences, que ce soit du P.C., du Front National, des F.T.P. ou des Milices Patriotiques, ces dernières ne comptant pas moins de 300 adhésions en quatre jours. Si le renforcement de nos organisations fut à l'époque jugé avec satisfaction comme étant le résultat heureux de nos efforts, on peut, en prenant de la distance par rapport à l'événement, être affligé de constater combien nombreux furent ceux qui n'hésitèrent pas à voler au secours de la victoire.

Le récit de la journée du 20, sera fait dans le numéro du 21 août du journal *Quarante-quatre*. Une manifestation d'une telle ampleur ne pouvait être passée sous silence, mais certaines allusions font comprendre que l'affirmation de notre force ne fut pas accueillie partout avec la même bienveillance.

J'ai amplement traité de la « libération » d'Agen, parce que j'eus la chance de me trouver dans cette ville le 19 août. Dans les autres villes importantes de l'inter-région, la « libération » se fit dans des conditions à peu près semblables, à l'exception de Montauban, où un accrochage avec des Mongols incorporés dans l'armée allemande eut lieu, coûtant la vie à huit combattants de la Résistance et faisant plusieurs blessés.

Partout ce fut la même liesse populaire explosant après tant de mois de contrainte et entraînant un phénomène de « défoulement » qui tendra très vite à se généraliser, et sera celui des représailles contre ceux qui furent les collaborateurs serviles de l'occupant. Il y eut les femmes tondues et dénudées, accusées de collaboration et le pitoyable spectacle auquel leur exhibition publique donna lieu en certaines circonstances. Dès le premier jour, je me suis opposé à cette mascarade où l'esprit de justice patriotique était souvent supplanté par une remontée d'instincts pervers. A noter que ceux qui se livrèrent sur des femmes à cette parodie de justice étaient généralement étrangers à la Résistance organisée qui ne peut prendre en compte ces spectacles publics déshonorants. Il y eut des dénonciations et arrestations souvent arbitraires, faites par n'importe qui, en vertu de n'importe quel mandat. Comme je l'ai rapporté plus haut, ce fut inouï de voir la multitude de résistants apparaissant au grand jour dès le 19 août au matin. Pour un certain nombre de combattants de la 25^{e} heure, cette affirmation résistante tardive, fut parfois le mobile de règlements de comptes personnels. Chacun ayant quelque chose à reprocher à chacun quelle occasion inespérée de se donner bonne conscience en accablant au nom de la *vox populi* des concitoyens désignés à la vindicte publique pour des raisons de sordides intérêts, ou pour satisfaire des rancunes anciennes. Comment contrôler et empêcher cela à l'occasion d'une telle explosion populaire ?

Il y eut en certains endroits des arrestations motivées, parfois des exécutions qui ne l'étaient pas moins et qui furent le fait d'authentiques organisations de résistance à l'encontre de collaborateurs, dénonciateurs ou tortionnaires notoires. Dans

le nombre, peut-être des erreurs, des « bavures ». Qui pourrait reprocher cela à ceux qui se sont battus contre un ennemi implacable et qui parfois, portaient dans leur chair la marque de sa férocité...

Le 19 août et dans les semaines qui suivirent, une situation politique générale se retrouve avec une étrange similitude dans les trois régions, bien que très diversifiée dans ses conséquences pratiques. Ce n'est qu'au cours des semaines à venir que les régions vont acquérir leur autonomie. Si toutes les structures clandestines vont éclater pour un étalement du parti au grand jour, le rôle des instances dirigeantes reste le même. Je suis donc seul responsable pour l'interrégion et je puis affirmer que je ne me suis jamais senti aussi seul. Je devais prendre des décisions dans des domaines qui m'étaient peu familiers, redresser des erreurs trop évidentes, déjouer les manœuvres ou intrigues de nos partenaires visant généralement à minimiser notre action, limiter notre représentativité, freiner le développement de notre influence.

De multiples situations locales vont apparaître, nées soit de réminiscences du passé, soit de ce bouillonnement parfois conflictuel que fut la « Libération ». Dans chaque cas important — et il en fut — où j'eus à prendre une décision, je crois l'avoir fait dans un sens équitable. Pendant la période qui va du 19 août au début octobre — date de mon retour à Toulouse —, j'ai adressé de multiples rapports ou demandes d'avis au comité central, ainsi qu'on le verra par la suite, sans recevoir une seule réponse, si ce n'est orale lors de mon deuxième voyage à Lyon.

2. Le retour à la vie légale

La première tâche à laquelle je fus confronté fut le passage rapide du parti et des organisations contrôlées de la clandestinité, à la légalité, et cela ne fut pas sans mal. La vie clandestine avait entraîné des habitudes, motivé des comportement et chaque militant se trouvait imprégné par cette vie encadrée par des règles de stricte discipline. Sans transition, il fallait rompre avec cette forme d'existence pour revenir à des principes plus compatibles avec une situation redevenue normale. Devant l'afflux de nouveaux arrivants, l'esprit de la résistance, avant de devenir celui d'anciens combattants, soudera dans un certain triomphalisme les vétérans et ce clivage subsistera.

En plus d'un état d'esprit individuel, c'était l'organisation même du parti qui était à modifier. Nous devions immédiatement apparaître au grand jour. C'est dans cette optique que fut rapidement préparée une conférence des responsables politiques du secteur A de la région du Lot-et-Garonne ; elle se tint à Villeneuve-sur-Lot, trois jours après la Libération, et fut élargie à d'autres responsables. Remarquablement organisée par les camarades de Villeneuve, cette réunion était la première rencontre établie dans des conditions normales, après la Libération. Ce fut aussi la première manifestation officielle du parti dans le département. Je n'ai plus un souvenir exact de ce que fut le débat, compte tenu d'un ordre du jour chargé, mais je me souviens avoir dû intervenir fréquemment sur les problèmes en discussion, pour une analyse politique de l'essentiel à savoir, le développement de la lutte armée, le renforcement de nos organisations et les tâches qui en découlaient. La résolution finale, présentée par les camarades de Villeneuve, si elle abordait les tâches pratiques du moment (porter les coups les plus rudes à l'ennemi),

était un acte de foi ou plus exactement d'allégeance inconditionnelle, si caractéristique du moment.

Afin de faire apparaître le parti au grand jour, une de nos premières initiatives, fut de doter d'un siège chacune de nos organisations et en particulier le parti. Par réquisition confirmée par le C.D.L., le parti et son journal s'installèrent dans un grand immeuble au 96, boulevard Carnot, les J.C. rue des Ecrevisses, le F.N. à l'hôtel de la Croix de Marbre, place Jasmin.

Pour ma part, n'ayant aucun service administratif à faire fonctionner, mon installation fut plus modeste. Je fis réquisitionner la villa de René Mothe, mandataire près les tribunaux de commerce, qui avait jugé prudent de quitter Agen, en même temps que les Allemands. Cette confortable villa située rue du Docteur-Labat, donnant sur l'avenue de Toulouse et proche de la Porte du Pin, m'hébergea jusqu'au moment de mon départ pour Toulouse. J'y aménagerai un bureau qui sera fréquenté par les responsables du parti et des diverses organisations. *Colette* ayant demandé à rejoindre *Kléber* toujours dans le secteur de Villeneuve-sur-Lot mais qui bientôt sera affecté à Toulouse, je prends comme secrétaire-dactylo, Jeanine Lassaigne [5], jeune fille membre des Jeunesse Communistes, résidant à Agen. Elle avait travaillé comme courrier pendant la Résistance. Très active, fervente adepte des Auberges de Jeunesse où elle exerçait des responsabilités, d'un caractère gai et enjoué, elle fut, au sortir des ténèbres de la clandestinité, une fenêtre ouverte sur l'avenir ensoleillé, un rayon de jeunesse sur le futur qui s'annonçait. Compétente dans son travail, j'eus en elle une excellente collaboratrice au point, que, lorsque je fus appelé à Toulouse, je demandais qu'elle m'accompagna comme secrétaire, ce qui me fut accordé. Aussi, des huit mois pendant lesquels nous avons travaillé ensemble dans une réciprocité de confiante collaboration, sans esprit de hiérarchie, j'ai conservé le meilleur souvenir de cette jeune camarade qui tient une place à part dans cette période et pour laquelle une affectueuse amitié s'est maintenue par-delà le temps. J'ai gardé *Paul,* qui servait également aux liaisons, comme chauffeur. Il rentrera aussi avec moi à Toulouse.

La situation n'étant pas très sûre, soit dans les villes, soit sur les routes, du fait de collaborateurs, miliciens pour la plupart, qui organisaient des attentats, l'état-major des F.T.P. me fournit comme gardes du corps deux Russes : Youri et Alex, déserteurs de l'armée allemande dans laquelle ils avaient été incorporés. Je n'ai jamais été aussi bien gardé que par ces deux cerbères habitués à la stricte discipline. Allongés sur les ailes de la voiture, en déplacement ou debout au pied de l'escalier de la villa, jamais leur vigilance ne fut prise en défaut.

Dans les premiers jours de notre cohabitation, les consignes qu'ils avaient reçues de l'état-major des F.T.P. étaient appliquées avec un zèle qui frisait la démence. Ma porte était farouchement gardée nuit et jour, les visiteurs évincés et il me fallait intervenir personnellement pour leur permettre d'entrer. En déplacement, l'un d'eux me suivait comme mon ombre, alors que l'autre surveillait la voiture et malheur à qui aurait voulu s'en approcher de trop près. Leur aspect était assez impressionnant ; un énorme pistolet à la ceinture, un chapelet de gre-

5. Jeanine Lassaigne, née le 6 juin 1923, adhère au P.C. du Lot-et-Garonne en mars 1944. Secrétaire technique à la fédération P.C.F. de Haute-Garonne d'octobre 1944 à mai 1945, elle s'occupera aussi, comme responsable, des Jeunes Filles de France (début 1945 à mai 1945). En mai 1945, retour à Agen. Secrétaire technique à la C.G.T. jusqu'en 1956. Elle assume des responsabilités départementales à l'Association France-U.R.S.S. de 1950 à 1978.

nades autour de la taille et une mitraillette en bandoulière ; de quoi décourager toute personne mal intentionnée à mon égard. Dans les premiers jours, leur aspect était de glace ; je n'arrivais pas à les faire sourire. Mes propos familiers étaient sans écho. Pour eux, j'étais le chef et toute parole venant de moi était considérée comme un ordre. On sentait qu'ils avaient subi la contrainte d'un régime dans lequel un supérieur ne s'abaisse pas à plaisanter avec un subalterne. Avec le temps, je finis par les amadouer ; je vis même parfois rire Youri, l'esprit le plus développé des deux ; mais je ne sais si je les ai convaincus en leur expliquant que nous étions des camarades luttant pour une même cause et qu'aucune barrière hiérarchique n'interdisait l'amitié. Il est certain que ces propos étaient en contradiction avec l'esprit d'autorité qu'ils avaient subi durant leur service dans l'Armée Rouge. Je les vis partir avec regret lorsque, comme tous les Russes incorporés dans l'armée allemande, ils rejoignirent Toulouse, pour constituer le régiment Russe, qui eut la caserne Compans comme cantonnement. Vers la fin de l'année le régiment fut rapatrié en entier en U.R.S.S.

Dans les premiers jours de septembre, je fus convoqué à Lyon pour un nouveau contact avec le comité central. Cette fois le voyage s'annonçait sous de meilleurs auspices que le précédent. Il se fit en voiture. Nous partîmes à quatre. Deux camarades — dont je ne me souviens plus du nom — qui rejoignaient leur région et comme chauffeur l'ex O.P. de la région 3, originaire de Villeurbanne qui demandait à m'accompagner afin de voir sa famille. L'itinéraire choisi pour l'aller fut assez périlleux car il nous obligeait à traverser le Massif Central où des formations ennemies isolées se manifestaient encore. Arrivés à Lyon, je me rendis dans un hôtel du centre ville réquisitionné pour loger la délégation du comité central pour la zone Sud. Dans une chambre servant de bureau, j'eus un long entretien avec Léon Mauvais. Après lui avoir donné toutes indications sur la situation dans mon interrégion, j'appris par lui les grandes orientations de ce qui allait être la politique nationale du parti :

- Mobiliser toutes les énergies pour la poursuite de la guerre ;
- Faire participer au maximum les F.T.P. aux combats que l'on sentait devoir être décisifs ;
- Appeler inlassablement à la reconstruction du potentiel économique de la France afin d'améliorer la situation des populations et servir la politique de guerre du pays ;
- Demander aux travailleurs d'être les artisans de la remise en route de l'industrie.

Les grandes lignes de la nouvelle orientation sont ici schématisées à l'extrême, mais peuvent se condenser dans les slogans qui commençaient à être popularisés par le parti :

« Tout pour la guerre » ;
« S'unir, combattre et travailler » ;
« Produire d'abord, revendiquer ensuite ».
D'autres, non moins significatifs, fleuriront dans les semaines suivantes.

Outre ces informations à caractère politique, je reçus d'autres instructions pratiques dans des domaines différents :

- Je devais informer régulièrement le Centre, à Paris, où la délégation de la zone Sud allait se replier.

- Rendre rapidement autonomes les trois régions que je contrôlais.
- Renforcer le parti et les autres organisations satellites en ouvrant largement nos rangs.
- Développer au maximum nos moyens de propagande.

De ce bref séjour à Lyon, je conserve le souvenir d'une ville remuante, car elle était devenue capitale de la zone Sud, mais surtout des difficultés de circulation dues au fait qu'il ne restait qu'un seul pont praticable ; pour qui connaît Lyon, on sait ce que cela veut dire.

Pour le retour, par mesure de sécurité, nous descendîmes par la vallée du Rhône, ravitaillés en essence par les F.T.P. des villes traversées. Par la pensée, je pouvais revivre le précédent voyage à Lyon qui datait de moins d'un mois. Mais par comparaison, quelle sécurité et que d'événements heureux en cette courte période.

Un mot sur Léon Mauvais que j'approchais de près pour la première fois. Je me souviens de sa voix qui sonnait faux comme un disque rayé. Le contact ne fut pas bon ; je le jugeais peu sympathique, autoritaire, imbu de sa responsabilité, vraiment l'homme de l'appareil stalinien dans toute sa puissance. Ce que j'ai appris de lui par la suite me confirma dans ma première impression, son nom s'accordait très bien avec son caractère.

Dès mon retour de Lyon, je commençais la mise en place de directions régionales légales qui allaient prendre définitivement en charge toutes les activités au plan du département. L'ossature régionale resta constituée de l'ancien appareil clandestin, auquel vinrent s'ajouter de nouveaux promus afin d'assurer le fonctionnement de tous les services. Chaque fédération possédait maintenant son siège, ses permanences, son journal. Il en était de même des organisations de masses contrôlées par le parti. Certains camarades de l'appareil interrégional avaient rejoint leur région d'origine. Mon rôle d'instructeur ne consistait plus maintenant qu'en un contrôle politique des régions, dans leurs activités et leur forme de propagande. Ce fut un travail intéressant et important, car de plus en plus apparaissait la faiblesse politique d'un grand nombre de nos cadres au niveau des directions régionales, mais surtout des sections.

Il était évident que la clandestinité ne fut pas une période prédestinée à la formation politique des militants. On leur demandait d'être des hommes d'action, avant d'être des théoriciens. Le besoin constant de personnel disponible avait facilité la promotion de militants dévoués et courageux, pris souvent à la base, sans souci de leur formation, du moment où ils étaient décidés à se battre. Se trouvant à la Libération à des postes de responsabilités, ils durent continuer à les assumer mais leur faiblesse politique posa parfois de sérieux problèmes lorsqu'ils durent, par exemple, assurer l'expression publique du parti. Il faut ajouter des initiatives souvent malheureuses venant spontanément de la base, sans contrôle, des maladresses parfois. Et que dire des organisations de masses dans lesquelles en raison de la rapide progression des effectifs, nos cadres se trouvaient trop peu nombreux et souvent sans grande expérience.

Dès la Libération et pendant le mois de septembre, je m'efforçais donc de pallier les insuffisances par un travail d'explication et de contrôle politique. Lorsque les textes m'étaient soumis avant publication, et ce fut souvent le cas, les redressements, pour ne pas dire les corrections faites en commun, avaient un caractère formateur qui profitait à tous ; mais lorsque je recevais un exemplaire d'un tract

par exemple, après sa distribution je devais m'efforcer de rectifier sans rebuter les camarades qui n'avaient souvent péché que par excès de zèle.

C'est ainsi que j'eus à « corriger » a posteriori, des tracts dont le contenu dénotait fantaisie, maladresse ou naïveté. Pour prendre un exemple, je citerai un tract publié dans les derniers jours du mois d'août par le comité des Femmes de France de Villeneuve-sur-Lot. Il fait appel à l'intelligence, au tact, à la pudeur des femmes et leur recommande de ne pas commettre, avec les soldats alliés, d'actes malpropres ou indignes de femmes françaises. Ce tract avait été distribué sans que le responsable du secteur en fut informé, et encore moins *Hermine*, qui contrôlait le travail des comités féminins sur l'interrégion. Le 4 septembre, j'adressais au responsable du secteur une critique sévère, car il n'était pas pensable que le responsable politique laissât passer des textes aussi anodins et aussi peu conformes à notre politique du moment. J'eus également à intervenir auprès des responsables de la région du Gers (R2) pour un tract tiré à 5 000 exemplaires, simplement pour demander à la population de ne pas oublier le drapeau russe aux côtés de ceux des alliés sans qu'aucun autre mot d'ordre illustrant la politique du parti n'accompagne ce texte.

On retrouvera beaucoup d'erreurs similaires dans le matériel de propagande publié par les trois régions. Elles indiquaient bien l'extrême faiblesse politique de la plupart de nos cadres. Mais le fait le plus significatif était l'absence quasi générale, dans nos textes, de l'objectif essentiel du parti : continuer la guerre jusqu'à la victoire. Pour pallier cette insuffisance, je fis publier dans les trois journaux régionaux un article dont le titre : « Tout pour la guerre » indiquait bien la préoccupation majeure du moment. Cet article développait, en outre, ce qui allait être, pour une période, la politique générale du parti.

Dans le domaine de la propagande, dans les premiers jours de septembre, je fis imprimer à 20 000 exemplaires et distribuer dans les trois départements, le texte de l'allocution de Maurice Thorez à la radio de Moscou.

Dans les jours qui suivirent la Libération, je dus veiller avec un soin particulier au fonctionnement des C.D.L. dans les trois régions car, jour après jour, se précisaient de nouvelles manœuvres qu'il fallait déjouer. Ainsi le 30 août, j'alertais les régions sur le fait que de nombreuses organisations se constituaient et tentaient de se faire reconnaître comme organisations légales de la Résistance. Le 2 septembre, je fis une note de mise en garde contre l'intention du commissaire de la République de faire remplacer les C.D.L. et les C.L.L. par les anciens conseils généraux et municipaux. Je cite seulement pour mémoire ces deux interventions que je dus faire (il y en eut bien d'autres), car notre position majoritaire par le nombre d'organisations que nous contrôlions au sein des comités de Libération, ne pouvait laisser nos partenaires insensibles. Ces mêmes organisations constituant avec le P.C. la fraction communiste au sein des comités de Libération, je devais souvent les relancer, afin de connaître avec précision les conditions de leur développement. Parallèlement à ce travail de contrôle et d'orientation politique, je tenais le secrétariat national du parti, régulièrement informé par de nombreuses lettres ou rapports. Je ne reçus aucun réponse, ce qui semblait indiquer qu'il devait y avoir un sacré travail d'organisation à faire à Paris pour permettre au parti de recommencer à fonctionner dans des conditions normales.

Le 28 septembre, après avoir avisé le secrétariat national que, sur décision des cadres, je revenais dans ma région d'origine prendre la direction politique de ma fédération, j'adressais une note aux responsables de régions en leur demandant de prendre contact directement avec le centre par l'envoi d'un rapport détaillé sur

leur situation. Entre-temps, j'avais fait de nombreuses visites aux régions afin de les aider à mettre en place des directions provisoires et de se préparer à reprendre leur autonomie, c'est-à-dire le contact direct avec le C.C., sans instructeur interposé.

La région qui fut la plus lente à devenir autonome fut celle du Gers. La plupart des responsables illégaux avaient dû être maintenus en place. Cette région, ayant fourni peu de militants illégaux, ne pouvait escompter leur retour. Il fallut constituer la première direction provisoire avec quelques anciens, des transplantés du temps de l'illégalité et quelques nouveaux. Le travail de cette région s'est ressenti pendant quelques mois de cette absence de responsables.

J'eus moins de difficultés avec le Tarn-et-Garonne où une direction régionale fut rapidement mise en place grâce à des nombreux retours et au maintien de certains illégaux. De plus, il y avait possibilité de trouver sur place des militants locaux à qui il fut possible de confier rapidement des responsabilités. Je fus tenu régulièrement au courant de l'activité de cette région : décisions, initiatives, matériel édité. Le responsable politique *Fred* (Pierre Juge)[6], mis en place quelques jours avant la Libération, me tint informé du développement de la situation dans le département. Dès le lendemain de la libération de Montauban, il m'adressait un premier rapport résumant bien la situation. Un abondant matériel de propagande fut édité par cette région. Dans les premiers jours, une certaine maladresse s'exprimait dans ce matériel. Il fallait tout réapprendre et au niveau du vocabulaire, bien des erreurs étaient encore commises. Ainsi ce tract du comité des Femmes signé « La responsable de la R1 », langage hermétique, seulement compris des initiés clandestins ; et cet autre intitulé « camarades » ne comportant ni signature, ni adresse, ni indication d'organisation. Mais ce furent là erreurs de jeunesses qui furent rapidement dépassées.

Les F.T.P. étaient cantonnés au lycée faubourg Lacapelle ; certains collaborateurs, arrêtés, y étaient détenus en attendant d'être mis à la disposition de l'autorité légale. L'état-major des F.T.P. était composé en particulier de Pelissier, Nollet, Estival, etc. (si mes souvenirs sont exacts).

J'ai déjà amplement mentionné la région du Lot-et-Garonne sans avoir à y revenir. Grâce à son potentiel militant important elle put rapidement se doter d'une direction et couvrir toutes les activités du moment.

Ayant assuré l'autonomie des régions, avant de rejoindre Toulouse, je m'attachais à développer un travail de formation politique au sein des unités de F.T.P. et préparer leur intégration, avec les Corps Francs de la Libération, dans une formation militaire unique capable de continuer la lutte aux côtés des alliés et de maintenir l'ordre dans le pays. En cela, j'appliquais les décisions prises, le 31 août, par l'état-major interrégional des F.T.P.

Le dimanche 27 août, dans le même état d'esprit qui avait motivé notre intervention une semaine plus tôt à Agen, nous avions organisé un défilé des formations F.T.P. dans la ville d'Auch, suivi d'une prise d'armes sur les allées d'Etigny. Au cours de cette prise d'armes, un ordre du jour fut lu sur le front des troupes par le commandant *Marcel* (Pierre Laforgue). J'entrepris ensuite une série de conférences dans les formations F.T.P., intervenant directement en qualité de représentant

6. Pierre Juge, né à Paris le 16 décembre 1917. A la Libération, secrétaire fédéral du parti communiste du Tarn-et-Garonne. Candidat aux élections générales du 21 octobre 45. Il sera élu. Il sera constamment à la direction du parti communiste français de 1945 à nos jours. Actuellement adjoint au maire de Montauban.

du P.C. C'est ainsi que j'assurais une réunion des F.T.P. du Gers, rassemblés dans la vaste salle d'un cinéma de Vic-Fezensac. Une autre fut tenue à Agen en compagnie du commandant Robert-Ollivier, commandant militaire du secteur.

Le but de ces assemblées : hâter la formation politique de nos unités militaires, expliquer la décision de regroupement au sein d'une formation militaire unique de la Résistance. Enfin, bien qu'étant contrôlés par le P.C. tous les F.T.P. n'étant pas communistes, faire en sorte que le maximum adhère au parti. Comme preuve du prix que le parti attachait à ce recrutement, la direction national avait pris, le 10 juin 1944, la décision suivante : pour tous les membres de formations militaires de la Résistance, adhérant au parti, la date d'adhésion partira du jour de leur enrôlement dans une formation militaire.

Avant de quitter l'interrégion, une autre de mes préoccupations fut d'aider à assurer la bonne marche et le développement des organisations contrôlées par le parti. Là aussi, quelques maladresses marquèrent leurs premiers pas dans l'existence légale, mais grâce à un recrutement massif, on en arriva vite à un fonctionnement normal et à une audience de plus en plus étendue au sein de la population.

Un autre objectif, était de prendre la direction de certaines organisations échappant à notre contrôle. Un exemple, le comité d'entraide à Agen regroupait 300 prisonniers rapatriés, il était en liaison avec un millier de prisonniers encore en captivité ; à sa direction, une majorité de « vichyssois ». A cette époque il était facile d'affubler de cette étiquette tout ce qui dérangeait. Il fallait faire retirer la direction à ces personnes et se l'attribuer. Ma lettre de 3 septembre 1944 adressée à Mathieu, notre représentant au C.D.L., malgré les sous-entendus qu'elle implique, est assez évidente quant à la tactique à adopter et au résultat à atteindre. On comprendra mieux notre désir de contrôler cette organisation des prisonniers, lorsqu'on saura qu'un de ses délégués siégeait au C.D.L. de la Haute-Garonne, et qu'il était donc possible d'avoir un siège supplémentaire au C.D.L. du Lot-et-Garonne.

Les meilleurs résultats d'implantation furent certainement obtenus dans le domaine paysan. La mise en place de C.D.A.P. (Comités de défense et d'action paysanne) fut assez lente à démarrer. Mais dans les quelques semaines qui précédèrent la Libération, des résultats furent assez spectaculaires. Il faut dire que nous n'avions pas hésité à détacher neuf camarades permanents qui, travaillant sous la direction d'*Eugène,* assuraient le travail sur l'interrégion. Les conséquences furent à la mesure de l'effort fourni, puisqu'à la fin du mois d'août, nous avions créé et contrôlions vingt-trois comités dans le Tarn-et-Garonne, trente-six dans le Gers, quatre-vingt-deux dans le Lot-et-Garonne. Dans ce département, le travail, fut facilité par une forte influence du parti sur la paysannerie, consécutive à l'activité antérieure de Renaud-Jean, militant paysan et député communiste de la circonscription de Marmande.

Le dernier rapport que m'adressa *Eugène* à la fin du mois d'août donne une idée très précise de l'ampleur du travail réalisé dans les trois départements, et des perspectives d'avenir. Il est certain que l'implantation des C.D.A.P., le rayonnement de leur organe clandestin *Le paysan patriote,* et le contrôle que nous exercions furent déterminants lorsque, après la Libération, fut créée la C.G.A. (Confédération générale de l'agriculture). Les C.D.A.P. furent à la base de la constitution de cet organisme national et, bien entendu, cela nous permit de nous en assurer la direction au plan départemental et national.

Ce mois de septembre fut pour moi marqué par une intense activité. J'avais

à cœur, avant de reprendre mes responsabilités dans ma région d'origine, d'assurer la parfaite continuité du travail dans les trois régions en attendant leur prise en charge par le centre. En particulier, j'assurais la représentation du comité central à la première conférence des cadres du Tarn-et-Garonne qui se tint à Montauban, en présence d'une centaine de délégués. Outre l'orientation du débat, j'y prononçais le discours de clôture sur la politique générale du parti.

Je quittais définitivement l'ex-interrégion pour rentrer à Toulouse dans les derniers jours de septembre. Avant mon départ, je fis publier dans les trois journaux régionaux du parti l'adresse suivante :

A tous les camarades du parti

Au moment de quitter votre région qui me rappelle tant de souvenirs, je tiens à exprimer ici, à tous ceux qui nous ont aidés dans les moments difficiles, avec toute ma reconnaissance, l'expression de ma fraternelle sympathie.

Par nos efforts communs nous avons placé votre région à la pointe du combat ; elle doit y rester jusqu'à l'anéantissement total de l'ennemi de l'extérieur et de l'intérieur.

Ma fierté sera toujours d'avoir été un modeste militant de votre région qui, par le sacrifice et la combativité de ses adhérents, aura tout fait pour la libération et l'indépendance de la France.

En avant, sous les plis du drapeau de notre glorieux parti jusqu'à la victoire totale.

Marcel Thourel
ex Léon
ex Clément

Avec mon départ, une page va être tournée d'une tranche de ma vie qui fut sans nul doute la plus exaltante et la mieux remplie, celle qui me laisse le plus de souvenirs mais aussi, pourquoi ne pas l'avouer, un peu d'amertume.

Mais il ne m'est pas possible de tourner cette page du livre de ma vie, sans rendre un hommage chaleureux à tous ceux, sans exception, connus ou inconnus, qui ont assumé leur tâche sous ma responsabilité, de juin 1943 au 30 septembre 1944.

Je ne veux émettre aucune opinion personnelle sur ceux qui furent mes proches collaborateurs ; par suite de l'attitude ultérieure de certains d'entre eux, mon jugement pourrait être entaché de partialité. Je ne veux conserver d'eux que le souvenir de l'époque où nous menions un même combat, sous un même drapeau dans un esprit d'amitié et de confiance qui fut celui de la Résistance, pendant laquelle nous avons partagé les mêmes espérances et les mêmes dangers.

document 7

Agenais,

Sous les coups conjugués des **Armées Alliées** et des **Forces Françaises de l'Intérieur,** les Nazis précédés par les abjects Miliciens de Darnand ont évacué notre ville.

C'est une journée mémorable dans l'histoire de notre Pays.

Ce matin, tous les prisonniers politiques ont été libérés.

Aujourd'hui le pouvoir de Vichy doit être **destitué partout** où il se manifeste.

Le Comité du Front National d'Agen représentant toutes les couches de la population de la ville, assure le pouvoir en attendant la mise en place des Comités Locaux et départemental de **la Libération Nationale.**

En conséquence, il demande :

A tous les Agenais de pavoiser et de décorer leurs demeures.

Il les appelle à une

Grande Manifestation Patriotique

dès l'arrivée des Forces Françaises de l'Intérieur

L'ordre dans la ville sera assuré par les Forces Françaises de l'Intérieur.

Des mesures seront prises pour assurer le ravitaillement de la Population.

Mais, dès aujourd'hui, nous demandons aux Commerçants de bien vouloir, dans la mesure du possible, ravitailler la ville.

PATRIOTES,

En attendant la prise définitive du Pouvoir par le **Comité Départemental de la Libération, seul mandaté, par le Gouvernement provisoire de la République Française,** faites confiance au **Front National** qui a été votre guide dans la bataille comme il l'est aujourd'hui dans la Victoire.

VIVE LA FRANCE !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

LE COMITÉ D'AGEN DU FRONT NATIONAL.

Agen, Imp. Vivès-Arrivets et Fils et Favory

document 8

Prix : 1 fr. 50 - N° 2 — 10 AOUT 1944

Le Travailleur

DU LOT-ET-GARONNE

Organe Régional du Parti Communiste Français

L'U.R.S.S. et la France

Il est dans la vie des peuples des nécessités vitales, l'alliance avec la Russie en est une pour la France et l'histoire des relations entre ces deux pays montre que cette nécessité est indépendante de la forme du gouvernement de la Russie. Reconnue par le Gouvernement Français quand la Russie gémissait sous le joug tsariste, elle a cessé de l'être lorsque brille à l'Est le flambeau de la liberté des peuples.

Dès 1917 et à plusieurs reprises depuis lors, ceux qui s'opposèrent à ce que les relations franco-soviétiques devinssent normales furent des ennemis de la France.

A la chute du tsarisme, l'armée russe était en pleine décomposition, elle se traînait par les routes sans matériel et sans vivres. Les Alliés refusèrent à Lénine toute aide pour lui permettre de continuer la lutte contre les Empires Centraux; l'obligeant à accepter l'odieuse paix de Brest-Litovsk, paix de rapine et de brigandage, dont les dirigeants soviétiques se jurèrent de réparer l'injustice. Au milieu des pires difficultés intérieures et extérieures, le 26 février 1918, un décret décidait la formation de l'Armée Rouge dont la création fit ricaner les ennemis des Soviets. C'est cette même Armée Rouge qui devait 25 ans plus tard sauver la civilisation sur les bords de la Volga.

Quelques années plus tard, la question des dettes de l'Empire Russe ameutait l'opinion publique française contre l'U.R.S.S. Lénine propose alors à la France de rembourser la plus grosse partie de ces dettes, à condition que les sommes versées le seraient au profit des petits porteurs, gens du peuple

La C. G. T. à l'action

Groupés dans leur syndicat et conduits par la C.G.T. les ouvriers de chez BOURNAC remportent une première victoire

A Sauveterre-la-Lémance les ouvriers des chaux et ciments (entreprise Lauras) obtiennent une augmentation de 15 francs par jour

Les travailleurs doivent rentrer en masse dans leurs syndicats et engager partout la bataille des salaires qui est inséparable de la lutte contre les boches

Les pantins sanglants de Vichy qui, pour obéir à leurs maîtres hitlériens et à leurs bailleurs de fonds les manitous des trusts, avaient dissous la C. G. T., se rendent compte aujourd'hui qu'ils ont mordu la poussière. *On n'a jamais raison contre son pays.* Les travailleurs français n'ont pas oublié ce qu'ils doivent à leur grande organisation syndicale, aussi bien sur le plan des justes revendications sociales que sur celui de la lutte contre l'ennemi commun de tous les Français ; le fascisme. Pétain, Laval, Darnand et compagnie,

Les traîtres au pilori !

Nos camarades F. T. P. F. (force armée de Front National) nous informent que le kollaborateur Palanque, Président Régional de la

9

Le retour à Toulouse

1. Le retour aux sources

C'est dans les derniers jours de septembre 1944 que je revins à Toulouse. Je retrouvais mon logement au 60, de la rue des Champs-Elysées, d'où j'étais parti quatre ans auparavant entre deux gendarmes. Pendant cette période, il n'était pas resté inoccupé car, ainsi que celui de mes parents (retirés à la campagne), je l'avais mis à la disposition du parti qui y logea des militants illégaux.

Mon installation à peine terminée, je me présentai au siège du parti. Quelle différence avec le local de la rue du Conservatoire qui nous abritait en 1939 ! Le nouveau siège occupait tout le rez-de-chaussée d'un grand immeuble situé à l'angle du boulevard de Strasbourg et des allées Jean-Jaurès. Il comprenait un vaste hall d'accueil, bureaux à gauche et à droite, des pièces intermédiaires, enfin des bureaux donnant sur les allées Jean-Jaurès. Dès mon arrivée, je fus surtout frappé par l'absence de visages connus, car à l'exception de Caussat qui exerçait les fonctions de trésorier régional, tous les autres camarades présents m'étaient parfaitement inconnus. Il y avait là, dans le hall d'accueil : Bordes, Lucie Gaude (Lulu) et son mari, et dans un bureau voisin Henri Prévost, un cheminot. Ma surprise augmenta encore lorsque se présentèrent les camarades avec lesquels j'allais devoir assurer la direction du parti : Henri Dupont[1] et Pierre Requier[2], le premier, militant avant la guerre dans la région parisienne, le second je ne sais où. Il y avait en outre Simon Guenoun, responsable aux cadres, et Edouard Armando sans responsabilité précise. J'ai supposé qu'il s'agissait de l'ex-instructeur de cette région, en instance de retour dans sa région d'origine.

Tous mes camarades, arrivés dans la région au hasard de la vie clandestine,

---

1. Henri Dupont, né le 4 mai 1909 à Cumillers (Nord), métallurgiste. A la Libération, secrétaire politique du P.C.F. en Haute-Garonne. Elu conseiller général de Toulouse (canton Nord) en 1945. Candidat n° 3, sur la liste communiste aux élections à la Constituante du 21 octobre 1945. Il sera remplacé au printemps 1946 par Gilbert Germa à la responsabilité de secrétaire politique fédéral.

2. Pierre Requier, secrétaire fédéral du P.C.F. de Haute-Garonne de la Libération à novembre 1945. Exclu pour détournement de fonds et pour avoir lancé des accusations graves contre certains membres influents du parti (*La Voix du Midi*).

formaient une équipe unie par des liens nés d'un travail commun. J'arrivais dans cette équipe un peu comme un intrus, et de plus en plus surpris au fil des jours, de ne retrouver à des postes de direction, à part Caussat, aucun des anciens militants de l'avant-guerre. L'absence de certains s'expliquait. J'appris que Marcel Craste, déjà âgé et malade en 1939 (que nous avions dû presque obliger à quitter Toulouse à ce moment afin de se mettre « à l'abri » dans sa famille), résidant sur la côte d'Azur, était mort depuis. Mort également Léon Balussou, en déportation à la suite de son arrestation. Dans les jours qui suivirent, je vis apparaître Ducel, Rouzaud, quelques autres encore. J'en arrivais à la conclusion qu'il avait dû y avoir dans la région un fort pourcentage de camarades déplacés ou de défections. Si la première hypothèse s'avéra juste, la seconde ne le fut pas moins.

Je réintégrais ma région d'origine, sur décision des cadres, pour en prendre la direction politique. Cette décision pouvait se justifier par la responsabilité que je venais d'exercer et aussi par le fait que j'étais l'un des seuls membres du Bureau Régional, élu à la conférence de 1939, a être encore vivant et apte à assumer politiquement cette responsabilité. Dès le premier entretien que j'eus avec Dupont et Requier qui formaient avec moi le secrétariat régional, je sentis que Dupont se considérait comme le responsable politique, tenait beaucoup à cette fonction et ne s'en dessaisirait pas facilement. Comme je ne suis pas d'un caractère contrariant, que je n'ai jamais eu d'ambition au sens qu'on donne communément à ce terme, et que, de surcroît, je ne désirais pas que notre future équipe se divise sur une question de préséance, je proposais à Dupont de conserver la direction politique, et en cela je commis une faute que je devais regretter amèrement par la suite. Requier s'occuperait du travail des masses et je prendrais en charge le travail d'organisation. Il me semblait qu'il y avait beaucoup à faire en ce domaine et je ne me trompais pas. De plus, en faisant cette proposition, je satisfaisais à ce besoin inné qui m'a toujours poussé, à toutes les étapes de ma vie politique, à m'intéresser particulièrement aux problèmes d'organisation, sans cependant les dissocier des problèmes politiques dont ils sont inséparables.

Le problème ainsi réglé, à la satisfaction de tous semblait-il, le secrétariat régional était ainsi constitué :

- Secrétaire régional politique : Henri Dupont.
- Secrétaire régional à l'organisation : Marcel Thourel.
- Secrétaire régional au travail de masse : Pierre Requier.

Le secrétariat se réunira au moins une fois par semaine ou plus si la situation l'exige, mais en principe, nous passions quelques minutes ensemble tous les matins afin de régler les affaires courantes et de se répartir le travail de la journée.

Un bureau régional fut constitué provisoirement en attendant la prochaine conférence régionale qui élirait une nouvelle direction.

Ce bureau reconstitué de mémoire devait comprendre, sauf omission :

Simon Guenoun	Cadre Régional
Caussat	Trésorier Régional
George Faure	Secrétaire Régional des J.C.
Fernand Mounes	Secrétaire de la commission paysanne
Roger Sentenac	Education
Emilien Bonnes	Elections
Jean Sibillaud	Secrétaire départemental de la C.G.T.
Jean Verdier	Représentant du parti au C.D.L.

Georges Ducel
Henri Prevost
Edmond de Laroque
Georges Benichou — Rédacteur en chef de *la Voix du Midi*

Je m'installais dans le bureau de droite, proche du hall d'accueil. La pièce étant vaste, je gardais auprès de moi mes proches collaborateurs, de manière à marquer, dès le départ, que j'entendais pratiquer un véritable travail d'équipe. Je me suis volontairement refusé à travailler en vase-clos dans un bureau personnel, comme d'autres le firent, préférant à la tranquillité le travail collectif et la concertation permanente. J'ai reçu pendant six mois beaucoup de personnes dans mon bureau, mais jamais en aparté. Je pouvais disposer d'une pièce à l'étage du journal, *La Voix du Midi,* mais je n'utilisais cette possibilité que lorsque j'avais à préparer un rapport important, à rédiger un article pour le journal ou une allocution à la radio.

Avant de rentrer à Toulouse, j'avais obtenu téléphoniquement l'accord de ramener avec moi *Paul* (Henri Tanière) et Janine Lassaigne. Installés dans mon bureau, le premier commença à prendre en charge certaines tâches d'organisation, la seconde me servit à la fois de secrétaire et de dactylo. En plus de ces deux camarades, j'eus comme collaborateur Henri Prevost cheminot, peu loquace, mais travailleur infatigable.

Je me déchargeais sur lui du travail administratif, si fastidieux (convocations, procès-verbaux de réunions, communiqués, correspondance, statistiques, etc.). J'ignore ce qu'il pensera de moi par la suite et quelle sera sa position à mon égard ; quant à moi, je conserve de lui le souvenir d'un camarade dévoué et d'une grande efficacité dans son travail.

Après lecture de la presse, examen du courrier important et réunion du secrétariat le matin, le travail de la journée étant distribué, je pouvais faire confiance à mon équipe pour une parfaite réalisation. Cela me permettait de me consacrer à d'autres tâches : préparations d'articles ou d'interventions, visites, rendez-vous, réunions publiques ou internes, etc.

Pour la réalisation du travail matériel je disposais d'une autre équipe de camarades, déjà en place à mon arrivée : Bordes, qui s'occupait essentiellement du tirage du matériel ronéotypé et il ne manquait pas de travail ; l'autre matériel était imprimé au journal. Le mari de Lulu s'occupait de l'entretien, des expéditions et de quantité de choses, car il était apte à faire tous les travaux manuels. Quant à Lulu, dans le hall d'entrée, avec Caussat le trésorier, elle accueillait les visiteurs, les renseignait et les orientait.

Comme il me déplaisait d'avoir à ma disposition un chauffeur, appointé par le parti (d'autres eurent moins de scrupules), et que, d'autre part, je me déplaçais beaucoup dans la journée et tous les soirs pour assurer des réunions et comme je ne savais pas conduire, je pris pour s'occuper de la voiture mise à ma disposition mon beau-père, membre du parti, retraité, chauffeur expérimenté ; cette solution faisait au parti l'économie d'un salaire. Mon équipe ainsi constituée de neuf permanents, dont un bénévole, nous allions pouvoir commencer l'organisation rationnelle du parti, première tâche importante avec laquelle j'allais me trouver confronté.

Cette inflation de permanents — qui correspondait à celle des effectifs — explique l'efficacité du parti dans beaucoup de domaines mais suppose aussi

d'importants moyens financiers. Cela nous valait parfois d'acerbes critiques de la part de nos partenaires, notamment socialistes, qui ne manquaient pas une occasion d'émettre des doutes sur la provenance des fonds permettant au P.C. d'entretenir plus de vingt permanents et de faire déferler sur le département une avalanche d'affiches, tracts, etc. Exemple l'article dans *L'Espoir* du 21 octobre 1945 : « D'où vient donc tout cet argent ? ». Insinuation qui se voulait perfide, mais qui traduisait surtout l'inquiétude. Il est vrai qu'un tel nombre de permanents au service d'une fédération forte à l'époque de près de huit mille adhérents, pouvait être inquiétant pour qui connaissait les capacités d'organisation du P.C. Je dois reconnaître aujourd'hui que leurs craintes étaient justifiées, car un corps de permanents totalement disponibles dans une région en pleine mutation, pouvait amener, à terme, un renversement de l'équilibre politique traditionnel. Et les élections approchaient...

En assurant le secrétariat à l'organisation, mon premier objectif fut de faire un inventaire réel des forces organisées du parti dans le département. La progression accélérée des effectifs, dès la Libération, nous avait pris de court, et dans beaucoup de communes éloignées de notre zone d'implantation traditionnelle se regroupaient de nouveaux adhérents qu'il fallait au plus tôt organiser selon les normes classiques régissant le fonctionnement du parti.

Première préoccupation après inventaire : aider à la mise en place d'un maximum de bureaux de sections, capables de prendre en charge, d'impulser et de diriger le travail des cellules déjà existantes ou en voie de constitution. Nous n'avons pas trop mal réussi dans l'application de cette première mesure car, six mois plus tard, nous comptions 68 sections locales ou d'entreprises contrôlant 450 cellules. Ni mes collaborateurs ni moi n'avons ménagé notre peine pour aboutir à ce résultat. Personnellement, tous les soirs où je n'assurais pas de réunion publique ou de meeting, je « descendais » dans une section pour y impulser le travail, apporter des directives et expliquer la politique du parti sous ses deux aspects, politique et organisationnel. Déchargé des tâches matérielles, prises en compte par mes collaborateurs, composant la commission d'organisation, je pouvais aborder plus facilement les problèmes politiques. En effet, au stade de développement auquel nous allions rapidement atteindre, il était évident que toute explication devait d'abord porter sur une analyse politique de la situation du moment, les questions d'organisation ne pouvant venir qu'en complément, c'est-à-dire comme la recherche de la meilleure application possible dans tous les domaines, de la ligne politique préalablement expliquée. Il va sans dire que dans les réunions publiques, seuls les problèmes politiques étaient abordés. Lorsque des sections connaissaient des situations particulières, leurs bureaux étaient convoqués au siège où je leur accordais une heure et parfois plus, généralement en fin d'après-midi, pour aider à la solution de leurs problèmes. Autre tâche urgente, assurer une liaison constante entre la région et les sections par courrier, circulaires ou autres moyens ; Prévost eut le mérite de mettre en place un système des plus satisfaisants. L'information des militants, indépendamment de celle fournie par notre presse quotidienne, retint mon attention car, au cours de visites j'avais ressenti ce manque de diffusion de l'information à la base, sous une forme simple. C'est dans cet esprit que je proposais au bureau régional la publication d'un bulletin intérieur destiné aux membres du parti. Le premier numéro parut en février 1945. En un article, je donnais quelques conseils pratiques sur la vie du parti et le fonctionnement de ses organisations. Je ne sais si après mon départ mon successeur a maintenu cette initiative, fort bien accueillie par les militants du parti.

En plus de ces premières tâches considérées comme prioritaires, le travail d'organisation consistait aussi à :

- Préparer matériellement les réunions publiques ainsi que les réunions internes, par exemple les assemblées de cadres qui furent nombreuses ;
- Assurer l'impression et la répartition dans les sections du matériel de propagande ;
- Entretenir les locaux du parti et faire assurer leur garde chaque nuit par un groupe de camarades, fourni à tour de rôle par les cellules de Toulouse ;
- Organiser un parc automobile avec dépôt de carburant afin d'assurer nos déplacements. A cet effet, le parti avait réquisitionné un garage dans la rue des Moutons ;
- Constituer un service d'ordre correspondant à la dimension du parti et de ses activités et qui soit en mesure d'assurer la protection des manifestations du parti et de ses responsables.

Pour cela, un appel fut fait dans les cellules et un dimanche matin, lors d'une réunion, une centaine de volontaires convoqués dans une salle près de la place Saint-Cyprien, se retrouvèrent. C'est Lestrade, un camarade employé aux Pompes Funèbres, qui fut ensuite chargé de la direction de ce service d'ordre et intégré à ce titre à la commission d'organisation.

Ces multiples activités ne me laissaient guère de temps libre, au point que, pendant six mois, je ne pus disposer que de deux ou trois soirées. Mon carnet de rendez-vous plafonnait toujours aux environs de la cote d'alerte, et chaque matin, j'étais effrayé par l'ampleur du travail à réaliser dans la journée et par le nombre de rendez-vous pris en mon absence. Malgré le travail minutieusement programmé, il fallait toujours compter avec l'imprévu qui se présentait souvent sous la forme de visiteurs inattendus. De la direction régionale, j'étais le seul à avoir des attaches toulousaines, et lorsque les anciens d'avant 39 apprirent que j'étais rentré, comment refuser de les recevoir ? Lulu usait de toutes les ruses pour interdire ma porte, mais généralement, je la leur ouvrais moi-même. J'ai ainsi retrouvé avec joie de vieux camarades ayant continué à militer dans la clandestinité ; certains un peu moins et il faut bien le dire, d'autres pas du tout. Je n'aurais pas ici la cruauté de citer des noms, certains étant peut-être encore membres du P.C.

Peu à peu commençait à se reconstituer, fragmentairement, l'ambiance « d'avant » avec chaque visage retrouvé. Rançon de ces retrouvailles : je fus de plus en plus sollicité pour assurer des réunions publiques ou internes. J'arrivais à tenir deux réunions par jour, une avant le dîner, l'autre après et davantage encore le dimanche. Il m'arrivait parfois d'avoir de surprenantes visites : un entrepreneur de transports accusé de collaboration économique avec l'occupant qui, muni d'une vague recommandation, tentait une démarche auprès du parti pour se faire « dédouaner » ; l'épouse d'un artisan qui assurait avant la guerre la sonorisation des manifestations du parti et qui, pendant les années sombres, avait dû trouver des profits plus juteux du côté de Vichy ; des parents d'anciens militants, ayant pratiqué un attentisme prolongé, venaient prendre la température pour savoir l'accueil qui serait réservé à la brebis quand elle retournerait au bercail. Certaines visites furent sujettes à surprise. C'est ainsi qu'un jour je reçus dans mon bureau Tristan Tzara. La visite en elle-même n'avait rien d'anormal ; il me demandait du carburant pour rentrer à Paris, ce que je lui fournis volontiers. Le côté étrange de la visite fut que, connaissant la réputation littéraire du fondateur du mouvement

Dada, je m'imaginais trouver un artiste genre héros de la vie de bohème de Murger, et j'avais devant moi un petit homme tranquille, très correctement vêtu et, j'en fus frappé, tenant à la main une canne à pommeau d'or. Ma surprise vint de ce qu'il ne correspondait pas du tout à l'idée que je me faisais de lui.

Ce genre de visites imprévues allongeait démesurément mes journées car il fallait récupérer ensuite le temps nécessaire au travail courant. Il m'arrivait de n'avoir pas le temps de rentrer chez moi pour déjeuner. Le soir, après les réunions, je ne rentrais jamais à mon domicile sans être passé au siège pour m'assurer qu'il était gardé et saluer les camarades de garde ; je m'arrêtais aussi à *La Voix du Midi* pour voir les épreuves du journal qui allait paraître. Il m'arriva parfois de rédiger en « catastrophe » un article sur le marbre, pour en remplacer un promis et attendu en vain jusqu'à l'ultime minute. Ce fut le cas dans la nuit du 31 décembre où je dus improviser en dix minutes un article sur Marcel Craste, fondateur du journal.

Il était rare que je me couche avant une heure, parfois plus tard. N'ayant pas besoin de beaucoup de sommeil (endurance acquise dans ma jeunesse pendant l'exercice de mon métier de boulanger), j'étais au siège tous les matins à huit heures, souvent plus tôt, généralement en compagnie de Jeanine notre secrétaire, qui logeait chez mes parents, proche de mon domicile. Il nous arriva d'être au siège avant la femme de ménage. J'étais le seul responsable a être aussi matinal.

2. L'inflation militante

Le fait le plus caractéristique de la période succédant à la libération, sera le renforcement[3] spectaculaire du parti tant dans ses zones d'implantation, que dans celui des effectifs.

Cela s'explique par l'auréole glorieuse avec laquelle le parti était sorti de la clandestinité. Son attitude courageuse et le sacrifice de ses militants, exaltés par une propagande savamment entretenue, dans laquelle le parti excelle, attirait de préférence vers lui ceux qui, au sortir de la période d'ombre, aspiraient à un véritable changement.

Le P.C. fut pendant une période l'espoir de beaucoup de Français et le résultat des premières élections le montre. Dans les semaines qui suivirent la Libération, il eut été difficile de trouver une entreprise, un quartier ou une commune si petite soit-elle, qui n'ait pas développé ou créé sa cellule communiste. A ce moment, l'implantation du parti était absolument générale. Me souvenant de l'impossibilité que nous avions, avant la guerre, de mettre sur pied des organisations du parti dans de très vastes zones, notamment dans le Lauragais, je fut agréablement surpris de constater à mon retour (en allant y tenir des réunions publiques) la forte présence du parti à Revel, Villefranche et dans de multiples petites communes.

Tous les jours, le courrier nous apportait son lot d'adhésions adressées, après accusé de réception, aux sections intéressées en vue de prises de contact. En

3. Le parti en Haute-Garonne a multiplié par huit son nombre d'adhérents, si l'on compare les chiffres de 1937 et ceux d'avril 1945 :
1937 : 1 164;
1944 (août) : 700;
au 30 janvier 1945 : 8 300;
au 15 mars 1945 : 9 181.

quelques mois, les effectifs de 1939 furent multipliés par sept. Chaque manifestation du parti était suivie d'une poussée d'adhésions. C'est ainsi qu'une réunion publique organisée par la section de l'O.N.I.A. nous valut soixante adhésions en décembre. Après le défilé du 11 novembre, au cours duquel le parti avait fait une forte impression, nous reçumes le lendemain quarante-deux adhésions dont il n'est pas sans intérêt de connaître la répartition sociologique :

- Treize ouvriers ;
- Huit ménagères ou employées ;
- Sept agriculteurs ;
- Six commerçants ou artisans ;
- Huit intellectuels.

Durant le mois de février, au cours duquel se tint un important meeting avec Maurice Thorez, 784 adhésions seront enregistrées.

Je n'ai cité ces quelques exemples que pour montrer que le P.C. bénéficiait à ce moment d'un vaste courant de sympathie se manifestant de la façon la plus concrète : l'adhésion. On peut s'interroger sur l'intérêt de cette campagne d'adhésion de masse qui pouvait, pendant un temps, modifier la physionomie du parti en attendant qu'il puisse intégrer totalement, selon la méthode classique, la grande masse des nouveaux promus, ou ce qu'il en restera quelques années après, car le déchet fut important. On peut se demander aussi s'il ne fut pas dangereux d'ouvrir si large les portes en un moment où un contrôle sérieux s'avérait difficile. Lorsque les flots frappent en force les portes de l'écluse, tout filtrage efficace devient impossible, et d'ailleurs, sur quels critères le filtrage aurait-il pu être établi à ce moment, sinon sur un passé récent et difficilement contrôlable ? Qui fut résistant, qui est patriote, et qui ne l'est pas ? Le concept perd de sa netteté et la ligne de partage est d'une extrême fluidité. Mais le P.C., toujours si vigilant sur les problèmes de sécurité, n'a-t-il pas commis l'erreur de permettre des infiltrations dans le parti qui, à terme, pourront devenir dangereuses ?

Certains responsables cadres ont fait preuve, à ce moment d'une étrange nonchalance que l'on a du mal à comprendre. Quelques exemples concernant la région toulousaine :

- Marcel L..., exclu du parti en 1938, puis ancien secrétaire du P.P.F. de Doriot à Toulouse, candidat aux élections, engagé dans les F.F.I. était encore membre du parti en avril 1945 alors que j'avais déjà signalé sa présence à deux reprises au responsable cadre Jourdan.

- F..., agent de la gestapo, relâché après trois mois de camp, était encore au parti en avril 45, malgré deux rappels faits au responsable cadre.

- Paule C..., écartée du travail du parti pendant la Résistance, sera la secrétaire de Dupont et le restera après mon exclusion ; malgré plusieurs avertissements, le cadre n'intervint pas. Trente ans plus tard, j'apprendrai par hasard, qu'elle transmettait aux renseignements généraux le courrier du parti, avant même que nous en ayons eu connaissance.

De tels faits, qui furent prouvés, démontrent un manque d'esprit de vigilance — pour ne pas dire plus — de la part du responsable à la sécurité du parti. Dans le même temps où ces agents de l'ennemi, infiltrés dans le parti lui étaient signalés sans qu'il réagisse, il devait les juger moins dangereux que moi car, au même moment, il devait être occupé à préparer mon dossier afin de pouvoir

instruire mon procès lorsque le temps serait venu. Après tout, à certains moments de son histoire, le parti a eu les Vychinski qu'il méritait.

On ne peut prendre ces exemples malheureux et heureusement isolés, pour prétendre que le recrutement massif de l'époque était à cette image ; ces cas furent l'exception. La majorité des nouveaux adhérents venait au parti, animée des meilleures intentions, et beaucoup de ceux qui y restèrent sont devenus par la suite de bons militants. Il est certain que, passé l'enthousiasme de la Libération, ces arrivées massives et l'amalgame des anciens et des nouveaux (les plus nombreux), joueront prioritairement en faveur de ces derniers ; dans certains cas ils parviendront à émousser l'esprit militant, caractéristique essentielle du parti. Un exemple, cet article stupéfiant dans le numéro du 1er décembre de *la Voix du Midi :*

Saint-Martory

Nos réunions de sections

Les membres de la section sont priés d'assister avec plus d'empressement aux réunions. Il est difficile d'admettre que le bureau de section lui-même ne soit pas toujours au complet.

A l'avenir, les adhérents qui n'assisteront pas aux réunions sans excuse valable seront frappés d'une amende de 10 F à verser à leur caisse de cellule.

Ce fut la seule fois, en quarante ans, que je vis un tel communiqué dans la presse. Celui-ci était assez caractéristique d'une situation, car il s'agissait de responsables de section, donc d'un niveau déjà assez élevé. On devine ce que devait être la situation des cellules de cette section.

Le recrutement et l'intégration des nouveaux adhérents étant une des tâches essentielles de l'organisation, des situations de ce genre devaient être redressées avec beaucoup de tact, car elles dénotaient nonchalance d'une part et excès de zèle de l'autre. Cela m'obligea à de fréquentes visites non seulement de sections, mais parfois de cellules, lorsque des situations particulières (et il y en avait) justifiaient une telle intervention. Qui pourra dire jamais la somme de patience et d'énergie qu'il aura fallu investir pour faire de cette masse de nouveaux adhérents, sans esprit de parti, généralement sans formation politique, le parti puissant et organisé que j'ai eu la fierté de présenter aux premiers congrès d'après la Libération en avril 1945.

3. Les tâches quotidiennes

Pour la réalisation des tâches matérielles, je fus efficacement secondé par la commission d'organisation, qui me déchargea sans souci de hiérarchie, d'une partie de mes responsabilités ; car, en plus de l'organisation, je devais, en tant que secrétaire régional, au même titre que Dupont et Requier, assurer la représentation extérieure du parti selon un partage établi d'un commun accord. C'est ainsi qu'à tour de rôle ou selon la disponibilité, nous devions rédiger l'éditorial dans le quotidien du parti ; et également selon le même critère, assurer l'émission hebdomadaire à laquelle nous avions droit sur le poste Toulouse-Pyrénées. A ce titre, le 5 octobre, mon intervention à la radio porte sur un rappel des étapes historiques du parti, le développement de sa politique actuelle, et l'annonce du meeting du 8, au cours duquel Etienne Fajon prendra la parole. Le 19 octobre mon intervention,

qui a pour titre « La vérité sur notre parti », présente le parti, sa politique, les conditions de son développement, et se termine par un appel à adhérer en masse. Cette émission, jugée un peu trop tapageuse, n'eut pas l'heur de plaire aux pouvoirs publics car le lendemain, les émissions furent supprimées.

Ne pouvant intervenir par la voix des ondes, je protestai contre cette suppression dans l'éditorial de *la Voix du Midi* du 14 novembre, publié sous le titre de « Nous demandons la parole ». Cette injonction, jointe à celle d'autres organisations, aura pour résultat le rétablissement des émissions abrogées. Le 22 novembre, je prononce à la radio, au nom du parti, une allocution dans laquelle je prends vivement à partie le commissaire de la République au sujet d'un scandale touchant au ravitaillement. Je publie dans notre journal, en guise d'éditorial, mon allocution sous le titre : « Toulouse a soif d'épuration ». Le commissaire de la République est mis dans l'obligation de répondre ; la polémique s'engage, elle reste vive. Je reviendrai sur cette affaire. Résultat de cet accrochage : nouvelle suppression de l'émission sous le prétexte que seules les émissions parisiennes seront tolérées.

Le 1er décembre, je prends à nouveau l'offensive pour protester contre cette interdiction dans l'éditorial titré « Craint-on la vérité ? » Peine perdue, le pouvoir reste inflexible ; le commissaire de la République, se disant excédé de ces émissions qualifiées de « tribunes de polémique et de critique », maintient l'interdiction. Notre voix ne sera plus portée par les ondes et je le regrette, d'autant que c'était là une excellente tribune pour le parti, et pour ma part je ne visais rien d'autre. Pouvoir s'adresser directement à la population et dénoncer les abus de tous ordres dont elle était victime me paraissait normal, et j'aurais eu garde de laisser passer cette occasion. Il est certain que, si je m'étais montré tolérant à l'égard des administrations en place et du représentant du gouvernement provisoire de la République (avec lequel il nous était conseillé « de ne pas avoir d'histoires »), si je m'étais contenté de lancer sur les ondes des propos lénifiants et anodins, ce genre d'émissions aurait été toléré pendant longtemps encore. Mais qu'avais-je à faire de tels discours ? Penser que j'aurais pu m'en accommoder, c'était mal me connaître !

Au cours d'une réunion du secrétariat, la discussion fut assez vive au sujet de ces émissions. En termes certes voilés, Dupont me fit comprendre combien il était regrettable que mon esprit combatif fut à l'origine de leur suppression. Je doute aujourd'hui d'avoir été la cause de cette interdiction dont la décision dut provenir de bien plus haut. Comme je le dis à Dupont, entre la défense des intérêts de la population et les ménagements à observer face à une administration encore truffée de collaborateurs, mon choix était fait et il en sera toujours ainsi.

Des contacts réguliers avaient lieu entre les partis et les mouvements de Résistance, en vue de régler les questions relatives à Toulouse. Les réunions se tenaient dans le bureau de Raymond Badiou, assurant, au nom du Comité local de Libération, les fonctions de maire de Toulouse jusqu'aux prochaines élections.

Je représentais le P.C. à ce comité et assurais la coordination entre les divers membres du parti qui représentaient d'autres organisations.

Entre autres réalisations du C.L.L. nous avions décidé de réquisitionner les entreprises privées du gaz, de l'électricité et des transports en commun, et d'en confier leur gestion à un organisme public. On pouvait, à l'échelle locale, considérer ces mesures comme des nationalisations avant la lettre. Une autre décision qui eut son importance, fut de faire accepter, sur proposition du Front National, le principe de listes communes des partis et mouvements de Résistance, en vue des élections municipales prévues pour avril 1945.

Cette décision ne fut pas obtenue sans mal, car, des intérêts parfaitement étrangers à l'esprit de la Résistance, commençaient déjà à se manifester. Le parti tenait beaucoup à ces listes communes et notre presse se fit l'écho de la décision prise afin de la populariser au maximum. C'est ainsi que le 2 mars, dans *la Voix du Midi,* un éditorial signé des trois secrétaires régionaux et intitulé « Vive l'Union du Peuple de France » approuvait l'initiative d'union prise par le Front National. Quelques jours plus tard, mon éditorial du 24 mars, ayant pour titre « Liste Commune d'Union Républicaine » se félicite de l'accord enfin réalisé. Parallèlement à ces contacts élargis à toutes les représentativités de la Résistance, des pourparlers avaient été engagés avec le parti socialiste afin d'aboutir à la création sur la base départementale d'un comité d'entente, qui ne devait être rien de moins que le prélude à l'unification des deux partis[4].

J'avais la responsabilité de conduire la délégation du P.C. lors de nos rencontres avec les partenaires socialistes, à partir de décembre 1944. Nos rapports étaient amicaux, et nos réunions se déroulaient dans une ambiance de commune bonne volonté. Nous nous étions attelés à une rude tâche : celle qui consistait, dans la foulée de la Libération, à déblayer les obstacles accumulés depuis un quart de siècle sur la route conduisant à l'unité organique entre les deux formations se réclamant du socialisme, mais avec des nuances sérieusement divergentes il est vrai. Nous allions lentement, mais nos rapports ne furent pas négatifs. Je ne sais ce qu'il advint de ce comité d'entente après mon exclusion du P.C., mais je n'en ai plus entendu parler.

Je représentais également le parti aux réunions qui se tenaient dans le bureau de Pierre Bertaux, commissaire de la République, généralement le mardi dans l'après-midi. Au cours de ces réunions, il arrivait que l'accord soit loin d'être parfait. Les intérêts que nous défendions lui, ceux d'un pouvoir central, coupé de la réalité locale moi, ceux des travailleurs et de la population en général, n'étaient que rarement en concordance, ce qui faisait naître des accrochages parfois assez vifs, deux en particulier, on le verra plus loin, ayant pour motif :

La polémique au sujet des œufs de conserve et du lait condensé, que j'appellerai « l'affaire des magasins généraux » ;

L'autre au sujet de la dissolution et du désarmement des gardes civiques républicains.

J'ai rencontré trop peu de fois P. Bertaux, pour avoir une opinion définitive sur le personnage ; de plus, comme nos relations prenaient généralement un caractère conflictuel ce jugement pourrait être entaché de partialité.

Mon activité ne se limitait pas aux seules représentations extérieures du parti ; ma responsabilité en matière d'organisation m'obligeait à de nombreux contacts que je devais assurer personnellement. C'est ainsi que j'entrais en liaison,

4. Cette recherche préliminaire à l'unification ne fut pas décidée par le P.C. dès la Libération. Au contraire, tenant à marquer sa personnalité, il craignait de perdre son influence propre, dilué dans un parti unique. C'est ainsi qu'en octobre 1944, à une assemblée générale des communistes montalbanais réunis un dimanche, dans une salle de réunion d'un café de la place Lalaque, à une question posée par un militant : Quelle est la position du parti sur l'unification éventuelle du P.C. et de la S.F.I.O., Marcel Thourel devait répondre : « On ne ressuscite pas un cadavre pour contracter ensuite mariage avec lui ». Cette réponse était motivée par le fait que le parti socialiste sortait fort diminué de la Résistance et « que nous n'avions aucun intérêt à lui redonner un prestige par une union à lui seul profitable ».

pour informations ou décisions, avec les responsables d'organisations de masse se situant dans la mouvance du parti :

L'Union de la Jeunesse Républicaine de France (U.J.R.F) autrement dit les jeunesses communistes mais ayant une assise plus large ;

L'Union des Jeunes Filles de France (U.J.F.F.) dont Jeanine Lassaigne, ma secrétaire fut désignée comme responsable régionale. Elle m'avait accompagnée d'Agen lors de mon retour à Toulouse ; c'était pour elle une importante promotion méritée, mais pour moi une perte car Gisèle Paumier, qui la remplaça, fut loin d'avoir la même efficacité.

Je rencontrais aussi le colonel *Georges* (Robert Noireau), responsable des F.F.I. pour la place de Toulouse, et le colonel *Berthier* (J.-P. Vernant), chef départemental des F.F.I. Leur appartenance au P.C. étant connue, nos rencontres ne demandaient pas une très grande discrétion.

L'objectif, rappelé sans cesse par les mots d'ordre du parti, étant de continuer la guerre et d'y faire participer au maximum les forces de la Résistance intérieure, une division fut formée à Toulouse, forte de 8 000 hommes ; elle fut la première à être levée sur le territoire national et aussi l'une des premières engagées au combat devant la Pointe de Grave. Malgré ce recrutement massif, il n'y eut jamais autant de F.F.I. à Toulouse qu'à la fin de l'année 1944. Je ne dirais pas comme certains détracteurs l'ont fait, que ces engagements dans les F.F.I. étaient plus motivés par le versement d'une solde convenable que par le patriotisme. Si, comme dans tout mouvement de masse, il se trouvait des profiteurs, ceux-là furent l'exception.

Plus inquiétantes seront dans l'avenir les conséquences d'une décision prise au plan national par les F.F.I. soutenue par les F.T.P. et le P.C. et appliquée avec un zèle qui, avec le recul du temps, frise l'inconscience : il s'agit de la création des Compagnies Républicaines de Sécurité (C.R.S.). On a trop tendance à oublier que c'est la Résistance elle-même qui, après la Libération et avec la bénédiction des partis et mouvements la composant donna le jour aux forces répressives que nous connaissons aujourd'hui sous le même nom et dont nous subissons parfois les brutalités. Dès la Libération, à Toulouse en particulier, il était urgent de dissoudre et de désarmer les formations de gardes mobiles et surtout ceux des G.M.R. (Groupes Mobiles de Réserves) dont l'activité essentielle avait eu pour but la répression contre les résistants et les maquis. Leur dissolution prononcée, il fallait mettre sur pied une autre forme de police officielle. C'est ainsi que naquirent les C.R.S. dans lesquelles furent admis un certain nombre d'anciens G.M.R. pas trop marqués par leur attitude répressive. Mais aussi des F.T.P. et des militants communistes à qui l'on conseilla de souscrire un engagement.

L'idée qui présida à cette décision était défendable à l'époque. Intégrer des militants communistes dans une force de police en voie de création, en vue de la noyauter et de la contrôler ; il reste à savoir ce que devinrent les militants qui acceptèrent et j'en connais. L'esprit de parti aura-t-il été plus fort que l'esprit de corps ? J'aurais tendance à en douter. Voilà une initiative malheureuse pour le P.C. et les organisations sous son contrôle et dont il n'a pas à tirer fierté ; d'ailleurs, le parti n'en parle jamais, car il n'est pas agréable de devoir mettre un échec à son actif.

Plus délicats étaient les contacts que je devais entretenir avec les militants exerçant des responsabilités dans des mouvements de Résistance et dont il fallait absolument laisser ignorer les attaches avec le parti. On les appellera les « sous-

marins ». Pour eux, la clandestinité continuant sous une autre forme. Je n'indiquerai pas de nom, ne connaissant pas la position qu'ils adoptèrent par la suite, bien que la qualité de communiste de l'un d'entre eux fut assez rapidement connue ; il n'en faisait d'ailleurs pas mystère quelques années après, alors qu'il avait quitté le P.C.

Les trois secrétaires régionaux étaient souvent sollicités par diverses organisations pour figurer dans leur comité d'honneur. Le communisme se portait bien à la fin de l'année 1944, et il était de bon ton d'avoir un de ses responsables dans un aréopage de personnalités. Dupont, Requier et moi-même partagions cette représentativité honorifique à laquelle nous ne pouvions nous dispenser. Cela nous valait parfois des voisinages qui ne manquaient pas de pittoresque. C'est ainsi qu'au Comité d'honneur du C.A.D.I. (Comité d'Action et de Défense des Immigrés) je figurais, dans l'ordre alphabétique, après le cardinal Saliège.

Son état de santé ne lui ayant pas permis de participer à la réunion constitutive, j'ai profondément regretté de n'avoir pu approcher cet homme de cœur, dont l'attitude courageuse devant l'occupant força unanimement le respect et l'admiration.

La représentation du parti prenait parfois une forme plus contraignante lorsqu'elle ne pouvait être refusée et devenait une inévitable corvée. J'ai le souvenir d'une soirée au cinéma « Le Gaumont » où une association, dont j'ai oublié le nom, donnait un gala de bienfaisance dont le programme était uniquement constitué d'un récital de piano qui dura près de trois heures. Insensible à cette musique, cette soirée fut un calvaire pour moi. En raison du peu de repos que je m'accordais, j'ai dû résister à l'envie de dormir et je crois que ce soir-là, j'ai essayé tout ce qui était en mon pouvoir pour concourir à ce résultat. Placé, hélas, au premier rang avec les « personnalités », j'était obligé de porter à cette présentation musicale un intérêt poli. Heureusement, j'avais à mes côtés Etiennette Bénichou, femme du directeur de *La Voix du Midi.* Mélomane, elle suivait avec intérêt le déroulement de cette soirée en même temps qu'elle surveillait les prémices de mon assoupissement éventuel ; en effet, je lui avais demandé comme un service, de m'écraser le pied avec le talon de sa chaussure, chaque fois qu'elle constaterait en moi un état voisin de la somnolence. Grâce à elle, j'ai pu « sauver la face ».

Le lendemain, comme je la remerciais du service rendu, elle fut toute surprise de constater que l'art en général me laissait indifférent, alors que tout la passionnait. J'eus beau lui expliquer que mon incompréhension venait peut-être de ma formation primaire que, dans le foyer ouvrier qui fut le mien dans ma jeunesse, je n'avais eu sous les yeux, en matière picturale, que le calendrier des postes et l'inévitable chromo représentant « l'Angélus », rien n'y fit. Je lui expliquais que toute mon éducation restait à faire et que je m'étais rarement senti « accroché » par une toile fut-elle de maître, même figurative, la figuration étant la seule forme d'expression que je puisse à la rigueur comprendre. Pas plus que la « grande musique », la peinture ne m'avait jamais fait vibrer. Entêtée, elle se mit dans l'idée de faire mon éducation artistique et pour cela, réussit à m'entraîner deux fois, pour de brèves visites, au musée des Augustins d'où je ressortis aussi peu convaincu, au grand désespoir d'Etiennette, aimable initiatrice qui, sans plus insister, dut certainement me considérer comme irrécupérable dans mon incompétence artistique. J'en fus désolé pour elle qui avait mis toute sa conviction à me faire partager ses goûts pour l'art, à croire que cette allergie doit être incurable. Peut-être faudra-t-il confesser cette attitude à un psychiatre ?

Je viens d'évoquer le souvenir d'Etiennette, comment ne pas rappeler aussi

celui de son mari, Georges Bénichou (*Gallois* dans la clandestinité) qui dès les premiers jours de la Libération, prit en charge, en tant que directeur, notre journal quotidien *la Voix du Midi*. Journaliste de profession, il assumait avec compétence la responsabilité dont le parti l'avait investi. Si notre journal obtint l'audience qui fut la sienne, c'est certainement à sa ténacité et à son dévouement qu'il le doit. D'un tempérament calme, il incarnait ces êtres d'exception dont la bonté transparaît et dont on recherche et apprécie l'amitié.

Ce journal auquel il fut tant attaché, je le portais en moi depuis avant la guerre, alors que nous lui avions fait subir sa première métamorphose. Pour ces raisons sentimentales, étrangères aux deux autres secrétaires, je portais un grand intérêt à notre source d'information quotidienne, comme je l'ai déjà indiqué pas un soir je ne suis rentré chez moi — sortant d'une réunion — sans passer à *La Voix*. C'était l'heure du « coup de feu » qui précède la mise en route des rotatives. Et combien de fois ai-je rédigé *in-extremis* un article ou un « édito », pour pallier la carence de responsables défaillants ! C'est ainsi que, sortant d'une réunion de femmes communistes, encore imprégné du sujet, je dus improviser un éditorial ayant pour titre « La femme française a des droits ». Une autre fois, venant de participer à une réunion de commerçants, je rédigeais en quelques minutes l' « édito » qui parut le 5 décembre, intitulé « Défense du petit commerce ».

Pendant le temps où je suis resté à la direction de la Région toulousaine, je peux affirmer, sans crainte de démenti, que j'ai apporté un soin tout particulier à la vie du journal, que je l'ai aidé au maximum et que jamais, tant que j'eus la responsabilité de l'organisation englobant aussi la propagande, cette aide, de quelque nature qu'elle soit, ne lui fut marchandée.

Mon amertume n'en sera que plus grande lorsque, un an après mon exclusion, dans le numéro du 22 septembre 1946, je lirai dans le compte rendu sur la réunion du Comité Fédéral du 19, le passage suivant : « Le Comité Fédéral reconnaît comme absolument justifiée, l'analyse des causes de la disparition de *la Voix du Midi* comme quotidien, et en particulier des responsabilités qui incombent à l'organisation du parti dans la Haute-Garonne à tous les échelons... ». Ainsi donc, un an après mon départ, voilà ce que les successeurs firent de l'héritage qui leur avait été légué. Liquider simplement notre principal moyen d'information quotidien et l'organisation du parti portrait la responsabilité de cette disparition !

Depuis mon retour à Toulouse et pendant quelques mois, l'équipe que j'avais mise en place pour prendre en charge les problèmes d'organisation sera constamment sollicitée, en plus de son activité, pour la préparation de manifestations ou actions tant internes qu'extérieures lorsqu'elle n'en prenait pas elle-même l'initiative. Nous avions pour objectif non seulement de multiplier les manifestations au travers desquelles le parti apparaissait, et d'en assurer une parfaite préparation, mais encore de sensibiliser les membres du parti afin d'obtenir leur participation massive. C'est dans ce but que, généralement, mon éditorial dans le journal était consacré à l'événement en préparation et aux conclusions qu'il convenait de tirer de son déroulement.

Dans le domaine interne, j'avais, en novembre, récupéré les archives cachées le 28 août 1939 à Blagnac et à Pamiers. C'est également à Blagnac que nous avons organisé la première école régionale des cadres. Pendant la session qui dura quinze jours, j'assurais deux cours, un sur les problèmes d'organisation, l'autre sur ces mêmes problèmes mis en parallèle quant à leur application avec la politique

générale du parti. Le 14 décembre, Dupont, Requier et moi présidions le repas de clôture de l'école des cadres.

A la fin de l'année 1944, considérant que le parti ne pourrait rester indéfiniment dans des locaux réquisitionnés et d'ailleurs trop exigus, nous lançons une souscription pour l'achat de la maison du parti. La souscription connut un bon démarrage, mais j'ignore quel fut le résultat définitif lors de la clôture. La commission d'organisation aida encore à la préparation du 1er congrès régional de l'U.J.R.F. au cours duquel j'intervins au nom du parti.

C'est le 30 novembre, qu'à l'occasion d'une réunion convoquée à l'intention des intellectuels dans une salle du café de l'Opéra, place du Capitole, j'eus la joie de recevoir officiellement l'adhésion au parti du professeur Ducuing, directeur du centre anticancéreux. Dans les chapitres précédents, j'ai eu l'occasion d'exprimer ma pensée sur cet homme de grande renommée dont le savoir n'avait d'égal que la simplicité. J'ai mentionné aussi le rôle de bienfaiteur qu'il joua avant la guerre, où il fut la providence du parti, chaque fois que celui-ci traversait une période difficile, surtout au point de vue financier. Son inépuisable générosité nous sortit souvent de situations critiques, notamment vis-à-vis de M. Castelvi qui imprimait le journal. S'il n'avait jamais fait mystère de ses sympathies communistes, il n'avait jamais sollicité d'être officiellement membre du parti et d'en accepter la discipline parfois si contraignante. Après la Libération, c'est spontanément qu'il proposa son adhésion, et c'est pour donner un caractère de solennité à cet événement, que nous avions convié des intellectuels. En quelques mots, avec sa modestie habituelle, il sut expliquer le motif de son engagement. C'était si simple et si vrai que, bien qu'étant habitué à prendre la parole tous les jours et en des circonstances les plus diverses, je n'ai pu cacher mon émotion, en souhaitant la bienvenue à cet homme de science qui se doublait d'un homme de cœur. C'était une recrue de choix dont l'adhésion fut exploitée au maximum par le parti.

Les 1er et 11 novembre eurent lieu à Toulouse deux manifestations à l'initiative du C.D.L. Toutes deux prirent la forme d'un défilé dans les rues de la ville. Celle du 1er novembre regroupa indistinctement tous les adhérents des partis et organisations. Dans le cortège, la représentation du P.C. était importante, mais diluée dans la masse, cette force que nous représentions n'arrivait pas à s'exprimer de façon autonome. La leçon tirée de cette manifestation marquait que le parti n'avait pu faire la démonstration de son importance, ce qui reste dans la logique de toute action propagandiste. Nous décidons donc notre participation au défilé du 11 novembre, avec les autres organisations, mais cette fois, nettement séparés. Dans les jours qui précèdent, nous faisons procéder, par les cellules de la ville, à une intense mobilisation de nos adhérents pour le 11 novembre. Le rassemblement du parti est prévu sur la place Belfort, une demi-heure avant le départ du cortège. Forts de plusieurs centaines de militants, nous nous intégrons en bloc dans le cortège officiel, en laissant une distance plus que raisonnable, entre nous et ceux qui nous précèdent. Cette fois c'est gagné ! La masse imposante que constitue le parti ne passera pas inaperçue ; d'autant qu'après avoir défilé devant le monument aux morts, arrivé au Grand Rond, notre groupe se sépare du cortège officiel et continue, seul, par les allées Saint-Michel, la rue Ozenne, la rue Alsace-Lorraine, le boulevard de Strasbourg, pour atteindre le siège du parti devant lequel a lieu la dislocation. Le succès que connut notre manifestation fut l'objet de l'éditorial intitulé : « La vérité en marche ». La force du parti s'étant manifestée au grand jour, il n'était pas possible de ne pas exploiter cette démonstration en vue de son

renforcement. Le résultat fut concluant car, dans la seule journée du 12 novembre, nous recevions quarante-deux adhésions au siège du parti.

Le 3 mars, s'ouvrait pour une semaine à Toulouse, aux anciens magasins Bouchara, réquisitionnés après la Libération, une exposition de la presse clandestine du P.C.F. ; je lui consacrais un éditorial sous le titre : « Leçon de courage et de patriotisme ». Curiosité des uns, sympathie des autres, notre exposition reçut beaucoup de visiteurs. Il s'agissait d'une exposition itinérante, aussi le contenu et la qualité du matériel présenté échappait à notre initiative. Je me souviens qu'elle reçut quelques échos dans la presse régionale, et je dois reconnaître que la plupart des articles manquaient d'enthousiasme, et généralement étaient moins dithyrambiques que mon éditorial. Il est dommage que je ne les ai pas conservés, car il serait amusant aujourd'hui d'établir un parallèle. En général, en termes plus ou moins voilés, on reprochait à cette exposition propagandiste de ne pas avoir présenté l'ensemble de la presse clandestine du parti, certains mauvais esprits de rappeler que le P.C. avait été clandestin dès septembre 1939, certains journaux tel *l'Espoir*, de s'étonner qu'à cette exposition ne figurent pas certains numéros de *L'Humanité* clandestine des années 39-40 et 41. Comme on le voit, bien qu'à fleurets mouchetés, nos amis socialistes ne manquaient jamais une occasion de croiser le fer. Puis-je affirmer qu'en une semblable situation nous n'aurions pas agi de même ? Bien sûr, certains reproches sont pénibles à entendre ; mais encore faut-il éviter de se mettre en situation de les recevoir.

J'ai toujours porté intérêt à la Commune de Paris, non seulement considérée comme l'épopée dominante du folklore révolutionnaire, mais parce qu'elle incarne le premier affrontement de classe, le choc armé entre deux formes de société, l'une bien en place et jalouse de ses privilèges, l'autre à ses premiers pas, tâtonnante, hésitante, mais déjà grosse des idées généreuses lancées par Marx dans son *Manifeste*. Aussi ne sera-t-on pas surpris, que, pour commémorer la Commune, une manifestation du souvenir soit organisée par le parti, le samedi 18 mars, au cimetière de Toulouse. Une forte délégation y participera, accompagnée de délégations d'autres organisations proches ayant tenu à s'y associer ; ensuite, pour que cette cérémonie conserve sa valeur de pèlerinage, elle se termina par une visite sur les tombes des militants exécutés pendant la Résistance.

4. Visite à la prison

Une anecdote pour rompre avec ce rappel d'actions militantes qui se succèdent rythmées par la vie intense du parti et qui va aller s'accélérant.

Le sous-directeur de la prison Saint-Michel, membre du parti (eh oui ! cela existait à cette époque pleine d'imprévus), m'offrit un jour, comme une faveur, de me faire visiter son établissement. Cette proposition excita ma curiosité car, si j'avais connu l'atmosphère des camps de concentration, je n'avais, de ma vie, mis les pieds dans une prison ; sans cette visite, j'en serais encore au même point aujourd'hui. A l'heure dite, je sonne à la porte de la Maison d'Arrêt de Saint-Michel. Sous la conduite du sous-directeur la visite fut totale ; elle dura la matinée. Rien ne fut oublié : cellules individuelles et collectives, parloir, promenoir, cuisines, y compris les cellules des condamnés à mort. Dans l'une d'elles se trouvait la femme Bouttes, de sinistre mémoire, condamnée à mort ainsi que son mari. Je l'observais par le guichet qui la séparait de la pièce où deux gardiens demeu-

raient nuit et jour. De par la presse, qui avait rendu compte de son procès, je savais cette femme hautaine, mauvaise et incapable d'un bon sentiment. Mais, dans son étroite cellule, assise sur un escabeau, l'air encore arrogant et haineux, bien que je sois peu qualifié dans l'étude des caractères, je sentais derrière cette façade de commande, le désarroi et la peur, et comment pourrait-il en être autrement, mis à part des êtres d'exception, lorsque l'on sait que l'on va mourir. Elle n'avait pas encore appris, et les gardiens non plus, que sa peine venait d'être commuée en celle des travaux forcés.

C'est la seule fois où je vis un condamné à mort avant son exécution ; je n'ai éprouvé aucun plaisir, mais, au contraire, de la gêne. Quel que soit le motif de la condamnation, et aussi justifiable soit-il, il faut être pervers pour se réjouir d'un tel spectacle, d'autant plus qu'il s'agissait d'une femme (le M.L.F. aura du mal à me pardonner cette sensiblerie). Farouche adversaire de la peine de mort, le souvenir de la femme Bouttes dans sa cellule, quelle que soit l'horreur de ses crimes, n'est pas fait pour changer ma détermination en ce qui concerne ce châtiment d'un autre âge.

Dans une autre cellule, je vis également Frossard, qui attendait de comparaître devant le tribunal ; également d'autres détenus dont l'attitude criminelle durant l'occupation défrayait la chronique judiciaire du moment. Bien entendu, mon cicérone ne manquait pas, au passage, dans les couloirs, de me montrer ces « célébrités ». J'ai rencontré aussi dans un couloir du rez-de-chaussée, une file de prisonniers rentrant de la promenade ; quel triste spectacle que ce défilé dans lequel tout devait se trouver mêlé, et quelle variété d'expressions dans ces regards adressés au sous-directeur ! Tous les sentiments s'y exprimaient, de la haine à la supplique. A ce moment, la faune carcérale était composée, en plus des inévitables condamnés de droit commun, d'un très grand nombre de personnes arrêtées à la Libération, déjà jugées et condamnées, ou en instance d'instruction ou de jugement. Collaborateurs, miliciens, trafiquants, flics particulièrement marqués par leur attitude à l'égard de la Résistance, victimes de dénonciation, on trouvait de tout dans ce monde des prisons de l'époque, y compris l'inévitable « lampiste » à qui le destin ou le manque de chance aura joué le mauvais tour de le faire se placer du mauvais côté plus par imbécilité que par calcul. Mais il est évident que ce lot de détenus se composait aussi de ceux qui, délibérément, par esprit de classe ou intérêt, avaient choisi leur camp, s'étaient parfois livrés à des atrocités à l'égard de résistants, et dont le châtiment devait être à la mesure de leur détermination volontaire.

L'incident le plus pénible au cours de ma visite se produisit dans une salle commune où se trouvaient une trentaine de femmes de tous âges. Le fait de leur détention commune ne permettait pas de supposer que de graves délits leur soient imputables. En effet, j'appris ensuite, que pour la plupart, leur emprisonnement était motivé par des liaisons vénales ou sentimentales avec l'occupant. A mon entrée dans leur cellule en compagnie du sous-directeur, elles se précipitèrent vers moi et me prenant pour un inspecteur de prisons, chacune tenta de m'expliquer son affaire, sa situation de famille, invoquant les enfants dont elle était séparée, me suppliant d'intervenir en sa faveur. Il y eut certainement beaucoup de mensonges dans leurs affirmations, mais peut-être aussi un appel pathétique et vrai, un cri de détresse, que ce jour-là je n'ai pas perçu, et disons le mot, dans le nombre, une innocente, injustement punie dont je n'ai pas entendu l'appel au secours. De quoi me donner des remords par la suite, si j'avais eu la certitude qu'un espoir mis en

moi puis déçu, avait pu causer sinon l'irréparable, du moins des troubles profonds dans une vie. L'inspection terminée, le sous-directeur me raccompagna jusqu'à la porte extérieure. Je n'ai jamais compris pourquoi il m'avait offert cette visite. Peut-être parce que dans une série d'articles de *La Voix du Midi*, dont un publié la veille sous le titre de « Justice à sens unique », l'autre sous celui de « Epuration ? Oui ! Mais pas contre les patriotes... », je dénonçais certains scandales touchant à la justice et à la condition pénitentiaire. Peut-être aussi que sa proposition avait pour motif de vouloir faire oublier certaines choses... Il y a une question que j'ai omis de poser à mon guide : quelle fonction occupait-il dans l'administration pénitentiaire avant la Libération, à une époque où tant des nôtres avaient fréquenté cet établissement, non comme visiteurs, mais en état de condamnés et parfois de suppliciés, certainement gardés par les mêmes geôliers ?

Me souvenant de cette visite, ma réflexion sur l'univers carcéral n'a guère évolué. Toute société qui, pour assurer sa sécurité, se doit d'enfermer des hommes derrière des barbelés ou des barreaux de prison, démontre, par cela même, la preuve de son échec puisqu'elle n'a pu élever les consciences au niveau de la responsabilité collective qui supprime d'elle-même toute forme restrictive de liberté.

5. La propagande

La période était trop riche en événements pour que le P.C., qui excelle dans l'art d'exploiter toute situation à des fins propagandistes et organisationnelles, ne mette pas toutes ses forces dans la bataille engagée entre les divers partis et mouvements, afin d'accroître leur influence.

Pour le P.C., la période était favorable à un double titre :

D'abord le pays connaissait un renouveau d'intérêt politique après quatre années d'obscurantisme, la chose publique étant mieux ressentie par la masse des citoyens.

Ensuite le P.C. sortait de la lutte clandestine, avec une auréole de gloire savamment entretenue. N'étions-nous pas le parti des 75 000 fusillés ?

Comment dans ces conditions, ne pas tirer profit d'une telle situation ? La commission d'organisation, qui prenait en charge l'organisation de toutes les manifestations internes et extérieures du parti, aura, de ce fait, une très grande activité. Tous les jours, des réunions publiques avaient lieu, dans de nombreuses communes du département. Généralement leur organisation était prise en charge par les sections intéressées et elles étaient assurées par des militants locaux.

Mais il arrivait souvent, qu'en raison de l'importance d'une ville, au point de vue politique ou géographique, ou également en raison d'une situation particulière, le bureau régional soit sollicité pour fournir des orateurs pouvant assurer ces réunions. Ces demandes répétées nécessitaient une mobilisation quasi permanente de tous les responsables disponibles. La liste des réunions publiques tenues par le P.C. dans la Haute-Garonne, pendant les six mois qui suivirent la Libération, serait impressionnant et encore plus le total des auditeurs ayant assisté à ces réunions. En effet, nous avions un auditoire attentif, différent certes, selon les orateurs annoncés, mais toujours nombreux. Selon une formule qui s'applique mieux aux gens du spectacle, « nous faisions salle comble ». Combien cela nous changeait des auditoires clairsemés ou de complaisance, qui fréquentaient nos réunions

avant la guerre ! C'en était terminé des petites salles de café ou de la salle des Jacobins que nous remplissions péniblement après avoir battu le rappel de tous les militants, sympathisants, familles et amis, etc. Maintenant, nous parlions dans des salles de cinéma ou de théâtre et aucune n'était assez grande pour contenir la foule de sympathisants et de curieux qui se pressaient aux portes. Bien que très pris par tous les problèmes d'organisation, je n'hésitais pas à « monter en ligne » ou plus exactement « sur les planches », chaque fois que j'étais sollicité.

Le devoir d'amitié, joint au souvenir d'un passé récent, m'obligeait aussi à participer à des réunions publiques ou conférences régionales, dans les régions dont j'avais assuré le contrôle pendant la clandestinité. C'est ainsi que j'assurais des réunions publiques ou meetings à Verdun-sur-Garonne, Dieupentale, à Castelsarrasin au cinéma Vox le 6 décembre 1944, à Auch, le dimanche 5 novembre, sous la halle. Le 26 novembre, je présidais l'assemblée des cadres communistes du Tarn-et-Garonne, à Montauban, en prononçant le discours de clôture dans lequel je développais la politique du parti.

Ce furent ensuite les nombreuses réunions publiques ou meetings assurés dans la Haute-Garonne. Au hasard de mes archives je citerai, parmi tant d'autres ceux tenus : le 18 novembre 1944 à Aurignac, le 25 décembre au théâtre des Variétés à Toulouse, le 20 au cinéma Mermoz à Muret, le 21 au cinéma les Variétés à Montréjeau, le 6 janvier 1945 à Carbonne, le 13 à la Roseraie, le 8 février au cinéma Luxor à Toulouse, le 14 au cinéma les Variétés à Saint-Gaudens, le 1er mars place Marengo à Toulouse, le 8 à Villefranche-de-Lauragais, le 27 au cinéma Florida à Toulouse, le 29 boulevard Riquet à Toulouse, le 1er avril au Casino de Barbazan, le 6 à la halle aux grains à Toulouse, le 11 avril au théâtre de Lavelannet.

Les sujets développés au cours de ces meetings, toujours les mêmes, explicitaient en les actualisant selon les circonstances les grands thèmes de la politique du parti à l'époque : on les faisait précéder de l'historique du P.C.F. en insistant particulièrement sur le rôle joué par les communistes durant l'occupation. L'impasse était généralement faite sur certains événements de 1939. Cette omission était d'autant plus aisée, que nous n'avions jamais de contradicteurs dans nos réunions. Quel adversaire eut été assez téméraire pour s'y hasarder ! Autres grands thèmes : le renforcement du potentiel économique de la France, l'application du programme du C.N.R., l'insuffisance du ravitaillement, l'union de la nation française et revenait sans cesse comme support de notre action propagandiste le mot d'ordre : « S'unir, combattre et travailler ». Enfin, comme il se devait, toute intervention se terminait par un appel à l'adhésion au parti de la renaissance française, au parti des fusillés.

Il est curieux pour moi de retrouver l'écho de mes discours dans les rapports de police de l'époque[5]. Je ne crois pas inutile d'en reproduire quelques extraits qui se rapportent aux thèmes essentiels de notre propagande et aussi à certains événements conjoncturels.

1er mars 1945. Réunion publique P.C. Place Marengo

... Enfin Marcel Thourel, secrétaire régional, précise la position du P.C. du point de vue militaire, économique et politique. Au point de vue militaire, les communistes veulent que la France organise le plus vite possible une grande et forte armée qui doit être présente au rendez-vous de Berlin pour y imposer ses conditions et non subir celles des autres. Si la France avait 70 à 80 divisions au lieu de 6 ou 7, le général De Gaulle aurait pu participer à la conférence de Yalta.

Au point de vue économique, l'orateur réclame la confiscation immédiate des biens des traîtres au profit de la nation. Les nationalisations viendront plus tard. En attendant, il faut que les ouvriers soient intéressés d'une manière efficace à la bonne marche des entreprises.

Si le redressement de la France ne semble pas en bonne voie, c'est que la 5e colonne est plus forte que jamais. L'épuration ne marche pas. Frossard, n'est pas encore fusillé, Pêchoux non plus. L'administration n'est pas encore épurée, trop de vichyssois sont encore en place aux postes de commande.

Le 29 mars 1945. Réunion publique boulevard Riquet

...Parlant de l'épuration, M. Thourel signale que trop d'agents vichyssois occupent encore des postes importants dans les cadres administratifs où ils sabotent sciemment l'effort de guerre et la renaissance du pays. C'est donc une nécessité primordiale de procéder à une épuration impitoyable des éléments hostiles à la cause de la Patrie.

Il préconise l'épuration des commissions d'achat, la suppression des comités d'organisation qui seront remplacés par des organismes composés des représentants des services du ravitaillement préalablement épurés et de groupes de paysans.

14 février 1945. Cinéma les Variétés, à Saint-Gaudens

...Le dernier discours, le plus intéressant, a été prononcé par M. Thourel du P.C. *de Toulouse.*

Il a demandé l'union des partis socialiste et communiste.

Il s'élève contre l'article paru les 7 et 8 février dans l'Espoir *où M. Badiou s'appuie sur le discours de M. Thorez pour reprocher au* P.C. *de changer de programme.*

L'orateur a repris un par un les arguments de M. Badiou et a essayé de les détruire par des arguments très logiques. Il a déploré que dans ces temps où l'union est demandée par tous les Français, les polémiques reviennent comme au temps de la Troisième République. Mais il a fait remarquer qu'il répondait seulement à M. Badiou et qu'il ne tenait pas le parti socialiste pour responsable de ses attaques. L'orateur a conclu en souhaitant l'union du P.C. *et du* P.S.

Le 6 avril 1945. Meeting à la Halle aux Grains à Toulouse

M. Thourel, secrétaire régional, s'insurge ensuite violemment contre le manifeste publié par le parti radical socialiste. Il ne conteste pas que certains membres de ce parti aient été des résistants, mais il affirme qu'un tel manifeste prétendant que les radicaux socialistes furent les premiers, les meilleurs résistants et que c'est leur parti qui a le plus souffert du fascisme est un mensonge et une provocation. Il fait notamment allusion à M. Galaman.

Au cours de l'exposé de M. Thourel et à deux reprises il y eut dans la salle des remous très marqués par certains membres du parti radical socialiste (ces personnes quittèrent d'ailleurs la salle avant que l'orateur ne descende de la tribune).

Je pourrais multiplier ces citations mais ces quelques extraits éclairent suffisamment les thèmes développés dans nos réunions, constituant la trame de notre propagande ainsi que la rigueur et l'absence de complaisance à l'égard de partenaires jugés déloyaux. D'une façon générale, je profitais de mes déplacements

5. Archives Bertaux, in thèse D. Porté, *op. cit.*

pour m'adresser à part aux membres du parti de la section intéressée, dans des réunions d'information, soit avant, soit après la réunion publique. J'ai toujours considéré que l'expression publique du parti devait aller de pair avec le renforcement de son organisation interne. C'était pour moi les deux pôles essentiels de mon activité. Pour Toulouse, les assemblées d'information réservées aux cadres du parti, c'est-à-dire bureaux de sections et de cellules, prenaient une toute autre envergure ; bien que ce choix fut limité, nous devions utiliser de vastes salles, par exemple l'ancienne faculté des Lettres, la salle des Jacobins, ou la Halle aux Grains.

Il me souvient, en particulier avoir assuré trois assemblées de cadres de ce genre : le 16 janvier 1945 à la Halle aux Grains avec Etienne Fajon, le 17 février au muséum d'histoire naturelle avec Maurice Thorez et le 4 avril avec Raymond Guyot.

6. André Marty à Toulouse

Dans la première semaine de décembre se tint à Toulouse une réunion de communistes espagnols ; organisée sous les auspices du P.C. français, ce rassemblement dans sa partie non publique, put prendre la forme d'un congrès clandestin. Ce rassemblement ne pouvait manquer de voir la participation d'André Marty qui vint à Toulouse à cette occasion. Qu'il ait eu des contacts avec des responsables espagnols réunis à Toulouse, cela paraît vraisemblable ; que des décisions aient été prises à ce moment, cela paraît également logique.

A ce moment, il ne venait à l'esprit de personne de penser que les nations démocratiques, qui venaient de mener victorieusement la croisade contre le fascisme, puissent tolérer la survie, à la lisière de l'Europe, du régime totalitaire de Franco. Partout, et dans les régions méridionales de la France plus particulièrement concernées, chacun s'attendait à ce que l'assaut imminent soit donné au dernier bastion du fascisme international. Pour cette opération de police, il paraissait certain que les milliers de combattants républicains espagnols réfugiés en 1939 — dont le plus grand nombre avait participé à la Résistance en France — seraient les premiers sollicités pour la reconquête de leur pays et, en premier lieu, les communistes, déjà organisés dans les formations militaires des F.T.P. ou dans des unités autonomes de guérilléros.

Le 7 décembre, André Marty, qui devait rejoindre Paris le lendemain, passa la soirée en compagnie des responsables régionaux du P.C.F. Pierre Bertaux indique, à la page 102 de son livre[6] : « André Marty, dans la soirée du 7, tenait une réunion confidentielle avec les chefs des guérilleros au siège du P.C.F. ». Personnellement, je me trouve honoré d'être pris pour l'un des chefs des valeureux combattants espagnols, mais je dois détromper l'ancien commissaire de la République, son affirmation est erronée, il fut mal renseigné quand à la date de la réunion. En effet, le 7 décembre André Marty, H. Dupont, P. Requier et moi-même dînions dans un restaurant situé au premier étage d'un immeuble de la rue Alsace-Lorraine (en face le Hall de *La Dépêche*). Au cours du repas il ne fut pas question de l'Espagne de la part d'A. Marty, mais seulement de ses souvenirs, en particulier de la première rencontre avec le général de Gaulle, à Alger. Ce dernier, le recevant dans son bureau, lui aurait dit : « Monsieur Marty, je suis heureux de vous

6. Pierre Bertaux, *La libération de Toulouse et de sa région*, Hachette, 1973, 142 p.

connaître et de vous accueillir ici. Quand repartez-vous ? ». Cette impolitesse voulue était bien dans le style du général, mais connaissant le caractère d'A. Marty, on se doute du ton qu'a dû prendre sa réplique. L'absence de cordialité de ce premier contact entraîna par la suite de nombreux « accrochages » et, pour autant que ma mémoire soit bonne, ce sont ces anicroches qui alimentèrent la discussion durant le repas.

Une anecdote : le restaurateur chez qui nous dînions, connaissant la notoriété d'un des convives, avait bien fait les choses pour préparer un repas convenable. Vu l'époque, l'avait-il fait par sympathie ou dans l'espoir de se faire pardonner un passé récent ? Je l'ignore. Toujours est-il que dans le menu soigné qui nous fut servi, figurait en abondance du foie gras. A Toulouse, cela n'a rien que de très normal, pensera-t-on, que de servir le plus beau fleuron de la gastronomie méridionale, mais où le paradoxe apparaît c'est qu'il s'agissait de foie gras américain en tube. Nous n'allions pas faire un complexe de patriotisme méridional, aussi nous sommes-nous régalés de ce mets dont j'avais été si longtemps privé. André Marty seul, refusa d'y goûter, exhalant sa mauvaise humeur du fait de l'origine capitaliste de cet aliment et aussi parce qu'il s'agissait d'une nourriture dispendieuse réservée à la table des bourgeois. Ces arguments d'un autre âge n'eurent pas pour effet de nous faire délaisser ce produit de la société capitaliste au grand désappointement de notre invité qui, sa colère tombée, nous avoua que le troisième motif de son refus était surtout d'origine hépatique. Il ne supportait pas le foie gras.

C'est bien là André Marty : une grande colère, sur un prétexte futile, lui permettant de vilipender un système politique abhorré, pour finir par une confession presque enfantine. Par principe, pendant ses déplacements, A. Marty ne couchait jamais à l'hôtel, pas plus que chez des militants connus. Il se savait l'homme le plus haï de la droite française, aussi le parti prenait-il le maximum de précautions pour assurer sa sécurité. Après le repas, je le conduisis donc chez ma belle-mère, au n° 8 de la rue Montcabrier, où une chambre avait été préparée à son intention. Là, nous avons bavardé un peu et, sans me faire de confidences, il me laissa entendre que peut-être prochainement, le parti, en liaison avec les organisations espagnoles réfugiées en France, serait appelé à prendre d'importantes décisions. Lui rappelant notre brève rencontre à Albacète, je lui indiquais le travail dont j'avais eu à m'occuper pendant la guerre d'Espagne. Il sembla fort intéressé et me déclara que probablement, je serais contacté par lui prochainement, en vue de nouvelles missions qui pourraient m'être confiées. Il me suggéra de demander sans attendre, une autorisation de libre accès à la zone pyrénéenne. Ce fut chose faite dès le lendemain. J'obtins sans difficulté du C.D.L. un ordre de mission permanent dans la zone pyrénéenne réservée. André Marty rentra à Paris le lendemain. A part une brève rencontre à l'occasion de la session du Comité Central, tenue en janvier 1945, je ne devais plus le revoir. Je ne fus pas non plus sollicité pour les missions éventuellement prévues.

Rien ne fut tenté par les alliés pour libérer l'Espagne de l'emprise fasciste. Le gouvernement provisoire de la France n'entreprit rien pour changer l'état de fait existant, et le P.C. n'allait pas courir le risque de prendre seul des initiatives contraires à sa politique du moment. Les formations de guérilleros qui, quelques semaines auparavant, avaient pénétré en Espagne, et occupé le Val d'Aran, piétinèrent sur place, sans soutien et sans moyens pour aller plus loin. Cette opération souvent considérée comme une première tentative d'établissement d'une tête de

pont, se termina par un repli général et dans une indifférence qui ne le fut pas moins. Les espoirs de liberté pour le peuple d'Espagne étaient bien finis. Comment pouvait-il en être autrement alors que les deux grandes puissances, momentanément alliées, s'étaient partagé le monde en deux zones d'influence qui étaient déjà des chasses gardées.

7. Les Comités de Libération

Conçus et mis en place par le C.N.R. pendant l'occupation, les Comités départementaux de Libération étaient considérés comme de simples organismes consultatifs ne devant entrer en fonction qu'après la Libération pour seconder les préfets, représentants légaux du gouvernement provisoire.

Dès la Libération, il apparaîtra très vite que les C.D.L. n'ont pas l'intention de se laisser enfermer dans ce rôle consultatif. Constitués de partis, organisations, mouvements liés au peuple par des racines profondes, soutenus par de nombreux comités locaux exprimant les diverses sensibilités de la population et, faisant fonction, en maints endroits, de conseils municipaux, les Comités de Libération bénéficient d'une véritable représentativité populaire ; aussi, leur dualité se manifestera très vite avec les préfets ou commissaires de la République, désignés, eux, par le pouvoir central [7].

Il est certain que le rôle attribué aux C.D.L. par le C.N.R. en les instituant, n'était pas un rôle de « potiche » purement consultatif. Dès lors, on comprendra que les C.D.L. aient tenté, dès la Libération, de se faire reconnaître ou de s'attribuer des responsabilités plus compatibles avec leur représentativité. Bien représenté au sein du C.D.L. de la Haute-Garonne grâce à l'appoint des organisations qu'il contrôle, le P.C. ne jouit pas cependant d'une place majoritaire. Aussi, nos efforts porteront de préférence sur les comités de base au niveau des localités, des usines, des quartiers où se constitueront de nombreux groupes mis en place généralement à notre initiative et dont le contrôle nous appartenait totalement, alors qu'au niveau départemental, l'exercice du pouvoir devait être partagé avec les autres partenaires. Même chose pour les Milices Patriotiques (gardes civiques) force militaire locale.

La mise en place était d'autant plus facile à ce niveau qu'elle correspondait à une implantation générale du P.C. Cette mise en place de « Petits Soviets » de commune, d'usine ou de quartier, généralement incontrôlables par nos partenaires, explique les réticences de ces derniers pour ce développement à la base. En octobre 1944, la Haute-Garonne comptait en plus du Comité départemental : 39 comités cantonaux, 530 comités locaux. Aux divers échelons, la pression des Comités de Libération restera forte jusqu'aux premières élections :

---

7. Ainsi, le 28 octobre 1944, le gouvernement provisoire du général de Gaulle décide la dissolution des Milices Patriotiques. En réponse, le 30 octobre, l'assemblée régionale des C.D.L. de la région de Toulouse, délibère et vote sur le texte de deux motions, dont l'une qui sera retirée déclare : « Les C.D.L. de la région de Toulouse... décident que tout individu, quelle que soit sa fonction administrative ou militaire, qui tenterait de désarmer les Milices Patriotiques, doit être considéré comme un traître à la Patrie. En conséquence les C.D.L. de la région de Toulouse intiment l'ordre à tout adhérent des Milices Patriotiques de procéder immédiatement à l'arrestation et à l'internement des personnes qui voudraient les désarmer ».

- Municipales : avril 1945,
- Cantonales : septembre 1945,
- Assemblée Constituante : octobre 1945.

Au fur et à mesure que s'installeront des assemblées élues à tous les niveaux, les comités perdront de leur importance pour s'effacer et finir par disparaître. L'élection des conseils généraux par exemple, ne laissera aux C.D.L. qu'une existence qui ne sera plus que symbolique. Leur rôle s'achèvera, pourrait-on dire, avant d'avoir commencé, car formé pour faire appliquer le programme du C.N.R., rien ne fut fait ou si peu... Le parti aurait pu se battre pour le maintien des pouvoirs des Comités de Libération, expression du pouvoir populaire, mais dès l'instant où, en s'alignant sur les positions de de Gaulle, il acceptait la dissolution et le désarmement des Gardes Civiques, il était certain qu'il ne ferait rien pour le maintien d'organismes nés de la Résistance et déjà condamnés. La seule initiative prise à l'échelon national par les délégués des C.D.L. réunis à Paris en assemblée nationale pour donner vie aux Comités de Libération et justifier leur utilité, fut de lancer l'idée de la tenue, à Paris, le 14 juillet 1945, des « Etats Généraux de la Renaissance Française ».

Leur but : jeter les bases d'une nouvelle constitution ; les moyens : organiser des assemblées à tous les niveaux (communes, arrondissements, départements, pour faire des suggestions et établir des cahiers de doléances, ce dont il sera débattu lors de la tenue des états généraux).

Dès l'annonce de cette initiative, nous l'avons soutenue, car notre forte implantation locale allait nous permettre une prise de conscience politique par l'entretien d'une grande activité à la base, dans tous le pays. Le départ de la campagne fut donné le 26 novembre dans notre journal *La Voix du Midi* et le 11 décembre mon éditorial de ce même journal avait pour titre « Etats Généraux de la renaissance française », « Préparons les assemblées patriotiques ». J'insiste sur l'importance des Etats Généraux qui doivent après libre discussion jeter les bases de la nouvelle constitution et donner un certain nombre d'indications pratiques pour la tenue des assemblées. Dans son livre, Pierre Bertaux affirme que du 26 novembre 44 au 2 avril 45, « Les Etats Généraux ne sont pas mentionnés une seule fois dans *La Voix du Midi* ». Cette affirmation péremptoire laisserait supposer que l'auteur a consulté la collection du journal entre ces deux périodes. Si cela est, comment n'a-t-il pas remarqué mon éditorial en 1re page du numéro 101 du lundi 11 décembre ? Par contre, lorsque Bertaux indique que le P.C., par la suite, semblera se désintéresser progressivement des Etats Généraux, cela reflète assez exactement la vérité.

Au cours des réunions du Comité régional ou du bureau, qui se déroulèrent dans le premier trimestre de 1945, il fut peu question des Etats Généraux. Le peu d'enthousiasme de nos partenaires à faire avancer le projet pouvait s'expliquer par leur crainte de voir le P.C., du fait de son implantation, contrôler les assemblées à tous les niveaux de la pyramide, et ils n'avaient aucun intérêt à nous valoriser de la sorte. Aussi progressivement, le P.C. et sa couronne d'organisations amies, se trouvèrent-ils seuls à défendre l'idée des Etats Généraux, et cet isolement était loin de correspondre au but recherché. Aussi, au fur et à mesure du déroulement des élections à divers niveaux, l'agitation pour la tenue des Etats Généraux va se calmer, pour ne plus concerner que les communistes qui, ainsi isolés, mettront le projet en veilleuse.

8. L'affaire des magasins généraux

Cet incident que je vais relater, considéré dans l'ensemble des activités quotidiennes, n'aurait pu avoir qu'une relative importance se situant tout au plus au niveau de l'anecdote. Mais, compte tenu de l'incidence qu'il prendra quelques mois après dans le processus aboutissant à mon élimination du parti, j'ai cru devoir lui donner tout l'éclairage nécessaire, ainsi qu'à d'autres faits, d'apparence secondaire aujourd'hui. Relatés à la suite, ils constitueront les mailles du filet.

Tout a commencé par une information reçue de camarades travaillant aux magasins généraux à Toulouse. Par leur intermédiaire, j'apprends, preuve à l'appui, que 3 500 000 œufs sont conservés aux magasins généraux en frigorifique, et que leur délai de conservation expire le 1er décembre. Même chose pour 1 000 caisses contenant chacune 48 boîtes de lait concentré sucré, entreposées depuis un an par ordre du ravitaillement général. Ceci se produisit en une époque où le rationnement était encore très strict, et où l'on connaissait encore la faim dans les foyers ouvriers. Je profitai de mon allocution du 22 novembre 1944 au poste de Toulouse-Pyrénées, pour dénoncer ces deux scandales qui illustrent le sabotage auquel se livrent des collaborateurs mal blanchis, toujours en place à la direction de certaines administrations. Le lendemain, je reprends mon allocution comme éditorial dans *La Voix du Midi* sous le titre « Toulouse a soif d'épuration ».

Le même jour, dans la matinée, à la radio, P. Bertaux, commissaire de la République, dans une réponse maladroite, confirme le stockage incriminé, mais il réfute les chiffres avancés. L'aveu était tout de même de taille. Bien entendu, il n'est pas question pour lui de prendre quelque décision que ce soit, cette tâche relevant des services du ravitaillement. Il paraît étrange que dans son livre, l'auteur, si prodigue en anecdotes, ne mentionne pas cet incident. Tout au plus, au bas de la page 178, il met au compte du C.D.L. la demande de déblocage d'un stock important d'œufs de conserve qui risquaient de devenir d'ici peu de temps impropres à la consommation » ; et d'ajouter : « on demandait qu'ils soient envoyés d'urgence à la population des Alpes-Maritimes et aux mineurs du Gard ». On peut relire le texte de mon allocution, personnellement, je n'ai jamais avancé une aussi ridicule demande. Le résultat de la publication de mon allocution et de la réponse de Bertaux à la radio, fut assez inattendu. Dans les heures qui suivirent, des attroupements se formèrent devant les magasins généraux, boulevard des Minimes. Un coup de téléphone nous en informa en pleine réunion du secrétariat régional. Dujont, jugeant trop sévères mes attaques contre les institutions en place eu ce mot : « Puisque tu as allumé l'incendie, il t'appartient d'aller l'éteindre ; la politique du parti n'est pas de susciter des émeutes ».

Je partis donc aux magasins généraux devant lesquels plusieurs centaines de personnes étaient déjà rassemblées. Monté sur la plateforme d'un wagon en bordure du canal, je suis reconnu et ovationné par les manifestants. Je prends la parole pour ramener le calme en expliquant que mon intervention n'avait eu d'autre but que de dénoncer un scandale et de mettre les autorités responsables dans l'obligation d'y remédier très rapidement, mais qu'en aucun cas je n'avais souhaité des mouvements de foules incontrôlés ou des actes individuels. Au fur et à mesure de mon intervention, je sentais l'ahurissement, puis la colère dans les yeux des manifestants qui ne reconnaissaient plus dans mes propos les accusations portées la veille. Pour eux, il paraissait certain que j'avais menti ou que je me « dégonflais »

aujourd'hui devant les conséquences imprévues de mon acte. Certains qualificatifs peu flatteurs commençaient à m'être adressés, mais lorsque je vis que les invectives venaient aussi de vieux camarades de mon quartier (qui était tout proche), je ne pus en supporter davantage. Je n'eus plus qu'une seule parole : « C'est peut-être vous qui avez raison ».

Après mon départ, une distribution sauvage eut lieu, sans qu'il n'y eut jamais de scènes de pillage. La police arriva d'ailleurs rapidement pour l'interrompre. Sur le moment, je n'ai pas senti le piège que je venais de me tendre et qui me serait fatal. Par cette phrase, je venais d'apporter un élément supplémentaire à ma condamnation future. Un fait grave qui pèsera aussi lourd, fut qu'à la suite de mon intervention et des incidents qu'elle suscita, je reçus de nombreuses lettres ou motions émanant de cellules de Toulouse pour me féliciter et me soutenir dans l'action engagée. Il est certain que cet appui de la base à une action dirigée contre les pouvoirs publics, donc en contradiction avec la politique du parti, ne fut pas considérée d'un très bon œil et aura une incidence importante par la suite.

La réunion du bureau fédéral qui suivit fut assez orageuse. Les critiques ne manquaient pas et, à partir de ce moment, mes allocutions à la radio et mes articles dans le journal furent discrètement surveillés.

Sur cet incident et ses répercussions, aujourd'hui encore, je ne regrette rien de ce que j'ai dit et fait. Je ne crois pas que le soutien inconditionnel que nous apportions au gouvernement de De Gaulle, n'autorise à ne pas dénoncer un scandale préjudiciable à la population et ce scandale dénoncé, à ne pas en assurer entièrement les conséquences. Si j'avais agi autrement, je ne suis pas certain qu'une attitude contraire aurait calmé les esprits. Tout au plus, en me désavouant moi-même, aurai-je pu dégager la responsabilité du parti, mais, du même coup, je perdais l'estime de braves gens qui m'avaient fait confiance. Entre les consignes d'ordre du parti et l'estime des travailleurs je m'étais prononcé et ce choix devait contribuer à me perdre.

9. Le Comité Central d'Ivry et la dissolution des Milices Patriotiques

La première session élargie du Comité Central, tenue après la guerre, eut lieu du 21 au 23 janvier à la mairie d'Ivry. Dupont et moi étions délégués comme représentants de la région toulousaine. Voyage en voiture, arrivée à Paris le 20 sous la neige.

Je n'ai pas l'intention de relater en détail cette session du C.C., mais seulement d'insister sur une des décisions particulièrement importante qui fut prise à ce moment-là.

En plus de cette décision sur laquelle je vais revenir plus longuement, le discours d'ouverture de M. Thorez mettait l'accent sur les mots d'ordre qui mettaient en relief la politique du parti pour cette période :

- Tout pour la guerre ;
- S'unir, combattre et travailler.

8. Sur la dissolution des Milices Patriotiques voir : Charles-Louis Faulon, *Le Pouvoir en province à la Libération*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1975, 229 p.
Maurice Agulhon et Fernand Barrat, *C.R.S. à Marseille 1944-47*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1971, pp. 23 à 38.

Ce discours, salué par une interminable ovation, marquait la reprise en main du parti par son secrétaire général.

Avant d'aborder le sujet important contenu dans une partie du discours, deux anecdotes restées en ma mémoire qui éclaireront peut-être notre politique du moment.

Le 20 dans l'après-midi, les délégués avions été conviés à une fête organisée par le parti à la salle Pleyel. Au programme, entre autres, un sketch interprété par Jean-Louis Barrault et un autre comédien déguisé en prêtre. Au cours du dialogue qui s'établissait entre les deux partenaires, l'Eglise, par comédien interposé, était sévèrement mise en cause pour son attitude d'ensemble pendant l'occupation, et de refleurir les vieilles accusations de suppôt de la réaction, défenseur des coffres-forts et autres délicatesses fleurant bon l'anticléricalisme d'avant 36. Au premier rang, dans la salle, les dirigeants du parti se concertaient et brusquement, Thorez monta sur la scène exigeant que cette mascarade prenne fin ; le parti, qui tend la main aux catholiques et veut être le champion de l'Union de tous les Français, ne pouvait cautionner par son silence une telle accusation. Que croit-on qui arriva ? Maurice Thorez fut acclamé et J.L. Barrault se retira sous les sarcasmes et quolibets de la salle. Nul doute qu'il n'aura pas oublié de sitôt cette manifestation d'intolérance poussée au fanatisme.

Deuxième anecdote : le secrétaire général ayant, dans son discours du lendemain, rappelé l'attitude bienveillante du parti à l'égard des catholiques invités à rejoindre ses rangs en grand nombre, dans le débat qui suivit, le secrétaire d'une région de l'Ouest surenchérit en indiquant que, dans son département, cette démarche à l'égard des chrétiens avait déjà été entreprise ; il cita comme exemple une cellule qui, le dimanche, assistait au complet à la messe avec son drapeau. Je dois avouer que cette cocasserie déclencha dans la salle quelques mouvements divers et des rires.

Revenons à des choses plus sérieuses car il va être question maintenant de la dissolution des Milices Patriotiques (devenues après la Libération Gardes Civiques Républicaines (G.C.R.). Ce fut le problème essentiel et le plus grave abordé au cours de cette réunion du Comité Central.

Dès le début d'octobre 1944 le gouvernement provisoire avait tenté dans un premier temps de les désarmer et le 28 octobre, il décidait de les dissoudre. Le C.N.R. s'y opposa farouchement et le C.D.L. de la Haute-Garonne vota une motion décidant que tout individu qui tenterait de désarmer les G.C.R. devait être immédiatement arrêté et interné. Le P.C. est déterminé lui aussi à s'opposer par tous les moyens à la dissolution et au désarmement des M.P. Et cependant !... Les M.P. continueront leur existence. De temps à autre nous sommes obligés d'élever la voix lorsque, de Paris ou des abords de la préfecture, parviennent des bruits menaçants de mise en application de la décision prise de désarmement et de dissolution. Et cela m'amène au 17 janvier, une date que je ne suis pas prêt d'oublier.

Ce jour-là, comme toutes les semaines, les représentants d'organisations de la Résistance sont réunis à la préfecture dans le bureau de P. Bertaux, commissaire de la République. Dès le début de l'entretien, il aborde le problème des M.P., en affirmant sur la foi d'un télégramme reçu le matin même, que les M.P. vont être dissoutes et désarmées officiellement sur la proposition, quatre jours plus tard, du secrétaire général du parti, Maurice Thorez. Peut-on comprendre quelle fut mon indignation à l'énoncé d'une telle information qui, dans mon esprit, ne pouvait être que mensongère ? Je me souviens de m'être emporté et d'avoir accablé le

commissaire de qualificatifs qui se trouveraient difficilement dans le vocabulaire diplomatique. Pour moi, il ne pouvait s'agir que d'une grossière provocation et, lorsque je lui montrais le numéro des *Cahiers du Communisme* reçu la veille (que j'avais dans ma serviette) et dans lequel Jacques Duclos affirmait que jamais le peuple de France ne laisserait toucher aux Milices Patriotiques, il me répondit simplement cette phrase inoubliable : « Monsieur Thourel, vous êtes ou un naïf ou un imbécile ». Furieux, je quittais la réunion ; plus tard, j'ai demandé mon remplacement à ces conférences hebdomadaires, car la suite des événements montrera qu'il m'était difficile de rencontrer à nouveau le commissaire de la République, sans avoir à rougir de confusion au souvenir des propos tenus par moi le 17 janvier à son égard. Heureusement partant deux jours après, pour assister à la réunion du C.C., je n'ai pas eu le temps de rédiger un article pour le journal, comme j'avais l'intention de le faire ; j'ai ainsi évité de me couvrir de ridicule.

En effet, le 21 au matin, à l'ouverture des travaux du Comité central élargi, dès le début de son discours d'ouverture, Maurice Thorez annonçait : « La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de la police, constituées à cet effet. Les gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers, ne doivent pas être maintenus plus longtemps ». Et de concrétiser par un mot d'ordre qui deviendra célèbre : « Une seule armée, une seule police, une seule justice ». C'était donc vrai, je venais d'entendre de mes propres oreilles la confirmation de la nouvelle, annoncée triomphalement par Bertaux, quatre jours auparavant. Ce renversement imprévu de situation, qui allait nous obliger à détruire ce que nous avions si laborieusement construit et si farouchement défendu, laissa la salle désemparée pendant quelques secondes, mais le vieux réflexe d'infaillibilité et de soumission aidant, les applaudissements, nourris et unanimes, marquèrent l'acceptation. Comment pouvait-il en être autrement d'une assemblée uniquement constituée de responsables permanents de l'appareil ? Je n'ai pas échappé à la règle : j'ai applaudi aussi frénétiquement que les autres. Pourquoi le nierais-je aujourd'hui ? Ce n'est pas dans une telle ambiance que le doute peut naître. Et puis, pendant dix ans, j'avais vu bien des tournants imposés sans ménagements et avalé bien des couleuvres. J'étais bien conditionné pour en avaler d'autres, auraient-elles la taille d'un boa. Et cela, jusqu'au jour où mon estomac saturé refuserait de les digérer.

Selon son habitude, le secrétaire général avait commencé son intervention, prenant son auditoire à froid, par le sujet le plus difficile à faire passer. La réaction étant favorable, le reste de son discours fut un modèle du genre, finement ciselé par l'excellent orfèvre qu'il était. Aussi, la péroraison fut-elle saluée d'une interminable ovation. Pris dans l'euphorie générale, j'acceptais, comme les autres, la décision qui nous était imposée. Mais, passé l'enthousiasme du premier jour, il fallait envisager la manière dont nous allions la faire accepter dans la région, non seulement par la base du parti, mais aussi par nos partenaires du C.D.L... La difficulté de l'entreprise m'incita à la réflexion. Le 22 au soir, alors que je dînais avec Dupont, j'ai commencé à émettre quelques réserves sur ce que nous venions d'accepter. Je n'irai pas jusqu'à affirmer, aujourd'hui, que j'exprimais ce soir-là un désaccord. Tout au plus, pouvait-il s'agir d'une hésitation dont je m'ouvris franchement à Dupont. J'étais choqué par la manière brutale avec laquelle, une fois encore, nous avions été mis devant le fait accompli. A l'opposé, lui approuvait sereinement la décision et se dit tout disposé à la faire appliquer sans réticence. Mon incertitude (je n'ose pas écrire « doute », car le terme ne serait pas exact),

exprimée dans une conversation que je croyais amicale, ne manquera pas d'être inscrite au débit de mon compte lorsque sonnera l'heure du règlement, moins de trois mois plus tard.

Avant de quitter Toulouse, nous avions fait convoquer pour le 24 janvier une conférence des cadres du parti pour rendre compte des travaux du C.C. Dupont, ayant manifesté l'intention de prolonger son séjour à Paris de quelques jours, me demanda d'assurer seul ce compte rendu. Je fis donc le compte rendu des travaux du C.C. devant les responsables du comité régional et des sections de la région rassemblés dans une salle de l'ancienne faculté des Lettres.

Après mon intervention de portée générale limitée volontairement à un survol d'ensemble, je répondis à toutes les questions qui me furent posées sauf à une, celle qui touchait à la dissolution des M.P. J'annonçais que ce problème serait traité lors d'une nouvelle assemblée de cadres, convoquée pour le mardi suivant. Ainsi donc, si Dupont, en restant à Paris, avait pensé me laisser « mouiller » seul sur ce problème épineux, j'avais déjoué son calcul. C'est lui qui devrait faire accepter cette décision du C.C. la semaine suivante.

On peut lire le compte rendu de l'assemblée des cadres publié dans *La Voix du Midi* du 25 janvier, ainsi que mon éditorial dans le numéro du lendemain intitulé « Après le Comité Central élargi », on n'y trouvera pas un seul mot sur les Milices Patriotiques, ni sur la décision prise à leur égard, et qui avait été l'un des sujets dominant de la session du C.C.

Voilà encore une chose qui me sera lourdement reprochée.

Aujourd'hui, en relisant ces textes, je tire quelque fierté du souvenir de cet acte d'indiscipline qui me permit d'« évacuer » une décision avec laquelle je sentais confusément que je n'étais pas d'accord. On pourra me rétorquer que j'aurais pu aussi bien m'élever contre la décision ; c'est vrai, mais qui pouvait faire cela à ce moment ? Assurément pas moi, le doute sur un article de la foi, n'impliquant pas la perte totale de la foi ; il en faudra encore beaucoup pour que cette foi, inconditionnelle non pas en l'idéal mais dans les hommes qui s'en servent, ne me quitte définitivement.

En relisant le compte rendu de cette conférence des cadres, je reste confondu par un passage me concernant et figurant dans la résolution finale :

Considérant que le magnifique exposé du camarade Thourel leur a permis de situer exactement le tournant de la politique nationale de notre parti, ils se promettent de porter eux-mêmes (les cadres) devant leurs cellules, les nettes explications qui sont une analyse vraiment marxiste et léniniste de l'histoire et de la vie de notre peuple.

Où diable le camarade qui rédigea la résolution avait-il trouvé dans cet exposé une analyse marxiste-léniniste là où il n'y avait que récitation, par un élève studieux, d'une leçon bien apprise ? Le plus grave fut que ce coup d'encensoir gratuit ne me laissait pas indifférent. L'exemple venant d'en haut et toutes proportions gardées, il n'était pas rare que les « chefs » régionaux soient l'objet de flatteries de ce genre dans les discours ou dans la presse du parti. Puisque ces notes doivent être une confession sincère et dépourvue d'auto-bienveillance, j'avoue n'avoir pas été insensible à ce genre de flagornerie qui me fera horreur par la suite, et dans tous les cas n'avoir rien fait pour éviter qu'elle ne se reproduise. Voilà une preuve supplémentaire confirmant que j'étais bien conditionné pour devenir un modèle

stalinien. Sans mon exclusion ultérieure, je serais peut-être aujourd'hui un porteur de serviette, bouffi de considérations à l'intérieur du parti, un fonctionnaire attardé à la justification de vieux concepts périmés, mais dénué des sentiments essentiels qui sont le sel de la vie. Je frémis en pensant que j'aurais pu être tout cela et, sans aller jusqu'à remercier le parti de la peine profonde qu'il m'a causé lorsqu'il m'a si injustement condamné, je peux lui être reconnaissant de m'avoir évité cette sclérose politique qui me guettait.

Un dernier mot sur les Milices Patriotiques et sur leur devenir. Condamnées par le parti même qui les avait enfantées, privées de leurs éléments les plus dynamiques, elles allaient végéter. Après Ivry, il ne fut pas facile de faire prononcer leur dissolution, la plupart de nos partenaires au sein du C.D.L. s'y opposant pour des motivations différentes aux nôtres. Lorsque la question de leur maintien sera mise aux voix, seuls les cinq délégués communistes seront contre. Qu'importe, ils auront exécuté fidèlement les ordres reçus. A la base, lorsqu'il y aura des velléités de maintien, les membres du parti et du Front National recevront l'ordre de s'en retirer ; aussi, privées de leurs éléments les plus dynamiques, elles végèteront et finiront par s'éteindre et sombrer dans les oubliettes de l'histoire. Ainsi disparaissait, frappé à mort, un des plus beaux acquis de la Résistance, celui auquel le parti semblait le plus attaché.

Mais il ne suffisait pas de dissoudre les M.P., il fallait aussi les désarmer et ici commence un nouveau rôle peu glorieux pour les militants, qui consistait à faire restituer le maximum d'armes détenues par les membres du parti. Il faut comprendre l'amertume de certains camarades. Ils avaient souvent conquis eux-mêmes ces armes, parfois dans des combats difficiles ou en bravant de graves dangers. En leur prenant leurs armes, n'était-ce pas un peu leur victoire qu'on leur confisquait ? Je dois à la vérité de dire que dans la Haute-Garonne, certains camarades acceptèrent mal cette directive venue d'en haut lorsqu'ils virent le résultat concret qu'elle entraînait et cela amena souvent des restitutions symboliques ou partielles. Pour une fois, à la base et sur un problème aussi important, l'unanimité n'était pas parfaite. Comme dans le débat où je m'étais refusé d'intervenir sur le problème de la dissolution, je ne manifestais aucun zèle dans celui du désarmement. Cela aussi se découvrit et fut mis à mon compte. Bien mieux, j'avoue aujourd'hui avoir parfois fermé les yeux lorsqu'il s'agissait de vieux militants connus qui, j'en avais la certitude, ne feraient pas un usage abusif des « trophées conservés »[9].

10. Maurice Thorez à Toulouse

Décidée lors de la session du Comité Central, la visite du secrétaire général du parti dans notre ville eut lieu du 17 au 19 février. Elle fut l'occasion de nombreuses manifestations publiques ou privées.

La préparation de ces manifestations accapara l'activité de la commission d'organisation pendant au moins une quinzaine de jours, car rien ne pouvait être

9. Tous les responsables n'eurent pas le même comportement. Roger Pannequin, dans *Adieu Camarades*, cite à la page 233 le cas de Léon Feix, membre au C.C., qui fit exclure du parti deux anciens F.T.P. de la fédération d'Eure-et-Loir, qui avaient conservé des armes. En publiant un article le 10 mars 1951 dans *France Nouvelle*, il désignait à la police les deux camarades, dont l'un était membre du bureau fédéral.

laissé au hasard lors de la venue du secrétaire général et tout devait être mis en œuvre pour assurer le succès des manifestations auxquelles il devait participer. Pour vérifier avec moi tous les détails, j'avais reçu auparavant les visites d'un responsable de la Commission Centrale d'Organisation et d'un responsable du Service de sécurité ; dans ce domaine aussi, nous devions être très vigilants. Disons-le sans attendre, l'ensemble du programme mis sur pied se déroula sans la moindre ratée, sans le plus minime incident ; l'organisation, mécanique parfaitement rodée, fonctionnait à merveille.

Mon éditorial du 16 février dans *La Voix du Midi*, titré « sous le signe de l'Union », annonçait la venue de M. Thorez à Toulouse et rappelait brièvement ce qu'avait été la politique du P.C. dans le passé. Bien entendu, dans cet exposé, je faisais l'impasse sur certains événements dont il était convenu qu'on ne parlerait plus, nos adversaires se chargeant généralement de le faire pour nous.

Dans l'après-midi du 17, attendu par des centaines de personnes, M. Thorez arriva au siège du parti accompagné de Jeannette Vermeersch, sa femme, de Paul Eluard, Roger Garaudy, et suivi de ses gardes du corps qui, pendant deux jours, ne cesseront de veiller sur sa sécurité. Reçu par le Bureau Régional, un vin d'honneur lui fut offert au cours duquel quelques paroles de bienvenue furent prononcées par Dupont et moi-même. En soirée, se déroule au muséum d'histoire naturelle une réunion du bureau fédéral, élargie à de nombreux cadres, notamment aux responsables des sections. Je présentais un rapport politique sur la situation régionale devant cette assemblée, avant que M. Thorez ne prenne la parole sur les sujets de politique générale. Le dimanche matin, dans la même salle, Roger Garaudy donnait une conférence présidée par le professeur Ducuing sur le thème « Le parti communiste et les intellectuels ». Requier et moi y représentions la direction régionale du parti. C'est dans une salle comble que se déroulèrent les débats auxquels participèrent de nombreux auditeurs. A midi, nos hôtes, auxquels s'étaient joints les membres du bureau régional, se retrouvaient pour le repas au restaurant de l'hôtel Capoul, dont un salon avait été retenu pour la circonstance. La région avait bien fait les choses pour fêter le « guide éclairé du parti ». La somptuosité du menu choisi n'avait qu'un lointain rapport avec les agapes fraternelles et prolétariennes auxquelles était habitué le parti avant la guerre. De ce repas, il me reste une anecdote : le couvert, dressé avec soin, comportait un couteau à poisson. Depuis quelques minutes je remarquais que Simon Guénoun semblait intrigué par la forme triangulaire de ce couteau. Le sachant de caractère enjoué, ne manquant jamais l'occasion d'un bon mot, nous ne fûmes pas surpris de lui voir lancer cette boutade dans le silence général : « C'est sans doute parce que nous sommes le parti des bâtisseurs que l'on nous fait bouffer avec une truelle... ? ». Nous fûmes nombreux à rire à l'exception de M. Thorez qui recevait mal cette plaisanterie relative à l'un des titres que le parti se donnait et qui, de par son caractère sérieux, ne pouvait être associé à une galéjade.

Le clou de la journée devait être le grand rassemblement régional prévu pour l'après-midi au Parc des Sports. Nos espoirs ne furent pas déçus. En arrivant à 15 heures dans l'immense stade au centre duquel la tribune était dressée, une foule immense se pressait dans les gradins et commençait à déborder sur les pelouses, canalisée par un important service d'ordre. Le chiffre des participants fut officiellement situé entre 35 et 40 000 et j'affirme que cette fois il correspondait à une évidente réalité. Pour une fois, il n'était pas nécessaire d'appliquer la théorie des chiffres, chère à Jacques Duclos : « Lorsque l'on analyse le résultat d'une mani-

festation, il y a deux chiffres : le chiffre arithmétique et le chiffre politique. Le chiffre arithmétique, c'est le nombre des manifestants, le chiffre politique, c'est le nombre que les manifestants ont conscience d'être ».

Nous avions convenu que je présiderais ce meeting. Après les remerciements d'usage et une brève introduction, je m'attachais essentiellement à présenter les orateurs, en particulier Garaudy et Thorez, en mettant en exergue leurs qualités d'hommes et de dirigeants du parti, sous la forme d'une succincte biographie. Je n'ai rien conservé de cette présentation improvisée, mais il est certain qu'en ce qui concerne le secrétaire général, j'ai dû faire la bonne mesure de louanges dithyrambiques.

Une remarque me revient au souvenir de ce meeting, le plus imposant du point de vue nombre de participants et le plus important de tous ceux au cours desquels j'ai été amené à prendre la parole : on peut être rôdé par des réunions quotidiennes, habitué par cela même à la pratique des foules, un rassemblement d'une telle importance, qui vous confronte tout à coup avec des dizaines de milliers d'auditeurs enthousiastes, garde un côté insolite, fait à la fois de crainte et de griserie. Je comprends qu'à doses répétées, ce sentiment de puissance, qui ne crée au début qu'un état euphorique, comme le ferait une drogue, puisse se transformer en un redoutable poison capable de modifier rapidement les sentiments et les comportements des hommes. Je ne dirai rien des trois interventions faites, la dernière, celle de M. Thorez, retraçant à grands traits notre politique du moment. On en trouvera de larges extraits dans *La Voix du Midi* du lendemain.

La partie politique du meeting étant terminée, commence alors le défilé des délégations venant à la tribune offrir des cadeaux à Thorez. Je dois préciser que, dans les jours précédent la venue de M. Thorez, c'est l'un des délégués de la commission centrale d'organisation qui avait réglé ce détail des cadeaux avec les responsables des sections ; cela correspondait à une cérémonie rituelle qui, en province, nous était heureusement encore inconnue. Le défilé des délégations que j'annonçais au micro dura une bonne heure ; les cadeaux s'amoncelaient sur la table et, pour dégager, je les faisais déposer sur l'estrade. On connaît le plaisir qu'éprouvait M. Thorez à recevoir des cadeaux ; ce jour-là, il fut particulièrement comblé car, le lendemain, il fallut mettre à sa disposition deux grandes voitures pour ramener le tout à Paris. Cette offrande lui permit une nouvelle fois d'insister sur l'un des mots d'ordre essentiel de notre politique : « Produire d'abord ». Une délégation de communistes d'une usine d'aviation lui ayant offert une fort belle pièce dont l'assemblage avait dû nécessiter de longues heures de patient travail, en s'approchant pour la remercier il dit au micro de façon à être entendu de la foule : « J'espère que ça n'a pas été fait à " la perruque " [10], sinon je le refuse ». Et plus haut : « Les usines d'aviation ont des choses plus importantes à fabriquer pour continuer la guerre que des cadeaux destinés au secrétaire général du P.C. ». On sent tout ce qu'il y avait de propagandiste dans cette remarque qui laissa nos camarades tout pantois.

En soirée, dans la salle comble du Parc des Sports, avait lieu un gala de la jeunesse au cours duquel Jeannette Vermeersch prit la parole. Nous avions convenu que j'y représenterais la direction régionale, ce que je fis. Evénement imprévu : alors que j'avais minutieusement préparé et réglé tout le planning du séjour de M. Thorez, une rencontre non prévue par moi avait lieu au moment où l'on

10. Perruque en argot de métier signifie : pendant les heures de travail.

m'avait exilé au Parc des Sports. Un repas « fraternel » (écrira la presse le lendemain) réunissait autour de M. Thorez, H. Dupont, A. Wurmser, R. Garaudy, le colonel Raynaud représentant le général Collet, deux camarades qui seront élus adjoints au maire de Toulouse aux élections d'avril, et enfin Pierre Bertaux, commissaire de la République. C'était là assurément une bien curieuse assemblée « fraternelle ». Que s'est-il dit au cours du repas et surtout après, je n'en saurai certainement rien, aucun écho n'ayant transpiré. P. Bertaux[11] mentionne ce repas, en citant seulement le compte rendu dans la presse du lendemain mais ajoute : « En effet, j'avais avec M. Thorez, un entretien remarquable par sa franchise et sa cordialité ».

Si l'on se souvient qu'en peu de temps j'avais eu deux démêlés sérieux avec Bertaux, il est permis de penser qu'il s'en soit plaint au secrétaire général du P.C. lequel n'avait aucun intérêt à mécontenter le représentant du pouvoir central, et le télégramme du 17 janvier prouverait même une certaine connivence.

Le lundi matin, avant de regagner Paris, Maurice Thorez et son entourage décidèrent d'aller passer la journée à Noailles, petite commune du Tarn, proche d'Albi, chez la veuve de Marius Dupont, ancien responsable de la commission centrale de contrôle, inhumé dans le cimetière de la commune. Les trois secrétaires régionaux avions été invités à participer à cette journée de détente. Arrivés de bonne heure dans la matinée, après nous être recueillis sur la tombe du disparu, comme il restait une heure à attendre avant le déjeuner, il fut décidé que nous irions cueillir des poireaux sauvages, abondant dans une vigne voisine. Eh oui ! Cette scène champêtre peut paraître étrange de la part du secrétaire général du P.C., mais je reconnais volontiers qu'il y participa de bonne grâce et sembla y prendre même beaucoup de plaisir. Comme il paraissait très détendu, c'est à ce moment que j'ai hasardé une question qui me préoccupait depuis la veille : « Ne te sens-tu pas gêné, en tant que responsable national du parti des travailleurs, de recevoir autant de cadeaux et surtout dans la période présente ? ». J'avoue que je ne mettais dans cette interrogation aucune intention désagréable, je la posais sans arrière-pensée, mais j'en conviens aujourd'hui, avec une bien grande naïveté. J'avais été frappé la veille par la quantité et la valeur des cadeaux et j'avais songé aux sacrifices financiers que ces offrandes avaient dû représenter pour certains camarades dont je connaissais la situation.

Je me souviens que sur le moment, sa réponse fut assez évasive, mais lorsque nous fûmes à table pour le déjeuner, elle fut immédiate et percutante. Non, il n'était pas gêné par une telle quantité de cadeaux, car elle était la marque d'un attachement profond des militants à leur parti, car c'était bien le parti tout entier qui était honoré en la personne de son secrétaire général. Et d'ajouter qu'il trouvait anormal qu'un secrétaire régional puisse ne pas avoir compris cela et pose une telle question pouvant être interprétée comme un critique. Suivit une longue explication démontrant l'unicité de la fonction, de sa personne et du parti, unicité faisant que toute critique s'adressant à l'un ou à l'autre se rapportait au tout. Et de conclure en rappelant qu'en Union Soviétique, les ennemis du parti avaient commencé à attaquer et dénigrer le camarade Staline avant que de s'attaquer au parti et à l'Union Soviétique. Les responsables et le parti forment un tout et vouloir les dissocier relève d'une déviation condamnable. Je fus abasourdi par ce développement qui ne pouvait être motivé par ma seule interrogation, celle-ci

11. P. Bertaux, *op. cit.*, p. 143.

n'ayant rien de critique. Longtemps après, j'ai réalisé ce que ma question innocente avait pu être gênante, posée devant témoins à quelqu'un qui avait tant contribué à instaurer dans le parti le culte de sa propre personnalité. De même j'ai compris que la sécheresse de la réponse qui me fut faite n'était pas sans rapport avec la décision prise la veille, je le suppose, à mon sujet.

Un mot sur Jeannette Vermeersch. Son comportement ce jour-là fut étrange, et frisant même l'impolitesse, parce que contrastant avec la chaleur de l'accueil qui nous fut réservé par Mme Dupont. Par exemple, elle refusa de participer au repas, restant enfermée dans une chambre à l'étage. Maurice Thorez eut ce mot : « Il ne faut pas insister, Jeannette a sa crise, elle boude ». Hormis la réponse qu'il donna à ma question « saugrenue », la conversation, pendant tout le repas, porta sur Napoléon pour qui Thorez nous dit avoir une grande admiration. Nous nous séparâmes en fin d'après-midi, nous pour rentrer à Toulouse, lui et son entourage pour rejoindre Paris. Je ne devais plus le revoir.

11. La conférence régionale

Organisée selon la méthode classique et avec le soin particulier qui s'attache à une manifestation de ce genre, la conférence régionale se tint à Toulouse, dans la salle des fêtes du Parc des Sports les 7 et 8 avril 1945. Raymond Guyot, membre du Bureau Politique, y représentait la direction nationale du parti.

La conférence avait été précédée par la diffusion dans le parti, d'une brochure qui donnait dans des rapports introductifs succincts, le sens général des interventions qui seraient faites par les divers responsables. C'est dans cet esprit, qu'ayant axé mon rapport sur l'organisation du parti, ses réalisations, ses faiblesses, ses perspectives, je lui donnai pour titre : « Pour un Parti toujours plus fort..., toujours mieux organisé ».

Pendant plusieurs semaines, le travail de la commission d'organisation fut essentiellement consacré à la préparation de cette conférence et, de l'avis unanime, ce fut un succès tant par la participation massive des organisations du parti, que par l'impression de force qu'elle donna, et par le retentissement qu'elle eut à l'extérieur. La machine était vraiment bien rôdée. Au risque de choquer, je n'hésite pas à affirmer que le but de cette préparation n'était pas un congrès, mais une fête, un grand spectacle bien réglé, et ce n'était pas là l'exception mais la règle générale.

Je reviens à la conférence fédérale pour prendre un exemple de son déroulement minutieusement préparé. Le dimanche 8 avril, dans l'éditorial de *La Voix du Midi* que je composais sous le titre « Notre conférence régionale au service de la France », je rends compte des travaux de la première journée et n'hésite pas à mentionner la « tenue et la haute portée politique des interventions faites à la tribune »... Or, la veille, j'avais présidé la conférence et, en soirée, dirigée les travaux de la commission d'organisation, c'est-à-dire que je n'avais pu disposer d'un seul instant de liberté pour rédiger cet éditorial. Alors !... La vérité m'oblige à dire qu'il était déjà rédigé depuis huit jours. Lorsqu'on sait que Dupont avait présenté le rapport politique dans la journée du samedi de même que Mounès le rapport paysan, et qu'un débat les avait suivis, on voit quel cas on pouvait faire des interventions de délégués de la base, dans un compte rendu rédigé à l'avance.

Relisant le minutage de la conférence, après avoir décompté le temps d'intervention des « ténors » qui, obligatoirement, doivent s'exprimer :

- H. Dupont Rapport politique
- M. Thourel » sur l'organisation du parti
- P. Requier » de politique étrangère
- C. Jourdan » de la commission de contrôle
- E. Mounès » paysan
- E. de la Roque » sur la presse
- R. Sentenac » sur l'éducation
- E. Gaussen » sur la diffusion
- Caussat » sur la trésorerie
- E. Bonnes » de la commission électorale
- Sibillaud » sur le travail syndical
- G. Benichou » sur *La Voix du Midi*
- Le discours de clôture de Raymond Guyot
- La lecture de nombreuses résolutions et adresses
- L'élection de la direction.

On constate que les 1 200 délégués présents, représentant 8 181 adhérents répartis dans 450 cellules, eurent droit à environ deux heures, réparties sur quatre séances, pour intervenir sur les rapports ou plus exactement pour les approuver. Cette inexistence de débat, cette parodie de démocratie, si choquante de nos jours, était-elle ressentie de cette façon à l'époque ? La vérité m'oblige à répondre par la négative. Que ce soit à la direction ou à la base, nul n'aurait pu se formaliser de cette pratique courante, car il ne serait venu à l'esprit de personne de supposer qu'une conférence régionale puisse avoir une quelconque incidence sur l'élaboration de la politique du parti. Tout au plus pouvait-on préciser les meilleures conditions de son application, mais ce point aussi était déjà décidé et codifié, la ligne politique étant livrée, comme un appareil ménager, avec son mode d'emploi. Aussi s'établissait-il une sorte de complicité entre les dirigeants et les dirigés, les uns et les autres connaissant les limites des propositions, à défaut de décisions, accordées à une conférence qui, en définitive, n'était qu'une grande fête à laquelle l'élite des militants était conviée. Elle y participait comme les croyants à la grand'messe les jours de fêtes carillonnées.

C'était là motifs à réjouissances communes dans l'allégresse des retrouvailles. On saluait l'apparition de visages nouveaux en oubliant certains déjà « effacés », et l'on se laissait griser par le cérémonial minutieusement réglé qui accompagnait toute manifestation importante du parti. Enfin, et ce n'était pas là un des moindres motifs de ces rassemblements, la manifestation de la force calme et tranquille du parti et de ses capacités organisationnelles, permettait au militant de refaire son plein d'énergie en confortant sa foi en un parti à nul autre pareil.

J'ai indiqué que l'éditorial rendant compte de la première journée de la conférence était déjà rédigé plusieurs jours à l'avance, mais il n'y avait pas que cela. Dans la semaine précédente, nous avions déjà préparé la répartition des interventions, les résolutions qui seraient présentées et adoptées par les diverses commissions devant siéger le samedi soir. Certaines adresses qui seraient présentées à la conférence, notamment celle au parti socialiste et celle au comité central ; également la résolution finale, lue à la clôture de la conférence. Tous ces textes furent préalablement soumis à Raymond Guyot, dès son arrivée le vendredi. Dans la

semaine précédant la conférence avait également été dressée la liste des camarades devant constituer la commission des mandats, ainsi que la commission politique chargée, en principe, de diriger la conférence. Enfin, et c'était là l'un des aspects les plus importants, nous avions établi la liste des militants devant composer la nouvelle direction régionale. A quelques exceptions près, l'ancienne direction fut reconduite, augmentée de quelques nouveaux. C'est ainsi que j'eus la possibilité de faire intégrer à la nouvelle direction Tanière et Prévost, deux camarades particulièrement efficaces de la commission d'organisation. A l'issue de la dernière séance, la nouvelle direction fut proposée à l'assemblée, avec tout le cérémonial habituel, manœuvre servant à masquer ce choix autoritaire et antidémocratique. Bien entendu, l'assemblée, debout, selon le même rite, ratifia chaque nom, un à un, par des acclamations [12].

Ainsi, comme on le voit, rien n'était laissé au hasard dans le fonctionnement de cette machine parfaitement huilée. La conférence se déroula sans imprévus, dans le cadre dont la parfaite décoration rehaussait la solennité. A noter une particularité qui a son importance parce qu'elle fut éphémère, tout en indiquant bien dans quel climat de patriotisme chauvin baignait le P.C.F. à ce moment. Le devant de la tribune officielle était décoré du drapeau rouge de la région toulousaine mais s'il était timbré de la faucille et du marteau, on distingait aussi, dans un angle, l'estampille du drapeau tricolore. Cela ne suffit-il pas, mieux que plusieurs pages d'exégèse, à expliquer la politique du P.C.F. à cette époque ? Pour en terminer avec la conférence, à l'issue de la dernière séance, la nouvelle direction se réunit et désigna le secrétariat. Aucune surprise, les trois secrétaires furent, comme prévu, reconduits dans leurs fonctions. Je restais donc secrétaire régional à l'organisation, mais pas pour longtemps.

La narration du déroulement des travaux de l'instance la plus élevée du P.C. dans la région, peut paraître caricaturale aux uns, diffamatoire aux autres, dans tous les cas fortement exagérée à l'esprit de camarades communistes d'aujourd'hui, non instruits des choses d'un passé lointain qu'ils n'ont pas connu et dont on ne doit pas leur parler.

Le 9 avril, trois jours après la conférence régionale, j'assurais un meeting au théâtre de Lavelanet. La salle comble, l'ambiance particulièrement chaleureuse de la population de cette ville, en majorité ouvrière, apportaient ce soir-là, un éclat particulier à cette réunion. S'agissait-il d'un sentiment étrangement prémonitoire ? Je me souviens avoir parlé pendant au moins deux heures, sans remarquer le moindre relâchement d'attention de la part de l'auditoire. Le souvenir de cette réunion reste inoubliable, peut-être parce qu'elle fut la dernière. Etait-ce un signe ? J'avais l'impression qu'il fallait que j'arrache en moi tout ce que j'avais de persuasion pour faire partager ma conviction à mes auditeurs. J'étais loin de soupçonner à ce moment que c'était la dernière fois que je parlais en public au nom de mon parti.

12. Il ne faut pas croire que ce « déroulement » des congrès ne se pratiquait qu'à l'échelon régional. Roger Pannequin, ancien membre du C.C., décrit dans *Adieu Camarades*, pp. 164, 254, 255, comment comptes rendus, interventions, résolutions finales, direction étaient préparés par le secrétariat national bien avant l'ouverture des congrès.

10

L'exclusion

Le motif, les causes réelles, les méthodes

En rédigeant ce chapitre [1], je vais revivre les souvenirs les plus dramatiques de ma vie de militant, ceux qui m'ont marqué plus que tous les autres.

Même trente années après, rouvrir des plaies, étudier le fonctionnement de la machinerie inhumaine destinée à broyer des communistes, et à l'emprise de laquelle j'ai pu échapper, me replonger dans la solitude glacée qui fut mon lot pendant quelques mois, est une vision difficile à supporter, même avec le recul du temps. Mais plus que cela encore, me souvenir que tout à coup et sans préparation j'ai perdu toutes mes illusions et par là touché le fond du désespoir.

Si pénible que puisse être l'évocation de ces souvenirs enterrés au fond de moi depuis tant d'années, il faut pour que la narration de l'aventure que fut ma vie militante soit complète et vraie, que je me retrouve à cet instant où je découvre, accablé, que l'idole que j'ai adorée est creuse et que des mains que je croyais fraternelles sont celles de procureurs levées pour un réquisitoire. Quel désespoir que d'avoir la révélation brutale que l'on a servi des hommes indignes qui ont confisqué à leur profit un idéal généreux auquel malgré l'épreuve on veut se cramponner comme à une bouée et auquel on veut croire encore. Enfin, se rendre compte de l'audace dont il a fallu faire preuve pour, avec une poignée d'amis fidèles, un an après reprendre le combat, sous l'injure, la calomnie et les menaces physiques et cheminer à nouveau sur la route à la recherche de la vérité. Tout cela je vais le revivre en ces lignes, je l'accepte une dernière fois avant de chasser à jamais ce monument de mensonge et d'imposture de mon esprit. Il faut que je me soumette à cette dernière épreuve, quand ce ne serait que pour éclairer un éventuel lecteur sur ce que fut le stalinisme, non pas seulement en Union Soviétique, mais en France, dans mon parti.

Le motif officiel invoqué pour mon exclusion fut d'avoir en 1941, en mars, du camp de Nexon où j'étais interné, adressé une demande de libération au maréchal Pétain. Enoncé aussi sèchement, ce motif justifie largement par lui-même mon exclusion, surtout si ma libération obtenue, j'avais, sans rechercher le contact avec le parti, attendu sans rien faire la fin de la Résistance pour reparaître ; ce fut loin

1. Chapitre annoté par l'auteur.

d'être le cas, puisque j'ai occupé en 1943, 1944 et une partie de 1945 d'importantes responsabilités dans le parti. Pour bien comprendre mon cas qui fut aussi celui de nombreux militants du P.C., il convient de le replacer dans la période de l'histoire qui va de l'armistice de juin 1940 à l'attaque de l'Union Soviétique par l'Allemagne le 21 juin 1941. Pendant cette période dans la zone occupée, la position de la direction clandestine du parti fut assez équivoque quant à la résistance à l'occupant, généralement ignoré dans les publications officielles et notamment dans *l'Humanité* clandestine si ce n'est pour se féliciter d'un certain rapprochement !

Travailleurs français et soldats allemands
Il est particulièrement réconfortant, en ces temps de malheurs, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec les soldats allemands soit dans la rue soit au bistrot du coin. Bravo, camarades, continez, même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants[2].

Fraternité franco-allemande
Les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient. Nous en sommes heureux, apprenons à nous connaître...[3].

A la même époque se situe la demande faite aux autorités allemandes de faire paraître légalement *l'Humanité*. Ce désir est exprimé dans tous les numéros clandestins qui vont paraître à ce moment.

Autre signe d'attitude équivoque à l'égard de l'occupant : l'appel du 10 juillet 1940 signé de Maurice Thorez et de Jacques Duclos. On peut faire plusieurs lectures de ce texte dans sa version originale, on n'y trouvera pas une seule fois cité le nom de Hitler, pas une seule fois mentionnés les mots nazis ou fascisme, pas une seule fois il n'est fait mention de l'occupant allemand, enfin pas une seule fois n'apparaît dans le texte le mot de résistance. Malgré cela, il ne serait pas juste de nier qu'il y eut des actions de résistance dans la zone occupée. Elles le furent à l'initiative de militants isolés ou spontanément regroupés qui pouvaient ne pas être au fait de la politique officielle du parti, ou avaient décidé de passer outre, restant ainsi dans la foulée de la politique antifasciste d'avant 1939. Ne pas rendre hommage à ces militants en niant en bloc toute participation des communistes à la Résistance, n'aurait-elle été qu'individuelle, avant 1941, serait non seulement une atteinte à la vérité historique, mais une infamie, un outrage à la mémoire des héros qui pour beaucoup payèrent de leur vie ou de leur liberté ces actes de courage. Ils furent l'honneur du parti.

Pour la zone Sud, dite zone libre, dans laquelle je me trouvais, la situation est plus claire. Une chose est certaine, et je peux en porter témoignage, c'est que jamais, soit dans les contacts que j'ai pu avoir après ma démobilisation, soit pendant mon internement, ni par écrit, ni oralement, il ne fut question de Résistance. Les instructions que me donna Roucaute en août 1940 ne visaient qu'à la reconstruction du parti, sans que soit jamais prononcé le mot de résistance. D'ailleurs, cette attitude était parfaitement logique, on ne peut résister qu'à quelque chose qui existe. Or, aucun Allemand ne se trouvait alors en zone libre. Dans leur ouvrage H. Noguères, M. Degliane-Fouché et J.-L. Vigier, à qui on ne peut reprocher le manque d'objectivité écrivent :

---

2. *L'Humanité*, n° 59, 4 juillet 1940.
3. *L'Humanité*, n° 64, 13 juillet 1940.

Les communistes en zone sud

Le bloc constitué par le parti communiste et le Front National mérite une attention particulière. On pourrait croire, en effet, que nous en avons jusqu'ici minimisé l'importance, tout au moins en ce qui concerne la zone sud.

S'il en était ainsi nous ne serions pas les seuls ; il faut en effet beaucoup chercher pour trouver dans l'historiographie communiste officielle quelques allusions épisodiques à l'action menée en zone sud avant 1943 par le P.C.F., le Front National, ou les F.T.P. [4].

Le jugement est sévère mais il semble confirmé par les faits. Il est certain que si en 1941 et 1942 par exemple il y avait eu dans ma région une activité communiste conséquente, les camarades de Verdun-sur-Garonne et moi-même aurions eu moins de difficultés à trouver le contact avec le parti communiste. Dans une note manuscrite remise à Dominique Porté, Jean Clamens écrit dès la première ligne :

La résistance effective commence début 1943...

C'est la confirmation de ce que j'ai toujours affirmé lorsqu'il me sera reproché, plus tard, de n'avoir pas mis suffisamment de zèle à rechercher le contact. Ce reproche en fait est collectif car, en attendant le contact, nous avions organisé le parti dans notre localité. A défaut d'actions apparentes du parti dans les années 41-42, d'autres comme nous ont pu se regrouper, mais ce ne furent là qu'initiatives spontanées.

1. L'état du parti

Un autre élément à prendre en compte pour une analyse objective, est l'état du parti pendant cette période, d'après ce que l'on en sait. La mobilisation avait touché un grand nombre de communiste dont certains resteront prisonniers en Allemagne. L'exode en aura déplacé d'autres.

Dès la signature du pacte germano-soviétique et la dissolution du parti, la répression s'abattit brutalement sur ses membres non mobilisés. C'est ainsi que le gouvernement Daladier fit procéder à l'arrestation de 3 500 communistes. Le potentiel militant était à ce point atteint que Jacques Duclos rapporte qu'à l'entrée des Allemands à Paris il y avait environ 180 à 200 camarades plus ou moins organisés [5]. Lorsque l'on sait qu'en octobre 1940, trois cents communistes furent arrêtés à Paris on devine l'état quasi inexistant du parti dans la capitale.

En province, la situation est aussi grave sinon pire. A l'automne les vagues d'arrestations se succèdent laissant le parti exsangue. C'est ainsi qu'en mars 1941, Vichy pourra revendiquer 18 000 emprisonnés politiques, communistes pour la plupart. Quant aux internements dans les camps, c'est par dizaines de milliers qu'ils se comptent. Pour avoir une idée de l'ampleur de la répression on peut faire référence aux chiffres donnés dans *l'Humanité* clandestine :

Dans les prisons et les camps
des milliers de travailleurs communistes sont emprisonnés [6].

---

4. *Histoire de la Résistance en France,* Laffont, tome 2, p. 628.
5. Jacques Duclos, *Mémoires,* tome III, livre 1, p. 72.
6. *L'Humanité,* n° 86, doublant celui du 31 octobre 1940.

La libération des emprisonnés
...la mort fauche les combattants de la liberté tel le jeune ouvrier stéphanois Mazet ou le vieillard ardéchois Monteil assassinés dans les camps. Ils sont 100 000 qu'il faut secourir et faire libérer par l'action des Français épris de liberté[7].

Le chiffre de 100 000 internés ou emprisonnés sera repris dans le n° 106 du 30 mars 1941. Ce chiffre indiquant le nombre de communistes privés de liberté est énorme, surtout si l'on tient compte qu'il concerne les militants les plus dynamiques, des cadres expérimentés pour la plupart. On comprend que, privé de ses cadres, le parti, ou ce qui en subsistait, pouvait difficilement se reconstruire et plonger dans la clandestinité et être, à ce moment, le parti efficace et combatif qu'il sera à partir de 1943.

Les camps de concentration sont d'immenses réservoirs étanches dans lesquels le parti trouvera les éléments nécessaires à sa structuration clandestine le moment venu.

2. Les camps, réserves de militants

Je viens d'employer le terme de « réserves étanches » pour désigner les camps d'internement. Malgré ce que l'expression peut avoir de choquant, elle est bien caractéristique d'une réalité. Je précise que cette appréciation concerne la période qui va du début de septembre 1940 à la fin du mois de mai 1941, c'est-à-dire celle pendant laquelle j'ai été moi-même interné.

Deux éléments pour appuyer cette thèse : la facilité avec laquelle on a pu procéder à notre arrestation et l'espèce de passivité avec laquelle nous avons subi notre internement.

Arrêté en même temps que cinq autres camarades de Toulouse, je dois indiquer dans quel état d'esprit nous nous trouvions au moment de notre arrestation. Depuis trois jours nous la sentions imminente car personnellement (et mes camarades également), j'avais entendu à la radio la décision du gouvernement de Vichy de remettre en application le décret du 18 novembre 1939, relatif aux individus dangereux pour la sécurité publique et la défense nationale. Etant prévenus de la menace, nous aurions pu nous mettre préventivement à l'abri d'une arrestation en changeant de domicile ou de localité. Ni à moi, ni à mes camarades l'idée n'en est venue ; des six internements décidés pour Toulouse par le préfet, tous furent exécutés le même jour. Sans nous soustraire préventivement à l'arrestation, nous aurions pu nous échapper lorsque celle-ci eut lieu. Personnellement, deux gendarmes vinrent m'arrêter à 6 heures du matin à mon domicile, 60, rue des Champs-Elysées. M'attendant dans la salle à manger, ils m'avaient autorisé à aller m'habiller dans la chambre dans laquelle je suis resté seul, pendant au moins 10 minutes. La fenêtre donnant sur la rue et élevée de moins de quatre mètres, j'aurai pu facilement, même sans drap de lit, m'échapper et mettre beaucoup de distance entre mes anges gardiens et moi avant qu'ils ne se rendent compte de ma disparition. J'ai su par mes camarades arrêtés le même jour, que tous avaient eu des occasions semblables.

Un autre exemple de l'état d'esprit du moment. Au camp de Buzet-sur-Baïse, le camarade G... (je n'aurai pas la cruauté de donner son nom car il est peut-être

7. *L'Humanité*, numéro imprimé, non daté, publié entre le 16 et le 21 novembre 1940.

encore membre du P.C.) franchit un soir l'enceinte du camp pour aller passer la nuit avec sa femme à l'hôtel du village, et de la même façon, rentra sagement au camp à l'aube. Certains internés ont obtenu des permissions de deux ou trois jours pour des raisons familiales, décès en particulier dans leur famille. A ma connaissance, tous sont retournés au camp, permission terminée. On peut s'interroger sur le fait que des militants politiques réputés pour leur activité et leur esprit d'initiative n'envisagent aucune tentative pour recouvrer la liberté. Par ma propre expérience je peux tenter d'apporter deux éléments de réponse à cette question. S'évader, cela n'était pas impossible, mais pour aller où ? Le retour dans la famille étant interdit, restait l'aventure sans cartes d'alimentation, sans identité de rechange, et sans contact avec le parti. Alors, le séjour au camp semble préférable car on reste dans la « famille communiste », d'où contact ultérieurement possible avec le parti, persuadés que nous étions, qu'il nous ferait sortir d'une façon quelconque lorsque le moment serait venu.

Je peux affirmer et nul ne me contredira sur ce point que du 8 septembre 1940 au 20 mai 1941, mis à part deux droits communs à Buzet, aucune évasion ne s'est produite dans les trois camps par lesquels je suis passé. Cela n'empêchera pas au moment de mon exclusion, d'encourir le reproche « d'avoir refusé de m'évader ». Le procédé serait cocasse s'il n'était caractéristique d'odieuses méthodes. Cette absence d'évasion ou même seulement de tentative, laisse supposer que la direction du parti ne tenait pas à voir ses militants s'évanouir dans la nature et devenir ainsi irrécupérables. Il était préférable de les voir regroupés dans des camps, dans lesquels il pouvait avoir des liaisons, donc un contrôle permettant de faire sortir sélectivement les militants qui lui seraient utiles. Bien sûr, il n'est pas possible d'affirmer que sous le coup des « illusions légalistes » le parti ait pu donner l'ordre de ne pas s'évader mais un certain nombre de témoignages curieusement concordants semblent accréditer cette idée :

Ecoutons Lucien Midol, ancien député communiste :

Cette question d'évasion a d'ailleurs été évoquée à Valence, mais faute d'indications du parti et ignorant les éléments géographiques nécessaires cette idée ne fut pas retenue... [8].

Autre témoignage de Jules Léguy, militant d'une cellule du Perreux, arrêté en octobre 1940 :

Charles Michels l'avait dit à tous les responsables des chambres : il faut travailler, revendiquer et ne pas s'évader. Il faut attendre d'avoir des contacts avec l'extérieur.

...Leguy et quatre autres retournent jusqu'aux cars accompagnés par deux gendarmes. Ils vont chercher leurs bagages. Ils pourraient s'enfuir... l'occasion est belle. Non, Leguy y a bien songé, mais les ordres sont formels. C'est toujours interdit de s'évader [9].

Charles Michels, député communiste, devait être fusillé avec les vingt-sept otages de Châteaubriand.

Encore un témoignage, celui de Louis Molinier, ancien secrétaire de la région du Gard interné en novembre 1940 au camp d'Oraison (Basses-Alpes).

8. Lucien Midol, *La voie que j'ai suivie*, Editions Sociales, 1973, p. 175.
9. Claude Angeli et Paul Gillet, *Debout partisans. Les Communistes dans la Résistance*, Fayard, 1970, pp. 236, 260 et 261.

Nous étions à Oraison depuis un mois et demi environ lorsque nous eûmes vent des nouvelles dispositions que Pétain et son gouvernement prenaient, sur ordre des Allemands, pour mieux nous tenir. Malgré notre désir de nous soustraire à cette détention « surveillée » nous avions besoin pour cela de contacts avec l'extérieur, mais le parti, en pleine organisation du travail clandestin, nous demandait de patienter un peu. Chacun devant être contacté, selon les possibilités, à tour de rôle[10].

On pourrait multiplier les témoignages. Tous concordent sur un point : pas d'évasion sans accord ou ordre du parti. Des évasions eurent lieu mais beaucoup plus tard. Avant juin 1941 existait une possibilité moins hasardeuse de faire sortir des militants. Ce fut de faire établir par les internés des demandes de libération. Cette pratique permettait la libération légale de l'interné qui pouvait être rapidement contacté et utilisé par le parti. Si la première opération fut simple, la seconde le fut moins, car la récupération du militant supposait que le parti soit organisé et c'était loin d'être le cas à cette époque.

3. La demande de libération

J'ai indiqué sommairement au chapitre relatif à mon internement, comment dans la première quinzaine de mars 1941 la direction du parti au camp de Nexon, au travail de laquelle j'étais associé avait reçu une circulaire ronéotypée, sur papier de couleur jaune par laquelle il était conseillé de faire sortir des militants en leur faisant établir des demandes de libération adressées aux plus hautes autorités françaises : Pétain, Laval, etc. Des cadres expérimentés devaient être choisis de préférence, afin de participer à la reconstruction du parti illégal. Il me faut revenir sur cet événement important en raison des répercussions qu'il aura par la suite pour moi et pour d'autres, et des controverses qu'il aura suscitées.

Le 17 mars 1941, je fus pressenti par un responsable du parti (Faure me semble-t-il sans qu'il me soit possible de préciser) pour faire, par lettre, une demande de libération adressée à Pétain. D'autres demandes semblables furent échelonnées sur environ un mois. J'ai toujours supposé que ma « spécialisation » en matière d'organisation avait présidé à ce choix, car c'est surtout d'organisateurs que semblait avoir besoin le parti en cette période difficile.

Ma lettre rédigée le jour même et communiquée au responsable, était un désaveu de la politique du parti avec lequel je déclarais avoir rompu depuis août 1939. Elle était assortie du double d'une soi-disant lettre de démission que j'aurais envoyée au comité central à la suite de la signature du pacte germano-soviétique. Comme on le voit, j'affirmais toutes sortes de choses contraires à la vérité. En outre, je ne lésinais pas sur les termes employés afin de convaincre d'un repentir sincère. On me demandait de sortir, je fis tout ce qu'il fallait pour y parvenir. En effet, l'arrêté d'internement pris à mon encontre par le préfet de la Haute-Garonne fut reporté. Je quittais le camp de Nexon le 21 mai, après avoir donné aux responsables l'adresse où « assigné à résidence » (Verdun-sur-Garonne) le parti pourrait me contacter ; j'attendrai ce contact jusqu'en 1943.

Au sujet de ma lettre, il est évident qu'en 1945, lorsque le parti la « sortira »

10. Louis Molinier, *Un militant communiste languedocien raconte*, 1979, pp. 194 et 195.

en récusant qu'elle ait été faite sur directive, et en omettant de dire ce que par la suite j'avais fait pour le parti, ma démarche pourra être jugée sévèrement par ceux qui la liront. N'ayant pas conservé de double de cette lettre, je ne pus la relire qu'en 1946 lorsqu'elle fut publiée, dans une brochure, par la fédération du Tarn-et-Garonne. Depuis lors, je suis persuadé que le contenu en a été modifié, que des passages ont été ajoutés. Ce qui me porte à supposer une falsification de texte, c'est qu'au même moment la proposition d'exclusion me concernant était publiée dans deux fédérations, en deux versions différentes. Dans l'une certains passages ayant été volontairement supprimés. C'est fort de cette preuve de truquage que je n'ai cessé de demander qu'une photocopie de l'original de ma lettre me soit communiquée. Je perds l'espoir d'avoir un jour satisfaction.

4. La réfutation du P.C.

Il faut maintenant voir quelles furent les réactions du parti après la Libération, au sujet des demandes de libération, qui furent conseillées.

Les versions les plus fantaisistes ont été avancées :

- Initiatives individuelles d'éléments sans contrôle et sans contact, prises après l'arrestation de la direction de la zone Sud à Lyon.
- Initiative isolée d'irresponsables, comme Jacques Duclos l'affirma pour condamner les militants qui firent les démarches en vue d'obtenir l'autorisation de faire paraître légalement *l'Humanité.*
- Fausses directives transmises par l'intermédiaire d'agents de l'ennemi. Ce sera la version donnée, après la Libération, par la direction du parti au sujet des demandes de libération :

...L'ennemi réussit à jeter le trouble soit par l'intermédiaire de ses agents plus ou moins camouflés, soit en utilisant de faux documents du parti, soit par de fausses directives *(souligné par moi) pour égarer les militants* [11].

Il sera donc reproché aux militants de ne pas avoir éventé le piège en une période d'extrême confusion, comme si nous avions été habitués à douter d'une directive reçue et à la contester.

Depuis plus de trente années j'affirme que ma demande de libération a bien été faite sur directive reçue. Passée la période de polémique qui en Tarn-et-Garonne suivit mon exclusion, je n'ai jamais été contredit sur ce point. Je l'ai écrit dans des brochures, revues, articles de presse, je l'ai dit dans des réunions sans recevoir le moindre démenti. Si j'ai toujours déclaré qu'il y avait eu directive, je n'ai jamais affirmé qu'elle émanait de la direction centrale ou d'une délégation de cette direction, ou encore d'éléments responsables isolés. Je n'ai jamais dit non plus qu'elle toucha tous les camps. On ne peut mettre cette imprécision qu'au compte de la désorganisation du parti à cette époque. Charles Tillon, semble apporter une réponse :

Il était naturel que des interprétations différentes fussent données aux événements et aux problèmes politiques par des dirigeants séparés, isolés, sans direc-

11. *La vie du Parti,* octobre 1944.

tion collective en état de définir une ligne après discussion. C'est dans ces conditions qu'il faut comprendre les différentes attitudes prises par les membres du comité central du parti communiste français au même moment, dans des régions différentes[12].

Ce témoignage prend toute sa signification lorsqu'on sait que Charles Tillon fut l'un des trois responsables nationaux du parti clandestin.

Il est à craindre que cette question de responsabilité ne soit jamais définitivement tranchée, sauf découverte de documents faite par des historiens, soit reconnaissance du fait par le ou les responsables eux-mêmes. Après la Libération des militants furent écartés du parti, car selon un postulat bien établi qui veut que le parti ne se trompe jamais, ce furent ceux qui exécutèrent l'ordre qui furent sanctionnés et non ceux qui l'avaient donné. Ce n'est que la libération du pays assurée que la direction du P.C.F. s'avisera que ces demandes de libération étaient bien gênantes pour « l'honneur du parti des fusillés ». Aussi, elle sanctionnera de façon collective ceux de ses militants qui eurent le mauvais goût de suivre ses directives. J'ai souvent entendu invoquer « l'honneur du parti » et parfois par des personnes ayant perdu le sens de ce mot.

Accuser et condamner des militants pour être sorti des camps en suivant les consignes du parti est une monumentale injustice quand on sait que c'est pour payer les erreurs de la direction que ces militants furent internés. Ces erreurs n'ont jamais été reconnues et ne le seront pas, tant que resteront des survivants de la génération des dirigeants qui en portent la responsabilité. Et cependant, le P.C.F. aurait intérêt à le faire pour démontrer, par des faits, qu'il ne recule pas devant sa propre autocritique. « Il est plus grave, a dit Lénine, de s'aveugler sur une erreur commise que de la commettre ».

5. Les témoignages

S'il est difficile d'établir de façon officielle que la directive a bien été donnée de faire des demandes de libération, il n'en reste pas moins de fortes présomptions étayées par des témoignages écrits et oraux que j'ai pu recueillir moi-même, ou dont j'ai eu connaissance. Le premier document en ma possession est une lettre adressée le 23 août 1945 à Yves Leveque alors responsable du P.C.F. à Verdun-sur-Garonne par Pierre Gouze, à cette époque à Paris, employé au comité central du parti (*voir document* n° 7) :

Sachez me dire si Marcel Thourel est réintégré au parti. J'ai soumis la question au comité central, s'il n'y a que le cas d'avoir renié le parti pour sortir du camp, c'était un mot d'ordre du parti (*souligné par moi*) *et doit être réintégré immédiatement.*

Autre document : une attestation faite par Yvonne Alric le 12 juillet 1946 (*voir document* n° 8) :

*Je soussigné Yvonne Alric (*Vania *et* Claire *dans la clandestinité) certifie avoir eu connaissance en 1941 d'une circulaire qui me fut remise par un responsable du*

12. Charles Tillon, *Les F.T.P.*, Julliard, 1962, p. 83.

parti (en plusieurs exemplaires). Cette circulaire donnait ordre aux militants internés de sortir des camps par n'importe quel moyen. J'ai donné connaissance, à l'époque de cette circulaire à la camarade Abadie et au camarade Monfraix qui peuvent en témoigner.

Autre preuve qui se trouve dans une brochure éditée par la fédération du Tarn-et-Garonne [13].

...Thourel lui-même sait bien que si des camarades sont sortis des camps après avoir signé une déclaration, c'est sous le contrôle et avec l'autorisation du parti dans le camp.

C'est bien là la reconnaissance de ce que je n'ai jamais cessé de dire.

Parmi les témoignages dont je peux faire état :

Celui d'Yvonne Couchet qui, dans un document écrit qui me fut communiqué, affirme en citant plusieurs témoins, que Pierre Couchet son mari, exclu pour un motif identique au mien, avait bien reçu les mêmes directives d'un délégué de la direction nationale.

Interview de Gérard Duprat, ancien député communiste du Lot-et-Garonne et ancien secrétaire de la fédération du même département.

Il a existé des cas où des camarades ont reçu des directives pour sortir des camps par n'importe quel moyen. Des militants ont été encouragés par certains dirigeants à faire des déclarations pour sortir, il n'y a pas de raison que ce ne fut pas le cas de Thourel [14].

Témoignage d'André Jeammaire, résidant en Tarn-et-Garonne en 1945-1946 [15].

J'ai connu des communistes qui ont été libérés des camps dans les mêmes conditions, on ne leur a jamais rien dit. J'en ai connu au moins trois cas, je leur ai parlé.

Claude Willard, historien, agrégé d'histoire apporte publiquement le témoignage le plus probant et le plus récent lors de la soutenance de thèse [16] par Dominique Porté le 4 décembre 1979 à Toulouse. J'assistais à cette soutenance et c'est ainsi que j'ai pu entendre, comme d'autres personnes, Claude Willard, faisant partie du jury dire :

J'ai recueilli des témoignages affirmant qu'il s'est trouvé des cas où des militants ont reçu comme directive de sortir des camps en faisant des demandes de libération. La seule chose qui compte aujourd'hui est l'attitude que ces militants ont pu avoir par la suite.

Voilà je pense une information récente venant d'un historien communiste qui confirme ce que j'ai toujours dit et qui, pour ma part, peut clore le débat sur cette question.

---

13. *L'Hitléro-Trotskysme, son activité, ses agents dans notre département*, Montauban, 1946, p. 5.
14. Interview de Gérard Duprat, par Dominique Porté, 7 novembre 1978.
15. Interview d'André Jeammaire, par Dominique Porté, le 14 juin 1978.
16. Dominique Porté, *op. cit.*

6. La justification de la démarche

Dès la signature du pacte germano-soviétique, la direction du P.C.F. fut déroutée par ce tournant auquel nul ne s'attendait mais qu'il fallait accepter. N'avait pas été prévue : la guerre, le grand nombre de prisonniers, la répression, les arrestations. L'appareil du parti se trouva désorganisé en l'absence de ses cadres éprouvés. Les camps de concentration en France dans lesquels des milliers de militants se trouvaient internés par décision administrative, sans avoir subi de condamnation, étaient les réservoirs dans lesquels le parti savait pouvoir puiser pour reconstruire son appareil, car à partir de 1941, il fallait absolument reconstruire le parti. La préservation de l'appareil a toujours été la préoccupation majeure du parti, car il sait que c'est de lui qu'il tire sa force et que privé de ce corps d'élite il n'est plus en prise sur sa base et sur les masses. Il constitue ses relais indispensables sans lesquels la direction est sourde, aveugle et paralysée. Avoir fait sortir des militants pour les utiliser à la remise en place de l'appareil — bien que la pagaille du moment en laissa bon nombre dans « la nature » sans contact, donc sans utilité — trouve sa justification dans ce souci constant du parti. Lors de mon unique contact avec Roucaute à Toulouse, en août 1940, n'ai-je pas reçu comme unique instruction de prendre des contacts en vue de remettre le parti sur pied, dans la mesure des possibilités du moment ?

Pour tenter de dégager une opinion qui me soit personnelle sur le bien-fondé de la démarche que l'on nous conseilla de faire pour recouvrer la liberté, malgré les moyens employés, je la crois juste, car elle était la suite logique de la politique suivie depuis 1939. L'application de cette politique considérée comme un compromis ayant motivé l'emprisonnement et l'internement de milliers de militants communistes, il semble donc normal que par un autre compromis le parti puisse les récupérer afin d'assurer sa survie. Même si l'on me prouvait que j'ai pu manquer de clairvoyance en faisant une démarche qui n'aurait pas été approuvée par mon parti, c'est-à-dire que je me sois laisser « piéger » par une fausse directive, je ne regretterai rien, du fait que le résultat m'a permis de reprendre le combat par la suite. Je vais même plus loin, en admettant que volontairement et de ma seule initiative, j'aurais fait une demande pour obtenir ma libération, fallait-il par la suite ne voir que l'acte lui-même et oublier de prendre en compte les mobiles qui l'auraient inspiré ? Pouvait-on me condamner en négligeant ce que j'avais fait avant et ce que je fis ensuite ? Pourrait-on appeler lâcheté un geste qui m'a permis de retrouver la liberté pour reprendre un combat clandestin dans lequel je pouvais à nouveau la perdre dans de plus dures conditions ou en affrontant les risques de la torture et au pire la mort ?

Non, même si j'avais agi de ma propre initiative je ne regretterai rien. Je l'ai déjà affirmé maintes fois. Ce que le parti ou ses responsables ont fait en nous incitant à sortir des camps est une des meilleures choses qu'ils firent en cette période. Je l'approuve sans réserve avec une absence totale de regret. En établissant un bilan, je persiste à croire que je fus plus utile à mon parti et à mon pays étant en liberté, qu'encore interné dans un des camps d'où, par centaines, nos camarades sont sortis pour être fusillés par les Allemands. Ayant toujours considéré l'engagement militant quelles que soient les circonstances, comme la forme la plus élémentaire du devoir de classe, ma vie témoigne assez bien, je crois, que je ne fus pas un pleutre, sans pour cela me sentir la vocation du martyr.

Pour en terminer avec les demandes de libération, lorsqu'en 1943 je trouverai enfin le contact avec le parti, je rencontrais Gaston Plissonnier (*Duchêne*) aujourd'hui membre du bureau politique du P.C.F., à la sortie nord de Montauban, sur la route de Nègrepelisse. Je lui remis à cette occasion, la biographie qu'il m'avait demandée lors de sa visite à Verdun-sur-Garonne. A part, sur une feuille de cahier d'écolier était établi un rapport relatant dans quelles conditions j'avais été libéré du camp de Nexon, en mentionnant la lettre envoyée sur directive du parti. P. L. assistait à cet entretien et fut témoin de ma déclaration. Plissonnier me répondait que ces demandes de libération n'avaient aucune importance, qu'elles furent nombreuses et qu'elles permettaient de retrouver des camarades dont le parti avait besoin. A notre rencontre suivante il me confirma ces propos et me confia des responsabilités régionales puis interrégionales. Lors de nos rencontres ultérieures et par la suite il ne fut jamais plus question de ma demande de libération. Plus tard, lorsque j'invoquerai son témoignage il niera avoir reçu aucune information de ma part à ce sujet. Il en sera de même de P. L. mon unique témoin. Au moment de mon exclusion j'invoquerai son témoignage, il se sera pas plus entendu, en ma présence, que les autres témoins cités. Par contre, j'ai appris plus tard, par un camarade en qui j'ai toute confiance, dont je ne divulguerai pas le nom, parce que toujours membre du P.C.F. qui entendit tout d'une pièce voisine, que P. L. fut convoqué au siège de la fédération du Tarn-et-Garonne, alors place de la Cathédrale à Montauban. Comme on lui demandait s'il était exact qu'en sa présence j'avais mis Plissonnier au courant de la demande de libération et s'il était prêt à affirmer le contraire, il répondit : « Il est exact que Thourel a bien informé Plissonnier de sa lettre à Pétain, mais dans l'intérêt du parti et puisqu'on me le demande, j'affirmerai le contraire ». Et c'est ce qu'il fit. Quelques jours plus tard il vint me voir. J'étais dans mon jardin « aux Pouffets » près de Verdun-sur-Garonne. Emu aux larmes, il m'avoua ce qu'il avait été contraint de faire. Comme il était mon seul témoin valable, je suppose les énormes pressions qu'il a dû subir pour accepter de trahir ainsi la vérité et l'amitié.

La confirmation que j'avais bien mis Plissonnier au courant de ma lettre en lui remettant ma biographie, vient de celui dont je l'attendais le moins, du seul témoin qui assista à l'entretien. Interviewé par Dominique Porté [17] il déclara que ma lettre avait été découverte dans ma biographie. C'était bien l'aveu tardif que j'avais bien dit la vérité. Il est regrettable que ce témoignage n'ait pas été fait en son temps. Il aurait prouvé à des camarades qui ont pu douter de ma bonne foi que je n'avais pas manqué de sincérité à l'égard du parti. Mais, cela n'aurait rien changé à mon exclusion déjà programmée dans ses moindres détails.

7. Les causes réelles de mon exclusion

Nous avons vu que le motif invoqué fut ma demande de libération du camp de Nexon, elle sera l'unique support de mon exclusion. Ce motif a si peu de consistance, que tout esprit même peu averti se rendra vite compte que le motif avoué n'était que prétexte à mon élimination qui, tôt ou tard, se serait produite d'une façon ou d'une autre. Je connais des militants toujours membres du P.C.F., certains détenant ou ayant détenu des responsabilités, qui sont sortis des camps de

17. Dominique Porté, *op. cit.*, p. 336.

la même façon que moi. Leur maintien au sein de la famille communiste ne fut certainement qu'une question de docilité ou d'opportunité.

Il y avait trois situations dans lesquelles un militant pouvait se trouver, sans qu'il en ait conscience, et qui en faisaient un gêneur, donc un exclu en puissance :

- Avoir des doutes à plus forte raison émettre des critiques, mêmes fragmentaires, sur la politique décidée d'en haut par la direction.

- Etre d'accord sur l'ensemble de la politique, mais faire preuve de manque de conviction ou de mollesse dans l'explication et l'application de certains détails dont on n'était pas convaincu de la justesse.

- Sans remplir les deux premières conditions, être un obstacle à la réalisation de desseins obscurs du parti, notamment dans la mise en place de dirigeants haut placés dans les sphères de l'appareil.

Avec le recul du temps, je me suis rendu compte que sans en être conscient, je me situais en 1945, dans ces trois situations et que de ce fait j'étais devenu indésirable. Le motif avouable existant, il ne restait, en temps opportun, qu'à enclencher l'inexorable processus d'élimination.

En octobre 1944, je suis affecté à ma région d'origine : la Haute-Garonne dont j'accepte de devenir secrétaire régional à l'organisation, alors que je devais assumer la direction politique. Au premier abord, je ne me sens pas à l'aise. Je retrouve trop peu d'anciens camarades d'avant-guerre et par contre trop de nouveaux dont je ne sais rien. Avec certains, grisés par une promotion rapide à laquelle ils n'étaient pas préparés, les rapports s'établiront difficilement. Dès mon arrivée, vont se dérouler une série de faits, qui, sans que je m'en rende compte, vont par leur accumulation, fournir le détonateur qui provoquera, officieusement s'entend, ma mise à l'écart. Ce sont ces faits que je vais essayer d'analyser et d'expliquer brièvement dans un ordre qui ne sera pas nécessairement chronologique.

1) Dès le 18 septembre, alors que j'étais encore instructeur délégué du C.C. et résidant à Agen, une de mes premières correspondances adressées au secrétariat national fut une lettre en faveur de Pierre Couchet, ancien secrétaire régional du P.C. en Tarn-et-Garonne, exclu du parti pour un motif identique au mien. Après avoir expliqué ce que fut son action dans la Résistance, je demandais au secrétariat d'envisager la réintégration de ce camarade. Fallait-il qu'à cette époque je sois pourvu d'une forte dose d'optimisme ou de naïveté pour tenter ainsi une démarche directement auprès du secrétariat en faveur d'un exclu. Avais-je oublié qu'un exclu est définitivement retranché de la société communiste, voué aux oubliettes et que nul n'a le droit de s'intéresser à lui sous peine de se voir suspecter d'hérésie et de subir à son tour l'excommunication. Non, je savais tout cela, mais je savais aussi que Pierre en désavouant le parti lors de son procès en 1940 ne faisait qu'appliquer les directives reçues. Ayant reçu ces mêmes directives, je ne pouvais douter de Pierre. Voilà pourquoi, assuré de son innocence et de son honnêteté, je n'ai pas hésité à intervenir en sa faveur. Malgré le poids qu'a dû peser cette démarche, au moment de mon exclusion, je ne regrette rien, au contraire. Je me sens en règle avec ma conscience et cette satisfaction est sans commune mesure avec la possession, dans ma poche, d'une carte timbrée de la faucille et du marteau. D'autres militants de la région, ou d'ailleurs, savaient et auraient pu témoigner, ils ont préférer se taire par crainte ou toute autre raison, les mêmes qui se sont tus lorsque mon tour arrivera d'être mis en accusation. Ceux-là ont encore la carte en poche, mais du rouge au front. Depuis trente années je me réjouis de me sentir mieux dans ma

peau qu'eux dans la leur, et plus à l'aise qu'eux lorsque je me regarde dans une glace.

2) Fin novembre 1944, se situe un autre événement qui relève de l'indiscipline et pèsera lourd dans mon dossier. Cet incident est relaté en détail au chapitre précédent. C'est ce que j'ai appelé « l'affaire des magasins généraux ».

Dans une intervention à la radio et un éditorial dans notre journal quotidien je mettais en cause le commissaire de la République et les services du ravitaillement non épurés, sur des problèmes relatifs au ravitaillement. Un rassemblement de la population devant les magasins généraux, suivi de quelques scènes de désordre, qu'avec bien peu de conviction j'avais tenté d'arrêter, m'avait fait entrer en conflit direct avec le représentant des pouvoirs publics. Ce qui était grave (pour moi) c'est que, responsable du parti au plus haut niveau dans la région, je venais de conseiller à la base, au peuple, une action directe contre les pouvoirs publics, ce qui était absolument contraire à la politique du parti à ce moment. Et plus grave encore, c'est qu'à la suite de mon intervention à la radio et de cet incident des magasins généraux, je reçus de nombreuses lettres et motions de cellules de Toulouse pour me féliciter et me soutenir dans l'action engagée. Je reproduis celle de la cellule de la Barrière de Paris, la seule que j'ai conservée parce qu'adressée à mon domicile. Les autres sont restées dans mon bureau au siège du parti après mon départ. Elles ont dû peser lourd par la suite car on aura dû voir d'un mauvais œil ce soutien de la base.

Camarade Thourel,
La cellule Léon Balussou (Barrière de Paris) après avoir pris connaissance de ton article au sujet de l'épuration, dans notre Voix du Midi, *te félicite de ton intervention et décide à l'unanimité de t'appuyer de toutes ses forces dans tout ce que tu entreprendras sur ce sujet d'actualité et regrette avec toi l'incurie de certains organismes responsables. Par mandat : le secrétaire.*

3) J'en arrive à un événement qui marquera l'histoire de l'après-Libération. Pour moi, il marque une incertitude et peut-être le premier doute sur la justesse de la politique du parti à ce moment. Il s'agit de la dissolution et du désarmement des Milices Patriotiques, événement que j'ai également relaté en détail dans le chapitre précédent. Cela commença le 17 janvier 1945, dans le bureau de Pierre Bertaux où en présence des représentants des partis et organisations de la Résistance il m'annonça que les Milices Patriotiques allaient être dissoutes et désarmées et, avec un télégramme à l'appui, affirma que c'est Maurice Thorez, secrétaire général de mon parti, qui le proposera lui-même dans quatre jours à la réunion du comité central. Il avait raison, car le 21 janvier, à l'ouverture des travaux du comité central réuni à la mairie d'Ivry, et auquel je participais c'est bien Maurice Thorez qui demandait la dissolution des Milices Patriotiques.

La décision de laisser anéantir les M.P. fut ratifiée dans l'enthousiasme par le C.C. Comment pouvait-il en être autrement ? Moi-même j'ai suivi sans murmure, applaudissant aussi frénétiquement que les autres délégués une décision dont seulement le lendemain je commençais à douter de la justesse. Ma première hésitation devant la politique du parti est certainement née dans la mairie d'Ivry. On m'accusera par la suite d'avoir « omis » d'informer la base de la décision prise par le C.C. et de l'avoir faite appliquer sans conviction. L'accusation est grave dans un parti centralisé, car il fut répété qu'il s'agissait d'une décision démocratiquement prise,

après discussion, par une assemblée souveraine. A dire vrai, si discussion du rapport de M. Thorez il y eut, elle fut d'une pauvreté désolante, chacun s'attachant à en rajouter sur ce qu'il avait dit, pour ce qui est de l'approbation, les acclamations, comme toujours, en tinrent lieu. Quand à la souveraineté de l'assemblée on peut en douter ; elle était composée uniquement de permanents du parti, les uns fanatisés et dénués de tout esprit critique, participant à cette cérémonie comme les croyants à la messe, et d'autres, plus futés, dont l'appartenance au parti pouvait avoir des motifs plus alimentaires que doctrinaux, qui venaient là comme on va à la soupe.

Au retour de la session du comité central, je refusais de traiter du problème des Milices Patriotiques dans une assemblée de cadres. Il en fut de même dans mon éditorial du lendemain. J'avais trouvé cette façon de marquer par mon silence mes doutes sur une décision avec laquelle je sentais confusément que je n'étais pas d'accord.

Etant donné le caractère que je me connais, j'ai certainement fait part de mes inquiétudes à des amis que je croyais sûrs et qui l'étaient peut-être moins que je ne le supposais. Il est vraisemblable que ces propos, joints à mon silence remarqué lors de l'assemblée des cadres et dans l'éditorial, et ajoutés au manque d'ardeur et de conviction dont je fis preuve lorsqu'il s'est agi de faire restituer les armes par les camarades qui les détenaient, firent un ensemble de présomptions d'indiscipline imputées à mon compte ; elles alourdirent le dossier que devait patiemment établir le « flic » de service à la direction régionale, à moins qu'avec sa complicité, cela ne soit fait à un échelon plus élevé.

Parmi les motifs réels de mon exclusion j'ai toujours supposé qu'il en fut un de déterminant. Il s'agit de la remarque qu'au lendemain du séjour de Maurice Thorez à Toulouse je lui fis au sujet de l'importance et du nombre de cadeaux qu'il avait reçus de la part d'organisations du parti. Je ne connaissais pas à cette époque le goût marqué par le secrétaire général pour tout ce qui honorait sa personne et qui contribuait à entretenir le culte de sa propre personnalité. Si j'avais connu ce travers, je ne me serais pas hasardé à faire cette remarque empreinte de naïveté, alors qu'elle fut reçue comme une critique. Nul doute que l'esprit méfiant et soupçonneux de Thorez lui ai conseillé d'avoir à surveiller ce jeune secrétaire régional faisant preuve d'un esprit aussi peu conformiste et, par un enchaînement logique, je le soupçonne, de retour à Paris, d'avoir demandé à la commission des cadres d'ouvrir mon dossier. Ce que l'on sait de lui aujourd'hui donne consistance à cette hypothèse.

4) Un autre élément pèsera son poids dans le faisceau de motifs inavouables qui vont concourir à ma mise à l'écart du parti. J'avais été désigné pour être candidat aux futures élections municipales et, lors d'une assemblée de cadres qui eut lieu en février, un grand nombre de camarades avaient demandé avec insistance que je sois désigné comme candidat du parti sur Toulouse, pour les prochaines élections législatives. Alors que l'on savait pouvoir compter sur au moins un siège à Toulouse en raison de notre forte implantation, ma désignation éventuelle comme candidat devenait gênante pour la direction nationale qui, je l'appris par la suite, avait d'avance décidé que ce siège serait destiné à un membre du comité central. Mon élimination laissait la place vacante et c'est ainsi que Jacques Gresa, fut parachuté à Toulouse, imposé comme candidat et élu. Cette version de mon élimination est acceptée par de nombreux militants. Certains ont insisté sur cet

aspect de mon exclusion à l'occasion d'interviews accordées à Dominique Porté [18].

Je reste plus que jamais persuadé que ma mise hors circuit fut décidée le 18 février 1945, lors d'un dîner auquel participaient : M. Thorez, H. Dupont, le commissaire de la République et d'autres personnalités. Je n'eus connaissance de cette réunion intime que le lendemain par la presse, car on m'avait exilé en me faisant présider, ce soir-là, un gala de la Jeunesse Communiste.

Il me paraît certain que Bertaux, représentant du pouvoir à la légalité duquel M. Thorez était tant attaché, dut se plaindre des démêlés qu'il avait avec moi. Je suppose que Dupont, en aparté, dut faire part de mon peu de conviction dans l'affaire des Milices Patriotiques et des doutes exprimés, enfin un siège de député assuré sur Toulouse était un appât bien tentant. Si la décision de m'écarter du parti ne fut pas prise ce soir-là, ma réflexion naïve du lendemain a pu être le facteur déterminant qui fit pencher la balance. A partir de ce jour, je suis certain que j'étais irrémédiablement condamné.

Sous le régime « socialiste » du bon papa Staline, en pareille circonstance j'aurais été sur le champ abattu, fusillé ou pendu et dans le meilleur des cas, interné à vie dans le Goulag, perspective peu réjouissante qui me fait apprécier de ne pas m'être trouvé de l'autre côté du rideau de fer à cette époque. Bigre, je l'ai échappé belle !

Voilà, à ma connaissance, les éléments déterminants qui assemblés, purent constituer le motif réel de mon exclusion. Il y en eut certainement d'autres qui ne me furent pas connus, et que sauf intervention du hasard je ne connaîtrais jamais.

Il y eut un autre motif d'ordre intime que par respect pour des personnes vivantes et par fidélité à la parole donnée je ne mentionnerai pas, mais je sais qu'il pesa d'un grand poids dans la sanction prise. Mais pour cela aussi, je ne regrette rien.

Quel fut le rôle de Dupont dans cette affaire ? J'ai eu parfois l'impression qu'il prenait ombrage de ma popularité « d'enfant du pays » alors qu'il se trouvait être un « transplanté ». Certaines irrégularités fâcheuses que ma secrétaire avait constatées, avaient donné à nos relations personnelles un caractère parfois tendu, bien que jamais apparent à l'extérieur. Mon manque de considération pour les pouvoirs en place, faisait de moi un gêneur. Les tensions internes n'ont-elles pas joué contre moi, dans la mesure où elles purent être exploitées de l'extérieur ?

Ce ne sont là qu'interrogations que des révélations troublantes me font poser aujourd'hui. Trente années après mon exclusion, j'ai rencontré par hasard un ancien commissaire des renseignements généraux aujourd'hui à la retraite. A ma stupéfaction j'appris par lui que P. C., la secrétaire de Dupont, était son indicatrice et que par elle il avait accès à toute la correspondance du parti, avant même que nous en ayons connaissance. Loin de moi, l'idée d'accabler Dupont, je suis persuadé que tout cela se faisait à son insu, mais il paraît maintenant évident que par sa secrétaire nos divergences pouvaient être connues des renseignements généraux, donc du commissaire de la République et éventuellement exploitées, notamment au moment de l'affaire des magasins généraux. Mais n'ayant aucune certitude, mieux vaut abandonner là mes supputations en même temps que je clos l'énumération des causes bien réelles qui allaient faire de moi un exclu. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'il est possible que la police ait joué un rôle important dans mon élimination en aidant le parti à se débarrasser de moi. Ces doutes pour-

18. Dominique Porté, *op. cit.*, p. 349.

ront devenir certitude en examinant attentivement le contenu de la proposition d'exclusion qui sera analysée plus loin.

Afin de me faire la part plus belle, il eut été de bon ton d'affirmer que les causes de mon exclusion furent un désacord politique que j'aurais fièrement proclamé. Ce serait mentir et donc incompatible avec la règle que je me suis fixée de n'apporter que la vérité en témoignage pour ma défense. Non, je n'ai jamais été un oppositionnel. Stalinien, j'ai vécu dans ce parti et en stalinien j'ai subi la sanction. Peu importe ici que mes doutes du moment se soient par la suite transformés en certitudes. A ce moment je n'ai connu que le doute, la crainte, l'incertitude devant une politique dont je suivais mal les méandres, dont je n'arrivais pas comprendre les motivations, tant le décalage était grand entre la réalité et mes espérances. Je n'arrivais pas à m'accommoder de la nouvelle politique que Paris imposait au parti. La guerre d'Espagne et la Résistance étaient encore trop proches pour que je puisse oublier les espérances, que la deuxième surtout, avait fait naître et que je voyais s'estomper jour après jour. Combien de fois, dans les mois qui précédèrent la Libération avec des camarades, avions-nous dit que la guerre terminée rien ne pourrait plus être comme avant. Et voilà qu'au lieu du changement attendu on nous imposait le maintien d'une politique patriotarde et chauvine. La fin de la guerre s'annonçait proche et rien ne devait changer, le capitalisme toujours en place semblait avoir encore un bel avenir. Bien mieux, on nous demandait d'être des gardes-chiourme pour faire trimer les ouvriers à son profit, sous le couvert de relever l'économie. C'était l'époque du « Produire d'abord, revendiquer ensuite » et aussi de « La grève est l'arme des trusts ». Je sentais confusément qu'une telle occasion de modifier, sinon de transformer totalement la société ne se représenterait pas de sitôt et je n'avais pas tort. J'en ressentais quelque amertume. Avec le caractère que je me connais, cela devait apparaître dans mes conversations avec des camarades et inévitablement, mes doutes, car il ne s'agissait encore que de cela, devaient être soigneusement notés par « les flics du parti » si vigilants à réprimer tout ce qui peut paraître comme une interrogation sur le moindre article de la foi.

Voilà, les mobiles existent, le décor et les acteurs sont en place, tout est prêt pour que le rideau se lève sur l'acte final.

8. L'autocritique refusée

Je viens d'énumérer l'ensemble des faits importants qui motivèrent mon exclusion certainement déjà décidée à l'avance. On comprendra dès lors, comment ma demande de libération arriva, comme par hasard sur le bureau du secrétaire régional Dupont. Cela se produisit le 12 avril 1945. Je rentrais de Lavelanet où la veille j'avais tenu un meeting au théâtre. Retardé par des ennuis mécaniques, j'arrivais à la réunion du bureau régional alors qu'elle était déjà commencée. Depuis dix ans dans l'appareil du parti et, habitué de ce fait, à savoir interpréter certains détails, je sens, à la mine des participants qu'un événement est en gestation, sans me douter qu'il me concerne.

Sans transition, Dupont m'informe que ma demande de libération venait d'être découverte, que le fait était assez grave pour que le comité central soit informé et qu'en attendant sa décision, le bureau régional (en mon absence) avait décidé de me relever provisoirement de toutes mes responsabilités. Je tentais

d'expliquer que le parti avait conseillé de faire ces demandes de libération, que cela avait été mentionné dans ma biographie et fait l'objet d'un rapport spécial remis à Plissonnier, rien n'y fit, la cause était jugée d'avance. Fallait-il que je sois naïf pour ne pas l'avoir compris dès mon entrée dans la salle. Selon la technique stalinienne éprouvée, on désigne d'abord le coupable, ensuite on recherche les « preuves » ou on l'oblige à des « aveux » pour l'accabler. On pourra être surpris par la date à laquelle ma demande de libération a été « découverte » : le 12 avril 1945, alors que quatre jours auparavant, lors de la conférence régionale je venais d'être reconduit dans mes fonctions de secrétaire régional. Un esprit normal pensera qu'il eût été plus simple de ne pas me maintenir à ce poste puisque certains savaient qu'il allait m'être retiré les jours suivants. En agissant ainsi, c'était un grand risque que prenait le parti, car, qui aurait pu accepter, parmi les nombreux délégués me connaissant que je ne figure pas dans la nouvelle direction ? Je le rappelle, des trois secrétaires régionaux, j'étais le seul originaire de la région dont j'étais déjà un des responsable avant la guerre.

Ayant été réélu, il suffisait maintenant de m'éliminer « en douceur » et l'on va voir que cela aussi avait été prévu. En me relevant de mes responsabilités le bureau régional sous l'impulsion de H. Dupont et de Clément Jourdan (eh oui, encore lui) responsable de la commission de contrôle régionale me demande de ne plus avoir de contacts avec les membres du parti car il va être dit que je suis malade et obligé de prendre du repos hors de Toulouse. Je me retirerai à Verdun-sur-Garonne, mais nul ne doit connaître mon adresse, mon courrier sera retransmis. Ainsi, pendant des mois, des militants feront des vœux pour mon rétablissement, alors que je me porte parfaitement bien. Ainsi ce brave professeur Ducuing, si chaleureux et humain qui m'écrit le 3 mai 1945 : « Dupont me dit que vous êtes souffrant. Dites-moi le jour où vous rentrez à Toulouse je vous ferai radiographier. J'espère que vous vous reposez et que vous trouvez à vous alimenter convenablement ». Brave homme, un de plus que l'on dupa avec ma soi-disant maladie.

Autre motif qui nécessite mon éloignement rapide, les élections municipales qui vont avoir lieu le mois suivant et j'ai été désigné pour conduire la liste des candidats communistes qui va participer à cette élection. Le parti ayant décidé mon élimination ne peut courir le risque de me voir élire premier adjoint au maire de Toulouse, ainsi que les accords conclus avec nos partenaires l'ont stipulé et d'être dans l'obligation de m'exclure ensuite. Etant obligé au repos pour une longue période, il semblera naturel de me remplacer et nul dans le parti ne trouvera ce changement anormal. Les choses ne traîneront pas. Le 12 avril, à une réunion tenue au café du Midi, Ducel excuse le camarade Thourel qui est souffrant et prend la parole à sa place. Le lendemain, à une réunion des responsables de la région de Toulouse on annonce mon remplacement comme candidat par un technicien du bâtiment qui n'est pas désigné [19].

Ainsi, pendant dix mois, on me fera passer pour malade et j'accepterai de jouer le jeu. Je m'obligerai à jouer la fatigue aux yeux de mes camarades de Verdun-sur-Garonne où je me suis retiré. Dès le 12 avril, je demande à être entendu, à Paris par la C.C.C.P. [20]. Jourdan m'affirme qu'il fera le nécessaire pour cela et en effet il le fit. Je reste persuadé qu'il s'agit d'un malentendu qui sera rapidement dissipé et cela jusqu'au jour où je suis avisé que Gaston Plissonnier

19. Archives Bertaux.
20. Commission Centrale de Contrôle Politique.

est de passage à Toulouse et convoqué au siège pour le rencontrer. Dès le début de la confrontation, je sens que quelque chose est déréglé dans le fonctionnement de la justice communistte en laquelle j'avais mis tous mes espoirs. Si Plissonnier reconnaît qu'en 1943 sur la route de Nègrepelisse, lors de notre deuxième rencontre je lui ai bien remis la biographie remplie par mes soins, il nie avec véhémence que j'ai mentionné sur cette « bio » ma demande de libération du camp de Nexon et refuse de reconnaître qu'un rapport rédigé sur feuille de cahier écolier relatant en détail les conditions dans lesquelles ma demande de libération à Pétain fut établie, était jointe à ma biographie. Lorsque j'invoque la présence ce jour-là de P. L., il affirme ne pas se souvenir de la présence de ce camarade.

Si j'avais eu à ce moment l'expérience acquise par la suite, j'aurais senti, dès cette entrevue, que l'on m'avait tendu un piège dans lequel j'étais pris et que la machine stalinienne à broyer les militants venait de se mettre en route et qu'inexorablement elle irait au terme de la tâche qui lui était assignée. A ce moment j'aurais dû crier, hurler la vérité, cela n'aurait rien changé quant au résultat, j'aurais été tout de même broyé par la machine, mais en ayant libéré ma conscience. Mais non, je voulais encore croire à un oubli de Plissonnier, à une erreur, mais l'idée d'une machination ne venait pas à mon esprit. J'espérais que lors de ma comparution devant la C.C.C.P., les brumes qui entouraient mon affaire se dissiperaient, car il y avait maintenant une affaire Thourel, connue seulement de quelques initiés. La convocation de la C.C.C.P., signée de Mauvais (le bien nommé) arrive à Toulouse le 18 avril. Jourdan m'en informe le 20 et me propose de monter ensemble à Paris le 24, ce que je fais. Nous nous retrouvons à la gare de Toulouse et voyageons ensemble.

Si je ne m'étais pas promis que quoi qu'il arrive, je ne parlerai jamais de certaines choses et, si même au moment où les pires calomnies furent déversées contre moi je n'étais resté fidèle à ma promesse, je pourrais relater un certain aspect de notre voyage à Paris, mais je ne le ferai pas, et cela pour une cause, qui doit garder toute sa pureté et à laquelle je reste fidèlement attaché. Si par un hasard improbable, Jourdan, tu venais à lire ces lignes, tu saurais, toi, à quoi je fais allusion. Tu pourras constater que je suis resté fidèle, moi, à l'engagement moral que j'avais pris et peut-être cela t'incitera-t-il à dire la vérité, la vraie que tu connais, sur mon affaire.

Arrivés à Paris en fin d'après-midi, ce n'est pas aux Folies Bergères que nous allons passer la soirée, mais au Cirque d'Hiver où se tient un meeting du parti. Il est normal, n'est-ce pas que, comme un croyant j'assiste à la messe avant de comparaître devant le tribunal de la sainte Inquisition, car c'est bien à un tribunal et à des inquisiteurs que j'aurais à faire face le lendemain.

En compagnie de Jourdan (mon référent écrirait Arthur London) nous sommes reçus au siège de la C.C.C.P., 44, rue Le-Pelletier. L'aspect est sévère, l'ambiance glaciale. Derrière une table : Henri Gourdeaux entouré de Chaumeil, responsable de la commission et de Léon Mauvais [21]. D'entrée, Chaumeil rappelle le motif qui

---

21. En sa qualité de secrétaire de la Section centrale d'organisation, Léon Mauvais contrôlait le travail de la C.C.C.P. Roger Pannequin, qui l'a bien connu, dans son livre *Adieu Camarades*, le situe bien par ces quelques lignes : « Chacun savait en fait qu'il s'agissait d'une commission centrale de contrôle policier. D'ailleurs, Mauvais et ses hommes copiaient les policiers de la secrète. Mauvais était capable de tout ce qu'on peut pousser un pauvre diable à faire en lui disant que c'est pour l'intérêt du parti ».

me fait comparaître devant la commission : la lettre adressée à Pétain pour demander ma libération et le caractère de gravité d'un tel acte de la part d'un responsable du parti. Sans me laisser placer un mot pour me défendre de cette accusation, Gourdeaux, moins brutal, plus diplomate, m'interroge longuement sur ce qu'il appelle « mes états d'âme du moment » ainsi que sur ceux des camarades qui comme moi avaient demandé à être libérés. Mes réponses ont dû être assez évasives, car ma formation primaire me mettait hors de comprendre quoi que ce soit à ces considérations métaphysiques.

Durant le déroulement de cet interrogatoire qui relevait plus de la psychiatrie que de la politique, j'avais l'impression qu'on voulait m'amener à me convaincre moi-même que j'avais pu agir dans un état second, presque à mon insu, ceci étant provoqué par la période de claustration que je subissais. Peut-être était-ce là une bouée de sauvetage qui m'était jetée, mais en la saisissant, c'était reconnaître ma culpabilité, même fortement atténuée, et cela, j'étais bien décidé à ne l'accepter à aucun prix. Lorsque je pus enfin parler, je répondis à Gourdeaux qu'il faisait fausse route, que j'étais bien conscient de ce que je faisais en demandant à être libéré et que je ne l'avais fait que sur les conseils du parti.

Là, pour la première fois j'ai entendu de la bouche d'un responsable haut placé dans l'appareil, la reconnaissance que ces directives avaient bien été données, mais qu'il s'agissait d'une initiative malheureuse d'un responsable de l'époque et que le « parti des fusillés » ne pouvait couvrir cette initiative. Il me reprochait surtout d'avoir, moi, responsable du parti accepté ces directives comme venant officiellement du parti, alors que celui-ci ne pouvait engager son avenir sur un tel compromis. Je lui répondis que nous n'avions pas été habitués à discuter les ordres du parti, mais à les exécuter, et qu'à l'époque, avec les moyens d'information dont nous disposions, il eut été difficile de discerner le vrai du faux et qu'en matière de compromis, j'avais bien accepté et sans discussion, quinze mois auparavant le pacte germano-soviétique, qui était lui, un compromis d'une autre taille. Je crois bien ne pas avoir arrangé mon affaire en rappelant ce fait historique.

Gourdeaux me demanda qu'avec toutes les circonstances atténuantes indiquées plus haut, je prenne sur moi, personnellement, la responsabilité de mon initiative. Sans hésitation, j'ai refusé, ce qui sera transcrit dans la proposition d'exclusion par la phrase : « dans l'interrogatoire que nous avons fait subir à Thourel, il n'y a eu sa part aucune réaction saine » (Voir document n° 9). Cela, en clair et les anciens du parti le savent signifie *a refusé de faire son autocritique.* En sortant de la C.C.C.P., Jourdan qui avait pu s'entretenir seul avec Chaumeil me dit que je ne subirais qu'une sanction minime, pour la forme et que même si pour ne pas tenir son image le parti décidait l'exclusion, celle-ci ne serait pas appliquée et que sous une autre identité provisoire (le cas s'est souvent produit) je recevrais une affectation dans une autre région. Le nom des départements du Maine-et-Loire ou du Loir-et-Cher furent même avancés. Il m'était demandé de prendre l'engagement de ne faire état, en aucune circonstance, de l'information reçue, à savoir que les demandes de libération étaient bien dues à une initiative malheureuse d'un responsable du parti. On verra que par la suite j'ai respecté scrupuleusement cet engagement jusqu'au jour de 1946 où écœuré par les calomnies déversées contre moi, j'ai décidé de dire la vérité, toute la vérité. J'avais demandé que dix-neuf camarades pouvant témoigner de ma bonne foi soient entendus. J'ai appris par la suite qu'aucun ne l'a été. On m'a affirmé n'avoir pas retrouvé ma biographie, ni le rapport l'accompagnant. Quel singulier parti,

pensera-t-on, doté d'une réputation d'excellente organisation et qui « égare » la biographie de ses cadres. Il est évident que n'ayant pas retrouvé ma « bio » il était facile d'affirmer que j'avais caché la vérité au parti. Ainsi sans témoins entendus et sans preuves retrouvées, la cause était jugée.

J'ai rencontré depuis des camarades qui furent victimes de la même mesure et pour tous la procédure fut identique. Rares sont ceux qui ont pu obtenir les confrontations demandées et les possibilités de se justifier. Il y eut quelques exceptions dans les sanctions prises, mais elles ne touchèrent que des responsables haut placés dans l'appareil. Par exemple Julien Racamond, ancien secrétaire de la C.G.T.U., puis de la C.G.T. qui signa, comme Marcel Cachin, une déclaration contre les actions terroristes à l'encontre des troupes d'occupation, déclaration largement utilisées par l'ennemi, et qui sera cependant maintenu au parti après la Libération, sans responsabilité il est vrai.

En refusant de faire mon autocritique, après avoir tenu tête pendant près d'une heure à Gourdeaux qui par des insinuations douceureuses tentait de me faire accepter une responsabilité qui n'était pas la mienne, je crois avoir fait œuvre utile, car, « l'aveu » fait par un secrétaire d'une importante région du parti, excusait d'avance les militants de la base, qui comme moi, avaient fait une demande de libération. Et qui peut savoir, si ayant mis le doigt dans l'engrenage des « aveux » on ne m'aurait pas convaincu de reconnaître, dans l'intérêt du parti, que j'aurais pu être l'instigateur de ces demandes et que des militants dont j'aurais surpris la bonne foi auraient imité mon geste. En acceptant d'être le bouc émissaire, qui peut affirmer que je n'aurais pas fini par reconnaître que cette machination n'aurait eu d'autre but que de porter atteinte à l'honneur du parti.

Je frémis à la pensée que dans l'intérêt du parti j'aurais peut-être pu « avouer » ma culpabilité et de l'utilisation que le parti aurait pu en faire pour se dédouaner en m'enfonçant. Il me faudra beaucoup d'années pour envisager cette hypothèse comme possible. Il y a trente ans ce raisonnement eut été absurde. Aujourd'hui, avec le recul du temps, je ne regrette rien de mon attitude devant mes inquisiteurs, je suis fier d'avoir refusé de céder, car d'une façon générale, il faut savoir que l'autocritique demandée à un accusé n'était rien d'autre que la prise en charge par lui-même des fautes dont on l'accablait. L'autocritique ainsi acceptée devenait de l'autodestruction. Le choix n'était laissé qu'entre servir le parti en s'accusant ou se rebeller et servir l'ennemi de classe.

J'ai prouvé qu'il y avait une troisième voie que, sans servir de paravent au parti on pouvait ne pas devenir un ennemi de classe. J'ai prouvé qu'une vie durant on pouvait rester fidèle à sa classe et continuer à servir un idéal en dehors de l'église communiste. Je n'hésite pas à dire qu'on peut d'autant mieux servir cet idéal qu'on se trouve débarrassé de toute contrainte et libre de se déterminer soi-même, sans attendre la lumière venant de fonctionnaires parfois serviles.

9. Une exclusion bureaucratique

Je viens de relater ma comparution devant la C.C.C.P. Il convient d'ajouter un mot sur cet organisme que, quelques mois après mon exclusion perdant mes propres illusions, je commençais à considérer comme le tribunal d'inquisition du parti. A en croire ce qui se dit à l'intérieur et ce qu'écrivent les anciens responsables de cet organisme, il put être cité comme un modèle de démocratie en rien comparable

à un appareil répressif. Il est vrai, que la nuance réside dans le sens que l'on veut bien donner aux mots. Pour juger des règles démocratiques qui régissent le fonctionnement de ce tribunal, j'invoque le témoignage écrit d'Etienne Fajon qui pendant six ans présida la C.C.C.P. Dans son livre *Ma vie s'appelle liberté*[22] il n'hésite pas à écrire : « La C.C.C.P. examine les sanctions proposées par la base du parti ». Cette phrase est l'affirmation de la démocratie la plus pure, puisque tout part de la base. Mais voilà, entre l'affirmation des principes et la pratique il y a un gouffre, ou plus simplement là aussi confusion des mots. C'est ainsi qu'on emploie démocratie pour bureaucratie et l'on conviendra que cela ne donne pas les mêmes résultats. Si ma cellule (la base) avait été consultée, je serais peut-être encore aujourd'hui membre du P.C.F. Mais, comme on le verra plus loin par des preuves écrites, six mois après mon exclusion ma cellule ignorait encore le motif de la sanction que j'avais subie. Après cela, il faut être un anticommuniste forcené et primaire pour douter de la démocratie.

Dès mon retour de Paris, je regagne Verdun-sur-Garonne où je dois, selon ma promesse renouvelée, rester invisible et malade ; engagement que j'applique scrupuleusement, cependant que dans le parti on doit lentement préparer la base à accepter ce que le moment venu on présentera comme ma « trahison ». Des bruits me parviennent qui m'obligent à écrire à Jourdan le 11 mai pour lui demander une entrevue et j'ajoute : « Il est certaines excuses que l'on peut invoquer pour expliquer ma disparition de la région, mais cela ne peut durer longtemps. Je viens d'apprendre que dans un département voisin on parle de mon exclusion. Qu'y a-t-il de vrai dans cela ? Comment mon affaire a-t-elle été connue ? Qui a parlé ? ». Ma lettre n'eut aucune réponse, mais le 11 juin, je reçois une lettre me demandant de venir à Toulouse pour prendre connaissance de la décision centrale qui me concerne. Ne pouvant passer au siège (puisque je suis malade) nous convenons, par lettre, de nous rencontrer Jourdan et moi, au café des Américains à Toulouse. L'entrevue a lieu le 16 juin 1945 dans l'après-midi. Jourdan m'informe que la décision a été prise de m'exclure du parti et me confirme ce qu'il m'a dit à Paris : la sanction ne sera pas appliquée et il ajoute que je serai prochainement affecté à une autre région. La décision m'est communiquée oralement ce qui n'est pas la règle et il m'est conseillé de rester invisible et malade. Fallait-il que je sois vraiment naïf, ou que j'aie encore une foi inébranlable pour ne pas comprendre, à ce moment, que tout était joué, que les promesses faites ne visaient qu'à me faire prendre patience et permettre à la direction de miner lentement ma popularité à la base. Ayant demandé en vain, à plusieurs reprises, que la résolution d'exclusion me soit communiquée par écrit ce n'est que le 19 février 1946, soit sept mois plus tard qu'elle me sera enfin remise. Au premier abord, je constate deux anomalies. Ce n'est pas une résolution qui m'est remise mais une proposition d'exclusion adressée par la C.C.C.P. au comité central, or l'article 12 des statuts du P.C.F. dit qu'une sanction pour être définitive doit être ratifiée par le C.C. Ensuite je remarque que la proposition est datée du 30 août 1945. Je ne peux manquer d'être surpris par ces deux anomalies (encore ma naïveté qui me joue un vilain tour). Comment n'ai-je pas réalisé sur le moment qu'une proposition d'exclusion non ratifiée par l'instance supérieure n'avait aucune valeur ? Longtemps après, et encore aujourd'hui je me poserai la question de savoir s'il y a eu vraiment exclusion ou seulement proposition. On remarquera que la seconde anomalie, elle

22. Etienne Fayon, *Ma vie s'appelle liberté*, p. 242.

aussi, est de taille. La proposition d'exclusion est datée du 30 août alors que Jourdan m'a annoncé le 16 juin, c'est-à-dire deux mois et demi auparavant, que j'étais exclu du parti.

Le 19 juin mon exclusion est annoncée lors d'une réunion du bureau fédéral où il est dit que d'autres sanctions seront prises dès qu'on aura vérifié tous les dossiers [23]. L'annonce de mon exclusion avant sa ratification, c'est-à-dire devant être considérée comme un fait acquis et irréversible ne sera pas un cas unique. On agira souvent de même à l'égard d'autres militants et non des moindres. Ecoutons André Marty :

Mon cher camarade. Notre journal du 25 décembre — Noël — publie en première page l'annonce de l'exclusion. Il ne s'agit que d'une proposition. Aucune publicité ne devait être donnée d'après les statuts avant ratification par les organismes supérieurs. Le fait qu'elle est annoncée suffit à montrer qu'elle est déjà acquise et qu'on veut couper les ponts ! [24]

Quelles meilleures preuves que, dans cette affaire montée contre moi tout était truqué, que j'étais condamné d'avance et cela dès avant le mois d'avril. Il me faudra, hélas, attendre de longs mois pour me rendre compte de la situation invraisemblable dans laquelle on m'avait placé et que j'avais acceptée par ma passivité, et me poser enfin des questions sur la justice du parti. Autre preuve de truquage que l'on peut facilement remarquer. Lorsqu'en 1946, la fédération du Tarn-et-Garonne publiera la proposition d'exclusion, je constaterai que dans la copie qui m'a été remise à Toulouse, la fédération de la Haute-Garonne avait amputé le texte officiel de deux passages importants (*voir document* n° 10). Voici les deux passages volontairement supprimés :

Selon les camarades Plissonnier et Gourdeaux, il travailla bien dans la clandestinité, selon Dupont, secrétaire régional à Toulouse bon travail depuis la Libération.

et plus loin :

La C.C.C.P. *considère qu'il ne peut être maintenu dans les rangs du parti, à l'heure actuelle, et propose son exclusion.*

Dans le texte qui me fut remis, les faussaires avaient simplement supprimé « à l'heure actuelle », ce terme signifiant le caractère temporaire de l'exclusion, de même qu'ils avaient délibérément retranché du texte officiel tout ce qui pouvait m'être favorable. On a peine à croire que de tels agissements aient été possibles dans un parti clamant si haut et si fort son amour de la démocratie et de la justice.

Quant au texte de la proposition, il me présente sous un tel jour qu'il eut été difficile de ne pas obtenir ma condamnation. On voit avec quelle facilité on peut utiliser le mensonge pour arriver à des fins misérables. C'est ainsi qu'il est dit qu'au camp on n'a jamais pu me confier de responsabilités alors que je collaborais

23. Archives Bertaux. Compte rendu d'une réunion extraordinaire et privée du comité régional du P.C. élargi aux responsables de Toulouse, 19 juin 1945, in D. Porté, *op. cit.*
24. Lettre d'André Marty à Renaud Jean, 28 décembre 1952.

régulièrement avec la direction du parti, que j'ai refusé de m'évader alors qu'il n'y a jamais eu d'évasion, que j'ai seulement cherché le contact avec le parti en 1943. Au passage, je dirai que cette affirmation n'est pas élogieuse pour des camarades de Verdun-sur-Garonne, avec qui j'avais tenté des démarches dès 1942 et qui cependant se sont tus. Il est dit que je n'ai pas tenu le parti au courant de ma lettre à Pétain — et non pas mes lettres comme il est écrit, car il n'y en a eu qu'une — alors que j'en informais le responsable au cadre Plissonnier dès notre première rencontre. A bien lire ce document on se rend compte qu'il s'agit simplement d'un support, d'apparence officielle, destiné à étayer une sanction contre un militant gênant et condamné d'avance. Il est impossible d'accumuler autant de « forfaits » si ce n'est dans le but de faire accepter la sanction par la base, en évitant les remous préjudiciables au parti. Autre imposture : dans la brochure éditée par la fédération du Tarn-et-Garonne déjà citée, il est écrit :

...Peu de temps après son arrestation, au camp de Buzet, les camarades Jourdan et Mammonat établissent le contact avec lui et lui proposent de le faire évader, mais il refuse catégoriquement.

On peut comprendre le faux témoignage de Jourdan, chargé d'instruire mon procès mais comment oser invoquer celui de R. Mammonat qui à son retour de déportation m'écrivait :

J'ai toujours eu quelques nouvelles de toi par des camarades arrêtés et j'étais heureux de voir que toujours tu travaillais pour notre bonne cause[25].

Détail bien piquant. Bien que l'exclusion m'ait été signifiée le 16 juin, Dupont me convoquera à Toulouse le 20 août pour m'informer que sur instruction du centre je continuerai à percevoir mon salaire de permanent, en attendant ma prochaine affectation. Le lendemain un mandat, dont j'ai conservé le talon, était établi à mon nom par le trésorier fédéral. Tout était donc mis en œuvre pour me faire prendre patience : annonce d'une sanction « bidon », promesse d'affectation, traitement maintenu, etc. Comment aurai-je pu voir derrière ces mesures apaisantes une machination contre moi ? Il faut bien que je me rende à l'évidence que, sauf à prendre la responsabilité personnelle de mon acte, je considérais l'instruction de l'affaire comme normale et qu'il en sera longtemps ainsi, tant que je n'aurai pas commencé à en discerner les dessous. Pour juger mon comportement, on ne doit pas oublier que j'étais un membre de l' « appareil » plus qu'un membre du parti et que c'est cet appareil qui m'avait formé. En dix années j'avais vu ou participé à des exclusions, j'étais apte à comprendre les difficultés que pouvait connaître le parti et trouver normal que des sacrifices lui soient consentis.

Ma foi dans le parti était intacte, je n'avais pas remis en cause sa politique globale et si j'avais émis des doutes ils ne portaient que sur certains aspects de cette politique. Si ces désaccords étaient pour moi mineurs, il n'en était pas de même pour la direction que Thorez venait de reprendre en main, décidé à faire appliquer quoi qu'il en coûte sa politique de collaboration de classe. Mais à ce moment ma confiance dans le parti n'était en rien altérée, à telle enseigne que pendant les mois que suivront la sanction injuste qui me frappe, je répondrai

25. Lettre de René Mammonat, du 21 mai 1945.

même à l'invitation de ma cellule à Toulouse en lui demandant d'accepter la sanction comme je le faisais moi-même. Mais, à m'isoler dans une solitude à laquelle je n'étais pas préparé, c'était me donner la possibilité de réfléchir et peu à peu je commençais à voir mon affaire sous un autre angle et c'est vers la fin de l'année que le doute d'une machination se fit jour dans mon esprit.

Pendant l'été, l'inaction qui m'était imposée trouva un exutoire dans un événement qui concerna le monde paysan du canton de Verdun. Sollicité par Alexandre Clamens, maire communiste de la commune, je pris une part active à cet événement, mais à titre purement personnel. Le 25 juin 1945, deux cents agriculteurs en colère s'emparent de 247 pelotes de ficelle-lieuse entreposées à Mas-Grenier, alors que le préfet refusait de la débloquer et que les paysans du canton terminaient la récolte en liant les gerbes à la main. La ficelle fut distribuée de façon équitable et payée par les agriculteurs. Le maire fut suspendu de ses fonctions par décision du préfet. Le dimanche suivant, 15 juillet, nous organisons à Verdun un rassemblement de deux mille personnes (cinq cents diront les renseignements généraux), afin d'exiger la réintégration du maire dans ses fonctions. Je pris la parole à ce rassemblement en précisant toutefois que je n'engageais que ma responsabilité.

Voici comment la note de renseignements n° 181 rend compte de mon intervention :

...Enfin, Thourel membre du C.L.L., s'adresse au public au nom des anciens de la Résistance pour protester également contre la suspension de M. Clamens. Il refuse de reconnaître l'autorité d'une délégation spéciale nommée par les pouvoirs publics et demande que soient respectées les décisions du suffrage universel. Après une diversion sur la Constitution de 1875 et la position à ce sujet des organisations de Résistance, il revient au principal sujet de la manifestation et demande qu'une délégation soit immédiatement désignée pour aller demander aux membres de la délégation spéciale nommée par le préfet, de remettre leur démission et ajoute qu'en cas de refus de leur part, tous les manifestants iront à leur tour pour l'exiger.

Dans la soirée, vers 23 heures, MM. Siouzade, Massonié et Vignol ont fait connaître qu'ils démissionnaient et qui porteraient leur démission le lendemain à M. le Préfet de Tarn-et-Garonne ce qui a été fait[26].

Vis-à-vis du parti je m'étais placé dans une situation délicate ; d'abord j'avais repris de l'activité, ensuite j'avais organisé une manifestation contre le pouvoir légal et surtout j'y avais entraîné des membres du parti, car toute la cellule enthousiaste avait participé à l'action. Etait-ce la répétition de l'affaire des magasins généraux à Toulouse ? Cela y ressemblait fort. Aujourd'hui, je n'en suis pas autrement surpris, j'ai toujours été frondeur contre le pouvoir de classe que l'on n'a pas à ménager mais à combattre. Ce que je peux affirmer, c'est que lors de ces événements il n'y eut pas préméditation, mais révolte spontanée contre ce qui heurtait mon esprit de justice. J'ai toujours réagi ainsi contre toute forme d'arbitraire, à croire que je ne changerai jamais.

En octobre je n'avais toujours pas reçu l'affectation promise, mon traitement de permanent ayant été suspendu sans préavis, je m'étais installé à Montauban où j'allais monter un petit commerce sur le marché.

Plus aucune nouvelle de Toulouse, mais à Montauban des allusions de plus en plus fréquentes à mon exclusion, sans que je le puisse démentir ou le confirmer,

26. Archives Bertaux. Compte rendu de la manifestation, in D. Porté, *op. cit.*

toujours tenu par ma promesse. A la fin octobre, on ne fit plus mystère à Toulouse de mon exclusion, toutes précautions étant désormais inutiles, car J. Gresa avait été élu député à ma place. La direction avait gagné en plaçant un homme à sa dévotion tout en éliminant un responsable indiscipliné. C'est alors que je compris que le parti m'avait dupé et que la consigne de silence que l'on m'avait fait accepter ne visait qu'à calmer mon impatience et à gagner du temps. Cette précaution paraîtra assez insolite, alors qu'il est malheureusement prouvé que généralement les exclus se taisent, se font oublier, menacés d'écrasement par le poids du parti. Les « attentions » dont je fus l'objet tendraient à prouver que l'on m'avait jugé capable de réaction, connaissant mon caractère. Je suis flatté de cette appréciation qui va s'avérer juste dans peu de mois.

10. Les réactions de la base

Les statuts du parti indiquent que toute exclusion doit être prononcée par la cellule de l'intéressé, en sa présence, et qu'elle doit être ensuite ratifiée par toutes les instances supérieures. En ce qui me concerne, on a vu que ce fut exactement le contraire. C'est seulement en janvier 1946 que ma cellule apprend officieusement qu'une sanction a été prise contre moi.

Richard Gallardo, secrétaire de ma cellule m'écrit à Montauban (*voir document* n° 11).

J'aimerais que tu me donnes des explications en ce qui concerne la sanction prise contre toi par le B.R. *Cela m'aurait mis au courant pour donner des précisions au comité de section duquel je fais partie comme responsable « aux cadres ». Mais malgré cela je pose la question d'abord à la cellule, ensuite au comité de section et une motion est faite en ta faveur et transmise au bureau régional par l'intermédiaire de la section. Cette motion a été sans réponse ou certainement oubliée. C'est pour cela qu'à notre dernière réunion je pose encore la question devant le secrétaire administratif de la section. La discussion a duré une demi-heure. Plusieurs camarades ont pris la parole en ta faveur et une motion a été votée et adoptée* à l'unanimité par 25 voix. *La cellule me charge de te demander si tu voudrais assister à une réunion extraordinaire* pour nous donner une explication [27]. *(Les passages soulignés l'ont été par moi.)*

Il aura donc fallu que je me présente devant ma cellule pour expliquer moi-même le motif de mon exclusion décidée au sommet en août de l'année précédente. Qui, après cet exemple oserait parler de violation de statuts et d'absence de démocratie dans le P.C.F. ? Si je n'apportais des preuves écrites, donc irréfutables, on pourrait douter que de telles pratiques aient pu exister. Et comme on n'en était pas à un mensonge près, la fédération du Tarn-et-Garonne osera écrire dans la brochure déjà citée [28].

L'exclusion est tout à fait régulière, décisions successives de sa cellule, du comité fédéral de la Haute-Garonne et du comité central.

---

27. Lettre de Richard Gallardo, du 30 janvier 1946.
28. Brochure *L'Hitlero-Trotskysme, op. cit.*, p. 5.

Voilà pourquoi, en raison de falsification de texte et de mensonges dont j'ai été l'objet, j'ai toujours, depuis, montré quelques réticences à accepter comme seule vérité la chose écrite en milieu communiste.

En recevant l'invitation du secrétaire de ma cellule et en acceptant d'y répondre, je savais le risque que j'encourais. D'une part j'allais rompre le pacte de silence que j'avais accepté et provoquer des réactions qui pourraient être brutales. C'était donner motif à engager contre moi l'épreuve de force, car je me doutais que l'appareil avait dû profiter de mon éloignement de quelques mois pour conditionner la base et éviter des réactions identiques à celles de ma cellule. D'autre part, pouvais-je refuser de m'expliquer devant des camarades dont certains avaient contribué, avec moi en d'autres temps, à créer notre cellule et rester insensible à une motion votée en ma faveur à l'unanimité ? Le choix était dramatique, dire la vérité sans porter atteinte au parti auquel j'étais encore attaché. C'est la première fois que j'allais publiquement avoir à choisir entre prendre en compte la responsabilité personnelle de mon acte, ou mettre en cause la direction du parti et les responsables qui l'avaient conseillé. J'optais pour une solution intermédiaire, je dirai tout de mon exclusion et des conditions dans lesquelles elle avait été prononcée, mais je ne dirai rien sur la directive reçue au camp, sauf si des circonstances imprévues m'y obligeaient. Pour prouver dans quel état d'esprit je me trouvais à l'égard du parti en acceptant l'invitation qui m'était faite, je reproduis ci-après dans son intégralité la lettre par laquelle j'annonçais au secrétaire de ma cellule que j'assisterai à la réunion.

Montauban, le 3 février 1946
Au camarade Gallardo

Mon cher camarade,

Je n'ai pas besoin de te dire avec quel plaisir j'ai reçu ta lettre du 30 janvier. Dans cet isolement moral dans lequel je me trouve il est des marques de sympathie qui sont d'un grand réconfort pour supporter certaines peines.

Tout d'abord je veux m'excuser de ne pas t'avoir rendu visite au cours de mon dernier passage à Toulouse. J'avais l'intention de venir te voir, mais tu vas comprendre pourquoi je me suis abstenu par la suite, malgré tout le plaisir que j'aurais eu à te serrer la main.

J'ai pensé qu'une visite à ton domicile pourrait être mal interprétée par certains, souvent mal intentionnés, car je n'oublie pas que je suis exclu du parti et que toi, tu es le représentant légal du parti, étant le secrétaire de la cellule. Je suis assez discipliné pour m'abstenir de tout ce qui peut être une gêne pour le parti.

Néanmoins, j'ai appris la décision prise par la cellule à mon égard et sois assuré que ce n'est pas sans une grande émotion que j'ai compris l'estime que tous les camarades n'avaient cessé de me porter. Je crois être toujours digne de votre estime.

Tu dois comprendre, mon cher Gallardo, que mon plus grand désir aurait été au moment de mon affaire de venir m'expliquer devant vous, car j'étais certain que connaissant mon passé vous ne m'auriez pas condamné. On m'a refusé ce droit, car le même jour on m'a demandé de quitter la Haute-Garonne, où paraît-il j'étais gênant. Bien mieux, on vous a expliqué mon cas en dehors de ma présence.

Je suis assez discipliné pour accepter la sanction prise sans me laisser aller à des mouvements de mauvaise humeur, mais toutefois je regrette la dureté de la sanction de même que la façon dont elle a été prise. Je pense qu'ayant été élu à mes fonctions par les délégués des organisations du parti, ce sont ces mêmes délégués qui, après explications, auraient dû se prononcer sur mon cas. Je regrette

fort cette erreur, car les camarades dont j'avais l'estime n'auraient pu me condamner sans appel.

Je sais que de nombreuses organisations tant dans la Haute-Garonne qu'ailleurs ont pris position en ma faveur. Bien souvent j'ai dû user de mon influence pour leur éviter des mouvements inconsidérés, c'est pourquoi je vous demande également, tout en vous remerciant de la motion votée en ma faveur, de ne rien faire qui puisse nuire au parti. Il faut toujours mettre le parti au-dessus de tout, les questions de personnes ne comptent plus lorsqu'il s'agit de l'intérêt du parti.

J'ai été élevé dans l'esprit de sacrifice que l'on doit au parti c'est pourquoi je lui sacrifie encore un passé sans tâche et mon honneur de militant.

Cependant, comme c'est le vœu formulé par la cellule, je suis prêt à venir vous donner toutes les explications sur mon cas et cela pièces en main. Je vous demande simplement que cette réunion ne soit pas ordinaire car je n'ai pas le droit d'assister à une réunion du parti. De même, en aucun cas, je ne veux que cette réunion ait un caractère fractionnel.

Ceci dit, je te laisse le soin de fixer toi-même la date de la réunion. Je me tiens à votre disposition n'importe quel jour de la semaine, sauf le samedi soir qui me gênerait. Je crois que le plus tôt sera le mieux. Je te demande de m'informer de la date deux ou trois jours à l'avance, soit par lettre soit par télégramme.

En attendant le jour heureux qui nous réunira, je te charge d'être mon interprète auprès de tous les camarades de notre vieille cellule, dont toi et moi ainsi que d'autres anciens furent les fondateurs, pour leur exprimer l'émotion que j'aie ressentie à la suite de leur geste et les assurer que quelle que soit l'issue de mon affaire je reste ce que j'étais : le communiste sincère, indéfectiblement attaché au communisme, le plus bel idéal qui soit et toujours prêt aux plus grands sacrifices pour le triomphe de sa cause.

Dans l'attente de ta convocation, je t'adresse mon cher camarade, mes fraternelles salutations.

Que pourrais-je ajouter à cette lettre si ce n'est que trente années après l'avoir écrite je ne comprends encore rien au conditionnement que moi et tant d'autres avons subi pour en arriver à accepter une telle aliénation. Alors, comment ceux qui ne sont pas passé par le P.C., à quelque époque que ce soit, y comprendraient-ils quelque chose ?

La réunion eut lieu le 14 février. Tous les anciens camarades et les nouveaux étaient présents, plus Pueyo, du comité de section ainsi que Ducel et Jourdan, l'un représentant la direction régionale, l'autre le « tribunal d'inquisition ».

Si l'accueil des bureaucrates fut glacial, celui des membres de la cellule fut des plus chaleureux et je ne pourrai jamais oublier cela. Dès l'ouverture le secrétaire lut la lettre par laquelle j'avais annoncé mon intention de participer à la réunion. Les termes de ma lettre auraient dû être de nature à rassurer les inquisiteurs sur mes intentions, il n'en fut rien. Prenant la parole Ducel déclare cette réunion illégale et annonça des sanctions à l'encontre des responsables de la cellule pour l'avoir provoquée. La cellule passa outre cette menace et décida de m'entendre en priorité. L'attitude haineuse de Ducel et Jourdan et les menaces de sanctions contre mes camarades, furent la goutte qui fit déborder la coupe. D'un seul coup le voile se déchira, je n'avais plus rien à attendre de ce parti insensible à tout sentiment humain et animé par des fonctionnaires-robots appliquant servilement les instructions reçues. Il est des minutes dans la vie qui comptent plus que des décades. Dès cet instant j'ai senti qu'entre ce parti auquel j'avais tout donné et

moi, tout était rompu, c'était la cassure définitive, je le rejetais comme il m'avait rejeté. Désormais nous ne nous devions plus rien et dorénavant je mettrai plus d'application à défendre mon honneur que le sien.

Après quelques minutes de réflexion c'est dans cet état d'esprit tout nouveau que pendant près d'une heure, j'ai expliqué mon affaire en disant toute la vérité sans rien omettre. Je m'efforçais de démonter pièce par pièce la machination dont j'avais été la victime et qui dès le début n'avait pour but que de m'écarter du parti. En agissant ainsi je savais que je signais ma condamnation sans appel, mais accepter par lâcheté de mentir à des camarades que j'estimais, me plier à une discipline que je ne reconnaissais plus, approuver une sanction injuste pour couvrir une faute de responsables hauts placés, étaient au-dessus de mes forces, c'était plus que je n'en pouvais supporter. Je me suis libéré ce jour-là et je ne l'ai jamais regretté, au contraire.

Malgré des interventions de Ducel et Jourdan qui se relayèrent pour démontrer ma « trahison », personne ne fut convaincu, à l'unanimité les camarades de ma cellule m'approuvèrent, mais j'étais perdu. Les inquisiteurs se retirèrent la mine défaite, furieux de leur échec. Leur vengeance se manifesta par la suite, car le coup fut dur pour la cellule au sein de laquelle l'esprit de solidarité entraîna de nombreuses « purges » à commencer par celles des responsables. Quelques temps après, lorsque j'ai retrouvé d'anciens camarades j'ai appris qu'il y avait eu d'autres manifestations de solidarité dans diverses cellules. Il y en aura aussi en Tarn-et-Garonne, mais cela fut étouffé et caché par les exécuteurs des basses œuvres. Un mot encore, malgré toutes les démarches faites de juin 45 à juillet 1946, je n'ai pu avoir par écrit confirmation de mon exclusion car ce qui m'a été remis n'était qu'une proposition. Bien que le résultat fut le même, y a-t-il eu vraiment exclusion ? Si oui, par quel organisme a-t-elle été prononcée ? Je ne le saurai certainement jamais. D'ailleurs, ce n'est que par curiosité que je pose cette question, car depuis longtemps la réponse me laisse indifférent. Pendant une longue période j'ai eu l'impression qu'il n'y avait pas eu exclusion réelle. L'annonce de ma « maladie », la non-information du parti, la procédure qui traînait en longueur, la promesse orale d'une autre affectation, le paiement de mon traitement de permanent, tout cet ensemble de faits donnait à mon affaire une apparence irréelle, dans ce parti où tout est d'avance organisé, codifié.

Si je ne m'étais pas rendu devant ma cellule pour dire enfin la vérité, si je n'avais pas participé pendant l'été aux événements de Verdun-sur-Garonne, si je n'avais pas répondu vigoureusement aux attaques de la fédération de Tarn-et-Garonne, enfin, si je n'avais pas adhéré, pendant l'été 1946, à la IVe internationale trotskyste, ce qui pouvait être pris pour le comble de l'insolence, qui peut dire que je n'aurais pas été maintenu au parti, sous contrôle permanent, tenu en réserve et conditionné en vue d'éventuels procès. Sait-on jamais ?

11. La polémique en Tarn-et-Garonne

A l'issue de la réunion de ma cellule à laquelle j'avais assisté, les responsables de la région présents avaient annoncé que mon exclusion serait rendue publique.

Connaissant les procédés utilisés en pareil cas, je savais que l'on allait employer tous les moyens visant à me discréditer aux yeux de la base. Contre un appareil doté de puissants moyens d'information et de persuasion, j'allais me heurter à

d'énormes difficultés pour rétablir la vérité en faisant connaître les motifs réels de mon exclusion. Si j'avais perdu toute confiance en ce parti qui m'avait dupé, je n'entendais pas pour autant que mes explications puissent être considérées par mes camarades, comme une attaque délibérée contre leur parti. Je devais donc être ferme dans mes explications tout en étant mesuré dans mes propos, et cela malgré la faiblesse de mes moyens. Je n'avais pas à me forcer en agissant ainsi, car il n'était pas dans mes sentiments du moment de brûler en un seul jour tout ce que j'avais adoré pendant dix années. Déçu, trahi par le parti qui avait porté mes espérances, je l'examinais d'un œil nouveau, plus critique, mais qui ne pouvait être celui d'un adversaire. Le parti se chargera rapidement de me détromper sur la vanité de mes sentiments généreux.

Je ne faisais plus mystère de mon exclusion, au contraire. M'étant délié de ma promesse de me taire et de ne voir personne, j'en informais, chaque fois que possible, les camarades avec lesquels je pouvais avoir des contacts. Installé définivement à Montauban, j'appris de plusieurs camarades que la durée de mon exclusion aurait été fixée à un an, ce que l'on s'était gardé de me dire en juin 1945. Une année s'étant écoulée, je tentais une ultime démarche en écrivant le 13 juin 46 au comité central pour demander ma réintégration à la base en sollicitant une décision rapide. Celle-ci fut rapide en effet, mais ne se présenta pas sous la forme attendue.

Le 29 juin, dans *L'Etoile du Quercy* organe de la fédération communiste de Tarn-et-Garonne, une mise en garde était publiée contre moi et, dans un communiqué aux militants, la fédération menaçait *d'exclusion* tout membre du parti qui serait *surpris à me parler*. Fallait-il que mes premières explications aient commencé à porter pour que je sois jugé contagieux au point de susciter une mise en garde publique assortie de la menace suprême ; l'exclusion. Lorsque j'essaye de comprendre à quel mobile répond le procès d'intention qui m'est fait et les desseins obscurs que l'on me prête, devant l'outrance du verbe toujours accusateur, d'abord je suis plus triste qu'irrité en voyant des camarades perdre à ce point le sens de la mesure. Puis bien vite, je vais comprendre qu'il s'agit d'une opération minutieusement préparée et visant à saper préventivement toute influence que je pourrais avoir sur des camarades ayant travaillé sous ma responsabilité dans une période qui n'était pas tellement lointaine. Lorsque je serai certain du mobile de cette manœuvre et que je saurai quels sont les hommes chargés de son exécution, je n'hésiterai plus.

Je n'acceptais pas cette mise en garde, c'était la rupture définitive avec le parti et avec certains hommes qui allaient affirmer des faits qu'ils savaient être absolument contraires à la vérité. Décidé à couper les ponts qui pouvaient me relier à ce qui était devenu mon ancien parti, j'optais pour l'épreuve de force au-delà de laquelle aucun retour en arrière ne serait plus possible. La mise en garde à mon sujet étant connue de tous les militants de Tarn-et-Garonne, je me devais sans le concours de la presse non communiste, que je récusais d'avance, de faire connaître la vérité, sinon à tous les militants, du moins au plus grand nombre. Je fis imprimer une lettre dans laquelle, après avoir situé mon passé de militant, j'indiquais le motif réel de ma demande de libération du camp de concentration, je dénonçais les responsables fédéraux que je savais être les instigateurs de l'attaque perfide dont j'avais été l'objet. Je profite de l'occasion pour confesser une erreur figurant sur cette lettre ouverte. Ce n'est pas le n° 1 de *L'Etoile du Quercy* que je prépare à la scierie de M. Rauly mais le n° 3, en effet les deux

premiers ayant été faits par Jean Duplan. Il est bon de rendre à ce vieux *Jules* ce qui lui revient. Il a dû comprendre depuis longtemps que je n'avais pas l'intention, par une erreur de numéro, de m'accaparer une partie de son passé de militant au demeurant prestigieux. Cette lettre ouverte, que je souhaitais intérieure au parti fut envoyée par poste à près de trois cents militants.

Si cela a été possible ce fut grâce à l'aide généreuse tant financière qu'en adresses de militants, que je reçus de plusieurs membres du parti. Certains l'ont quitté depuis ou ont été exclus à leur tour, certains y sont encore sans jamais avoir cessé d'entretenir avec moi des relations amicales. Je ne pourrais jamais oublier de quel secours me fut leur confiance et leur amitié en ces temps difficiles.

La réception de cette lettre par les militants déclencha une crise d'hystérie parmi les responsables de la fédération. Pendant plus d'une semaine ils sillonnèrent le département pour tenter d'en récupérer le plus grand nombre.

De nouvelles accusations ayant été portées contre moi le 20 juillet, je répondais par une nouvelle lettre aux militants. Dans sa réunion du 20 juillet, le comité fédéral faisait voter une résolution publiée le 27, dans laquelle j'étais dénoncé comme un agent de la IV^e^ Internationale trotskyste qui est une filiale de la section étrangère du parti national-socialiste allemand créée en 1934 (*voir document* n° 12). Au même titre que moi est dénoncé Amaury Cuenne, ex-membre du comité fédéral, que je ne connaissais pas. La résolution ajoute que tout membre du parti qui entretiendra des contacts avec nous sera exclu. Pour la première fois en Tarn-et-Garonne on ne recule pas devant l'emploi des grands moyens, celui de l'accusation la plus infamante, celle d'être trotskyste. Staline avait déclenché dans le mouvement international une telle haine à l'égard de Trotsky et des communistes qui lui étaient restés fidèles, que cette seule appellation hérétique faisait trembler même les moins convaincus. Toutes les purges de l'ère stalinienne en U.R.S.S. et ailleurs ne furent-elles pas menées au nom de la lutte impitoyable à mener contre l'ennemi n° 1. Cette lutte sans merci trouve déjà son expression mensongère et haineuse dans le premier numéro publié depuis la Libération de *La Vie du parti*[29]. Qu'on juge par cet extrait :

En ce qui concerne l'activité des provocateurs, les communistes doivent savoir qu'on songe dans certains milieux à utiliser les trotskystes comme éléments de provocation contre notre parti.

Pendant l'occupation, la gestapo a fait publier par ses agents trotskystes un journal de provocation dénommé La Vérité. *Dans ce journal les agents trotskystes au service de la gestapo attaquaient les patriotes qui se livraient à la guérilla contre les boches. Ils complétaient sur le plan de la provocation la politique d'assassinats d'otages instaurée par Hitler pour essayer d'effrayer les patriotes.*

Les agents de l'ennemi qui ont publié ce torchon pour le compte de la gestapo auraient dû être arrêtés depuis déjà longtemps ; or nous savons qu'ils ont eu l'audace d'aller demander au ministre de l'Information l'autorisation de faire paraître leur journal trotskyste. Le fait que ces provocateurs ont pu faire cette démarche sans se faire arrêter immédiatement comme agents de l'ennemi est très significatif.

A la lecture de cette prose haineuse on reste médusé devant tant de bassesse. Saura-t-on jamais le nom de la canaille de service qui a pu commettre ces lignes ?

29. *La vie du parti*, sept. 1944, p. 32.

Tout y est depuis les trotskystes agents de la gestapo (répété plusieurs fois), jusqu'à leur demande d'arrestation.

Mais là où dans ces lignes on ne sait plus si l'on doit voir bouffonnerie ou cynisme c'est lorsqu'on fait allusion à la demande de parution de *La Vérité* faite au gouvernement de la république, après la guerre, autorisation d'ailleurs accordée ce qui est la preuve qu'il n'y eut jamais collusion avec l'occupant. Ces propos perfides venaient-ils pour faire oublier qu'en 1940 il y eut une demande de parution de journal, mais il s'agissait de *L'Humanité* et la demande était faite aux autorités allemandes d'occupation. Ces deux situations étaient bien différentes on en conviendra. Mais à crier très fort pour dénoncer les « fautes » que l'on impute aux autres, n'est-ce pas le meilleur moyen de faire oublier les siennes ? Sacré Staline, tu en as eu de ces trouvailles... !

Pour la fédération du Tarn-et-Garonne, l'utilisation de l'ennemi trotskyste était une nouveauté. Fallait-il que l'on m'ait considéré comme dangereux pour utiliser une telle arme ! A ce moment, je peux affirmer que je n'avais ni de près, ni de loin, aucune attache avec le mouvement trotskyste en France, dont j'ignorais jusqu'à l'existence. Ainsi par une accusation qui se voulait infamante et destinée à faire bonne mesure dans le flot de calomnies déversées contre moi, le parti communiste a réussi, dans les semaines qui suivirent à faire de moi et d'autres camarades, qui par solidarité démissionnèrent du P.C.F. des trotskystes et à implanter ce mouvement dans le département (on verra plus loin que ce n'est que par la suite que j'ai pris contact et adhéré à la IV[e] Internationale). Emportés par leur zèle répressif, les responsables de la fédération ne pouvaient mieux faire comme résultat. Gageons qu'ils n'auront pas été félicités pour cette action d'éclat, même si l'ordre était venu d'en haut.

Le 28 juillet pour répondre à de nouvelles calomnies j'écrivais à la fédération pour l'informer qu'avant de porter le débat sur la place publique je lui proposais la constitution d'un tribunal d'honneur composé uniquement par tirage au sort d'anciens résistants afin de déterminer les responsabilités de la tension persistante dans le département. J'acceptais d'avance l'arbitrage qui serait rendu par ce tribunal... On me fit répondre oralement que ce tribunal d'honneur siègerait dans la forêt de Montech. L'allusion à l'élimination physique était évidente, car elle avait été un des terrains d'exécution durant l'occupation.

Désormais les choses étaient claires ; n'étant pas de ceux qui encaissent les coups sans les rendre et n'ayant plus aucun désir de revenir dans le sérail, j'allais devoir réagir devant le vide que l'on tentait de créer autour de moi. Confronté à cette situation j'allais faire une constatation qui se résumait à ceci : le P.C. a les militants qu'il mérite et aussi ceux qu'il ne mérite pas. Je parlerai d'abord des premiers qui furent hélas les plus nombreux ; ceux qui, sur la foi de calomnies et sur une injonction qui n'était rien moins qu'une atteinte à la dignité de l'homme, rompirent toutes relations avec moi, certains, ils furent plus rares, faisant chorus avec mes accusateurs. La brutale discipline de parti faisait que ceux-là mêmes qui me tendaient une main apparemment chaleureuse se muaient en procureurs pour m'accabler et selon la règle, ceux avec qui j'avais été le plus lié deviendraient mes plus farouches accusateurs. On ne peut parler de mauvaise foi mais de conditionnement qui faisait que la condamnation d'un militant connu pour son honnêteté et aux qualités reconnues dans le combat, pouvait être acceptées par d'autres militants non moins honnêtes, dès l'instant où on leur affirmait qu'il y allait de l'intérêt du parti. D'où la dualité qui s'affirme intérieurement en chaque commu-

niste : une sympathie générale pour la masse et une indifférence relative à chaque individu en particulier.

C'est en cette période que je me suis rendu vraiment compte de ce que ce parti avait d'inhumain, puisqu'aussi bien sur un ordre de lui, un militant honnête était capable de piétiner les amis, les proches, les parents (cela s'est vu). Ainsi la meute des chiens s'acharne sur les victimes déjà abattues. L'horreur instinctive du renégat est un sentiment très répandu dans le parti, c'est sur ce sentiment que la direction va miser pour m'isoler. Parmi cette catégorie de militants qui acceptèrent d'appliquer les décisions de la fédération, il est ceux qui apportèrent leur voix au concert calomniateur, ils furent une minorité, les autres, par contre, acceptèrent par discipline cette mesure qu'ils jugeaient sévèrement en leur for intérieur. Beaucoup sont revenus sur leur aveuglement et je ne compte plus ceux qui depuis plusieurs années me font savoir en toutes circonstances ou me disent combien ils regrettent leur attitude passée.

Il convient maintenant de parler des militants qui contre vents et marées, bravant les foudres de l'excommunication me conservèrent estime et amitié. Ils ne furent que quelques dizaines dès le début c'est vrai, mais comment pourrais-je jamais les oublier ! Certains, écœurés démissionnèrent du parti, parfois avec éclat, d'autres ne pouvant aller aussi loin y restèrent, certains y sont encore, mais jamais nos relations n'ont été altérées, je les revois toujours avec un égal plaisir.

Dans la fédération de la Haute-Garonne aussi, il se produisit des remous à la base, notamment après la publication d'une mise en garde contre moi dans *La Voix du Midi*[30]. Sur le moment je n'ai pas connu l'ampleur de ses réactions, mais au fil des ans et au hasard des rencontres j'apprends qu'elles furent bien plus nombreuses que les bureaucrates ne voulurent bien le dire. Il n'est que de se souvenir de l'unanimité avec laquelle ma cellule prit position en ma faveur.

En Tarn-et-Garonne la résistance aux injonctions de la direction, bien que minoritaire, resta vive longtemps et certaines cellules donnèrent bien des soucis aux « inquisiteurs ». Quelques exemples : à Verdun-sur-Garonne le secrétaire de la section adresse une lettre fort élogieuse à mon sujet à la suite d'une demande de renseignements de Pierre Gouze, alors employé au comité central. De cette cellule de Verdun, cinq camarades démissionnèrent en septembre de la même année, en annonçant leur intention d'adhérer comme moi à la IV[e] Internationale. A Verdun toujours, une démission retentissante, celle d'Alexandre Clamens, maire de la commune et conseiller général communiste de Tarn-et-Garonne élu l'année précédente. De sa lettre de démission adressée le 7-7-46 à la fédération, j'extrais quelques passages significatifs.

C'est pour cette raison (non application du programme du C.N.R.*) et en accord avec ma conscience, car je ne consens pas à être un instrument servile, que je n'ai pas voulu, et que je me refuse à aller devant les masses y défendre une politique d'abandons successifs que je condamne moi-même.*

Mais si sur le plan national je ne pouvais intervenir en rien, par contre, j'ai constamment œuvré sur le plan départemental et j'ai eu le regret de constater que la fédération de Tarn-et-Garonne au lieu de m'aider, m'avait contré, ou plus exactement avait contré le représentant du P.C. *au Conseil Général.*

Et de conclure :

30. *La Voix du Midi*, 22 septembre 1946.

Camarades, en résumé, après avoir aussi succinctement que possible fait connaître mon action dans le sens de l'idéal communiste qui demeure le mien, j'ai l'impression très nette depuis longtemps déjà que je suis devenu indésirable au sein de la fédération du parti communiste, parce que je n'ai pas l'échine souple et que je ne sais pas, même le voudrais-je, dire le contraire de ce que je pense.
Pause de 1936
Pause de De Gaulle
Pause de 1945.
eh bien, je désire aussi faire la pause sur une voie de garage en espérant que le train repartira bientôt sur la bonne voie.

Quiconque a connu Alexandre Clamens ne sera pas surpris de la sévérité avec laquelle il critique la politique du P.C.F. ; il n'était pas homme à déguiser sa pensée, quel qu'en fut le risque. Il fut de ceux qui refusèrent de rompre leurs relations avec moi. Au contraire celles-ci ne furent jamais aussi étroites qu'en cette période, détail curieux c'est par lui, qu'incidemment j'appris l'existence du mouvement trotskyste en France ainsi qu'on le verra relaté par ailleurs.

Dans d'autres cellules du département il y eut des réactions parfois vives au moment où débuta la campagne de calomnie. A Lauzerte par exemple, des camarades prirent position en ma faveur en des termes peu amènes à l'égard des responsables de la fédération. Sentant qu'elle n'arrivait pas à contrôler entièrement la situation, la fédération, émue des nombreuses réactions contraires à ses prévisions, décide de frapper un grand coup pour tenter de saper mon crédit auprès de militants qu'elle n'avait pu convaincre. Elle édite une brochure de vingt-quatre pages sous le titre *Une arme de la réaction et du fascisme, l'Hitléro-Trotskysme — son activité, ses agents dans notre département.* Cette brochure m'est entièrement consacrée. Dès les premières lignes les auteurs reconnaissent au sujet de l'envoi de ma lettre ouverte que « *des camarades non avertis ont pris ses affirmations pour argent comptant, d'autres se sont même fait ses complices en diffusant cette lettre* ». Tiens, tiens, j'avais ignoré ce détail et l'aveu était de taille, ma lettre avait porté et maintenant je le savais. Suivait la réaffirmation que j'étais un agent hitléro-trotskiste, alors que ce n'est qu'après la publication de cette brochure que je pris contact avec le P.C.I. Comment qualifier ce ramassis d'insultes, de calomnies, de mensonges, de faux témoignages ainsi que de contradictions les plus évidentes. L'assemblage des épithètes employés pour me qualifier reste pour moi l'un des plus abjects monuments de la bassesse stalinienne.

Les résultats de la diffusion de la brochure durent être assez décevants car à vouloir trop prouver on ne prouve rien et l'outrance de l'accusation me rallia encore quelques camarades et entraîna quelques démissions. Pour la première fois on avait accolé le qualificatif d'hitlérien à celui de trotskiste en pensant donner plus de poids à la réunion de ces deux mots cependant contradictoires. Mais c'était trop, mes détracteurs avaient négligé le bon sens des anciens militants. Comment des camarades qui m'avaient connu dans la Résistance pour avoir travaillé sous ma responsabilité pouvaient-ils admettre que je fus un hitlérien ? Le seul fait qu'ils soient tous libres et vivants était la démonstration éclatante du contraire. C'en fut trop et beaucoup le dirent. On a pu tromper des adhérents de fraîche date, ceux qui avaient volé au secours de la victoire, mais pas les autres.

Alors, comme je résistais avec acharnement, on essaya autre chose, l'insinuation perfide attaquant l'homme à défaut du militant. Les histoires de fonds qui accompagnent généralement les exclusions commencèrent à filtrer. Ayant eu

connaissance de certains propos qu'aurait tenu J. C., j'allais le voir et exigeais une rétractation écrite afin de couper court à toute nouvelle insinuation. L'accusation était d'ailleurs grotesque, car comment dilapider 150 000 F (on avait fait bonne mesure) alors que responsable politique je ne percevais que mon traitement de permanent, tous les fonds étant gérés par un trésorier. Quant au voyage à Lyon, raconté dans un chapitre précédent, si j'avais eu une telle somme à ma disposition je n'aurais pas eu à voler un vélo pour tenter de rentrer à Agen, et je ne me serais pas nourri pendant deux jours et par économie, de charcuterie récupérée sur des trafiquants du marché noir. Ces ragot étant arrêtés, j'en profitais pour faire savoir à la direction que si une fois encore, j'étais mêlé à une affaire d'argent, alors moi je parlerais et ce que je dirais avec preuves ne serait pas agréable à entendre par tout le monde. L'avertissement fut entendu, car jamais plus je n'eus connaissance d'autres accusations de ce genre, le P.C. ne tenant pas à ce que certaines choses soient portées sur la place publique moi non plus d'ailleurs. Je me suis volontairement condamné au silence sur certaines affaires et je suis resté fidèle à cet engagement moral que j'ai pris. Je le respecterai tant que des circonstances exceptionnelles ne me forceront pas à agir autrement.

Cette manœuvre ayant échoué on tentera alors de me discréditer en essayant de me faire porter la responsabilité d'une affaire de la Résistance dont le parti n'avait pas à tirer fierté. C'est ainsi que quelques années après la guerre, j'ai eu en main et l'ai conservée une déclaration imprimée de Sulpice Devez, ancien député communiste ayant quitté le parti après la signature du pacte germano-soviétique. Dans cette déclaration : « Contribution à la vérité » il n'en affirme pas moins qu'alors qu'il était déporté en Allemagne, j'aurais dirigé une expédition chargée de faire sauter sa maison et que seule une panne de voiture m'avait empêché de réaliser ce crime. Je comprends l'indignation de Devez lorsque quelque camarade mal intentionné lui a donné cette information qui n'est que pure affabulation. Bien entendu, je n'ai rien à voir avec cette affaire et il m'est très facile de me justifier. Renseignements pris par la suite, la maison de Devez se situait à Villemur-sur-Tarn, dans la Haute-Garonne ; or, pendant la Résistance, je n'ai exercé aucune responsabilité dans ce département où j'étais d'ailleurs interdit de séjour. A mon retour à Toulouse en 1944, d'autres affaires m'occupaient. Ce n'est pas d'Agen que j'aurais pu monter une opération de ce genre et à quel titre l'aurais-je fait, n'exerçant qu'une responsabilité politique dans l'interrégion ? D'ailleurs, pendant la Résistance il y avait des équipes spéciales chargées de ce genre d'opération, lorsque cela était nécessaire. Pendant toute la période clandestine je n'ai pas une seule fois utilisé une automobile pour mes déplacements, ce mode de transport étant formellement interdit parce que trop facilement repérable.

Que Devez se rassure, si l'expédition dont il parle a été envisagée, ce ne fut pas de mon fait ; je l'ai totalement ignorée. Je regrette de ne pas l'avoir rencontré après la guerre, une explication entre nous m'aurait peut-être permis de savoir par quel triste personnage, et sur quel ordre avait été manigancée cette affaire contre moi. Ce ne sera pas la seule fois que des éléments douteux du parti, soit sur ordre, soit de leur propre initiative tenteront de me mêler à de sordides affaires. Ainsi en 1946, un vol à main armée ayant été commis dans une ferme près de Fabas (Tarn-et-Garonne) je fus convoqué quelques jours après à Montauban, par le juge d'instruction chargé de l'affaire. Le coupable était venu sur les lieux avec une 5 CV Citroën. Or, j'en avais acquise une d'occasion quelques mois auparavant afin d'exercer mon commerce sur les marchés, mais je l'avais revendue parce que

trop petite. Je n'eus aucun mal à prouver que le jour du vol cette voiture n'était plus en ma possession ; le nouvel acquéreur convoqué certifia le fait. Le juge d'instruction s'excusa et lorsque je demandais comment ses soupçons avaient pu se porter sur moi, car les 5 CV étaient encore nombreuses à l'époque, il me montra une lettre de dénonciation signée d'un communiste de Verdun-sur-Garonne (R.G.). Je fis savoir à l'intéressé et à d'autres par la même occasion que si pareil fait se renouvelait je n'hésiterais pas à attaquer les auteurs en justice. Fallait-il être descendu bien bas pour utiliser de telles méthodes de délation devant la justice bourgeoise ! Encore une forme de perversion sécrétée par le stalinisme.

12. Quelques réflexions sur mon exclusion

Trente années après l'événement, j'en ai aujourd'hui une vision claire. Des révélations qui me furent faites au hasard de rencontres, ou spontanément par d'anciens camarades, jointes à l'analyse de certains cas et enfin une longue réflexion, je crois pouvoir affirmer que mon élimination du P.C. fut bien un acte prémédité et que mes incartades à l'égard du pouvoir fournirent le prétexte au « clan des transplantés » de la direction régionale pour intervenir contre moi auprès du comité central. Ma demande de libération du camp ne fut que le motif légal. Les attaques dont je fus l'objet de la part de la direction du Tarn-et-Garonne ne vinrent qu'après, lorsqu'il fut décidé de rendre publique mon exclusion. Je ne l'ai donc jamais soupçonnée d'avoir participé à l'organisation du « complot » mais d'avoir engagée contre moi une polémique que rien ne justifiait et de l'avoir conduite en utilisant des méthodes déloyales. Que sont devenus ceux qui dans la Haute-Garonne participèrent à mon exclusion :

Georges Ducel qui, d'après des témoignages, aura joué dans mon affaire un rôle plus important que je ne l'avais supposé, apparaîtra, dès le mois de mai 1945, comme secrétaire régional à l'organisation. Le fait d'avoir pris ma place explique peut-être l'acharnement qu'il mit à obtenir ma condamnation.

Pierre Requier sera exclu en novembre 1945 et quittera la région. Il lui sera reproché d'avoir détourné une certaine somme d'argent appartenant au parti et d'avoir porté des accusations graves contre des membres influents du parti.

Henri Dupont sera relevé de ses fonctions à la conférence fédérale de 1946, puis sera exclu à son tour et quittera la région. Ainsi, en un an, le secrétariat fédéral mis en place après la Libération sera, par exclusions, entièrement renouvelé.

La valse des exclusions ne s'arrêtera pas là. Gilbert Germa qui remplaça Dupont sera exclu à son tour, puis son remplaçant Agenos (je crois), subira le même sort. Enfin Clément Jourdan qui fut chargé d'instruire mon « procès » sera à son tour exclu dans les années 48-50. Comme on le voit la machine à broyer les militants continuait son œuvre destructrice, mon exclusion après la Libération ne fut donc pas un cas isolé. Sur une douzaine de secrétaires régionaux qu'avant la guerre je fréquentais, il n'en restait qu'un au parti, quelques années après la Libération, Paul Balmigère. J'ai appris que certains tels Couchet, Raynal, Boyer avaient été exclus. Que sont devenus les autres ?

Dans mon ancienne région et ailleurs, pourquoi ces exclusions de vieux militants, la plupart ayant participé activement à la Résistance, certains ayant, de plus, subi la répression ? Dans les mois qui suivirent la Libération il était évident que s'amorçait une politique de modération, d'union derrière le pouvoir, politique

renforcée par le voyage de De Gaulle à Moscou, la signature du pacte franco-soviétique et le retour de Thorez en France. Staline avait besoin de l'aide de ses alliés pour remettre sur pied l'économie soviétique rudement éprouvée par la guerre et donc ne voulait pas d'une épreuve de force qui aurait pu se concrétiser par la prise du pouvoir par un P.C. loin de sa zone d'influence et que les alliés occidentaux auraient vue d'un très mauvais œil. Les mots d'ordres du parti à l'époque sont révélateurs de la politique suivie. L'amorce d'une telle politique ne pouvait se consolider que par de nombreuses expulsions du parti qui, tout en le purgeant d'éléments supposés indociles, lui permettait de se refaire une virginité compromise par son attitude équivoque durant les vingt premiers mois de la guerre.

La commission centrale de contrôle, joua à plein, à cette époque, son rôle d'épurateur. A la nécessité de prouver sa vigilance, la C.C.C. ajoutait souvent des vengeances personnelles, rivalités de clans, règlements de comptes, désir d'écarter les gêneurs trop francs, et ceux qui instruits par le passé étaient jugés peu aptes à accepter les nouveaux « tournants » que laissait prévoir la totale soumission du parti à Staline et à l'U.R.S.S. De nombreux résistants firent les frais de cette épuration. Pour une direction reprise en main par Maurice Thorez, les faits de résistance pesaient de peu de poids dans le passé d'un militant, car cela laissait trop comprendre que si leur résistance avait eu pour théâtre le sol national, d'autres avaient résisté à l'étranger. La direction devait donc ambitionner, pour développer sa nouvelle politique, un renouvellement rapide des cadres. La force du P.C.F., servi en cela, par les remaniements constamment apportés à son histoire, est de laisser ignorer aux nouveaux le sort des anciens. Ainsi, après chaque crise, on remplace les exclus par de nouveaux venus. Eux sont trop néophytes pour se souvenir d'erreurs ou d'injustices, étant persuadés que le parti ayant changé le passé est à jamais révolu. Cela peut expliquer le scepticisme de certains camarades qui n'étant pas passés par les camps de concentration semblaient douter et doutent peut-être que le parti, ou certains responsables, aient pu donner comme directive de faire des demandes de libération. A la rigueur, peuvent-ils admettre l'erreur d'un seul, car les hommes sont faillibles, mais pas le parti, pris en tant qu'intellectuel collectif qui, lui, ne peut se tromper.

A leur place et conditionné par tant d'années de stalinisme je crois que j'aurais eu les mêmes réactions. Mais ce dont je crois être certain, c'est que si j'avais pu être tenté par le doute, je n'aurais pas eu l'impudence de condamner sans preuves. Ce qui m'a mis hors de moi, c'est que parmi les plus acharnés accusateurs ils s'en trouvaient ignorant tout, non seulement des camps de concentration, mais encore de la situation de l'époque. Ils étaient de la même catégorie que ceux qui affirmaient péremptoirement, après le danger, « moi sous la torture je n'aurais pas parlé » pour accabler, eux n'ayant couru aucun danger, le malheureux qui à bout de souffrance avait craqué et dont je peux comprendre l'angoisse, mais que je n'excuse pas pour autant. Ah ! s'ils savaient ce qu'il nous en a coûté de vivre pendant des mois la peur au ventre, à la merci de la dénonciation, d'un contrôle stupide, de faux papiers trop vrais, dans l'attente de l'arrestation toujours possible et de l'inévitable torture qui en était le complément. Cela, comme mes compagnons, je l'ai subi volontairement, accepté par idéal, sans avoir la prétention d'être un héros, mais seulement un soldat engagé dans une bataille, dure, inhumaine, sans pitié et sans loi.

Personnellement, je laisse le titre de héros à nos « Tartarins » d'opérette. Mais

il est des rectifications que l'on est parfois obligé de faire pour éviter que la force persuasive de la répétition ne finisse par transformer la légende en histoire. Entendre raconter avec inexactitude, par quelqu'un qui y a été parfaitement étranger, une scène dont vous avez été le témoin, l'un des acteurs ou une victime, vous oblige à intervenir et à rétablir la vérité, et cela avec d'autant plus de conviction qu'on s'aperçoit souvent que les narrateurs ne sont que de faux témoins.

C'est aussi cela qui m'a obligé à rompre le silence.

Pour conclure cette réflexion sur mon exclusion, je la trouve synthétisée de façon la plus concrète dans le bulletin de l'opposition communiste de janvier 1962 :

Ceux qui, anciens F.T.P. *pour la plupart, s'accrochaient au parti et furent exclus à l'occasion de purges discrètes en 47-50, furent exclus souvent contre leurs cellules qui les soutenaient (et dans ce cas-là, l'appareil, après avoir usé de toutes les manœuvres abusives, allait jusqu'à procéder à la dissolution de la cellule), contre les volontés des militants qui les avaient accompagné pendant la Résistance. Pourquoi ces exclusions ? Le motif allégué ressortait de la calomnie pure et simple, dans la tradition stalinienne. Le motif réel : c'était des cadres trop influents. Ils étaient les témoins gênants du sabotage de la Libération. C'étaient des têtes dures, des résistants, donc, des indociles... S'ils ne s'étaient pas encore révélés dangereux pour la discipline-maison, ils étaient toujours des accusateurs potentiels, ils dénonçaient la « Libération trahie » et cette trahison passait pour eux, notamment par le désarmement des Milices Patriotiques*[31].

13. Le sort des exclus

Dans l'esprit de la direction du P.C.F. il n'y avait de choix, pour un exclu, qu'entre deux solutions ; ou se faire oublier et sombrer dans un effacement progressif mais total, ou passer dans les rangs de l'ennemi de classe. Tout autre solution n'était pas concevable.

Combien rejetés par le parti auquel ils avaient beaucoup sacrifié, et combien, brisés par l'injustice qui les frappait, perdaient la foi après cette expérience décevante ! Ceux-là, abandonnant toute activité militante, étaient perdus pour le combat socialiste. Si je ne les approuve pas, je peux au moins les comprendre, car comment croire en ce parti ou en un autre ? L'amalgame étant facile à faire en pareil cas ; certains autres, mais ils furent rares, brisés et aigris par l'épreuve imméritée, vouèrent au parti autant de haine qu'ils lui avaient prodigué confiance et dévouement. L'anticommunisme les fit basculer dans le camp de l'ennemi de classe : l'exemple de Doriot et de ceux qui le suivirent, est là comme un témoignage cruel et dramatique.

D'autres enfin, conscients que l'on peut abandonner l'église sans pour cela perdre la foi, après une période plus ou moins longue de réflexion, reprendront le combat dans d'autres organisations de gauche ou d'extrême-gauche. J'en ai rencontré un assez grand nombre dans les organisations au sein desquelles j'ai continué à militer par la suite. Les exclusions étaient généralement accompagnées de toutes sortes de calomnies qui n'avaient pour objectif que de discréditer le militant exclu, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, afin de lui interdire tout retour

31. *La Voie Communiste,* Bulletin intérieur n° 1, janvier 1962, p. 10.

à la vie politique. L'exclusion devait être la mort politique et, dans bien des cas, il en fut ainsi. Tout cela était fait au nom du socialisme, mais il est vrai, d'un socialisme de caserne dont le P.C.F. tend à se démarquer de plus en plus, mais qui, pendant un demi-siècle, fut donné en exemple à ses militants. C'est au nom de ce socialisme-là, que tant d'hommes furent déshonorés, broyés, anéantis et tout cela pour rien.

A la base et au niveau de responsabilités mineures, telles la cellule ou la section, un sentiment d'amitié liait les militants. Il s'agissait d'amité née d'un travail commun, de goûts communs, tolérés parce que donnant plus d'efficacité au travail militant. Au niveau supérieur, on rentrait dans cet univers glacé où amitié et confiance n'étaient guère de mise, où les marques de sympathies n'étaient souvent qu'une façade masquant jalousie et méfiance. Mais à quelque niveau que ce soit, que vienne le blâme ou la sanction contre un militant, la discipline jouait à plein et tout contact devait être coupé avec le « réprouvé ». Le parti avait tranché et sa loi sacro-sainte ne tolérait nulle défaillance coupable. Pour beaucoup, le choix était clair ; ou j'avais commis une faute et je devais la payer, ou bien la direction du parti se trompait, mais c'était impossible, car cela remettait en cause toutes leurs convictions. Dans ces conditions, le combat était inégal ; d'une part mon désir de ne pas me laisser discréditer aux yeux de militants estimés, d'autre part l'impossibilité d'aller à contre-courant dans ce parti où tout, y compris les sentiments, est si minutieusement conditionné.

Je devais donc, pour rester dans les normes staliniennes qui règlent tout, y compris le comportement des exclus, soit faire le mort et me faire oublier, soit rejoindre l'ennemi de classe. Je m'honore d'avoir choisi une troisième voie que d'autres, avant moi, avaient empruntée il est vrai, celle de résister, de crier la vérité, et de continuer à me battre au sein d'autres organisations, mais toujours du même côté de la barricade, celui auquel je reste fidèle à jamais par esprit de classe. C'est certainement à mon esprit de résistance affiché que je dois d'avoir eu à subir une attitude particulièrement agressive de la part de la direction habituée à plus de soumission. Aussi, cet esprit de résistance me vaudra de profondes marques de sympathie de la part de camarades qui, malgré toutes les menaces dont ils furent l'objet, me conservèrent leur confiance. Sans eux, aurais-je trouvé assez de force pour engager et continuer un combat inégal contre un appareil tout-puissant, afin de rétablir la vérité ? Je ne le pense pas. Je leur suis redevable de cet appui moral qui m'a permis d'aller jusqu'au bout, et aussi d'une aide matérielle des plus précieuses lorsque, rejeté par le parti, j'étais démuni de tout.

C'est ainsi qu'en 1945, lorsqu'il s'est agi de trouver une occupation, je n'ai pas songé à reprendre mon métier de boulanger ; non pas qu'il soit devenu dans mon esprit un métier « indigne », mais parce que je préférais créer de toutes pièces, une occupation plus en rapport avec mes goûts et possibilités du moment. C'est donc vers le commerce du livre que je m'orientais. Mes débuts furent des plus modestes dans cette profession que j'exerçais et que j'exercerai pendant trente années. L'absence de connaissances, de marchandises et d'argent fut un lourd handicap. J'ai débuté en pratiquant la location de livres sur le marché de Montauban, pour terminer ma carrière après avoir publié 231 catalogues de livres anciens et modernes. Pour mes débuts, l'aide de mes camarades fut généreuse car, c'est avec des livres qu'une quarantaine de membres du parti m'avaient prêtés, que j'ai pu monter mon service de location. Ces quelques livres, gages d'amitié, pèseront toujours lourd dans mon cœur du poids de la reconnaissance.

Il y eut une période d'espoir pour les bannis, victimes de méthodes répressives staliniennes, ce fut celle des révélations de Khrouchtchev devant le XXe congrès du P.C. de l'Union Soviétique. Ces révélations eurent pour effet une analyse du « phénomène stalinien » et de ses conséquences au sein de divers partis communistes, notamment européens. De cette analyse honnête, résulta une condamnation sans réserve des pratiques de certaines directions qui ordonnèrent, couvrirent et tolérèrent les persécutions dont furent victimes de nombreux militants révolutionnaires. Lorsque fut dévoilée la mécanique des procès, la condamnation fut sans appel, et la dénonciation du stalinisme irréversible dans certains P.C. Mais la direction du P.C.F. resta sourde aux échos du XXe congrès et s'opposa à toute tentative de libéralisation à l'intérieur du parti. Comment pouvait-il en être autrement, dans une organisation dirigée autoritairement par celui qui se dira longtemps encore le « meilleur stalinien de France ». Cette attitude est bien compréhensible maintenant. En réhabilitant des milliers de militants injustement exclus, c'était admettre avoir condamné des innocents et du coup reconnaître sa propre culpabilité.

La direction du P.C.F. reconnaît, timidement, de temps à autre que des erreurs ont pu être commises dans le passé, mais sans jamais préciser la nature de ces erreurs, ni désigner ceux qui en furent les victimes. Il n'est pas question de rendre justice à ceux qui furent injustement condamnés. Même André Marty, l'un des plus prestigieux parmi les « réprouvés » celui qui supporta l'accusation la plus infamante pour un communiste : celle d'avoir servi la police, si son nom n'est plus voué à l'anathème, on ne le laisse pas moins ensevelir sous le manteau de l'oubli. Jamais le moindre regret n'a été exprimé à son égard par un membre de la direction du P.C.F. A ce jour, aucun responsable n'a eu le courage nécessaire pour proclamer la vérité sur le sort injuste réservé à de nombreux militants et il est à craindre qu'aucun ne le fera. Ils savent se taire dans « l'intérêt du parti » mais reconnaissons que cet intérêt au nom duquel tout doit être sacrifié, s'accommode mal parfois, avec des actions qui n'honorent pas leurs auteurs.

Un espoir subsiste de voir la vérité enfin reconnue. Il vient du travail courageux et impartial entrepris par un certain nombre d'historiens communistes dans différents domaines de la vie du parti. Nul doute que leurs recherches dans le passé les mettront rapidement face à ces milliers de cas douloureux qui jalonnent toute l'histoire de leur parti. Ils restent le seul espoir de voir enfin justice rendue à ceux qui furent arbitrairement condamnés. L'examen d'un grand nombre de cas fera rapidement apparaître, combien, pendant l'ère des staliniens français certains militants communistes restèrent dignes sous l'outrage et combien d'autres furent vils et méprisables dans leur triomphe.

Cette contribution apportée au rétablissement de la vérité pourra ouvrir une nouvelle période, celle du « changement » pas seulement affirmé, mais prouvé.

Et il faudra récrire l'histoire du parti communiste français, la vraie, cette fois. Je le souhaite.

document 9

Paris le 23 aout 45

Cher ami

Merci de tout ce que vous avez bien voulu me envoyer. Helas il me manque encore quelque chose une attestation comme quoi je n'avais pas de carte de charbon, car l'hiver approche et déja le temps après un peu de pluie c'est bien rafraichi.

J'avais écrit à Laveroy j'avais chargé Pelanque de lui dire que pour l'instant je ne pouvais me déplacer, à mon grand Regret il a du l'oublier.

Sachez lui dire que Marcel Thouvenot est réintégré au Parti j'ai soumis la question au Comité Central il n'y a que le cas d'avoir renier le Parti pour sortir du camp, c'était un mot d'ordre du Parti et doit être réintégré immédiatement.

Laissez moi un peu de [illegible] lors de prochain retour à Verdun.

Le bonjour à vous tous

Thuret

26 Rue Vauvenargues [illegible] 18e

document 10

Je soussigné Alric Yvonne (Vania dans la clandestinité) certifie avoir eu connaissance en 1941, d'une circulaire qui me fut remise par un responsable du Parti (en plusieurs exemplaires). Cette circulaire donnait ordre aux militants internés, de sortir des camps par n'importe quel moyen.

J'ai donné connaissance à l'époque, de cette circulaire à la camarade Abadie et aux camarades Montfraise, qui pourront en témoigner.

Montauban le 12 juillet 1946

Y. Alric

document 11

DOCUMENTS

DOCUMENT N. 1

Ref. : CAD-BE-I-D
5-4-46

Commission Centrale de contrôle politique

THOUREL — Membre du Secrétariat régional à Tou-
louse.

Bon militant jusqu'au 8 Septembre 1940. Interné au
camp de NEXON, fut peu soucieux de contribuer à la
vie et à l'organisation du Parti à l'intérieur du Camp.
On ne put jamais lui confier de véritables responsabili-
tés vu son attitude indifférente, passive et sa mollesse.
Refusa de s'évader.

Pour être libéré il a écrit au Maréchal BAZAINE-
PETAIN une lettre que l'on peut qualifier sans exagé-
ration de scandaleuse à laquelle au surplus il joignit le
double d'une *pseudo-lettre*, dit-il dans l'interrogatoire,
adressée au Comité Central du Parti, et dont le contenu
est le procès, la condamnation de toute la Politique de
notre Parti. Tout ceci pour être libéré.

Il fut en effet, libéré peu après le 20 Mai 1941. Fin
1941 il chercha le contact. En vérité il ne reprend ce
contact tant cherché qu'en Mai 1943.

Selon les camarades responsables PLISSONIER et
GOURDEAUX il travailla bien. Selon DUPONT, se-
crétaire régional à TOULOUSE, bon travail depuis la
libération.

Jamais il n'a mis quiconque au courant de sa con-
duite au camp de NEXON et des lettres écrites à BA-
ZAINE-PETAIN pour être libéré. C'est parce que les
dossiers de la police et du camp de NEXON sont tom-
bés ces derniers temps entre nos mains que nous som-
mes au courant de la conduite de THOUREL. Il sem-
blerait d'autre part que les ennemis du Parti auraient

— 14 —

connaissance de ces documents. En ont-il des doubles? Car des attaques assez habiles sont faites contre THOUREL.

Dans l'interrogatoire que nous avons fait subir à THOUREL, il n'y a de sa part aucune réaction saine.

La C. C. C. P. considère qu'il ne peut être maintenu, à l'heure actuelle, dans les rangs du Parti et propose son exclusion.

document 12

AM. 3 EM.30.VII.45.-C

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
44, rue Le Pelletier
PARIS (IX°)

LE 30 AOUT 1945.

Cas T H O U R E L
-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Extrait du Procès-Verbal de la C.C.C.P. du 3 Mai 1945.

Membre du Secrétariat Régional de Toulouse.

Bon militant jusqu'au 8 Septembre 1940, interné au camp de NEXON, fut peu soucieux de contribuer à la vie et à l'organisation du Parti à l'intérieur du camp. On ne put jamais lui confier de véritables responsabilités, vu son attitude indifférente, passive et sa mollesse. Refusa de s'évader.

Pour être libéré, il a écrit à Pétain une lettre scandaleuse à laquelle au surplus il joignit le double d'une pseudo-lettre, dit-il dans l'interrogatoire, adressée au Comité Central du Parti, et dont le contenu est le procès, la condamnation de toute la politique de notre Parti. Tout ceci pour être libéré.

Il fut en effet libéré peu après le 20 Mai 1941. Fin 1941, il chercha le contact. En vérité, il ne reprend ce contact tant cherché qu'en mai 1943.

Jamais il n'a mis aucun membre du Parti au courant de sa conduite au camp de NEXON et des lettres écrites à Pétain pour être libéré. C'est parce que les dossiers de la police et du camp de NEXON sont tombés entre nos mains que nous sommes au courant de la conduite de THOUREL. Les ennemis du Parti ont connaissance de ces documents car des attaques assez habiles sont faites contre THOUREL.

Dans l'interrogatoire que nous avons fait subir à THOUREL, il n'y a de sa part aucune réaction saine.

Le C.C.C.P. considère qu'il ne peut être maintenu dans les rangs du Parti, et propose son exclusion.

Paris, le 30 AOUT 1945.

19 [illegible]

document 13

Toulouse, le 30 Janvier 1946.

Le camarade GALLARDO,
au camarade Marcel THOUREL.

Cher camarade,

Je t'écris ces quelques mots, car j'ai appris ton adresse par le camarade BLOY et je suis très étonné que tu sois venu à Toulouse et que tu ne sois pas venu me faire une visite, pour me donner une explication en ce qui concerne la sanction qui a été prise contre toi par le Bureau Régional. Cela m'aurait mis au courant pour donner des précisions au comité de Section duquel je fais partie comme responsable "aux cadres"; mais, malgré cela, je pose la question d'abord à la cellule et ensuite au Comité de Section et une motion a été faite en ta faveur et transmise au Bureau Régional par l'intermédiaire de la section. Cette motion a été sans réponse ou certainement oubliée et c'est pour cela que à notre dernière réunion, je pose encore cette question à l'ordre du jour devant le secrétaire administratif de la section. La discussion a duré demi-heure. Plusieurs camarades ont pris la parole en ta faveur et une motion a été votée et adoptée à l'unanimité par 25 voix; la cellule me charge de te demander si tu voudrais nous faire le plaisir d'assister à une réunion extraordinaire de cellule pour nous donner une explication, cela nous te laissons à ta disposition, le jour que ça te ferait plaisir et le jour que tu trouveras le mieux à ta disposition, à condition de me prévenir d'avance pour me permettre de convoquer les camarades individuellement et convoquer un membre du Bureau Régional et le Bureau de la Section.

J'espère que ma lettre vous trouvera à tous en bonne santé.

Chez moi, tout le monde va bien et on vous envoie le bonjour.

En attendant ta réponse, reçois, mon cher Marcel, ainsi que ta femme et ton enfant, mes sincères amitiés fraternelles.

GALLARDO Richard,
15, rue Peyte, TOULOUSE (H.G.)

document 14

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS
FEDERATION du TARN & GARONNE

MONTAUBAN, le 27 Juillet 1946

A tous les Militants

RESOLUTION DU COMITE FEDERAL
dans sa séance du 20 Juillet 1946

Le Comité Fédéral s'est réuni le 20 Juillet, en assemblée générale élargie aux Secrétaires de Sections de la Fédération.

Il a examiné les formes nouvelles que prend l'offensive [illegible] contre notre Parti.

Il a constaté notamment, l'utilisation d'une arme nouvelle dans notre département par la [illegible]

Il s'agit de la IVe Internationale [illegible] qui est [illegible] filiale de la section étrangère du Parti National-Socialiste allemand créée en 1934 [illegible]

Le Comité Fédéral a étudié les mesures à prendre par notre Parti pour lutter contre cette forme particulièrement dangereuse de l'activité fasciste.

Il demande à tous les militants d'appliquer ces mesures sans faiblesse et de renforcer leur vigilance pour faire échec aux ennemis de notre Parti.

Au cours de cette séance la date de la Conférence [illegible] a été fixée par le Comité Fédéral aux 7 et 8 Septembre prochain.

Le Comité Fédéral et les Secrétaires de sections se séparent en votant à l'unanimité une motion de confiance à leur Bureau Fédéral.

Le Comité Fédéral a décidé de prendre les mesures suivantes à l'intérieur du Parti. Ces mesures doivent être appliquées par tous les militants sans exceptions.

1° - Cesser tout contact personnel quel qu'il soit sous peine d'exclusion, avec les exclus du Parti et entre autres avec les renégats et traîtres :

MARCEL THOUREL - ex-secrétaire fédéral à l'organisation de la Fédération de la Haute-Garonne. Actuellement domicilié à Montauban.

[illegible] - ex-membre du Bureau Fédéral de Tarn et Garonne, domicilié à Montauban.

Tous deux ont été démasqués comme agents de la IVe Internationale hitléro-trotskyste.

../..

2° - Démasquer comme des agents du fascisme, tout propagandiste de la [illegible] nationale qui tente d'infiltrer ses éléments dans nos rangs dans le but de désagréger notre Parti ou de lui imprimer une mauvaise orientation politique. Il faut les chasser impitoyablement sans les confondre cependant avec les "camarades" qui se trompent.

3° - Veiller au respect des principes d'organisation du Parti, au contrôle de l'exécution des tâches, qui permettent de découvrir rapidement tout individu suspect qui se serait infiltré dans le Parti.

4° - Développer l'activité de nos cellules, et l'éducation de nos militants. Lire en particulier l'article d'ETIENNE FAJON, dans les Cahiers du Communisme, numéros 5 - 6 du mois de Mai-Juin 1946 intitulé : "[illegible]".

5° - Il s'agit aussi de consolider cet esprit de Parti, qui ne doit laisser passer aucune calomnie, aucune attaque contre le Parti ou ses dirigeants, sans démasquer ses auteurs, les stigmatiser comme faisant le jeu du fascisme.

Il est du devoir de tout militant de se conformer à ces décisions du Comité Fédéral. Ainsi, nous ferons un Parti toujours plus fort en mettant hors d'état de nuire la vermine trotskyste.

11

Ma rencontre avec le trotskysme

Le retour aux sources

Il est évident que sans mon exclusion du P.C.F., lorsqu'elle devint effective, je n'aurais certainement pas rencontré le mouvement trotskyste et aujourd'hui je peux affirmer que cela eut été dommage [1].

On peut dire que par l'exclusion de certains militants éprouvés le P.C. a renforcé certaines organisations de la gauche au sein desquelles leur expérience se trouva être bénéfique.

C'est par un hasard dont la vie a le secret que je découvris le trotskysme un jour d'août 1946, alors qu'à Verdun-sur-Garonne, je prenais l'apéritf avec Alexandre Clamens dont j'ai déjà relaté la démission du P.C.F. Alors que nous évoquions la situation il me posa brusquement la question : « Sais-tu qu'il existe un autre parti communiste et qu'il publie un journal ? ». Bien que depuis des mois je fus accusé d'être un agent trotskyste, mon ahurissement fut grand d'apprendre que ce mouvement existait bien. Clamens m'entraîna chez Félicie Larrieu, la marchande de journaux, et pour la première fois je vis : *La Vérité* organe du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^{e} Internationale).

J'achète le journal, je le lis attentivement et d'entrée je retrouve un langage qui me fut familier dans mes premières années d'adhésion au P.C.F. Je dus tout de même beaucoup réfléchir pour envisager que les personnes responsables de cette publication puissent être d'authentiques communistes. J'étais encore conditionné par ce que j'avais appris et répété au sujet des traîtres trotskystes, provocateurs à la solde de la bourgeoisie, dont le but avoué était la destruction de l'Etat socaliste, patrie des travailleurs, etc., et d'un seul coup je fus éclairé par une certaine analogie de situation.

J'avais été condamné injustement par mon parti et de cela je ne pouvais

1. La partie historique de ce chapitre est due à la collaboration amicale de Jean-René Chauvin, militant trotskyste de longue date. Né le 16 juin 1918, militant socialiste à Bordeaux en 1935. Il rejoint le Parti Ouvrier Internationaliste en 1937. Milite jusqu'à sa déportation à Mathausen, Auschwitz, Buchenwald. En 1946, délégué du C.C. du P.C.I. Quitte le P.C.I. puis participe à la Nouvelle Gauche, l'Union de la Gauche socialiste et le P.S.U. qu'il quittera en 1969 pour rejoindre la Ligue Communiste Révolutionnaire.

douter. Maintenant il m'accusait de trahison et pour la rendre plus crédible aux yeux des adhérents, l'assortissait de l'accusation d'un travail de provocation que je ferais au profit d'une organisation dont j'ignorais jusqu'à l'existence. Mais alors, ayant subi moi-même l'injustice et la calomnie, pourquoi ne pas admettre que d'autres, sur une plus grande échelle, auraient pu subir un sort semblable ? Lorsqu'il est prouvé qu'on a pu mentir une fois, ne reste-t-on pas toujours suspect de futurs mensonges ?

Et si c'était vrai, si le P.C.I. (parti communiste internationaliste) était composé d'authentiques communistes ? Cela méritait réflexion. Après m'en être entretenu avec quelques camarades de Montauban et Verdun, il fut décidé qu'à l'occasion d'un voyage à Paris pour mes affaires, je prendrais contact avec cette organisation jusqu'alors inconnue de nous et qu'à mon retour je donnerais franchement mes impressions.

A Paris, rue de l'Arbre-Sec, j'eus une entrevue cordiale avec Pierre Frank[2] et Jacques Privas[3] responsables à l'époque du P.C.I. Sans rien leur cacher de mon passé de stalinien et du motif de mon exclusion du P.C.F., je leur dis que je représentais quelques camarades qui venaient de quitter le P.C. et que nous désirions des informations précises sur leur mouvement. Je les questionnais longuement sur les sujets les plus divers afin de bien situer leur position politique. J'appris beaucoup sur Trotsky dont je n'avais rien lu, et pour cause, sur sa théorie de la révolution permanente confrontée à celle de Staline, sur la construction du socialisme dans un seul pays, la répression physique et la calomnie déversée sans trêve à l'encontre des militants, le fonctionnement du mouvement en tant qu'organisation internationale, sa position à l'égard de l'Union Soviétique qui était celle de la défense inconditionnelle, bien que l'U.R.S.S. soit considérée comme « un Etat ouvrier dégénéré ».

J'appris beaucoup de cette entrevue qui dura un après-midi entier, et en particulier pourquoi depuis les procès de Moscou de 1936-37 et 38 les staliniens, dans une intention calomnieuse accolaient le mot d'hitléro- à celui de trotskystes. On a depuis beaucoup écrit sur ces procès, sur ceux de Moscou d'avant-guerre comme ceux de Prague, de Budapest et de Sofia après. Aussi aujourd'hui la lumière est faite. Après le film l'*Aveu* il n'est plus permis d'ignorer que les victimes de ces procès avouaient sous la torture ou sous la menace de représailles contre les membres de leur famille. Mais à l'époque où je commençais à militer, et alors que le danger hitlérien se faisait de plus en plus menaçant, la grande masse, non seulement des travailleurs, mais aussi la grande majorité des militants des partis communistes n'imaginaient pas une telle distorsion de la vérité par les dirigeants du

2. Pierre Frank, né en 1906. Militant au syndicat des produits chimiques de la C.G.T.U. Adhère au P.C.F. en 1925, en est exclu en 1929. Co-fondateur de *La Vérité*. Dirigeant de la Ligue Communiste depuis 1931, puis du groupe Bolchevick-Léniniste (dans la S.F.I.O.). Exclu en 1935. Dirigeant du Parti Ouvrier Internationaliste en juin 1936, il est suspendu en août, puis exclu. Dirigeant du P.C.I. Interné trois ans en Grande-Bretagne pendant la guerre. Membre du P.C.I. et de la direction nationale à la Libération. Aujourd'hui membre de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Auteur de plusieurs livres sur le trotskysme.

3. Jacques Privas. Né en 1916. Milite très jeune aux J.C. de Montreuil dont il sera exclu. Adhère en 1937 aux Jeunesses Socialistes Autonomes qui fusionnent avec les Jeunesses Socialistes Ouvrières et Paysannes. Adhère au P.C.I. en décembre 1938. Dirige la fédération parisienne des J.S.O.P. dont il est exclu en juin 1939. Participe à la fondation du Comité Communiste Internationaliste à partir de 1940. En 1946, il est secrétaire permanent national à l'organisation du P.C.I.

Kremlin. L'opinion en général acceptait l'idée simpliste que Trotsky et les trotskystes s'étaient mis au service du nazisme. Il fallait faire alors un véritable effort de courage intellectuel pour se défaire de ces mensonges incrustés dans les esprits comme des dogmes religieux.

Au lendemain de la guerre la direction thorézienne reprit ces calomnies et Etienne Fajon avait même écrit tout un article dans les *Cahiers du communisme* au printemps de 1946 dans lequel il affirmait que le P.C.I. avait été constitué pendant l'occupation par la gestapo. Ainsi selon la vérité officielle du parti, les trotskystes avaient été des collaborateurs. Je posais la question comme bien d'autres.

Le P.C.I. clandestin pendant la guerre et l'occupation refusait d'assimiler tous les travailleurs allemands au régime nazi et avait entrepris un travail de sape au sein des unités allemandes d'occupation. Les nazis avaient fait payer cher ce travail de désagrégation, de nombreux militants français et étrangers furent exécutés ou déportés. Certains, tels Bourhis et Gueguen furent fusillés avec les vingt-sept de Châteaubriand, ce que le P.C.F. s'est toujours refusé à reconnaître.

De cette rencontre j'avais fait litière d'idées reçues pendant dix ans et de ce jour, je commençais à ressentir la honte d'avoir applaudi au massacre de militants trotskystes par les staliniens, en Union Soviétique, en Espagne et ailleurs dans le monde. Je venais de rencontrer de vrais militants communistes révolutionnaires qui n'abandonneraient pas la cause sacrée de la défense des travailleurs pour la promesse de portefeuilles ministériels.

De retour à Montauban, je réunis les camarades au nom desquels j'avais entrepris cette démarche exploratoire. Pour moi, le test était positif et après un long compte rendu, je proposais que l'on demande au comité central du P.C.I. de nous déléguer, pour quelques jours, un de ses membres afin de pouvoir juger de la position de ce parti sur tous les problèmes pouvant intéresser les uns et les autres.

C'est ainsi qu'on nous envoya Pierre Lambert qui resta plusieurs jours et avec qui nous fîmes de nombreuses visites. Avant son départ, notre accord étant unanime, nous décidions de l'adhésion en bloc au P.C.I. et en présence de Lambert nous avons élu une direction provisoire en même temps que nous prenions contact avec des camarades de Toulouse.

Au départ, nous nous retrouvions une vingtaine de militants issus du P.C.F., répartis en deux cellules : Montauban et Verdun, des militants isolés à Laguépie, Moissac, Castelsarrasin, Saint-Porquier. Une aide précieuse nous fut apportée par un groupe de militants trotskystes du camp de travailleurs vietnamiens logés au camp de Mortarieu, ayant une longue pratique du mouvement et disposant de moyens d'impression.

La direction départementale du P.C.I. était assurée par les deux frères Bourgeade (Roger et Paul), moi-même et Simon Fabre, qui partira l'année suivante pour Paris où il militera dans la Jeunesse Communiste Internationaliste, organisation des jeunesses du P.C.I. qui avait une influence hégémonique à l'époque dans le mouvement des Auberges de jeunesse.

En plus des camarades qui s'engagèrent sans hésitation il en fut qui demandèrent un temps de réflexion et qui, incapables de supporter les pressions de tous ordres que le P.C.F. allait faire peser sur nous, renoncèrent à nous suivre. Certes, nous aurions pu les « mouiller » afin de les obliger à prendre position, mais c'était là méthode indigne que nous laissions à d'autres. Certains sont encore au P.C.F.

j'ai toujours entretenu d'excellentes relations avec eux. Je n'ai jamais divulgué leurs noms et ne vais pas commencer à le faire aujourd'hui.

Dès que le P.C.I. fut constitué dans le département, nous en faisions l'annonce officielle afin qu'il n'y ait pas d'équivoque sur ma situation et sur celle de mes camarades. Un document sur lequel figuraient des lettres de démissions de membres du P.C. nous ayant rejoint fut imprimé et communiqué à un grand nombre de communistes.

La réunion constitutive de la région du P.C.I. en Tarn-et-Garonne eut lieu le dimanche 29 septembre dans une salle du premier étage du café de l'Industrie à Montauban. Nous étions là une vingtaine de militants issus pour la plupart du P.C.F., venus de Verdun-sur-Garonne, Moissac, Saint-Porquier, Laguépie et Montauban, plus quelques camarades Vietnamiens. Notre réunion se déroulait depuis une heure lorsqu'un « commando » du P.C.F. fort d'une cinquantaine de membres fit irruption dans la salle, interrompant la réunion, bousculant les tables, brandissant des chaises au-dessus de nos têtes et distribuant des coups de poing. La mêlée allait devenir générale et vu l'état de surexcitation des assaillants on pouvait craindre le pire. Par bonheur, nous avons pu conserver assez de raison pour nous souvenir, avant que l'inévitable se produise, que nous avions devant nous des militants ouvriers abusés qui, malgré leur comportement ne pouvaient être assimilés à l'adversaire de classe. Nous nous sommes donc retirés en bon ordre et avons pu terminer la réunion chez un camarade de Montauban.

Ce jour-là, nous avons assisté à une agression typiquement fasciste qui, nous l'avons appris par la suite de la bouche d'un participant, n'avait pas été improvisée mais décidée et organisée par la direction fédérale du P.C.F. Quelle belle victoire en vérité à mettre à son actif ! Quel acte de courage ! Et que penser de ceux qui furent chargés de cette basse besogne ? Que sont-ils devenus les Cénac, Gros, Oustrières et autres dirigeants du « commando » ? On n'a plus guère entendu parler d'eux par la suite. Quoi qu'il en soit, je les plains plus que je ne les blâme. Je me suis toujours mieux senti dans ma peau qu'eux dans la leur, pauvres types abusés par des fripouilles.

Après cet intermède, les staliniens vont mener contre nous une guerre impitoyable. Il faut comprendre que non seulement nous étions une poignée de traîtres au P.C.F., mais que nous venions de rejoindre, suprême audace, les « vipères lubriques » et autres « rats visqueux » et que nous allions tenter d'implanter dans le département le parti qui donnait asile à cette faune répugnante. Rien ne nous a manqué : vol de correspondance, inscriptions accompagnées de croix gammées pour nous désigner, menaces de mort, interventions massives dans nos réunions internes ou publiques, calomnies les plus sordides et j'en passe. Au moment de la publication des lettres de démission les attaques dont nous fûmes l'objet frisaient l'hystérie. Mais, c'était mal nous connaître que croire pouvoir nous faire capituler sous la menace. Celle-ci ne fait que fortifier notre énergie.

Enfin, comble d'audace, nous décidons de participer aux élections de novembre 1946, nous présentons sous le sigle du Parti Communiste Internationaliste, trois candidats pour le département : Jean-René Chauvin, Roger Bourgeade et moi-même.

Notre campagne électorale est naturellement dirigée contre la politique du gouvernement de Georges Bidault composé de ministres M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire de tendance démocrate chrétienne qui servait de couverture à l'appareil politique de la bourgeoisie), S.F.I.O. et P.C.F. Cette politique a alors pour

effet de faire supporter les frais de la reconstruction et de la remise en marche de l'économie par la classe ouvrière et de remettre en selle un patronat discrédité par sa collaboration avec l'occupant. Nous réclamons des augmentations de salaire garanties par l'échelle mobile, nous soutenons les grèves, nous exigeons la fin des opérations de guerre en Indochine, nous dénonçons les massacres du Constantinois en mai 1945 (sur lesquels toute la presse y compris la presse communiste fait le silence), et nous proposons la formation d'un gouvernement sans ministres capitalistes.

Les communistes sont de plus en plus furieux car nous menons à une poignée de militants une campagne dynamique. Nous tenons des réunions publiques réunissant des auditoires attentifs à Verdun, Laguépie, Montauban, Moissac où sans le courage d'un couple de militants socialistes nous aurions, à l'issue de la réunion, passé un mauvais moment, le P.C. ayant détaché un commando composé pour moitié de fanatiques et pour moitié d'ivrognes chargés de nous démolir physiquement. Poussant l'audace jusqu'à la témérité nous portons la contradiction aux candidats du P.C. à Montauban et à Finhan.

Résultat inespéré, nous avons fait une telle propagande que le soir du scrutin nous totalisons 1 046 voix pour le département. Pour un parti encore inconnu trois mois auparavant, c'est un succès.

Ce résultat honorable ne fut pas acquis sans mal. Tout fut tenté pour nous interdire de participer à la consultation électorale. Des pressions de tous ordres furent exercées sur les imprimeurs de la ville afin qu'ils refusent d'imprimer notre matériel de propagande électorale. Pierre Juge, secrétaire fédéral et député communiste écrivit au préfet pour demander l'annulation de notre candidature en raison du dépôt tardif de cautionnement. La réponse du préfet fut une fin de non recevoir[4].

Dans un très grand nombre de communes du département nos affiches furent lacérées ou recouvertes et à Montauban surchargées de croix gammées, en peinture noire, comme pour tenter de justifier l'accusation permanente dont nous étions l'objet : d'être les agents d'une filiale de la section étrangère du parti national socialiste allemand. Accusation ridicule s'il en fut étant donné notre passé de résistants à commencer par notre camarade Jean-René Chauvin, premier de la liste, qui venait de rentrer des camps de la mort en Allemagne. Mais, les dirigeants du P.C.F., à cette époque, aveuglés par la haine et la peur, avaient-ils seulement le sens du ridicule ?

Deux anecdotes se rapportant à cette élection :

La loi électorale voulait que, pour bénéficier du concours de la commission électorale pour l'envoi des circulaires et bulletins de vote, le matériel porte la signature d'un imprimeur du département. L'imprimerie Brunet accepta de donner sa signature mais, ne pouvant assurer le travail, c'est l'imprimerie des frères Lyon, à Toulouse, qui s'en chargea. Une de nos affiches avait pour titre « Ni bottes, ni soutanes » on peut juger du vent de panique qui souffla à l'évêché, lorsque cette affiche fut apposée sur les panneaux électoraux, portant la signature de l'imprimerie Brunet, justement imprimerie de l'évêché.

4. Archives départementales de Tarn-et-Garonne. Dossier élections générales, novembre 1946.

Autre anecdote. Au cours d'une réunion publique que nous avions organisée à la maison du peuple, à Montauban, nous fûmes agressés par de nombreux communistes présents dans la salle. L'un d'eux, Marcel Soubiran, nous accusa, à la tribune, en public, d'être des hitléro-trotskystes. Dès le lendemain matin, nous l'attaquions en justice pour diffamation publique et, comme en période électorale, de tels procès doivent être jugés dans les 24 heures, le soir à 18 heures, le procès se déroula au tribunal de Montauban dans une salle comble.

La plainte ayant été déposée au nom du P.C.I., la défense tenta de la faire juger irrecevable du fait qu'il ne s'agissait pas d'une personne physique. Le tribunal fit droit à la demande mais, jugeant que la diffamation visait également Jean-René Chauvin, premier candidat de la liste, la déclara recevable en ce qui le concernait. Il se trouvait que J.-R. Chauvin avait un passé de résistant inattaquable, du fait qu'il avait été déporté en Allemagne et connu successivement les camps de Mathausen, d'Auschwitz et de Buchenwald. Il était vraiment difficile dans ces conditions de lui coller sur le dos l'étiquette d'hitlérien. Nous pensions avoir gagné le procès, mais c'était sans compter avec les subtilités de la justice qui ne tenait certainement pas à se mettre à dos, à cette époque, un puissant parti communiste.

Après de brillantes plaidoiries, le jugement fut rendu, un modèle du genre jésuistique dont on peut juger par cet extrait :

Attendu que la proposition incriminée, jetée dans un débat par le prévenu, dans le seul but d'atteindre un parti dans une atmosphère de polémique particulièrement vive, ne pouvait en rien atteindre Chauvin, dont les brillants états de service dans la clandestinité, ainsi qu'il en a été justifié, retirent toute portée aux allégations d'ordre général, proférées au cours de la réunion...

...Le tribunal déclare le prévenu en voie de relaxe des fins de la poursuite, et condamne la partie civile aux dépens.

Ainsi donc, après avoir été couverts d'éloges, nous étions condamnés à payer es frais du procès. Il fallu s'exécuter immédiatement et, comme nous avions des lifficultés financières du fait d'une campagne électorale coûteuse, l'aide de quelques .mis, présents à l'audience, nous fût précieuse.

Ironie du sort, Soubiran (*Pitche* dans la clandestinité) que j'avais caché chez es parents avant de lui donner une affectation dans les F.T.P., celui qui lors de a réunion publique venait, l'insulte à la bouche, me traiter d'hitlérien était le nême pour lequel j'avais eu tant de prévenances qui me valurent de sa part une ettre du 30 août 1944 dans laquelle il exprimait sa reconnaissance à mon égard, t rancœur contre certains militants dont l'attitude l'avait déçu. De cette lettre, extrais seulement ce passage qui en dit long sur son état d'esprit.

...Enfin passons, ce n'est pas la première fois que je me suis aperçu que tout était pas parfait dans le parti et je me suis aperçu que la lutte qui était à conduire n son sein n'était pas moindre que celle que nous devions pratiquer dans la asse. J'étais naïf mais si des camarades ne m'ont pas fait amicalement des marques utiles que j'aurais pu mettre à profit pour m'améliorer, par contre, autres vrais camarades, de vrais frères, ou de vraies sœurs, ou mères ont agi milialement comme toi-même.

Et c'est de ce garçon aux sentiments généreux, connaissant mon passé de sistant, que par une campagne hystérique menée contre moi, le P.C.F. a fait le

fanatique haineux, m'agressant verbalement le soir de la réunion. D'avoir perverti de cette façon des militants honnêtes — il y en eut hélas d'autres — de les avoir fanatisés au point de leur faire perdre tout sens de l'honneur, d'en avoir fait de faux témoins, lorsque ce ne fût pas des hommes de main capables des pires excès, voilà des choses difficiles à pardonner aux responsables du P.C., non pour le mal que ces pauvres égarés ont pu me faire à moi, mais pour celui qu'ils leur ont fait à eux.

En 1947, eurent lieu des élections municipales. Notre faiblesse numérique ne nous permet pas de présenter un liste sur Montauban. Cependant, nous profitons de la campagne pour populariser nos mots d'ordres, diffusés par un tract dont on peut résumer ainsi les thèmes essentiels :

- un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires ;
- le contrôle ouvrier sur les prix ;
- le contrôle populaire du ravitaillement ;
- le retrait des troupes françaises d'Indochine ;
- le soutien actif des municipalités aux luttes revendicatives.

Le tract se termine par des consignes de vote :

Nous appelons donc les travailleurs du Tarn-et-Garonne et en particulier les 1 046 qui se sont prononcés pour le P.C.I. *aux dernières élections à voter pour les listes d'Union républicaine et résistante présentées par le parti communiste français en rayant d'un trait le nom des cinq premiers candidats politiciens arrivistes qui n'ont rien à voir avec le communisme, imposés antidémocratiquement à la base, et en ajoutant la croix + préférentielle devant les noms des militants les plus honnêtes et les plus dévoués à la classe ouvrière.*

J'ai déjà indiqué que se trouvait à Montauban, au camp de Mortarieu, cinq cents travailleurs vietnamiens parmi lesquels quelques militants trotskystes avec lesquels nous entretenions d'excellentes relations. Notre influence est évidente dans le camp en raison de la politique non équivoque du P.C.I. sur l'indépendance du Vietnam, qui apparaît comme plus nette que celle du P.C.F. embourbé dans le tripartisme.

Déjà en octobre 1946, une grève avait eu lieu dans le camp, suivie d'une grève de la faim. Quatre arrestations avaient été opérées. Le 31 janvier 1948, le camp est cerné par deux cents C.R.S. cependant que des inspecteurs de police procèdent à l'arrestation de trois dirigeants du camp. Face à la répression et à l'initiative des Vietnamiens un tract protestant contre l'arrestation et la déportation des travailleurs Indochinois est distribué dans le département, il porte la signature de toutes les organisations politiques et syndicales de gauche. Apprenant que figure au bas de ce tract la signature du P.C.I., le P.C.F. retire la sienne en déclarant que s'il est d'accord avec le contenu du tract il ne saurait s'associer aux traîtres à la classe ouvrière et aux collaborateurs fascistes que sont les hitléro-trotskystes [5].

5. *L'étoile du Quercy*, n° 233, 14 au 21 mars 1948.

Encore un épisode caractéristique d'une attitude conflictuelle permanente de la part du P.C. ainsi que de la qualité des épithètes injurieuses qu'il nous décerna.

De 1946 à 1951 j'ai participé à tous les congrès du P.C.I. :

4e congrès du 6 au 11 novembre 1947 ;
5e congrès du 17 au 19 juillet 1948 ;
6e congrès janvier 1950 ;
7e congrès du 14 au 16 juillet 1951 ;

ainsi qu'aux conférences nationales :

Conférence nationale sur la nature de l'U.R.S.S. : 13-14 juillet 1947 ;
Conférence nationale : 13-14 janvier 1949 ;
Conférence nationale pour l'unité : 25 février 1951.

C'est en 1947, au 4e congrès, que je serais élu au comité central. Je resterai membre de la direction nationale jusqu'en 1951 où au 7e congrès, je ne demanderai pas le renouvellement de mon mandat.

Mon élection au comité central me fait désigner comme responsable du travail paysan [6]. On s'interrogera sur l'attribution de cette responsabilité à laquelle je ne semblais pas prédestiné, n'étant pas agriculteur moi-même ; mais quatre facteurs pris en compte peuvent donner un élément de réponse :

- Je venais d'un grand parti et du fait des responsabilités que j'y avais exercées, j'avais une pratique certaine d'un travail de masse.
- J'avais été ouvrier agricole pendant une année et de ce fait familiarisé avec les problèmes de l'agriculture et de celui des conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles ainsi que des petits exploitants.
- L'agriculture était l'activité essentielle dans mon département très peu industrialisé.
- La composition sociologique du P.C.I. était à dominante intellectuelle et ouvrière. La diffusion de nos mots d'ordres ne trouvant qu'un faible impact sur les populations rurales lorsqu'ils leur parvenaient. La politique d'ouverture qui était celle de la direction voulait donc que l'on puisse s'adresser à la paysannerie et surtout que l'on tienne un langage qu'elle puisse comprendre parce que reflétant ses préoccupations majeures.

Dès que désigné comme responsable national du travail paysan un plan de travail en trois points est proposé :

- Envoi aux régions d'une circulaire rédigée en forme de questionnaire ;
- Elaboration d'un programme de défense de la petite paysannerie et sa diffusion par voie de tracts, affiches et d'une campagne soutenue dans *la Vérité* ;
- Constitution à l'occasion du prochain congrès ou d'un C.C., d'une commission nationale agricole chargée d'impulser au maximum la campagne qui sera lancée.

Connaissant les forces numériques du P.C.I. à l'époque, et sa composition sociologique, on peut sourire à l'énoncé de ce programme ambitieux. Et cependant,

6. Circulaire du bureau politique du 12 janvier 1948.

tout ce que le parti entreprenait était fait sérieusement, parce que considéré non seulement comme une action propagandiste immédiate, mais encore comme une projection programmatique sur l'avenir.

Je ne crois pas inutile de rappeler l'essentiel des questions posées aux responsables de régions afin de procéder à un inventaire le plus large possible. A la lecture de ce questionnaire on s'apercevra que pour ces trotskystes généralement considérés comme des « intellectuels rêveurs, coupeurs de cheveux en quatre », tout avait une importance y compris les choses les plus terre à terre.

Questionnaire

- *composition sociologique de la paysannerie (ouvriers agricoles, petit propriétaires, fermiers, métayers) ;*
- *les revendications particulières à chaque couche ;*
- *les différentes cultures, rendement à l'hectare ;*
- *les conditions d'exploitation ;*
- *conditions de travail : salaires et rémunération en nature ;*
- *les conditions du travail saisonnier dans certaines régions ;*
- *l'application de la loi sur le statut du fermage et du métayage ;*
- *le fonctionnement des commissions paritaires cantonales ;*
- *revendications particulières de certaines communes (habitat rural, électrification, adduction d'eau, chemins, prestations) ;*
- *la crise de la main-d'œuvre agricole, ses conséquences ;*
- *l'exode rural - très important du fait que de nombreux journaliers vont travailler tous les jours dans les villes voisines et introduisent dans les campagnes un état d'esprit « ouvrier » non négligeable ;*
- *le semi-prolétariat (ouvriers travaillant en usine tout en exploitant leurs terres) ;*
- *les organismes de la* C.G.A. *- leur activité, leur direction ;*
- *les syndicats d'exploitants agricoles (*C.G.A.*) ;*
- *les syndicats d'ouvriers agricoles rattachés à la fédération des travailleurs de l'agriculture (*C.G.T.*) ;*
- *ce que doit être l'action des militants du parti dans les syndicats agricoles (*C.G.A. *et* C.G.T.*) ;*
- *la participation de certains syndicats ouvriers agricoles aux derniers mouvements de grève dans les campagnes ;*
- *comment sont acceptées les mesures financières du gouvernement (imposition de 5 000 F sur le premier hectare et ensuite impôt dégressif sur les autres hectares ce qui fait que le petit propriétaire de 5 ou 6 hectares paiera beaucoup et le grand propriétaire de 100 hectares presque rien) ;*
- *comment répondre aux manœuvres réactionnaires qui visent à la division des ouvriers et des paysans. Démontrer la communauté de leurs intérêts et la nécessité de leur action unie ;*
- *le problème de la possession de la terre - le morcellement, les projets de remembrement des terres (les réactions), la grosse propriété foncière et la concentration capitaliste à la campagne ;*
- *l'artisanat rural - conditions de vie, revendications ;*
- *les coopératives de production et de vente.*

J'ai dit combien il eut été regrettable que je sois passé à côté du trotskysme sans le découvrir. Politiquement la période pendant laquelle j'ai milité au sein du

P.C.I. fût plus bénéfique du point de vue de ma formation que celle passée au sein dù P.C.F., car il s'agit de deux conceptions opposées de la recherche théorique, de la détermination d'une politique et des conditions de son application.

En effet, au P.C.F., la détermination de sa ligne politique générale ainsi que la désignation de sa direction, étaient deux choses dans lesquelles le militant de la base, autant que les cadres intermédiaires de l'appareil ne pouvaient en aucune façon intervenir, cela étant décidé bien avant la tenue des congrès « fabriqués », ceux-ci n'étant que de simples chambres d'enregistrement. La seule initiative laissée aux militants et aux cadres, restait du domaine de l'application de la politique du parti, de sa popularisation, de son explication, et cela encore dans un cadre duquel il n'était guère facile de déborder.

En d'autres termes, il appartenait à un petit groupe de fixer la stratégie générale et de rechercher ensuite tous les éléments théoriques susceptibles de l'étayer. Autrement dit, la pratique conditionnait la recherche théorique. On voit mal, dès lors, comment la base aurait pu discuter d'autre chose que de textes préparés et desquels il était impossible de sortir.

Au P.C.I., par contre, j'ai assisté en de multiples réunions à des débats théoriques d'une grande richesse et sans limitation d'aucune sorte. J'ai acquis là, les premières données réelles de la doctrine marxiste-léniniste. Les discussions préparatoires aux congrès dans les organisations de base, étaient libres de toute barrière qui en aurait limité la portée.

Dans les congrès et séances du comité central auxquels j'ai participé, c'est la théorie qui déterminait la pratique. Autrement dit, le marxisme, instrument de mesure, permettait l'étude objective d'une situation et en partant de cette analyse, de définir une stratégie, supposée la plus conforme.

C'est au cours de ces débats que j'ai pu saisir objectivement les différences existant entre les positions contradictoires de Staline et de Trotsky, concrétisées par les deux théories du socialisme dans un seul pays et de la révolution permanente. C'est au XIV[e] congrès du parti bolchevique que Staline formula pour la première fois la théorie dite du « socialisme dans un seul pays ». D'après lui, l'Union Soviétique, grâce à ses ressources pouvait se suffire à elle-même et réaliser une société socialiste. Cette nouvelle doctrine était contraire à tout l'enseignement de Marx et Lénine notamment qui avait déclaré en juin 1921 : « La république socialiste peut subsister dans un encerclement capitaliste, mais pas trop longtemps bien sûr » et en février 1922 : « Nous avons toujours proclamé et répété cette vérité élémentaire du marxisme, que la victoire du socialisme exige l'ensemble des efforts de quelques pays avancés ».

La société socialiste se construirait d'autant mieux et plus vite en U.R.S.S., que le pays ne serait pas isolé tel une citadelle assiégée. Le rôle de l'avant-garde révolutionnaire dans les pays avancés devait être de maintenir une pression permanente contre leur propre capitalisme et de créer, par là même, selon les circonstances, d'autres bastions socialistes, ce qui rendrait confiance au prolétariat international, tout en allégeant la pression exercée par le capitalisme international contre l'Union Soviétique.

Dans ses derniers jours de lucidité, Lénine, gravement malade et de plus en plus inquiet de l'évolution de l'Etat soviétique dont il disait lui-même que c'était un Etat « bureaucratique à peine frotté de soviétisme », avait proposé à Trotsky de faire un bloc contre Staline, notamment après l'intervention militaire en Géorgie alors dirigée par un gouvernement menchévique. Lénine disparu, Trotsky entreprit

de critiquer la politique et les méthodes bureaucratiques des dirigeants groupés autour de Staline. Il critiqua l'idée de Boukharine de « construire le socialisme à pas de tortue », ainsi que la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Cette politique se reflétait dans la façon de diriger l'internationale communiste qui devenait de plus en plus un appendice de la bureaucratie soviétique, et un instrument de sa politique étrangère.

Les critiques de l'opposition trotskyste se vérifièrent au cours des années suivantes par les échecs de la politique stalinienne, notamment en 1926 l'échec du comité anglo-russe qui, d'après Staline, devait sortir l'U.R.S.S. de son isolement politique, en 1925-27 l'écrasement de la révolution chinoise par Tchang Kaï-tchek, célébré la veille par Staline comme un allié indéfectible, puis à la fin des années 20 et au début des années 30 l'échec de la politique ultra-gauchiste en Allemagne qui consistait à traiter les socio-démocrates de « social-fascistes » au lieu de leur proposer le front unique contre la montée de l'hitlérisme. Enfin succédant à partir de 1935 à la politique sectaire de la veille, la politique opportuniste des Fronts Populaires en France et en Espagne. Alors que la veille on refusait de discuter avec les socialistes, maintenant l'on acceptait de collaborer directement avec des partis bourgeois, le parti radical en France, les P.C. acceptaient de voter les crédits militaires et ne remettaient plus en cause la propriété des moyens de production.

Le fonctionnement démocratique du P.C.I. voulait qu'en son sein puissent s'exprimer différentes tendances. Le principe d'un véritable centralisme démocratique servait ensuite de régulateur, pour que le débat terminé, l'unité dans l'action soit la règle commune.

On peut juger de la surprise de jeunes néophytes venant du P.C.F., parti monolithique, se retrouvant dans des assemblées où l'on peut aborder sans crainte tous les sujets de discussion et adresser à la direction les critiques les plus sévères. Ah ! Que cela me changeait du ronronnement monotone de mon ancienne organisation, devenue, il est vrai, parti de gouvernement.

Du point de vue organisation, aucune surprise. Nous nous retrouvions dans l'ancienne maison d'avant 1935, les structures de l'organisation des partis bolcheviques n'ayant pas varié. A la base, la cellule locale, de quartier ou d'entreprise, regroupant les militants, lieu de débat et d'action.

- Le rayon, regroupant plusieurs cellules sur une surface géographique déterminée ;
- La région, regroupant l'ensemble des rayons d'un même département ;
- Le comité central élu par le congrès, composé de délégués élus de diverses régions.

Ce tableau est évidemment schématique, car à cette époque le mouvement trotskyste était loin d'avoir une représentativité vraiment nationale. Son implantation n'était que fragmentaire et de vastes zones n'étaient souvent représentées que par des militants isolés.

Pour le Sud-Ouest, une implantation assez importante en Gironde, animée par Madeleine Forcada, une organisation en Lot-et-Garonne, un groupe de militants à Toulouse, des éléments isolés dans le Lot et l'Aveyron, enfin la région du Tarn-et-Garonne, de formation récente, composée presque uniquement d'anciens membres du P.C.F. Nous comptions deux cellules (Montauban et Verdun-sur-Garonne) plus quelques isolés, en tout une vingtaine de militants.

La faiblesse de nos moyens et la dispersion de nos forces, nous fit, lors de

notre première conférence régionale en février 1947, proposer l'unification des deux régions Haute-Garonne et Tarn-et-Garonne. Chargé de faire cette proposition à nos camarades de Toulouse, je rédigeais un rapport d'organisation dont un extrait dégage l'idée générale ainsi que les sentiments des militants.

L'impression d'isolement qu'ont ressenti ces camarades, leur inaptitude à la lutte d'opposition ont entraîné malgré le succès obtenu pendant la dernière campagne électorale, un certain ralentissement de travail, de propagande et d'organisation.

Il nous a semblé aussi que toutes les énergies isolées dans d'autres départements tels le Lot et l'Aveyron, risquaient de se perdre parce que manquant de contact et ne bénéficiant pas de l'esprit de solidarité qui se crée dans la lutte.

Pour toutes ces raisons, nous proposons à la conférence de ratifier l'unification des forces du parti dans une seule région qui aurait son siège à Toulouse et dont la direction qui doit sortir de cette conférence serait composée de militants des différents départements dans lesquels doit se manifester notre activité.

Le schéma de la nouvelle organisation est celui du P.C.F. en 1935.

Nous pouvons envisager l'organisation de la nouvelle région de la façon suivante :

L'ensemble des cellules d'un même département forment un rayon et travaillent sous la responsabilité du bureau de rayon. L'ensemble des rayons contrôlés par la direction régionale.

Nous devons envisager la tenue des réunions de cellule, au moins deux fois par mois. Réunion des directions de rayon tous les quinze jours, réunion de la direction régionale tous les quinze jours. Enfin, tous les deux mois, assemblée générale de tous les militants sur la base départementale ou régionale suivant les possibilités.

Sans être formelle au point de vue organisationnel, l'unification fut décidée et c'est ainsi que pendant des années nous avons travaillé avec les camarades de Toulouse dont l'expérience fût appréciable.

Au plan national, la direction (le C.C.) était composé de responsables qui, pour la plupart, militaient dans le mouvement communiste révolutionnaire dès avant la guerre. Certains, tels Pierre Frank et Yvan Craipeau avaient connu « le vieux » (Trotsky). A leurs côtés se retrouvaient Dumas, Demazière, Parisot, Foirier, Marin, Laurin, Chaulieu, Michèle Mestre, Lambert, Dalmas, Favre-Bleibtreu, etc., et des militants déportés en Allemagne pour leur action dans la Résistance : Roland Filiatre, Jean-René Chauvin, Mathias Corvin, Gérard Bloch, Pradalès.

Comme moyen d'expression, le parti disposait d'un journal hebdomadaire *La Vérité* et d'une revue *Quatrième Internationale* publiée par le secrétariat international. Outre ses informations générales cette revue servait à la formation idéologique des militants. Le P.C.I. étant la section française de la Quatrième Internationale, Pierre Frank siégeait au secrétariat international.

Lors de notre adhésion, le secrétariat national était assuré par les représentants du courant majoritaire : Frank, Privas, Lambert. Au congrès suivant la majorité changea : Y. Craipeau, Demazières, Parisot, J.-R. Chauvin, prirent la direction du P.C.I. Au congrès qui suivit, cette direction fut remplacée à son tour. La nouvelle direction issue du congrès de 1947 fut composée de : Frank, Privas, Lambert, Marin, Durez.

Dès le début, la politique impulsée par la nouvelle direction me fit compren-

dre que les thèses qui s'étaient affrontées au congrès ne portaient pas sur des questions secondaires, mais au contraire essentielles, ce que dans la lecture des motions préparant le congrès n'avaient pu discerner de nouveaux adhérents issus d'un parti ou les tendances étaient proscrites.

1947 fut une année où les trotskystes firent beaucoup parler d'eux dans la presse bourgeoise et même au parlement. Dès le début de l'année il y eut la grève des ouvriers du Livre qui réclamaient des augmentations de salaire et l'échelle mobile. La direction du P.C.F. prit position contre la grève qui menaçait la politique de blocage des salaires du gouvernement sous prétexte de lutter contre l'inflation galopante. Les travailleurs du Livre en accord avec leur syndicat dirigé en grande partie par des militants anarchistes constituèrent un comité de grève et du jour au lendemain l'ensemble des quotidiens et des hebdomadaires cessèrent de paraître, sauf un qui était autorisé par le comité de grève. Cet unique journal était *La Vérité* organe central du P.C.I. qui soutenait la grève. Cette semaine-là *La Vérité* fut vendue à 110 000 exemplaires.

Fin avril le département 18 des usines Renault de Billancourt débraya pour une augmentation de 10 F de l'heure du salaire de base comme on disait à l'époque. Animée par une poignée de militants trotskystes la grève du département 18 qui fabriquait des pignons menaçait de paralyser toute la fabrication. Elle fut donc qualifiée de « provocation » par *l'Humanité*. Mais au lieu de rester enfermés dans leur atelier en grève les ouvriers du 18 organisèrent des défilés avec des pancartes dans les autres ateliers afin d'expliquer leurs revendications. Ils furent bien accueillis et en trois jours la grève s'étendit à toute l'usine. Georges Hénaff alors dirigeant de la région parisienne de la C.G.T. et dirigeant métallurgiste en même temps que membre du comité central du P.C.F. fut envoyé à Billancourt pour tenter de faire reprendre le travail. Il fut hué par les ouvriers et menacé d'être jeté à la Seine. Pour tenter de regagner son influence la direction stalinienne de la fédération des Métaux C.G.T. proposa alors de demander une augmentation de 3 F de la prime de rendement. Mais ce fut en vain, la grève continuait. Les dirigeants communistes de la fédération de la métallurgie durent adopter la revendication des grévistes tout en continuant de dénoncer les trotskystes comme « provocateurs ».

Simultanément la poursuite de ce qu'il fallait bien appeler la guerre d'Indochine provoqua une crise gouvernementale. Le P.C.I. était alors la seule organisation ouvrière à combattre cette guerre de reconquête coloniale dans laquelle la direction de la S.F.I.O. (Ramadier était devenu président du Conseil et Marius Moutet était ministre des colonies) était enfoncée jusqu'au cou.

Depuis la fin de la guerre en Europe les députés communistes avaient toujours voté les crédits militaires. Cette fois ils s'abstinrent ainsi que les ministres communistes. Ramadier sauta sur l'occasion pour les « démissionner » du gouvernement. Certain observateurs superficiels allèrent jusqu'à écrire dans la presse notamment dans le journal à sensation *France-Dimanche* que les trotskystes avaient chassé Thorez du gouvernement. C'était prêter aux forces trotskystes plus d'importance qu'elles n'en avaient. Cependant leur influence sans être considérable n'était pas négligeable et gagnait du terrain dans les syndicats et dans les organisations de jeunesse.

La direction du P.C.F. chassée du gouvernement n'en continuait pas moins à soutenir la politique tripartite de blocage des salaires. Après l'explosion de Renault-Billancourt, ils pensaient avoir complètement repris leur contrôle sur la classe ouvrière. Jacques Duclos écrivait dès le mois de mai qu'une « grève générale

était impensable en France ». Quarante-huit heures plus tard c'était la grève générale des cheminots déclenchée spontanément. *France-soir* écrivait : « 120 000 cheminots trotskystes déclenchent la grève à la S.N.C.F. A la tribune de l'Assemblée nationale, Ramadier dénonça le trotskysme « ce chef d'orchestre clandestin ».

A quelques jours de là, il se faisait huer au défilé traditionnel du Mur des Fédérés par... les Jeunesses Socialistes qui lui reprochaient la poursuite de la guerre d'Indochine et le blocage des salaires. La direction du parti socialiste découvrit alors que l'ensemble des membres du bureau national des Jeunesses Socialistes avaient secrètement adhéré à la IVe Internationale. Ils furent exclus et l'organisation des J.S. fut dissoute par la commission administrative de la S.F.I.O. Mais les Jeunesses Socialistes réunirent un congrès et décidèrent de se maintenir en organisation autonome, et de défendre la même orientation révolutionnaire.

Parallèlement, deux tendances de gauche quittèrent la S.F.I.O. : l'une, la Bataille socialiste, animée par Ziromski et d'orientation crypto-stalinienne, l'autre l'Action socialiste, animée par Yves Dechezelles ancien secrétaire général adjoint de la S.F.I.O. solidaire des Jeunesses Socialistes et donc favorable aux thèses trotskystes.

Par ailleurs des groupes se détachaient du P.C.F. et nous rejoignaient, notamment Raffin Dugens membre du parti communiste qui avait participé pendant la Première Guerre mondiale à la conférence de Kienthal qui réunissait les socialistes restés internationalistes autour de Lénine et Trotsky.

En novembre 1946, le P.C.I. avait présenté des candidats dans seize départements et avait obtenu un total de 60 000 voix, son pourcentage oscillant selon les endroits de 1 à 5 %.

Il est certain que la politique du P.C.F. (« Produire d'abord, revendiquer ensuite », « La grève est l'arme des trusts ») avait créé un climat favorable à une vaste mouvement revendicatf. Pour la première fois dans son histoire le P.C.F. se trouvait débordé sur sa gauche y compris dans ce qui était ses bastions comme les usines Renault et la S.N.C.F. Si la situation avait pu durer quelques années encore, si le P.C.F. n'avait pas durci sa position après le renvoi des ministres communistes par Ramadier, le trotskysme aurait pu s'imposer en France comme courant important et représentatif du mouvement ouvrier.

Mais combien étaient donc les trotskystes en France en cette année 1947 pour provoquer tant de difficultés à la politique de collaboration de classe tant des dirigeants réformistes que staliniens ? On aura peine à croire qu'ils n'étaient que 557, stagiaires compris [7]. L'on discutait au sein du P.C.I. cette année-là d'une prochaine fusion avec les Jeunesses Socialistes devenues autonomes et l'Action socialiste révolutionnaire qui, ensemble, comptaient 15 000 inscrits.

C'est dans cette période, qualifiée par elle de « montée révolutionnaire » que la nouvelle direction prit en mains les destinées du P.C.I. Son objectif était de construire un parti révolutionnaire lié à une véritable avant-garde ouvrière. Il faut dire tout de suite afin de ne pas susciter des faux regrets, que ses espoirs furent déçus car il apparut très vite que la croissance de l'influence des trotskystes était avant tout conjoncturelle et qu'elle ne signifiait pas le ralliement d'une partie de la classe ouvrière à son programme. Elle tenait essentiellement à l'absence de tout pôle de regroupement des travailleurs déçus par la politique de collaboration de classe suivie par le P.C.F.

7. Chiffres communiqués par J.R. Chauvin, alors secrétaire à l'organisation du P.C.I.

Une des maladies endémiques du trotskysme est la « scissionnite ». En effet, il n'était pas rare qu'un groupe n'ayant pu faire triompher ses vues dans un congrès quitte le P.C.I. et constitue dans son orbite un embryon de mouvement trotskyste.

Pendant le temps où j'ai milité au P.C.I., en ai-je vu des départs de militants ou de groupes plus ou moins importants. Je dois dire que quelques années plus tard j'en ai retrouvé un certain nombre à la Nouvelle Gauche, puis à l'Union de la Gauche Socialiste puis enfin au P.S.U.

La première scission à laquelle j'assistais fut celle du 4e congrès de novembre 1947. La tendance dirigée par Frank, Lambert, Privas, Durez reprit la majorité à quelques mandats près à la tendance Parisot-Demazière-Craipeau et repoussa la fusion immédiate avec les Jeunesses Socialistes et l'A.S.R. La tendance Parisot quitta le congrès affirmant qu'elle n'en reconnaissait pas la validité et fusionna peu après avec les J.S. et l'A.S.R. et participa au R.D.R. (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire) fondé par Jean-Paul Sartre et un ancien trotskyste David Rousset.

En même temps ou à quelques jours de distance, deux autres petites tendances quittèrent le P.C.I. L'une celle de *Chaulieu* (Cornélius Castoriadis) forma le groupe « *Socialisme ou Barbarie* » et nous prit notre jeune camarade Simon Fabre de Montauban, déjà depuis deux ans à Paris. Pour cette tendance, l'appareil du P.C.F. et de la C.G.T. constituait l'embryon d'une nouvelle classe exploiteuse cherchant à établir sa domination comme en U.R.S.S. Pour elle, le P.C. représentait l'ennemi principal. Par l'intermédiaire de Simon, *Chaulieu* tenta de me rallier à son courant mais je m'y refusais. Je pouvais avoir des griefs sévères à formuler à l'égard du P.C., notamment pour ce qui était de son comportement et de sa politique, mais de là à le considérer comme l'ennemi, alors que tant de travailleurs sont derrière lui et lui font confiance, il y a un pas que je me suis toujours refusé à franchir. L'autre petite tendance, celle de Gallienne défendait aussi une position à mes yeux inacceptable : l'U.R.S.S. connaissait un capitalisme d'Etat. Staliniens et capitalistes ne se distinguaient pas et contre eux, nous devions mener un même combat. Là encore je n'étais pas d'accord.

La dernière scission à laquelle j'assistais sans prendre part au débat fut celle de 1951 à propos de l'entrisme *sui generis*. *Michel Pablo* (Michel Raptis) membre du secrétariat de la IVe Internationale avait développé une analyse selon laquelle la Troisième Guerre mondiale était proche (c'était l'époque de la guerre de Corée) et il en déduisait que les sections de la IVe Internationale devait entrer dans les partis ouvriers de masse, c'est-à-dire dans les partis communistes en France et en Italie par exemple, dans les partis socialistes en Angleterre et en Allemagne, afin d'y promouvoir une orientation révolutionnaire. Cette orientation dite « d'entrisme *sui generis* » à laquelle se rallièrent Frank et le camarade belge Ernest Mandel eut la majorité dans la IVe Internationle, mais fut minoritaire dans la section française où Bleibtreu, Lequenne et Lambert décidèrent de maintenir le P.C.I., mais un P.C.I. fort diminué à la suite de ces scissions. Peu après d'ailleurs Bleibtreu et Lequenne rompirent avec Lambert et rejoignirent la Nouvelle Gauche.

Au retour d'une session du comité central, tenue les 25 et 26 mai 1947, à laquelle Roger Bourgeade et moi-même avions représenté notre région, session particulièrement éprouvante car quatre motions de tendances s'y étaient opposées, nous rédigions un texte résumant nos impressions et formulant des propositions. Ce texte au titre évocateur : « Pour l'unité du parti » fut publié dans le bulletin intérieur. En raison de sa longueur il n'est pas possible de le reproduire ici, mais

il restera pour notre région de province, une plate-forme constante de réflexion et d'orientation parce qu'il indiquait clairement un état d'esprit unitaire en contradiction avec des débats internes dont la portée politique bien souvent nous échappait.

J'ai vu tant de départs en peu d'années que je ne croyais plus que ce mouvement qui se rétrécissait comme une peau de chagrin à chaque nouvelle migration, put avoir un quelconque avenir. Je continuais à maintenir notre petit groupe de Tarn-et-Garonne en dehors des tempêtes qui agitaient en permanence les sommets parisiens. En 1951, les frères Bourgeade étaient partis à Marseille pour des raisons professionnelles, je me retrouvais pratiquement seul. C'est alors que sans bruit, fatigué d'un combat mené presque en solitaire, je quittais le P.C.I. discrètement sur la pointe des pieds. Je continuais à avoir quelques contacts épisodiques avec Paris. De temps à autre on me demandait un article pour la *Vérité des travailleurs*, tel celui que je fis en 1957 pour le cinquantenaire de la révolte des vignerons du Midi, alors que j'étais adhérent à l'U.G.S.

J'ai milité activement dans le P.C.I. de 1946 à 1951 et, malgré les inévitables déceptions qui succèdent aux rêves non réalisés, je peux affirmer, que politiquement, ces cinq années furent pour moi d'une grande richesse. Si j'ai quelques notions élémentaires de la doctrine marxiste-léniniste, c'est bien en cette période que je les ai acquises. Tout au long de ma vie militante ultérieure, j'ai pu me rendre compte combien étaient précieuses ces connaissances qui m'ont permis de faire, sans trop d'erreurs, des analyses de situations difficiles.

Indépendamment de la grève Renault, qui tint en haleine le parti pendant quelques semaines, j'ai participé à deux importants débats. L'un, qui se prolongea pendant plusieurs mois et trouva sa conclusion en une réunion dans la salle des Sociétés Savantes, rue Serpente, visant à définir la nature de l'U.R.S.S. et à fixer une position au sujet de sa défense éventuelle. Après deux jours de passionnants débats, un large accord se réalisa pour considérer l'Union Soviétique, comme Etat ouvrier en voie de dégénérescence, conservant malgré tout des structures socialistes : socialisation des moyens de productions, monopole du commerce extérieur, etc., et qu'à ce titre, pour les trotskystes, sa défense devait être assurée inconditionnellement. Voilà la position officielle des trotskystes français à cette époque, qui contraste, on en conviendra, avec toutes les calomnies antisoviétiques que les staliniens ont pu déverser contre eux.

Le deuxième débat important auquel j'ai participé concernait « l'entrisme ». Ceux qui défendaient cette position avec le plus de vigueur, prétendant que l'on pouvait faire un excellent travail au sein du P.C.F., étaient Michèle Mestre et Mathias Corvin. Ils y entrèrent en effet. Je les ai longtemps perdu de vue pour apprendre par la suite qu'ils avaient rompu avec le trotskysme et rallié les positions des communistes les plus durs, allant jusqu'à approuver fermement l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. Si je n'étais guère chaud pour cette forme de travail au sein d'organisations politiques ce dernier exemple achève de m'en dégoûter à jamais.

Il y eut peut-être d'autres tentatives « d'entrisme » à la Nouvelle Gauche, à l'U.G.S., puis au P.S.U. car j'y ai retrouvé un certain nombre de militants trotskystes connus. S'agissait-il d'une nouvelle tentative ou à moins que comme moi, lassés des scissions continuelles, ils n'aient décidé d'investir leur militantisme dans des organisations ayant peut-être un avenir aussi incertain, mais d'une stabilité organisationnelle plus évidente.

En 1949, par l'intermédiaire de Jean Duvignaud, qui m'accompagnait, j'ai eu une entrevue avec Jean Cassou à son domicile parisien. Je ne l'avais par revu depuis le jour d'octobre 1944, lors de la visite que je lui fis à la clinique de l'Union, où il achevait de se remettre des blessures reçues à Toulouse la veille de la Libération. J'ai eu un grand plaisir à le revoir. Au cours de la conversation, il me confirma sa rupture avec le P.C. après l'affaire Tito et me parla du texte qu'il préparait pour la revue *Esprit* qui allait consacrer la rupture définitive avec les communistes français.

Le « schisme » de Tito fut l'occasion de grands débats au sein du P.C.I. La solidarité des trotskystes à l'égard du P.C. yougoslave, qui venait de rompre avec éclat ses liens avec Staline, se manifesta de façon concrète, par l'organisation de brigades de travail qui allèrent bénévolement aider les travailleurs yougoslaves. Le travail d'organisation de ces brigades me valut un article dans le journal du P.C. de Tarn-et-Garonne. J'y étais dénoncé, ainsi qu'un nommé Sales, que je ne connaissais pas, comme un agent du traître et renégat Tito, le tout assaisonné d'injures habituelles. Ceux qui ont commis cet article injurieux auraient l'air malin aujourd'hui en le relisant car, si ma mémoire est bonne, de hauts responsables communistes sont allés, depuis, en Yougoslavie saluer fraternellement le camarade Tito, sans que la presse communiste les accable des calomnies habituelles.

Un autre temps fort de mon passage au P.C.I. fut l'organisation et la tenue d'un camp national de cadres ; ma région en fût chargée. Il eut lieu pendant l'été 1947, à Verdun-sur-Garonne et réunit une trentaine de participants venus de Paris et de diverses régions. L'hébergement était assuré par le camarade Rey, les cours avaient lieu dans la salle des fêtes du café Duraude. Bien que chargé de l'organisation et des problèmes d'intendance, j'ai pu suivre une partie des cours. J. Privas en assurait l'essentiel. Outre leur aspect pratique, ils portaient sur des problèmes théoriques. J'ai encore beaucoup appris à l'occasion de ce stage qui se déroulait dans une ambiance de camaraderie et d'amitié rarement trouvée ailleurs.

L'été suivant je fus à nouveau chargé d'organiser un stage identique de quinze jours. Il eut lieu à Montauban à l'auberge de la jeunesse, avec encore une trentaine de participants. Le choix du lieu peut s'expliquer par le fait que de nombreux militants trotskystes étaient à la direction des A.J. et notamment Marc Paillet, alors responsable national.

A partir de 1949, le P.C.I. miné par des scissions successives n'était plus qu'une organisation sans possibilité d'intervention réelle, sans prise sur les masses. Les perspectives de devenir un puissant mouvement révolutionnaire s'estompaient et il faudra attendre vingt ans pour voir la résurgence du trotskysme en 1968. Comme beaucoup de vieux militants, à ce moment et dans les mois qui suivirent, j'ai cru qu'un regroupement de toute l'extrême-gauche allait s'opérer pour donner naissance au grand parti révolutionnaire qui porterait vers la victoire nos espoirs si longtemps déçus. Hélas, une fois encore, la réalité fut toute autre.

Quelle conclusion tirer de mon expérience dans le mouvement trotskyste ? D'abord que j'y ai rencontré beaucoup de camaraderie et lié des amitiés durables, ce qui contrastait avec le milieu froid et inhumain que je venais de quitter. C'est ainsi que j'ai abandonné le P.C.I. sans pour autant être considéré comme un adversaire ou un traître, sans subir quolibets ou injures. J'ai conservé au sein de l'organisation de solides amitiés et après mon départ, j'ai essayé de lui rendre tous les services qu'il a été en mon pouvoir de lui rendre.

J'ai pu durant mon court séjour acquérir les connaissances théoriques essentielles qui me faisaient défaut et qui me seront si utiles par la suite au cours de mon long cheminement au sein de la gauche. Enfin, et c'est le côté négatif de l'expérience, j'ai pu vérifier le danger que représentent les tendances au sein d'une organisation, lorsqu'elles sont poussées aux limites extrêmes qui en font un parti dans le parti et rendent, de ce fait, les cassures inévitables.

Voilà pourquoi au cours de mon cheminement politique ultérieur, j'ai toujours refusé de me laisser enfermer dans une tendance qui en arrive à privilégier l'action minoritaire à l'action globale. Si j'ai toujours admis que diverses sensibilités traversent un mouvement et puissent s'y exprimer librement, ce qui me semble être la forme la plus élevée de la démocratie interne, je n'entends pas voir ces sensibilités se cristalliser sur des positions immuables. Voilà pourquoi, si je réprouve la tendance structurelle figée, j'approuve le « courant de pensée » qui peut se modifier au cours de son évolution, le propre du courant étant de se mouvoir. Pour les trotskystes, je crois que les choses sont moins claires, les dures batailles menées au sein de l'opposition de gauche, qu'ils ont reçues en héritage, semblent devoir les condamner à de perpétuelles scissions, comme s'ils étaient frappés de la malédiction qui les force à se désunir sans jamais parvenir à se regrouper. C'est à croire qu'ils portent en eux le germe de leur propre destruction. Sincèrement, je le déplore, car j'ai trouvé chez eux beaucoup des qualités qui font les vrais révolutionnaires et surtout un accueil que je ne saurais jamais oublier.

Conclusion

En commençant la rédaction de mes souvenirs, j'avais prévu que cette première partie serait consacrée à mon passage dans le *Mouvement communiste* (P.C.F. et P.C.I.). Au terme de cette première étape, je dois dire que mon itinéraire va se poursuivre pendant trente ans au sein de diverses familles composantes du *Mouvement socialiste* (Nouvelle Gauche, U.G.S., P.S.U. et P.S.). La narration de cette recherche d'un autre socialisme, que je mènerai avec des fortunes diverses au sein de ces organisations, constituera la deuxième partie de mes souvenirs.

Je n'aurai pas la vanité d'affirmer que ce travail rédactionnel fut pour moi chose facile. Au contraire, il m'a imposé un gros effort, car j'appartiens à cette génération de militants qui, pour le plus grand nombre, n'ont reçu de la Troisième République que le certificat d'études comme formation intellectuelle, mais qui se trouvaient de par leur promotion à des responsabilités aptes à recevoir une certaine culture qui donnait un sens nouveau à leur vie d'hommes et de militants. Dans ce domaine de la connaissance je n'oublie pas que je dois beaucoup au parti communiste qui m'a fait découvrir ce que j'étais et ce que je pouvais être. Pour cela, je ne lui ai jamais marchandé ma reconnaissance.

Ce parti sur lequel je porte des critiques parfois sévères, est celui qui a guidé mes premiers pas dans la vie politique, celui dont j'ai reçu certains principes qui deviendront pour moi une règle de vie. Ce parti qui fut l'amour et le désespoir de ma jeunesse, auquel j'appartenais corps et âme, auquel je croyais avec ferveur, a suscité en moi des réflexions parfois contradictoires.

Par l'arbitraire de la sanction dont il m'a frappé, j'ai connu une des plus profondes peines de mon existence, de ces peines qui ne peuvent se comparer qu'à celles que l'on éprouve à la perte d'un être cher. Mais, par lui, j'ai aussi connu l'exaltation de la lutte, acquis l'esprit de sacrifice, le sens de la responsabilité et de l'organisation qui étaient autant de vertus révolutionnaires. Etre communiste à cette époque, c'était accepter une loi morale qui s'affirmait dans la discipline de parti. C'était l'époque ou l'on entrait en communisme un peu comme on entre en religion. Et puis, c'était le temps de la jeunesse, car pour toute une génération, le communisme ce fut la jeunesse du monde en même temps que sa propre jeunesse.

Quoi qu'il puisse advenir par la suite, mon passage au parti communiste restera la grande expérience de ma vie, celle qui vous marque comme au fer rouge, celle

des plus folles espérances comme celle des plus tragiques déceptions qui furent pour moi la fin d'un immense espoir déçu. Mais ces déceptions si amères soient-elles, ne m'ont jamais fait oublier ceux qui, derrière ce parti, croyaient toujours en lui, aux travailleurs, ceux de ma classe dans laquelle je suis toujours resté profondément enraciné. Si mes critiques furent parfois vives elles n'ont jamais pris le ton de l'anticommunisme au sens que l'on donne généralement à l'attitude de ceux qui condamnent systématiquement dans sa globalité la politique du P.C. J'ai toujours souhaité une transformation de ses structures bureaucratiques dont je fus l'une des innombrables victimes et une totale indépendance à l'égard des horlogers du Kremlin qui pendant un demi-siècle ont donné l'heure à tous les P.C.

Cette première partie de mes souvenirs étant en quelque sorte un bilan, il m'apparaît que, compte tenu d'une situation dramatique, j'ai essayé d'être objectif et vrai en faisant appel le plus souvent à des témoignages écrits. Ai-je réussi ? Ce n'est plus à moi qu'il appartient de donner la réponse. Dans un constant souci d'objectivité je me suis efforcé d'éviter certains écueils. D'abord ceux qui m'auraient incité à adoucir les « aspérités » de mon comportement en certaines circonstances, ou à passer volontairement sous silence des événements auxquels je fus mêlé, qui m'obligèrent à prendre des positions dont je ne tire nulle fierté aujourd'hui. Ainsi, il m'eut été loisible d'affirmer avoir eu des désaccords politiques avec mon parti ce qui aurait donné une autre motivation à mon exclusion. J'aurai eu là un argument commode mais mensonger.

Comme pour tout travail qui arrive à son terme, je ressens l'impression de n'avoir pas fait tout le nécessaire pour le mener à bien ; il manquera toujours quelque chose, me semble-t-il, pour en faire un témoignage probant. Lorsqu'il s'agit d'exhumer des souvenirs anciens, les absences sont forcément nombreuses et si j'ai péché ce ne peut être que par omission. Je n'ai voulu, en aucun cas, rien cacher de ce que fut mon passé tel qu'il a été, dans son intégralité, sans en rien changer. J'ai tenu à me présenter tel que je crois avoir été, à ne rien éluder de mes erreurs, de mes faiblesses mais aussi de mon enthousiasme. J'ai toujours cru que le courage consiste à rechercher en soi ses propres erreurs et à les confesser. Voilà comment je comprend la libre et sincère autocritique.

Ce bilan qui fut pour moi un ultime examen de conscience, m'a obligé à refaire le voyage au terme duquel je ressens dans la brutalité du terme ce que c'est que d'avoir été stalinien et à me rendre compte combien pendant une période, heureusement courte j'ai aidé inconsciemment à la perversion d'un idéal que je plaçais au-dessus de tout. Et malgré cela je n'éprouve avec le recul du temps, qu'une honte mitigée à avoir été un bon stalinien, à une époque où l'on pouvait croire que cela représentait un acte de foi et le désir de se battre contre une société injuste et condamnée. Je l'ai été sincèrement, sans ambition ni une quelconque recherche d'intérêt ou de profit. L'histoire de ma vie démontre que j'ai reçu souvent des coups, rarement d'honneurs. N'est-ce pas là la preuve d'un désintéressement jamais contesté ?

Bien sûr, il est pénible d'avoir à reconnaître aujourd'hui avoir été trompé par ceux qui ont utilisé à des fins misérables des sentiments généreux. Je regrette de m'être laissé abuser par des imposteurs dont, pour les survivants, on attend encore l'autocritique, qui m'ont fait prendre le sinistre Vychinsky pour l'archange défenseur de la morale communiste, alors qu'il n'était que le valet d'un système qui enfanta le Goulag, les déportations de masse et les exécutions de centaines de milliers de communistes. Je regrette de ne pas m'être dressé contre ces horreurs

staliniennes, car nous qui les avons acceptées sans avoir le moindre doute sur les abominables accusations portées contre les victimes, sommes collectivement responsables et je n'échappe pas à ce verdict.

Je ne peux trouver d'excuses aux erreurs que j'ai pu commettre ou que j'ai laissé commettre sans protester que dans le fait que jeune militant sans culture, victime dès mon jeune âge de l'exploitation féroce des capitalistes de mon pays, j'ai cru que l'Union Soviétique devait être pour nous notre première patrie, celle des travailleurs victorieux construisant le socialisme. C'étaient là des motifs d'espérance pour continuer un combat sans merci contre les forces réactionnaires. Fiers de la première victoire des travailleurs ayant accédé au pouvoir et développant les conquêtes de leur révolution sous la conduite de leur « guide éclairé », cela nous donnait le courage de nous proclamer staliniens pour nous, titre de gloire; alors que pour tant d'autres il n'était qu'objet de mépris.

Mon passage au sein du P.C.F. et les conditions dans lesquelles j'en suis sorti furent pour moi une expérience douloureuse dont j'ai tiré au moins une leçon et pris quelques résolutions qui depuis lors sont devenues une règle de conduite. Refuser toute croyance aveugle, toute foi inconditionnelle à quelque cause que ce soit et conserver ma liberté de jugement en me souvenant de la phrase prononcée par Lénine et bien oubliée depuis : « Celui qui croit sur parole en politique est un imbécile sans espoir ».

Se battre pour une idée, mais pas pour les hommes qui s'en déclarent ou s'en font déclarer les chefs historiques et qui n'en sont souvent que les chantres patentés. Lorsqu'on a conscience que les chefs se trompent ou nous trompent avoir le courage de le leur dire et considérer comme un devoir de les abandonner.

La pratique de ces quelques principes m'a fait retrouver le sens réel du mot liberté. Je me sens libre, libre de discuter, de donner mon avis, surtout lorsqu'il ne va pas dans le sens de l'orthodoxie, libre de ne pas attendre la lumière d'en haut mais de la rechercher moi-même.

En 1945, je m'étais promis que quoi qu'il advienne je resterai toujours engagé et toujours à gauche, ne serait-ce que pour prouver que tous les exclus du P.C.F. ne furent pas des Doriot ; mais surtout parce que mes sentiments me portaient à gauche et que sans m'avilir, surtout à mes yeux, je savais ne jamais pouvoir franchir la barrière de classe. J'ai voulu prouver qu'en dehors du P.C.F., sous d'autres formes et dans d'autres milieux, on pouvait continuer de faire progresser l'idéal socialiste, cet idéal que je porte en moi, qui a irradié ma vie qui, sans lui, n'aurait été que triste et végétative. Je suis plus que jamais assuré que je continuerai dans cette voie tant qu'il me restera quelques forces et assez de lucidité. J'appartiens pour la vie au camp socialiste qui demeure la meilleure promesse pour demain. Je rêve de prendre une part modeste à la grande œuvre qui va s'accomplir, qui ne sera jamais achevée. Je rêve d'un socialisme dont je commence à discerner les contours sur fond de liberté, un socialisme que mes petits-enfants ne seront pas dans l'obligation de renier, un socialisme qui ne garantira ma liberté qu'en assurant aussi celle des autres, de tous les autres.

Je suis de la race de ceux pour qui, en politique, les demi-mesures, les demi-engagements, masquent souvent faiblesse et esprit de capitulation. Pour moi, l'engagement doit être total ou ne pas être, on donne tout à une cause ou on ne lui

donne rien. Hors de ce critère que d'aucuns jugeront sévère, toute donation partielle n'est qu'aumône. J'ai parfois donné mon foyer en holocauste à ma vie militante, il m'est arrivé quelquefois de le regretter ; je suis sûr aujourd'hui que tout était bien ainsi.

Cette interprétation quasi évangélique du militantisme est certainement le propre de ma génération qui en un demi-siècle vit se maintenir, naître et succomber trois organisations internationales des travailleurs, s'unir, se désunir et se créer en France de grandes centrales syndicales, se succéder trois républiques et l'Etat français.

Mais, est-ce encore à ceux de ma génération de juger ce passé que nous avons vécu trop intensément ? Tout au plus avons-nous le devoir de confesser publiquement les erreurs de ce passé ; quand à le juger nous-même, ne sommes-nous pas récusés par l'histoire ?

Ma confession personnelle terminée, si mon autocritique suscitait des émules je m'en réjouirais. J'ai essayé de ne pas déformer les faits justifiant ma rupture avec le passé, ce passé que je crois avoir mis à nu sans complaisance mais sans plaisir ; car quelle satisfaction peut éprouver un croyant en découvrant que l'idole est creuse et son culte mensonger ?

Ceux qui liront ces lignes pourraient croire qu'en confessant mon passé de stalinien j'ai parfois manqué de repentir, mais j'ose espérer qu'ils ne jugeront pas que j'ai manqué de sincérité.

Table des matières

Collection « Pensée »

Les grandes idées qui ont inspiré la présence et l'action des « hommes-flèches » de notre temps.

Jean-Baptiste Fages
Comprendre Jacques Lacan
1 vol. 13,5 × 21, 128 pages

Franco Lombardi
La pédagogie marxiste d'Antonio Gramsci
(traduit de l'italien)
1 vol. 13,5 × 21, 120 pages

Ehrhard Bahr
La pensée de Georg Lukács
(traduit de l'allemand)
1 vol. 13,5 × 21, 116 pages

Jean-Baptiste Fages
Comprendre Claude Lévi-Strauss
1 vol. 13,5 × 21, 130 pages

Daniel Laurent
La pensée de Nietzsche et l'homme actuel
1 vol. 13,5 × 21, 200 pages

Jean-Marie Dolle
Pour comprendre Jean Piaget
1 vol. 13,5 × 21, 228 pages

Denise Avenas
La pensée de Léon Trotsky
1 vol. 13,5 × 21, 176 pages

André Marissel
La pensée créatrice d'André Malraux
1 vol. 13,5 × 21, 240 pages

Jean-Baptiste Fages
Comprendre Roland Barthes
1 vol. 13,5 × 21, 232 pages

Jean-Baptiste Fages
Comprendre Edgar Morin
1 vol. 13,5 × 21, 240 pages